



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juillet 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2015

CAUSERIE

[Info de dernières minutes. Alexis Tsipras capitule sur toute la ligne](#)

Selon les informations du Financial Times, Alexis Tsipras aurait finalement cédé en envoyant une dernière proposition aux « institutions », FMI, BCE et Commission européenne. Cette dernière mouture d'un accord sur le dossier grec reprendrait l'intégralité de la dernière version proposée par les européens au gouvernement Syriza. A quelques exceptions près : permettre aux îles grecques d'afficher un taux de TVA moins élevé que dans le reste du pays, repousser au mois d'octobre le début de la réforme des retraites et enfin, une poursuite temporaire de l'aide apportée aux retraités les plus pauvres.

Cette ultime proposition sera mise au délibéré des membres de l'Eurogroupe, c'est-à-dire des ministres des finances européens, ce mercredi 1 juillet à 17h30. La décision de la BCE, attendue ce jour, de continuer ou non à soutenir le système bancaire grec, faisait peser la menace d'une faillite presque immédiate des banques grecques, et ce, quelques jours avant le tenue du référendum prévu ce dimanche.

A l'annonce de la proposition formulée par Alexis Tsipras, les bourses européennes ont repris leur marche en avant, voyant ici le signal d'une réelle possibilité d'accord, et l'éloignement d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Atlantico.fr 01.07

[Une première analyse à chaud](#)

Il est 21h30 à Pondichéry

Petit exercice de dialectique appliquée à la question grecque.

Suite aux derniers développements de la crise grecque, plusieurs scénarios sont envisageables.

Pour commencer, soit le gouvernement maintient le référendum, soit il l'annule.

S'il l'annule, il imite l'ex-gouvernement dirigé par la Pasok et il est laminé.

Soit il le maintient et deux scénarios sont possibles.

Soit le oui l'emporte, parce qu'une partie des travailleurs se sont abstenus exprimant leur rejet des dernières propositions du gouvernement faites à la troïka signifiant sa capitulation pour ne pas les cautionner.

Soit le non l'emporte.

En cas de victoire du oui l'affaire est réglée, le gouvernement applique les contre-réformes souhaitées par la troïka, Syriza se disloque ou explose et est voué dans le futur à végéter ou disparaître.

En cas de victoire du non, deux scénarios sont possibles.

Soit le gouvernement n'en tient pas compte et il commet un déni de démocratie, et là encore il est voué à connaître le sort du Front de gauche en France.

Soit il en tient compte, le scénario le plus improbable, parce qu'il implique que la Grèce se tourne vers d'autres créanciers (lesquels ?) ou sorte de la zone euro, or les dirigeants de Syriza y sont farouchement opposés.

Dans tous les cas de figure, Syriza est démasqué et voué à un avenir pitoyable de pilier du régime, ce qu'il n'avait jamais cessé d'être en refusant de rompre avec les institutions grecques, l'euro et l'UE.

Il n'y a aucun avenir politique pour ce type de parti en Grèce qui pratique en permanence un double langage ou qui joue un double jeu pour finalement s'avérer incapable de rompre avec l'ordre établi.

On ne peut pas le qualifier de parti démocratique, puisqu'il vient de prouver le contraire. On ne peut pas le caractériser de parti réformiste, puisqu'il vient de démontrer l'inverse. C'est un parti de droite tout simplement, qui s'est présenté sous un faux masque, et qui face à l'épreuve des faits est démasqué. La suite demain.

[La France : C'est pire que l'Inde !](#)

- Canicule: Plus de 600.000 foyers privés d'électricité dans l'Ouest - 20minutes.fr

42°C hier midi à Pondichéry (Sud de l'Inde), 31°C ce matin à 8h et pas de coupures de courant, cherchez l'erreur. Il fait 41°C à l'heure où j'écris ces lignes, 37°C dans mon bureau, je crève littéralement !

Et il faut voir comment cela tient avec des poteaux électriques qui penchent du côté où ils vont tomber, des cables détendus, rafistolés qui menacent de se toucher ou s'écraser au sol en cas de rafales de vent et j'en passe, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils coupent systématiquement le courant dès qu'il tombe une goutte de pluie ou que le vent se lève, sinon depuis qu'ils ont mis en service la dernière centrale nucléaire, on n'a plus de coupures de courant pour ainsi dire.

Je suis contre l'énergie nucléaire et ce n'est pas moi qui aie décidé de recourir à cette forme d'énergie pour produire de l'électricité en Inde. De même que je ne suis pas un disciple de Gandhi qui préconisait d'en rester au char à boeuf ou de revenir à l'âge de pierre, contre Nerhu qui était partisan de l'industrialisation du pays en s'inspirant de l'URSS. On fait avec ce qu'on a à défaut de mieux ou en attendant mieux, on n'a pas vraiment le choix hélas !

[Mélénchon déconnecté de la réalité, est-il de gauche ? Vérifions-le.](#)

Invité de l'émission « Preuve par Trois » mardi 30 juin, Jean Luc Mélénchon. - publicsenat.fr 30.06

Soutien à l'euro et l'UE, donc à la troïka, au marché, à l'oligarchie financière.

Il exprime un regret que Juncker et les partisans de l'euro apprécieront.

- Pour le député européen, les propositions de la commission européenne sur la dette grecque « sont en train de faire sauter la zone euro et la planète financière ». Quel bonheur, enfin ! Non pour monsieur Mélénchon ce sera plutôt quel malheur ! C'est qu'il y tient le bougre !

Pas un coup d'Etat politique ou tout court pour se débarrasser du gouvernement de centre-gauche, non l'UE en est totalement incapable, même pas en Ukraine ou en Syrie...

- « Ce qui se passe est un coup d'Etat financier parce que les dirigeants de l'Eurogroupe pensaient que la Grèce céderait ».

L'idéologie rétrograde, archaïque, féodale, haineuse, barbare, salafiste, wahhabiste ou takfiris est somme toute respectable.

Lorsqu'il soutient le salafisme ou le communautarisme islamique basé sur une idéologie féodale et barbare, la charia...

- « Il ne faut pas faire de chaque salafiste un terroriste », parce que le salafisme serait tout à fait respectable, voilà où en est rendu notre renégat du marxisme, auquel il n'a jamais compris grand chose apparemment.

Quand hypocritement il imite ceux qu'il dénonce.

Mieux, il ne faut pas faire de chaque Etat salafiste (Qatar, Turquie, ajoutons l'Arabie saoudite wahhabiste) des parias, ce serait se priver d'une manne financière dont le complexe militaro-industriel-financier français et l'économie française ont trop besoin en ce moment.

- « Il est énorme de faire une procès aux salafistes en France quand on va dans leur pays pour les soutenir et leur vendre des armes, ce n'est pas sérieux ». Il dénonce à juste titre quoique avec des réserves l'hypocrisie des autorités françaises, en soutenant le prosélytisme salafiste, donc ils les imitent.

La réserve réside dans le fait qu'il ne faut pas confondre ou faire un amalgame entre les autorités de Doha, Istanbul ou Riad et les travailleurs convertis au salafisme en France, entre les idéologues de la barbarie et ceux qui sont conditionnés puis instrumentalisés pour servir leurs intérêts politiques ou la stratégie du chaos et de la déstabilisation de l'Etat de Washington.

Washington et Tel-Aviv n'ont rien à voir les guerres actuelles au Moyen-Orient.

La guerre qui se propage d'Afghanistan jusqu'au Moyen-Orient en passant par le Maghreb et une partie de l'Afrique n'a rien à voir avec la volonté des Etats-Unis de conserver leur hégémonie sur le monde, non, c'est simplement une guéguerre entre "puissances régionales", son analyse est conforme à la propagande officielle, bravo monsieur le charlatan !

- « c'est une guerre entre puissances régionales, elles se font la guerre entre elles pour contrôler le Moyen Orient, ça n'a rien à voir avec le choc des civilisations », ben voyons, il vole au secours de Valls l'air de rien.

Quand il se fait gestionnaire de l'Union européenne des régions.

- « Nous sommes des opposants sérieux, nous avons des propositions ambitieuses pour les régions ». publicsenat.fr 30.06

Pour conclure par son délire mégalomane habituel.

- Pour Jean Luc Mélenchon, le parti de gauche sera présent au second tour de la présidentielle en 2017.

En complément. L'art du double langage démasqué.

- «La Grèce a déconné, est-ce une raison pour faire souffrir le peuple?», s'interroge Pierre Larroutrou - 20minutes.fr

Pierre Larroutrou ex-PS est le fondateur de Nouvelle Donne.

Où se situe le lézard ? C'est très simple.

Qui "a déconné" ? Qui va "souffrir" ? Certainement pas les mêmes, et comme il n'est pas question de faire souffrir ceux qui ont "déconné" parce qu'il faudrait les affronter et Larroutrou turlututu en est incapable ou ne l'envisage pas un seul instant, à l'arrivée ce sera au peuple de grec d'endurer de nouvelles privations et souffrances et la boucle de l'imposture est bouclée.

Ces gens-là sont des malfaisants.

[Comment manipuler les faits pour leur faire dire ce qui nous arrangerait ou comment les interpréter pour qu'ils soient compatibles avec notre propagande de guerre.](#)

- Attentat en Isère: Salhi dit avoir voulu se venger d'une «humiliation» subie - 20minutes.fr

Yassin Salhi, soupçonné d'avoir assassiné et décapité son patron le 26 juin, a expliqué aux enquêteurs avoir voulu se venger d'«

une humiliation » infligée par sa future victime, et non commettre un attentat islamiste, a rapporté un avocat qui l'a assisté.

« Il explique (son acte) par la vengeance, par l'humiliation que lui aurait fait subir son employeur », a rapporté Me Michel Kohn, qui a représenté Yassin Salhi quand cet homme a poursuivi sa garde à vue à Paris après l'avoir entamée à Lyon. 20minutes.fr 30.06

- La justice convaincue du mobile terroriste de l'acte de Yassin Salhi - Francetv info 30.06

L'essentiel, c'est qu'à force de le répéter la population le croira. Lire l'article dans cette page *Ouvrage de Guy Mettan: « Une contribution importante à la démythification des relations internationales »*.

ACTUALITE EN TITRES

[Après le coup de grâce les institutions ne mériteront même pas une minute de silence.](#)

- Attentat en Isère : l'Assemblée observe une minute de silence pour la victime - Francetv info

- Manuel Valls : « Il faut honorer la mémoire de Charles Pasqua » - Public Sénat

- Décès de Pasqua: réactions attristées à droite, parfois acides mais rarement virulentes à gauche - AFP

Bravo, à vomir votre gauche ! Optez pour l'Opposition de gauche révolutionnaire.

- Pour une vraie union nationale anti-islamiste - L'Express.fr

Dossier grec

Propagande et charnement de la réaction sur la Grèce.

Le gouvernement grec et Syriza tiennent en permanence un double langage au peuple grec en rejetant les propositions de la troïka tout en refusant d'envisager de rompre avec l'euro et l'UE, ce qui ne peut que favoriser la division des travailleurs et affaiblir le camp du "non", non qui les obligerait s'il sortait vainqueur de ce référendum, d'envisager la sortie de l'euro dans un premier temps ou de rejoindre les 12 pays de l'UE qui ne figurent pas dans la zone euro, ce que refusent d'entrevoir les autorités grecques. Finalement ils jouent le jeu de la troïka.

- Fitch abaisse d'un cran la note de la Grèce à "CC" - Reuters

- La Grèce en défaut de paiement - Francetv info

- Le compte à rebours est lancé pour la Grèce - Francetv info

- Crise grecque : "Si le 'non' gagne dimanche, nous risquons de retourner de dizaines d'années en arrière" - Francetv info

- En Grèce, aux côtés d'un chef d'entreprise pro-Europe - Francetv info

- L'Allemagne exaspérée par la situation grecque - Francetv info

- La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum - AFP

La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum prévu dimanche sur les propositions de ses créanciers, si les négociations reprennent avec l'Union européenne, a indiqué mardi soir à Bruxelles une source européenne proche des discussions. AFP 30.06

Le gouvernement grec va jouer à ce jeu jusqu'au 5 juillet en espérant que le "oui" l'emporte, ainsi il n'aura pas besoin de justifier sa capitulation devant la troïka. Mais rien n'est joué...

Si ce sont les chiffres de la police...

- Dans la manifestation pour le "oui" au référendum : "Nous voulons la Grèce en Europe, un point c'est tout" - Francetv info

- Au moins 20 000 personnes à Athènes pour défendre le "oui" au référendum de dimanche - Francetv info

Au moins 20 000 personnes, selon la police, étaient rassemblées mardi 30 juin au soir à Athènes pour soutenir le "Oui" au référendum organisé dimanche par le gouvernement d'Alexis Tsipras.

Lundi, plus de 17 000 supporters de Syriza avaient manifesté au même endroit dans le pays pour soutenir le "Non" au référendum. Francetv info 30.06

[Ce n'est pas seulement la dette de l'Etat qu'il faut annuler, mais l'Etat des banquiers qu'il faut liquider.](#)

Pourquoi les discours les plus radicaux qu'on entend depuis des années exigeant l'annulation de la "dette publique" ne mènent-ils nulle part ou dans une impasse ?

Parce que la solution est politique et ne peut se traduire que par l'abolition de l'Etat bourgeois ou capitaliste et l'expropriation du capital, ce que les virulents détracteurs de cette dette ne peuvent envisager pour être eux-mêmes inféodés au régime capitaliste. C'est facile à comprendre, tout se tient, c'est d'une logique implacable et tout le reste est du baratin.

- La dette publique française bat un record - Francetv info

Les chiffres du premier trimestre en France sont mauvais concernant la dette publique. Celle-ci a plus augmenté que prévu : 51,6 milliards d'euros en plus. Désormais, la dette publique se chiffre à 2 089,4 milliards d'euros.

Depuis 10 ans, elle ne fait qu'augmenter. Elle est passée de 65% du PIB à 97,5% du PIB, ce qui est un record. Ces derniers mois, l'État a emprunté plus que d'habitude pour profiter des taux d'intérêt très bas sur les marchés.

Aujourd'hui, la dette publique pèse 31 515 euros par habitant. Chaque année, le seul remboursement des intérêts de la dette est colossal. C'est le deuxième poste du budget de l'État après l'Éducation nationale. Francetv info 30.06

C'est le file à la patte, le boulet de la crise du capitalisme que l'oligarchie financière fait supporter aux Etats pour les contraindre à s'attaquer aux droits ou acquis sociaux des travailleurs qui correspond à la part des profits qui échappent aux prédateurs du marché.

Ce n'est qu'une partie de l'explication, car le fonctionnement du système économique capitaliste est totalement vicié ou corrompu par les pratiques mafieuses qu'ils ont introduites dans l'économie au début des années 70 et qui ont connu un développement fulgurant et incontrôlé depuis les années 90, pour aboutir aux différentes bulles et krachs qui ont eu lieu depuis.

Le service de la dette (auquel on peut ajouter notamment le budget de la défense) est devenu si colossal, qu'il brève le budget de l'Etat des moyens lui permettant d'assurer le financement des services publics ou sociaux.

La dette publique correspond au report ou à la prise en charge, au transfert de la dette des banquiers sur l'Etat, dit autrement au financement de la dette des capitalistes par l'Etat, tandis qu'ils confisquent les profits issus de l'économie productive pour accroître leur pouvoir pas seulement sur le plan économique ou financier, mais sur le plan politique, car cela leur permet à la fois de financer et de tirer profit de la stratégie politique mise en oeuvre par l'oligarchie financière, quand ce ne sont pas les mêmes qui sont aux commandes.

La dette étrangle les Etats otages et complices de l'oligarchie financière, qui doivent impérativement se soumettre à ses diktats, sous peine d'être déstabilisés et de faire l'objet d'un brutal changement de régime orchestré par ses représentants dans chaque pays.

C'est à ce chantage permanent que se plient volontiers tous les partis politiques qui gouvernent depuis plus de 30 ans en France et en Europe et ailleurs dans le monde sous la forme de coup d'Etat, guerres civiles ou génocides. Parmi ces partis ou représentants en France figurent le PS, le MRC, le PRG, les Verts ou EELV, le PCF, Mélenchon, ce que certains appellent encore frauduleusement la gauche ou la gauche de la gauche, qui durant ces décennies étaient soutenus par le PT (POI), la LCR (NPA) et LO.

Il faut être ignorant ou naïf pour croire que cela ne laisserait pas de traces ou que plus personne ne ferait allusion à cette longue période, que ses conséquences désastreuses pour le prolétariat et le mouvement ouvrier ne parviendraient pas jusqu'à nous, alors qu'on n'a cessé de les subir jusqu'à nos jours. C'était sans doute un "bon" calcul à court terme de manoeuvriers

ou bureaucrates, mais un très mauvais à long terme, car les militants ne manqueraient pas de rechercher les causes de la crise que traverse le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde qui en portent la responsabilité pour avoir refusé obstinément de caractériser politiquement le PS et ses satellites ou alliés comme des partis de droite et de rompre avec eux. Rappelons que le PS a été au pouvoir à trois reprises depuis mai 1981 et a géré la société pour le compte des capitalistes, sans que les rapports entre les partis et les partis avec les appareils corrompus des syndicats aient fondamentalement changé, bref, comme si rien ne s'était passé.

La dette mondiale tous acteurs économiques confondus qui s'élève à quelque 200.000 milliards de dollars témoigne de la faillite du système capitaliste, qui non seulement survie à crédit mais a déjà hypothéqué l'avenir et les besoins des générations futures qui seront forcément amenés à croître également, témoigne de l'incapacité de ce système économique à satisfaire les besoins de la population et le condamne à disparaître en même temps que sa dette.

On en est rendu à un point, semble-t-il, où non seulement il est impossible de gérer la société sans abolir cette dette faramineuse (plus de 2.000 milliards d'euros pour la France) et sans s'attaquer simultanément ou immédiatement et en profondeur aux fondements du capitalisme, dans la mesure où il est devenu sous l'effet du régime mafieux qui s'est développé en son sein un obstacle à la fois à tout nouveau développement économique et à tout progrès social. Il faut donc dorénavant envisager de le socialiser dans des proportions telles que l'ensemble de l'économie en soit totalement détachée ou que les pans de l'économie qui continueraient de fonctionner selon le mode de production capitaliste soient marginaux et dépendent entièrement du nouvel Etat ouvrier ou social, socialiste, afin que les conséquences liées à l'existence du marché mondial demeuré capitaliste soient prises en charge par la République sociale pour conserver le pouvoir en attendant que la révolution socialiste se développe dans d'autres pays, au niveau de l'Europe et du monde.

Il ne s'agirait pas de construire le socialisme dans un seul pays puisqu'il a été prouvé que c'était irréalisable, mais de se donner les moyens de tenir le plus longtemps possible dans un contexte féroce hostile à l'échelle mondiale, dans la perspective dans un premier temps des Etats-Unis socialistes d'Europe.

On vient d'observer en Grèce, qu'il n'était même pas imaginable de maintenir les salaires et les retraites au niveau actuel, alors comment envisager sérieusement de répondre aux besoins pressants de l'ensemble des travailleurs sans faire table rase du passé, sans liquider de fond en comble l'Etat et le capitalisme, passer à une société organisée sur des bases sociales radicalement différentes de celles du capitalisme, nécessitant des institutions et des superstructures nouvelles créées, dirigées et contrôlées par les travailleurs eux-mêmes qui détiendraient tout le pouvoir. C'est important de le préciser pour résister face à la réaction mondiale qui aujourd'hui se déchaîne contre la Grèce pour seulement 1,5 milliards d'euro non remboursés au FMI, somme dérisoire au regard de la dette des Etats de l'UE ou des Etats-Unis par exemple, de la capitalisation en bourse d'Apple, 1.000 milliards de dollars ou encore du "trésor de guerre" de l'Emirat islamique, 2.000 milliards de dollars.

Le combat pour l'annulation de la dette illégitime que les capitalistes ont reporté sur les Etats, doit s'inscrire dans une perspective politique beaucoup plus large que la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre, englobant la question du pouvoir, de l'Etat. Dans le cas contraire ou si on se contentait de la traiter comme une abstraction sans remettre en cause l'existence du régime capitaliste, on en arriverait forcément à un moment donné à s'aligner sur les besoins des capitalistes et à continuer de la régler au lieu de l'abolir.

En résumé, soit on accepte de prendre en charge la dette des capitalistes qui est le produit du capitalisme en crise, ce qui revient à n'entrevoir aucune issue à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, soit on s'y refuse en entrevoyant une issue à la crise du capitalisme au-delà du capitalisme en posant les bases sociales d'une société meilleures et plus justes.

Annuler unilatéralement la dette de l'Etat, déclarer qu'elle est frauduleuse et illégitime, refuser de la payer, exiger que les banquiers et les institutions financières qui ont extorqué des centaines de milliards d'euros à l'Etat, donc aux travailleurs, remboursent cette somme sous peine d'être nationalisés sur le champ, ce qu'ils refuseront ou ne pourront pas faire évidemment, figure au programme de la révolution socialiste, c'est le socialisme.

Cela nécessite d'avoir le courage d'affronter la classe dominante au lieu de la craindre ou de passer des compromis honteux avec elle et ses représentants. C'est s'engager résolument dans un processus révolutionnaire conduisant à terme à un changement de régime et de société qu'on a du mal à envisager à l'heure actuelle, ce qui témoigne si besoin était à quel point on avait pu être gangrené soi-même inconsciemment par l'idéologie dominante, parce qu'on avait oublié ou il ne nous était jamais venu à l'esprit que le mode de vie qu'on nous imposait depuis notre naissance était dénué de toute légitimité, pour n'avoir jamais pris conscience que rien ni personne ne pouvait justifier qu'on devrait vivre dans une société profondément injuste basée sur des inégalités aux conséquences insupportables ou dramatiques, en totale contradiction avec l'idée qu'on se faisait de la vie, de la société, qui pourraient être si agréables et sont devenus problématiques et cauchemardesques.

En guise d'épilogue, deux ou trois aspects que nous n'avons pas encore abordés.

Par le biais de comptes truqués et l'intermédiaire de Goldman Sachs ainsi que la complicité de l'UE et des gouvernements qui se

sont succédés, les marchés ont prêté des sommes importantes à la Grèce au-delà de sa capacité à les rembourser au départ à des taux d'intérêts bas, pour ensuite lui imposer des taux usuraires, au point qu'elle ne puisse plus rembourser ses prêts sans devoir s'endetter davantage, à condition de mettre en oeuvre des réformes structurelles toujours plus drastiques au peuple grec imposé par la troïka.

On pourrait dire qu'on a là sous les yeux le scénario qui va se produire à l'échelle européenne et mondiale, lorsque la Fed va décider d'augmenter ses taux directeurs qui serviront de référence à la BCE notamment.

Ce jour-là, tous les pays de l'UE, les plus faibles particulièrement, ceux du "sud", se retrouveront confrontés à la même situation que la Grèce. On peut facilement imaginer la situation sociale et politique qui va en découler simultanément dans tout un ensemble de pays rendant la gestion de l'UE totalement incontrôlable et la situation imprévisible, explosive sur le plan social, précipitant la crise politique des différents régimes. C'est un moyen que l'oligarchie financière a mis au point pour piller les ressources ou richesses d'un pays à son profit.

Un tout autre sujet mais qui est tout de même en rapport avec le précédent.

Aujourd'hui le dollar est très haut, artificiellement nous dit-on, certes, cela a pour conséquence pour les pays ayant emprunté au marché en dollar de devoir rembourser davantage sans que les taux d'intérêt n'aient augmenté. C'est un autre tour de passe-passe de l'oligarchie financière anglo-saxonne pour s'approprier les richesses des pays émergents ou en voie de développement, qui feront défaut pour financer le développement de leurs infrastructures ou qui ne bénéficieront pas à leurs populations.

Un pays comme l'Inde qui a emprunté des dizaines de milliards de dollars sur le marché lorsque la parité entre le dollar et la roupie était de 1 à 45 est passé à 1 à 68, il faut donc aujourd'hui trouver ou mobiliser 68 roupies au lieu de 45 pour rembourser 1 dollar, et cela vaut pour la presque totalité des pays en Asie et en Afrique qui sont ainsi rackettés et pillés le plus légalement du monde par les Américains.

A chaque situation, l'oligarchie financière anglo-saxonne adapte les instruments qui vont lui permettre de vampiriser les économies du monde entier, tandis que tous les gouvernements rampent devant eux, sauf la Russie, la Chine et quelques Etats de moindre importance dont les échanges demeurent malgré tout soumis à la dictature du dollar.

Quel gouvernement aura le courage de dénoncer cette formidable machination et de rompre avec les Etats-Unis ? Certainement pas le gouvernement grec, ni le gouvernement indien évidemment.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Riyad, pris pour cible des "Scud" d'Ansarallah - french.irib.ir

Dans un communiqué, émis par l'armée yéménite, celle-ci affirme avoir pris pour cible d'un double missile la base aérienne d'Al-Salil, située à Wadi al-Dawassar, au coeur de la région de Riyad. Les médias arabes, dont Sky News et l'agence de presse officielle yéménite, Saba, ont confirmé cette information.

Le général de brigade Charaf Loghman, Porte-parole de l'armée yéménite, a affirmé que les deux engins se sont abattus, avec une très haute précision, sur leur cible. "Il s'agit d'une attaque, qui s'effectue, en représailles aux raids aériens criminels de l'armée saoudienne. Dans notre dernier communiqué, nous avons annoncé avoir visé, déjà, les bases aériennes de Khaled Ben Abdel Aziz, à Khamis Machit, attaque qui a coûté la vie à plusieurs commandants saoudiens, américains et israéliens, présents sur la base.

C'est un acte qui se voulait un message : "Cessez de tyranniser le peuple yéménite", mais les saoudiens n'ont pas pris au sérieux notre message", lit-on, dans ce communiqué. "Aujourd'hui, le tir des missiles "Scud" contre la région de Riyad transmet un autre message : "Il est grand temps que les Saoudiens tirent leçon de leurs erreurs, sinon ils seront bien surpris, et nos surprises seront multiples". Sky News prétend que les missiles n'ont infligé aucun dégât à la base aérienne en question, car ils "ont été interceptés". Les médias pro-Riyad refusent, évidemment, de dévoiler le vrai bilan des pertes que l'armée saoudienne subit. french.irib.ir 30.06

Ce communiqué peut exagérer les faits en l'absence de confirmation d'autres sources... La propagande de guerre fait rage des

deux côtés et il faut s'en méfier comme de la peste, elle concerne au moins un ou deux articles sur trois, c'est pour dire, je ne les mets pas en ligne évidemment.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juillet 2015

CAUSERIE

Il fait 42°C, il n'y a pas de coupure de courant mais la tension est tombée à 170 volts au lieu de 220, du coup je ne peux pas remplir le réservoir d'eau le moteur tournerait trop lentement et cela me coûterait une fortune en électricité, comme quoi financièrement ma situation est compliquée.

On a ajouté quelques articles.

Apparemment, les portails où l'on s'approvisionne en articles, publient de plus en plus d'articles sans intérêt ou qui font la part belle à la propagande de tel ou tel gouvernement ou leurs auteurs se colportent en VRP de tel ou tel régime, ce qui peut gravement induire en erreur les lecteurs.

Le problème, c'est de trouver le temps de tous les lire avant de les mettre en ligne, et de faire la part des choses entre la qualité des infos qu'ils contiennent et le niveau de la propagande diffusée par leurs auteurs, qui doit être inférieure à l'intérêt que présentent leurs infos, dans le cas contraire il est préférable de ne pas les publier. Trouver la bonne mesure n'est pas le problème car on a acquis une solide expérience en la matière, c'est le temps !

A propos du site.

Environ 3.100 connexions à notre portail en juin, je me base sur le nombre de connexions à la page d'accueil du site en soustrayant mes propres connexions et celles des moteurs de recherche (approximativement). C'est peu, très peu, trop peu.

22.000 téléchargements au format pdf. Je me demande si ce chiffre est fiable, bien qu'au regard du nombre d'articles mis en ligne mensuellement et du nombre de connexions au site, cela se tient, c'est relativement peu aussi.

Quelques connexions à la Réunion, bravo !

[Quand de soi-disant trotskystes sèment la terreur, ils servent les intérêts de qui ? La classe dominante.](#)

Quand on vous disait qu'il y avait aussi des psychopathes parmi nous, quoique là je m'avance peut-être un peu, je ne connais pas ces gens-là et je ne pense pas que j'y gagnerais quelque chose à les connaître, ils se présentent comme des trotskystes, c'est à vous dégoûter du trotskysme, question : est-ce intentionnel ? On peut se poser la question en effet, car je suis trotskyste et à ma connaissance on ne se ressemble pas du tout, mais alors pas du tout.

Les États-Unis et les puissances de l'OTAN accélèrent les préparatifs pour une guerre nucléaire - Thomas Gaist - wsws.org - publié par Mondialisation.ca 30.06

Si après cela vous n'êtes pas tétanisé, c'est que vous étiez encore plus cinglé qu'eux sans le savoir ! Leurs articles sont publiés notamment par le portail canadien Mondialisation.ca.

[Tsipras vote oui et appelle à voter non.](#)

Tsipras a envoyé une lettre aux créanciers de la Grèce dans laquelle il exprimait son accord avec la totalité des nouvelles contre-réformes qu'ils voulaient imposer au peuple grec et que le gouvernement grec avait rejetées précédemment, en les amendant à la marge, ce qui revient à une capitulation totale face à la troïka. Et pour faire bonne mesure, simultanément Tsipras appelle à voter non au référendum, car dit-il la victoire du non signifierait "une forte pression" pour continuer les négociations, alors qu'il a déjà fait savoir à la troïka qu'il acceptait toutes ses conditions.

Autrement dit, Tsipras a voté oui avant le référendum auquel il appelle à voter non, sachant que dans tous les cas de figure il n'affrontera pas la troïka. Il a appelé à ce référendum suite aux pressions exercées par la gauche de Syriza et par les travailleurs qui refusent catégoriquement de nouveaux sacrifices.

On notera que bien que le gouvernement ait capitulé devant la troïka, celle-ci a refusé de reprendre les négociations avec les autorités grecques, ce qui signifie que la décision de la troïka est idéologique ou politique, elle exige que le gouvernement abdique, cesse de critiquer les mesures d'austérités adoptées par ses prédécesseurs et de relayer certaines revendications sociales des travailleurs grecs, elle n'a jamais digéré la défaite de la Nouvelle Démocratie, le parti de l'ordre officiel.

Extraits de quelques articles de presse.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé mercredi 1er juillet à la télévision qu'il était prêt à revenir à la table des négociations, tout en appelant son peuple à voter "non" lors du referendum de dimanche.

L'Eurogroupe s'est aligné sur la position la plus ferme, celle de Berlin, qui refuse toute discussion avant le référendum. Francetv info 01.07

- Grèce : discussions rompues avec la zone euro jusqu'au référendum - Francetv info

Ce mercredi, Alexis Tsipras a maintenu son appel à voter "non" au referendum de dimanche 5 juillet qui porte sur les demandes des créanciers, tout en assurant vouloir négocier avec eux un troisième plan d'aide.

Mais, "il n'y aura pas de troisième plan d'aide à la Grèce, en tout cas avant le référendum de dimanche", explique Pascal Verdeau en citant Angela Merkel. Il indique ensuite que François Hollande est plus nuancé. Le président de la République a appelé à un accord "tout de suite" avant d'emboîter le pas à la chancelière. "Il n'a plus vraiment la main", affirme le journaliste.

De son côté Alexis Tsipras appelle à voter "non" "pour se donner un moyen de pression supplémentaire".

Dans une réunion à huis clos, Jean-Claude Juncker s'est exclamé : "Toute cette énergie pour un désastre, c'est inacceptable. Nous étions presque d'accord sur les chiffres, il manquait 60 millions d'euros."

L'oligarchie financière et les médias à la manoeuvre.

- Grèce: Moody's abaisse la note en raison des "risques" liés au référendum - AFP

L'agence d'évaluation financière Moody's a abaissé mercredi la note de la dette grecque en pointant du doigt le "risque supplémentaire" que le référendum prévu dimanche ferait peser sur les créanciers privés du pays. AFP 01.07

- Les Grecs s'inquiètent à l'approche du referendum - Francetv info

- Les Slovaques en ont assez de payer pour les Grecs - Francetv info

Quand on est animé de mauvaises intentions forcément inavouables, vaut mieux en faire porter la responsabilité à quelqu'un d'autre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue en Françafrique.

- La troublante tournée africaine de Hollande... - leparisien.fr

Confronté à la menace terroriste, le chef de l'Etat, attendu ce soir au Bénin, première étape d'une mini-tournée sur le continent noir, est désormais contraint de composer avec certains autocrates africains.

Demain, le chef de l'Etat est ainsi attendu en grande pompe en Angola par le président José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis... 1979. Et, le lendemain, direction Yaoundé, où le président du Cameroun, Paul Biya, règne depuis bientôt trente-trois ans.

« Ces poignées de main sont une erreur et même une faute, car la démocratie et l'alternance, c'est aussi pour les Africains », dénonce l'ex-secrétaire d'Etat franco-togolais Kofi Yamgnane, qui n'a pas oublié les proclamations du candidat Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012, notamment celle du 22 janvier. « Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris », avait alors lancé le candidat PS au meeting du Bourget. Ce qui n'empêchera pas le Congolais Denis Sassou Nguesso (au pouvoir depuis 1997) de faire coup double le 7 juillet à Paris, où il sera reçu par François Hollande

mais aussi par le Premier ministre, Manuel Valls... Comme si les bonnes intentions du début du quinquennat avaient désormais du plomb dans l'aile.

Mais voilà, comme Nicolas Sarkozy en son temps, Hollande s'est mué en « chef de guerre », l'obligeant à réviser son logiciel africain.

Le sous-sol riche d'hydrocarbures de l'Angola ? « Ce pays a un petit côté Qatar africain, difficile de passer à côté », poursuit le même diplomate. Surtout à un moment où la diplomatie économique fait figure de priorité pour François Hollande, désormais converti à un principe : la realpolitik. leparisien.fr 01.07

[Déni de démocratie et corruption. Rien ni personne ne doit résister aux desiderata de l'oligarchie.](#)

Le Conseil de Paris donne son feu vert à la construction de la tour Triangle - AFP

Elle dressera peut-être sa silhouette imposante à la Porte de Versailles début 2020: après l'avoir rejeté en novembre, le Conseil de Paris a finalement approuvé mardi le projet de tour Triangle, grâce au revirement de plusieurs élus de la droite et du centre.

Le projet a réuni 87 voix pour et 74 contre. Deux élus ne se sont pas exprimés.

En novembre, il avait été rejeté de peu à la faveur d'une alliance de circonstance entre l'UMP, le groupe UDI-MoDem et les Verts - les UMP et les UDI s'étant rangés depuis la campagne des municipales à l'avis de Nathalie Kosciusko-Morizet, hostile à un projet de tour "isolé" qu'elle compare volontiers à la mal-aimée tour Montparnasse.

D'autres immeubles de grande hauteur verront le jour à la lisière de Paris, à Clichy-Batignolles (XVIIe), Massena (XIIIe) et Bercy-Charenton (XIIe), a rappelé la maire de Paris Anne Hidalgo.

Porte-parole du groupe UDI-MoDem, Yann Wehring a dénoncé le "mépris" d'Anne Hidalgo pour le Conseil de Paris "qui a voté contre ce projet, qu'on fait revoter sans réelle raison qui se tienne, et qu'on prend pour une bande d'imbéciles quand on ose nous parler d'un nouveau projet".

Auprès de la presse, Nathalie Kosciusko-Morizet s'est étonnée de la "volte-face" de certains UDI "dans des conditions et pour des motifs qui restent à préciser".

"Les conditions financières qui sont faites (...) sont très favorables (à) Unibail, mais (elles) ne sont pas favorables aux Parisiens, et nous ne sommes pas là pour défendre les intérêts d'un promoteur immobilier", a-t-elle protesté. AFP 30.06

[Votre mode de vie doit être soumis aux besoins du marché.](#)

- La tradition du cadeau «Merci maîtresse» est devenue un véritable marché - LeFigaro.fr

- Cahier de vacances : un succès d'édition qui suscite toujours le débat - LeFigaro.fr

- Un parc d'attractions capitaliste à Londres - Francetv info

C'est un étrange parc d'attractions qui fait travailler les enfants. Celui-ci se situe à Londres. À l'entrée de Kidzania c'est une liasse de billets qui est distribuée. Le pays a tout du monde réel. À l'intérieur, les bambins peuvent y exercer une soixantaine de métiers différents, comme médecin urgentiste, journaliste radio ou livreur. Dans cette mini société, certaines entreprises françaises sont présentes.

Les concepteurs assurent faire une mission pédagogique. "On leur enseigne les valeurs de la vraie vie. Il s'agit d'apprendre aux enfants de la prochaine génération que rien ne tombe du ciel", promet Joel Cadbury, directeur général de Kidzania Londres. Francetv info 01.07

Dès le plus jeune âge les enfant doivent adopter un comportement conforme aux exigences du capitalisme, aussi vaut mieux formater leur esprit le plus tôt possible, quelle horreur !

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Dans la série, un autre monde est possible. Savent-ils où nous avons tous envie de les envoyer ?](#)

- François Fillon voudrait bien envoyer Nicolas Sarkozy dans l'espace - Francetv info

[Quand un aristocrate se recycle dans le banditisme.](#)

- Descente au manoir: un vicomte mis en examen pour extorsion et blanchiment - AFP

[En famille la familiarité est de mise.](#)

Le député européen du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, parle d'un " républicain qui n'avait pas peur" et raconte un souvenir : "Je le croise une fois dans un couloir et je lui dis : 'Dis donc Charles, c'est toi qui ...'" Francetv info 01.07

Non, vous ne rêvez pas, Mélenchon était si proche de Pasqua qu'il l'appelait par son prénom et ils se tutoyaient les bougres. François passe-moi le sel s'il te plaît, Manuel peux-tu me passer le poivre, Nicolas veux-tu du pain, adorable, n'est-ce pas ? Non, ne cherchez pas, on ne fait pas partie de leur monde.

[Décadence du régime. Dans le registre ils ont un sexe à la place du cerveau.](#)

- Sans contrefaçon, je suis fille et garçon - Liberation.fr

Ce que nous dénonçons, ce ne sont pas les droits auxquels peuvent prétendre les homosexuels ou les transsexuels, entre nous, on s'en tape complètement car on a vraiment autres choses de beaucoup plus importantes à penser ou régler, non, c'est la surmédiasation dont ils font l'objet dans la cadre de la guerre psychologique que la classe dominante mène contre la classe ouvrière pour l'humilier et la rabaisser du fait de ses préjugés archaïques en la matière qui lui ont été inculqués par ceux qui les dénoncent ou sont instrumentalisés par la classe dominante.

[Dans la série à qui le tour. Haro sur les étudiants ! Le sport est une contrainte, l'alcool l'inverse !](#)

- Des étudiants plus portés sur l'alcool que sur le sport, selon la LMDE - L'Express.fr

Dans une société équilibrée, on pourrait préciser mentalement, les hommes et les femmes se livreraient à des activités manuelles et intellectuelles, artistiques, ils seraient bien portants et épanouis, ils respireraient le bien-être et la joie de vivre, tout l'inverse de leur société pourrie. Ils n'auraient pas besoin de faire du sport pour rester physiquement en forme et de se soûler la gueule pour oublier leur condition.

On picole pour ne pas y penser et on fait du sport pour l'oublier, et comme cela revient au même en somme et qu'on n'en voit pas le bout, vaut mieux opter pour l'activité la moins fatigante. C'est une connerie, soit, mais qu'est-ce que ne nous fait pas faire comme conneries leur société de merde, non ?

[L'imposture ou l'hypocrisie élevée au rang de méthode de gouvernance.](#)

Comment reporter sur la population la responsabilité des conséquences des actes qu'on a commis et qu'on est incapable d'assumer. Mode d'emploi.

- Le gouvernement défend de nouveaux droits pour les étrangers en France - LeFigaro.fr

- Expulsion, déchéance, gels des avoirs : les moyens légaux contre l'islamisme - LeFigaro.fr

- Les Français disent stop aux migrants - Libération.fr

Dans un sondage réalisé par ViaVoice pour Libération, la moitié des Français estime que le pays devrait accueillir moins de migrants. Libération.fr 01.07

- Calais: une étude pointe les risques d'un dispositif humanitaire «trop généreux» - Liberation.fr

Ceux qui nous gouvernent sèment le chaos, la guerre et la désolation dans bon nombre de pays, puis comme ils sont incapables d'en assumer les conséquences, ils les reportent sur la population qui n'y est pour rien et qui refuse tout autant de les assumer puisqu'elle n'en est pas responsable, qui n'en a pas les moyens il faut préciser, ce qui est somme toute logique, en règle générale chacun est prêt à l'admettre volontiers, chacun assume la responsabilité de ses actes et refusent de prendre en

charge celle des autres sous peine de crouler sous un tas de responsabilités impossibles à gérer. Sauf que là l'hypocrisie la plus sordide est de mise.

Elle est orchestrée par la pseudo-gauche et extrême gauche à vomir qui accuse la population de ne pas être à la hauteur de la situation et de manquer d'humanisme, de générosité, de tolérance, alors qu'elle fait elle-même l'objet de l'intolérance, du manque de générosité et d'humanisme de la part de ceux qui ont créé cette situation abominable. On aura compris qu'à défaut d'avoir la volonté et le courage de se donner les moyens d'affronter la classe dominante, elle s'attaque à plus faible qu'elle en s'en prenant aux masses. Après ils s'étonnent que les masses se réfugient dans l'abstention ou refusent de voter pour leurs partis décomposés, à juste titre.

Entre les masses ignorantes et conditionnées par les représentants du régime et ces soi-disant militants de gauche ou d'extrême gauche qui sont censés les représenter pour avoir acquis un niveau de conscience supérieur, en principe ou théoriquement car ce n'est évidemment pas le cas, si on devait accuser quelqu'un de réacs, ce dont bien des militants ne se gênent pas envers les travailleurs qui ne pensent pas comme eux, on adresserait ce compliment à ces derniers de préférence, partant du principe que chacun doit assumer ses responsabilités et qu'il n'existe pas de dérogation, en les renvoyant au principe qu'ils appliquent eux-mêmes aux travailleurs, cela s'appelle retour à l'envoyeur ou le coup du boomerang.

[Les dernières mesures liberticides.](#)

- La cigarette désormais interdite dans les aires de jeu - [LeFigaro.fr](#)

- Adieu oreillettes, bonjour kit mains libres ! - [Francetv info](#)

L'utilisation d'oreillettes au volant devient interdite mercredi 1er juillet. [Francetv info 01.07](#)

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- UE

- L'Europe, transformée en colonie de Washington - [french.irib.ir](#)

Les Etats-Unis et leurs alliés ne pouvaient tolérer la création d'une union entre la Russie et l'Europe. Ils ont transformé l'UE en une colonie impuissante de Washington, écrit, mardi 30 juin, le quotidien italien, "Il Giornale". Selon "Il Giornale", les USA et leurs alliés ont créé une confrontation artificielle avec Moscou, et ont, ainsi, transformé l'UE, en une colonie impuissante de Washington, obligeant le Kremlin à se rapprocher d'une Chine de plus en plus puissante. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont poussé les autres pays à imposer des sanctions contre la Russie, à mobiliser les troupes de l'OTAN et à créer une ambiance de guerre froide. «Pourquoi l'ont-ils fait?», s'interroge le quotidien. "Il Giornale" estime que cela n'a pas la moindre relation avec la peur d'une éventuelle attaque russe contre l'Ukraine, la Pologne et les pays Baltes.

En réalité, selon le quotidien, la Russie voulait créer une union économique et politique avec l'Europe, lui livrant ses ressources naturelles, en échange de technologies permettant de développer les pays d'Asie centrale, qui avaient fait part de l'Union soviétique. Ces pays sont, également, riches en pétrole et en gaz, tandis que leur population est, en majorité, islamique. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne pouvaient pas se permettre une telle évolution des événements, car «les pays islamiques et le pétrole, c'est leur affaire, et ils ne tolèrent aucune concurrence», assure "Il Giornale". «Les Anglais, les Américains et leurs alliés arabes se considèrent comme les maîtres du monde», souligne le quotidien.

La Russie est obligée de conclure des accords avec la Chine, qui monte en puissance, tous les jours. Quant à l'Europe, elle se retrouve sans gouvernement, sans armée et sans possibilité de prendre ses décisions propres. «Elle s'est transformée en une colonie acariâtre, remplie de migrants islamiques, et qui risque de devenir, bientôt, non plus, un allié, mais un fardeau, comme on le voit avec l'Italie et la Grèce», conclut le journal. [french.irib.ir 30.06](#)

2- Syrie

- Syrie : La Ligue arabe change de cap - [french.irib.ir](#)

La Ligue arabe fait volte-face vis-à-vis de la Syrie: son secrétaire général a annoncé, devant la presse, que le gouvernement syrien membre de la Ligue. Nabil al-Arabi, Le Secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi s'est déclaré prêt à rencontrer

les autorités syriennes.

« Le dossier de la crise syrienne fait la priorité de la rencontre avec Sergueï Lavrov », a réaffirmé, Nabil al-Arabi, au moment de quitter le siège de la Ligue arabe au Caire, à destination de Moscou pour participer à la réunion du comité des Nations Unies sur les droits des Palestiniens, selon le site Cham Times.

Le secrétaire général de la Ligue Arabe a annoncé qu'il était prêt à rencontrer à tout moment le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem. french.irib.ir 01.07

3- Arabie saoudite

- Arabie : l'aéroport de Najran tombe - french.irib.ir

Les forces du mouvement des "Libérateurs de Najran" ont repris ce mercredi le contrôle de l'aéroport de cette province dont ils exigent l'indépendance. des centaines d'effectifs du mouvement indépendantiste ont pris d'assaut l'aéroport situé dans le sud de l'Arabie et ont réussi à s'en emparer au terme de très violents combats avec les militaires du régime des Al e Saoud qui ont choisi de se retirer.

Une trentaine de soldats saoudiens ont été tués et blessés, affirment des sources locales. le mouvement a aussi annoncé le crash d'un hélicoptère de l'armée saoudienne. Les " Libérateurs de Najran" avaient promis de prendre le contrôle de l'aéroport de cette province annexée par l'Arabie saoudite. Le groupe a proclamé son existence il y a plus de deux semaines et il jouit du soutien des tribus de Najran qui accusent Riyad d'avoir transgressé tous les accords passés . french.irib.ir 01.07

ECONOMIE

Russie

- La Russie coupe ses livraisons de gaz à l'Ukraine - AFP

La Russie a confirmé mercredi avoir cessé ses livraisons de gaz à l'Ukraine au lendemain de l'échec de leurs négociations, nouvelle étape dans la guerre énergétique que se livrent les deux pays au risque d'inquiéter l'Union européenne.

Cette décision acte l'échec de la réunion tripartite entre Russes, Ukrainiens et Européens qui s'est close mardi soir à Vienne sans accord entre Moscou et Kiev sur les prix du gaz russe et au terme de laquelle la compagnie publique ukrainienne Naftogaz a annoncé la suspension de tous ses achats de gaz à la Russie.

"A partir de 10 heures du matin le 1er juillet, les livraisons de gaz à l'Ukraine ont cessé", a confirmé mercredi Gazprom, rappelant qu'elle ne fournirait Kiev que sur la base d'un paiement de ses livraisons à l'avance.

Le PDG du géant russe, Alexeï Miller, a en outre annoncé dans un communiqué que le mécanisme de tarification pour l'Ukraine ne serait pas modifié avant fin 2019, date d'expiration du contrat actuel.

Ce désaccord ne devrait toutefois pas sérieusement affecter l'approvisionnement des pays européens, dont près de 15% de la consommation de gaz passe par le territoire ukrainien, Naftogaz ayant promis de continuer à assurer le transit vers l'UE.

"Les livraisons de gaz pour les besoins de l'Ukraine, c'est un accord. Le transit du gaz vers l'Europe, c'en est un autre. La situation actuelle n'affectera aucunement le transit vers l'Europe", a confirmé à l'AFP un porte-parole de l'opérateur ukrainien Ukrtransgaz.

Gazprom et Naftogaz sont engagés depuis plusieurs années dans un bras de fer énergétique sur le prix du gaz russe livré à l'Ukraine, un différent aggravé depuis l'arrivée d'un gouvernement pro-occidental à Kiev début 2014 et par le conflit dans l'Est du pays.

Alors que Moscou avait accordé aux autorités prorusses déchuées des réductions sur le prix du gaz, elle les a annulées auprès du nouveau gouvernement, provoquant de fait une forte augmentation des tarifs dont l'Ukraine a refusé de s'acquitter.

Lors des négociations à Vienne, la Russie a proposé de maintenir son tarif pour l'Ukraine à 247,18 dollars pour 1.000 m3 de gaz jusqu'à fin septembre, soit un rabais estimé à 40 dollars par rapport au prix que Moscou pouvait appliquer en fonction d'accords antérieurs.

Selon le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, qui a déploré une décision "malheureuse" des autorités ukrainiennes, Kiev a refusé la proposition russe, exigeant un rabais de 86 dollars.

"Nous sommes surpris par les annonces de nos collègues ukrainiens, qui s'attendaient à un gros rabais", a déclaré M. Novak peu après la fin des pourparlers. "Ces décisions ne peuvent être, à mon sens, que politiques. Il n'y a aucune (motivation) économique derrière elles", a-t-il ajouté.

Bruxelles souhaitait que les négociations aboutissent à un accord "qui couvre au moins la période de l'hiver, jusqu'à fin mars", révèle une source européenne. Un tel "paquet hiver" avait déjà été conclu en octobre 2014 via une médiation européenne, alors que, faute de paiement, Moscou venait de couper provisoirement la livraison de gaz à Kiev. Cet accord portant sur les années 2014 et 2015 avait été temporairement prorogé en mars, pour expirer le 30 juin.

Selon M. Novak, l'Ukraine a besoin de 19 milliards de m3 de gaz pour la saison automne-hiver mais ne dispose que de 12,5 milliards de m3 de réserves.

"Il y a des risques de prélèvement de gaz depuis les tuyaux de transit qui fournissent les clients européens", a-t-il prévenu, en référence aux précédentes "guerres du gaz" en 2006 et 2009, lorsque la Russie avait accusé l'Ukraine de siphonner les gazoducs traversant son territoire au détriment des Européens.

L'Ukraine, qui reste massivement dépendante de son grand voisin pour son approvisionnement énergétique, compte pour sa part de plus en plus sur des livraisons de gaz fourni via l'Europe centrale et provenant notamment de Norvège.

Un responsable de Naftogaz a affirmé mercredi que le pays serait capable de s'approvisionner en gaz européen à hauteur de 50 à 60 millions de m3 par jour, soit suffisamment pour la prochaine saison. Les analystes de la banque VTB Capital estiment toutefois qu'il est "peu probable" que ce gaz soit moins cher que le gaz russe.

Gazprom estime en outre que ces livraisons sont souvent illégales parce qu'elles peuvent porter sur du gaz venant initialement de Russie, qui est ensuite revendu à l'Ukraine par d'autres pays européens.

"L'Ukraine va augmenter ses achats de gaz en Europe et devrait être relativement tranquille pour un moment. Mais lorsque viendra l'hiver, se passer du gaz russe sera très problématique", prédit l'expert ukrainien Vladimir Saprykine. AFP 01.07

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juillet 2015

CAUSERIE

La causerie de juin est disponible au format pdf (Adobe Reader), 228 pages, soit un peu plus de 7,5 pages par jour d'infos et d'analyses.

Il se peut qu'on réduise la cadence en juillet et août pour que je puisse enfin terminer mes travaux.

A cause de la chaleur et de la baisse de tension, le compresseur de mon réfrigérateur ne fonctionne pas normalement, il a complètement dégivré hier alors qu'il faisait 42°C. J'avais un petit frigidaire en appoint qui pouvait fonctionner sous une basse tension, aux alentours de 165 volts au lieu de 220, parce qu'il ne comportait pas de congélateur, mais je l'ai donné avant-hier à la fille de Selvi ! J'étais plutôt gêné avec la chaleur qu'il faisait de posséder deux réfrigérateurs dont un dont je ne me servais pas, alors qu'elle n'en avait pas avec ses enfants, pour un peu il va falloir que j'en rachète un autre alors que je n'ai pas de fric. D'où mon appel pressant à la générosité de mes lecteurs, ce n'est franchement pas un luxe un frigidaire.

Et sur les coups de 5 heures ce matin, j'ai dû mettre en route le moteur qui m'alimente en eau pour remplir le réservoir de 2.000 litres qui était presque vide. J'ai réussi à le remplir en une heure et depuis ils ont coupé le courant. Chaque jour c'est le casse-tête. Je pourrais le résoudre en faisant changer le compteur électrique et en ajoutant deux phases, deux alimentations supplémentaires indépendantes en 220 volts, mais pour cela il faut payer en plus l'installation d'un poteau électrique, soit au total 30.000 roupies (380 euros environ), mais là encore je n'ai pas ce fric.

Actualiser le site quotidiennement et analyser la situation ou réfléchir sérieusement à un tas de questions, c'est possible à condition de ne pas avoir l'esprit occupé à penser à tous un tas de problèmes domestiques. S'il vous plaît, faites-moi savoir s'il existerait

un portail ou blog comparable aux nôtres.

Dossier grec

L'affrontement entre la troïka et le peuple grec a pris la tournure d'un soutien à l'euro et à l'UE de la part des syndicats et des pseudo-partis de gauche et d'extrême gauche en France, tandis qu'en Grèce Syriza se fissure et est au bord de l'explosion, pendant que les staliniens du KKE appellent à mettre un bulletin nul dans l'urne dimanche lors du référendum ce qui revient à favoriser la victoire du oui.

Nous savons qu'il n'y a rien de tel qu'une proposition, un appel ou un soutien ambigu ou comportant des contradictions pour faire douter ou diviser ceux à qui il s'adresse, car il manifeste l'indécision, le manque de cohérence ou le peu de sérieux de leurs auteurs prêts à capituler à la première occasion, alors que le mot d'ordre de retrait, rejet, abolition ou abrogation pur et simple d'un texte, d'une loi ou d'une mesure présente l'avantage d'être clair, rassembleur et mobilisateur, car il se situe exclusivement sur le terrain de classe des travailleurs au lieu d'y associer celui de leur ennemi, le personnel de l'AP-HP avec ses organisations vient d'en faire la démonstration.

La première attitude caractérise la collaboration de classe. A ce titre Alexis Tsipras a frappé très fort en annonçant par exemple qu'il acceptait le report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans comme le réclamait la troïka, en reportant le décret d'application en octobre prochain au lieu d'adopter cette mesure immédiatement, concession insignifiante que lui a refusé la troïka, qui exige par principe que Tsipras prenne en charge les besoins de l'oligarchie financière ou s'en fasse le porte-parole, au lieu d'apparaître comme celui des travailleurs même de manière très limitée ou symbolique, partant du principe que conformément à la hiérarchie des pouvoirs en place, les représentants de l'oligarchie financière disposent du pouvoir discrétionnaire de décider quelle politique doit appliquer impérativement le gouvernement grec, en fait tous les gouvernements corrompus de l'UE.

En résumé, dès lors qu'un gouvernement accepte de se placer sous la coupe des institutions supranationales de la troïka qui entendent lui dicter leur politique, il en devient l'agent et ne peut pas incarner les besoins des travailleurs puisqu'ils sont incompatibles avec ceux de l'oligarchie financière que représente la troïka.

Tous les forces de la réactions ainsi que leurs agents dans le mouvement ouvrier se mobilisent pour faire triompher le oui au référendum de dimanche prochain en Grèce, défendre l'euro et l'UE qui incarne la dictature du capital, allant même jusqu'à expliquer que la victoire du non ne signifierait pas forcément la sortie de la Grèce de la zone euro, encore moins de l'UE, comptant sur le gouvernement pour contourner cet obstacle ou piétiner les résultats de ce scrutin, après n'avoir pas cessé depuis le mois de janvier de renier les uns après les autres les engagements qu'avait pris Syriza envers ses électeurs, au point de convaincre de nombreux dirigeants européens tel que Sapin hier (ainsi que les marchés), que ce référendum n'était finalement pas une si mauvaise initiative, puisque quel que soit le résultat dimanche soir, ils savent qu'il se retournera contre le gouvernement grec et Syriza pour être incapables de rompre avec l'euro et l'UE ou qu'à terme ils en sortiront laminés, s'il n'entraîne pas la chute du gouvernement précipitant des élections anticipées.

Si le oui l'emportait, le gouvernement grec se transformerait ouvertement en porte-parole de la troïka, et si c'était le non qui était majoritaire, il n'aurait pas d'autre choix que d'adopter la même attitude moyennant des manoeuvres maladroites et autres tours de passe-passe sémantiques pour faire croire le contraire aux travailleurs qui ne seraient pas dupes, à l'arrivée ce serait comme si les élections législatives de janvier dernier n'avait jamais eu lieu ou la même politique antisociale en pire continuerait d'être imposée aux travailleurs grecs.

Cette expérience prouve qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs sans rompre avec les institutions nationales, européennes et internationales du capital, qu'il n'existe pas d'autres alternatives, dit autrement, soit s'accommoder du capitalisme en crise et ses institutions et en accepter toutes les conséquences désastreuses pour les travailleurs et l'ensemble de la population, soit faire table rase du passé et envisager un autre modèle de société ou passer au socialisme.

Un dernier mot.

On lira plus loin qu'hier le ministre de la Défense, Panos Kammenos, a tenu en présence de Tsipras lors d'une conférence de presse commune à rassurer les forces armées grecques sur leur avenir ou ses effectifs en affirmant défendre leurs intérêts contre la troïka, message qui pourrait signifier que les militaires commenceraient à s'agiter ou pourraient jouer un plus grand rôle dans les jours ou les mois à venir en Grèce, sans que pour le moment on en ait eu confirmation, mais cela paraît plausible au regard du passé. En tout cas, c'est la première fois à notre connaissance que l'armée est nominativement citée lors d'une déclaration d'un membre du gouvernement, ce qui nous fait dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu et qu'il couve peut-être dans les casernes, reste à savoir dans quelle direction, à l'heure qu'il est nous n'en savons rien.

Le rejet de l'austérité et le maintien dans la zone euro sont inconciliables sans pour autant rompre avec l'UE.

- Kouvelakis: "L'Europe a déclaré la guerre à la Grèce" - nouvelobs.com

Pour Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza, le déroulement de la crise grecque "signe la fin d'une certaine idée de l'Europe", dont il dénonce le caractère "antidémocratique".

La Grèce doit-elle ou non accepter les propositions de l'Union européenne sur la restructuration de sa dette ? Les Grecs se prononceront par référendum ce dimanche 5 mai.

Le Premier ministre Alexis Tsipras appelle les citoyens à voter "non", dans le but de maintenir la pression et d'obtenir un meilleur accord avec les créanciers.

Pour Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza et professeur de philosophie politique au King's College de Londres, ce référendum n'est pas un coup de poker mais "un acte politique courageux". Il dénonce les chantages de l'Eurogroupe. Entretien.

Pourquoi le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a-t-il décidé un référendum ?

- Alors qu'il avait signé de sa propre main les dernières propositions présentées aux institutions européennes, celles-ci ont voulu le soumettre à un exercice d'humiliation en lui demandant d'aller encore plus loin, au-delà de ce qui était politiquement gérable par lui : il était devenu clair que son propre parti, sa majorité parlementaire et une partie croissante de la société n'étaient pas prêts à faire davantage de concessions.

Comment en est-on arrivé là ?

– Il n'y a pas eu de négociations. Le terme est inadéquat pour décrire ce qui s'est passé. Les institutions européennes ont gardé la même ligne depuis le début : imposer à Tsipras un plan d'austérité, le forcer à rester dans un cadre identique à celui de ses prédécesseurs et montrer ainsi que les élections en Europe, a fortiori quand c'est un parti de gauche radicale anti-austérité qui gagne, ne changent rien aux politiques qui sont suivies.

Ce qu'on appelle des négociations n'a été qu'un piège mortel qui s'est refermé sur Tsipras. Son erreur, c'est de ne pas l'avoir compris à temps. Il pensait qu'en poussant les discussions le plus loin possible les Européens finiraient par se résoudre au compromis plutôt que de prendre le risque d'une rupture. Mais ils n'ont rien cédé, alors même que lui a perdu beaucoup : il a fait d'énormes concessions, l'opinion publique s'est habituée à l'idée qu'un accord était possible, les caisses publiques sont vides.

N'a-t-il pas aussi fait l'erreur de croire qu'il pouvait obtenir moins d'austérité tout en restant dans l'euro ?

– Je fais partie de la tendance, au sein de Syriza, qui pense depuis le début que vouloir concilier le rejet de l'austérité et le maintien dans la zone euro est contradictoire. Or on a vu, dès que la Banque centrale européenne a décidé en février de couper le principal moyen de financement des banques grecques, que ce n'était pas possible. L'arme monétaire a servi de moyen de pression sur la Grèce afin de la forcer à renoncer à sa politique anti-austérité.

Le dernier épisode de ce chantage, c'est lorsque l'Eurogroupe, en refusant de prolonger le programme actuel, a contraint Tsipras à fermer les banques cette semaine. Le but est politique : en prenant les Grecs en otage et en créant une situation de panique, notamment dans les classes moyennes et aisées, il s'agit soit de forcer le gouvernement à ne pas aller jusqu'au référendum, soit de dicter les conditions de son déroulement et de favoriser le camp du oui. L'Europe a déclaré la guerre à la Grèce.

La société grecque semble très divisée...

– Oui, deux tendances s'affrontent. Le camp du non s'appuie sur une partie de la population très affectée par l'austérité, qui perçoit les exigences de la troïka comme une volonté d'humilier la Grèce. Mais le camp du oui, renforcé par la peur que suscite la fermeture des banques, est aussi en train de se structurer. Nul doute que ce référendum est un acte politique courageux. Les décisions importantes sont toujours risquées. On avait fini par oublier au fil du temps que la politique s'est rapetissée en Europe.

"La fin d'une illusion sur l'Europe"

Quels sont les scénarios possibles à l'issue du référendum ?

– Une victoire du oui serait une défaite majeure pour Tsipras et le contraindrait sans doute à organiser de nouvelles élections. Mais une victoire du non renforcerait sa détermination face aux institutions européennes en lui donnant un mandat différent de celui du 25 janvier : il s'agirait désormais de rompre avec l'austérité, quelles qu'en soient les conséquences – y compris si cela signifie sortir du cadre européen. Lorsqu'il a annoncé la tenue du référendum, c'était la première fois que le mot "euro" ne figurait pas dans son discours. Ce n'est pas un hasard.

Est-ce l'acte de décès de l'Europe ?

– Tout le déroulement de la crise grecque signe la fin d'une certaine idée, ou plutôt d'une illusion entretenue au sujet de l'Europe. Son caractère antidémocratique qui ne respecte que la loi du plus fort, son néolibéralisme qui méprise tout contrôle démocratique sont perceptibles par tous désormais. Tous ont pu se rendre compte que, même si Syriza n'a cherché qu'une rupture partielle avec les politiques d'austérité, une rupture modérée, pragmatique, et sans remettre en question les fondamentaux du cadre européen, l'affrontement a été ultraviolent. Simplement parce que ce gouvernement n'était pas prêt à capituler face au diktat néolibéral.

Même si l'Europe parvient à vaincre la résistance des Grecs, elle paiera, je crois, un prix très lourd pour son attitude. Car la Grèce n'est que la pointe avancée de la crise européenne : le projet communautaire est de moins en moins soutenu par les opinions publiques. nouvelobs.com 02.07

Les rats quittent le navire institutionnel en perdition.

- Quatre élus grecs se désolidarisent de la coalition au pouvoir - Reuters

Le référendum prévu dimanche sur l'accord de sauvetage de la Grèce "réformes contre argent frais" a entraîné les premières fissures dans la coalition qui soutient le gouvernement du Premier ministre grec Alexis Tsipras.

Quatre députés du parti des Grecs indépendants (droite souverainiste) dont Syriza, le parti de la gauche radicale du Premier ministre, a besoin des voix pour gouverner, ont fait défection en 24 heures en demandant de voter "oui".

"Bien que ces mesures soient douloureuses - je ne sais même pas si les Grecs pourront les supporter - un 'non' débouchera sur la (réintroduction de) la drachme, ce qui signifierait la destruction immédiate du pays, chose à laquelle je ne peux pas consentir", a déclaré Costas Damavolitis à la télévision grecque.

Un autre dissident, Vassilis Kokkalis a déclaré pour sa part qu'il n'avait pas été élu pour fermer les banques et a appelé à l'annulation du référendum. Son collègue Dimitris Kammenos a déclaré que le rôle de la Grèce en Europe n'était "pas négociable".

Ces défections ne sont pas suffisantes pour mettre en danger le gouvernement à trois jours d'une consultation qui pourrait décider de l'avenir du pays au sein de la zone euro.

Mais Alexis Tsipras et le chef des Grecs indépendants, Panos Kammenos, ont fait en sorte de ressouder la coalition, qui ne tient depuis le début que par un refus partagé de l'austérité imposée par les créanciers étrangers.

Costas Damavolitis a été exclu de son groupe parlementaire et a ensuite renoncé à son siège.

Puis Alexis Tsipras et Panos Kammenos, qui est également ministre de la Défense, ont fait une démonstration d'unité lors d'une conférence de presse commune lors de laquelle Tsipras a réaffirmé qu'il serait ferme contre toute tentative de ses créanciers de réduire les forces armées grecques. Reuters 02.07

Résultats tronqués d'un sondage en faveur du oui

- Un premier sondage donne le "oui" vainqueur au référendum grec - Le Huffington Post

- Un sondage donne le «Oui» vainqueur au référendum grec... seul problème, il n'est pas fiable - Slate.fr

47,1% en faveur du «Oui» contre 43,2% de «Non» au référendum grec selon un sondage de l'institut GPO, forcément ça ne pouvait que faire parler. Seulement voilà, non seulement cette enquête d'opinion n'était pas destinée à la publication pour le moment mais en plus il y avait de bonnes raisons à cela, explique-t-on chez GPO:

«C'est à l'insu de GPO, et sans le concours de l'entreprise, que certains résultats, fragmentaires, concernant les intentions de vote au référendum du 5 juillet de son départements de recherches ont été rendus publics dans les médias.»

«Fragmentaires», un mot qui, ici, ne peut signifier qu'une chose: ce sondage réalisé auprès de 1.000 personnes est inutilisable et ses résultats non fiables. Un détail qui ne l'a pas empêché de se retrouver relayé sur Internet.

S'il s'agissait, pour certains, en publiant ces chiffres de montrer une progression du «Oui» à la question de savoir si la Grèce doit

ou non adopter le plan d'aide de ses créanciers, l'initiative est d'autant plus déplorable que ce n'est pas la première fois qu'un sondage donne le «Nai» («Oui») vainqueur. A vrai dire, le «Oui» et le «Non» se piquent la tête dans les études d'opinion depuis qu'Alexis Tsipras a annoncé sa volonté de consulter celle du peuple.

Le Telegraph rappelle que les deux premiers sondages donnaient le «Non» gagnant (57% le 27 juin, 54% le 28) avant que la tendance ne se mette à vaciller à compter de l'entrée en vigueur du contrôle des capitaux: ainsi le 29 juin, la réponse positive était largement en tête avec 57%, soit une avance plus importante que dans le vrai-faux sondage du 2 juillet. Le «Non» l'emportait pourtant à nouveau dans l'enquête suivante. Slate.fr 02.07

Les médias aux ordres de la troïka inquiets.

- Les interrogations de la presse européenne sur le référendum grec - Liberation.fr

La date fatidique de la consultation se rapproche et les médias se font de plus en plus anxieux concernant les conséquences d'une victoire du «non». Liberation.fr 02.07

Manifestations en Grèce.

- Grèce : «Nous voulons l'Europe des peuples, pas l'Europe des banquiers» - 20minutes.fr

Des milliers de soutiens du parti communiste (KKE), 6 000 selon la police, ont manifesté dans le centre d'Athènes jeudi soir, le parti appelant à s'opposer au gouvernement en votant nul au référendum de dimanche. Le secrétaire général du parti communiste grec, Dimitris Koutsoumbas, dont les partisans agitaient des drapeaux rouges place Syntagma, devant le Parlement, a déclaré qu'il distribuerait des bulletins non officiels à glisser dans l'enveloppe dimanche à ses partisans, ne souhaitant se positionner ni en faveur du gouvernement, ni en faveur de l'Europe.

Par ailleurs, quelque 1 200 des militants de la gauche anti-parlementaire se sont retrouvés devant l'université. Vers 21 heures, des centaines de manifestants anti-européens, dont de nombreux jeunes, ont marché sur une avenue proche du Parlement.

Dans un autre quartier de la capitale, environ un millier de personnes ont répondu à l'appel de l'ancien Premier ministre socialiste (Pasok) Georges Papandréou, à la tête d'un nouveau parti rival du Pasok et qui appelle à voter oui au référendum. A Thessalonique, dans le nord du pays, les partisans du oui, mené par le maire Yannis Boutaris, étaient environ 4 000, selon la police. 20minutes.fr et AFP 02.07

Manifestations en France

- Paris: Des milliers de personnes manifestent leur «solidarité» avec le peuple grec - 20minutes.fr

« Avec les Grecs, unis contre l'austérité. Refusons les diktats de la finance », proclamait la banderole en tête de cortège. Jeudi soir, entre 2.800 et 3.000 personnes, selon les estimations de la police, ont défilé à Paris pour manifester leur « solidarité » avec le peuple grec. Quatre syndicats - CGT, FO, FSU, Solidaires – avaient appelé à ce rassemblement.

« Mettre la Grèce en banqueroute peut être une très sévère punition infligée aux Grecs, mais c'est aussi une catastrophe pour la zone euro et pour la planète financière », a-t-il ajouté. « Personne n'arrive à comprendre pourquoi, pour 1,5 milliard d'euros, on va déclencher une catastrophe financière de cette ampleur ».

Derrière une banderole commune des quatre syndicats organisateurs, proclamant « soutien au peuple grec, non à l'austérité », ont défilé les numéros un de FO et de la CGT, Jean-Claude Mailly et Philippe Martinez.

Ce dernier a expliqué vouloir « que les choix que font un peuple » pour « une autre politique », soient « respectés ».

« Ca fait cinq ans que les Grecs supportent une cure d'austérité sévère », a souligné Jean-Claude Mailly. « Les Grecs ne veulent pas sortir de l'euro, mais ils veulent sortir de l'austérité. Il y a des solutions qui peuvent être trouvées », mais « il faut sortir des schémas libéraux, voire néo-libéraux, en vigueur actuellement au niveau européen ».

D'autres manifestations similaires se déroulaient au même moment en France, comme à Toulouse où 300 personnes étaient rassemblées. 20minutes.fr 02.07

En complément.

- Bayrou: un non au référendum grec enclencherait "la sortie de la Grèce de l'euro" - AFP
- Bartolone qualifie de "faute" le refus allemand de négocier avec les Grecs avant le référendum - AFP
- Hollande: si le non l'emporte en Grèce, "on rentre dans une forme d'inconnu" - AFP
- "Si c'est le oui, la négociation peut très facilement s'engager. Si c'est le non, on rentre dans une forme d'inconnu. C'est aux Grecs de répondre", a déclaré M. Hollande, répondant à une question lors d'une conférence de presse au Bénin, dans le cadre d'une tournée africaine.
- "Hier (mercredi), il y avait l'espoir d'un accord" qui puisse faire "tomber le référendum", a fait valoir M. Hollande. Mais "dans le même temps", le Premier ministre grec Alexis Tsipras a "réaffirmé" son appel à voter non au référendum de dimanche.
- "Les ministres des Finances ont conclu qu'il fallait attendre le référendum" pour en tirer "les conséquences", a expliqué M. Hollande. AFP 02.07

Au passage Hollande n'est qu'une marionnette activée depuis Bruxelles et Washington qui a moins de pouvoir que son ministre des Finances, autant dire aucun.

[Les barbares sont aussi faibles et lâches que leurs parrains.](#)

- Le Captagon, une drogue au service du jihad - liberation.fr

Des groupes terroristes comme l'Etat islamique ou Al-Nusra utilisent cette substance pour inhiber la peur de leurs combattants.

Le 28 juin, Seifeddine Rezgui ouvre le feu sur la plage d'un hôtel touristique de Sousse, en Tunisie. Il fait 38 morts et une trentaine de blessés, avant d'être abattu par un policier.

D'après une source citée par le Daily Mail, l'autopsie prouve que le jeune homme était alors sous l'emprise de drogue, «identique à celle que l'Etat islamique (EI) donne aux personnes faisant des attaques terroristes». Le groupe terroriste produit et utilise en effet le Captagon pour rendre les combattants le plus opérationnel possible au moment des combats.

Faire disparaître la crainte et la fatigue, tels sont les deux effets principaux du Captagon. Le psychiatre Ramzi Haddad indique à Reuters que cela crée «une sorte d'euphorie» : «Vous ne dormez pas, vous ne mangez pas, vous avez de l'énergie.» Des effets qui s'expliquent par les substances qui composent cette drogue.

Le Captagon est produit à partir de la fénéthylline, une molécule amphétaminique, parfois mixée avec de la caféine. Cette combinaison stimule la dopamine et améliore la concentration de l'individu, selon le psychiatre libanais Elie Chédid, interrogé par L'Orient-Le Jour. C'est d'ailleurs en raison de ces vertus que le Captagon a été un temps utilisé comme médicament, notamment pour traiter la narcolepsie et l'hyperactivité, avant d'être considéré comme substance addictive et interdit dans plusieurs pays dès les années 1980.

Depuis 2011, la fabrication du Captagon au Liban, jusque-là principal producteur, se serait largement délocalisée vers la Syrie. La majeure partie des pilules est désormais élaborée dans ce pays, selon un responsable de l'unité de contrôle des drogues libanais interrogé par Reuters. Celles-ci sont ensuite transportées par bateau ou voiture de la Syrie vers le Liban et la Jordanie. liberation.fr 02.07

Pour un peu les tribunaux de leurs commanditaires pourraient les juger irresponsables de leurs actes monstrueux, pourquoi pas ?

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Arabie saoudite

- Nouvelle attaque balistique contre une base saoudienne - french.irib.ir

Dans un communiqué l'armée yéménite fait état d'une nouvelle attaque aux missiles contre la base militaire de al Mossareha à al Najm al Saqeb à Jizan. Selon al Mayadeen, un certain nombre de soldats saoudiens ont été tués et blessés.

Hier soir, l'armée saoudienne a confirmé la mort du général Mohamad Ben Ali Al Malid, un des effectifs de l'armée terrestre au cours d'une attaque aux missiles contre une base militaire. Les yéménites ont affirmé vouloir poursuivre leurs tirs de missiles jusqu'à ce que les raids saoudiens cessent. french.irib.ir 01.07

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 15h30.

On a actualisé la rubrique Articles d'actualité. Je ferme l'ordinateur, les nouveaux articles seront mis en ligne demain matin, il fait 40° C dans mon bureau, je n'en peux plus ! Peut-être un mot ce soir.

Pondichéry, 14h30. Un second complément à la causerie de ce matin.

[Il est impossible de rompre avec l'euro sans rompre avec l'UE et il est impossible de rompre avec l'UE sans rompre avec le capital.](#)

Question : Qui y est prêt ?

Enfumage, imposture, opportunisme, la liste des articles mis en ligne ou sur le point de l'être, dont les auteurs ont voulu nous faire croire que le gouvernement grec était au côté des travailleurs ou que la sortie de l'euro ou de l'UE était impossible.

Cette liste est non exhaustive, pour établir celle des articles relativement convaincables, procédez par soustraction, ils se comptent sur les doigts d'une main.

Les articles ayant alimenté les illusions dans Syriza ou le gouvernement grec et servant les intérêts de la troïka :

- Tsipras : Leur plan était de mettre fin à l'espoir d'une autre politique en Europe
- La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière
- La vraie question posée au référendum grec est la sortie de l'euro
- Le courage d'Achille, la ruse d'Ulysse
- Grèce, l'heure de vérité (Jacques Sapir)
- Grèce : Le jour d'après... (Anastase Adonis)
- La Troïka tente d'asphyxier la Grèce quoi qu'il en coûte (Ariel Noyola Rodríguez)
- La Grèce est-elle sur le point d'abandonner l'euro ? (Ariel Noyola Rodríguez)
- La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière (System failure)
- Que notre non résonne dans toute l'Europe (Alkis Antoniasdis)
- Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde
- Référendum pour une éventuelle sortie de la Grèce de l'Eurozone
- De nouveau, la Grèce peut sauver l'Occident
- Que l'étincelle grecque embrase toute l'Europe !
- Alexis Tsipras : « La liberté demande de la vertu et de l'audace »
- Le pays de la démocratie
- 25 vérités d'Alexis Tsipras sur le chantage du lobby financier international (Salim Lamrani)
- Après l'effondrement des pourparlers sur la dette, l'UE menace de pousser la Grèce à la faillite (Alex Lantier - WSWS)
- Les pourparlers de crise sur les menaces de l'UE contre la Grèce s'effondrent (Alex Lantier - WSWS)
- Grèce : petit guide contre les bobards médiatiques (Collectif pour un audit citoyen)

Vous pouvez noter dans un fichier le nom des auteurs de ces articles ou celui de leur organisation ou parti. Certains de ces articles n'ont pas encore été mis en ligne ou ne le seront pas. J'ai aussi zappé certaines déclarations de Tsipras à qui on n'a pas à servir la soupe.

Au passage, honte aux soi-disant partis ouvriers qui n'ont pas communiqué ces informations et/ou analyses à leurs militants et

aux travailleurs. Vous avez le droit de vous interroger sérieusement sur leurs réelles intentions.

Pondichéry, 13h30. Un dernier point sur la Grèce.

En réalité, ce référendum a été une opération conçu pour permettre au gouvernement d'appliquer les mesures de la troïka et pas autre chose, c'était une formidable escroquerie politique dans laquelle la troïka a marché à fond en adoptant une attitude résolument hostile au gouvernement grec, en sachant qu'il était prêt depuis janvier à capituler en rase campagne, ce qu'il a eu l'occasion de démontrer partiellement à plusieurs reprises ces six derniers mois.

Il a été organisé pour marginaliser ceux qui étaient sur une ligne radicale à l'intérieur et à l'extérieur de Syriza, qui se traduisait par leur volonté d'affronter la troïka, tandis que des couches de travailleurs et de militants, d'autres partis et des organisations manifestaient régulièrement en mettant en avant leur refus de tous nouveaux sacrifices en appelant le gouvernement à respecter le mandat que lui avaient donné les électeurs en janvier, ce qu'il était incapable de faire, ainsi pris entre ses contradictions il se retrouvait paralysé, c'est donc pour débloquer cette situation et satisfaire les attentes de la troïka qu'ils ont monté le coup de ce référendum. Tout se tient, non ? Les infos publiées ce matin le confirme.

La causerie du matin

Je n'ai pas pu actualiser le portail hier à cause de la chaleur (43°C) et une baisse de tension (160 volts au lieu de 200) incompatible avec le fonctionnement de l'onduleur de l'ordinateur. J'aurais pu basculer sur les batteries et l'UPS qui délivre du 220 volts, mais j'ai préféré rester connecter au réseau électrique et alimenter le nouveau réfrigérateur pour qu'il fasse du froid rapidement afin de ne pas perdre la totalité des denrée alimentaires qui étaient précédemment dans le vieux frigidaire HS, j'avais justement été faire mes courses de la semaine la veille et il était plein.

Il y a des limites aux sacrifices pour des prunes à la fin, de même que je m'interroge encore sur le bien-fondé de poursuivre cette activité politique qui ne sert à rien ou si peu, face à des partis dits ouvriers faillis ou corrompus ayant pris en otage les militants et le prolétariat, sans le soutien de centaines de militants et travailleurs.

Je suis à ma connaissance le seul à proposer cette formule qui pourrait bien disparaître, et je ne parle même pas du refus des lecteurs de me soutenir financièrement à part quatre militants, rien ne les y oblige évidemment, ils doivent considérer que ma situation n'est pas aussi difficile que cela et que je pourrais faire indéfiniment des sacrifices, ils se trompent lourdement s'ils le pensent.

C'est au détriment de ma situation que j'ai continué d'actualiser ce portail, car en ne m'occupant pas de mes affaires cela m'a causé d'énormes problèmes qui m'ont coûté énormément d'argent notamment, et comme je suis parvenu au point où je ne peux plus m'offrir ce genre de luxe, je pourrais prendre la décision de mettre fin à cette expérience. Les belles pensées et la bonne conscience de mes lecteurs suffisent peut-être à assurer leur survie, pas la mienne. A chacun ses responsabilités.

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

[Dernière info sur la Grèce.](#)

Le ministre grec des Finances torpille les résultats du référendum quels qu'ils soient.

- Varoufakis prédit un accord sur la Grèce lundi dans tous les cas - Reuters

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a déclaré à un journal allemand s'attendre à parvenir à un accord avec les créanciers de son pays lundi, quel que soit le résultat du référendum de dimanche.

"Je m'attends à ce que nous ayons un accord lundi. Et cela ne dépendra pas du fait qu'une majorité vote 'oui' ou 'non' lors du référendum", a-t-il dit au Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung selon des extraits de l'entretien publiés samedi.

"N'écoutez pas ceux qui disent que l'offre n'est plus sur la table: bien sûr qu'elle y est toujours, puisque c'est ce qu'ils veulent", a-t-il ajouté à propos des propositions des créanciers. Reuters 04.07

Dans ces conditions, pourquoi aller voter, cela ne servira strictement à rien, c'est Varoufakis qui l'a proclamé.

A ceux qui se demandaient encore dans quel camp était Syriza, ils ont la réponse. Ce référendum était une farce cynique adressée au peuple grec. La suite plus loin le confirmait déjà.

[Dossier grec](#)

Le référendum grec devait uniquement servir de caution au gouvernement pour poursuivre la politique antisociale de ses prédécesseurs à défaut de rompre avec l'euro et l'UE, en en faisant endosser la responsabilité par les travailleurs, dès lors il devait avoir davantage la valeur d'un plébiscite pour ou contre le maintien en place du gouvernement dirigé par Tsipras. Comment en sommes-nous arrivé cette conclusion ? C'est simple à comprendre.

Ce référendum n'était pas destiné à permettre au peuple grec de se prononcer pour ou contre la politique d'austérité que voulait lui imposer la troïka, puisque Tsipras lui a déjà fait savoir dans une lettre qu'il lui a adressée qu'il acceptait de reporter l'âge du départ à la retraite notamment, il n'était pas destiné non plus à lui permettre de se prononcer sur le maintien ou non de la Grèce dans la zone euro et l'UE, puisque Tsipras n'a cessé de répéter que ce n'était pas l'objet de ce référendum, alors pourquoi d'autre sinon obtenir le soutien du peuple grec à la poursuite des négociations avec la troïka dans les mêmes conditions que précédemment puisqu'elle a déjà précisé qu'elle n'accepterait aucun compromis sur les réformes structurelles qu'elle entend imposer à la Grèce.

On en a eu la confirmation hier après que le ministre des Finances ait annoncé qu'il démissionnerait si le oui l'emportait sans qu'on sache si Tsipras l'imiterait, ce dernier ayant annoncé qu'en cas de victoire du non il était favorable à la reprise des négociations avec la troïka tout en sachant qu'elle demeurera inflexible sur la politique qu'elle a définie, ce qui reviendra à capituler sans forcément commettre un déni de démocratie pour les raisons indiquées plus haut, bref, ce référendum s'apparentait davantage à une basse manoeuvre contre le peuple grec qui en aucun n'était destiné à s'exprimer sur son avenir puisque ce référendum n'avait pas d'autre objet que se prononcer sur la survie ou la chute du gouvernement.

Dans le camp du oui.

- Le référendum en Grèce, une première depuis 40 ans - Lexpress.fr
- Sortie de la Grèce de l'euro : "Il faut passer par une procédure de révision" - LePoint.fr
- La Grèce demeurera un problème européen, estiment Delors et Lamy - Reuters
- Grèce : "Si le peuple grec dit oui, Tsipras est obligé de partir" estime Sarkozy - Francetv info
- Grèce: forte pression de l'UE et du FMI à l'approche du référendum - AF
- Grèce: forte pression de l'UE et du FMI à l'approche du référendum - AF
- Grèce : un référendum sous la pression de l'asphyxie économique - latribune.fr

Le "oui" progresse dans les sondages avant le référendum de dimanche. Une évolution logique au regard de l'accélération de la dégradation économique cette semaine.

Le référendum du dimanche 5 juillet en Grèce sur les propositions des créanciers du 25 juin et leur proposition de soutenabilité de la dette va se tenir dans des conditions désastreuses sur le plan économique. Mais ce vote aura lieu dans une situation bien particulière. Le refus de l'Eurogroupe le 27 juin de prolonger le programme d'un mois, comme le demandait Athènes et la décision de la BCE dimanche 28 juin de ne pas relever le plafond des liquidités d'urgence disponibles pour le secteur financier grec, ont conduit à une asphyxie complète de l'économie. Lundi, le gouvernement grec a décidé de fermer les banques, de limiter les retraits à 60 euros quotidiens par carte et d'imposer un contrôle des capitaux. La Grèce est depuis dans un état d'asphyxie économique.

Un référendum hors standard ?

De nombreux observateurs se sont émus des conditions dans lesquelles ce référendum a été organisé. On a estimé que les huit jours de campagne ont été insuffisants et que les documents sur lesquels les Grecs devaient se prononcer n'étaient pas disponibles. Le Conseil de l'Europe a considéré que ce référendum ne remplissait pas les « standards européens » du vote. Le Conseil d'Etat grec doit se prononcer sur sa constitutionnalité ce vendredi. Mais derrière ces éléments juridiques, on oublie que les créanciers ont fait campagne en Grèce en faveur du « oui » à leurs propositions avec des moyens autrement plus puissants.

Un désastre économique

Le premier moyen est donc l'accès à l'aide à la liquidité d'urgence, le programme ELA de la BCE. Cette dernière n'entend pas provoquer un Grexit. Elle a donc maintenu l'accès à l'ELA sans le couper. Une attitude confirmée mercredi 1er juillet au soir. Mais ce gel est un moyen de pression formidable sur la population. L'asphyxie de l'économie grecque est chaque jour plus évidente. Les entreprises grecques ont été exclues du système électronique de transferts intra-zone euro Target 2. Ceci conduit à

une impossibilité quasi-totale d'importer. Des pénuries de nourriture, d'essence et de médicaments ont été signalées, notamment dans les îles. Dans les banques, on commence à manquer de billets pour alimenter les automates. Retirer les 60 euros autorisés devient difficile. Selon le Daily Telegraph, il ne resterait que 500 millions d'euros de liquidités disponibles dans les banques grecques. L'économie grecque s'effondre. Selon Paul Mason, envoyé spécial de Channel 4 en Grèce, le chiffre d'affaires dans le commerce de détail non alimentaire a reculé de 30 % à 50 % en cinq jours.

Pour beaucoup d'électeurs, la question n'est donc pas de voter pour ou contre les propositions, mais pour ou contre le retour à la normale en apaisant la fureur des créanciers et de la BCE. Le « oui » ne peut donc que profiter de cette asphyxie économique organisée.

Des entreprises favorables au « oui »

Dans cette situation, beaucoup d'entreprises font plus ou moins ouvertement campagne pour le « oui » afin d'obtenir ce retour à la normale. Selon la chaîne publique ERT, certains chefs d'entreprises inciteraient ouvertement leurs employés à voter « oui », d'autres feraient dépendre le paiement des salaires ou le maintien des emplois d'un vote positif. Rien d'étonnant à cela : sans rétablissement rapide de la liquidité dans l'économie et de la capacité d'importer, ces entreprises pourraient rapidement disparaître. D'autant que la situation économique du pays était déjà dégradée. Dès lors, l'argument du « non » pour rejeter l'austérité devient naturellement fragile. Mieux vaut sans doute pour beaucoup une nouvelle cure d'austérité à un arrêt total de l'économie.

Des médias privés très engagés pour le « oui »

Le deuxième moyen de pression est plus classique. Les médias grecs privés se sont quasiment tous lancés dans une campagne pour le « oui. » Des statistiques récentes montraient que le temps accordé sur les chaînes privées aux manifestations du « non » le 29 juin était anecdotique : 8 minutes contre 47 minutes pour celle du « oui » le 30 juin. Ces médias sont prêts à toutes les manipulations.

Le tabloïd Press Star a ainsi utilisé en un jeudi 2 juillet la photo d'un vieil homme portant quelques pains pour illustrer le malheur des retraités grecs. Une photo qui s'est révélé être celle d'un survivant du... tremblement de terre turc de 1999.

L'enjeu défini par les institutions

Un jeu sur la peur que les créanciers n'hésitent pas à utiliser, eux aussi. La BCE a ainsi ouvertement fait du référendum un vote pour ou contre l'euro. Outre son action sur l'ELA, les déclarations mardi 30 juin au matin de Benoît Cœuré, membre français du directoire de la BCE, a mis fin par une simple reconnaissance de la possibilité du Grexit à l'irréversibilité officielle de l'euro. Dès lors, les électeurs grecs, favorables, selon les derniers sondages, à 81 % au maintien dans la zone euro sont prévenus. Le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a abondé dans ce sens, tandis que le président du parlement européen Martin Schulz a promis un nouveau départ pour la Grèce « une fois l'ère Syriza terminée. » Autrement dit, les électeurs sont prévenus : un « non » signifierait le maintien de l'asphyxie économique, la sortie de l'euro et la mise au ban de l'Europe. Le refus des créanciers de poursuivre les négociations comme Alexis Tsipras l'avait proposé a encore augmenté la pression sur les électeurs en leur laissant entendre qu'il ne pourrait pas y avoir de nouvelles négociations en cas de « non. »

Le « non » en position de faiblesse

En face, le camp du « non » a bien peu d'arguments à faire valoir : Alexis Tsipras lundi 29 juin et Yanis Varoufakis jeudi 2 juillet ont mis leur mandat dans la balance. On tente aussi de glorifier le « non » en rappelant le fameux « non » du général Metaxas à l'ambassadeur d'Italie le 28 octobre 1940 qui est devenu une fête nationale en Grèce. Un moyen d'en appeler à la dignité du peuple grec face aux pressions. Mais c'est en réalité bien peu au regard de la situation et l'argument d'une position plus forte pour négocier en cas de « non » perd de la crédibilité face aux conditions matérielles. Même dans le camp gouvernemental, l'unité est mise à mal. Quatre députés des Grecs indépendants ont ainsi choisi de voter « oui » et, selon la presse grecque, la droite de Syriza commence à douter. Le choix des Grecs semble être désormais celui-ci : conserver l'actuel gouvernement élu pour rejeter le système traditionnel de partis clientélistes et se diriger vers le chaos économique ou rétablir la normalité économique en sacrifiant Alexis Tsipras. Nul ne peut blâmer des Grecs déjà lassés par cinq ans de souffrances de faire le second choix. Mais il convient de ne pas oublier que ce choix se fait avec un pistolet sur la tempe dont on entend déjà le cliquetis.

Le oui a le vent en poupe

Et de fait, la stratégie des créanciers fonctionne. Le « oui » a clairement le vent en poupe et progresse. Un sondage réalisé par Alco et publié ce vendredi donne le « oui » gagnant d'une courte tête avec 44,8 % des intentions de vote contre 43,4 % pour le « non » et 11,8 % d'indécis. Un autre, réalisé par l'Université de Macédoine, donne encore le « non » en tête à 43 % contre 42,5 % pour le « oui » et 14,5 % d'indécis. L'écart est donc minime, mais la dégradation économique est si forte que le besoin de retour à la normale va sans doute peser très lourd dimanche. Reste une matière à réflexion pour l'Europe. Comment est-il possible d'appliquer de tels moyens de pression sur un vote dans un pays de l'Union européenne ? Comment justifier que tous les moyens soient

bons pour arracher un vote "acceptable" alors que la solution, une renégociation de la dette, est à portée de main ? L'Europe risque de rester durablement marquée par ce précédent. latribune.fr 03.07

Dans le camp du non.

- Grèce: 25.000 pro-non (dont Tsipras) et 20.000 pro-oui (dont Nikos) manifestent à Athènes - 20minutes.fr

- A Athènes, le camp du « non » se rassemble contre la « peur » - LeMonde.fr

Réunis place Syntagma, au pied du Parlement, quelque 25 000 Grecs sont venus soutenir le premier ministre Alexis Tsipras dans son ultime effort, à 48 heures du référendum. LeMonde.fr 04.07

- Référendum: Tsipras appelle à voter non pour "vivre avec dignité en Europe" - AFP

- Avant le référendum en Grèce, Tsipras rejette les mises en garde - Reuters

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras s'est voulu rassurant vendredi à propos du référendum de dimanche, estimant que l'avenir de la Grèce dans la zone euro n'était pas lié au vote et que les négociations avec les créanciers internationaux de la Grèce se poursuivraient après la consultation.

Dans une allocution télévisée au dernier jour de la campagne référendaire, Alexis Tsipras a de nouveau appelé les Grecs à voter "non". Le chef du gouvernement de la gauche radicale estime qu'un rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la dette de la Grèce publié jeudi, qui estime que la dette grecque ne pourra être remboursée sans annulation massive, justifie le rejet par son gouvernement des propositions des créanciers du pays.

"Ce qui est en jeu dimanche n'est pas l'adhésion de la Grèce à l'Europe, ce qui est en jeu est (de savoir) si le chantage nous conduira à accepter la poursuite d'une politique que les créanciers eux-mêmes reconnaissent comme une impasse", a lancé le chef du gouvernement.

"Ce qui est en jeu dimanche est de donner ou non notre consentement à la mort lente de l'économie."

Les dirigeants européens ont à l'inverse mis en garde contre une victoire du "non" du référendum. "Si les Grecs votent 'non', la position grecque en sortira considérablement affaiblie", a estimé vendredi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, lors d'une conférence de presse.

Il s'est refusé à dire si les créanciers internationaux rouvriraient des négociations dans ce cas de figure.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, a pour sa part réaffirmé au quotidien Bild que la Grèce avait "besoin" de réformes mais que les négociations seraient "très difficiles".

Malgré les déclarations de plusieurs dirigeants européens qui estiment qu'un "non" traduira la volonté des Grecs de sortir de la zone euro, le Premier ministre grec estime que les Européens rechercheront un compromis plutôt que de laisser son pays reprendre la drachme.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF), le plus important des créanciers de la Grèce, a constaté vendredi que cette dernière était en défaut sur les prêts que lui a accordés la zone euro faute d'avoir remboursé un prêt du Fonds monétaire international (FMI) mardi, ajoutant se réserver le droit de réclamer à Athènes le remboursement anticipé de 130,9 milliards d'euros.

Dans son rapport publié jeudi, le FMI estime à 50 milliards d'euros sur les trois prochaines années les besoins de financements supplémentaires de la Grèce. Le Fonds ajoute que la Grèce aura besoin d'une prolongation des prêts accordés par l'Union européenne et d'une vaste annulation de dette si sa croissance économique est moins forte que prévu et si certaines réformes ne sont pas mises en oeuvre. Reuters 04.07

ACTUALITE EN TITRES

[L'extrême droite s'est trouvé un nouveau candidat.](#)

- Manuel Valls investit les thèmes identitaires en vue de 2017 - AFP

De la place de l'islam en France à la référence à la "guerre de civilisation", Manuel Valls entend être très présent sur les thèmes identitaires, que le FN et les Républicains de Nicolas Sarkozy ne se priveront pas selon lui d'exploiter en vue de 2017.

"La question des valeurs et de l'identité sera au coeur de la campagne présidentielle", explique le Premier ministre à ses visiteurs à Matignon.

L'usage pour la première fois par le Premier ministre, dimanche, de l'expression -controversée ou du moins ambiguë- de "guerre de civilisation", a nourri des critiques d'une partie de la gauche, qui y a vu un alignement sur Nicolas Sarkozy voire sur la pensée néoconservatrice américaine.

"Je m'étonne toujours de ces débats à gauche, comme il y a quelques années autour des mots "nation" ou "patrie", répond M. Valls, en rappelant les "bonnes intuitions" de Ségolène Royal, qui avait largement utilisé le drapeau français et la Marseillaise lors de la présidentielle de 2007. AFP 03.07

[Décadence, acharnement, lâcheté.](#)

- Inscription à l'état civil d'enfants nés de GPA à l'étranger: décision de la Cour de cassation - AFP

- A l'Hyper Cacher, défier chaque jour les fantômes du 9 janvier - AFP

- Une communauté musulmane qui se replie sur elle-même - Francetv info

- Riss : "Des dessinateurs ont peur de travailler à Charlie Hebdo" - Francetv info

[L'Etat dans le rôle du racketteur](#)

- Radars automatiques : de simples "pompes à fric" ? LePoint.fr

Selon une enquête de l'hebdomadaire "Auto Plus", 52 % des radars ne seraient pas placés sur des routes "dangereuses" mais plutôt sur des routes "rentables". LePoint.fr 03.07

[A bas l'Union européenne, rupture !](#)

- UE: 67% des Français considèrent qu'Angela Merkel a "le plus d'influence" AFP

Alors qu'en 2003 les Français étaient 61% à voir dans la construction européenne « une source d'espoir » et 50% encore en décembre 2011, ils ne sont plus que 26% aujourd'hui. Soit une chute de 24 points en moins de quatre ans! Une perte de confiance qui tourne au véritable désamour. AFP 03.07

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille. Un consensus pas surprenant contre la jeunesse.](#)

Un homme de gauche qui fait consensus à droite, ce n'est pas courant. Ce vendredi 3 juillet, plusieurs personnalités du parti "Les Républicains" ont félicité le député socialiste Malek Boutih. Celui-ci vient en effet de rendre un rapport à Manuel Valls sur la radicalisation des jeunes Français et dont Le Figaro a publié le contenu.

Intitulé "Génération radicale", le rapport porte sur "l'analyse et la prévention des phénomènes de radicalisation et du djihadisme en particulier". "Le succès des recruteurs djihadistes auprès des jeunes repose sur l'adhésion à un projet politique entrant en résonance avec leurs préoccupations internationales et leur rejet de la société démocratique occidentale, plus qu'à une doctrine religieuse fondamentaliste", indique ainsi Malek Boutih au Figaro. HuffPost 03.07

Où est le lézard ou pourquoi Bruno Le Maire, Roger Karoutchi et Frédéric Lefebvre se reconnaissent-ils dans ce rapport du PS ? Parce qu'il travestit et enjolive la société pourrie dans laquelle nous vivons et dont ils partagent la responsabilité en affirmant que les jeunes rejetteraient la démocratie, alors qu'en réalité ce sont eux qui en sont les pires ennemis, ce qu'ils ne peuvent pas reconnaître évidemment, il leur est facile de décréter que les jeunes refuseraient d'adopter la démocratie qui de fait n'existe pas.

Ce que ces jeunes rejettent, ce n'est pas la démocratie mais bien plutôt l'absence de démocratie qui se traduit par le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté et l'absence de perspective dans cette société nauséabonde en pleine décomposition, et qui par inconscience ou ignorance les conduit à adopter une voie suicidaire.

Hollande agent de la NSA et de Washington.

- La France refuse d'accueillir le fondateur de Wikileaks Julian Assange -- AFP

La France a rejeté vendredi une demande d'asile du fondateur de Wikileaks, l'Australien Julian Assange, reclus depuis trois ans à l'ambassade d'Equateur à Londres, une semaine après la révélation via son site internet d'un espionnage américain de présidents français.

"Compte tenu des éléments juridiques et de la situation matérielle de M. Assange, la France ne peut pas donner suite à sa demande" de venir dans ce pays, a indiqué l'Elysée dans un communiqué.

"La situation de M. Assange ne présente pas de danger immédiat", a aussi fait valoir la présidence, en soulignant que le fondateur de Wikileaks "fait en outre l'objet d'un mandat d'arrêt européen".

Julian Assange a exprimé le souhait de venir en France dans une lettre adressée jeudi au président François Hollande et publiée vendredi dans le quotidien français Le Monde.

"Seule la France se trouve aujourd'hui en mesure de m'offrir la protection nécessaire contre, et exclusivement contre, les persécutions politiques dont je fais aujourd'hui l'objet", écrit-il dans cette missive où il se décrit comme "un journaliste poursuivi et menacé de mort par les autorités" américaines "du fait de (ses) activités professionnelles".

"Je n'ai jamais été formellement accusé d'un délit ou d'un crime de droit commun, nulle part dans le monde, y compris en Suède et au Royaume-Uni", fait-il valoir.

Selon Baltasar Garzon, son avocat, Assange "n'a jamais demandé l'asile en France". Il s'est borné avec sa lettre à répondre à une invitation récente d'un groupe de défense des droits de l'homme français à se rendre en France, a précisé l'avocat sur le compte Twitter de Wikileaks.

Le fondateur de Wikileaks, 44 ans depuis ce vendredi, vit reclus depuis trois ans dans l'ambassade d'Equateur en Grande-Bretagne pour échapper à une demande d'extradition vers la Suède, où deux femmes l'accusent d'agression sexuelle et viol, ce qu'il a toujours démenti.

Sa demande d'être accueilli en France intervient après la révélation la semaine dernière de la mise sur écoute de présidents français pendant plusieurs années par l'agence du renseignement américain NSA.

"L'ampleur du scandale et les réactions qui ont suivi nos dernières révélations ont confirmé le bien-fondé de notre démarche (...) Ces révélations ont été faites au péril de notre vie", argumente Julian Assange.

"En m'accueillant, la France accomplirait un geste humanitaire mais aussi probablement symbolique, envoyant un encouragement à tous les journalistes et lanceurs d'alerte qui, de par le monde, risquent leur vie au quotidien pour permettre à leurs concitoyens de faire un pas de plus pour la vérité", estime-t-il.

L'idée d'accorder l'asile au fondateur de Wikileaks a été relancée en France par cette affaire des écoutes "présidentielles".

Elle est défendue en ce moment par une pétition d'une trentaine de personnalités aussi diverses que l'économiste Thomas Piketty, le cinéaste Jacques Audiard, les acteurs Vincent Cassel et Mathieu Kassovitz ou encore l'ex-footballeur Eric Cantona.

Electron libre du gouvernement socialiste, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a elle-même affirmé le 26 juin qu'elle "ne serait pas choquée" d'un tel accueil, exclu un jour auparavant par le Premier ministre Manuel Valls pour qui cette question "ne se posait pas".

Julian Assange fait d'ailleurs référence dans sa requête à Mme Taubira: "Elle a ouvert une voie qui, je l'espère, ne se refermera pas".

A l'appui de sa requête, Julian Assange revendique ses "liens" personnels avec la France. "De 2007 jusqu'à la perte de ma liberté en 2010, j'y ai résidé (...) Mon plus jeune enfant et sa mère sont Français. Je n'ai pas pu les voir depuis maintenant cinq ans", écrit-il.

Le fondateur de Wikileaks s'épanche aussi sur sa réclusion forcée au sein de l'ambassade équatorienne à Londres avec "cinq mètres carrés et demi pour (ses) usages privés", privé d'"accès à l'air libre", "de toute possibilité de (se) rendre à un hôpital" ou de "faire de l'exercice".

"Ma vie est aujourd'hui en danger, M. le Président, et mon intégrité, physique comme psychologique, est, chaque jour qui passe, un peu plus menacée", plaide-t-il dans sa lettre. AFP 03.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Arabie saoudite

- Le ministre saoudien de la Défense blessé - french.tribe.ir

Mohamed Ben Salman, le ministre saoudien de la Défense, a été blessé, lors des attaques au missile, menées par les forces yéménites.

Le ministre saoudien de la Défense et successeur du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salman Ben Abdelaziz Al-e Saoud, a été blessé, lors d'une attaque au missile, menée par l'armée yéménite contre la base militaire Al-Salil, a rapporté, le site d'information Middle East Panorama.

Mohamed Ben Salman, ainsi que des officiers français de haut rang et des personnalités militaires des pays arabes et étrangers, étaient présents, sur la base d'Al-Salil, lorsqu'un missile "Scud" de l'armée yéménite s'est abattu sur cette base.

Selon un quotidien sioniste, cette attaque a infligé de lourds dégâts matériels et des pertes en vie humaine, mais les Saoudiens tentent de faire le black-out sur cette information. french.tribe.ir 02.07

2- Syrie

2.1- Attaque contre la Syrie : Ankara recule - french.tribe.ir

"La Turquie n'envisage pas d'opération militaire, du jour au lendemain, en Syrie, pour protéger sa frontière", a affirmé son Premier ministre Ahmet Davutoglu, alors que des rumeurs d'intervention sont évoquées par la presse.

"Personne ne doit s'attendre à ce que la Turquie entre demain ou dans un avenir proche, en Syrie. Cela relève de la spéculation", a-t-il dit, lors d'un entretien à la chaîne privée, Kanal 7, jeudi soir. Le chef du gouvernement turc a indiqué que la Turquie n'attendra pas demain, en cas de menace sur sa sécurité intérieure, pour agir, mais que, dans les conditions actuelles, il n'est pas question d'une intervention unilatérale.

Depuis plus d'une semaine, les médias turcs affirment que le gouvernement envisage une opération militaire, en Syrie, pour repousser loin de ses frontières les terroristes de Daech, et empêcher la progression des forces kurdes, qui détiennent, désormais, une grande partie de la zone frontalière avec la Turquie. french.tribe.ir 02.07

2.2- Les Kurdes syriens ont-ils lâché Assad? - french.tribe.ir

Les médias atlantistes de la région ne cessent de mettre les avancées des Kurdes syriens, sur le compte de la coalition arabo-occidentale, qui les aiderait, face aux avancées de Daech. Est-ce vrai?

Les Kurdes syriens, fidèles alliés d'Assad, agiraient-ils dans le sens de la création d'un Etat kurde, et ce, au détriment de la souveraineté syrienne? Mohamad Issa, expert syrien des questions internationales, coupe court à toutes ces suggestions : "La résistance populaire de la ville de Hassaka a, très puissamment, repoussé l'assaut de Daech. En effet, Daech a eu recours, cette fois, à une nouvelle tactique. Il a refusé de mobiliser, comme précédemment, de grosses troupes, pour prendre d'assaut la ville, et a fait l'appel à l'aide du renseignement américain et occidental et israélien. Les critères de l'offensive de Daech contre cette ville prouvent les liens viscéraux entre Daech, d'une part, et la CIA et le Mossad, de l'autre; d'où, d'ailleurs, le succès de Daech à s'infiltrer dans Hassaka. Daech, expert en guerre médiatique et psychologique, a tenté, en recourant à ses méthodes habituelles, d'épuiser les forces armées syriennes. De les surprendre. Or, les Kurdes syriens en étroite collaboration avec les militaires syriens, ont réussi de faire face, à une vitesse extraordinaire, aux tactiques de Daech. Les forces syriennes, kurdes et

arabes ont, très rapidement, identifié la nature des tactiques de Daech. Les cellules terroristes de Daech, à Hassaka, ont été prises de court, très rapidement. Les succès militaires des forces syriennes, des comités populaires et des Kurdes syriens, ajoutés à la victoire décisive du Hezbollah, à Qalamoun, prouvent une chose : les acquis militaires de la Résistance ont démontré sa capacité à assurer les combats de rue, ainsi que les combats en montagne. Quant à l'armée syrienne, elle a prouvé détenir des atouts "surprise", qu'elle est à même de mettre en avant, en temps voulu. Les assauts contre Hassaka ne dureront pas longtemps.

C'est faux de dire que Hassaka tombera ou que les attaques de Daech lui briseront le dos...Hassaka sera sécurisée, avec l'aide des Kurdes syriens. Les liens entre les Kurdes syriens et Assad sont indéfectibles : à preuve, la visite du ministre syrien de la Défense, à Hassaka. french.irib.ir 03.07

3- Palestine occupée.

Assassinat ordinaire pour un jet de pierres.

- officier israélien tue un jeune Palestinien en Cisjordanie- Reuters

Cisjordanie (Reuters) - Un officier de l'armée israélienne a tué par balles un jeune Palestinien qui lançait des pierres à proximité d'un poste de contrôle, vendredi en Cisjordanie occupée, a-t-on déclaré de sources palestinienne et israélienne.

Un témoin palestinien et une porte-parole militaire israélienne ont déclaré que le Palestinien faisait partie d'un groupe qui lançait des pierres en direction d'un véhicule de l'armée, près de Kalandiya, important poste de contrôle situé entre Jérusalem et la ville cisjordanienne de Ramallah.

Selon ce témoin, le véhicule militaire israélien s'est arrêté et des soldats en sont descendus et ont tiré sur le jeune, âgé de 17 ans selon un responsable médical à Ramallah. Reuters 03.07

ECONOMIE

OCDE

- En pleine crise grecque, l'OCDE tire la sonnette d'alarme sur les dettes - AFP

L'OCDE a mis en garde vendredi contre l'"impact négatif sur l'économie" du haut niveau des dettes publiques, et jugé que celle de la Grèce ne devrait à long terme pas dépasser 35% du Produit intérieur brut, au lieu de quelque 180% aujourd'hui.

"En grande partie due à une croissance atone, la dette publique a fortement augmenté durant la récente crise pour atteindre 111% du Produit intérieur brut (PIB) en moyenne, dans l'ensemble de l'OCDE, en 2013: le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale", a relevé Catherine Mann, chef économiste de l'Organisation de coopération et de développement économique, en présentant un rapport à l'occasion des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence (sud de la France).

"Nos travaux montrent que de tels niveaux de dette ont un impact négatif sur l'économie", a-t-elle indiqué, appelant les gouvernements à adopter des "objectifs de dette prudents à moyen terme".

L'OCDE, qui rassemble 34 pays développés, a établi les niveaux de dette publique au-delà desquels les Etats se trouvent en "zone de danger", et estimé que la zone euro devait être particulièrement prudente.

"Pour les pays avancés de l'OCDE, le seuil de dette (au-delà duquel les effets néfastes pour l'économie apparaissent) se trouve dans un intervalle compris entre 70% et 90% du PIB", tandis que pour ceux de la zone euro, il descend à entre "50% et 70% du PIB", selon l'Organisation.

Les pays membres de l'union monétaire se doivent d'être plus prudents parce que "contrairement à d'autres, ils ne peuvent utiliser la politique monétaire pour soutenir leur propre croissance", explique Mme Mann à l'AFP, en rappelant toutefois que ces pourcentages sont des niveaux recommandés à long terme.

Les traités européens interdisent en théorie des niveaux de dette de plus de 60% du PIB, mais ce critère est très peu respecté.

L'OCDE met à part le cas de certains pays européens particulièrement fragiles, ainsi la Grèce et l'Irlande où le "niveau prudent d'endettement" s'établit selon elle à 35% du PIB. Or la dette grecque atteint environ 180% aujourd'hui.

Cette publication a une résonance particulière alors que l'Europe attend avec fébrilité les résultats d'un référendum dimanche en Grèce sur les objectifs de rigueur budgétaire fixés au pays par ses créanciers.

La Grèce demande que ses créances, détenues essentiellement par des Etats et organisations internationales, soient rééchelonnées ou partiellement effacées, jusqu'ici sans succès.

Le FMI est allé dans ce sens, en appelant à alléger le fardeau de la dette grecque.

Mme Mann a elle rappelé qu'en novembre 2013 déjà l'OCDE avait estimé qu'en cas de dégradation économique en Grèce, il faudrait "réfléchir sérieusement à une assistance supplémentaire pour rendre la dette (grecque) soutenable".

L'Allemagne, où l'opinion publique verrait d'un très mauvais oeil toute remise de dette à la Grèce, a répondu sèchement vendredi à ces recommandations, en particulier celle du FMI.

"On ne peut aucunement en tirer comme conclusion qu'une restructuration de la dette est nécessaire", a dit le porte-parole du ministre des Finances Wolfgang Schäuble. AFP 03.07

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h12.

La température est montée à 40°C dans mon bureau fenêtres et porte ouvertes, un ventilateur à fond en direction de l'ordinateur sans ses carters pour qu'il ne chauffe pas trop, je le bichonne !

La tension est tombée à 160 volts, j'avais sauvegardé mon boulot quand l'onduleur a décroché. J'ai été coupé le courant pour continuer de travailler tranquillement sur les batteries, c'est toute une organisation. Il faut juste que je pense à remonter la manette du disjoncteur, ouais ici on n'en est pas encore rendu au disjoncteur électronique !

Un rappel. Si ce portail vous apporte quelque chose ou vous rend service, soutenez-le financièrement, même avec une somme modique, 20, 30, 40 euros en roupies indiennes c'est plus consistant, 1.600, 2.400 ou 3.200 roupies.

Vous ne trouverez nulle part aujourd'hui une analyse politique aussi complète sur la Grèce par exemple. Vous trouverez de beaux articles bien léchés dans les jours à venir qui vous mèneront en bateau ou vous induiront en erreur, correspondant aux convictions politiques de leurs auteurs, mais ne reflétant pas forcément la réalité de la situation ou l'intégralité de la situation qui déborde du cadre étroit grec évidemment, ce qui n'est pas le cas ici puisque l'on prend même en compte les facteurs qui font défauts et qui par leur absence influent sur la situation ou son évolution prévisible, sans lesquels on ne peut pas comprendre comment et pourquoi elle se développe dans une direction et pas une autre.

On combine les facteurs économiques, sociaux et politiques qui influent sur la lutte des classes, l'ensemble constituant la situation réelle ou le processus dialectique en cours. On ne se contente pas de commenter l'actualité politique comme des perroquets en se basant sur les facteurs repris en chœur par les uns et les autres.

Merci d'avance pour votre précieux soutien. On se prive sur tout pour survivre, à la manière grecque si vous voulez, et la formule mettre du beurre dans les épinards n'a jamais aussi bien porté son nom. Appelez cela la solidarité internationaliste ou ouvrière comme vous voudrez.

On a ajouté 39 articles.

Un petit complément sur la Grèce.

- La victoire sans appel du non aux mesures antisociales de la troïka est une victoire pour l'ensemble du prolétariat européen contre l'oligarchie financière, le capital...

- Les tâches que le prolétariat grec doit accomplir : Se mobiliser, s'organiser afin de présenter ses revendications au gouvernement en exigeant qu'ils les satisfassent...

- Attention à ne pas prêter au peuple grec un niveau de conscience politique qu'il n'a pas encore atteint. Lui expliquer que si ses revendications sociales ne peuvent pas être satisfaites dans le cadre des institutions en vigueur, il doit s'en débarrasser et prendre le pouvoir en créant ses propres organismes indépendants de pouvoir politique... C'est la perspective politique qu'il doit se donner pour se donner les moyens de rompre avec l'euro et la troïka, l'Otan et l'Onu...

Sur la situation en Grèce. Extrait d'un article publié par Le Grand Soir le 4 juillet.

Regardez où en est le peuple grec en Mars 2014 (express.be) : « 34,6% de la population vit dans la pauvreté ou dans l'exclusion sociale, ou est susceptible d'y glisser (chiffres 2012).

- Depuis le début de la crise, le revenu disponible des ménages a chuté de 30%.
- 34,8% des ménages grecs ont des arriérés à l'égard de l'Etat, des banques, de la sécurité sociale ou d'autres services publics.
- Plus de 40% pensent qu'il ne seront pas en mesure de remplir leurs obligations financières cette année.
- Le Service public de fourniture d'électricité coupe l'approvisionnement électrique de près de 30.000 familles et entreprises chaque mois en raison de factures impayées.
- Depuis le début de la crise, le chômage a augmenté de 160%. Près de 3,5 millions d'employés travaillent pour soutenir 4,7 millions de chômeurs et d'inactifs.
- Les chômeurs reçoivent une indemnité de chômage de 360 euros pendant les 12 premiers mois de leur chômage. En conséquence, seulement 15% des 1,4 millions de chômeurs reçoivent des prestations. Les travailleurs indépendants (25% du nombre total de personnes actives) n'ont pas droit à ces prestations.
- Les transferts sociaux devraient être réduits de 18% cette année. Le budget de la santé a été réduit de 11,1% entre 2009 et 2011. Aucun pays de l'OCDE n'a réalisé une coupe aussi importante sur ce budget.
- La pension moyenne de base se monte à moins de 700 euros, et depuis 2010, elle a été réduite d'un quart. Il est prévu que ce montant soit encore réduit de moitié sur les prochaines années.
- Pour 48,6% des ménages, la pension est la principale source de revenus.
- Selon une étude de l'Université d'Athènes, 12,3% des Grecs souffrent de dépression clinique. Ils n'étaient que 3,3% en 2008.
- Environ 800 000 personnes vivent sans accès aux soins de santé et dans certaines régions, des organisations humanitaires telles que Médecins du Monde ont dû se substituer au système de santé national pour fournir des soins et des médicaments aux personnes les plus vulnérables.
- La réduction du nombre de seringues et de condoms disponibles pour les toxicomanes a provoqué une forte hausse des cas d'infection au VIH, les faisant passer de 15 en 2009 à 484 en 2012.
- Les chercheurs notent également une augmentation de 21% du nombre d'enfants mort-nés, qu'ils ont attribuée aux restrictions d'accès aux soins prénatals.
- La mortalité infantile a augmenté de 43% entre 2008 et 2010.
- Enfin, le taux de suicide est également en hausse, et alors qu'on en avait compté 400 en 2008, on a dénombré 500 cas de suicides en 2011. » Fin de l'extrait.

Edifiant, n'est-ce pas ? C'est la raison pour laquelle rien ni personne ne pouvait empêcher la victoire du non dimanche. Hier soir je me suis dit en comparant les revenus en Grèce et en Inde, que certaines couches de travailleurs en étaient rendues au même point en Grèce qu'en Inde, à ceci près que les prix sont beaucoup plus élevés en Grèce, donc la situation encore plus dramatique, surtout avec des besoins beaucoup plus développés qu'en Inde.

Personnellement je suis plus près de la situation des Grecs pour avoir un revenu très bas et un mode de vie plus proche d'un Grec

ou un occidental qu'un Indien puisque j'ai davantage de besoins, je fume, je bois de l'alcool, je mange de la viande et des légumes, j'ai un ordinateur, un climatiseur, tout cela revient cher, c'est peu de choses en réalité parce que je me passe de bagnole, de télé, d'un tas d'appareils dont je n'ai pas besoin, j'achète le strict nécessaire, je ne prends jamais de vacances et je ne suis pas allé en France depuis 13 ans, je n'ai même pas le téléphone international chez moi pour téléphoner à ma mère, trop cher.

Tenez je suis allé à la banque samedi matin et j'ai appris que le taux d'intérêt qui rémunère mon petit capital est passé de 9,05% à 8,25%, j'ai fait un rapide calcul cela va représenter à partir du mois d'août une baisse mensuelle de revenu de 1,500 roupies, bref, on va s'appauvrir un peu plus, comme quoi je ne raconte pas de blague.

La causerie du matin

On mettra en ligne de nombreux nouveaux articles plus tard dans la journée.

Le mot du jour après le référendum grec : Soyons lucide ou restons-le en toute circonstance.

Vidéo

Christophe Oberlin: « Aucun bâtiment détruit n'a été réparé à Gaza »
<https://www.youtube.com/watch?v=tlIRB-oO3nk>

Sortez vos mouchoires

- En bordure de Gaza, les Israéliens ont appris à vivre avec les tirs de roquettes - AFP

Dossier grec

Voter non allait de soi puisque ce scrutin permettait aux travailleurs d'infliger une défaite politique à leur pire ennemi la troïka, le capital financier qui trône au sommet du capitalisme mondial, et la manière dont ses résultats seraient interprétés et récupérés était une autre question, tout en sachant que d'une manière ou d'une autre le peuple grec en sera dépossédée dans les conditions actuelles, dans la mesure où Syriza et le gouvernement grec n'entendent pas rompre avec l'euro et l'UE, mesures qui devraient s'inscrire dans le prolongement des résultats de ce scrutin qui a signifié le refus par les travailleurs grecs de nouveaux sacrifices, mais qui hélas demeureront à l'état virtuel ou de devenir en l'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses grecques pour poursuivre le processus politique engagé qui aurait pu sinon aboutir à l'avènement d'une République sociale ou un Etat ouvrier, premier maillon des Etats-Unis socialistes d'Europe ou la fédération des République sociale d'Europe, on en est loin...

La réaction avait mobilisé toutes ses troupes.

Les médias ont mené une propagande acharnée, tonitruante, hystérique, féroce en faveur du oui, tout comme le patronat, tous les gouvernements de l'UE et bien entendu la troïka. Jusqu'à la dernière minute ils prévoient des résultats "serrés" coïncidant avec ceux trafiqués des instituts de sondages qui ne sont plus que des instruments de manipulation des consciences au service du néolibéralisme.

La suite plus loin à partir des faits, déclarations, commentaires.

Quelques heures avant...

- Référendum grec : l'heure du choix a sonné ! - Francetv info

- Référendum grec : Tsipras joue son avenir politique - Francetv info

- Sur l'île grecque d'Hydra, les hôteliers déplorent un référendum « perdant-perdant » - LeMonde.fr

- Les Grecs votent, "coincés entre le loup et le lion" - AFP

Immédiatement après ils embrayaient sur le même registre.

- Avec la victoire du non, la Grèce entre dans une zone grise - AFP

Mauvais perdant, hargneux, menaçant.

- Alexis Tsipras est "un menteur et un vrai démagogue" selon Xavier Bertrand - Francetv info

- Le président du Parlement européen Martin Schulz commente la victoire du "non" au référendum grec.

"Le Premier ministre Alexis Tsipras pense être en meilleure position pour les négociations, mais je pense qu'il se trompe. Il y a 18 autres membres de l'UE qui étaient d'accord avec les propositions [formulées aux Grecs]. Les Grecs ont dit non, c'est la démocratie. Il appartient maintenant au gouvernement grec de faire des propositions qui arrivent à convaincre les autres gouvernements européens (...). Je pense que le quotidien des Grecs va empirer de jour en jour." AFP 05.07

Les résultats du référendum.

- Référendum grec: le non l'emporte avec 61,31%, selon des résultats quasi-définitifs - Francetv info

Jusqu'au bout, les sondages ont annoncé un résultat serré. Mais le camp du "non" a pourtant remporté une large victoire (61,31%) lors du référendum sur l'avenir de la Grèce, dimanche 5 juillet. Le "oui" n'a recueilli que 38,69%, selon les résultats quasi-définitifs publiés par le ministère de l'Intérieur. Le taux de participation a atteint 62,5%, alors qu'un minimum de 40% était nécessaire pour assurer la validité du scrutin.

C'est une victoire politique pour le gouvernement de la gauche radicale d'Alexis Tsipras, qui a soutenu le non pour "renforcer son pouvoir de négociation avec l'Europe" et conclure un accord avec les créanciers sur l'avenir financier de la Grèce. Lors d'une allocution télévisée, le Premier ministre grec a d'ailleurs assuré que cette fois, "la dette sera sur la table des négociations" avec ses créanciers internationaux. Mais ces résultats précipitent la Grèce, mais aussi l'Union européenne, dans l'inconnu. Et le ministre de l'Economie allemand a déjà indiqué que de nouvelles négociations avec la Grèce sont "difficilement imaginables".

Un sommet exceptionnel de la zone euro se tiendra mardi soir pour discuter de la situation de la Grèce. Francetv info 06.07

En complément. Tsipras rassure le marché.

- Référendum grec : Tsipras écarte l'idée d'une "rupture avec l'Europe" - Francetv info

- Grèce : Alexis Tsipras veut retourner rapidement à la table des négociations - LeMonde.fr

Cadeau au camp du oui !

- La Grèce propose une amnistie fiscale sur les avoirs en Suisse - Reuters

En famille. Ce n'est pas Macron qui le contredira.

- Grèce: si le non gagne, il faudra reprendre des discussions estime Macron - AFP

Emmanuel Macron a jugé dimanche que "quelle que soit" l'issue du référendum en Grèce, les Européens devaient "reprendre des discussions politiques" avec le pays. AFP 05.07

Le Premier ministre Alexis Tsipras et le président grec Prokopis Pavlopoulos rassurent la troïka

- "Le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe, mais un mandat pour renforcer notre position aux négociations", a réagi le Premier ministre Alexis Tsipras, lors d'une allocution télévisée. Un Eurogroupe et un sommet de la zone euro sont prévus mardi.

Lors d'un entretien avec Alexis Tsipras, le président grec Prokopis Pavlopoulos a indiqué que la Grèce "a été et sera toujours membre de l'Union européenne et de la zone euro", selon le quotidien grec Kathimerini. AFP 05.07

Commentaires d'internautes grecs sur le blog grec okeanews.fr

1- "Le journaliste est tellement dégoûté qu'il n'a même pas pris le soin d'écrire son article ni même de ponctuer sa phrase unique d'un point ! Je l'entends d'ici penser "pourtant...on a tout fait pour leur embrumer le cerveau."."

Alors soyez conséquent et boycotter les médias institutionnels, je m'en passe depuis 6 mois et ils ne me manquent pas. Ce

qui manque à la population c'est le courage, la détermination ou la volonté de tirer les enseignements de ses expériences, peut-être parce qu'il lui manque un guide pour lui ouvrir la voie...

2- "Trop souvent l'on nous présente le néo-libéralisme comme un principe unique et universel, quelque chose qui irait dans le sens de l'Histoire, comme une sorte de fatalité. C'est rigoureusement faux, il ne s'agit que d'une construction idéologique fabriquée de toutes pièces par des technocrates afin de servir les intérêts d'une petite élite, de quelques grandes familles. Et comme d'autres idéologies, il ne peut se maintenir que par la foi de ses adeptes, et celle que lui accordent les masses silencieuses, et à présent le fragile édifice est en train de se fissurer."

Cette "fatalité" n'est pas brisée, pour qu'elle le soit il faut rompre avec l'euro et l'UE... et le capital.

3- "Bravo au peuple grec qui nous rend un peu de notre dignité... vue la tronche que vont tirer nos élites et nos énarques ça ne fait que confirmer le bien fondé de ce résultat..."

4- "Si le non l'emporte c'est le signe que la désinformation et le bourrage de crane du lobbying de la finance perd de son influence."

Sous le poids des privations ou de sacrifices insupportables, c'est normal.

Pas si vite, la désinformation va continuer de faire des ravages dans tous les autres domaines, parce que le peuple grec sera incapable de tirer tous les enseignements de cette expérience en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou communiste qui les exprimeraient et les mettraient à sa portée.

On a pu observer que les masses étaient sujettes à l'amnésie ou qu'au fil du temps elles perdaient progressivement la mémoire de ses expériences passées, qu'elles avaient tendance à régresser pour retourner à son état d'ignorance initial, d'où la nécessité de les réarmer théoriquement et politiquement en permanence. Ceci s'applique aux nouvelles générations de préférence.

5- "Quand on pense ce que disaient la plupart des médias français, vendredi, aidés de leurs instituts de sondages foireux..."

Mais c'est cela être Charlie !

6- "Si le non l'emporte, cela veut dire que l'embargo bancaire décrété par Draghi, et toute la propagande anti-grecque, anti-Tsipras, pro-austérité... digne des années 30, auront été vaines et que le peuple aura résisté aux pressions extérieures."

Parce qu'il est acculé, les conditions objectives (leur condition de vie déplorable) finissent par l'emporter sur les conditions subjectives (sondages et médias, discours des partisans du oui).

7- "La souveraineté du peuple face au diktat des créanciers. Tsipras n'a fait que revenir aux fondamentaux de la démocratie athénienne d'autrefois, dans sa terre natale, pour mettre les exigences des créanciers devant l'esprit de la délibération et de la consultation. C'est le miracle grec qui a engendré la démocratie, la philosophie... Stoïciens et stoïques!"

Que d'illusions ! Un conseil, ne croyez pas aux miracles !

8- "Juncker propose que la Grèce soit gouvernée par des technocrates européens, il aime la démocratie celui-là."

9- "Si le non l'emporte qu'il soit un exemple pour les populations d'Europe encore sous le joug des banques. Que les peuples soient souverains !"

Un peuple souverain sans direction incarnant réellement ses besoins risque de s'égarer, c'est même inévitable...

En famille. Mimétisme. Quand ils remettent le sort du peuple grec entre les mains de ses pires ennemis, les chefs d'Etat et les autorités de l'UE, vassaux ou porte-parole de la troïka ou de l'oligarchie financière.

Au «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», Jean-Luc Mélenchon a appelé de ses vœux la réunion d'une «conférence européenne des dettes souveraines» à l'initiative de la France, dans le cadre d'une «gestion apaisée» du dossier. Rappelant que la Grèce ne veut pas quitter la zone euro, comme l'a toujours dit le premier ministre grec... lefigaro.fr 05.07

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, dans un communiqué : J'appelle à la tenue d'une conférence de la zone euro dédiée à la restructuration des dettes souveraines, dont la gestion, rééchelonnée, pourrait faire l'objet d'une politique commune". (communiqué) AFP 05.07

Consensus. Le peuple grec doit continuer de régler la dette des banquiers quoi qu'il arrive.

- Référendum grec: réactions politiques en France - AFP

Grille de lecture.

- Vous constaterez que Les Républicains, l'UDI, le MoDem, le PS, le MRC, le PRG, Debout la France et le FN tiennent le même discours : les Grecs doivent continuer de régler cette dette qui n'est pas la leur, c'est nous qui précisons.

- Parmi eux à l'instar du Front de gauche et EELV, certains réclament un aménagement de la dette publique grecque et non son annulation pure et simple.

- Tous à l'exception du NPA cité plus bas et du FN appellent à de nouvelles négociations entre le gouvernement grec et la troïka ou s'en remettent à Hollande qui n'a cessé de soutenir la troïka contre le peuple grec, alors qu'on en connaît déjà le contenu ou les contours dévoilés quelques jours avant le référendum par Tsipras, qui dans une lettre adressée à la troïka indiquait qu'il était prêt à accepter toutes ses conditions, y compris le report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans et l'augmentation de la TVA à condition que la première mesure soit reportée au mois d'octobre prochain, et que la seconde fasse l'objet d'amendement à la marge, ce qui reviendrait si un tel accord était conclu sur cette base dans les jours à venir, qu'il trahirait le mandat qui lui a été confié ce dimanche par les travailleurs grecs qui se sont prononcés majoritairement pour le rejet pur et simple des ces mesures antisociales.

- Tsipras osera-t-il ouvertement réaliser un tel déni de la démocratie ? A-t-il le choix dès lors qu'il n'entend pas rompre avec l'euro, l'UE, le capital ? Il faut rappeler que c'est l'intransigeance ou le refus catégorique de la troïka d'accepter le moindre aménagement ou amendement aux dernières mesures qu'elle avait soumises au gouvernement grec, qui avait conduit ce dernier à recourir à un référendum.

Cela dit, elle pourrait finalement les accepter puisqu'un tel accord signifierait sa victoire sur le non ou la volonté exprimée par le peuple grec, compte tenu que son contenu est entièrement tourné contre les travailleurs grecs au profit des créanciers de la Grèce.

C'est ce qui nous a amené à affirmer dans une précédente causerie que finalement ce référendum n'avait été qu'une vaste mascarade orchestrée par Tsipras avec la complicité de la troïka pour enfumer le peuple grec et lui faire endosser la responsabilité des décisions que pourraient prendre le gouvernement contre ses intérêts.

Maintenant que la troïka ait cru un instant qu'elle pourrait obtenir la victoire du oui par le biais d'un matraquage médiatique et de sondages truqués, c'est possible et logique car dans ce cas-là cela aurait contraint Tsipras à démissionner, s'en débarrasser étant son objectif politique afin d'installer un gouvernement de technocrates à sa solde, solution avancée par Juncker, dans le cas contraire si le non l'emportait, la situation ne serait pas aussi catastrophique que cela, car il ne lui resterait plus qu'à reprendre les conditions qui figuraient dans la lettre que Tsipras lui avait adressée.

On s'aperçoit ici que quel que soit les résultats de ce référendum, les deux scénarios que la troïka avait imaginés lui étaient favorables, et qu'il n'y avait pas lieu pour elle de s'inquiéter, ajoutons, au-delà des déclarations enflammées et alarmistes des partisans et des représentants de la troïka qui faisaient partie de cette cynique comédie pour tromper les naïfs ou le peuple grec sur ses véritables intentions, qui évidemment demeureraient inchangées puisque les conditions n'existaient pas pour la contraindre à en changer ou envisager que les Grecs rompent avec l'euro et l'UE.

Autres enseignements à tirer des résultats de ce référendum.

C'est une défaite pour les staliniens du KKE qui avaient appelé à voter nul, et qui va alimenter la crise dans leurs rangs. Encourager par cette défaite de la troïka qui va alimenter la lutte des classes, on peut prévoir que les travailleurs grecs vont se mobiliser pour faire pression sur le gouvernement pour exiger qu'ils satisfassent leurs revendications, ce dont il sera incapable puisqu'ayant choisi de satisfaire celles de la troïka.

Un dernier élément. Dans un sondage grec récent, en cas d'élections législatives anticipées le Pasok (le PS grec) était donné aux alentours de 3,5% alors qu'il faut 3% pour entrer au parlement, ce qui signifie que le Pasok est liquidé. Or, on nous a toujours expliqué, les trotskystes du POI notamment, qu'il était indispensable au mouvement ouvrier, etc. la preuve est faite du contraire et qu'une nouvelle fois leur théorie et stratégie étaient foncièrement erronées, ce qui nous fait dire au regard du nombre de fois où ils nous ont sorti des théories et stratégies foireuses que leur légitimité à se réclamer du trotskysme était pour le moins douteuse ou usurpée, à force la quantité se transformant en qualité il faut bien en tirer des leçons politiques, c'est la moindre des choses nous semble-t-il, eux ils en seront toujours incapables pour estimer représenter la vérité incarnée qui rime désormais ouvertement avec leur faillite politique.

Réactions politiques à la victoire du non au référendum grec dimanche:

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS: "Une seule solution: la négociation" (Twitter).

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale: "Pour tous les amoureux de l'Europe, la sortie de la Grèce de la zone euro ne peut être considérée comme une option. Dès demain, les négociations doivent impérativement reprendre entre le gouvernement d'Athènes et les institutions créancières. (...) Si l'Europe s'entête dans ses dérives, les effets récessifs des politiques d'austérité continueront à produire le ressentiment populaire au sein de nombreux pays. Plus que jamais, il y a urgence européenne. J'appelle à la tenue d'une conférence de la zone euro dédiée à la restructuration des dettes souveraines, dont la gestion, rééchelonnée, pourrait faire l'objet d'une politique commune". (communiqué)

Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre: "Les Européens doivent se retrouver vite pour trouver ensemble la voie d'un accord fondé sur la solidarité et la responsabilité " (Twitter)

Arnaud Montebourg, ancien ministre PS: "Hommage au peuple grec qui sait défendre non seulement son juste intérêt mais également l'intérêt de tous les Européens". (Twitter)

Jérôme Guedj, ancien député PS "frondeur": "Je dis BRAVO au peuple grec d'avoir montré la voie et d'avoir dit qu'il est possible de tenir tête à ces règles" (sur twitter)

Pouria Amirshahi, député PS "frondeur": "La France doit saisir le moment pour choisir une stratégie enfin assumée de réorientation. La France a jusqu'ici adopté une stratégie de médiatrice. Il est temps désormais que le Président de la République choisisse un chemin : celui attendu par les français qui lui avaient confié le mandat en 2012". (communiqué).

Jean-Luc Laurent, président du Mouvement républicain et citoyen: "Il faut cesser d'abreuver le continent de fausses informations sur la situation de la Grèce mais il faut aussi prendre en compte l'impossibilité pour les Etats européens d'assumer les solidarités, les contraintes et les interdépendances qu'implique une monnaie unique. Prenons une année pour réinitialiser l'Euro en transformant la monnaie unique actuelle en une monnaie commune". (communiqué)

Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche: "La réponse du peuple grec aux négociations européennes sur la crise de leur dette nationale doit être entendue et impose la réouverture d'une nouvelle négociation équilibrée. Si le devenir de l'Union européenne passe par la prise en compte de la volonté des peuples, il revient aussi à Alexis Tsipras de ne pas oublier la vocation européenne de son pays qui a, dans les dernières décennies, beaucoup bénéficié de l'Union. Le PRG voit par ailleurs, dans la victoire du non, un désaveu du positionnement allemand et demande que le Président de la République française prenne la tête des discussions". (communiqué)

Eva Joly, ancienne candidate EELV à l'élection présidentielle de 2012: "Bravant les pressions des partisans de l'orthodoxie budgétaire, le peuple grec a dit non à l'austérité et au dogmatisme, pas à l'Europe" (Twitter)

Cécile Duflot, député EELV de Paris: "Les dirigeants européens seront regardés par l'histoire. Il ne faut pas lui manquer et retrouver le chemin de la solidarité et du respect". (sur Twitter)

Jean-Luc Mélenchon, ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle: "C'est la victoire d'une méthode et l'échec d'un projet sournois et calamiteux. La crise a été provoquée de manière absolument délibérée par l'Eurogroupe. (...) Il y a une tentative de putsch contre (Alexis) Tsipras, c'est un coup d'état financier et j'assume mon propos. (...) Le jeu est fini, vous avez perdu, cette fois-ci c'est le non. (...) Maintenant il faut parler sérieusement du fait que les dettes souveraines en Europe ne sont pas remboursables, il faut une conférence européenne des dette souveraines". (sur LCI/RTL/Le Figaro)

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF: "Le peuple grec vient de refuser, avec un "OXI" écrasant (59,7%) l'ultimatum lancé par les créanciers (...) Les chantages financiers et mesquineries politiques n'auront pas eu raison du souffle de dignité et de liberté qui a envahi le berceau de la démocratie. (...) Je mets en garde contre toute nouvelle entreprise de pression politique et financières sur le peuple grec. Le respect des choix souverains des peuples doit être la règle à l'avenir, et le point de départ des futures négociations". (communiqué)

André Chassaigne, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée: "Le peuple grec a courageusement dit "Non" aux diktats de la Troïka, "Non" à l'Europe de l'austérité générale et absolue, "Non" à l'Europe des financiers (...) Il revient au président de la République François Hollande de faire entendre une autre voix, celle de la raison et de la solidarité avec le peuple grec. C'est pourquoi, dans la perspective des prochaines échéances et négociations européennes, il lui revient de rappeler qu'il n'hésitera pas à user de son veto en cas de tentative d'exclusion de la Grèce de la zone euro". (communiqué)

Nouveau parti anticapitaliste (NPA): "Le NPA salue la volonté du peuple grec d'en finir avec l'austérité permanente, qui ne sert qu'à remplir les coffres forts des banques et de la finance mondiale. (...) Pour le NPA ce vote met à l'ordre du jour la mise en oeuvre d'une politique anticapitaliste par l'annulation de la dette, l'expropriation des banques, la renationalisation des

services publics privatisés, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite en s'appuyant sur les mobilisations du monde du travail pour imposer la rupture des négociations biaisées avec la Troika et faire cesser la dictature de la BCE". (communiqué)

François Fillon, ancien Premier ministre (Les Républicains): "C'est le choix d'un peuple souverain qui doit en assumer toutes les conséquences. La réponse de l'Union Européenne doit d'abord être celle de l'unité. C'est à la France et à l'Allemagne de prendre les initiatives nécessaires pour assurer l'unité et la cohérence de la zone euro. Les discussions avec le gouvernement grec doivent être guidées par deux principes : 1/La Grèce est en Europe et tout doit être fait pour qu'elle y reste. L'Europe est une famille dont l'unité est la clé de l'avenir. 2/Le maintien de la Grèce dans l'euro ne doit pas conduire à bafouer tous les engagements pris par les états membres, à réduire à néant les efforts réalisés par l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande et à faire supporter aux peuples européens des charges aussi injustes qu'indues". (communiqué)

Dominique Bussereau, député Les Républicains: "Si le non l'emporte ce n'est pas la victoire de la gauche extrême mais une défaite de la Grèce moderne et un risque de chaos" (sur Twitter)

Nathalie Kosciusko-Morizet, vice-présidente déléguée des Républicains: "Il semble se confirmer que les Grecs ont voté non au référendum organisé aujourd'hui. Ce choix, je le regrette. Mais c'est la décision souveraine des Grecs. Elle ne peut pas être remise en cause. En revanche, nous devons redire avec force que le référendum grec engage les Grecs, et seulement eux. Il n'engage pas les Français. Ni les autres Européens. Ce n'est pas aux Français d'assumer le choix que viennent de faire les Grecs. (...) François Hollande n'a pas de mandat pour imposer aux Français une nouvelle pression fiscale, étalée sur des décennies pour satisfaire aux caprices de Monsieur Tsipras. Aussi je demande que toute nouvelle concession soit soumise à l'approbation du Parlement". (communiqué)

Eric Woerth (Les Républicains): "La Grèce a vraiment choisi de sauter dans l'inconnu(..), et je pense qu'il faut qu'il y ait beaucoup d'initiatives de la part de la zone euro, sans la Grèce, pour regarder quelles conséquences tirer, et il faut à ce moment poser la question de savoir si on accompagne la Grèce vers sa sortie de l'euro, puisque qu'elle l'a décidée ce soir. (...) Et personne n'a voulu humilier le peuple grec, mais en même temps, les autres peuples ne doivent pas être humiliés non plus". (sur BFM-TV)

Hervé Morin, président du Nouveau centre: "Si le non l'a vraiment emporté, les Grecs ont fait un choix et il leur appartient maintenant de l'assumer. (...) Il n'appartient pas aux autres peuples européens de faire les efforts que les Grecs ne veulent pas faire. Je suis donc favorable à la sortie de la Grèce de la zone euro qui malheureusement risque de connaître le même chaos qu'ont connus les Chiliens ou les Argentins à d'autres époques. (...) La leçon grecque doit en revanche nous conduire à remettre les institutions européennes sur la table afin qu'à une monnaie unique correspondent les institutions politiquement intégrées et donc à des politiques économiques et fiscales communes". (communiqué)

François Bayrou, président du MoDem: "Le "non" au référendum en Grèce présage de jours bien difficiles pour la Grèce et pour l'Europe. Par ce "non", nous sommes entrés dans la zone des tempêtes. (...) La question majeure pour l'économie d'un pays, c'est de savoir si la confiance règne. Or la Grèce a fait un pas de plus vers une période de grave et durable incertitude. Une telle déstabilisation ne présage rien de bon et débouche, contrairement aux promesses, sur une sortie plus ou moins brutale de ce pays de la zone euro". (communiqué)

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France: "Ce soir, Debout la France célèbre avec joie et fierté la victoire du peuple grec, digne et courageux. (...) La démocratie a gagné. Elle a gagné contre la terreur des pseudo-experts, contre l'esprit vichyste qui règne à Bruxelles, Paris et Berlin qui non contents d'avoir mené la Grèce au désastre, préfèrent la voir détruite plutôt que de reconnaître ses erreurs. (...) Un plan B existe. François Hollande n'a aucun mandat des Français pour continuer à gâcher nos impôts dans des plans incapables de redresser la Grèce". (communiqué)

Marine Le Pen, présidente du FN: "C'est un Non de liberté, de rébellion face aux diktats européens qui veulent imposer la monnaie unique à tout prix, via l'austérité la plus inhumaine et la plus contre-productive. C'est un Non de liberté face à la propagande abjecte. Ce Non est donc une excellente nouvelle, qui montre que les peuples n'entendent pas se faire piétiner sans réagir par les tenants fanatiques de l'Union Européenne. C'est aussi l'espérance pour le contribuable français de ne plus avoir à sortir une nouvelle fois le chéquier pour verser quelques milliards supplémentaires dans le trou sans fond de la dette grecque et de l'euro". (communiqué)

Florian Philippot (Front national): "C'est le début de la fin de la zone euro, on a démontré que l'Union européenne n'est pas irréversible, et c'est la première fois dans l'Histoire que cette machine infernale trouve un peuple face à elle soutenue par un gouvernement, pour le plus grand bonheur des peuples". (sur BFM-TV) AFP 05.07

En complément.

Mélenchon porte-parole zélé de l'euro et de l'UE.

Vous comprendrez pourquoi en chœur les médias institutionnels favorables au "oui" lui ont offert généreusement une tribune hier.

- Mélenchon appelle la France à "empêcher l'expulsion de la Grèce de la zone euro" - AFP

Le voilà une énième fois qui s'en remet à Hollande, à croire qu'il aurait pu faire un bon Premier ministre...

Renversant !

- Présidentielle de 2017 : Jean-Luc Mélenchon prêt à être candidat «par devoir» - 20minutes.fr

Mélenchon - L'ancien candidat du Front de Gauche à la présidentielle de 2012 a redit ce dimanche son désir d'être candidat pour « renverser la table »... 20minutes.fr 05.07

Comment, après en avoir profité si longtemps elle ne serait plus bonne ? Trop bien gavé, en vieillissant on finit par avoir des aigreurs d'estomac et on accuse ceux qui vous ont si bien nourri d'en être responsables, ingrat, va !

EELV n'est pas en reste et vole au secours de l'UE.

- Grèce: Cosse accuse Hollande de n'avoir "pas été à la hauteur de l'enjeu" - AFP

Elle a fustigé "chaque dirigeant européen qui préfère cultiver son petit égoïsme national plutôt que de se battre pour que l'Europe reste l'Europe". "Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro", a lancé Mme Cosse. AFP 05.07

Le HuffPost lâche le morceau ou confirme notre analyse :

- ... voter "non signifie mettre la pression pour un meilleur accord." Oui à l'Europe, mais pas n'importe laquelle (Le HuffPost 05.07), autant dire que les arguments avancés par Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale d'EELV) sont du domaine de l'imposture en emboîtant le pas à Tsipras "il faut remettre la finance à sa place et batailler" (AFP 05.07), c'est le refrain qu'on entend depuis des décennies et qui a permis à l'oligarchie financière de renforcer considérablement son pouvoir sur l'UE, puisque la totalité des chefs d'Etat et de gouvernement lui sont acquis, y compris Tsipras qui est en train d'en faire la démonstration.

Les tractations de marchands de tapis vont pouvoir reprendre.

- Grèce : les options de la BCE - latribune.fr

Lundi 6 juillet, la BCE va se réunir pour examiner la demande de relèvement du plafond des liquidités d'urgence de la Grèce. Une réunion cruciale. Revue des options.

Le « non » grec, franc, clair et massif pose désormais un problème d'envergure à la BCE. Lundi 6 juillet, le conseil des gouverneurs de l'institution de Francfort va se réunir pour examiner une nouvelle fois la demande de la Banque de Grèce déposée ce dimanche de relever le plafond de la liquidité d'urgence mis à la disposition des banques helléniques dans le cadre du programme ELA. Or, de cette décision dépend très concrètement l'avenir de la Grèce dans la zone euro. Quelles sont les options possibles ?

Première option (la plus probable) : ne rien faire

La première option est que la BCE considère qu'il n'y a pas de changement. C'est l'option qui est jugé la plus crédible ce soir. La possibilité d'un accord reste la même qu'avant le « non », les négociations continuent et la BCE tient à en attendre l'issue. Elle maintient donc l'accès à l'ELA à son niveau actuel. Rien de changé, donc. Mais en réalité, le processus de sortie de la Grèce de la zone euro a déjà commencé avec le gel du niveau de l'ELA la semaine passée. Progressivement, la Grèce se détache de l'euro. Les transactions électroniques sont interrompues et, ce dimanche soir, Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances a annoncé l'émission de titres de créances de l'Etat ayant valeur monétaire (les « IOU »), qui ne sont rien moins qu'une monnaie parallèle. Autrement dit, un gel de l'ELA continue le processus de divorce entre la Grèce et la zone euro.

Deuxième option (possible) : augmenter les décotes sur les collatéraux

Mais le Conseil des Gouverneurs de la BCE peut considérer qu'il reste un espoir d'accord compte tenu de la réunion de l'Eurogroupe et des dirigeants de la zone euro mardi 7 juillet, mais aussi des déclarations d'Alexis Tsipras appelant à des discussions. Comme cet espoir n'est pas certain, cependant, il peut estimer que la valeur des titres déposés par les banques grecques en garantie (collatéraux) pour obtenir les crédits de l'ELA (rappelons que cet argent n'est pas « donné » aux banques) est dégradée puisque le risque de défaut grec est plus élevé. Une grande partie de ces titres sont en effet soit des titres de l'Etat

grec, soit des titres garantis par l'Etat grec.

En conséquence, le CG de la BCE rejettera alors la demande de la Banque de Grèce et durcira les conditions pour avoir accès aux liquidités de l'ELA en abaissant la décote appliquée pour le calcul de la valeur des collatéraux. Dans ce cas, la capacité d'emprunt des banques grecques va se réduire. Compte tenu de l'état des banques grecques, cette décision conduirait encore à un durcissement de la situation sur le terrain, sans doute avec de nouvelles restrictions pour les retraits et des relations financières encore plus difficile entre la Grèce et le reste du monde. Dans ce cas, la BCE n'expulse pas la Grèce de la zone euro, mais elle met la pression davantage sur le gouvernement grec et les Européens pour trouver une solution rapidement. Mais elle prendra le risque d'un « Graccident » si le manque de liquidité conduit à une détérioration de la situation intenable.

Troisième option (peu probable) : couper l'ELA

La troisième option de la BCE serait que le Conseil des Gouverneurs considère que ce « non » réduit à néant toute possibilité d'accord. Il suivrait donc l'avis du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel qui considérerait dimanche soir « qu'Alexis Tsipras a détruit les derniers espoirs d'entente. » Dans ce cas, le défaut est inévitable et les collatéraux des banques grecques ne valent plus rien. L'ELA ne peut donc plus être poursuivie. Les banques grecques se retrouvent alors immédiatement en état de faillite, incapable de fonctionner. Athènes devra alors réagir vite. Il est possible de renflouer les banques avec les dépôts, mais c'est très douloureux socialement et cela ne règle pas le problème de liquidité des banques. La Grèce devrait sans doute nationaliser les banques, mais là encore, il faudra régler le problème de la liquidité. L'émission d'une nouvelle monnaie deviendrait incontournable. La BCE aura expulsé de facto le pays de la zone euro. C'est une option peu vraisemblable compte tenu des négociations encore en cours. Surtout, couper l'ELA nécessite une majorité des deux tiers au Conseil, ce qui est sans doute difficile à obtenir.

Quatrième option (peu probable) : relever le plafond de l'ELA

La dernière option est celle où le Conseil des Gouverneurs considère que le « non » a renforcé la possibilité d'un accord et donne satisfaction aux demandes de la Banque de Grèce. Dans ce cas, les banques grecques pourraient rouvrir rapidement, mais les restrictions aux guichets pourraient rester en place pour éviter une hémorragie des dépôts. Ce serait le scénario le plus favorable à la Grèce et qui écarterait tout risque de Grexit dans l'immédiat. Mais c'est aussi le moins probable compte tenu des réactions au « non » entendu en Allemagne. La BCE ne peut prendre une telle décision avant les réunions de mardi.

Comment éviter le Grexit ?

On le voit, la possibilité d'une sortie de la Grèce de la zone euro reste très élevée. L'option la plus favorable serait celle d'un gel de l'ELA lundi 6 juillet, d'une ébauche d'accord le lendemain et, mercredi, d'un relèvement du plafond de l'ELA par la BCE. Mais le jeu politique européen n'étant pas si simple, la situation peut à tout moment déraiser. D'autant, on l'aura compris, que la Grèce glisse progressivement vers la sortie de l'UEM. Surtout, il n'est pas à exclure que les 18 décident de provoquer l'expulsion de la Grèce en ruinant toute possibilité d'accord. Déjà, ce dimanche soir, Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe a jugé « regrettable » le résultat du référendum. Si aucun accord n'est possible, la situation de la BCE deviendra intenable. Elle ne pourra plus guère utiliser l'ELA. Mais elle est tenue - on l'oublie souvent - par les traités à assurer la « stabilité monétaire de la zone euro. » Or, la Grèce est encore dans la zone euro et couper l'ELA pour expulser la Grèce pourrait mettre en cause cette stabilité. La BCE est désormais en première ligne, mais elle est face à une impasse. latribune.fr 05.07

Aucun scénario de sortie de l'UE, normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

[La France sous occupation militaire](#)

- Vigipirate s'adapte et s'installe dans la durée - AFP

Il faudra faire avec et tant pis pour les allergiques à l'uniforme: Vigipirate, avec ses militaires arme au poing à chaque coin de rue, est à un niveau très élevé depuis les attentats de janvier et va durer en s'adaptant au gré des événements.

C'est une habitude: dans les grandes agglomérations, on les voit souvent partir, fusil d'assaut en main, dans des véhicules lourds siglés Vigipirate. Les militaires gagnent les endroits qui leur ont été dédiés pour la surveillance du jour. Lieux touristiques, gares, églises ou synagogues, où ils sont en permanence de faction, dormant parfois sur place.

Le gouvernement le martèle depuis les attentats parisiens de janvier: tant que la menace terroriste est à son niveau "très

élevé", Vigipirate durera. Pas question de lever la garde, dit-il.

"Rationaliser l'emploi des forces est une priorité", pointe aussi le porte-parole de Beauvau, Pierre-Henry Brandet, qui "salue" l'engagement depuis six mois "de plus de 120.000 policiers, gendarmes et militaires mobilisés". AFP 05.07

Une démocratie militaire, quoi ! Sous l'égide du PS et ses satellites et alliés ou la pseudo-gauche.

Tunisie. L'état d'urgence en réponse à la mobilisation sociale.

- Tunisie : l'usage très politique de l'état d'urgence - lepoint.fr

Samedi 4 juillet, 14 h 20. La présidence de la République tunisienne annonce que l'état d'urgence a été décrété sur décision de Béji Caïd Essebsi, huit jours après le carnage commis par Seifedine Rezgui à l'hôtel Riu Imperial Marhaba, qui a fait 38 morts. Au 17e jour du ramadan, la Tunisie renoue avec ce texte voulu par Habib Bourguiba le 26 janvier 1978. Le décret 78-50 compte onze articles. Il donne d'importants pouvoirs aux gouverneurs (l'équivalent des préfets). À eux d'interdire les rassemblements, les grèves, la circulation des personnes et des véhicules, d'assigner à résidence des individus... Bref, l'état d'urgence est une boîte à outils qui confère de très larges pouvoirs.

À noter que le premier point évoqué fut celui des grévistes et de "la désobéissance civile" de ceux qui coupent les routes et bloquent la production. lepoint.fr 05.07

FIFA. Déballage. Sarkozy et Platini corrupteur et corrompu.

- Mondial au Qatar : Blatter charge Sarkozy (et Platini) - LeMonde.fr

Alors qu'il a annoncé, le 2 juin, qu'il remettrait son mandat lors d'un congrès électif extraordinaire prévu entre décembre 2015 et mars 2016, le Suisse Joseph Blatter continue à se répandre dans la presse. Dans un entretien au journal allemand Welt am Sonntag, le président de la Fédération internationale de football accuse la France et l'Allemagne d'être intervenues politiquement avant le vote d'attribution, le 2 décembre 2010, des Mondiaux 2018 et 2022, respectivement à la Russie et au Qatar.

« Avant l'attribution des Mondiaux au Qatar et en Russie, il y a eu deux interventions politiques », insiste le patron de la FIFA, qui est actuellement ébranlé par la litanie d'affaires de corruption qui secouent l'institution. Le dirigeant de 79 ans charge ainsi nommément l'ancien président français Nicolas Sarkozy et Christian Wulff, son homologue allemand de l'époque. « Messieurs Sarkozy et Wulff ont essayé d'influencer le vote de leur représentant [le patron de l'UEFA, Michel Platini, et l'ex-icône allemande Franz Beckenbauer]. C'est pourquoi nous avons maintenant une Coupe du monde au Qatar », avance l'Helvétie.

En décembre 2012, lors du Doha Goals, forum mondial du sport organisé dans la capitale qatarie, Nicolas Sarkozy s'était publiquement félicité de la victoire du riche émirat gazier à l'issue du processus d'attribution du Mondial 2022. Il avait ailleurs milité pour une « adaptation » du calendrier du tournoi planétaire, qui aura lieu de novembre à décembre 2022, en raison des fortes chaleurs estivales au Qatar. « Ceux qui l'ont décidé [de confier l'organisation du Mondial au Qatar] doivent prendre leurs responsabilités pour cela », insiste le Suisse, qui dit avoir été contraint « d'accepter » le vote de quatorze des vingt-deux membres du Comité exécutif de la FIFA en faveur de l'émirat.

Selon « Sepp » Blatter, la Fédération allemande de football (DFB) aurait reçu la consigne de voter pour le Qatar en raison « d'intérêts économiques ». « Regardez les entreprises allemandes ! », pointe le Suisse. Deutsch Bahn [la compagnie ferroviaire allemande], Hochtief [entreprise de BTP allemande] et beaucoup d'autres compagnies avaient des projets au Qatar bien avant que la Coupe du monde soit attribuée. » Platini visé

En accusant Nicolas Sarkozy d'avoir influencé le vote en faveur du Qatar, le président de la FIFA charge surtout son ancien allié et conseiller Michel Platini, le président français de l'Union des associations européennes de football (UEFA), qui hésite à briguer sa succession lors du prochain congrès de la Fédération internationale. L'ex-numéro 10 des Bleus avait notamment prié Blatter de démissionner avant sa réélection pour un cinquième mandat, le 29 mai.

« Je ne dirai jamais qu'ils ont acheté le Mondial, c'était la poussée politique aussi bien en France qu'en Allemagne », avait déjà lancé, en mai 2014, le patron de la FIFA à la Radio-Télévision suisse. M. Blatter faisait ainsi allusion à un déjeuner organisé à l'Élysée le 23 novembre 2010, soit dix jours avant l'attribution du Mondial 2022 au riche émirat, par Nicolas Sarkozy. Ce jour-là, l'émir du Qatar, Al-Thani, et son premier ministre, ainsi que Sébastien Bazin, représentant de Colony Capital, alors propriétaire du Paris-Saint-Germain, et Michel Platini étaient réunis autour de la table du président français.

Planifiée six mois avant le rachat du PSG par le fonds d'investissement qatari QSI (le président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, est un proche de Nicolas Sarkozy), cette réunion alimente depuis les suspicions de collusion d'intérêts. D'autant que Michel Platini a reconnu avoir voté en faveur du Qatar lors de l'attribution du Mondial 2022, le 2 décembre 2010, à Zurich. A posteriori, Blatter

avait estimé que le choix de confier l'organisation du tournoi planétaire à l'émirat gazier avait été une « erreur ».

Le 3 juin 2014, le journal The Daily Telegraph, relatait que Michel Platini avait rencontré « en secret » le qatari Ben Hammam, l'ex-patron de la confédération asiatique de football et ancien vice-président de la Fédération internationale, accusé par le Sunday Times d'avoir versé plus de 5 millions de dollars (3,7 millions d'euros) de pots-de-vin à des membres de la FIFA. Le quotidien britannique faisait état d'un petit déjeuner pris en commun par les deux dirigeants en novembre 2010, quelques jours avant le vote d'attribution du Mondial 2022 au Qatar. Le patron de l'UEFA se trouvait directement visé, alors que son fils, Laurent, dirige en France Burrda Sports, l'équipementier sportif du Qatar. lemonde.fr 05.07

ACTUALITE EN TITRES

[Provocation criminelle des suppôts de Riad et Doha.](#)

- Le bikini, l'accessoire indispensable pour un été réussi - Francetv info

[Quand l'Etat sioniste adopte l'Emirat islamique et l'assume.](#)

- Nucléaire : en cas d'accord, l'Iran serait « beaucoup plus dangereux que l'EI » estime Israël - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Un raid aérien saoudien fait 30 morts dans le nord du Yémen - Reuters

Des frappes aériennes de la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite ont tué une trentaine de civils sur un marché du nord du Yémen, rapporte dimanche l'agence de presse des Houthis alors que le médiateur des Nations unies est attendu à Sanaa pour des négociations avec les miliciens chiites en vue d'une trêve.

Les Houthis ont de leur côté tiré des roquettes en direction de positions de l'armée saoudienne, ajoute Saba, évoquant la destruction de plusieurs véhicules blindés, dont un char, et la mort d'au moins un soldat saoudien. Reuters 05.07

- L'Etat islamique pourrait supplanter Al Qaïda au Yémen - Reuters

Faire monter d'un cran la barbarie pour briser la résistante des Yéménites, le choix adopté par Washington, Tel-Aviv et Riad.

1.2- Arabie: Un drone saoudien abattu à Zamar - french.irib.ir

Un drone d'espionnage saoudien a été abattu dans la province yéménite de Zamar . les images mettant en scène les restes de ce drone ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux. ce sont les unités de la défense anti aérienne de l'armée et des comités populaires yéménites qui ont abattu l'appareil. Al Mamam.net, un site yéménite qui publie ces images ne peut confirmer cette information. french.irib.ir 05.07

2- Turquie

- Erdogan reconnaît avoir soutenu Al-Qaïda, en Syrie - french.irib.ir

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a reconnu soutenir, avec la coopération du Qatar et de l'Arabie, les terroristes d'Al-Qaïda, en Syrie, terroristes qu'il appelle «modérés».

«Si ce n'était le soutien de Riyad, d'Ankara et de Doha aux terroristes, qu'ils appellent «modérés», ces derniers n'auraient pas pu réaliser ce qu'ils appellent des « acquis », a écrit le quotidien turc, "Hürriyet".

«Les pays voisins amis ont pris part à la réalisation des acquis des opposants syriens. L'Arabie, le Qatar et la Turquie ont coopéré avec les Etats-Unis et les autres pays, dans la formation et l'armement des opposants "modérés"», a déclaré Erdogan, à son retour d'Allemagne et de Belgique.

Récemment, soutenus par la Turquie, les groupes terroristes takfiris, en Syrie, dont le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, ont attaqué les villes d'Idlib et de Jisr al-Choghour, tuant nombre d'habitants, dont des Druzes. Ces groupes ont pris le contrôle de ces localités. french.irib.ir 05.07

ECONOMIE

Chine

1- L'économie chinoise menacée par une grave crise boursière - latribune.fr

L'ouverture ce lundi des Bourses de Shanghai et Shenzhen permettra de voir si les mesures prises par les autorités chinoises sont suffisantes pour stopper la chute de quelque 30% des indices. Il s'agit d'éviter la panique des millions de petits porteurs qui ayant emprunté pour acheter des actions se délesteraient en masse de leurs titres.

La semaine à venir pourrait être décisive pour les marchés boursiers chinois après la série de mesures sans précédent adoptées ces derniers jours pour tenter d'endiguer la chute des cours, qui menace de déstabiliser la deuxième économie mondiale.

Le gouvernement attend l'ouverture des Bourses de Shanghai et Shenzhen lundi matin pour voir si ces mesures suffiront à interrompre un mouvement qui les a fait chuter de 30% en trois semaines, ou si les investisseurs individuels qui ont emprunté en masse pour spéculer sur les actions continueront de vendre.

La hausse sera de courte durée

Une enquête réalisée sur internet par le distributeur de fonds eastmoney.com ce week-end, à laquelle ont répondu plus de 100.000 personnes, montre que les investisseurs croient à un rebond de plus de 5% lundi. Mais bon nombre d'entre eux estiment que la hausse sera de courte durée. "Il va falloir que la banque centrale ouvre les vannes en grand pour nous ramener à 4.500 points à Shanghai", a déclaré un gérant de fonds local, interrogé par l'agence Reuters.

L'indice phare de la Bourse de Shanghai, qui évoluait à plus de 4.700 points le 25 juin, a perdu 22% depuis, terminant vendredi à 3.684 points. Le marché actions chinois avait auparavant plus que doublé en un an, malgré les signes multiples de ralentissement de la croissance et la dégradation des résultats des entreprises cotées, une évolution qui a conduit de nombreux observateurs, y compris les autorités boursières, à conclure que l'évolution du marché était exagérée.

Le mouvement de baisse amorcé mi-juin a dans un premier temps été présenté comme une correction "saine" mais il est rapidement apparu qu'il était incontrôlable.

Baisse surprise des taux d'intérêt

Une baisse surprise des taux d'intérêt par la banque centrale dimanche dernier, l'assouplissement des règles en vigueur en matière d'opérations sur marge (c'est-à-dire financées par l'emprunt) et d'autres mesures dites de "stabilisation" n'ont pas suffi à rassurer les investisseurs et à freiner les ventes : sur la semaine écoulée, le marché a encore chuté de 12%.

Mais désormais, les plus hautes autorités du pays semblent perdre patience, comme l'ont montré les annonces successives des deux derniers jours : samedi, les principales sociétés de courtage du pays ont promis d'acheter pour au moins 120 milliards de yuans (17,4 milliards d'euros) d'actions et de ne pas les revendre tandis que l'indice composite de Shanghai ne serait pas remonté à 4.500 points.

Quelques heures plus tard, 28 entreprises ont annoncé simultanément le report de leur projet d'introduction en Bourse, des décisions sans doute prises à l'initiative des autorités.

Dimanche, la Commission de contrôle boursier (CSRC) a annoncé que la banque centrale allait fournir des liquidités à la China Securities Finance Corp, une société publique de financement d'opérations sur marges. De son côté, le groupe public d'investissement Central Huijin a dit avoir commencé à acheter des fonds indiciels (ETF) et promis qu'il continuerait de le faire.

Les montants qui seront injectés trop faibles?

Ce bouquet de mesures vise avant tout à montrer aux millions d'investisseurs individuels, qui assurent environ 85% des transactions sur les marchés actions chinois, que les autorités soutiennent la Bourse. Mais rien ne garantit qu'il suffira à interrompre la baisse de celle-ci. Pour Li Feng, trader de Fortune Securities, les montants que les courtiers et les gérants de fonds ont promis d'injecter dans le marché sont faibles par rapport à celui des positions sur marges qui restent à déboucler. Certains analystes estiment que les prêts sur marges, formels et informels, pourraient représenter environ 4.000 milliards de yuans. [latribune.fr 05.07](#)

2- Krach : 28 entreprises chinoises suspendent leur introduction en Bourse - [latribune.fr](#)

La chute de 30% de l'indice de la Bourse de Shanghai entraîne l'annulation des introductions initialement prévues. Les autorités enquêtent sur une éventuelle manipulation et s'inquiètent des conséquences sur l'économie du pays.

Vingt-huit entreprises chinoises ont annoncé simultanément samedi la suspension de leur projet d'introduction en Bourse, sur fond de baisse rapide des marchés actions dans le pays. Les sociétés concernées ont expliqué que leur décision de reporter leur entrée en Bourse à Shanghai ou à Shenzhen était due à "une volatilité de marché relativement élevée".

Un marché qui avait doublé de valeur en sept mois

Les autorités boursières chinoises ont indiqué qu'elles allaient mener une enquête pour savoir s'il y avait eu une manipulation du marché. Nombre de stratégestes de sociétés financières comme BlackRock, Credit Suisse et Bank of America, avaient alerté sur le risque de bulle des marchés actions en Chine, qui attirent quelque 90 millions d'investisseurs individuels.

Arrestation d'un homme soupçonné de colporter des rumeurs

Par ailleurs, les autorités chinoises ont arrêté un homme soupçonné d'avoir fait circuler une rumeur selon laquelle des personnes auraient sauté du haut d'immeubles en réponse au krach boursier, rapportait dimanche la télévision publique. L'homme, âgé de 29 ans et dénommé Tian, a été interpellé pour "conduite désordonnée", précise la CCTV.

Il aurait écrit vendredi 3 juillet sur les réseaux sociaux qu'un certain nombre de personnes, "à cause du krach boursier, ont sauté du haut des immeubles du quartier financier de Pékin", quartier commercial du centre de la capitale où de nombreux établissements financiers ont leur siège.

Un message effacé par la censure?

Il n'était pas possible dimanche de trouver le message en question sur internet. Il pourrait avoir déjà été effacé par la censure, très stricte sur ce qui peut être dit sur les réseaux sociaux chinois.

Le gouvernement et les autorités financières ont rapidement mis en place un fonds de stabilisation. Ils redoutent qu'une chute du marché ne déstabilise le système financier et ne fragilise plus encore une croissance économique déjà ralentie., qui pourrait être inférieure à 7% cette année. [latribune.fr 05.07](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juillet 2015

CAUSERIE

J'attends la fin de l'épisode grec pour suspendre mon activité politique pour 2 ou 4 semaines, le temps de faire les travaux chez moi qui attendent depuis maintenant 6 mois. Durant cette période on se contentera d'alimenter en articles les différentes rubriques. Je pense que cela laissera indifférent nos lecteurs tout comme ma situation.

En attendant j'ai un peu bâclé la causerie d'aujourd'hui.

Ce sont ceux qui nous gouvernent et sont ultra minoritaires et illégitimes, qui avaient appelé à voter oui au référendum de 2005, qui recourent au 49.3, qui ont versé des centaines de milliards aux banquiers, capitalistes et actionnaires transformés en dette publique, qui appellent à bombarder la Syrie, qui soutiennent le bombardement du Yémen par l'Arabie saoudite, qui sont les

amis indéfectible de l'Etat théocratique, raciste, génocidaire d'Israël, qui soutiennent le régime néonazi de Kiev, etc. qui donnent des leçons de démocratie au peuple grec et à la terre entière.

A entendre leurs déclarations depuis dimanche soir ainsi que celles des représentants de la troïka spécialistes en coup d'Etat, on a l'impression qu'aucun référendum n'a eu lieu en Grèce ou ils se comportent en vainqueurs légitimes pour continuer à imposer leur diktat au gouvernement et au peuple grec qui devraient s'y soumettre, au nom de quoi, de qui, de l'orthodoxie néolibérale qui sert les intérêts de l'oligarchie financière et qu'incarnent l'euro et l'Union européenne.

Ils y sont encouragés par Syriza et le gouvernement grec qui le jour même annonçait une amnistie pour les riches évadés fiscaux et la démission du ministre des Finances dont la troïka et le gouvernement allemand réclamaient la tête, deux mesures contraires au mandat que le peuple grec leur a renouvelé dimanche lors du référendum, signifiant qu'ils n'avaient pas l'intention d'en tenir compte ou de le respecter.

Demeurer sous le joug de l'euro et de l'UE, c'est légitimer le pouvoir de l'oligarchie financière, c'est donc se priver des moyens pour la combattre et la vaincre, c'est capituler ou s'en faire les agents, telle est la véritable nature de Syriza et du gouvernement grec.

Cette expérience prouve qu'il n'existe pas de politique alternative à celle de la troïka adoptée par tous les gouvernements des pays de l'UE, hormis celle qui consisterait à rompre avec le capital, ses représentants ou ses institutions, à avancer sur la voie du socialisme.

Ce qu'on ne veut pas admettre ou comprendre, c'est que la stratégie politique néolibérale adoptée par l'oligarchie financière et appliquée par ses représentants est la seule réponse possible à la crise du capitalisme pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et permettre aux capitalistes de conserver leur pouvoir et privilèges, leur domination de classe sur les exploités.

Cette stratégie s'articule sur deux axes qui se combinent pour parvenir à leurs objectifs politiques.

Le premier consistait à amarrer l'Etat et l'économie de chaque pays au marché et à ses besoins au détriment de ceux de leur population au moyen de la dette qui ne cesserait d'enfler au fil du temps, en socialisant les pertes et les dettes des banquiers et des capitalistes tout en leur accordant le privilège de conserver leurs profits et de percevoir les intérêts de la dette publique, dont les banquiers privés détenaient le pouvoir de fixer les taux qui seraient supérieurs à ceux qui leur seraient concédés par les banques centrales, permettant ainsi à l'oligarchie financière de s'octroyer une rente à vie, de s'approprier ou de piller par ce biais les richesses produites dans chaque pays, de réaliser un hold up permanent sur l'ensemble de l'économie pour orienter la direction dans laquelle elle devait évoluer, ce qui leur permettrait de s'en assurer le contrôle total ainsi que du pouvoir politique.

Cela devait se traduire par l'adoption de politiques d'austérité dans chaque pays qui allaient rendre encore plus vulnérables les Etats en les affaiblissant une fois devenus entièrement dépendants du marché pour se financer, tout en les dépossédant de leur pouvoir politique au profit d'institutions supranationales mis en place par les oligarques, qui allaient s'en servir pour alimenter, contenir et manipuler les facteurs qui sont à l'origine de la crise du capitalisme, fin de justifier la liquidation des droits sociaux des travailleurs pour mieux les asservir au capitalisme, travailleurs qui se retrouvant sans droits et privés de représentation politique seront réduits à l'état d'esclaves.

Le second consistait à exploiter les contradictions du capitalisme en faillite pour s'en débarrasser à terme ainsi que la lutte des classes, en profitant de la faillite, de la dislocation, de la corruption ou de la neutralisation du mouvement ouvrier international, en recourant à des instruments financiers et des pratiques de type mafieux pour amplifier le processus aboutissant à la concentration du capital ou parvenir à s'accaparer la majorité des richesses produites dans le monde au profit d'une ultra minorité d'ultra riches, de telle sorte que personne ne soit plus en mesure de pouvoir contester leur pouvoir ou de rivaliser avec eux, ce qui devait leur permettre de recourir à des moyens politiques relevant de la dictature ou du fascisme puisque en dehors de tout contrôle démocratique, n'hésitant pas à parrainer la pire des barbaries, violant tous les traités signés par les Etats depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, s'accordant le statut de puissance mondiale au-dessus des Etats, de gouvernement mondial dictant sa politique à ses sujets telle une monarchie absolue ou une dictature implacable basée sur des Etats policiers.

Dans le cadre du capitalisme mondialisé où les législations et les travailleurs du monde entier sont mis en concurrence, il n'y a pas de place pour des réformes sociales dans les pays où les coût de la main d'oeuvre (incluant les acquis sociaux) et de la production sont parmi les plus élevés au monde, où la législation demeure encore trop favorable aux travailleurs, ce qui se traduit par un chômage de masse dans ces pays, la précarité sociale généralisée, la paupérisation de couches entières du prolétariat.

Dans ces pays il est impossible d'envisager un changement de régime et de mettre en oeuvre une politique sociale favorable aux travailleurs en demeurant sous le joug du capitalisme mondialisé et ses institutions, sans les affronter et rompre avec eux. Allons plus loin. Sortir de l'euro et rompre avec l'UE ne résoudrait aucun des problèmes auxquels serait confronté un gouvernement ouvrier révolutionnaire puisqu'une large partie de l'économie demeurerait dépendante du marché mondial.

Dans un monde entièrement dominé par la finance ou l'argent, où tout bien et service sont voués à faire l'objet de marchandisation et

à se retrouver soumis aux lois que leur impose le marché, la marge de manoeuvre d'une République sociale se trouverait extrêmement réduite dans un environnement aussi hostile ou belliqueux, au point qu'il est permis de se poser une question qui semblera évidemment farfelue à la plupart des lecteurs, à savoir que face à un régime économique et politique mafieux régit par des lois rédigées par et pour l'oligarchie financière (Traités transpacifique et transatlantique par exemple) en dehors de tout cadre démocratique (Union européenne), en cas de menace d'un coup d'Etat ou d'une intervention militaire extérieure on pourrait en arriver à décréter l'abolition de la monnaie, brisant ainsi tous les rapports sur lesquels repose la stratégie néolibérale, le pouvoir de la classe dominante, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, sans attendre que le socialisme se développe puisque les conditions s'y opposeraient, de telle sorte qu'aucun retour en arrière ne serait plus possible.

On nous rétorquera que les conditions ne seraient pas davantage réunies pour passer à un tel modèle de société, que cela engendrerait un chaos et une désorganisation de l'économie indescriptible, ce qui serait vrai si la population n'y était pas préparée, ce qui serait faux dans le cas contraire. Autre argument en faveur de cette stratégie, le fait qu'il est beaucoup plus facile à un travailleur lambda d'imaginer une société sans rapports marchands, que le long processus semé d'une multitude d'obstacles conduisant au socialisme, puis au communisme, qui nécessite de comprendre comment fonctionne des pans entiers de l'économie et la manière dont cela se traduit sur le plan institutionnels.

La suppression de la monnaie serait l'antithèse exacte de la financiarisation à outrance de l'économie.

Question : Alors pourquoi l'oligarchie financière pourrait-elle en arriver à défendre cette thèse, et nous nous n'aurions pas le droit ou nous devrions nous interdire de défendre une thèse diamétralement opposée, de quel droit, s'y opposer témoignerait de notre soumission à l'ordre établi, plutôt qu'envisager un ordre social universel basé sur la valeur d'usage de chaque marchandise, bien ou service, au lieu de sa valeur d'échange qui incarne et perpétue les rapports sociaux à la base de toutes les inégalités et injustices qui se sont développés dans la société au point de la rendre invivable.

Cela peut paraître complètement utopique et on en a parfaitement conscience, mais quelle autre arme pourrait-on dégaîner contre la dictature du marché mondial pour la briser nette, avant qu'elle ne nous écrase dans un bain de sang ? Tout le monde comprend que c'est l'argent et ceux qui le détiennent qui détiennent le pouvoir et dictent notre destin, nous pourrissent la vie au quotidien, même le plus ignorant des travailleurs le sait pertinemment, l'argent est devenu le mal absolu, qui ruine une vie, détermine le sort d'un peuple, pour lequel on déclenche des guerres, engendre des famines, des génocides, pour lequel on est prêt à se battre, à renier ses valeurs et principes, à s'avilir et à perdre sa dignité.

Ce n'est pas nouveau, certes, c'est juste depuis que la monnaie existe, mais tout comme le capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme elle n'existe pas de toute éternité, et de nos jours le niveau atteint par le développement des forces productives permet d'en faire l'économie ou de l'envoyer au musée de la préhistoire de la civilisation humaine.

C'est la première fois je crois que j'expose (brièvement) cette théorie, que j'avais en tête depuis déjà plusieurs années, mais que je n'osais pas vous soumettre par crainte de passer pour un vulgaire aventurier. Elle ne remet pas en cause les enseignements du marxisme dans la mesure où elle intègre la lutte des classes et le développement des forces productives, elle se situe dans le cadre de la stratégie politique du combat de la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir politique dans un contexte inédit qui nécessite d'adopter les moyens lui permettant de conserver le pouvoir, car le plus dur reste à faire quand on est parvenu au pouvoir, ce qu'on a du mal également à imaginer, or c'est préférable face à un ennemi déterminé et cynique, puissant, organisé et prêt à tout pour reprendre le pouvoir, ce qui serait irresponsable ce serait de se bercer d'illusions sur la capacité des peuples à réaliser leur révolution prolétarienne et socialiste en un temps record.

Pour revenir à l'actualité dont on ne s'est pas vraiment écarté, la troïka et les chefs d'Etat de l'UE force le gouvernement grec à fermer les banques, l'Etat va se retrouver à court d'argent pour faire face à ses obligations, en cessation de paiement, et bien face à ce chantage intolérable pour le faire tomber qu'il décrète que les banques ne rouvriront pas et que la monnaie ou l'argent est aboli et que dorénavant la population s'en passera et ne s'en portera que mieux, tout en fournissant à la population le mode d'emploi pour qu'elle adopte un comportement adéquate, disciplinée ou responsable, sachant qu'immédiatement toutes les questions qui lui empoisonnaient l'existence et qui étaient liées à l'argent ou plutôt l'absence ou l'insuffisance d'argent sont résolues, se nourrir, se vêtir, se loger, s'éclairer, se déplacer, communiquer, se soigner, trouver un emploi, prendre sa retraite, profiter enfin de la vie, etc.

C'est juste une question d'organisation et de communication qui est à la portée d'une population éduquée, qui a été scolarisée, civilisée et qui est parfaitement capable de faire la part des choses et de comprendre où se situe son intérêt.

ACTUALITÉ DU JOUR

Plus de pauvres et davantage d'esclaves.

- Encore 800 millions de "très pauvres" dans le monde, note l'Onu - Reuters

Quelque 800 millions de personnes à travers le monde vivent toujours dans une situation d'extrême pauvreté et souffrent de la faim en dépit des progrès remarquables permis par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ont déclaré lundi les Nations unies.

Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a ainsi été réduit de plus de moitié en 25 ans, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions aujourd'hui, souligne l'Onu dans un rapport d'évaluation des huit objectifs définis dans la Déclaration du millénaire en 2000.

Les dirigeants mondiaux doivent adopter une nouvelle série d'objectifs de développement lors d'un sommet en septembre à New York, dans le but d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Reuters 06.07

Plus du double compte tenu de la flambée de l'inflation au cours des 25 dernières années dans les pays en voie de développement ou émergents, alors que les salaires n'ont pas suivi.

En Inde, il y a 25 ans on pouvait survivre ou s'en sortir compte tenu qu'on avait de faibles besoins, pratiquement sans travailler puisqu'un salaire permettait de faire vivre une famille de 5 à 8 personnes enfants inclus, alors qu'aujourd'hui avec un salaire et parfois deux on peine à faire vivre une famille de 3 ou 4 personnes enfants inclus tellement les prix ont flambés et les besoins se sont multipliés.

Il y a 25 ans, plus de 90% de la population se déplaçait à pied, en vélo ou en bus, aujourd'hui 75% se déplace en mobylette ou en moto achetée à crédit. Il y a 25 ans, plus de 99% de la population n'avait pas le téléphone, la télévision, aujourd'hui 75% possède au moins un téléphone et une télévision. Etc. etc. etc. Ces nouveaux besoins ou ses besoins satisfaits ont un coût, à eux tous ils doivent représenter entre 60 et 75% des revenus d'une famille, il faut ajouter les frais scolaires et parfois le loyer quand il y a deux revenus dans un foyer, et à l'arrivée pour se nourrir et se vêtir ou des dépenses disons récréatives il reste tout au plus 10% à 15% pour se nourrir ou faire face aux aléas de la vie.

Un indien qui travaille dispose d'un salaire beaucoup plus élevé qu'il y a 25 ans, mais il lui en faut toujours plus pour survivre et finalement demeurer toujours aussi pauvre, avec en prime d'être exploité davantage ou d'y avoir perdu en liberté et étant désormais arrimé au marché. Une famille qui réussissait à vivre avec un revenu de 1.000 roupies il y a 25 ans, n'y parvient plus aujourd'hui avec un revenu de 6.000 roupies pour vous donner un ordre de grandeur.

[Dossier grec](#)

Harcèlement, pression, chantage, menace. Ils ne supportent pas leur défaite ou la démocratie

- Les Européens laissent à Tsipras victorieux une mince chance de négocier - AFP

- Grèce : le non "ne nous rapproche pas d'une solution", estime Dijsselbloem - AFP

La victoire du non au référendum en Grèce "ne rapproche pas (l'Europe) d'une solution" avec Athènes, a estimé lundi le chef de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, selon lequel la présence grecque dans la zone euro dépendra des nouvelles propositions d'Athènes.

"Les résultats du référendum sont clairs et (...) ne nous rapprochent pas d'une solution", a dit aux journalistes M. Dijsselbloem, qui est également ministre néerlandais des Finances, avant des discussions avec avec son Premier ministre Mark Rutte. AFP 06.07

BCE . Le « ~~nœud~~ coulant » reste en place.

- Grèce : la BCE durcit encore le ton - latribune.fr

La BCE refuse de relever le plafond de l'ELA pour les banques grecques et réclame désormais plus de garanties. Un avertissement à Athènes.

La BCE a donc décidé l'offensive. L'institution de Francfort a choisi de répondre au « non » des électeurs grecs dimanche 5 juillet aux propositions des créanciers par la menace. L'accès des banques grecques à l'aide à la liquidité d'urgence (programme ELA) a certes été maintenu à son niveau de mercredi dernier, soit 89 milliards d'euros, mais le Conseil des Gouverneurs a durci le ton. Il a refusé l'augmentation de 3 milliards d'euros demandée par la Banque de Grèce et surtout, dans son communiqué, la BCE indique que « la décote appliquée aux collatéraux a été ajustée. »

Décote plus forte sur les collatéraux

Que signifie cette phrase ? Pour obtenir les crédits de liquidité d'urgence, les banques grecques déposent des titres en garanties. Une décote est appliquée à ces titres en fonction de leur valeur et du risque qu'ils contiennent. Schématiquement, pour obtenir 100 euros de liquidité, une banque devra déposer deux titres d'une valeur de 100 euros si la décote est de 50 % (cet exemple est fictif). Plus la décote est élevée, plus la banque doit donc déposer des titres en garanties. C'est ce qui s'est passé ce lundi 6 juillet au soir. La BCE demande désormais plus de garanties aux banques grecques. Elle rappelle que « la situation financière de la Grèce a un impact sur les banques grecques car elles utilisent beaucoup de collatéraux basés sur l'Etat grec pour avoir accès à la liquidité d'urgence. » Du coup, la BCE a estimé que le « non » réduisait la possibilité d'un accord. Elle a donc revu à la baisse la situation des banques grecques et demandé plus de garanties.

Quel durcissement ?

Quelle est l'ampleur de ce durcissement ? Nul ne le sait, car le niveau des décotes n'a pas été publié. Selon le site « zero hedge », il serait de 45 % sur les titres d'Etat grecs. Le Financial Times, de son côté, estime, sans citer de sources, qu'« on s'attend à ce que les quatre banques grecques disposent d'assez de collatéraux pour pouvoir renouveler leurs prêts. » Si cela est vrai, la BCE montre sa mauvaise humeur, mais la situation sur le terrain reste la même. Les banques grecques vont pouvoir disposer d'un niveau de liquidité suffisant pour agir dans le cadre défini depuis le 29 juin : des banques fermées, un contrôle des capitaux strict, des retraits limités à 60 euros par jour.

Menace

Le durcissement des conditions d'accès à l'ELA serait donc neutre ? Pas tant que cela. En durcissant la décote, le Conseil des Gouverneurs envoie un message à Athènes et aux créanciers. Si un accord n'est pas rapidement trouvé, un nouveau durcissement est possible. Et donc l'épuisement des collatéraux ne saurait tarder. Dans ce cas, la faillite des banques grecques deviendra inévitable, enclenchant un mécanisme très dangereux pouvant aller jusqu'à l'expulsion de fait de la Grèce de la zone euro.

La pression sur Athènes

En réalité, c'est surtout Athènes qui est sous pression. Le gel du plafond de l'ELA le 28 juin a placé le pays dans une situation difficile et l'a mis en marge de la zone euro. Désormais, les relations financières entre la Grèce et le reste de la zone euro sont très réduites, les paiements électroniques vers l'étranger sont impossibles, limitant les importations et empêchant une partie des exportations. Plus cette situation perdure, plus elle est dangereuse pour l'économie hellénique. La décision de ce lundi 6 juillet réduit à néant le désir du premier ministre grec de rouvrir rapidement les banques exprimé par téléphone ce lundi à Mario Draghi. Selon les banquiers grecs, les établissements resteront donc sans doute fermés toute la semaine. La semaine dernière, le cash commençait à manquer en Grèce, la situation ne devrait pas s'améliorer, bien au contraire. Si les collatéraux manquent, il faudra sans doute encore réduire les retraits autorisés aux guichets.

Possibilité d'un futur contrôle du gouvernement grec

Enfin, en durcissant la décote, le Conseil des Gouverneurs de la BCE sous-entend qu'un relèvement du plafond, s'il intervient suite à une promesse d'accord restera nécessairement plus limité qu'auparavant puisqu'il faudra plus de collatéraux pour en profiter. La BCE agit donc d'ores et déjà comme le gardien futur d'un éventuel accord, s'il devait en avoir un. Le « nœud coulant » reste en place, et il ne se desserrera que si la Grèce exécute les réformes promises. Une surveillance sans doute encore plus efficace que celle de l'ancienne troïka, mais dont on peut se demander s'il relève du rôle de la BCE.

Situation paradoxale

On n'est cependant encore loin d'un nouvel accord. L'eurogroupe et le Conseil européen du mardi 7 juillet permettront d'en savoir un peu plus. En attendant, la position de la BCE est assez inconfortable et ambiguë. La BCE ne peut, en théorie, donner des fonds ELA à des banques non solvables. Elle considère donc que les banques grecques restent solvables. Mais plus elle resserre les conditions de l'ELA et plus elle limite leur accès à ce programme, et moins leur solvabilité est garantie. La BCE prend donc le risque de provoquer une faillite qu'elle devra ensuite, selon les traités, prendre comme prétexte pour couper l'ELA. Et donc provoquer l'expulsion de la Grèce de la zone euro... Numéro d'équilibriste

En réalité, sa position est très politique. Si les banques grecques sont solvables, il faut leur donner les moyens de le rester. Si elles ne le sont pas, il faut couper l'ELA. Mais la BCE ne veut pas être celle qui appuiera sur la gâchette. Elle veut donc éviter de couper l'ELA. Mais elle veut un accord en faisant céder le gouvernement grec, car elle souhaite aussi ménager les créanciers. Elle exerce donc une pression croissante sur Athènes pour que le gouvernement grec signe les conditions des créanciers. Pour cela, elle a placé la Grèce dans une position financière périlleuse qui pourrait lui échapper. Un numéro d'équilibriste dangereux. latribune.fr 06.07

Commentaire d'internautes

1- "Le gouvernement grec devrait mettre en demeure ses collègues européens de respecter le Traité de Lisbonne qui interdit à la BCE de couper les liquidités. En cas de refus, le gouvernement grec pourrait déclarer l'état d'urgence, confisquerait la Banque centrale de Grèce et éditerait lui-même des euros (il dispose de plaques pour imprimer des billets de 20 euros). Simultanément, il se retournerait contre le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi pour ne pas avoir fourni à la Grèce les moyens de sa stabilité. Etrange que cet élément juridique soit tu."

2- "L affaire grecque en cours aura au moins permis à beaucoup de gens d ouvrir les yeux sur la nature réelle de l'Union Européenne :

- La BCE est tout sauf indépendante, comme le proclament ses statuts; d'ailleurs, elle se trouve bizarrement à Francfort.

L Euro, n est qu'un Euro-Mark ou Deutsche Mark élargi à un système de pays à la vassalite plus ou moins lâche.

- Les dirigeants de l'UE, ne sont pas élus, n'ont de compte à rendre à personne (Juncker ne va pas démissionner à l'issue de sa gestion catastrophique), ils sont royalement payés avec notre argent et bénéficient de nombreux avantages, souvent indécents et de jolies retraites après 15 années de service, toujours payée par nous.

L'Union Européenne n'est pas ou plus un projet pacifique : on en a la preuve tous les jours et notamment dans les crédits alloués au gouvernement nationaliste ukrainien (au sein duquel on a des vrais chemises brunes pour le coup).

Les États-Unis interfèrent sans cesse dans l'UE, par leurs agents d'influence disposés à tous les niveaux de la structure. Ils désirent le maintien de la zone Euro, car leur but est d'unifier les systèmes monétaires Dollar (ALENA) et Euro, suit au grand marché transatlantique (vous avez aimé le feuilleton grec, vous allez adorer le mexicain...)"

Deux camps qui incarnent deux mondes irréconciliables.

- Grèce : « Le pire viendra après », craint-on dans la banlieue cossue d'Athènes - LeMonde.fr

- 8 jeunes grecs sur 10 ont dit "non", symbole d'une jeunesse européenne qui se cherche - Le Huffington Post

Quand un banquier du PS et ministre de l'extrême droite néolibérale se risque à un amalgame ordurier.

- Macron: le FN est "une forme de Syriza à la française, d'extrême droite" - AFP

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a estimé lundi à Marseille que le FN était "une forme de Syriza à la française, d'extrême droite", tout en assurant ensuite sur Twitter qu'"aucune confusion (n'était) possible" entre ces deux partis.

"Le Front national n'est que le visage d'un populisme", a déclaré dans un premier temps M. Macron, interrogé sur la montée du FN en région Paca lors d'une rencontre organisée dans les locaux du quotidien régional La Provence à l'occasion d'une visite à Marseille: "Il est, toutes choses égales par ailleurs, une forme de Syriza à la française, d'extrême droite. Mais, d'ailleurs, vous voyez cette coagulation des contraires se faire: qui adore Syriza chez nous? M. Mélenchon et Mme Le Pen. Avec qui s'allie M. Tsipras en Grèce? Avec son extrême droite souverainiste". AFP 06.07

C'est la rhétorique que l'on retrouve dans la bouche des animateurs de think tanks néoconservateurs ou néolibéraux qui essaient dans les médias institutionnels. Sans cette proximité ou sans être sous leur influence, il n'aurait jamais sorti une telle monstruosité, il ne l'aurait pas trouvée tout seul. Quelle ordure !

Les médias du Palais ne désarment pas non plus.

- Grèce : le pays plus que jamais divisé - Francetv info

Au lendemain de la victoire du "non" au référendum, une équipe de France 3 est allée à la rencontre d'un chef d'entreprise grec. Francetv info 06.07

Les agences de presse, tout comme les médias publics, sont devenus les porte-parole attitrés des patrons, des chefs d'entreprise, des capitalistes contre le reste de la population.

Ils incarnent le vieux monde qu'il faut balayer.

- Grèce : retour sur la réunion d'urgence du couple franco-allemand - Francetv info

François Hollande recevait ce soir, lundi 6 juillet à l'Élysée, Angela Merkel pour discuter du résultat du référendum grec. Cette réunion vise à afficher la stabilité du couple franco-allemand. Autour de la table, le chef de l'État et la chancelière allemande se sont mis d'accord pour tenir un même discours. "La porte est ouverte aux discussions. Il revient maintenant au gouvernement d'Alexis Tsipras de faire des propositions sérieuses, crédibles pour que cette volonté de rester dans la zone euro puisse se traduire. Mais il n'y a plus beaucoup de temps, il y a urgence", a déclaré François Hollande.

Pour Angela Merkel, les conditions pour renégocier ne sont pas réunies. Elle en appelle donc à la responsabilité des Grecs. "Nous avons déjà fait preuve de beaucoup de solidarité avec la Grèce. La dernière proposition était très généreuse", a-t-elle déclaré. La chancelière allemande insiste aussi sur le fait que l'Europe compte 18 autres partenaires, et que demain il faudra aussi compter avec eux. Francetv info 06.07

Commentaire d'un internaute

- *"des propositions sérieuses et crédibles"*

En clair, accepter ce qu'impose les créanciers depuis le début...

Encore plus clair, ce que le peuple a rejeté au référendum."

La réaction se divise.

- J. Attali. Agir vite pour sauver l'euro - L'Express.fr

- Giscard propose de mettre la Grèce "en congé de l'euro" - AFP.

- Juppé appelle l'UE à "organiser" la sortie de la Grèce de l'euro "si c'est son souhait" - AFP .

L'ex Premier ministre Alain Juppé (Les Républicains) a estimé lundi que l'Union européenne devait aider la Grèce à sortir "sans drame" de la zone euro si tel était vraiment le voeu des électeurs grecs, souhaitant qu'elle puisse y rester "mais pas à n'importe quel prix".

"Il est très important de bien stabiliser la zone euro, de ne pas la fragiliser (...) Il faut que les règles et les disciplines qui la gouvernent soient respectées par tout le monde", a déclaré M. Juppé à des journalistes à Bordeaux, au lendemain du rejet du plan des créanciers par les électeurs grecs.

Selon le maire de Bordeaux, "il faut faire preuve de sang-froid et chercher des solutions durables (...) pour que la Grèce reste dans la zone euro, mais pas à n'importe quel prix".

"La Grèce n'est plus en mesure aujourd'hui d'assumer les disciplines de la zone euro. Chercher à l'y maintenir à tout prix, par des arrangements de circonstance, fragiliserait l'ensemble du système", analysait un peu plus tôt Alain Juppé dans un billet publié sur son blog.

"Nous devons l'aider à organiser sa sortie, sans drame. Ce qui ne veut pas dire qu'elle doit aussi sortir de l'Union", ajoutait-il.

"Si la Grèce refuse les disciplines et les règles de la zone euro", il faut l'aider à en sortir, "si c'est son souhait", a-t-il ensuite expliqué, pressé par des journalistes de préciser ses propos. AFP 06.07

- Grèce: Guaino (LR) salue "le retour du peuple" dans le débat européen - AFP .

Le député des Yvelines Henri Guaino (Les Républicains) a salué lundi le retour "du peuple" dans le débat européen et se prononce, contrairement à Alain Juppé, pour le maintien de la Grèce au sein de la zone euro.

Le non grec est qualifié par l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy d'un "non à l'arrogance" et à "l'intimidation". Désormais, "il va falloir choisir entre la poursuite d'une intégration qui se fait contre les peuples et une coopération qui se fait avec les peuples", a poursuivi le député.

"Si la Grèce sort, ce ne sera pas sans conséquences. Faire sortir la Grèce, vous croyez que ça ne laissera pas de trace? C'est ouvrir une brèche", a estimé le député Les Républicains, disant craindre une contagion aux autres pays fragiles de la zone euro.

- Woerth (LR): "coup de force de Tsipras", Hollande doit être "ferme" - AFP

Eric Woerth, conseiller politique de Nicolas Sarkozy, a qualifié de "coup de force" du Premier ministre grec Alexis Tsipras la victoire du non au référendum dans son pays et demandé à François Hollande d'être "particulièrement ferme" lors des négociations à venir.

"On est entre deux maux. C'est une victoire à la Pyrrhus, un coup de force de M. Tsipras. C'est un coup de poker sur le dos de son peuple, un chantage", a déclaré sur RTL M. Woerth, ancien ministre du Budget.

Selon lui, "revenir à la table des négociations est toujours possible, il faut évidemment continuer à discuter mais pas à tout prix, et je demande à M. Hollande d'être particulièrement ferme sur le sujet".

Une sortie de la Grèce de la zone euro ne serait "pas très grave, parce que la Grèce pèse pas grand chose. Mais sur plan des principes, c'est grave", a également estimé M. Woerth, député de l'Oise et délégué général au projet des Républicains.

"La seule voie de négociation, de discussion, c'est "on maintient les réformes nécessaires". Les Grecs ne peuvent pas avoir de retraites quasiment plus importantes que celle des Allemands. Donc on maintient les réformes et puis on discute du calendrier d'une nouvelle restructuration de la dette grecque", a-t-il poursuivi. AFP 06.07

Qui a remporté le référendum ? Apparemment les créanciers de la Grèce. Le gouvernement donne des gages à la troïka

- Grèce: Tsipras sacrifie Varoufakis pour se rapprocher des créanciers - AFP

- Grèce : Euclide Tsakalotos succède à Yanis Varoufakis - Francetv info

Devenu indésirable par les partenaires européens, le ministre des Finances grec a donné sa démission lundi 6 juillet au matin. Francetv info 06.07

- Démission surprise de Yanis Varoufakis - Francetv info

Le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, vient d'annoncer sa démission. "C'est un nouveau développement bizarre dans cette crise grecque", commente le journaliste Laurent Desbonnets, en direct d'Athènes. Yanis Varoufakis était un grand défenseur du "non", c'est donc une victoire pour lui puisque 61,3% des Grecs ont voté dans ce sens au référendum.

Il démissionne parce qu'il dit lui-même qu'il est la bête noire des Européens et que son attitude pouvait bloquer les négociations", explique le journaliste.

"Peu de temps après l'annonce des résultats du référendum, on m'a informé d'une certaine préférence de certains membres de l'Eurogroupe, et de "partenaires" associés, (...) pour mon "absence" des réunions; une idée que le Premier ministre (Alexis Tsipras) a jugée potentiellement utile à l'obtention d'un accord. Pour cette raison je quitte le ministère des Finances aujourd'hui", a-t-il expliqué sur son blog. (AFP)

Or, il veut un accord à Bruxelles. Alexis Tsipras, le Premier ministre, lui a dit que son départ pourrait faciliter les choses, c'est pourquoi le ministre des Finances grec a donné sa démission. Reste à savoir si cela suffira à relancer les négociations avec l'Union européenne. En Grèce, "l'urgence est désormais la réouverture des banques", rapporte Laurent Desbonnets. Francetv info 06.07

La vermine n'est pas en reste

Yannick Jadot, eurodéputé d'Europe Ecologie - Les Verts, salue une démission qui a surpris tout le monde : «Varoufákis était un sacrifice nécessaire, Tsípras a eu l'intelligence de le sortir. Dans l'Eurogroupe, il y a trop de haine entre des ego et des personnalités. Ce départ permettra, j'espère, de retrouver des éléments de confiance et de la rationalité dans les négociations.» Car après une semaine de point mort dans les négociations, il est temps de reprendre les discussions, prévient l'élue écologiste : «Il doit y avoir un accord, il ne faut pas laisser les Grecs s'effondrer. Il ne faut pas d'entaille dans une zone euro qui ne cicatrisera pas.»

Le Parti de gauche prend le parti des créanciers de la Grèce.

Coordinateur politique du Parti de gauche, Eric Coquerel estime lui aussi qu'il faut retourner à la table des discussions : «Il faut rouvrir les négociations de suite, et mettre en place un moratoire et une réorganisation de la dette.»

Le PC s'en remet au bourreau du peuple grec.

Porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles espère voir enfin la France intervenir pour secourir la Grèce : «Hollande doit arrêter d'être docile derrière Merkel. Il faut qu'il assume enfin ses responsabilités politiques, et qu'il parle haut et fort.» Liberation. fr 06.07

Le PS singe Merkel

- Michel Sapin: "C'est au gouvernement grec de faire des propositions" - AFP

- Grèce: pour Cambadélis (PS), il faut "négocier dans la solidarité" - AFP

- Le Foll presse la Grèce de faire de "nouvelles propositions" - AFP

Quand Mailly se fait porte-parole de l'euro et prône la dette à vie pour les Grecs

- Référendum grec: "Un tournant dans l'Histoire européenne" selon Mailly - AFP

Pour Jean-Claude Mailly, le non grec exprime "deux choses": "Il faut arrêter avec l'austérité" et, "dans le même temps, vouloir rester dans l'euro".

"Cette équation, elle peut être résolue" et "des solutions sont possibles", a tranché le leader syndical. "Cela doit concerner bien évidemment la dette du pays: si ce n'est une restructuration, au moins un étalement assez long pour permettre à la Grèce d'en sortir". AFP 06.07

ACTUALITE EN TITRES

[Quelle crise ! Pas de conscience.](#)

- Les ventes de voitures en hausse de 14,3% en Europe de l'Ouest - Reuters

Les ventes de voitures neuves ont bondi de 14,3% sur un an en juin en Europe de l'Ouest, la hausse étant supérieure à 10% sur les grands marchés que sont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne. Reuters 06.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Des bombes anti-bunker US attendent l'Iran - french.irib.ir

Le "Seattle Times" vient de l'annoncer : en cas de la défaite de la diplomatie, dans le dossier nucléaire iranien, la Maison Blanche envisagerait d'avoir recours aux bombes anti-bunkers, capables, non pas de détruire le programme nucléaire iranien, mais de le maîtriser. Les bombes anti-bunker, fabriquées par Boeing, sont les bombes les plus puissantes, après les bombes nucléaires. Ce sont des bombes, qui pèsent 5 fois plus que toutes les autres bombes américaines. "Ainsi, les Etats Unis sont en passe de concevoir des bombes capables de percer les fortifications les plus solides de l'Iran, sous la terre, tout en négociant un accord nucléaire avec les iraniens. Les bombes anti-bunker ont été fabriquées, au bout de 10 ans d'efforts, et elles viennent d'être testées, au Nouveau Mexique. Ces engins sont, donc, capables de détruire les cibles les plus profondément ensevelies, sous la terre, dans une zone, baptisée "White Stand Missil Rang".

Ces essais ont été effectués, simultanément à l'optimisation des systèmes de téléguidage et des systèmes électroniques, pour éviter des ondes parasites ennemis. Ces bombe,s jamais utilisées, dans un conflit, font partie des armes stratégiques, à valeur dissuasive, et visent à empêcher l'Iran de développer son programme nucléaire, en cas de l'échec des pourparlers.

Certes, Barack Obama et Dempsey évoquent le peu d'effet qu'auraient des frappes aériennes contre les sites nucléaires iraniens, n'empêche que la Maison Blanche a, toujours, sur la table, l'option militaire, par palier, contre l'Iran, en cas de la défaite des pourparlers nucléaires.

Le plan des frappes aériennes US contre l'Iran comprend le tir de missiles téléguidés, les raids des chasseurs furtifs contre les sites nucléaires de Natanz, d'Arak et de Fordow. Le largage des bombes anti-bunker demande la mise en marche des bombardiers B2, puisque ces bombes pourront pénétrer le sol à une profondeur de 200 mètres, mais de telles frappes provoqueront une très grande instabilité, puisque l'Iran tirera des centaines de missiles, dans la foulée, pourra viser Israël ou des bases US, dans le Golfe. french.irib.ir 05.07

2- Yémen

- Les vraies capacités d'Ansarallah: la CIA rapporte. - french.irib.ir

Selon le site Sadaa press, qui mentionne un récent article de Washington press, "Ansarallah va de succès en succès, au milieu d'un silence médiatique total".

"Les forces d'Ansarallah et de l'armée yéménite ont détruit quelques 98 bases militaires saoudiennes, en 100 jours de guerre contre le Yémen. Ce sont les missiles "Scud" et "Grad", qui sont, souvent, utilisés contre les cibles militaires, situées au coeur du territoire saoudien, à quoi s'ajoutent des combats frontaliers étendus dans les villes saoudiennes.

Ce sont des succès énormes que Riyad occulte, soigneusement, par crainte d'une révolution, qui pourrait être déclenchée, en Arabie saoudite, affirme le journal, citant un rapport de la CIA. "Les bases saoudiennes détruites se trouvaient, à Najran, à Assir, à Zahran et à Khamis, mais Riyad continue à le nier". "Ansarallah et l'armée yéménite se sont, également, emparés de 76 bases militaires saoudiennes ou les ont pris d'assaut. Et là, de grandes quantités d'armements ont été saisies.

Parmi les dégâts que les combattants d'Ansarallah ont infligé à l'armée saoudienne, le rapport cite, aussi, la destruction des bases balistiques et de défense aérienne saoudiennes, l'élimination de 36 pilotes et de 39 officiers saoudiens. Le bilan des pertes saoudiennes, en 100 jours de guerre, s'élève à 2.326 soldats, à 36 officiers et à 22 généraux tués, dont Mohamad al-Chaalan, le commandant en chef de l'armée de l'air saoudienne. La garde nationale yéménite a pu tuer des centaines de Saoudiens, les blesser ou les capturer. 602 chars, 57 blindés, 303 unités militaires saoudiennes ont été détruits ou endommagés, pendant ces 100 jours de guerre".

Le rapport de "Washington post" évoque des "combattants de l'ombre", ceux d'Ansarallah, qui, d'une redoutable efficacité, ont fait chanceler l'armée saoudienne. french.irib.ir 06.07

3- Turquie - Syrie

3.1- Turquie: l'armée examine l'option militaire en Syrie - french.irib.ir

L'armée turque a convoqué pour la semaine prochaine les commandants des troupes stationnées le long de la frontière avec la Syrie afin d'étudier la possibilité d'une intervention militaire sur le territoire voisin, rapporte dimanche le journal "Hurriyet". La Turquie a renforcé ses défenses militaires depuis la semaine dernière le long de la frontière, en y déployant des chars, des missiles anti-aériens et des troupes, après une intensification des combats au nord de la ville syrienne d'Alep.

Ces mouvements ont suscité des spéculations sur les intentions du gouvernement turc d'intervenir afin de repousser les terroristes de Daech et stopper l'avancée des forces kurdes, qui ont gagné du terrain sur les daechistes dans cette région. Mais Ankara a écarté toute idée d'action immédiate sur le territoire syrien. Cependant, selon "Hurriyet", les forces armées turques (TSK) ont ordonné aux commandants des troupes déployées le long de la frontière de se présenter au quartier général à Ankara pour discuter des détails d'une telle intervention. Le déploiement de plus de 400 véhicules blindés, transportant des troupes, ainsi que le rôle de l'armée de l'Air en soutien à une telle intervention figureraient aussi à l'ordre du jour de cette réunion, précise le journal sur son site web.

Par ailleurs, le commandant des forces spéciales turques a visité les frontières communes avec la Syrie et s'est entretenu avec les garde-frontières qui y sont stationnés. french.irib.ir 06.07

3.2- Alep: la monnaie turque remplacera celle de la Syrie - french.irib.ir

Acharnée, dans ses tentatives de porter atteinte à la Syrie, la coalition des opposants syriens, en coopération avec la Turquie, a l'intention de remplacer, à Alep, la monnaie syrienne, par celle de la Turquie.

C'est le groupe, qui se dit "le conseil local d'Alep", qui l'a proposé, a-t-on appris du quotidien extra-régional "Ash- Sharq al-Awsat", sous protectorat de l'Arabie.

Selon le rapport d'"Ash-Sharq al-Awsat", l'objectif du "conseil d'Alep" consiste à faire pression sur le gouvernement syrien, ce qui, selon les prétentions des responsables dudit conseil, accélèrera le renversement du gouvernement syrien.

Selon les analystes, dont Nasser Qandil, chaque jour qui s'écoule de la crise syrienne, le rôle majeur de la Turquie, en soutien aux terroristes, dans le Nord-syrien, apparaît au grand jour. french.trib.ir 06.07

4- Israël

- Israël et ses secrètes transactions d'armes avec les pays - french.trib.ir

Le fait qu'Israël n'aime pas beaucoup la transparence, sur ses politiques et ses transactions d'armements, trahissent la ruse des responsables israéliens, lorsqu'ils prétendent que Tel-Aviv refuse de vendre des armements aux pays impliqués dans la guerre civile.

Selon le journaliste chevronné israélien, Yossi Melman, Israël a une part de 10% du commerce d'armes, dans le monde, et de ce fait, tire de gros revenus de la vente d'armes. Pourtant, la révélation des liens entre Israël et les régimes despotiques, qui violent les droits de l'Homme de la pire manière, pourrait venir s'ajouter au bilan, déjà, lourd et noir de ce régime, en termes de violations des droits de l'Homme. C'est pourquoi Tel-Aviv préfère arranger ses transactions d'armes avec beaucoup de pays africains ou latino-américains, de façon indirecte, et en recourant aux sociétés privées, dont le nombre tourne autour de 220.

Selon le numéro de dimanche du quotidien "Haaretz", le ministre de la Guerre de ce régime insiste sur le fait que ses relations sécuritaires avec le Soudan du Sud, plus précisément, les informations, sur la vente d'armes au Sud-Soudan, restent secrètes, d'autant plus que le Soudan est aux prises avec une guerre civile ; beaucoup d'abominables crimes pourraient s'y produire, sans que personne n'en sache rien.

De même, la revue économique "Globes" s'est attardée sur les exportations d'armements israéliens à destination du continent noir, pour dire qu'elles ont accusé, en 2014, une croissance de 40%. Les chiffres publiés par le ministère de la Guerre du régime sioniste montrent, aussi, que le volume des exportations d'armement israéliennes, à destination des pays africains, est passé de 107 millions de dollars, en 2010, à 318 millions de dollars, en 2014. french.trib.ir 06.07

5- Egypte

- Egypte : 241 terroristes tués, au Nord du Sinaï - french.trib.ir

Au moins, 241 terroristes, ont été tués, depuis le lancement, mercredi dernier, des opérations des forces sécuritaires et militaires égyptiennes, au Sinaï.

«L'armée égyptienne a eu de sérieux affrontements avec les éléments du groupe terroriste Daech, dans la région de Cheikh Zaveid et au Nord du Sinaï, tandis que les chasseurs F-16 de la force de l'armée de l'air égyptienne ont frappé les lieux d'affluence des terroristes», a écrit, sur sa page Facebook, le porte-parole militaire de l'armée égyptienne. De même, les forces sécuritaires égyptiennes ont arrêté 4 fugitifs et 29 personnes suspectées d'activités terroristes.

Toujours, selon le porte-parole de l'armée, 21 soldats égyptiens ont été tués, au cours de ces affrontements. Les opérations d'envergure de l'armée égyptienne, au Sinaï, ont été lancées, après 15 attaques terroristes simultanées contre les bases de l'armée, à Cheikh Zaveid, attaques, qui ont causé la mort de 64 soldats égyptiens. french.trib.ir 06.07

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h22.

On a ajouté 30 articles.

On a ajouté un dossier Grèce pour que vous puissiez retrouver facilement les articles depuis février 2015.

Ne m'en demandez pas plus, il fait 43°C à l'ombre., 40°C dans la pièce où je bosse, un travail de forçat... et ingrat !

La causerie du matin.

On commence le formatage des nouveaux articles qui seront en ligne d'ici deux heures, il est 13h31 à Pondichéry.

[Pendant qu'ils vendent des armes à l'Arabie saoudite, qui servent à bombarder le Yémen ou sont livrés aux barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat ismatique qui massacrent les peuples libyens, irakiens, syriens...](#)

- "Paris ne vendra aucune arme à Pékin" (Le Drian) - french.irib.ir

«Paris ne vendra aucune arme à Pékin, en raison des embargos d'armements dont il fait l'objet», a déclaré le ministre français de la Défense, suite à la décision de l'Élysée de ne pas vendre ses navires de classe "Mistral" à la Russie.

Lors d'un point de presse conjoint avec son homologue américain, Ashton Carter, le ministre français de la Défense, Jean-Ive Le Drian, a rejeté les rumeurs, selon lesquelles la France vendrait ses navires de guerre à la Chine. Dans ce droit fil, le ministre français de la Défense a déclaré, au micro de l'édition chinoise de la VOA, que la France respectait l'embargo sur les armements dont la Chine fait l'objet.

La France faisait partie des membres de l'Union européenne, qui ont mis en application l'embargo sur les armements contre la Chine, en 1989. french.irib.ir 07.07

On aura compris que le PS et le gouvernement français sont totalement alignés sur Washington, ce n'est pas un scoop mais une confirmation qu'il fallait relever pour que personne ne puisse dire qu'il ne le savait pas ou que leur positionnement aurait été occasionnel ou fortuit, ce qui n'est pas le cas, il est permanent.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[En famille ou quand une loi de droite rédigée par un parti de droite satisfait la droite.](#)

- Loi Macron: la droite ne déposera pas de motion de censure - AFP

[La tyrannie religieuse ou le Maroc à l'heure de Riad ou de ses barbares.](#)

- Marrakech: Cinq jeunes arrêtés pour ne pas avoir respecté le jeûne du ramadan - 20minutes.fr

[On passe plus de temps avec ses collègues de travail...](#)

- Travail: 44 % des Français sont tentés par une relation extra-professionnelle - 20minutes.fr

Pour avoir bossé dans 45 boîtes, je peux affirmer qu'ils sont très loin du compte, mais cette sous-évaluation peut s'expliquer par le fait qu'un salarié sur deux ou deux sur trois ne bénéficient pas de conditions permettant ce genre de relations, car dès lors qu'elles sont réunies, ils n'hésitent pas à recourir à cette relation pour mettre un peu de piment dans leur existence routinière ou carrément changer de partenaire.

Cela m'est arrivé une seule fois, mais à cette époque (1974-75) j'étais jeune et célibataire, j'avais 19 ans, je bossais au Gan comme gratte-papier et j'étais sorti avec Françoise qui avait 15 ans de plus que moi. Elle était agent de maîtrise, c'était une intellectuelle, je lui dois cinq minuscules brochures sur la philosophie qu'elle m'avait données suite à nos discussions pour m'encourager à poursuivre mon développement intellectuel naissant qui allait me conduire au marxisme deux ans plus tard, par chance ces brochures ont échappé au tsunami de 2004. Bien que sans nouvelles d'elle depuis, j'ai toujours une petite pensée pour elle 40 ans plus tard. Et dire que celle qui allait devenir ma première épouse quelques années plus tard m'accusera de ne pas être sentimental...

La pire des tentations sera lorsque j'étais délégué syndical, j'aurais pu sortir avec près d'une dizaine de femmes dont certaines voulaient même faire leur vie avec moi, et j'ai toujours refusé parce qu'il n'y avait pas de place dans ma vie pour une

autre femme que celle qui partageait mon existence... qui me trompera quelque temps plus tard et me larguera.

J'ai le défaut ou la faiblesse d'être généralement fidèle à mes principes ou à mes valeurs, à mes idées, ce dont peuvent profiter des gens pas toujours bien intentionnés à mon égard ou hypocrites sans en tirer le moindre bénéfice à l'arrivée, bien au contraire. J'ai réussi à me persuader il y a fort longtemps qu'il ne pouvait pas en être autrement, et mon expérience ou en observant le sort qui avait été réservé à celles qui avaient abusé de ma confiance n'a fait que le confirmer.

Cela dit, chacun demeure libre de faire sa vie comme il l'entend. Il arrive que la règle du jeu soit faussée à la base et que ni l'un ni l'autre n'en aient conscience, que l'un ou l'autre ou les deux se leurrent sur la nature de leur relation ou ce qu'ils en attendent. Pour le reste, la société qui s'emploie à nous pourrir l'existence au quotidien, se fera un malin plaisir à ronger ou détruire les relations les plus solides, saines ou sincères, mille fois hélas pour n'avoir jamais cessé d'y penser depuis 26 ans ! Il est exceptionnellement rare dans la vie que se présente deux fois la même opportunité (et pas seulement dans ce domaine), alors lorsqu'elle est gâchée et qu'on a conscience de ce qu'on a perdu et que c'est irréversible, pour le restant de nos jours, on ne parvient jamais à s'en remettre totalement.

[Dossier grec](#)

Du côté des tyrans de la troïka.

- La BCE assurera la liquidité minimale d'Athènes jusqu'à dimanche - Reuters

La Banque centrale européenne assurera la liquidité minimale à la Grèce jusqu'à ce que les membres de la zone euro se prononcent sur un projet d'accord ce week-end, a déclaré mardi François Hollande à Bruxelles. Reuters 07.07

- Un scénario détaillé de "Grexit" tout prêt, selon Juncker - Reuters

Des mesures destinées à alléger le fardeau de la dette grecque pourraient être évoquées si un accord est conclu cette semaine, mais un scénario détaillé prévoyant une sortie de la zone euro a été préparé... Reuters 07.07

Les derniers développements

- Grèce : les grands partis derrière Alexis Tsipras - Francetv info

Deux jours après la victoire du "non" au référendum grec, la position d'Alexis Tsipras est plus que jamais renforcée. La plupart des grands partis se sont rangés derrière lui et ont signé un texte commun. "C'est toute l'audace d'Alexis Tsipras. À défaut de trouver un accord avec ses créanciers, il le trouve ici, en Grèce, avec ses ennemis politiques", rapporte Clément le Goff, qui précise que "socialistes, conservateurs - à l'exception de l'extrême droite -, tous sont tombés d'accord sur un texte commun pour la poursuite des négociations".

Le Premier ministre, Alexis Tsipras, se pose donc en rassembleur de la nation. "Il veut donner l'image d'une Grèce soudée, unie derrière lui, et cela deux jours seulement après un référendum qui a divisé le pays", poursuit le journaliste de France 2. Francetv info 07.07

- Crise grecque : tractations en cours à Bruxelles - Francetv info

Mardi 7 juillet, aux alentours de 20 heures, le sommet des chefs d'État de la zone euro est en cours à Bruxelles. Il fait suite à la victoire du "non" au référendum grec, le dimanche précédant. "Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras est arrivé sans aucune proposition écrite et concrète de réformes. Cela ressemble un peu à un camouflet. C'était quand même un conseil extraordinaire pour rien", explique Maryse Burgot en direct de Bruxelles. "Dans le même temps ici on explique qu'Alexis Tsipras avait quand même un ton très constructif. Il n'avait pas son ton habituel. Ce serait même avec une certaine modestie qu'il aurait demandé un nouveau programme d'aides à ses homologues européens", poursuit la journaliste.

Pas sûr que cela suffise pour amadouer les Européens les plus réticents, dont les Allemands. "Il faut maintenant que Tsipras fasse des propositions concrètes, il a quelques heures pour le faire. On est donc repartie pour une nouvelle série de réunions dans les prochains jours avec une nouvelle convocation de l'Eurogroupe dans quelques jours et sans doute un nouveau conseil extraordinaire, dimanche à Bruxelles", conclut Maryse Burgot. Francetv info 07.07

- Pourquoi le gouvernement grec est arrivé les mains vides à l'Eurogroupe - latribune.fr

Le nouveau ministre des Finances grec n'a rien proposé de neuf à l'Eurogroupe de ce mardi dont la réunion a tourné court. Une stratégie qui vise à placer au centre la question de la dette.

Le gouvernement grec tente d'imposer ses propres priorités. Ce mardi 7 juillet, les créanciers avaient une fois de plus fixé leur calendrier en prévoyant un Eurogroupe avant le conseil européen. Autrement dit, la logique financière devait continuer à primer sur la logique politique. L'idée était donc la même qu'au cours des dernières semaines : engluer la Grèce dans des discussions financières techniques qui devront être validées au niveau des chefs d'Etat ensuite. Avec cette méthode, aucun accord satisfaisant pour Athènes n'était possible puisqu'Alexis Tsipras n'entend signer un texte technique qu'après un engagement sur la dette. Or, cet engagement ne peut se prendre qu'au niveau politique. Voilà pourquoi Athènes a annoncé déposer une demande d'aide complète au MES (mécanisme européen de stabilité) demain, incluant sans doute une restructuration de la dette.

Pas de propositions

Le gouvernement grec a donc contourné la difficulté. Le nouveau ministre des Finances, Euclide Tsakalotos, est arrivé à l'Eurogroupe sans nouvelle proposition concrète, se contentant d'évoquer la proposition présentée le 1er juillet dernier (laquelle, rappelons-le, n'était pas si éloignée de la proposition du 25 juin rejetée par les électeurs grecs). L'Eurogroupe a donc été dans l'incapacité de s'exprimer. Du coup, les chefs d'Etats et de gouvernements ne pourront pas discuter sur des éléments techniques. Et c'est exactement là où Alexis Tsipras voulait en venir : entamer un dialogue au niveau politique, incluant la question de la dette. Le premier ministre grec va ainsi rencontrer Angela Merkel et François Hollande avant le Conseil.

Comment discuter avant de poser la question de la dette ?

Car, en réalité, les discussions techniques sans ce préalable sont absurdes : établir des objectifs d'excédents et des mesures à prendre sans discuter de la dette revient à enterrer la question puisque, précisément, ces objectifs sont basés sur la nécessité de rembourser intégralement la dette. Il faut donc d'abord discuter de ce point crucial, notamment de la question de la dette détenue par la BCE (Banque centrale européenne) qui doit être remboursée en juillet et août de cette année (6,7 milliards d'euros), mais aussi en 2016 (2,3 milliards d'euros) et en 2017 (6,3 milliards d'euros). Athènes propose une reprise de cette dette par le MES, une décision qui relève du niveau politique.

Attentes absurdes des chefs d'Etats et de gouvernements

Evidemment, cette manœuvre peut échouer. Les chefs d'Etat peuvent se montrer irrités et rejeter tout dialogue ce mardi soir. Mais ce comportement semblerait étrange. Comment imaginer qu'un gouvernement qui vient d'être conforté par le « non » massif au référendum arrive sans vouloir parler de la dette et en présentant un plan encore plus strict que le précédent ? Là aussi, une telle attente semble loin de la réalité. Alexis Tsipras va donc, comme il l'a promis dès dimanche soir, mettre la question de la dette sur la table. Il y a fort à parier qu'il ne soit pas entendu. Mais son mandat renouvelé le 5 juillet l'obligeait à agir ainsi. latribune.fr 07.07

Les médias ou la propagande au service de la troïka.

- Arrêtons le discours lénifiant après le vote grec - LePoint.fr

Le référendum n'aura pas seulement des conséquences financières. Le risque d'un soulèvement populaire provoqué par les pénuries et la situation en Méditerranée est réel. LePoint.fr 07.07

Au Point il joue la carte du chaos et rêve d'un règlement à la Maidan...

- Grèce: une sortie de l'euro pas exclue pour la Commission européenne - AFP

- Pour la presse allemande «les Grecs ont voté pour le Grexit » - LeFigaro.fr

- Grèce: «Malgré la victoire du non, la marge de manœuvre de Tsipras est très faible» - 20minutes.fr

- Tsipras au piège des solutions blague et des promesses magiques - Slate.fr

- L'Europe attend les propositions de la Grèce - Francetv info

L'Eurogroupe et les chefs d'État de la zone euro patientent. Des nouvelles propositions d'Alexis Tsipras dépend la réouverture des négociations. Francetv info 07.07

Si la délégation grecque est arrivée les mains vides mardi à la réunion de l'Eurogroupe, c'était parce qu'elle estimait que la question de la dette devait être mise sur le tapis, ce que refuse la troïka et l'Allemagne notamment.

Donc Francetv info se fait le porte-parole de la troïka en accordant la priorité aux propositions des Grecs au lieu de la dette qui est

la priorité du gouvernement grec, histoire ensuite d'accuser les Grecs de faire preuve de mauvaise volonté, sous-entendant qu'il est normal que ce soient les Grecs qui fassent de nouvelles concessions et non la troïka qui n'a pas à prendre en compte les besoins exprimés par le gouvernement grec, et que par conséquent en cas d'échec des "négociations" entre les deux parties, ce serait les Grecs qui en porteraient la responsabilité et non la troïka que protège Francetv info de toute critique à venir.

Francetv info, c'est la voix de l'Etat, des institutions française, du gouvernement, au même titre que l'Insee ou l'AFP, l'Agence Française de la Propagande officielle qui est devenu une officine du néolibéralisme.

La question grecque alimente la crise des partis de droite et d'extrême droite.

Au parti de l'ordre

- La Grèce divise Les Républicains - Le Huffington Post

- Politique: Carlos Da Silva juge Alain Juppé triplement «irresponsable» de prôner la sortie de la Grèce de l'euro - 20minutes.fr

- Villepin: "la Grèce retrouve sa fierté" grâce à Tsipras - AFP

Chez son supplétif.

- "Position unanime des socialistes" pour le maintien de la Grèce dans la zone euro - AFP

- Marie-Noël Lienemann (PS): "le temps est venu de dire non" à l'Allemagne - AFP

Et leur complément naturel.

- Comment Marine Le Pen a tourné casaque sur la dette grecque - L'Express.fr

En février elle était alignée sur la troïka, et après le 5 juillet et que le vent est tourné en Grèce, elle est favorable à un "aménagement" de la dette grecque...

L'extrême droite est le champion toutes catégories en terme d'opportunisme ou de populisme, jouant avec l'amnésie du peuple pour mieux flatter ses attentes et mieux le berner à l'arrivée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis.

- «Si je suis élue Présidente, nous attaquerons l'Iran» - french.irib.ir

Vendredi, l'aspirante présidente des États-Unis, Hillary Clinton, s'est adressée à une audience, triée sur le volet, au Dartmouth College, au cours d'un événement programmé de sa campagne électorale. Elle a menti, en appelant l'Iran «une menace à l'existence d'Israël... J'espère que nous serons capables de sceller un accord, la semaine prochaine, et de mettre un couvercle sur son programme nucléaire». «Même si un tel accord se produit, nous aurons, toujours, des problèmes majeurs avec l'Iran. Ils sont les sponsors en chef du terrorisme mondial. Ils utilisent des proxy, comme le Hezbollah, pour semer la discorde et créer des insurrections, qui déstabilisent les gouvernements. Ils prennent, aussi, de plus en plus le contrôle d'un nombre de nations, dans la région, et ils posent une menace existentielle, pour Israël. Nous avons tourné notre attention vers le travail avec nos partenaires, pour essayer d'endiguer et de prévenir l'agressivité continue de l'Iran».

Fait : Les services de renseignement américain et israélien ont tous deux dit que le programme nucléaire de l'Iran n'avait aucun composant militaire. Aucune preuve ne vient suggérer que Téhéran veut même en avoir un. Beaucoup de preuves indiquent le contraire. En tant qu'aspirante à la présidence, en 2008, Clinton avait dit, à la convention annuelle de l'AIPAC, (NdT : le puissant lobby israélo-sioniste, aux États-Unis) : «Les États-Unis se tiennent aux côtés d'Israël, aujourd'hui, et pour toujours. Nous avons des intérêts communs... des idées communes... des valeurs communes. J'ai une volonté de fer, pour maintenir la sécurité d'Israël. Nos deux nations luttent contre une menace commune, contre la menace de l'extrémisme islamique. Je soutiens, fermement, Israël et son droit à l'auto-défense, et je pense que l'Amérique devrait aider cette défense. Je suis impliquée

à assurer qu'Israël maintienne un avantage militaire, pour faire face à ces menaces. Je suis, profondément, concernée par la menace croissante que représente Gaza et la campagne de terreur, menée par le Hamas».

Une telle campagne n'existe simplement pas. Les seules menaces auxquelles doit faire face Israël sont celles qu'il invente. Clinton a répété de vieux mensonges fatigués, disant que la charte du Hamas «appelle à la destruction d'Israël. L'Iran menace de détruire Israël». «Je suis en faveur d'étiqueter la Garde Révolutionnaire Iranienne, (NdT : Gardiens de la Révolution/Pasdarans), pour ce qu'elle est : une organisation terroriste. Il est impératif que nous devenions, à la fois, dur et intelligent, pour gérer l'Iran, avant qu'il ne soit trop tard».

Elle soutient une «réplique massive», si l'Iran attaque Israël, disant à cette époque : «Je veux que les Iraniens sachent que moi, présidente, nous attaquerons l'Iran. Dans les 10 prochaines années, pendant lesquelles ils pourraient, stupidement, considérer lancer une attaque contre Israël, nous serons capables de, totalement, les oblitérer». Elle approuve l'utilisation de cluster bombs, d'agents toxiques et d'armes nucléaires, dans les théâtres de guerre, menées par les USA. Elle appelle ces armes de la dissuasion qui «maintiennent la paix». Elle fut une des seuls six sénateurs démocrates opposés au blocage du déploiement des systèmes de missiles non testés, des armes de première frappe, entièrement, offensives. french.irib.ir 07.07

2- Syrie

- Damas réagit aux déclarations d'Obama concernant une transition du pouvoir, en Syrie - french.irib.ir

L'ambassadeur de Syrie, en Russie, a, vivement, critiqué les déclarations du président des Etats-Unis concernant une transition du pouvoir, en Syrie, et le départ du Président Bachar al-Assad.

L'ambassadeur de Syrie, à Moscou, Riyad Haddad, a déclaré, mardi, qu'aucune puissance, même, les Etats-Unis, n'a le droit de s'ingérer, dans les affaires intérieures de la Syrie.

Riyad Haddad a rejeté les déclarations du Président Barack Obama, qui a proposé une transition politique, en Syrie, ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement, accompagnée de la démission du Président Bachar al-Assad. "Personne n'a le droit de demander la démission du Président Assad, élu, démocratiquement, par la majorité des Syriens", a ajouté Riyad Haddad. Il a, ensuite, souligné que les sondages montrent que plus de 60% des Syriens sont pour le maintien au pouvoir du gouvernement du Président Bachar al-Assad. french.irib.ir 07.07

3- Yémen

- Yémen : un bateau de guerre anéanti - french.irib.ir

Selon le site d'information Lahaj News , " les forces spéciales de l'armée yéménite ont pris pour cible lundi un bateau de guerre égyptien qui attaquait Sanaa é " le bateau a été pulvérisé alors qu'il se trouvait aux larges de Zaba, port saoudien. Selon une source bien informée au sein de l'armée yéménite , les forces spéciales faisaient partie de la garde nationale. Elles ont réussi à surmonter les obstacles et à faire exploser un bateau de guerre égyptien au port de Zaba.

Les sources saoudiennes n'ont pas osé confirmer cette attaque et se sont contentés d'affirmer qu'un missile venu " de nulle part et tiré on ne sait pas par qui " a détruit " un bateau égyptien". Est -ce le fait d'un missile? Les sources bien informées soulignent qu'un commando de l'armée yéménite ont pu pénétrer dans les eaux territoriales, monter à bord du bateau et le plastiquer ". Ce bateau avait participé au pilonnage des zones civiles yéménite. Il a explosé avec les membres de son équipage à bord. french.irib.ir 07.07

ECONOMIE

BRICS

- BRICS : le taux du commerce intérieur augmente de 70% - french.irib.ir

Le ministre russe du Développement économique a annoncé qu'en 2014, le taux des échanges commerciaux, à l'intérieur du BRICS, s'est élevé à 291 milliards de dollars.

Alexeï Oulioukaev a déclaré que le taux des échanges commerciaux entre les pays du BRICS a augmenté de plus de 70%, en six ans, passant de 168 milliards de dollars, en 2008, à 291 milliards de dollars, en 2014. Le ministre russe a ajouté que ces chiffres indiquent que le BRICS suit une politique économique satisfaisante. Le BRICS regroupe les cinq grandes

puissances économiques émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. french.irib.ir 07.07

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juillet 2015

CAUSERIE

On a mis un peu d'ordre dans la page d'accueil du site, les articles de juin des différentes rubriques ont été archivés. Je répondrai dans la journée aux courriels que j'ai reçus. Je dois aller en ville acheter le matériel pour faire mes travaux. J'attends de voir comment évolue la situation en Grèce pour mettre le site en stand by pendant quelques semaines comme cela a été annoncé. Je dois avoir terminé impérativement mes travaux avant la prochaine mousson.

A partir de septembre quand la température déclinera, je finaliserai mes plantations, sous 40°C ou plus actuellement toutes mes plantes crèveraient, pour le moment elles poussent dans des sacs plastiques de riz ou de ciment remplis de terre et de compost abrités par une bâche spécialement conçue pour l'agriculture ou l'horticulture qui ne laisse passer que 10% des rayons du soleil, cela dit à cause de la chaleur je dois les arroser deux fois par jour. En prime hier soir on a mangé le premier concombre. Au moins là mes efforts sont récompensés...

Le site sera actualisé dans l'après-midi ou demain car il n'y a pas d'infos urgentes ou importantes, à part peut-être Macron qui vient de révéler qu'il était monarchiste !

Vous ignoriez peut-être que le PS était compatible avec la monarchie, maintenant vous le savez. Cela vous fait une belle jambe, n'est-ce pas ? Ne le prenez pas sur ce ton, demandez-vous plutôt comment on a pu l'ignorer si longtemps, comment et pourquoi les uns et les autres se sont employés à camoufler sa véritable nature de droite et s'en sont finalement toujours accommodés.

La suite plus tard.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juillet 2015

CAUSERIE

Voilà qui pourrait nous servir d'introduction à la causerie du jour. (rédigé hier matin)

Et pendant ce temps-là, dans un rapport de 24 pages le Pentagone détaille sa Stratégie Militaire Nationale, (SMN), pour 2015 et promet à tous les peuples la guerre, toujours plus de guerres, toujours plus longues, plus atroce, la guerre sans fin.

Et vous croyez qu'il y aurait un Etat, un chef d'Etat, un Premier ministre, un gouvernement, un parlement qui par le monde appellerait à rompre ses relations avec l'impérialisme américain : Aucun !

Et pendant ce temps-là, le Parlement européen complice de la Commission européenne adopte un nouveau volet du projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) qui aura pour conséquence de soumettre tous les Etats de l'UE à la dictature des multinationales américaines et autres, de brader le peu de souveraineté qu'il reste aux peuples de l'UE.

Et vous croyez qu'il y aurait un Etat, un chef d'Etat, un Premier ministre, un gouvernement, un parlement qui appellerait à rompre avec l'UE, l'euro, la BCE : Aucun !

Mais l'heure est à l'euphorie après le non massif au référendum grec, qu'il nous soit permis de ne pas partager cet enthousiasme dans la mesure où nous ne percevons aucune recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines.

Dans la vie ou sur le plan politique, on peut vivre une multitude d'expériences sans en tirer profit pour autant, pour demeurer incapable d'en tirer le moindre enseignement. Il faut qu'elles se traduisent par une modification pratique de notre comportement pour espérer ne pas les avoir vécues pour rien ou en pure perte dans l'avenir, ce qui doit se traduire sur le plan politique par notre engagement dans un parti, dans le cas contraire le bénéfice qu'on pouvait en retirer s'épuisera rapidement du fait

qu'on demeurera inconsciemment soumis à l'inertie de l'histoire qui tend en permanence à nous tirer en arrière. Comme quoi l'absence d'un tel parti est cruel !

Des millions de travailleurs ont participé un jour à la lutte de classes, à des grèves ou manifestations, réunions ou meetings, sans pour autant que leur niveau de conscience politique ne progresse, pire encore, des centaines de milliers se sont organisés dans des partis ouvriers pour les quitter par la suite sans avoir davantage progressés, ce qui témoigne que ces expériences ne leur ont servi strictement à rien ou n'ont pas permis à notre cause de progresser, il en va de même des millions de travailleurs qui sont syndiqués. Dans 9 cas sur 10, l'adhésion à un syndicat n'a pas plus de valeur politique qu'un abonnement à la piscine du coin.

On est donc en droit d'affirmer qu'il existe un sérieux problème au niveau de la conception de la lutte de classes qui a été adoptée par tous les partis ouvriers, qui est obsolète ou n'est pas adaptée à notre époque ou à la société, au monde dans lequel nous vivons en 2015. Ils refusent de l'admettre, ils rejettent cette conclusion qui pourtant coule de source en se basant uniquement sur les faits, ils ne veulent pas en entendre parler.

Cette obstination à ne pas regarder la réalité en face est suicidaire, car elle n'augure rien de bon pour la suite, croire ou faire croire le contraire serait se leurrer ou tromper travailleurs et militants.

Si on suivait leur raisonnement jusqu'au bout, on en arriverait à la conclusion qu'un adulte n'a pas à se mettre à la portée d'un enfant pour lui faire comprendre quelque chose, et que ce serait plutôt à l'enfant de se mettre au niveau des adultes, alors qu'il est incapable du fait de son peu d'expérience de la vie. Peu importe la manière dont l'enfant y parviendra pensent-ils, de gré ou de force ou simplement par mimétisme sans développer la moindre conscience, seul le résultat immédiat compte à leurs yeux sans se soucier de sa véritable valeur, jusqu'au jour où surpris ils s'apercevront qu'elle était pour ainsi dire nulle pour déboucher sur une situation conflictuelle, délétère, incompréhensible, quasi inextricable ou sans issue autre que l'affrontement ou l'indifférence car totalement désarmé pour l'affronter.

Qui ne tire pas des enseignements de chaque expérience vécue est condamné au pire à régresser, au mieux à végéter ou à stagner au même stade d'ignorance et de soumission à l'ordre établi, dans ces conditions aucune progression de son niveau de conscience n'est envisageable, sauf à se leurrer soi-même.

Tirer des enseignements de chaque expérience vécue, c'est acquérir la garantie que chaque acquis ne finira pas par s'estomper ou disparaître au fil du temps, dans la mesure où il s'inscrit dans le cadre d'un processus dynamique, dialectique, qui suit son cours, et au cours duquel on sera amené à vivre de nouvelles expériences qui participeront à leur tour à l'élévation de notre niveau de conscience, pour atteindre un niveau tel que tout retour en arrière, toute rechute deviendra impossible pour peu qu'on soit suffisamment sincère et honnête, qu'on ait développé ces qualités qui nous immunisent contre la vanité ou l'opportunisme, car il s'agit de progresser sur tous les plans à la fois pour être digne des idées qu'on incarne et de la société à laquelle on aspire à vivre, qui dans le cas contraire n'inspireront confiance à personne.

Avez-vous manifesté la moindre confiance en Tsipras ? Si oui, c'était une grave erreur politique. Si non, c'est que vous vous en êtes tenus aux faits, bravo !

[Le coup de poignard dans le dos du peuple grec par Tsipras.](#)

Tsipras, le 29 janvier 2013 à Washington à l'institut néolibéral Brookings : « *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose... avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir, (...) nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer (...).* »

Avant de passer aux derniers développements, je vous sou mets le texte que j'avais rédigé hier matin.

Le premier ministre grec Alexis Tsipras s'emploie à convaincre les chefs d'Etat de l'UE inféodés à l'oligarchie financière et les représentants de la troïka, que la politique d'austérité qu'ils ont imposée ces derniers années a eu des conséquences dramatiques pour le peuple grec comme s'ils ne le savaient pas et n'en étaient pas responsables ou encore ne s'en foutaient pas éperdument puisque c'était leur objectif, faire payer aux travailleurs grecs la crise du capitalisme ou les dettes des banquiers grecs, au lieu de décréter l'annulation de la dette de l'Etat et procéder à la nationalisation des banques et des grandes entreprises. En aparté, la même conclusion s'impose lorsqu'on vous trimballe à un ministère...

Le noeud coulant de la dette passé au cou de tous les Etats a été conçu pour les étrangler et les forcer à mettre en oeuvre les réformes structurelles voulues par l'oligarchie financière, qui détient le pouvoir de le refermer au cas où les Etats ne s'exécuteraient pas, sans que les Etats puissent le desserrer puisqu'ils ont abdiqué le pouvoir d'émettre leur monnaie et ne sont plus maîtres de leur budget.

Nous espérons que la Grèce va être exclue de la zone euro ou être contraint à la quitter, car cela ne suffira pas pour rétablir la situation économique de la Grèce, sans compter que ses créanciers exigeront toujours d'être payés. Même la sortie de l'UE

n'y suffirait pas, sans compter les sanctions et les mesures de rétorsion qui s'abattraient sur elle. On se rendra compte alors, que la thèse selon laquelle il suffisait de rompre avec l'euro et l'UE pour qu'un changement de politique puisse avoir lieu était pure charlatanerie ou illusion, sans simultanément s'attaquer aux fondements du capitalisme qui sont à l'origine de sa crise. (Apparemment, on pourrait être privé de ce scénario qui promettait d'être plein d'enseignements. - ndlr)

Rappelons que ces fondements reposent sur les inégalités entre les classes qui n'ont cessé de s'accroître et qui se sont traduites par la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de riches ou d'ultra riches capitalistes, tandis les besoins des masses exploitées n'ont cessé de s'accroître également. La confiscation des richesses produites par les oligarques va de pair ou est le pendant de la confiscation du pouvoir politique par des partis à leur solde, elle en est même le corollaire indispensable pour contenir la crise du capitalisme et neutraliser la lutte des classes à leur profit, afin d'imposer leur nouvel ordre mondial sans lequel le capitalisme finirait par s'effondrer.

Tout au long de l'histoire du capitalisme nous avons assisté une multitude de fois au même scénario ou plutôt à la même mise en scène lors de chaque crise ou dépression, qui devait se solder par une plus grande concentration du capital pour contrebalancer les effets de la baisse tendancielle du taux de profit qui mine l'existence du capitalisme pendant ou à l'issue d'une guerre. Aujourd'hui ils exploitent à fond la crise du capitalisme dans le contexte d'un gigantesque endettement de l'économie mondiale qui ne leur laisse aucune marge de manoeuvre, aussi sont-ils contraints de recourir à des méthodes autoritaires pour imposer leur politique à tous les Etats.

Quand ils font dépendre ce qu'ils appellent la croissance d'une hausse de la productivité qui n'est pas envisageable indéfiniment ou au même rythme qu'autrefois et alimente la baisse tendancielle du taux de profit, et de la consommation qui ne peut que stagner ou baisser du fait du chômage de masse et de la menace qui pèse sur chaque salarié du secteur privé, ils témoignent de leur incapacité à résoudre la crise actuelle du capitalisme ou que les moyens employés précédemment sont devenus inopérants, et qu'il leur faut donc procéder autrement en orchestrant l'effondrement du capitalisme sans pour autant que la perspective d'une nouvelle expansion du capitalisme n'en découle, puisqu'ils ont déjà hypothéqué ou consommé les profits qu'il y aurait eu lieu d'en attendre, ils sont donc obligés de s'attaquer violemment aux besoins élémentaires de la population, à l'ensemble des acquis sociaux du prolétariat dans une toute autre perspective politique garantissant leur domination de classe qu'ils savent menacée par les lois de fonctionnement qui régissent le capitalisme, d'où la nécessité pour eux de les contourner ou de s'en émanciper en recourant à des méthodes financières mafieuses, ce dont ils peuvent se permettre puisqu'aucun gouvernement n'osera les dénoncer après avoir corrompu tous les partis institutionnels.

J'ai lu dans un article qu'un conseiller important du gouvernement grec au cœur des négociations avec Bruxelles s'était livré à plusieurs journalistes, et qu'au cours de cet interview il avait expliqué que Tsipras et Varoufakis avaient débarqué en ayant une vision idyllique des institutions européennes, ils croyaient qu'il suffirait de faire preuve de bonne volonté ou d'afficher leurs bonnes intentions pour que l'Eurogroupe, la troïka et le gouvernement allemand en fassent de même ou qu'ils partageaient les mêmes intérêts. Grave erreur, terrible illusion, alors que Tsipras et Varoufakis sont des gens apparemment sérieux et possédant des qualités intellectuelles indiscutables, alors qu'ils connaissaient sur le bout des doigts la nature des problèmes auxquels la Grèce était confrontée depuis des années, ils semblent malgré tout ne pas avoir compris pourquoi leurs interlocuteurs adoptaient une position aussi intransigeante ou féroce envers le peuple grec ou qu'ils refusaient tout compromis, exactement comme s'ils (Tsipras et Varoufakis) ignoraient la nature exacte de la crise actuelle du capitalisme telle qu'on l'a exposée brièvement plus haut, ne comprenant pas que l'attitude intransigeante de leurs interlocuteurs n'était pas motivée par leur volonté d'en finir avec cette crise mais bien plutôt de l'instrumentaliser dans une perspective purement politique qui s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie politique mondiale arrêtée par l'oligarchie financière anglo-saxonne, de la même manière qu'on ne peut pas comprendre le développement de la situation au Moyen-Orient et l'acharnement des Américains sur la Syrie qui ont décidé d'avoir la peau d'Assad, si on n'a pas à l'esprit cette stratégie globale qui ne supporte pas la moindre concession ou contradiction, qui nécessite que tout obstacle ou opposant soit éliminé par n'importe quel moyen, y compris en recourant à la pire des barbaries.

La crise du capitalisme a atteint le stade où sa résolution même temporaire et en grande partie artificielle (en recourant au crédit) ne se traduira pas par de nouveaux progrès sociaux, cette époque est définitivement révolue, mais bien par une dégradation constante des conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs, ajoutons sur fond de haines, de chaos généralisés et de guerres sans fin, c'est le prix à payer par tous les peuples pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui ne doit profiter qu'à une infime partie de la population qu'incarne le néolibéralisme.

Dès 1971 les Américains ont commencé à court-circuiter le fonctionnement normal du capitalisme en réalisant un hold up sur l'économie mondiale dès lors attelés à une monnaie de singe, le dollar. Ils ont poursuivi en créant des instruments financiers de plus en plus perfectionnés pour pomper les économies des classes moyennes et les ruiner. Simultanément ils ont procédé à la dérégulation de la finance pour pouvoir se livrer à une multitude de magouilles pour s'assurer le contrôle des taux de change, des taux d'intérêts, du cours des matières premières, des actions ou de la bourse, ils ont développé les marchés dérivés et autres instruments spéculatifs pour camoufler leurs malversations, ils ont procédé à la dérégulation du commerce mondial à leur avantage ou pour mieux piller les richesses de tous les continents, et pour qu'il ne manque rien à l'appel ils ont fait en sorte que tous les Etats dépendent du marché pour se financer, de telle sorte qu'ils s'endettent jusqu'à l'asphyxie, de manière à les affaiblir et pouvoir dicter la politique qu'ils devaient appliquer sous peine de leur couper le robinet et de les mener à la faillite s'ils résistaient à leur diktat. A l'arrivée on a le schéma complet, parfait, d'une dictature mondiale qui s'est mise en place ou imposée par un groupe de banquiers anglo-saxons et internationaux hypers puissants au-dessus des peuples et des Etats, disposant d'un pouvoir quasi illimité et sans concurrent, hormis la lutte de classe du prolétariat mondial qui n'en est pas encore

rendu au stade de pouvoir revendiquer le pouvoir politique pour décider de son destin, puisqu'il n'est pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction politique.

Messieurs Tsipras et Varoufakis ignoraient-ils tout cela ? Comment peut-on engager la responsabilité de tout un peuple en étant inconscient ? Nous avons écrit un jour qu'il était faux ou creux de croire et répéter sans cesse que la politique américaine était uniquement dictée par la volonté des Américains de conserver leur hégémonie sur le monde, c'est une formule qui ne vaut rien ou ne veut absolument rien dire si on ne la replace pas dans le cadre du développement du capitalisme qui le conduit à sa propre faillite, on ne peut pas comprendre que ne pouvant pas y échapper et ses représentants en ayant parfaitement conscience, ils feront en sorte de trouver les moyens de s'émanciper de ce cadre pour assurer leur survie ou garantir leurs privilèges, quitte à enfreindre les règles du capitalisme sur le plan économique, puis tous les traités qu'ils avaient signés sur le plan politique, qu'ils étaient prêts à transformer la société ou l'humanité en un gigantesque camp de travail forcé ou de concentration sans foi ni loi autres que celles qu'ils auraient édictées, tenez les traités transatlantique et transpacifique les préfigurent ou en sont la trame et l'aboutissement, la réalisation grandeur nature.

Mais apparemment cela n'a pas suffi à messieurs Tsipras et Varoufakis qui s'imaginaient pouvoir avoir des relations courtoises, diplomatiques, d'égal à égal avec les représentants de l'oligarchie financière qui avaient de toute évidence d'autres intentions en tête pour adopter une telle disposition.

On rajoutera ce matin, que pour s'employer à convaincre ou feindre de convaincre serait sans doute plus juste les chefs d'Etat de l'UE inféodés à l'oligarchie financière et les représentants de la troïka, Tsipras était : soit un crétin, ce que l'on ne pense pas, soit un vendu, ce qui est le plus vraisemblable pour ne pas dire qu'on en a l'intime conviction depuis le début, rappelez-vous le discours rassurant qu'il avait tenu en 2013 aux Etats-Unis :

- Devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion néolibéral Brookings Institute de Washington. « *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient* », on veut bien le croire !

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]... Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assuré à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Sa principale proposition, à laquelle il a fait référence à plusieurs reprises dans ses remarques, est, pour reprendre ses termes, une « *coupe* » pour les créanciers publics de la Grèce, principalement la Banque centrale européenne (BCE) et les pays de la zone euro, similaire à l'annulation partielle de la dette imposée aux banques et aux prêteurs privés en octobre 2011 qui a réduit de moitié les intérêts attendus des emprunts grecs.

Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérité passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* »

« *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose... avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

- Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (le n°2 du FMI. - ndlr) et le dirigeant de SYRIZA « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* », on aura compris qu'il ne pouvait pas être à la fois "sincère" avec le FMI et le peuple grec, on savait d'avance qui il tromperait.

Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de SYRIZA. « *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus socio-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après le Journal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « *souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grèce et est plus acceptable vue de l'étranger.* »

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « *Dans un pays où les gauchistes ont historiquement été incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique*

et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture. »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis. « L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce, » a-t-il dit. « Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008. » (Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI - mondialisation.ca 02.02.2013)

Les quelque 93 millions d'Américains au chômage ou contraints à occuper des emplois à temps partiel, les quelque 40 millions sans couverture maladie, les millions de travailleurs et leurs familles qui ont perdu leur maison et se sont retrouvés à la rue depuis 2008, etc. Tsipras n'en a pas croisé un seul, ils n'existaient pas plus pour lui que pour les banquiers ou le FMI, ce témoignage et le reste de sa prestation aux Etats-Unis en 2013 ne laissent aucun doute sur sa nature sociale et ses intentions futures.

C'est parce que nous avons conservé à l'esprit ces déclarations de Tsipras, que nous n'avons manifesté aucun enthousiasme en direction de Syriza et du gouvernement grec depuis février dernier. Nous savions que le dénouement approchait depuis l'annonce de ce référendum qui verrait Tsipras et Syriza tomber le masque de l'imposture, du populisme.

Nos lecteurs ne devraient pas en être surpris. Quelle chance ils ont franchement !

Nous avons appelé à voter non au référendum du 5 juillet, sans réserves, en précisant cependant qu'aucune illusion n'était permise dans la politique adoptée par Tsipras et son gouvernement qui s'inscrivait dans la continuité de la politique de leurs prédécesseurs, à aucun moment nous n'avons manifesté le moindre doute sur leur refus d'affronter le capital au-delà de leurs discours démagogiques, y compris en cas de victoire du non. Nous avons été jusqu'à oser caractériser Syriza de parti de droite pour ne laisser place dans la tête de nos lecteurs au moindre doute sur ses réelles intentions présentes et à venir. Un parti de gauche, c'est un parti qui rompt avec la troïka, dans le cas contraire c'est un parti de droite, fastoche à retenir non ?

Avons-nous eu raison ou tort ? Apparemment les faits nous donnent raison sans la moindre ambiguïté.

Avons-nous raison d'écrire que Tsipras avait déjà voté oui en appelant à voter non quelques jours avant le référendum du 5 juillet, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Tsipras venait d'envoyer (le 26 juin) une lettre à la troïka dans laquelle il capitulait sur toute la ligne.

Avons-nous eu raison de ne pas nous enthousiasmer outre mesure le soir du 5 juillet après l'annonce des résultats de ce référendum ?

Ce n'est pas seulement Alexis Tsipras qui vous a pris pour des demeurés, mais tous les vendus qui ont entretenu le suspens sur ses réelles intentions.

Dans le n°359 d'Informations ouvrières, Marc Gauquelin, un trotskyste, sans rire, a osé écrire à propos du peuple grec ; *"Il est possible qu'il ait été sensible, sur le moment, aux envolées lyriques du discours d'Alexis Tsipras, mais on peut déjà imaginer que la magie du verbe ne durera pas"*, alors que le contenu de la lettre qu'il avait adressée à la troïka quelques jours à peine avant le référendum indiquait sans l'ombre d'un doute sa décision de capituler quel que soit les résultats de ce référendum tuant ainsi dans l'oeuf *"la magie du verbe"* pour qui avait des yeux et des oreilles et était capable de s'en servir pour s'en tenir aux faits, ce qui n'est manifestement pas le cas ici.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas trop les illusions colportées dans un parti et un gouvernement attelés au capitalisme et à ses institutions, mais celles prêtant aux travailleurs grecs la capacité de déjouer les plans cyniques de ce parti et du gouvernement, alors qu'ils n'ont cessé de démontrer depuis cinq ans qu'ils étaient incapables de se doter d'une nouvelle direction politique incarnant strictement leurs intérêts, et qui plus est d'inverser le cours des choses ou d'empêcher que la politique destructrice de la troïka ne s'applique.

Faire preuve d'optimisme alors que rien ne s'y prête, relève de la manipulation des faits pour faire croire aux militants que quelles soient les conditions existantes tout serait possible, ce qui va à l'encontre de la volonté indispensable de partir de la réalité telle qu'elle est pour mener le combat dans la perspective de réunir les conditions politiques qui permettraient aux travailleurs d'affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, pour espérer pouvoir lui infliger de réelles défaites et avancer vers son renversement.

En lisant que *"les relais grecs du capital financier, qui bénéficient de la complicité de la vieille classe politique corrompue (...) ont été jusque-là épargnés"* par le gouvernement de Tsipras (Communiqué du POI après le référendum en Grèce du 5 juillet 2015), on pourrait se laisser aller à imaginer que Tsipras fort du résultat du référendum pourrait cesser d'épargner les banquiers et capitalistes grecs, or s'il n'en avait jamais eu l'intention au cours des cinq derniers mois, dès lors on ne voyait pas

pourquoi soudainement il cesserait de les épargner, sauf à ménager le gouvernement grec et entretenir des illusions dans ses intentions, alors que les choses étaient parfaitement claires, sauf pour le POI apparemment.

Que les travailleurs s'appuient sur la victoire du non pour se mobiliser et exiger que le mandat qu'ils ont confié au gouvernement soit respecté est une autre question ou facette de la situation.

Tsipras et Syriza, en trahissant le mandat du peuple grec, vont à l'opposé lui envoyer un message de désespoir, démoralisant, démobilisateur. Il va alimenter la crise au sein de Syriza, coalition faite de bric et de broc conçue depuis le départ pour prendre le relais du Pasok et de la Nouvelle Démocratie pour le compte des créanciers de la Grèce, Syriza est vouée désormais à exploser et décliner avant de disparaître.

Au passage, cette expérience prouve (si nécessaire) aux travailleurs que ce genre de coalition ou mouvement hétéroclite n'a aucun avenir et ne correspond pas au type de formation politique dont ils doivent se doter pour s'emparer du pouvoir politique, et que seul un parti ayant inscrit dans son programme et combattant quotidiennement pour la rupture avec l'euro et le capitalisme, l'ensemble des institutions nationales, européennes et internationales du capital, pouvait incarner leurs intérêts et permettre d'atteindre ensemble ces objectifs politiques, car fondé sur les enseignements de la lutte de classe du passé et armé de la théorie marxiste, guides ou instruments sans lesquels il est impossible de résoudre les questions sociales en suspens et d'entrevoir sérieusement un changement de société ou d'avancer sur la voie du socialisme.

- Grèce : Alexis Tsipras propose une capitulation aux créanciers - latribune.fr

Le plan proposé au MES par la Grèce ce jeudi 9 juillet ressemble de près au projet du 26 juin. Une victoire posthume du "oui" au référendum qui devra être compensé par une restructuration de la dette.

Alexis Tsipras rend les armes. Ce jeudi 9 juillet à 21 heures, le gouvernement grec a remis au Mécanisme Européen de Stabilité (MES) un plan de « réformes » détaillé afin d'obtenir un financement de 50 milliards d'euros sur trois ans.

Excédents à réviser ?

Globalement, ce plan (que l'on peut retrouver ici en intégralité) est assez proche du projet du 26 juin, version légèrement modifiée de celle du 25 juin présentée par les créanciers et rejetée par les électeurs grecs le 5 juillet. C'est donc un plan sévère, prévoyant un excédent primaire (avant service de la dette) de 1% en 2015, 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018. Mais Athènes précise qu'elle demande à réviser le « chemin » de ces excédents au regard des « récentes développements économiques. »

Les économies proposées

Pour parvenir à ces objectifs, il sera imposé un taux normal de TVA de 23 %, notamment sur les restaurants et un taux réduit de 13 % sur les hôtels, l'alimentation de base et l'énergie. La décote de 30 % dans les îles sera progressivement supprimée en partant des îles les plus riches. Si les objectifs sont atteints, elle sera maintenue dans les îles les plus pauvres. Une revue aura lieu fin 2016.

Concernant les retraites, la proposition grecque prévoit une réduction des dépenses de 0,25 % à 0,5 % du PIB en 2015 et de 1 % du PIB en 2016. L'âge de départ à la retraite sera de 67 ans en 2022. Le gouvernement demande que la suppression du complément de retraite pour les plus fragiles, l'EKAS soit reportée à fin 2019 au lieu de fin 2018. Mais sa suppression commencera immédiatement par les 20 % qui touchent le plus. La retraite complémentaire sera gelée jusqu'en 2021. Les cotisations santé des retraités seront portées de 4 % à 6 %.

La Grèce propose d'achever la dernière réforme des retraites de 2010 et d'aller plus loin avec une nouvelle réforme. Le point essentiel de cette nouvelle réforme vise à réduire au maximum les départs à la retraite anticipée. Pour cela, le gouvernement compte sur un système de pénalités. (francetvinfo.fr 09.07)

Le programme prévoit par ailleurs des réformes ambitieuses (mais acceptée par le gouvernement depuis longtemps) de l'administration fiscale, notamment. Les réformes du marché du travail seront mise en place en accord avec les standards de l'OCDE qui sont acceptés par Athènes. Enfin, des hausses de taxes et d'impôts sont prévues : sur les sociétés (de 26 % à 28 %), sur les compagnies maritimes ou le luxe. Davantage de privatisations sont aussi proposés. Les dépenses militaires sont réduites de 100 millions d'euros en 2015 et de 200 millions d'euros en 2016. Moins que ce que demandaient les créanciers. En tout, les mesures s'élèvent à 13 milliards d'euros sur trois ans, soit en moyenne plus que les 8 milliards d'euros de la proposition de Syriza du 22 juin.

De nombreuses mesures fiscales techniques sont prévues. Les agriculteurs devraient subir ces nouvelles mesures d'austérité, avec une notamment une baisse des subventions sur le diesel. Les propositions prévoient également de relever immédiatement les taxes sur les produits de luxe et la publicité à la télévision.

Victoire posthume du « oui » ?

Politiquement, la pilule sera difficile à faire accepter par Syriza, le parti au pouvoir. La Vouli se réunira pour voter le texte en procédure d'urgence (jadis honnie par Syriza) vendredi. Le texte proposé ressemble, il est vrai, à une victoire posthume du « oui » puisque le plan légèrement modifié du 25 juin est désormais proposé par Alexis Tsipras. Selon le Guardian, le premier ministre interpréterait ce « non » de dimanche avant tout comme le renouvellement de son mandat, qui le renforcerait dans sa capacité à prendre le « meilleur parti » pour le pays. Or, faute de liquidités, l'économie grecque se meurt rapidement. La situation s'aggrave de jour en jour. Et le premier ministre ne veut pas prendre le risque, ni l'initiative, d'un Grexit. Il doit donc faire des concessions importantes.

Ceci convaincra-t-il la gauche du parti, qui peut représenter 70 des 149 députés de Syriza ? C'est loin d'être sûr. Et déjà, selon Proto Thema, le ministre de l'Energie Panagiotis Lafanzanis, représentant de l'aile gauche, et le chef des Grecs Indépendants, Panos Kammenos, ont refusé de signer le projet de loi. Certes, pour le faire accepter, Alexis Tsipras disposera de quelques atouts : il n'y aurait pas de coupes dans les salaires et (presque pas) dans les retraites, ce qui préserve une importante « ligne rouge » du gouvernement hellénique. Par ailleurs, Alexis Tsipras pourrait tenter de négocier deux concessions importantes dimanche lors du sommet européen.

Un plan d'investissement

La première est un plan d'investissement. Selon nos informations, Athènes demanderait que le « plan » de 35 milliards d'euros promis par Jean-Claude Juncker, qui n'est en réalité que le déblocage des fonds structurels et agricoles actuellement bloqués par la commission européenne, serait rapidement mis à disposition du pays afin de créer un « choc positif » pour compenser les effets des mesures d'austérité. Ce point est important, car même si ces fonds ne sont pas réellement nouveaux, leur injection rapide et massive offre une possibilité qui n'était pas incluse dans les précédents mémorandums. Mais l'effet macroéconomique de ces fonds et leur capacité à « compenser » les mesures prises sont loin d'être acquis.

Question de la dette

La seconde concession serait évidemment une restructuration de la dette à long-terme. Sans cette concession majeure, il semble impossible que Syriza ne se divise pas. Et il n'est pas sûr que le plan grec soit acceptable même pour Alexis Tsipras. Le texte déposé à la Vouli prévoit de rendre la dette "soutenable" après 2022, donc sur la partie due aux Etats européens. Reste à savoir si les créanciers accepteront d'évoquer le sujet. Ce jeudi 9 juillet, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a concédé qu'une restructuration était nécessaire, mais il a prévenu que, selon lui, les traités laissaient peu de marge de manœuvre.

Quelle majorité ?

Bref, il n'est pas certain que le parti suive Alexis Tsipras. La question est désormais de savoir ce qui se passera si ce texte n'est adopté qu'avec les voix des partis du centre et de droite, donc les partis du « oui. » Alexis Tsipras dissoudra-t-il la Vouli ou entrera-t-il en coalition avec ces partis pour former une « union nationale » ? Le premier cas risque de bloquer les négociations et de déclencher le Grexit. Le second serait une victoire politique complète pour Bruxelles et Berlin qui ont ce schéma en tête depuis plusieurs mois (sa première mention date d'avril dernier dans un article du Financial Times). Grâce à l'asphyxie financière du pays, les créanciers auront donc réussi à effacer le résultat politique du référendum du 5 juillet.

Menace du Grexit

Mais il n'est pas certain que ce texte soit accepté par les créanciers. Angela Merkel avait demandé des "efforts supplémentaires" lundi 6 juillet en précisant que le plan devait désormais être plus "dur" qu'avant le référendum. Mais avec une telle proposition qui s'apparente à une capitulation, Alexis Tsipras fait des concessions considérables qui ne sont acceptables que dans le cas d'une révision du stock de dettes. Si les créanciers veulent aussi éviter le Grexit, ils doivent donc désormais faire un geste sur le dossier de la dette. Que fera le premier ministre grec si ce plan ne s'accompagne pas d'un engagement sur la dette ? Nul ne le sait, mais la menace du Grexit n'a pas disparu. latribune.fr 09.07

Ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir avec Tsipras.

Sur la question de l'effacement de la dette, Angela Merkel, en visite en Bosnie est restée ferme : "J'ai déjà dit qu'il était hors de question de réduire la dette. Je n'ai pas changé d'avis entre hier et aujourd'hui", a déclaré la chancelière allemande. Même son de cloche du côté de la directrice du FMI, Christine Lagarde : "On ne peut pas appliquer un traitement privilégié à tel ou tel pays pour telle ou telle raison". Francetv info 09.07

Comme quoi la suite était écrite d'avance. Info d'avant-hier.

- Alexis Tsipras prêt à faire de nouvelles propositions à l'Europe - Francetv info

Désormais, le scénario d'un Grexit (sortie de la Grèce de la zone euro) n'est plus écarté. "Je suis contre la sortie de la Grèce de la zone euro, mais je ne pourrai rien faire pour l'empêcher si le gouvernement grec ne fait pas ce qu'on attend d'un gouvernement", a déclaré Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

La Grèce devrait s'engager à réformer son régime de retraites et sa fiscalité. Avant demain minuit, Alexis Tsipras devra présenter ses propositions écrites. Les ministres des Finances les étudieront samedi. Dimanche, le sort de la Grèce devrait se jouer, à l'occasion d'un sommet européen des 28 pays membres de la zone euro. Francetv info 08.07

Révélateur. L'union nationale autour de Tsipras... et pour cause.

- Alexis Tsipras réussit à unifier l'Europe... contre lui - Atlantico.fr

Il a reçu tous les chefs des partis de l'opposition parlementaire à l'exception d'Aube Dorée, qui lui ont assuré de leur soutien, lu dans un article hier.

Aucun gouvernement des pays de l'UE ne représente le peuple, tous incarnent la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière.

En Complément.

- Les banques grecques resteront fermées jusqu'à lundi - Reuters

Les banques grecques resteront fermées jusqu'à lundi prochain et le plafond de retrait sera maintenu d'ici là à 60 euros par jour et par personne, a annoncé mercredi le ministère des Finances. Reuters 08.07

Ce sont les mêmes qui imposent ces mesures : Washington et ses oligarques.

- Grèce : les banques resteront fermées jusqu'à lundi - Francetv info

- Ses ports bloqués, le Yémen traverse une grave crise humanitaire - Reuters

Un article bon à jeter à la poubelle... comme beaucoup d'autres.

Combien ont spéculé sur l'issue de la crise grecque sans tenir compte de la nature de Tsipras, de Syriza et du gouvernement grec ? On nous avait même affirmé que le nouveau ministre des Finances grec Euclide Tsakalotos était encore plus marxiste que le précédent et qu'il fallait s'attendre à ce qu'il adopte une position intransigeante envers la troïka, quel enfumage, quel manque d'a propos ou de perspicacité !

- Pourquoi la Grèce n'a pas intérêt à négocier le Grexit - latribune.fr

La sortie de la Grèce de la zone euro devient un scénario de plus en plus probable. Mais qui appuiera sur la gâchette ? La réponse à cette question n'est pas seulement rhétorique, mais aura aussi des conséquences légales.

Le Grexit est-il inéluctable ? Ce mercredi 8 juillet, rien n'est joué. La Grèce joue son rôle de bon élève. Elle a transmis une demande officielle de soutien de 50 milliards d'euros au Mécanisme européen de Stabilité (MES) pour une durée de trois ans. Mardi soir, le Conseil européen a demandé à Athènes de lui proposer un plan de « réformes ». La Commission a précisé que ce plan devra arriver à Bruxelles avant jeudi, minuit. S'il est validé, ce plan permettra de débloquer un financement relais, puis de débloquer les fonds du MES. Dans ce cas, la BCE pourrait alors rétablir pleinement le pays dans la zone euro en redonnant de l'air aux banques. Et la Grèce resterait dans l'euro, pour l'instant du moins.

Sans accord dimanche, le Grexit inévitable

Mais si ce n'est pas le cas ? Si le énième plan grec ne convient pas, alors les créanciers européens semblent décider à lâcher la Grèce. Donald Tusk, le président du Conseil européen, a parlé de « dernière chance. » Ce mercredi matin, le gouverneur de la Banque de France a prévenu que sans espoir d'un accord politique, le robinet de l'ELA (fourniture de liquidité d'urgence) sera coupé. Dès lors, la Grèce n'aura plus accès au moindre euro. Une telle option, si elle n'est pas encore sûre, est loin d'être exclue. Mardi soir, Angela Merkel a prévenu qu'elle souhaitait des conditions plus dures que celles prévues dans les propositions rejetées par le peuple grec le 5 juillet. Ceci ressemble à une punition du peuple grec pour son « mauvais » vote de dimanche. Punition, on le comprend, a priori difficilement acceptable par le gouvernement hellénique.

Une austérité acceptée à Athènes

Il est malaisé de dire à la lecture de la lettre du ministre des Finances grec Euclide Tsakalotos si cette exigence allemande sera respectée. Le texte fait par de la volonté de prendre des « mesures fiscales et des mesures sur les retraites » dès la semaine prochaine, mais sans fournir de détails. Et Alexis Tsipras pourrait faire avaler la pilule d'un plan sévère à son peuple. Après tout, depuis le « non » de dimanche, il est devenu incontournable en Grèce. N'ayant plus guère d'adversaire à sa hauteur, il peut prétendre que ce nouveau mémorandum permettra de réaliser les réformes véritables que les Grecs attendent : la destruction du clientélisme et l'amélioration de l'efficacité de l'Etat. Il peut aussi expliquer que c'est le prix à payer pour rester dans l'euro, ce que souhaite encore l'immense majorité des Grecs.

La volonté grecque de discuter de la dette

Ceci serait peut-être acceptable - non sans mal cependant - si le gouvernement obtenait un engagement ferme à ouvrir des discussions sur la restructuration de la dette. Ce sera là sans doute l'argument suffisant pour faire voter un plan drastique à la Vouli, le parlement grec. Et c'est sans doute sur ce point que se jouera le Grexit. Dans sa demande au MES, Euclide Tsakalotos a indiqué que la « Grèce salue une opportunité (« welcomes an opportunity ») d'explorer d'éventuelles mesures à prendre pour que la dette publique devienne soutenable et viable sur le long terme. » Un texte certes assez vague, mais qui prouve la détermination grecque à aborder cette question dans le cadre du plan du MES.

Le refus de la restructuration des créanciers

Or, aucun créancier ne veut aborder ce point. Jean-Claude Juncker a évoqué une vague promesse d'ouvrir les discussions sur la dette en octobre, une fois les réformes engagées. Mais cette promesse ne saurait satisfaire Athènes. Elle serait encore moins engageante que celle de novembre 2012 qui n'a pas été respectée. Surtout, la probabilité du respect de cette promesse est très faible. Ce mercredi, un porte-parole du ministère allemand des Finances a expliqué que Berlin « n'était prêt ni à une décote classique sur la dette, ni à un reprofilage », donc à une révision du taux d'intérêt et de la maturité de la dette. Bref, le gouvernement allemand préfère prendre le risque de perdre tout que de négocier la dette. Et cela rend désormais très difficile un accord.

Sortie négociée ?

Dès lors, la question du Grexit doit s'accompagner d'une autre interrogation : celle de la forme que prendra ce Grexit qui, rappelons-le, n'est pas prévu par les traités. Depuis mardi soir, un scénario circule dans les cercles européens : en cas d'échec des négociations, les créanciers européens pourraient proposer à la Grèce une « sortie négociée » de la zone euro, moyennant une aide financière. Ce scénario permettrait de traiter de tous les sujets qui fâchent et de solder la question grecque en Europe. Mais comment négocier un Grexit ? La réponse la plus simple serait le recours à l'article 50 du traité de fonctionnement de l'UE (TFUE) qui permet de négocier la sortie de l'UE d'un pays... à sa demande. Or, il est pratiquement impossible que la Grèce accepte une telle procédure.

Un Grexit « par nécessité », le choix d'Athènes ?

Pourquoi ? D'abord parce que, en Grèce, personne ne veut quitter la zone euro, encore moins l'Union européenne. Alexis Tsipras ne cesse de le marteler et il n'acceptera pas de négocier cette sortie. Dans ce cas, une expulsion sous la pression de la BCE peut lui sembler un meilleur choix, politiquement, mais pas seulement. Si, en effet, la Grèce ne prend aucune initiative pour sortir de la zone euro, mais est contrainte de modifier sa monnaie par la force de la nécessité, parce qu'elle n'a plus accès à l'euro, elle n'aura aucune raison de quitter l'UE. Elle pourra même toujours prétendre alors être membre de la zone euro, temporairement incapable d'utiliser cette monnaie. Une sorte de « mise entre parenthèse » qui peut durer longtemps, mais qui aura l'avantage de préserver l'adhésion à l'UE et les promesses d'Alexis Tsipras.

Vide juridique

La Grèce profiterait alors d'un vide juridique : les traités ne prévoient pas ce cas : que faire, lorsque toutes les banques d'un pays sont inéligibles au financement de la BCE ? Or, c'est précisément ce qui est sur le point d'arriver en Grèce. Faute d'euros, les entreprises commencent à échanger des bons ayant une valeur monétaire de facto (ce que l'on appelle des « scrips »). Pour éviter que l'économie ne sombre, le gouvernement pourrait nationaliser les banques, émettre des créances ayant valeur monétaire et réquisitionner la banque centrale. C'est un plan évoqué, selon The Telegraph, par le cabinet grec. Tout ceci est interdit par les traités, mais nécessité faisant loi, Athènes peut prétendre y être contraint par la décision de la BCE de couper l'ELA.

Des sanctions contre la Grèce ?

Comment réagira alors l'UE ? Sanctionner la Grèce ne sera pas simple. Il faudra avoir recours en effet à l'article 7 du traité de l'Union européenne qui permet de suspendre d'un certain nombre de droits les Etats membres lorsqu'est avérée « l'existence

d'une violation grave et persistante » des « valeurs européennes » énoncées à l'article 2. Or, ces valeurs ne sont pas économiques, mais politiques. Donc, l'article 7 est inutilisable. Quand bien même il le serait, il faut l'unanimité du Conseil pour imposer une sanction. Or, la Grèce a un atout : Chypre. Si le gouvernement chypriote n'a guère de sympathie pour celui d'Athènes, on voit mal Nicosie sanctionner le « grand frère » grec au nom de l'hellénisme. Bref, la Grèce a toutes les raisons de ne pas quitter l'UE. Et donc de ne pas négocier sa sortie.

Redénommer la dette grecque

De plus, si la Grèce refuse la sortie de la zone euro, mais y est contrainte de facto, elle espère pouvoir imposer une redénomination de sa dette en nouvelle monnaie. En effet, Athènes pourra prétendre qu'on l'a « contrainte » à changer de monnaie. Dans ce cas, comment exiger de la Grèce qu'elle remboursât en devises sa dette ? Ceci risque évidemment de conduire également à un combat juridique sévère, les créanciers voyant dans cette redénomination un défaut. Mais, là encore, ce serait un moyen pour la Grèce de prétendre être dans son droit et de ne pas cesser les paiements. De plus, le maintien dans l'UE rendront les sanctions économiques des créanciers à l'égard de la Grèce très difficiles. Imposer un embargo et des saisies envers un Etat membre de l'UE sera-t-il possible ? Il y aura là sans doute de quoi plaider. Et donc gagner du temps.

Tenter l'accord jusqu'au bout

En conséquence, la Grèce a tout intérêt à ne pas négocier sa sortie et à se laisser expulser. Aussi le gouvernement grec est-il très soucieux de montrer jusqu'au bout sa détermination à trouver un accord. Il va donc sans doute jeudi faire de nouvelles concessions et respecter autant qu'il le peut les procédures. Son but va être de ne pas pouvoir être accusé de déclencher le Grexit. Il va donc laisser les créanciers le pousser vers une sortie qu'il pourrait ne pas accepter, tout en en tirant profit le plus possible. latribune.fr 08.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Nostalgie de l'Ancien Régime. Oligarchie absolue ou la négation de la démocratie

- Macron, plus royaliste que socialiste ? - [FranceTV info](http://FranceTV.info)

- Emmanuel Macron: "Il nous manque un roi" en France - L'Express.fr

Emmanuel Macron serait-il pour le retour de la monarchie en France? Une interview accordée au journal hebdomadaire *Le 1*, qui paraît ce mercredi, sème le doute. Le ministre de l'Economie soutient que les Français n'ont jamais vraiment voulu décapiter Louis XIV. Mais il va même plus loin en affirmant qu'il "nous manque un roi".

L'ex-banquier d'affaires allègue que la démocratie comporte un absent, "la figure du Roi". "La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même", affirme-t-il. Pour démontrer son propos Emmanuel Macron tente d'opérer une analyse de l'Histoire de France: "La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là! On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment". L'Express.fr 08.07

Un monarque qui concentre tous les pouvoirs et qui a droit de vie et de mort sur ses sujets, voilà en concentré la définition de la démocratie des représentants de l'oligarchie financière qui vise l'établissement d'une monarchie absolue.

Il y a quelque temps dans une interview au *Wall Street Journal*, un oligarque s'était épanché et avait déclaré qu'on pouvait se poser la question de la légitimité du suffrage universel qui diluait la démocratie, en confiant au peuple ignare la responsabilité de se prononcer sur des questions qui le dépassaient et n'étaient pas vraiment de son ressort, et que dans ces conditions c'était plutôt à un groupe restreint de personnes ou à une élite disposant d'un puissant pouvoir ou de compétences reconnues que devait revenir la décision d'engager le présent et l'avenir de la société.

Avec l'adoption du traité transatlantique ils atteindront pratiquement cet objectif, à ceci près que la lutte des classes continuera et que les nantis finiront par devenir la bête immonde à abattre dans le monde entier, ensuite nos lecteurs cesseront de nous reprocher d'employer un discours outrancier, qui à côté de celui des néolibéraux paraîtra peu cruel, car nous nous destinons à éliminer la capacité de nuisance des oligarques en renversant le pouvoir politique pour instaurer une République sociale qui se passera de leurs services, pour la bonne raison que les banquiers seront déchus de leur statut et n'auront pas plus de pouvoir qu'un simple citoyen, rendu à ce stade ils ne représenteront plus aucune menace pour la société.

[Ils ne pouvaient pas trouver mieux comme porte-parole qu'un vulgaire parvenu et une](#)

[menteuse professionnelle pour porter la croix.](#)

- "Ne touchez pas à nos églises!": Sarkozy cosigne un appel dans Valeurs Actuelles - L'Express.fr

"Ne touchez pas à nos églises!", répond Valeurs Actuelles à la "provocation" de Dalil Boubakeur. Le recteur de la mosquée de Paris a récemment proposé de transformer les églises désaffectées en mosquées. C'est une "offense", estime l'écrivain Denis Tillinac en lançant un appel contre cette initiative. Appel signé notamment par l'ex-chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, Eric Zemmour, Elisabeth Lévy, Charles Beigbeder, Jeannette Bougrab ou encore Sophie de Menthon.

L'hebdomadaire s'appuie sur un sondage exclusif réalisé par l'Ifop, selon lequel 67% des Français sont "opposés à ce que les églises vides ou abandonnées soient transformées en mosquées". La proportion est encore plus forte chez les catholiques (72%), pourtant de moins en moins nombreux à fréquenter les 45 000 églises de France. Et chez les sympathisants du parti Les Républicains (81%) et du FN (83%).

- Caroline Fourest: l'après-Charlie Hebdo et comment transformer les victimes en bourreaux - Slate.fr

Comme quoi, pour que cette chienne de garde de l'idéologie néolibérale ne puisse pas revendiquer notre statut de bourreau lorsque nous l'aurons réduite au silence, il faudra l'exterminer !

[Le traité qui signera la déchéance de nos droits.](#)

- Traité transatlantique : les députés européens accordent un soutien sous condition - Francetv info

Le Parlement européen a apporté, mercredi 8 juillet, un soutien conditionnel au projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), un traité de libre-échange que l'Union européenne négocie depuis deux ans avec les Etats-Unis. Il se déclare favorable à un accord "approfondi, global, ambitieux, équilibré et de qualité en matière de commerce et d'investissement" dans une résolution adoptée par 436 voix contre 241 et 31 abstentions.

Le Parlement n'intervient pas dans les négociations avec les Etats-Unis, qui sont menées par la Commission européenne au nom des Etats membres, mais il disposera d'un pouvoir d'approbation, et donc d'un droit de veto, sur l'accord final. Son refus d'inclure dans le futur traité un mécanisme d'arbitrage privé, dit ISDS (Investor-state dispute settlement), voulu par les Américains pour régler les différends entre les investisseurs et les Etats, pourrait constituer une pierre d'achoppement dans la poursuite des négociations.

Un amendement sur les tribunaux d'arbitrage

Selon un amendement voté mercredi matin, le Parlement accepte à la place "un nouveau système de règlement des litiges (...) où les affaires éventuelles seront traitées dans la transparence par des juges professionnels indépendants, nommés par les pouvoirs publics, en audience publique, et qui comportera un mécanisme d'appel". Fruit d'un compromis entre les groupes politiques de centre-droit et de centre-gauche, ce mécanisme reste dangereux aux yeux de certains socialistes, dont ceux de la délégation française, des écologistes, de la gauche radicale et de l'extrême droite.

Le Collectif Stop Tafta (acronyme français pour désigner le TTIP) estime que "les eurodéputés n'ont pas souhaité rejeter l'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats dans l'accord futur". Selon le collectif, cela "donnera aux entreprises étrangères le droit exclusif d'attaquer des États"

"Tout comme sur la gestion de la crise grecque, l'Union européenne s'obstine dans une direction désavouée par les opinions publiques européennes" selon Jean-Michel Coulomb, du Collectif Stop Tafta.

L'organisation s'appuie sur une consultation publique organisée par la Commission elle-même où 97% des avis exprimés étaient contre ce mécanisme. Francetv info et latribune.fr 08.07

Cet épisode montre que le TTIP doit être rejeté et qu'il n'est pas amendable.

[100% réactionnaire.](#)

- Royaume-Uni : le gouvernement coupe dans les prestations sociales - Francetv info

Un budget "100% conservateur", résumé les médias. Le ministre des Finances, George Osborne, a présenté, mercredi 8 juillet, sa feuille de route pour le Royaume-Uni, avec de fortes coupes budgétaires au niveau des prestations sociales. Une manière de réduire la place de l'Etat, comme l'avait promis David Cameron lors de la dernière campagne des législatives de mai

dernier, rappelle le journal Les Echos.

Les crédits d'impôt pour les familles et les travailleurs aux revenus modestes sont fortement réduits. L'objectif du gouvernement est de réduire la facture liée à ces prestations sociales de 12 milliards de livres par an, soit d'environ 10 %. Francetv info 08.07

ACTUALITE EN TITRES

[Macron 49-3 roi des Francs, pardon de l'euro.](#)

- Loi Macron : un troisième 49-3, pour faire définitivement adopter la loi - [LeParisien.fr](#)

[Effectivement, en France comme en Grèce les travailleurs doit refuser toute "charge supplémentaire".](#)

- Grèce : Fillon refuse toute «charge supplémentaire pour les contribuables français» - [LeFigaro.fr](#)

- 3,8 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense - [Public Sénat](#)

[Guerre psychologique ou le règne de la terreur.](#)

- Harcèlement dans les transports: «Dorénavant, il n'y aura plus de tolérance, plus d'indifférence, plus d'yeux fermés» - [20minutes.fr](#)

- Le journal «La Nouvelle République» condamné pour harcèlement sexuel - [Liberation.fr](#)

[Un coup de pouce financier pour les smicards, pas vraiment. Vive l'armée !](#)

- Un coup de pouce financier pour les soldats de l'opération Sentinelle - [Francetv info](#)

Les 7 000 militaires engagés dans cette opération intérieure d'ampleur inédite en France vont notamment voir leur indemnité pour service en campagne (ISC) augmenter de 150 euros pour trente jours de mission et de plus de 200 euros pour un déploiement de six semaines, avec effet rétroactif au 7 janvier.

"Ils ont des journées difficiles, ils restent là quatre, cinq, six semaines, parfois plusieurs fois dans l'année, donc ils méritent la reconnaissance de la nation", a souligné Jean-Yves Le Drian.

En complément.

- Défilé du 14 juillet : les premières répétitions ont débuté - [Francetv info](#)

- Le Génie parachutiste, un régiment unique en France et en Europe - [Francetv info](#)

On vous fera grâce de ces articles que je n'ai pas lus non plus, on en connaît le contenu nauséabond s'inscrivant dans la logique de la propagande de guerre de l'impérialisme français et de l'Otan.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Toute dernière défaite us en Syrie - [french.irib.ir](#)

Un journal américain revient sur la stratégie US en Syrie et la toute récente défaite américaine face à la Résistance. "Au mois de mai 2014 Obama a fait état de nouveaux efforts des Etats Unis pour former et armer les rebelles modérés anti-Assad. Le mois

suivant il a réclamé 500 millions dollars au congrès pour financer le départ de 5000 effectifs US en Syrie où ils auraient dû former les rebelles en question pour les trois années à venir. Or les experts ont relevé tout de suite deux défauts. La nouvelle force est beaucoup plus petite pour pouvoir changer quoi qu'il soit à la donne et paralyser la puissance multiforme d'Assad.

L'administration a en effet pris prétexte de Daech et sa guerre contre cette organisation pour justifier la taille de la force précitée. À l'heure qu'il est le président est en train de récolter les fruits de ses actions incomplètes et à moitié faites. Dimanche le chef du Pentagone a présenté un rapport catastrophique de l'état dans lequel se trouve la force en question. Un an après la décision présidentielle seuls 60 syriens ont été entraînés dans le cadre de cette force et ce alors qu'Israël et la Jordanie donnent Assad finissant, et Daech capable déjà de s'emparer de Damas.

C'est donc une défaite totale pour un président qui ne cesse d'affirmer avoir fondé sa stratégie irako-syrienne sur la formation des forces locales contre Daech. Selon Ashton Carter, les 3500 militaires US déployés en Irak n'ont réussi qu'à entraîner 8800 militaires irakiens et peshmarghas. De surcroît le nombre des sunnites à avoir été entraînés est à peine 1300 écrit le journal sans oser avouer la raison de cette défaite qui est la suivante : les tribus sunnites d'Irak et de Syrie refusent de coopérer avec les USA. Ils refusent de prendre les armes contre Bagdad et Damas, en d'autres termes Daech, cette invention américaine, a servi plutôt à souder sunnites et chiites syriens et irakiens qu'à les diviser. french.trib.ir 08.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

- Pour les syndicats, la loi Macron enterre le CDI et les prud'hommes - libération.fr

Avocats, magistrats et représentants des salariés dénoncent l'inconstitutionnalité du plafonnement des dommages et intérêts pour licenciement abusif, instauré par le projet de loi pour la croissance, définitivement adopté vendredi.

C'est une alliance un peu improbable qui se dessine pour contrer le projet de loi Macron, de retour à l'Assemblée nationale ce jeudi 9 juillet. Vent debout contre le plafonnement des indemnités en cas de licenciement injustifié instauré par le texte du ministre de l'Économie – qui sera adopté le 10 juillet par 49.3 – le syndicat de la magistrature (SM) et le syndicat des avocats de France (SAF) ont décidé d'adresser un «mémoire» au Conseil Constitutionnel. Leur but ? Profiter du recours des parlementaires Les Républicains, qui devraient demander aux Sages de se prononcer sur l'inconstitutionnalité de l'ensemble du texte, pour attaquer ce dispositif qui «bouleverse le droit du licenciement». Et ce même si juristes et députés de droite ne se battent pas vraiment pour les mêmes raisons...

«Si l'enjeu du litige est trop faible, personne ne saisira le juge.»

Soutenus dans leur démarche par les principaux syndicats de salariés (CGT, CFDT, CGT-FO, CFE-CGC, Unsa et Solidaires), avec qui ils ont lancé une pétition, le SAF et le SM dénoncent les conséquences de cette barémisation, ajoutée au texte après les annonces du Premier ministre du 9 juin. Elle consiste à fixer dans la loi les plafonds d'indemnités allouées par les tribunaux prud'hommes lors de licenciements abusifs. Ces plafonds augmentent en fonction de l'ancienneté du salarié et de la taille de l'entreprise. Ainsi, selon le barème, un salarié avec moins de deux ans d'ancienneté dans une entreprise de moins de 20 salariés peut espérer obtenir au maximum une indemnité équivalant à trois mois de salaire. L'indemnité d'une personne licenciée et ayant 2 à 10 ans d'ancienneté dans une société de 20 à 299 salariés d'ancienneté sera de 4 à 10 mois de salaire. Elle atteindra 6 à 12 mois de salaire si la société compte plus de 300 salariés. Un dispositif à plusieurs vitesses que l'exécutif justifie par la volonté de doper l'emploi dans les PME, en levant les soi-disant freins à l'embauche. Mais, pour le SAF et le SM, ce système créera «une rupture sans précédent avec le droit du licenciement et le principe de réparation intégrale».

Moins favorable aux salariés dans sa première version, le barème a été revu à la hausse par les rapporteurs socialistes de la commission spéciale de la loi Macron, le 11 juin. Mais ces retouches, jugées insuffisantes, n'ont pas convaincu les avocats et les magistrats qui craignent également que ce dispositif ne soit plus dissuasif pour les employeurs. «Si les indemnités sont trop faibles, personne ne saisira le juge. À partir de là, l'employeur a un faible risque de contentieux, puisque peu de salariés risquent de l'attaquer, et le cas échéant, les condamnations seront faibles. L'employeur peut alors licencier sans véritable motif et le droit du travail est réduit à une déclaration de bonnes intentions», dénonce le SAF. Pour Florian Borg, son président, «cela signe la fin du CDI et potentiellement des prud'hommes». Marie-Andrée Seguin, déléguée CFDT, à ses côtés lors d'une conférence de presse commune, évoque «une véritable impunité patronale et un possible effet d'aubaine pour se débarrasser des salariés anciens à moindre coût». Pour Frédéric Paré, de la CGT, c'est «une trahison du salariat par un gouvernement dit de gauche».

Pour un même préjudice, l'indemnité variera du simple au double.

Les juristes dénoncent notamment le recours au critère du nombre de salariés pour définir les plafonds applicables. Ce dernier créerait une «rupture d'égalité» puisque, à ancienneté égale, pour un même préjudice, l'indemnité variera du simple au double. Mais, selon ses détracteurs, le dispositif ne pénalisera pas que les salariés, puisqu'il égratigne aussi le pouvoir du juge. «Un véritable séisme», selon Patrick Henriot du SM, inquiet de voir «la mission du juge réduite de moitié par cette mesure scandaleuse du point de vue du droit de la responsabilité, de la justice sociale et de la logique économique». Avec le barème, il deviendra notamment impossible pour les juges de prendre en compte la situation réelle des salariés injustement licenciés et les difficultés propres à chaque cas (l'âge, la situation familiale, les qualifications...). Ainsi, «un salarié d'une entreprise de 19 salariés, licencié à 55 ans, ayant 9 ans d'ancienneté, un emprunt immobilier, des enfants à charge (étudiants), ne retrouvant pas d'emploi après 5 ans de recherche active, ne pourra obtenir qu'entre 2 et 6 mois de salaire», notent-ils.

Au-delà du Conseil constitutionnel, l'affaire pourrait aller jusqu'à la Cour de Justice de l'Union européenne pour non-respect des directives européennes, selon les syndicats. Mais le juridique ne sera pas le seul champ de bataille. Si l'article venait à être appliqué, juristes et syndicats trouveront «de nouveaux moyens pour obtenir de justes dommages et intérêts, notamment au civil pour discrimination, harcèlement ou encore préjudices d'image», prévient Marie-Andrée Seguin, de la CFDT. Pas sûr, alors, que l'objectif de désengorgement des tribunaux réussisse... libération.fr 09.07

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 18h

Finalement on a trouvé le temps d'actualiser la rubrique *Articles d'actualité*.

On reviendra demain sur certains articles qui valent vraiment le coup.

Pondichéry, 16h47

On a ajouté 37 articles dont une grande partie sur la situation en Grèce. Les spéculations vont bon train... On attend au tournant ceux qui nous avaient assuré qu'on allait voir ce qu'on allait voir avec Syriza au pouvoir...

Si j'en trouve le temps, on établira la liste des auteurs des articles publiés par les différents portails où nous nous approvisionnons en articles qui nous ont raconté n'importe quoi, des intellectuels, des professeurs, des bac +10, il en faut beaucoup plus pour nous impressionner, encore plus pour nous induire en erreur.

On ne peut pas, on n'a pas le droit d'épargner ceux qui parce qu'ils refusent de rompre avec l'UE et le capital et de l'assumer passe leur temps à colporter des illusions et à induire en erreur leurs lecteurs, travailleurs et militants. Les derniers masques tombent. Lisez la suite qui le confirme.

On actualisera la rubrique *Articles d'actualité* ce soir ou demain matin.

Après avoir constaté que le portail national du POI était "*en travaux*" depuis plusieurs semaines, on vient d'apprendre qu'une lutte interne aurait éclaté au sein du courant communiste internationaliste (CCI) ou trotskyste qui de facto dirige le POI. On a mis en ligne l'article de la tendance Claire du NPA qui évoque cette crise du POI pour les militants que cela intéresse.

La causerie du matin.

On pouvait guère imaginer pire déni de démocratie, pire mépris du peuple, pire imposteurs que Tsipras et Syriza, les clones du Front de gauche ou Die Linke, Podemos ne faisant que les imiter.

On poursuivra demain ou lundi, je dois aller en ville faire des courses pour la semaine à venir.

[Syriza, Die Linke, Front de gauche, Podemos. Populisme. Un déni en appelle un autre et ainsi de suite.](#)

Ce sont des démagogues, des manipulateurs, et nombreux sont ceux qui ont feint de l'ignorer parce que cela les arrangeait, tous ceux qui avaient misé le moindre espoir dans Tsipras et Syriza, intellectuels et opposants soi-disant déclarés à la troïka, se sont

avérés être inconsistants, des vendus, et ils se sont définitivement discrédités aux yeux des travailleurs qui n'ont plus aucune raison de leur accorder la moindre confiance, ce qui n'est pas pour nous déplaire, car il y a urgence à se détourner de ces charlatans ou agents du capital se présentant sous un faux masque, pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire en Grèce, mais aussi en France, Espagne, Allemagne, etc.

Ils ne s'y trompent pas.

- Les Bourses européennes en forte hausse à la mi-séance - Reuters

Les Bourses européennes continuent, vendredi à la mi-séance, de saluer - tout comme l'euro et les obligations du Sud de l'Europe - les signes d'accélération des tractations entre la Grèce et ses créanciers. Reuters 10.07

- Retour de l'euphorie en Bourse cette semaine, dans la perspective d'un accord sur la Grèce - LeFigaro.fr

- Confiante sur la Grèce, Wall Street finit la semaine par une nette hausse - AFP

- Les Bourses européennes résolument optimistes au sujet de la Grèce - AFP

- Grèce: les créanciers jugent "positive" la nouvelle proposition du gouvernement - AFP

Les créanciers de la Grèce (UE, BCE, FMI) qui ont examiné vendredi la nouvelle proposition soumise par le gouvernement d'Alexis Tsipras l'ont jugée "positive", y voyant "une base de négociation" en vue d'un troisième plan d'aide d'un montant de 74 milliards d'euros, a appris l'AFP de source européenne.

"Les trois institutions sont convenues de donner une évaluation positive à la proposition de réforme transmise hier (jeudi soir) par le gouvernement grec", a précisé cette source dans la soirée. Cette proposition, qui fait renaître l'espoir d'un accord évitant à Athènes la sortie de l'euro, sera examinée samedi par les ministres des Finances de l'union monétaire réunis à Bruxelles.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a de son côté défendu vendredi soir, devant le parlement à Athènes, sa proposition d'accord faite aux créanciers du pays, tout en admettant qu'elle contient des mesures "difficiles" et "loin" du "pacte électoral" de la gauche radicale. AFP 10.07

Les partisans déclarés de la troïka votent les propositions de Tsipras à la troïka.

- Grèce: Le Parlement donne son feu vert à la proposition d'accord avec les créanciers - 20minutes.fr

Le Parlement grec a donné dans la nuit de vendredi à samedi son feu vert à la proposition d'accord soumise aux créanciers du pays par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui a cependant enregistré les défections de plusieurs députés de son parti, selon un décompte de l'AFP.

Le Premier ministre, qui avait fait de ce vote un choix de «haute responsabilité nationale», a recueilli 251 votes positifs sur un total de 300 députés pour aller négocier samedi avec les créanciers du pays (UE, BCE, FMI) sur la base de la proposition qu'il a mise sur la table jeudi soir. Mais il a enregistré les défections d'environ dix députés de son parti de gauche radicale Syriza qui se sont abstenus ou, pour deux d'entre eux, ont voté contre ce plan d'accord. 20minutes.fr 11.07

Le masque de Syriza est tombé.

- Alexis Tsipras disait non à l'austérité, pourtant les propositions du Premier ministre grec vont aujourd'hui dans le sens des créanciers.

Aujourd'hui Alexis Tsipras est dans une position délicate vis-à-vis de son parti : "cinq mois à peine après son élection, Alexis Tsipras risque d'avoir besoin des voix de l'opposition, car dans son parti, le parti Syriza des députés ont annoncé qu'ils allaient voter contre", souligne le journaliste. "Un comble après son succès au référendum", souligne le journaliste. "La rumeur ce soir à Athènes c'est que si jamais il ne devait pas avoir de majorité dans son propre camp, il pourrait alors demander un nouveau vote pour l'obtenir."

Le premier ministre est aussi dans une position délicate vis-à-vis des Grecs qui ont dit non à l'austérité et se retrouvent aujourd'hui avec des propositions de mesures très dures. Francetv info 10.07

Le peuple grec ne capitulera pas.

- Les déçus du non expriment leur désarroi, place Syntagma à Athènes - LeMonde.fr

Il y a trois semaines, Myrto Kalogeropoulou défilait avec engouement, place Syntagma dans le centre d'Athènes, pour soutenir son gouvernement. Il y a deux semaines, la jeune femme de 31 ans manifestait avec fierté pour appeler à voter oxi (« non ») au référendum du 5 juillet. Vendredi 10 juillet au soir, toutefois, au milieu de la grande foule, place de la Constitution, cette électrice de Syriza avait perdu son enthousiasme.

Comme Myrto, ils étaient environ 7 000 à s'être réunis au pied du Parlement grec pour rappeler leur volonté de dire non aux mesures de rigueur pour la Grèce. Tous n'ont pas caché leur colère contre le « nouveau mémorandum », qu'ils jugent trop austère.

« Ces mesures relèvent d'une trahison, lâche Myrto Kalogeropoulou, pourtant membre de la force politique Syriza depuis 2004. C'est la mort de notre parti. »

Elle l'assure : « Nous allons vers des divisions au sein de notre force politique. Les mesures d'austérité ont détruit le pays. Les nouvelles propositions de Tsipras détruisent l'espoir né ces dernières semaines. » La jeune femme estime toutefois que cette période « de lutte » n'a pas été vaine. « Le référendum nous a rendus exigeants, il y a eu une effervescence politique, maintenant, nous allons nous battre jusqu'au bout, avance-t-elle. Nous allons continuer à protester pour que cet accord ne passe pas. » A quelques mètres d'elle, dans la foule, Angelos, 24 ans, est aussi déçu. « Nous nous sommes battus, on pensait que ce vote avait une valeur ! Je suis surpris, nous n'avons pas reculé mais Tsipras si, explique cet électeur de la gauche radicale. »

Christos Ioannidis partage ce sentiment de colère, en observant ce rassemblement au goût amer. Il arbore sur sa poitrine, un badge « Oxi ». Cet adhérent Syriza de 58 ans affirme toutefois qu'il n'est pas là pour « dénoncer » son gouvernement qui « n'a pas eu le choix ». Il veut « rappeler [son] opposition à l'austérité pour laquelle nous avons voté. Aujourd'hui c'est comme si notre voix ne comptait pas. Nous le disons haut et fort, on a voté non, au risque d'aller à la lutte contre l'Europe ». Ce chômeur se dit en revanche plus « pessimiste » sur la suite des tractations : « Bien sûr que ces propositions passeront dimanche, ce sont les suggestions de Jean-Claude Juncker [président de la Commission européenne], pourquoi les créanciers refuseraient-ils ? » Christos prédit toutefois « des conséquences, ici dans la rue ».

Au-dessus de la foule, des drapeaux du PAME flottent en masse. Venus en grand nombre, les partisans du syndicat du Parti communiste ont crié leur colère. Fait rare, les communistes, les trotskistes léninistes d'Antarsya et quelques petits groupes d'extrême gauche, forces politiques d'ordinaire divisées, ont manifesté aux côtés de Syriza vendredi soir. « L'actualité veut cela, c'est une coïncidence », insiste Giorgia Taztaz, retraitée communiste. « Syriza est fini ! », renchérit à quelques mètres Charalambos Tsavimos, un retraité de 60 ans, remonté. « Du jour au lendemain, Tsipras a décrété que les mesures d'austérité étaient viables, s'emballa le communiste, pendant des semaines on nous a fait croire à une résistance ! Tout retombera dimanche. » LeMonde.fr 10.07

- Les Grecs choqués par les propositions du gouvernement - Francetv info

"Non, c'est non", c'est le nouveau slogan affiché ce 10 juillet sur les banderoles des manifestants grecs, qui protestent contre les dernières propositions du gouvernement pour rester dans la zone euro. Pour eux, ces mesures sont toujours synonymes d'austérité. "Les privatisations, toutes les hausses de TVA, les coupes dans les pensions des retraités, tout ça c'est juste un nouveau plan de rigueur", estime une jeune femme au micro de France 2.

"Tsipras s'est moqué de nous"

Ces propositions, similaires à celles recommandées par les créanciers de la Grèce, ne conviennent pas à une population qui a majoritairement dit "non" aux mesures proposées par l'UE. "Sous la pression de tout le système européen, Tsipras n'a fait que reculer", estime un manifestant. Les salariés de la restauration sont ainsi très en colère face à l'idée d'une hausse de la TVA dans ce secteur. "Je me sens trahi, parce que selon moi Tsipras s'est moqué de nous, et il ne peut rien faire", s'insurge ainsi un cuisinier. Francetv info 10.07

- Grèce : le peuple se sent désabusé et manifeste contre une nouvelle politique d'austérité - Atlantico.fr

Les Grecs demandent en effet à Alexis Tsipras de respecter le Non qu'ils ont été plus de 60% à prôner le 5 juillet dernier lors du référendum annoncé par le premier ministre. Car si certains admettent qu'il faudra de toute façon se serrer la ceinture, d'autres se disent trahis et désabusés. "Qu'on ait voté oui ou non, on se doutait bien que ça finirait comme ça, a déploré une productrice de radio grecque, selon Francetv Infos. On n'avait aucune idée des mesures que proposerait Tsipras après le scrutin. On n'avait pas besoin de savoir. Rien n'a changé finalement." Atlantico.fr 10.07

Syriza ne supporte pas la vérité.

"Propagande", "mensonges"... ce vendredi, la matinale de BFMTV en a pris pour son grade, en direct, de la part d'une militante de Syriza, le parti de gauche radicale au pouvoir en Grèce. [huffingtonpost.fr 10.07](http://huffingtonpost.fr/10.07)

Les adhérents, militants, sympathisants de Syriza qui soutiennent encore Tsipras ou la direction de Syriza doivent effectivement mentir effrontément pour défendre leur capitulation devant la troïka et assumer le mépris du résultat du référendum de dimanche dernier, bref, ils ne peuvent que s'enfoncer davantage dans le déni des faits qui les trahissent en se contredisant sans cesse. Que cela fasse le bonheur des porte-parole de la troïka et qu'ils en deviennent hystériques n'a rien d'étonnant, c'est le lot réservé à tous les imposteurs une fois démasqués.

Vérifions que nous ne faisons pas dans le procès d'intention et que nous nous en tenons aux faits.

- Un programme de compromis qui reprend les demandes des créanciers - Le Huffington Post

Depuis le début des négociations, la Grèce est prête à de nombreuses concessions en échange d'un allègement de sa dette. On ne peut donc pas parler d'une capitulation du gouvernement grec. Alexis Tsipras jouera pourtant une partie serrée pour faire voter le texte au Parlement, où cette demande d'allègement de la dette devra convaincre l'aile gauche de Syriza d'adouber un texte qui sera certainement voté grâce aux voix de l'opposition. [huffingtonpost.fr 10.07](http://huffingtonpost.fr/10.07)

- Grèce : les propositions d'Alexis Tsipras proches de celles des créanciers - Francetv info

Les nouvelles mesures proposées par le Premier ministre grec vont parfois plus loin que celles rejetées par référendum le 5 juillet. [Francetv info 10.07](http://Francetv info)

- Grèce : l'Allemagne se méfie toujours - Liberation.fr

Les politiques restent circonspects, mais le SPD salue le revirement de Tsipras. La presse, elle, est un peu plus ouverte. Même le «Bild», très anti-grec, salue les nouvelles propositions tout en se réjouissant qu'elle aient été inspirées par l'ex-Troïka. [Liberation.fr 10.07](http://Liberation.fr)

- A quoi aura servi le référendum grec? - L'Express.fr

Cette fois, les propositions d'Alexis Tsipras sont arrivées à l'heure sur la table des créanciers de la Grèce. Mais la proximité du document avec le texte qui avait été soumis à référendum interpelle. [L'Express.fr 10.07](http://L'Express.fr)

- Grèce : Tsipras a repris l'essentiel des propositions de la « troïka » - LeMonde.fr

Impossible de jouer au jeu des sept erreurs entre les propositions de Tsipras et celles de la « troïka » tant elles se ressemblent. [LeMonde.fr 10.07](http://LeMonde.fr)

- Grèce : Bruxelles étudie les propositions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Un document de 13 pages qui soulage Bruxelles. "Les propositions sont suffisamment détaillées, rien de bien étonnant puisque le texte grec reprend quasiment mot pour mot la plupart des demandes des créanciers", rapporte Julien Duperray en direct d'Athènes. [Francetv info 10.07](http://Francetv info)

- Les Grecs divisés après l'annonce des propositions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Les mesures annoncées sont à l'opposé des promesses du Premier ministre qui avait pourtant appelé les Grecs à voter "non" au référendum de dimanche dernier. En Une des journaux grecs ce matin à Athènes, les nouvelles mesures proposées par Alexis Tsipras. Ces dernières provoquent des réactions contrastées. Des mesures d'austérité contre lesquelles les Grecs avaient voté il y a seulement cinq jours. "Qu'ils dansent tous ensemble maintenant, tous dans le même panier", lance une Athénienne au micro de France 2. "J'étais sûre que ça se terminerai comme ça. Malheureusement on n'avait pas trop le choix", confie une seconde.

Ce matin, ce sont les partisans du "oui" au référendum, pourtant perdants qui sont les plus contents. "Ses mesures auraient dû être prises dès le début. Tsipras se moque du peuple", déplore un passant. Les restaurateurs eux s'inquiètent de l'augmentation de la TVA. Ici, on dénonce un chantage des créanciers. "Ça va tuer le secteur, ce n'est pas possible. Le peuple a voté, et on a dit 'non' à ces mesures. Tsipras n'a pas le choix parce que l'Europe ne lui laisse pas le choix", explique le restaurateur. Beaucoup semblent maintenir leur confiance en leur Premier ministre, mais se désolent que leur vote n'ait pas été entendu. [Francetv info 10.07](http://Francetv info)

- En Grèce, la santé paie le prix fort de l'austérité - Francetv info

Le PS soutient Tsipras contre le peuple grec.

- Grèce : Quand la France envoie ses hauts fonctionnaires à Athènes pour aider les négociateurs grecs - Atlantico.fr

- Grèce: Valls "salue" des propositions "solides, sérieuses, complètes et crédibles" d'Athènes - AFP

Les faussaires à la manoeuvre.

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

- Pouria Amirshahi : Tsipras "fait preuve de responsabilité politique" - Francetv info

En France la réaction saluera en chœur l'héroïque conversion de Tsipras à l'austérité illimitée.

- Nathalie Kosciusko-Morizet: "Il ne faut pas que la Grèce devienne la CGT de l'Europe" - L'Express.fr

La vice-présidente du parti Les Républicains a salué vendredi matin les propositions présentées par le gouvernement grec à ses créanciers, au micro de France Info.

La vice-présidente du parti Les Républicains (LR) qualifie de «bonnes nouvelles» les concessions du Premier ministre grec, qui a finalement accepté la plupart des exigences de ses créanciers.

Le député du parti Les Républicains de Paris Pierre Lellouche a affiché son accord avec Emmanuel Macron, qui avait admis que le FN était un «Syriza à la française». Selon lui, «Tsipras et le gouvernement grec, c'est comme si, en France en ce moment, vous aviez un gouvernement composé de Mélenchon et de Le Pen».

Pour le député du parti Les Républicains (LR) du Nord Gérard Darmanin, «Monsieur Tsipras est un gauchiste». Or «qu'est-ce qu'un gauchiste ? C'est quelqu'un qui veut faire sauter la société, donc il va à mon avis continuer à jouer avec les nerfs des Européens, des créanciers, des Etats, des responsables politiques, et il va s'amuser à cela pour faire sauter un système institutionnel qu'il souhaite combattre.» L'Express.fr 10.07

La tyrannie de la dette ne connaît pas de frontières.

- A Porto Rico, asphyxié par la dette, la population subit l'austérité - AFP

Depuis huit ans, Porto Rico souffre d'une importante contraction de son économie et le pays est aujourd'hui asphyxié par une dette de plus de 72 milliards de dollars qu'il ne peut rembourser.

Beaucoup de magasins sont situés sur le Paseo de Diego, une des principales artères commerçantes du quartier de Rio Piedras, mais celui-ci montre désormais un visage de désolation, avec de nombreuses boutiques fermées et peu de clients.

Rosaura Guzman, qui possède un commerce d'alimentation tout proche, acquiesce: "Avant, un samedi je gagnais 1.000 dollars, mais maintenant c'est pas plus de 300 dollars", se désole-t-elle.

Les entreprises et commerçants souffrent particulièrement depuis le 1er juillet et l'augmentation de la taxe à la consommation de 7 à 11,5%. Le gouvernement espère augmenter par ce biais ses recettes fiscales et remédier à sa pénurie de liquidités.

Le gouverneur de Porto Rico, Alejandro Garcia Padilla, a annoncé la semaine passée qu'il n'y avait pas assez d'argent pour payer la dette, et a demandé à tous les secteurs "beaucoup d'efforts et de sacrifices".

En raison de son statut particulier (Etat libre mais territoire des Etats-Unis depuis 1898), Porto Rico ne peut bénéficier de la loi américaine sur les faillites, qui a permis à plusieurs grandes villes comme Detroit de stabiliser leurs finances ces dernières années.

Par conséquent, le gouvernement portoricain entamera à partir de lundi des négociations délicates avec ses créanciers pour obtenir un moratoire sur sa dette et éviter un défaut de paiement.

La crise couve depuis plusieurs années à Porto Rico, rappelle José Villamil, analyste à San Juan.

Depuis le début des années 2000, "ce qui est arrivé c'est que chaque gouvernement a retardé les mesures nécessaires", et le trou dans les finances s'est agrandi, explique-t-il.

Aujourd'hui la dette de Porto Rico a été rétrogradée à un niveau qui ne lui permet même plus d'accéder au marché obligataire.

"Le principal problème, c'est que le pays a une économie qui n'est plus en mesure de générer de la croissance", poursuit M. Villamil.

Porto Rico est entré dans "un cercle vicieux avec l'émigration, l'austérité et des hausses d'impôts", a reconnu le gouverneur Garcia Padilla.

Celui-ci prévoit des consultations avec les différents secteurs de l'économie pour mettre au point un plan d'ajustement et tenter un redressement.

Mais la tâche sera ardue: "La question la plus difficile est de savoir comment relancer l'économie et cela prendra du temps", conclut José Villamil. AFP 10.07

ACTUALITE EN TITRES

[Quincaillerie.](#)

- General Motors rappelle près de 780.000 véhicules en Amérique du Nord - AFP

[Un aveu qui n'est pas un scoop.](#)

- Aubry interpelle l'exécutif : «Le social-libéralisme est une impasse» - LeParisien.fr

Pourquoi cette sortie ?

Pour faire croire qu'au sein du PS il existerait des militants ou dirigeants qui seraient sociaux-libéraux ou plutôt néolibéraux ou néoconservateurs, et d'autres qui ne le seraient pas, alors qu'Aubry en ralliant Cambadélis, Hollande et Valls au dernier congrès du PS a prouvé que quel que soit le discours que tiennent les uns et les autres, ils sont tous inféodés à l'idéologie dominante, le néolibéralisme.

La sortie d'Aubry consistait à faire croire à la plèbe que le PS ne se réduisait pas à la politique qu'il applique au sommet de l'Etat, de manière à tenter d'entretenir le doute sur ses intentions futures ou entretenir l'illusion qu'il pourrait appliquer une autre politique, ce que plus personne ne croit, peu importe, il faut essayer de sauver les apparences puisque le PS ne tient que grâce à elles.

Ajouter de l'imposture à l'imposture, ils n'ont pas le choix, ils en sont tous rendus là.

[Quand Hollande invite un narco président corrompu jusqu'à l'os.](#)

- Défilé du 14-Juillet: La venue du président mexicain fait grincer des dents - 20minutes.fr

[Tout et son contraire.](#)

- Le réveil de l'industrie a-t-il sonné ? - La Tribune

- Défaillances d'entreprises en hausse à fin avril en France - Reuters

[On se disait bien qu'ils avaient au moins un point commun.](#)

- Les policiers désormais autorisés à porter barbe et tatouages - 20minutes.fr

- Les stripteaseurs travaillent surtout pour être désirés, pas pour l'argent - Slate.fr

[Aurait-ils quelque chose à nous cacher ?](#)

- Les singes se cachent pour souffrir (dans les laboratoires) - Slate.fr

Le nombre d'expérimentations sur les primates a augmenté aux États-Unis ces dernières années. Dans la plus grande opacité. Slate.fr 10.07

- Le géant pétrolier Exxon savait pour le changement climatique dès 1981, et l'a caché - Slate.fr

[Si c'est Rockefeller qui en a décidé ainsi, c'est que cela va se faire...](#)

Iran : comment une coalition de think tank et autres anciens diplomates américains se sont offert l'accord sur le nucléaire de la République islamique

Une coalition de groupes en faveur de la paix, de think tank et d'anciens diplomates américains d'envergure aurait été financée par plusieurs millions de dollars de la famille Rockefeller, afin de promouvoir un accord avec l'Iran sur le dossier nucléaire. Et les Américains semblent avoir remporté la bataille des négociations. atlantico.fr 10.07

ACTUALITÉ DU JOUR

[La réaction estivale à l'oeuvre.](#)

La loi Macron est officiellement adoptée depuis hier après-midi.

- Loi Macron: un amendement sur les déchets radioactifs glissé au dernier moment - L'Express.fr

L'amendement, contre lequel EELV se battait activement, a été introduit à la dernière minute dans la loi Macron. Il entérine "le projet Cigeo" qui autorise, d'ici 2025, l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux à 500 mètres sous terre.

De quoi rendre les écologistes verts de rage. Quelques heures avant l'adoption de la loi Macron -grâce au 49.3, donc sans le vote des députés- une série d'amendements a été injectée dans le texte.

Sauf que l'un d'entre eux, à l'initiative du sénateur Les Républicains Gérard Longuet, entérine le projet Cigeo, qui autorise l'enfouissement de déchets radioactifs à 500 mètres sous terre, à Bure, dans la Meuse.

Jeudi matin, le président (PS) de la commission spéciale, François Brottes, a tenu à défendre "l'amendement Longuet". L'Express.fr 10.07

- Comment la réforme territoriale renforce régions et intercommunalités - LeMonde.fr

Assemblée et Sénat sont parvenus à un accord, jeudi 9 juillet, sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République. LeMonde.fr 10.07

- Langues régionales : l'exécutif veut le projet de loi pour le 31 juillet - Liberation.fr

Au fait, le gouvernement vous souhaite de passer de bonnes vacances, ne vous occupez de rien, on s'en charge à votre place...

[Leur société généreuse et développée vous rabaisse à l'état de rebut..](#)

- Les Français engagés dans la lutte contre la solitude - LeFigaro.fr

Une étude révèle que la solitude est devenue une inquiétude « majeure » pour 80 % des Français. LeFigaro.fr 10.07

- Cinq millions de Français en proie à la solitude - 20minutes.fr

La solitude concerne en 2013 12% des Français de plus de 18 ans, un phénomène en constante aggravation, surtout chez les plus jeunes et les plus âgés, révèle mercredi une enquête de la Fondation de France. De toutes les générations, celle des 75 ans et plus est la plus touchée par le phénomène puisqu'une personne âgée sur quatre est seule. 20minutes.fr 10.07

Finir ainsi, c'est profondément injuste, dégueulasse, leurs familles qui les ont abandonnés trouveront encore le moyen de se donner bonne conscience, c'est si facile.

S'occuper d'un vieux, c'est contraignant, cela prend du temps et nécessite parfois des sacrifices qu'on n'est pas prêt à faire. Chacun tient avant tout à son petit confort, chacun n'a-t-il pas déjà son lot de difficultés à supporter, alors en rajouter... Ils oublient que ce sont leurs parents, ceux qui les ont élevés, qui ont fait aussi d'importants sacrifices pour eux autrefois.

C'est le même état d'esprit qui prévaut chez ceux qui profitent des droits sociaux qui ont été acquis par les générations précédentes au cours de la lutte des classes, et qui ne se sentent pas concernés quand il s'agit de les défendre ou qui trouveront toujours un bon prétexte pour ne pas s'engager dans le combat politique.

Chacun commente volontiers les travers de cette société pourrie, la misère du monde, mais bien peu sont prêts à s'engager pour la changer ou pour mettre un terme à toutes les injustices cruelles qu'elle engendre, cela ne leur portera pas chance, assurément.

Schengen est un produit de l'UE.

Grille de lecture.

Et dire que ceux qui veulent conserver les accords de Schengen, la pseudo-gauche et extrême gauche, les internationalistes prolétariens sans rire, les gauchistes, sont les mêmes qui prétendent défendre la souveraineté des Etats contre l'Europe des régions, ils ne sont plus à une contradiction près.

Nous nous prononçons pour la libre circulation des hommes mais pas sous n'importe quelles conditions, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe, et non dans celui de la dictature néolibérale de l'UE qui étouffe les libertés démocratiques et avec laquelle Schengen est compatible pour ne profiter finalement qu'aux capitalistes qui l'ont conçu.

Croire que Schengen aurait été conçu par les néolibéraux pour le bien-être de la population européenne est un leurre qui relève de l'ignorance ou de la mystification. L'enfer est pavé de bonnes intentions qui n'ont jamais fait une conscience politique.

Cela sera peut-être incompréhensible à la plupart de nos lecteurs ou des militants, si nous ne soutiendrions aucune mesure sociale prise par un gouvernement sous le régime de la Ve République ou par l'Union européenne, ce n'est certainement pas pour soutenir les accords de Schengen. Nous nous situons au côté des travailleurs, et nous estimons que seuls leurs revendications et leurs combats pour les faire aboutir sont légitimes, autrement dit en aucun cas nous estimons légitime le régime en place et ses représentants auxquels nous nions le droit de représenter les intérêts des travailleurs.

Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et leurs partis ou organisations pour régler leurs problèmes, sur leur mobilisation, et en aucun cas sur leurs ennemis, sauf à entretenir la pire des confusions sur leurs réelles intentions et tromper délibérément les travailleurs.

- Les Français et les Européens veulent supprimer les accords de Schengen - Francetv info

Selon une enquête publiée ce vendredi 10 juillet, une majorité d'Européens est favorable à la suppression des accords de Schengen.

Des demandeurs d'asile qui se multiplient en Europe et une opinion publique de plus en plus opposée à leur accueil. Selon un sondage Ifop/Le Figaro, paru aujourd'hui, plus de la moitié des Européens veulent contrôler eux-mêmes leurs frontières et mettre fin aux accords de Schengen. C'est le cas pour 53% des Allemands, ou encore 63% des Britanniques mais c'est en France que le rejet est le plus important : 7 Français sur 10 souhaitent leur fin.

Un ras-le-bol qui touche toutes les familles politiques. 53% des sympathisants socialistes rejettent aussi Schengen. En 2015, les demandes d'asile ont augmenté de 58% en Europe, au cours des cinq premiers mois. Selon le sondage, les Européens rejettent aussi massivement la répartition des migrants par quota, que pourrait imposer Bruxelles. Francetv info 10.07

Le capitalisme rime avec pauvreté pour l'immense majorité de la population.

La vaste majorité, 71% de la population mondiale, reste pauvre ou dispose de très bas revenus, d'après une récente étude du Pew Research Center.

Le «revenu moyen», que gagne 13% de la population mondiale, est de 10\$ à 20\$ par jour (9 à 18EUR). Soit environ entre 270 à 540 euros par mois. C'est moins que le seuil de pauvreté français fixé à 828 euros.

Cette relative prospérité s'est limitée à quelques régions du globe: la Chine, l'Amérique du Sud et l'Europe de l'Est. Peu de changement en revanche en Inde, en Asie du sud-est, en Afrique et en Amérique centrale. Slate.fr 10.07

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juillet 2015

CAUSERIE

Au fait, à ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, il s'agit d'une lutte à mort engagée par l'oligarchie financière dépositaire de l'avenir du système d'exploitation de l'homme par l'homme contre les exploités et opprimé du monde entier. Qui en doute encore ?

Incompréhension ou méprise.

- Les Grecs en veulent moins à Alexis Tsipras qu'aux créanciers de la Grèce. Ils estiment en effet que ces derniers ont tout fait pour pousser leur premier ministre à accepter leurs exigences, qui vont dans le sens contraire du programme de Tsipras. Francetv info 11.07

Or comme le programme de Tsipras était un couteau sans lame, il conduisait infailliblement à la situation actuelle qui devait permettre à la troïka de garder l'initiative ou l'avantage sur le gouvernement grec, malgré les apparences trompeuses fournies par le référendum qui s'inscrivait dans le cadre de la capitulation annoncée de Tsipras.

Puisque Syriza, tout comme le Front de gauche ou Podemos, n'entend pas rompre avec l'euro et l'UE, encore moins avec le capital, l'Otan et l'Onu, son programme se situait forcément sur le même terrain que la troïka, qui dès lors allait en profiter pour exiger que Tsipras capitule sur toute la ligne à ses exigences jusqu'à adopter les propositions de la troïka, ce dont Tsipras vient de faire la démonstration. La troïka encouragée par cette capitulation annoncée et qui s'est confirmée depuis, va logiquement exiger encore plus de sacrifices du peuple grec que Tsipras va accepter finalement.

Quand nous affirmions à propos des rapports entre les syndicats ou les partis dits ouvriers en France et le gouvernement ou le patronat qu'accepter de s'asseoir à la même table pour "négocier" constituait déjà une trahison des intérêts des travailleurs, on passait pour des extrémistes, des gauchistes. Or les faits nous ont donné raison, car accepter ce principe signifiait que les syndicats ou les partis dits ouvriers se situaient d'emblée sur le terrain de la collaboration de classes, et qu'en s'interdisant de se situer sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat les représentants du capital savaient qu'ils avaient à faire à des traîtres ou des complices, qui après moultes gesticulations ou vociférations destinées à leurs troupes pour faire diversion, finiraient par adopter des mesures opposées aux intérêts des travailleurs. Et c'est effectivement ce qui se passe infailliblement lors de chaque réunion, conférence, etc. auxquelles ils participent, qu'elles se terminent ou non par des accords n'y changeant rien ou n'ayant que peu d'importance, puisque en se situant sur le terrain de la collaboration de classes, ils savent que les syndicats ou les partis dits ouvriers ne feront rien pour empêcher leur politique de s'appliquer ou ils ne mobiliseront pas leurs troupes et les masses pour s'y opposer. La troïka connaît Tsipras et les dirigeants de Syriza, elle sait de quoi ils sont capables, elle connaît leurs limites, elle sait qu'ils ne rompront jamais avec l'euro, encore moins avec l'UE, elle sait qu'ils font partie de la famille des représentants du capital et qu'ils ne sont pas à proprement parler leur ennemi, sauf quand épisodiquement ou temporairement ils tiennent des discours en apparence radicaux que les travailleurs peuvent interpréter en leur faveur, alors qu'en réalité il n'en est rien.

Ces partis politiques de droite reposent sur l'arnaque ou la supercherie qui consiste à prétendre qu'ils vont satisfaire les besoins des exploités, mais sans s'en donner les moyens, ce qui revient de fait à les abandonner ou ne jamais les satisfaire. Comment procèdent-ils plus précisément ? C'est très tordu, sournois et malhonnête.

Ils prétendent qu'ils s'attaqueront à tout un ensemble de questions sans jamais se donner les moyens de les résoudre autrement qu'à la manière des représentants du capital.

Ils partent du constat que chaque militant ouvrier peut faire de la situation afin de mettre en confiance les travailleurs, ils iront même si nécessaire pour paraître plus crédibles ou sérieux jusqu'à identifier les causes des difficultés que les travailleurs rencontrent et cibler ceux qui en sont les responsables, pour finalement se contenter de mesures impossibles à mettre en oeuvre sans s'attaquer au capital et ses institutions, donc qu'ils n'appliqueront jamais, pour se rabattre le moment venu ou lorsqu'ils sont au pouvoir sur des mesures uniquement compatibles avec le régime en place, ce qui revient à appliquer tout ou partie du programme d'un parti de droite au nom des travailleurs. Elle est là l'imposture.

Ils s'emploieront par la suite à expliquer, tout comme leurs homologues du parti de l'ordre, que la situation ne permettait pas de mettre en oeuvre une autre politique ou qu'ils n'y sont pour rien les malheureux, parce que pour eux le capitalisme demeure

l'horizon indépassable devant lequel ils se soumettent, à défaut d'avoir la volonté politique de l'affronter directement ou d'appeler les masses à la mobilisation générale pour renverser le régime en place.

A les entendre ils ne capituleraient pas, ils se conformeraient à la situation, or qu'est-ce que c'est que la situation sinon les rapports existant entre les classes qui reposent sur la domination de classe des capitalistes et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, elle est justement là la capitulation ou la compromission avec le régime quoi qu'ils en disent, dès lors qu'ils refusent de briser ces rapports pour les inverser en faveur de la classe des exploités, il demeure impossible de satisfaire leurs revendications sociales.

Le Parti de Gauche ou le déni permanent. Pour qui roule-t-il ? La troïka.

Il ne leur reste plus par la suite qu'à tenter de camoufler leur capitulation ou protéger leur véritable nature sociale. C'est à quoi s'est employé avant-hier le secrétaire national du Parti de Gauche Guillaume Etiévant, car son parti qui s'est impliqué au côté de Syriza et de Tsipras est directement visé par l'accusation de capitulation.

Il ne pouvait que rejeter maladroitement cette accusation de "traître" formulée par les médias et au-delà, qui concerne "toute l'autre gauche" qui serait ainsi "salie", dont le Parti de Gauche, en expliquant que l'accord proposé par Tsipras à la troïka le 9 juillet ne constituait pas une "rupture avec la stratégie jusqu'à présent déployée par Tsipras" et qu'il contenait "au final peu de reculs par rapport à la position du 22 juin" qui en soit était déjà une capitulation sur les retraites, la TVA, les privatisations, etc.

En résumé, l'entourloupe consistait ici à faire croire que Tsipras n'aurait pas capitulé le 9 juillet en faisant référence à ses propositions du 22 juin qui elles étaient alignées sur celles de la troïka. Ce n'est pas très fin, mais bon, ils sont acculés et ils ne peuvent pas s'en sortir autrement qu'en procédant à un déni de la réalité qui va entraîner cet escroc encore plus loin, et c'est là que cela devient intéressant car il en arrive à revendiquer les termes dans lesquels Tsipras avait capitulé le 22 juin, ce qui est somme toute logique, après avoir nié qu'il s'agissait d'une capitulation il en fait des mesures (repousser l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans par exemple) pour ainsi dire progressistes ou indolores pour les travailleurs qui pour un peu les réclameraient, lisez pour vous en convaincre, c'est édifiant, mais pas surprenant de leur part :

- "Sur la TVA c'est la même chose (Enfin une bonne nouvelle, l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit - ndlr)

Sur le marché du travail c'est la même chose également (Chouette, cela aurait pu être pire ! - ndlr)

L'excédent budgétaire primaire prévu est plus élevé, mais c'est grâce à une hausse des impôts et pas à une baisse des dépenses (Elles ont déjà tellement baissé que les hôpitaux ne peuvent plus fonctionner normalement et nécessitent une hausse des dépenses... Chut, ce n'est pas à l'ordre du jour, la troïka y est farouchement opposée. - ndlr)

Les privatisations vont se poursuivre mais c'était déjà prévu dans la position du 22 juin (Ah ben si c'était prévu, il faut le prendre comme une avancée sociale sans doute ! - ndlr)

Le vrai recul concerne la réforme des retraites (mesures d'économies de 0,25 à 0,5% du PIB sur les retraites dès 2015 et 1% à partir de 2016), mais il faut noter que jusqu'en 2019 le système d'aide aux retraites les plus faibles est maintenu (Quelle chance encore, les retraités apprécieront. - ndlr)

Et ce laquais de la troïka d'en conclure sur un air apparemment satisfait, que puisque "Syriza poursuit la même stratégie qu'avant" le référendum sur lequel il s'asseyait, ce serait lui intenter un vilain procès d'intention qu'en conclure qu'il aurait totalement capitulé devant la troïka, les travailleurs grecs devraient au contraire être rassurés, soulagés par cette annonce qui n'engage que son auteur, car la stratégie adoptée par Syriza depuis six mois était déjà marquée du sceau de la compromission avec la troïka, de la capitulation, de la trahison. En résumé, Syriza est irréprochable pour avoir adopté après le référendum la ligne de capitulation sur laquelle il était avant, Guillaume Etiévant lave plus blanc que blanc !

Ensuite il va s'enfoncer un peu plus en se faisant scélérat, cela aussi devient inévitable à un moment donné, si ce n'est pas Syriza et Tsipras qui sont responsables de la situation actuelle et coupables de refuser de rompre avec l'euro (et l'UE), c'est forcément quelqu'un d'autre, le peuple grec, pardi ! Car c'est lui qui tient à l'euro, "Tsipras n'a pas de mandat pour sortir de l'euro", on ne peut donc pas l'accuser de faire des propositions à la troïka qui soient conformes au maintien de la Grèce dans la zone euro, même si elles sont entièrement tournées contre le peuple grec, c'est nous qui le précisons, car le Parti de Gauche s'en fout royalement, l'essentiel c'est qu'à tout prix la Grèce demeure dans la zone euro, et tant pis si pour cela les intérêts des travailleurs doivent passer à la trappe. Vous avez là résumé la nature de ce parti incarnant les besoins du capital, Guillaume Etiévant vient d'en faire la démonstration.

Après le bâton, la carotte empoisonnée de la dette des banquiers qui pour le Parti de Gauche ne doit pas être tout bonnement annulée mais doit faire l'objet d'un "rééchelonnement", car que quoi qu'il arrive le peuple grec doit la régler, l'oligarchie financière l'exige, c'est ainsi et personne n'y peut rien.

Voilà comment on se comporte en parti du capital en prétendant être un parti de gauche.

L'adresse de cet article pour que vous puissiez vérifier qu'on n'a pas interprété de travers son contenu : <http://www.guillaumeetievant.com/2015/07/10/tsipras-ne-capitule-pas-il-poursuit-sa-strategie> ou <http://www.legrandsoir.info/tsipras-ne-capitule-pas-il-poursuit-sa-strategie.html>

Comme quoi le PG est bien le parti que nous avons décrit :

- Le PG demande à Hollande "d'apporter son plein soutien" aux propositions de la Grèce - AFP

Ce gens-là sont de furieux démagogues, à croire qu'à l'issue de la visite de Merkel à l'Elysée il y a quelques jours, Hollande n'aurait pas signifié qu'il s'alignait sur la position de l'Allemagne. C'est toujours le même principe scélérat, faire croire que tout serait possible, tous les partis y recourent pour duper les ignorants, les naïfs et ceux qui espèrent ainsi en tirer profit.

C'est la " **France de Pétain qui est au pouvoir**".

Au PG il ne s'en sont pas encore aperçu, ils ne sont pas les seuls...

- Pour Emmanuel Todd, l'Europe "se suicide sous direction allemande" - Francetv info

Emmanuel Todd estime que l'Europe est actuellement " contrôlée par l'Allemagne et par ses satellites baltes, polonais, etc" et qu'elle est "devenue un système hiérarchique, autoritaire". "On est en train sans doute d'assister à la troisième autodestruction de l'Europe", estime-t-il, rappelant les précédentes : "Il y a d'abord eu la guerre de 14, puis la deuxième guerre mondiale." Il en conclut que "l'Europe est un continent qui, au XXe siècle, de façon cyclique, se suicide sous direction allemande."

Et la France dans tout ça ? "Les deux tiers de la France profonde sont du côté de l'Europe du sud", juge Emmanuel Todd, qui se risque au point Godwin lorsqu'il en vient à la position de François Hollande dans le dossier. "S'il laisse tomber les Grecs, il part dans l'Histoire du côté des socialistes qui ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Si les Grecs sont massacrés d'une façon ou d'une autre avec la complicité de la France, alors on saura que c'est la France de Pétain qui est au pouvoir." Francetv info 11.07

Le dénouement approche.

Lu hier soir dans le portail grec okeanews.fr :

- Huge problems for Tsipras, if true: 79% dislike proposals, 74% see them breaking Oxi, 51% expect elections.

Traduction : Enormes problèmes pour Tsipras : Si c'est vrai 79% rejettent ses (dernières - ndlr) propositions (à la troïka - ndlr), 74% y voit un déni du non, 51% réclament de nouvelles élections.

Cet internaute devait faire référence à un sondage ? Dans un dernier sondage Syriza serait crédité de 39%, avec 20 points d'avance sur la Nouvelle Démocratie, ce qui signifie qu'en cas de nouvelles élections la situation demeurerait la même, je l'avais écrit en début de semaine.

La troïka va donc tout faire pour casser la dynamique enclenchée autour de Syriza qui ne se dément pas jusqu'à présent puisque son objectif est de se débarrasser de Tsipras et son gouvernement.

Des tyrans dont les intentions sont forcément honnêtes.

- Incertitude autour des négociations sur la Grèce à l'Eurogroupe Reuters

- L'Eurogroupe a du mal à faire confiance à la Grèce - Francetv info

L'étranglement jusqu'à la mort.

- Berlin penserait à une suspension de la Grèce de la zone euro Reuters

L'Allemagne envisage une sortie temporaire de la Grèce de la zone euro, d'une durée de cinq ans, si le pays n'améliore pas ses propositions de réformes, a indiqué une source européenne au fait des discussions, même si le sujet n'a pas été abordé samedi lors d'une réunion de l'Eurogroupe à Bruxelles.

"Il y a deux alternatives: soit une amélioration des propositions, ou un "Grexit" temporaire", a affirmé cette source à l'AFP, citant un document de préparation allemand en circulation, mais qui n'a "pas été distribué" samedi aux ministres des Finances de la zone euro.

"C'est un papier de préparation interne", a souligné cette source, confirmant des informations du quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung (FAZ).

Ce document aurait été transmis aux autres Etats membres car les propositions de réformes avancées par Athènes ne sont pas suffisantes aux yeux de Berlin. "Il manque des domaines de réformes importants", aurait écrit le ministère allemand des Finances, cité par la FAZ. Reuters 11.07

- Varoufakis: l'Allemagne veut un Grexit pour intimider les Français - AFP

Les médias faussaires recourent à la propagande de la terreur pour faire capituler le peuple grec.

- L'Eurogroupe se poursuit, plus d'efforts demandés à la Grèce - LeParisien.fr

- Grèce: les banques en sursis, même en cas d'accord avec les créanciers - AFP

- Grèce : non, il n'y a pas de pénurie dans les magasins, assurent les Grecs - Francetv info

Le référendum a aggravé la situation économique, juge l'hebdomadaire. La croissance économique grecque a d'ailleurs commencé à s'effondrer après l'arrivée de Syriza au pouvoir, avance le magazine.

Une femme pousse son chariot de course devant les rayonnages désespérément vides d'un supermarché. La photo illustre un article de l'hebdomadaire britannique The Economist qui pointe "les conséquences économiques de Syriza", le parti de gauche radicale au pouvoir en Grèce. Les Grecs sont-ils victimes d'une pénurie ? Et est-ce la faute de leur gouvernement ? Le débat fait rage entre le magazine et des internautes grecs, sur Twitter, samedi 11 juillet.

Scandalisés par cette analyse, mais aussi par la photo l'accompagnant, de nombreux internautes grecs, accompagnés par des journalistes étrangers basés à Athènes, ont réagi sur Twitter, en publiant des photos des rayons de leurs supermarché remplis de nourriture. Francetv info 11.07

- Grèce : l'Eurogroupe se réunit dans un climat de méfiance - latribune.fr

Les ministres des Finances de la zone euro doivent rendre samedi leur avis sur les nouvelles réformes proposées par le gouvernement grec en échange d'un troisième programme d'aide internationale. Les négociations seront "extrêmement difficiles", a déjà prévenu le ministre allemand Wolfgang Schäuble.

"Nous allons avoir des négociations extrêmement difficiles". En ces termes le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a défini la mission de l'Eurogroupe qui se réunit ce samedi après-midi à Bruxelles. Une mise en garde qui refroidit partiellement les espoirs d'un accord entre la Grèce et ses créanciers, suscités par les nouvelles propositions du gouvernement d'Alexis Tsipras.

Connu pour être partisan d'une ligne très dure vis-à-vis d'Athènes, Wolfgang Schäuble a en effet expliqué estimer que les propositions de réforme avancées par Athènes pour demander un nouveau plan de renflouement "sont loin d'être suffisantes", avant d'ajouter:

"Nous ne pouvons pas avoir confiance dans des promesses".

Le conservateur allemand a mis en cause la responsabilité du gouvernement grec de gauche radicale, arrivé au pouvoir en janvier. "A la fin de l'année, nous avons un espoir" pour une reprise en Grèce "mais ces derniers mois, cet espoir a été réduit à néant d'une manière incroyable", a-t-il affirmé.

Dijsselbloem aussi sceptique

L'expression de méfiance du ministre allemand faisait écho à celles d'autres membres de l'Eurogroupe. "Il y a un gros problème de confiance", a notamment déclaré le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem en arrivant à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

"Est-ce qu'on peut faire confiance au gouvernement grec pour qu'il fasse ce qu'ils promettent dans les prochaines semaines, (les prochains) mois ou (les prochaines) années ?", s'est-il interrogé.

"Plusieurs gouvernements, dont le mien, ont de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement grec et sur sa capacité à mettre en oeuvre (les réformes)" a pour sa part estimé le secrétaire d'Etat aux Finances néerlandais Eric Wiebes. "Les propositions auraient été bonnes dans le cadre du deuxième programme d'aide, mais j'ai peur qu'il soit insuffisant pour lancer un troisième programme", a même déclaré le slovaque Peter Kazimir.

Sapin évoque la nécessité d'un calendrier précis

"Il faut des réformes mises en oeuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette", considère le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, insistant sur "la volonté de mettre en oeuvre les choses". Le ministre français Michel Sapin a par ailleurs laissé entendre que les créanciers allaient demander un calendrier précis et serré des réformes:

"Si on veut accord durable, il faut que les Grecs apportent des réponses sur quand ils vont décider, comment, à quel moment et à quel rythme".

Un peu plus optimiste s'est montrée la patronne du Fonds monétaire internationale, Christine Lagarde, qui à son arrivée samedi à Bruxelles a déclaré:

"Nous sommes ici aujourd'hui pour faire beaucoup de progrès".

Après la réunion cruciale de l'Eurogroupe de samedi, un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne est prévu dimanche. latribune.fr 11.07

[Au chevet de la zone euro.](#)

- 26 profs de la London School of Economics contre la politique d'austérité menée en Grèce - Liberation.fr

Le Nobel Christopher Pissarides comme les Français Camille Landais et Gabriel Zucman proposent un plan d'action pour faire repartir la croissance dans le pays et empêcher sa sortie de la zone euro.

Bien que des progrès aient été réalisés, des réformes structurelles supplémentaires doivent être mises en oeuvre, en particulier dans le domaine de la lutte contre la corruption, de la collecte des impôts, et de l'organisation du marché du travail et de celui des biens et des services, mais aussi des retraites et de la TVA. Il est important que le gouvernement grec reconnaisse qu'il reste du chemin à accomplir, et qu'il formule des propositions crédibles sur ces questions. Liberation.fr 11.07

De qui sont-ils les porte-parole ? A qui s'adressent leur "plan" ? Quelle est leur "priorité absolue" ?

- La priorité absolue pour chacune des parties est de remettre l'économie grecque sur le chemin d'une croissance durable. Cela est utile pour les Grecs, bien sûr. Mais cela doit aussi permettre de réduire les risques d'un nouvel emballement des marchés financiers dans la zone euro.

De qui sont-ils les porte-parole ? De l'oligarchie financière ou ses représentants, la troïka.

A qui s'adressent leur "plan" ? Aux marchés financiers auxquels ils adressent leur soutien.

Quelle est leur "priorité absolue" ? Protéger les intérêts de l'oligarchie financière.

Quel est leur objectif ?

- "Eviter un «Grexit»", empêcher une sortie de la Grèce de l'euro disent-ils. Ce sont des partisans acharnés de l'euro.

Comment y parvenir ?

- A condition que le gouvernement grec agisse "de manière responsable", bref qu'il capitule devant la troïka, merci c'est déjà fait.

Pourquoi s'inquiètent-il ?

- La "poursuite à ce rythme des politiques d'austérité budgétaires" est "surtout néfaste aux crédateurs".

Réponse : les créanciers, la troïka et les Etats tels l'Allemagne et la France qui rackettent l'Etat grec, le peuple grec.

Qui doit casquer ? Pas les mêmes évidemment.

- ... "le meilleur moyen de minimiser les pertes potentielles liées à la crise grecque dont leurs contribuables devraient assurer la charge finale"

Réponse : Les contribuables, les travailleurs grecs et de l'UE.

Et au final qu'est-ce qui les motivait ?

- ... "l'absence de reprise grecque signifie l'impossibilité de dégager des excédents budgétaires pour rembourser les crédateurs."

Réponse : Les prédateurs de la finance et les Etats qui les ont imités qui saignent le peuple grec, alors que la Grèce leur a déjà versé 210 milliards d'euros d'intérêts.

ACTUALITÉ DU JOUR

OCDE et FMI : Haro sur la classe ouvrière !

Normal, ils y sont incités par l'attitude du gouvernement favorable aux capitalistes et l'adoption de la loi Macron, pas suffisant selon eux.

- «Le contrôle pousse les chômeurs à accepter des emplois de faible qualité» - Liberation.fr

- Chômage : pour le FMI les réformes sont encore trop timides en France - latribune.fr

Dans un document publié vendredi, le Fonds monétaire international prône plus de flexibilité dans les accords en entreprise sur le temps de travail et les salaires. Pour revenir au rythme de créations d'emplois d'avant crise, il préconise aussi une réforme du Smic et un renforcement des incitations des chômeurs au retour à l'emploi.

Après l'OCDE jeudi, c'est au tour du Fonds monétaire international (FMI) d'appeler la France à renforcer le contrôle des chômeurs pour les inciter à rechercher plus activement un emploi. Dans les conclusions de sa revue annuelle de l'économie française publiée vendredi 10 juillet, le Fonds souligne que, "si une reprise solide est en cours", des rigidités structurelles continuent de peser sur les perspectives à moyen terme de l'économie française. Et la nécessité de s'y attaquer est d'autant plus grande que, selon le fonds, la croissance potentielle de l'Hexagone est "fondamentalement plus faible qu'avant la crise".

Des incitations au retour à l'emploi des chômeurs jugées insuffisantes

Même avec la reprise actuelle, qu'il juge durable, l'économie française restera ainsi confrontée à un taux de chômage élevé qui ne diminuera que très graduellement, selon le FMI. De 10,3% (y compris l'outre-mer) au premier trimestre 2015, il ne reviendrait qu'à 9% à l'horizon 2020, encore bien au-delà de son plus bas de 7,1% de début 2008.

Pour permettre le retour au rythme de créations d'emplois d'avant crise, le FMI souhaite donc notamment une réforme d'ampleur du marché du travail. Dans ce contexte, il salue les mesures prises par le gouvernement pour baisser le coût du travail ou, plus récemment, diminuer les incertitudes juridiques autour des licenciements, ainsi que sa volonté d'améliorer le dialogue social.

Mais pour réduire le chômage encore plus vite, le FMI prône d'aller plus loin, en introduisant plus de flexibilité dans les accords en entreprise sur le temps de travail et les salaires, en adoptant une réforme du Smic et en renforçant les incitations des chômeurs au retour à l'emploi. Outre le système d'indemnisation "généreux" des chômeurs français, le FMI relève en effet que ses bénéficiaires manquent d'incitations pour retrouver rapidement un travail, que le système de sanctions n'est pas très contraignant et que son application n'est pas stricte.

Les mesures de la loi Macron saluées

Le FMI encourage d'autre part le gouvernement à maintenir l'élan des réformes favorables à la croissance initiées par la loi Macron votée vendredi, en s'attaquant aux obstacles bureaucratiques qui nuisent à l'activité des petites entreprises et aux barrières qui entravent la concurrence dans les services.

S'agissant de la remise à niveau des finances publiques de la France, il souligne que le rythme de réduction des déficits doit être "assez ambitieux" pour que les objectifs à moyen terme soient facilement atteints, y compris celui du ratio dette/PIB, et ce "sans nuire outre mesure à la reprise". Il recommande que le gouvernement s'appuie pour cela sur des mesures structurelles "identifiées par une large revue des dépenses à tous les niveaux de l'administration". latribune.fr 11.07

ACTUALITE EN TITRES

[A croire que la loi Macron n'a pas été adoptée deux jours plus tôt.](#)

- Le PG demande à Hollande "d'apporter son plein soutien" aux propositions de la Grèce - AFP

- François Hollande et son rôle dans le dossier grec - Francetv info

- Grèce: un accord entre Athènes et ses créanciers serait un succès pour la France - AFP

[La nausée. La propagande de guerre et un cauchemar.](#)

- Rencontre avec les "soldats de l'image" de l'armée française - Francetv info

Depuis 100 ans, l'armée française filme elle-même les combats qu'elle mène. Francetv info 11.07

- Les entreprises rêvées des étudiants - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Turquie: vers une zone no fly en Syrie? - french.irib.ir

Au terme de deux jours d'intenses discussions la délégation militaire us a réussi à obtenir de ses hôtes turcs l'ouverture de la base aérienne d'Ingirlic. Cette base limitrophe de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie devrait ainsi s'ouvrir aux vols de la soi disante coalition us contre Daech sur le sol syrien.

Selon les analystes cette décision serait un prélude à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie. Selon les sources proches des discussions, en échange de l'ouverture de cette base aérienne, à la fois limitrophe de la Syrie, de l'Irak et de l'Irak, la Turquie a obtenu l'assurance de ne pas avoir à traiter avec les kurdes syriens du PYD ni en Irak et ni en Syrie : " Les Etats Unis auraient promis à Ankara de ne pas déployer les kurdes du PYD ni à l'ouest de l'Euphrate ni à Jermana en Syrie sur les frontières turques". La base aérienne en question est située à huit kilomètres de l'est de Adana au sud de la Turquie. french.irib.ir 11.07

2- Liban

- Le Hezbollah abat un drone israélien - french.irib.ir

Un drone du régime sioniste s'est écrasé samedi matin sur la corniche du port de Tripoli, au Liban-nord, a-t-on rapporté de sources concordantes.

Un communiqué de l'armée libanaise a confirmé que l'appareil est israélien. "Vers 8h30 du matin, un drone appartenant à

l'ennemi israélien est tombé dans le port de Tripoli", a indiqué l'armée libanaise. Des militaires se sont rendus sur place afin de mener l'enquête et transporter l'engin. Le communiqué ne donne pas plus de détails mais il souligne que les forces de l'armée ont fait le nécessaire. french.trib.ir 11.07

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30

[Dernières infos sur la Grèce](#)

Le gouvernement grec a sans surprise capitulé sur toute la ligne.

- La zone euro adopte un plan de sortie de crise pour la Grèce - Reuters

Les dirigeants européens ont durci de manière conséquente le plan de réformes approuvé samedi par le parlement grec et qui reprenait déjà de nombreuses exigences des créanciers, pourtant rejetées par les citoyens grecs dimanche 5 juillet lors d'un référendum.

La pilule est amère pour Alexis Tsipras, qui avait fait de la lutte contre les politiques d'austérité son cheval de bataille. Privatisations, coupes budgétaires, libéralisation du marché du travail et de pans entiers de l'économie attendent la Grèce.

Mais son gouvernement de gauche radicale a cependant réussi à éviter lors des négociations, avec le soutien de la France, qu'un fonds regroupant des actifs publics grecs destinés à être privatisés soit domicilié au Luxembourg.

"L'accord est difficile mais nous avons coupé court au mouvement de transfert d'actifs publics à l'étranger. Nous nous sommes épargnés un étranglement financier et un effondrement du système bancaire", a dit Alexis Tsipras à la presse.

Ce fonds, ont précisé plusieurs dirigeants, permettra de rembourser la dette à mesure que les actifs seront cédés. La moitié de sa valeur, soit 25 milliards d'euros, servira aussi à la recapitalisation des banques grecques. Reuters 13.07

Mystification. C'est Washington qui a dicté la conduite de l'Eurogroupe et non Hollande son laquais.

- Pourquoi Hollande a voulu un accord à tout prix - Le Huffington Post

- Grèce: Valls dit sa "fierté" de Hollande sur la gestion des négociations - AFP

- Pourquoi Washington presse l'Europe de sauver la Grèce - franceinfo.fr

Le dossier grec, ce sont aussi les pressions extérieures à l'Europe, notamment de la part des Etats-Unis. Washington s'investit beaucoup dans ce dossier, pour des raisons évidentes sur les plans géopolitique et économique.

Pas besoin d'espionner les conversations téléphoniques des uns et des autres : Washington est officiellement en veille permanente sur le dossier grec. Barack Obama suit la situation au jour le jour, notamment grâce à son secrétaire d'Etat au Trésor, Jack Lew.

La dernière conversation officielle date de dimanche 12 juillet dans l'après-midi. Jack Lew a apporté son entier soutien au Premier ministre grec Alexis Tsipras. Washington défend bec et ongles l'option d'une restructuration de la dette grecque, n'hésitant pas à aller contre l'avis de beaucoup de pays européens opposés à une telle restructuration. On frôle l'ingérence dans les affaires européennes. franceinfo.fr 13.07

Pondichéry 15h

[Dernières infos sur la Grèce.](#)

- Spiegel appelle le document de l'Eurogroupe "le catalogue des cruautés". Twitter - okeanews.fr 13.07

On ne connaît pas le contenu de l'accord trouvé entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec, mais tout laisse à penser qu'il a capitulé sur toute la ligne, ce qui était prévisible. Reste à savoir comment les travailleurs grecs vont digérer ce "*catalogue des cruautés*".

- Le Sommet de l'Eurogroupe, au terme d'une négociation marathon, est parvenu lundi au petit matin à s'accorder pour négocier un troisième plan d'aide internationale à la Grèce.

Les Parlements nationaux qui doivent voter sur le projet d'aide européenne à la Grèce le feront probablement cette semaine, a espéré lundi le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem.

"Dans les prochains jours, mardi ou mercredi, les Grecs légiféreront. Le plan dans son ensemble devra être approuvé, mais aussi les premières actions" exigées par les créanciers, a déclaré M. Dijsselbloem à la presse à l'issue d'un sommet de l'Eurogroupe validant un projet de troisième plan d'aide à la Grèce.

"Une fois que cela a été fait, nous aurons un Eurogroupe téléphonique, probablement mercredi, qui sera le signal pour les autres Parlements (...) mercredi, jeudi ou vendredi", a-t-il ajouté, soulignant que les Parlements étaient bien évidemment souverains.

"Quand ils auront fait cela, nous aurons alors une décision plus formelle" pour démarrer les négociations, a précisé M. Dijsselbloem. AFP 13.07

- L'euro remonte face au dollar après l'annonce d'un accord sur la Grèce - AFP

Tsipras: "Nous avons livré jusqu'au bout un combat juste" - AFP

Le gouvernement grec a "livré jusqu'au bout un combat juste", qui a débouché sur un "accord difficile" mais garantissant la "stabilité financière" et la relance en Grèce, a déclaré lundi le Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

"La grande majorité du peuple grec va soutenir cet effort (...) nous continuerons à nous battre" pour "les réformes radicales dont la Grèce a besoin", a-t-il ajouté, à l'issue de dix-sept heures de négociations pour le renflouement du pays. AFP 13.07

- Grèce: Hollande salue une "décision historique" de l'UE - AFP

Le président français François Hollande a salué dans l'accord conclu lundi à Bruxelles "une décision historique" qui "permet à la Grèce de rester dans la zone euro", soulignant en même temps "le choix courageux" du Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

"La crédibilité de l'Europe aurait été atteinte s'il n'y avait pas eu d'accord aujourd'hui", a affirmé le président français, à l'issue d'un sommet exceptionnel de la zone euro. Il a fait valoir que l'accord, conclu au terme de dix-sept heures de négociations marathon, comprenait "un reprofilage de la dette" d'Athènes "par un allongement des échéances, des maturités et par une négociation des intérêts". AFP 13.07

« Le sommet de la zone euro a trouvé un accord à l'unanimité. Sommes tous prêts pour un programme d'aide pour la Grèce via le mécanisme européen de stabilité (MES), avec des réformes sérieuses et un soutien financier », a annoncé Donald Tusk, président du Conseil européen sur son compte Twitter, peu avant 9 heures. AFP 13.07

La causerie du matin

La servilité de Tsipras et du gouvernement grec semble sans limite face aux prédateurs du peuple grec pour refuser d'avancer sur la voie de la rupture avec le capital, du socialisme. Qu'on ne compte pas sur nous pour l'épargner. On n'imitera pas tous ces vendus qui volent à son secours et font eux-mêmes dans le déni en ayant une mémoire sélective.

Vous avez peut-être lu des dizaines d'articles sur la situation réelle de la Grèce, vous savez donc où sont passés les quelque 340 milliards d'euros que la troïka ou les Etats de l'UE ont prêté aux autorités grecs depuis 5 ou 6 ans. Vous savez que la Grèce a déjà remboursé plus de 200 milliards d'intérêts à ses créanciers sans que sa dette diminue, au contraire elle n'a cessé d'augmenter... Vous savez que Tsipras détient des arguments chocs et sans appel contre la troïka, contre l'oligarchie financière, qu'il pourrait en faire publiquement le procès et que cela aurait des répercussions explosives au niveau mondial.

Question : Pourquoi ne les utilise-t-il pas ? Pourquoi ne les répète-t-il pas lors de chaque déclaration ou réunion ? Pourquoi ne diffuse-t-il pas aux médias le rapport établi par le Comité pour la vérité sur la dette grecque qui a conclu à l'illégitimité de la

dette grecque ? Pourquoi ne se sert-il pas de son contenu pour refuser tout nouveau sacrifice au peuple grec ? Pourquoi accepte-t-il le rôle inconfortable (sic!) ou ingrat d'otage et complice de la troïka ? Parce qu'il la craint, parce qu'il n'a pas le courage de l'affronter, parce qu'il est incapable de se situer sur le terrain du socialisme.

Quand vous êtes atteint de la lèpre et que la gangrène a commencé à vous ronger, vous avez le choix entre vous débarrasser du membre atteint ou laisser la gangrène gagner la totalité de votre corps pour finalement en périr. Faire le choix du capitalisme au détriment du socialisme vous conduira infailliblement à la même issue fatale.

Autre aspect de la situation.

Parmi les âmes charitables qui volent au secours de Tsipras, il y a ceux qui veulent sauver l'euro, là les choses sont très claires, et puis il y a ceux qui veulent s'en débarrasser en conservant l'UE. Or les mesures antisociales qui figurent dans les propositions de l'Eurogroupe ou de la troïka correspondent à celles incluses dans différents traités européens dont celui de Lisbonne, elles correspondent à la politique suivie par l'UE depuis Maastricht et depuis adoptée par la plupart des Etats, comme par exemple le report de l'âge du départ à la retraite.

Demeurer sous le joug de l'UE, c'est accepter de retranscrire dans la législation nationale de chaque pays les directives européennes concoctées par la Commission européenne qui sont toutes tournées contre les travailleurs.

Partant de là on comprend que rompre avec l'euro sans rompre avec l'UE ne servirait strictement à rien ou ne changerait rien, ne permettrait pas davantage de changer de politique, surtout sachant que dorénavant c'est la Commission européenne qui supervise les budgets nationaux selon le principe de subsidiarité, allant jusqu'à infliger des sanctions financières aux Etats qui osent braver l'orthodoxie néolibérale. Allons plus loin.

Au-delà, quand bien même vous battriez votre propre monnaie qu'elle serait immédiatement déclarée hors la loi ou sans valeur par le marché qui domine l'économie mondiale. Et il y a fort à parier que pas un Etat n'accepterait de commercer avec vous sous peine d'être aussitôt sanctionné par le marché dont son économie dépend, y compris les braves Russes ou Chinois dans lesquels certains placent aveuglément leurs espoirs, et il ne pourrait pas compter sur le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, l'Argentine ou Cuba qui peinent déjà à s'en sortir en subissant en permanence le harcèlement des Américains.

Vous auriez les quelque 200 Etats du monde contre vous et aucun allié sûr. Il faudrait alors prendre des mesures économiques pour tenir le temps que d'autres peuples se soulèvent et prennent le pouvoir sous peine du retour au pouvoir de l'Ancien Régime capitaliste.

Sinon, en cas de situation désespérée, il resterait la dernière solution que j'ai avancée il y a quelques jours, qui par le bouleversement encore plus radical qu'il entraînerait dans la société pourrait procurer un électrochoc salutaire au niveau mondial : abolir d'un coup la monnaie, l'argent, après y avoir préparé la population, ce serait préférable, même indispensable.

Que pourrait faire la finance contre cette mesure qui lui retirerait d'un coup tous ses pouvoirs et privilèges, réduirait sa capacité de nuisance sur la société à néant ? Rien, absolument rien, elle se retrouverait totalement désarmée contre une population qui pour rien au monde n'envisagerait de revenir en arrière, car elle aurait rapidement compris quels avantages elle pourrait tirer d'une société libérée de cette contrainte synonyme d'inégalités et d'injustices.

Cette solution peut sembler aberrante ou farfelue au premier abord, pas plus que se retrouver sous une dictature mondiale contre laquelle nous serions totalement impuissants, non ? Honnêtement, qui aurait cru il y a encore quelques décennies en arrière que cela pourrait finir par se produire un jour ? Vous préférez quoi ? Aurions-nous vraiment le choix, cela mérite qu'on y réfléchisse, vous ne trouvez pas ?

Qu'est-ce qui est sérieux et cohérent, souhaitable, qu'est-ce qui correspond aux aspirations de la population, vivre dans une société ou un monde totalement financiarisée où tous les biens et services sont voués à la marchandisation, ou vivre dans un monde où seule la valeur d'usage à le droit de citer, où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu ?

On va nous rétorquer que c'est là sauter bien des étapes de la lutte des classes pour nous débarrasser du règne de la nécessité au profit de celui de la liberté ou forcer le cours des choses. Ce ne serait pas la première fois que cela se produirait au cours de l'histoire du capitalisme, la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 en étaient des exemples à leur manière, certes qui se sont mal terminés parce que les conditions objectives ou subjectives n'étaient pas remplies pour qu'il en soit autrement, ce qui ne serait pas le cas aujourd'hui du fait à la fois du formidable développement des forces productives réalisé depuis et du degré d'éducation des masses qui n'a rien à voir avec leur niveau d'arriération au milieu du XIXe siècle ou au début du XXe, elles ont acquis les moyens de s'élever rapidement ou pour ainsi dire immédiatement à un niveau de conscience supérieur, dès lors qu'on leur en offre la possibilité, comprendre où se situent vos intérêts est à leur portée ou ne pose aucun problème insurmontable.

Les masses demeurent ignorantes parce que le cadre dans lequel elles évoluent s'y prête, faites-le sauter ou changez-le et

vous verrez de quoi elles sont capables. C'est exactement ce qui se passe lorsqu'elles se mettent en mouvement et balaient d'un coup les obstacles qui les empêchaient de progresser depuis des décennies ou des siècles, ce qui paraissait encore impossible la veille ou passait pour une utopie devient réalité.

Désormais nous aborderons la situation et son évolution à venir sur la base de cette stratégie politique incluant cette alternative, puisqu'ils sont inséparables pour parvenir à notre objectif. On voit d'ici les sceptiques ou les pessimistes sourient, nous ils nous donnent plutôt envie de pleurer avec leurs théories foireuses ou leur dogmatisme qui nous a conduit où nous en sommes, nos détracteurs se réjouissent en se disant que Tardieu délirerait, peut-être sous le coup de la chaleur excessive qui sévit en Inde ces derniers semaines. Qu'ils se détrompent, on a mûrement réfléchi à notre sujet et on ne s'est jamais senti aussi bien et équilibré dans notre tête. Eux refusent de faire le bilan ou l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle et plus particulièrement depuis 1940, nous nous en avons tiré toutes les conséquences ainsi que du développement du capitalisme, qui après avoir atteint le stade de l'impérialisme est entré en putréfaction sous l'effet inévitable de la financiarisation de l'économie et de la société, qui n'offre pas d'autres alternatives politiques aux travailleurs que la déchéance dans un monde livré au chaos et la guerre en demeurant sous le joug du capitalisme puisque toute option institutionnelle même au-delà du régime en place serait sans doute vouée à l'échec ou s'en émanciper définitivement.

Notez bien qu'on ne remet pas en cause la stratégie du socialisme à laquelle nous demeurons attachés, on tient seulement compte du fait que parvenu au pouvoir il serait pratiquement impossible de le conserver sans passer le moment venu à l'étape supérieure en brisant net ce sur quoi repose le capitalisme et le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en supprimant la monnaie, le nerf de la guerre de notre ennemi, tout se tient en somme ou tout est dans l'ordre des choses. Cela n'a rien à voir avec l'anarchisme qui nie la nécessité de constituer un Etat ouvrier et de se battre dans cette perspective pour parvenir ensuite au règne de la liberté. Nous partageons peut-être le même objectif, mais pas les moyens d'y parvenir.

Un dernier mot.

On ajoutera plus tard quelques articles sur la Grèce notamment.

Je rencontre un problème de connexion depuis deux jours qui m'interdit de télécharger ou d'envoyer des fichiers volumineux, parfois je n'arrive même pas à ouvrir ma boîte aux lettres. On a essayé un gros orage hier soir avec des coupures d'électricité à répétition toute la nuit, du coup j'ai très peu dormi et je suis claqué.

[Comment soutiennent-ils la troïka en s'efforçant de prouver le contraire](#)

Il y a ceux qui veulent sauver l'euro, le PCF, le PG, la pseudo-gauche institutionnelle, et puis il y a ces intellectuels ou économistes qui dénoncent l'euro pour mieux voler au secours de l'Union européenne, et qu'ont-ils en commun à part être incapable de rompre avec l'euro et l'UE, ils en appellent à Hollande, le valet de Washington, Bruxelles et Berlin sans tenir compte des prises de position de Moscovici et Sapin notamment.

Le désaccord entre Hollande et Merkel porte uniquement sur la meilleure manière de faire rendre gorge au peuple grec, d'un coup ou sur la durée, en l'étouffant à petit feu ou en lui portant le coup de grâce. Pas sûr qu'il accepte de se sacrifier encore et plus longtemps pour les banquiers, jusqu'où et jusqu'à quand avant qu'il ne se soulève pour balayer le régime en place, telle est la question qui doit hanter tous les esprits à Bruxelles, Frankfurt et Washington

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne qui était prévu dimanche a été annulé in extremis, et a été remplacé par une énième réunion de l'Eurogroupe et des ministres des Finances de la zone euro témoignant de la crise qui secoue les sommets de l'UE face à la résistance du peuple grec qu'incarne de manière déformée le gouvernement grec en proie à ses propres contradictions.

Après six mois de tergiversations et de compromis partielles avec la troïka et avoir officiellement capitulé les 22 et 25 juin derniers en reprenant à son compte les exigences de la troïka, le gouvernement grec par la voix de Tsipras quatre jours à peine après le référendum qui a vu le rejet massif des propositions de la troïka incluses correspondant à celles que le gouvernement grec lui avait adressées le 25 juin, le 9 juillet il a cru bon d'aller encore plus loin dans le reniement de ses engagements pris envers le peuple grec en amplifiant les concessions à la troïka, pour finalement s'entendre dire qu'elles étaient encore insuffisantes.

Désormais la troïka, l'Eurogroupe et les chefs d'Etat de l'UE exigent que le gouvernement grec abdique parce qu'il ne serait pas digne de confiance ou manquerait de "crédibilité", témoignant qu'au-delà de la faillite à laquelle ils avaient conduit la Grèce, il s'agissait d'une lutte idéologique pour se débarrasser d'un gouvernement qui avait élu sur la base de la résistance à la troïka et son refus de se soumettre à son diktat, gouvernement qui présente la tare insupportable d'incarner le refus du peuple grec de subir plus longtemps des mesures injustes qui l'ont réduit à la pauvreté et à la précarité, même si Tsipras et son gouvernement ont déjà cédé aux exigences de la troïka, ils estiment qu'à la faveur de la mobilisation du prolétariat grec ils pourraient avoir la faiblesse de cesser d'appliquer les contre-réformes qu'ils se sont engagés à appliquer, alors qu'un gouvernement dirigé par la Nouvelle Démocratie et les débris du Pasok, l'équivalent des Républicains en France, ou une coalition de type union nationale serait plus approprié pour mener à bien le programme que la troïka a concocté pour le peuple grec, mieux encore un gouvernement

de technocrates désigné directement par Bruxelles et ayant l'aval de la troïka, qui courtcircuiterait les institutions grecques, dont le parlement où il existe une majorité de députés de Syriza, bref, de suspendre ce qui restait de démocratie en Grèce au profit d'un régime dictatorial dont les représentants n'auraient aucun rapport avec le peuple grec ni aucun compte à lui rendre, de telle manière qu'il obéirait aveuglément à la troïka ou bénéficierait de sa confiance ou de son crédit, ce que la troïka et les chefs d'Etat de l'UE refusent au gouvernement de Tsipras.

On retiendra qu'un gouvernement et un parlement élu au suffrage universel ne sont pas crédibles aux yeux des représentants de l'oligarchie financière, dès lors qu'ils entendent se mêler de leurs affaires ou contester à la marge leur politique de contre-réformes qui doit être appliqué à la lettre, considérant que seul un gouvernement et un parlement soumis à leur dictature serait digne de confiance et de crédibilité, témoignant au passage que toute trace de démocratie serait dorénavant incompatible avec la survie du capitalisme, et que la société qu'ils entendent imposer à l'ensemble de la population devrait être gérée comme une entreprise selon les lois du marché qu'ils ont eux-mêmes édictées à leur profit, la population étant ravalée au rang de serf ou esclave salarié d'une ploutocratie disposant du pouvoir de vie ou de mort sur ses sujets devenus corvéables à merci comme sous l'Ancien Régime.

Pour avoir accepté de se fondre dans les institutions du capital en place au lieu de les liquider, Syriza devait être amené à accepter les rapports qui existaient précédemment entre les autorités grecques et la troïka, c'est ce dont il fait la démonstration sous nos yeux. Pourquoi ? Parce qu'il ne peut pas exister d'issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la Constitution en vigueur qui doit être abrogée, en dehors de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat grec créant ses propres organes indépendant de pouvoir, scénario qui ne faisait manifestement pas partie du programme de Syriza.

C'est au prolétariat grec avec les partis ouvriers et les organisations, les tendances et courants du mouvement ouvrier qui combattent à ses côtés pour la rupture avec l'euro, l'UE et les institutions grecques, le capital, que revient la tâche politique de mobiliser et organiser les masses en leur proposant de constituer une assemblée constituante souveraine ou une assemblée populaire souveraine représentative de toutes les couches des masses exploitées, peu importe ici son appellation, qui sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution et d'élire un gouvernement en son sein pour la représenter et exécuter la politique pour laquelle ses délégués auront été élus, prendre toutes les mesures que la situation impose en commençant par la rupture avec l'euro et l'UE, l'Otan et l'ONU, puis en procédant à l'expropriation des banquiers et des capitalistes des entreprises clés de l'économie du pays sans leur verser un centime d'euro, à la répudiation de la dette publique et à l'annulation des dettes contractées par les travailleurs des couches les plus défavorisées et des couches moyennes, à l'annulation de toutes les mesures anti-ouvrières prises depuis 6 ou 10 ans par tous les gouvernements qui se sont succédés, à l'annulation de toutes les mesures adoptées en faveur des capitalistes, à l'arrêt des privatisations et à la renationalisation de toutes les entreprises ou tous les services publiques qui ont été privatisées durant cette période, à la réintégration de tous les fonctionnaires licenciés, à la mise à la retraite anticipée de tous les travailleurs de plus de 50 ans tout en abaissant la durée hebdomadaire du travail à 30 heures de manière à éradiquer le chômage dont celui de la jeunesse...

C'est seulement en procédant de la sorte que la République sociale grecque pourrait obtenir le soutien de toutes les couches exploitées de la société pour faire face aux menaces de la réaction à l'intérieur et à l'extérieur du pays et la contrecarrer avec succès, en appelant les travailleurs et leurs organisations en Europe et dans le reste du monde à les soutenir et à les imiter dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, d'une République sociale universelle pour vaincre définitivement le capitalisme ou l'éradiquer de la surface de la terre, avancer sur la voie du socialisme qui doit conduire à terme à en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour illustrer ce qui a été dit plus haut, on a relevé quelques déclarations qui ne laissent aucun doute de la part de leurs auteurs sur leurs réelles et mauvaises intentions envers le peuple grec.

- La chancelière allemande : «La valeur la plus importante, à savoir la confiance et la fiabilité, a été perdue» avec Athènes. (Le Parisien 12.07)

- Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a expliqué que les propositions de réforme avancées par Athènes pour demander un nouveau plan de renflouement "sont loin d'être suffisantes", avant d'ajouter : "Nous ne pouvons pas avoir confiance dans des promesses".

- Le chef de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a tenu exactement le même discours en arrivant à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles : "Il y a un gros problème de confiance".

- Le commissaire européen Pierre Moscovici. « Il existe une base étant entendu que le gouvernement grec doit faire plus et à court terme et à moyen terme ».

- «La Grèce doit faire la démonstration qu'elle est prête à engager des réformes rapidement» insiste François Hollande, apparemment Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) sont sourds... quand cela les arrange.

Wolfgang Schäuble a ensuite vendu la mèche :

- "A la fin de l'année, nous avons un espoir" pour une reprise en Grèce "mais ces derniers mois, cet espoir a été réduit à néant d'une manière incroyable", car il n'a jamais digéré la défaite du parti qu'il soutenait, la Nouvelle Démocratie ou le parti de l'ordre officiel ou de la troïka.

Ils font donc monter les enchères.

Ils font donc monter les enchères jusqu'au point où Athènes se retrouve face au dilemme suivant : soit capituler au-delà des concessions déjà entérinées par Tsipras, soit assumer la rupture avec la troïka qui se traduirait par une sortie de l'euro à laquelle le gouvernement grec ne s'est pas apparemment préparé ou est incapable de faire face pour n'avoir jamais envisagé une sortie de l'euro, encore moins de l'UE.

- "Plusieurs gouvernements, dont le mien, ont de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement grec et sur sa capacité à mettre en oeuvre (les réformes)" a pour sa part estimé le secrétaire d'Etat aux Finances néerlandais Eric Wiebes. "Les propositions auraient été bonnes dans le cadre du deuxième programme d'aide, mais j'ai peur qu'il soit insuffisant pour lancer un troisième programme", a même déclaré le slovaque Peter Kazimir.

Parmi ces gouvernements figure évidemment le gouvernement français qui exige que les contre-réformes planifiées par la troïka soient appliquées avant tout accord sur la dette ou tout déblocage de fonds de la part de la BCE, de l'Eurogroupe ou du FMI.

"Il faut des réformes mises en oeuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette", considère le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, insistant sur "la volonté de mettre en oeuvre les choses". Le ministre français Michel Sapin a par ailleurs laissé entendre que les créanciers allaient demander un calendrier précis et serré des réformes:

"Si on veut accord durable, il faut que les Grecs apportent des réponses sur quand ils vont décider, comment, à quel moment et à quel rythme". (source : La Tribune 11.07)

La surenchère des dirigeants de l'UE porte désormais sur un abandon total de la souveraineté de la Grèce.

Les négociateurs européens veulent qu'un certain nombre de réformes demandées à la Grèce soient votées au Parlement avant d'entamer formellement les négociations.

Le projet de communiqué stipule que des changements dans la TVA, les retraites et l'indépendance de l'office statistique en Grèce doivent intervenir avant l'ouverture d'une procédure formelle sur un nouveau plan de sauvetage.

La Grèce doit aussi renforcer son programme de privatisations et une décote sur la dette grecque est exclue, ajoute le document.

En outre, la Grèce devrait accepter de transférer 50 milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds de garantie.

Wolfgang Schäuble a proposé le transfert à l'étranger du siège du fonds chargé de gérer les revenus des privatisations pour s'assurer que ceux-ci servent exclusivement au remboursement de la dette. Reuters 12.07

- Ce qu'exige l'Eurogroupe, des abandons de souveraineté aux dates de soldes - Le Huffington Post

Syriza persiste à coopérer avec la troïka, alors que ses dirigeants en connaissent parfaitement les intentions.

- L'Allemagne veut humilier la Grèce, dit Syriza - Reuters

Les exigences posées par l'Allemagne pour octroyer une nouvelle aide à la Grèce lors de la réunion de l'Eurogroupe visent à humilier Athènes et ont pour véritable objectif de renverser le gouvernement d'Alexis Tsipras, a estimé dimanche un responsable du parti Syriza au pouvoir.

"Ce qui se passe, c'est que l'on veut humilier la Grèce et les Grecs ou renverser le gouvernement Tsipras", a déclaré à la chaîne Mega TV Dimitrios Papadimoulis, qui est également vice-président du Parlement européen. Reuters 12.07

Les derniers développements

- Pas de base pour négocier avec Athènes, dit un projet de texte - Reuters

Les ministres des Finances de la zone euro ne voient toujours de base pour l'ouverture de négociations pour un troisième plan d'aide à la Grèce, peut-on lire dimanche dans un projet de communiqué de l'Eurogroupe.

Ce texte n'a pas été validé par les grands argentiers de la zone euro et pourrait être transmis en l'état aux chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro qui se réunissent à 16h00 à Bruxelles pour prendre le relais de leurs ministres des Finances.

"L'Eurogroupe (...) est parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas encore de base pour commencer les négociations sur un nouveau programme", constate le document obtenu par Reuters.

Les négociateurs européens veulent qu'un certain nombre de réformes demandées à la Grèce soient votées au Parlement avant d'entamer formellement les négociations.

Le projet de communiqué stipule que des changements dans la TVA, les retraites et l'indépendance de l'office statistique en Grèce doivent intervenir avant l'ouverture d'une procédure formelle sur un nouveau plan de sauvetage.

La Grèce doit aussi renforcer son programme de privatisations et une décote sur la dette grecque est exclue, ajoute le document.

En outre, la Grèce devrait accepter de transférer 50 milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds de garantie.

L'incertitude quant à l'issue du sommet de la zone euro dimanche reste totale, de nombreux pays estimant que le gouvernement d'Alexis Tsipras ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour bénéficier d'une nouvelle aide européenne.

Ce dernier a toutefois fait approuver par le Parlement grec samedi un programme de réforme proche de celui proposé par les créanciers et rejeté par référendum en Grèce dimanche dernier.

Une partie des dirigeants européens redoutent qu'après l'obtention des fonds, le gouvernement grec n'interrompe la mise en oeuvre des privatisations et des réformes promises à ses créanciers, comme celle des retraites ou de la fiscalité. Reuters 12.07

- L'Eurogroupe estime qu'Athènes a besoin de 82 et 86 milliards - Reuters

L'Eurogroupe, au terme de deux jours de réunion, a soumis aux dirigeants de la zone euro un document qui évoque l'ouverture possible de négociations sous conditions pour un nouveau plan d'aide à la Grèce d'un montant de 82 à 86 milliards d'euros.

Le texte que Reuters a pu consulter énumère une longue liste de conditions - apparemment déjà acceptées, pour la plupart, par la Grèce - pour le déblocage de cette aide.

Sur le montant total, sept milliards seraient versés avant le 20 juillet et 20,5 milliards avant la mi-août pour permettre aux pays de faire face à des échéances immédiates de prêts dus à la Banque centrale européenne et à ses autres créanciers.

Fin juin, la Grèce a fait défaut sur un prêt de 1,6 milliard d'euros dû au Fonds monétaire international. Le 20 juillet, il doit rembourser 3,5 milliards d'euros à la BCE.

Parmi les conditions figure l'adoption par le Parlement grec, d'ici le 15 juillet, d'une série de réformes sur la fiscalité et les retraites. Les députés grecs avaient déjà apporté samedi leur soutien aux réformes proposées par le Premier ministre Alexis Tsipras.

En cas de désaccord, un passage d'inspiration allemande mais entre crochets, et donc non accepté par l'Eurogroupe, envisage "qu'il soit proposé à la Grèce des négociations rapides sur une sortie temporaire de la zone euro, avec une possible restructuration de la dette".

Cette formulation fait écho à un document présenté samedi à l'Eurogroupe par Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances. Reuters 12.07

- Grèce: les créanciers veulent (encore) plus de réformes - La Tribune

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à mercredi pour faire voter des lois et des réformes, condition préalable à l'ouverture de négociations sur un nouveau plan d'aide, a annoncé dimanche le ministre finlandais Alexander Stubb. Le plan d'aide a été estimé entre 82 et 86 milliards d'euros.

Article publié à 13h02, mis à jour à 19h15.

Les partenaires européens de la Grèce ont demandé dimanche 12 juillet au gouvernement grec d'améliorer ses propositions de réformes et de prouver sa bonne foi en adoptant vite de premières mesures, lors de la reprise des négociations sur un troisième plan d'aide. La France ainsi que les experts des "institutions" -Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international- ont donné un premier avis favorable vendredi .

"Il y a une très bonne proposition sur la table (...) mais qui a une conditionnalité élevée, sur trois points", a déclaré le ministre finlandais Alexander Stubb. Et de détailler :

"Un, l'adoption de lois d'ici le 15 juillet. Deux, des conditions dures sur par exemple les réformes du marché du travail ou des retraites, la TVA ou les impôts. Trois, des mesures sévères aussi sur par exemple les privatisations.

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à mercredi pour faire voter des lois et des réformes, condition préalable à l'ouverture de négociations sur un nouveau plan d'aide.

Plus de 80 milliards d'euros d'aide

Un éventuel nouveau programme d'aide à la Grèce est évalué entre 82 et 86 milliards d'euros, selon le document final de l'Eurogroupe, dont l'AFP a obtenu copie, et qui va maintenant être examiné par les chefs d'État et de gouvernement, également réunis à Bruxelles.

"L'Eurogroupe prend note du fait qu'un éventuel programme aurait besoin de financements compris entre 82 et 86 milliards d'euros (...). L'Eurogroupe invite les institutions (Commission européenne, FMI, BCE, ndlr) à explorer les possibilités de réduire cette enveloppe" par la fiscalité ou les privatisations, selon ce document.

Plus tôt dans la journée, le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne a été annulé afin de dégager l'agenda des 19 dirigeants de la monnaie unique. Incertitude totale et manque de confiance

De nombreux pays estiment que le gouvernement du Premier ministre Alexis Tsipras ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour enclencher le processus formel d'un nouveau plan de sauvetage, même si le parlement grec a approuvé samedi un programme de réforme proche de celui proposé par les créanciers et rejeté par référendum en Grèce.

"Le principal obstacle pour aller de l'avant est le manque de confiance", a déclaré à son arrivée à l'Eurogroupe le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan.

Même au sein de la Commission européenne, des avis divergents s'expriment, entre optimisme et pessimisme. Dans ces conditions, les dirigeants de la zone euro pourraient reporter encore d'une semaine leur prise de décision sur un nouveau plan d'aide, laissant la Grèce, au bord de l'effondrement économique et financier, dans l'expectative.

De nombreuses questions restent par ailleurs en suspens, comme le montant de l'aide dont la Grèce aura besoin pour faire la jonction entre ses besoins financiers immédiats et l'adoption du nouveau plan, qui prendra au moins quelques semaines. latribune. fr 12.07

La troïka et les gouvernements de l'UE : Des tueurs à gage.

- La zone euro demande des gages à Athènes - Reuters

Les partenaires européens de la Grèce ont demandé dimanche des gages à Athènes pour restaurer une confiance brisée par des années de promesses non tenues, un préalable à un nouveau plan de sauvetage indispensable. Reuters 12.07

Toujours le même scénario : Sauver les banques d'un côté, de l'autre réduire à néant les droits sociaux des travailleurs et confisquer la souveraineté de la Grèce au profit... d'un paradis fiscal, d'un fonds au Luxembourg (Institution for Growth) !

La zone euro dévoile une liste de ses nouvelles exigences.

Parmi les engagements réclamés à Athènes figure le vote «d'ici le 15 juillet» par le Parlement grec d'un premier volet des mesures promises par Athènes. Le gouvernement grec de gauche radicale devra aussi accepter «de dures conditions» en ce qui concerne «la réforme du marché du travail et du système de retraites, la fiscalité et la TVA».

Voici une partie des mesures proposées à la Grèce pour obtenir un accord :

- Une réforme des retraites
- Un retour de la Troïka à Athènes (UE, BCE, FMI)
- Moderniser la TVA et élargir la base de collecte de l'impôt
- Adoption d'un code de procédure civile pour rationaliser le système judiciaire
- Redressement des banques
- Création d'un fonds qui servirait d'hypothèque. Il serait basé au Luxembourg.

Si la Grèce veut obtenir une nouvelle aide, elle devra faire adopter ces mesures avant le 15 juillet (mercredi) selon le document transmis par l'Eurogroupe. leparisien.fr 12.07

On aura compris qu'il s'agissait d'imposer «de dures conditions» en ce qui concerne «la réforme du marché du travail et du système de retraites, la fiscalité et la TVA» aux travailleurs grecs, tandis qu'aucune condition ne serait exigée des banquiers, normal, ce sont eux qui détiennent le pouvoir.

La réaction du gouvernement grec aux dernières propositions de l'Eurogroupe.

- Grèce : Athènes refuse le plan actuel mais veut un accord rapide - LeParisien.fr

La réunion de l'Eurogroupe, suspendue samedi vers minuit sans résultat, s'est achevée ce dimanche après-midi à Bruxelles sans un accord formel dans un climat de défiance. L'Allemagne a durci le ton tandis que la France joue l'apaisement et tente d'empêcher une sortie de la zone euro.

Méfiant sur la capacité d'Alexis Tsipras à mener les réformes promises, l'Autriche, Chypre, la Finlande, la Slovaquie, et surtout l'Allemagne réclament plus d'efforts à la Grèce, un calendrier précis de mise en œuvre des réformes et des garanties à Athènes en échange d'un nouveau plan de renflouement.

Un plan de réformes a été proposé par l'Eurogroupe à la Grèce, comportant notamment des réformes sur la TVA et les retraites. Les chefs d'Etat européens souhaiteraient que la Grèce vote ces mesures d'ici à mercredi 15 juillet. Mais dans la soirée, Athènes a estimé que ce plan était «très mauvais». Dans le même temps, une source gouvernementale grecque fait part de ses inquiétudes : un accord urgent est réclamé car les liquidités commencent à manquer en Grèce. LeParisien.fr 12.07

- Le gouvernement grec pourrait poursuivre Goldman Sachs - LePoint.fr

Le gouvernement grec d'Alexis Tsipras pourrait poursuivre la banque américaine Goldman Sachs dans l'affaire du maquillage des comptes grecs en 2001-2002 destiné à aider Athènes à rester dans l'euro. À lire la une du quotidien britannique The Independent de samedi citant des sources de bonne foi, les autorités grecques examinent la possibilité de saisir les tribunaux pour tenter de récupérer la commission colossale de plus de 600 millions de dollars (538 millions d'euros) gagnée par la filiale européenne de l'établissement new-yorkais sur cette transaction qui a aidé la Grèce à camoufler sa dette à ses partenaires européens. Ironie du sort, l'équipe Syriza serait conseillée dans ce dossier par... un ancien banquier de Goldman Sachs – dont le nom n'a pas été divulgué -, expert des dettes souveraines.

En traînant Goldman Sachs devant les tribunaux, Athènes suivrait l'exemple du fonds souverain libyen qui lui réclame 800 millions de dollars détournés sous le régime Kadhafi devant la Haute Cour de Londres.

En 2001-2002, dans la foulée de l'entrée de la Grèce dans l'euro, le gouvernement socialiste grec de Costas Simitis choisit Goldman Sachs pour l'aider à réduire le service de sa dette. Pourquoi refuser pareil mandat hautement rémunérateur, parfaitement légal, même s'il s'agit dans les faits d'enjoliver les comptes publics afin de dissimuler l'ampleur de ces déficits ? Une associée anglo-grecque du bureau de Londres, Antigone Loudiadis, experte des produits financiers complexes, met au point un mécanisme appelé « credit derivative swaps » ou « CDS souverains » dans le jargon. Grâce à cette transaction, Loudiadis aurait reçu un bonus de 12 millions de dollars. Goldman Sachs affirme avoir prévenu Eurostat, l'organisme européen chargé de surveiller la comptabilité des États, du montage financier grec. À l'époque patron d'Eurostat, le baron Michel Vanden Abeele a toujours nié avoir été informé par la banque.

« Les normes de transparence auraient dû être meilleures »

En 2005, la National Bank of Greece (NBG) devient le partenaire de la Grèce sur les marchés financiers. Goldman Sachs se contente du rôle de banque-conseil. La NBG, avec l'aide de Goldman Sachs, crée une société basée dans la City, baptisée Titlos. La coentreprise est installée dans les bureaux de Wilmington Trust et Services, compagnie spécialiste de la finance offshore, en particulier dans l'enregistrement de sociétés dans le paradis fiscal américain du Delaware. En transformant les CDS souverains de 2001 en une obligation à vingt ans, Titlos parvient à transférer, ni vu ni connu, la dette grecque du bilan du pays à celui de la NBG. Les Européens ont préféré regarder ailleurs. Et les Grecs, eux, ont pu continuer à vivre à crédit.

Goldman Sachs n'a jamais oublié cette opération rémunératrice. La preuve, à l'automne 2009, Gary Cohn, le numéro deux de la banque, accompagne une délégation d'investisseurs à Athènes pour rencontrer officiels et analystes. John Paulson, le patron du fonds spéculatif américain éponyme, est présent. Grand vainqueur de la crise en pariant contre les banques, Paulson est un gros client de Goldman Sachs qui effectue l'essentiel des transactions de son hedge fund. Cohn propose au nouveau Premier ministre grec, George Papandréou, de lui vendre un instrument financier permettant de débudgétiser une partie de la dette du service de santé grec. Paulson serait prêt à s'associer à l'entreprise. Le chef du gouvernement socialiste refuse.

Le 23 février 2010, la commission des finances de la Chambre des communes interroge Gérald Corrigan, l'un des principaux dirigeants de Goldman Sachs. Il reconnaît l'aide que la firme a apportée au truquage des comptes grecs, « avec le recul, c'est clair que les normes de transparence auraient dû être meilleures ». Mais à l'écouter, la banque d'affaires américaine est un bouc émissaire. En effet, d'autres institutions financières - à commencer par JP Morgan - ont permis à des pays de la zone euro, à l'instar de l'Italie ou de la Belgique, de « maquiller » leur dette sans provoquer une telle curée. LePoint.fr 12.07

La propagande de la terreur continue inlassablement sur fond d'imposture.

- A Athènes, l'angoisse et le désespoir des Grecs - Francetv info

- «Allez expliquer aux agriculteurs qu'il faudra encore payer pour la Grèce» - Liberation.fr

Et ceux qui soutiennent la main des bourreaux du peuple grec.

- Le PS invite le SPD à cesser la "surenchère" sur la Grèce - Reuters

- Grèce: le SPD soutient la position de Hollande, assure Cambadélis - AFP

Qui croire l'AFP ou Reuters ? Ce serait mal poser la question, Cambadélis a l'art de la manipulation dans le sang. En réalité, il est possible que le SPD soutienne Hollande qui de son côté ne s'opposera pas à Merkel, mais cela Cambadélis ne peut pas l'avouer.

- Grèce: le PCF appelle la France à soutenir Athènes "jusqu'au bout" - AFP

Le PCF a appelé dimanche à "soutenir la Grèce jusqu'au bout" à Bruxelles, "alors que le gouvernement grec a formulé (...) un compromis acceptable par toutes les parties".

"La France ne doit pas plier et soutenir la Grèce jusqu'au bout", affirme le PCF dans un communiqué. "Un engrenage destructeur visant le Grexit se met en place alors que le gouvernement grec a formulé, dans le calme et avec une grande humilité, un programme de réformes et un plan de financement viables, un compromis acceptable par toutes les parties".

"Ainsi, le représentant de la coalition gouvernementale droite/extrême droite Finlandaise menace d'un veto tout nouveau plan d'assistance financière à la Grèce. Et Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, joue les discussions de couloir autour d'un document de travail "off the table" qui préconise la sortie de la Grèce de l'Eurozone pendant 5 ans", déplore le PCF.

"La France a, certes tardivement, joué un rôle positif pour la conclusion d'un accord. Elle ne doit pas plier et le faire jusqu'au bout en soutenant les propositions grecques par tous les moyens diplomatiques jusqu'au veto, au cas où le grexit serait l'hypothèse retenue par l'Eurogroupe", estime le parti.

La zone euro très divisée tentait dimanche à Bruxelles d'arracher un accord sur un sauvetage financier de la Grèce pour arrimer le pays dans la monnaie unique, après l'impasse des discussions qui ont forcé l'annulation d'un sommet des 28 pays de l'Union européenne. AFP 12.07

Quand on vous le disait que grâce à Hollande et maintenant Laurent, le peuple grec obtiendrait des propositions "positives"...

Vidéo

Marie-France Garaud: Jean Monnet, un agent américain, payé pour détruire les états européens (10 mai 2013)
<https://www.youtube.com/watch?v=1Atyvt9TlcQ>

ACTUALITE EN TITRES

[Propagande de guerre. Vous allez aimer l'armée.](#)

- Les forces antiterroristes à l'honneur du défilé du 14-Juillet - Reuters
- Armée française: la Légion étrangère toujours plus mythique et convoitée - AFP
- Le travail de l'ombre des forces spéciales - Francetv info

Ces hommes interviennent partout dans le monde, souvent dans la clandestinité. France 2 se penche sur l'action des forces spéciales. Francetv info 12.07

[Participera-t-il au défilé du 14 juillet au côté du président mexicain Pena Nieto ?](#)

- Mexique : évasion d'un baron de la drogue - Francetv info

[Histoire de gens d'arme. Une société toujours plus liberticide.](#)

- Une conductrice verbalisée à Toulouse pour avoir porté des tongs au volant - Francetv info

La Dépêche du midi, samedi 11 juillet. Selon le quotidien, la jeune femme a été contrôlée sur une route départementale du côté de Toulouse (Haute-Garonne).

"C'était une femme qui me contrôlait. J'avais ouvert ma porte, et là elle a regardé mes pieds et elle m'a dit : 'Je suis obligée de vous verbaliser, vous n'avez pas le droit de conduire avec ce type de chaussures qui ne sont pas tenues au niveau du pied. Cela fait partie des nouvelles dispositions du 1er juillet'", raconte la conductrice dans les colonnes du quotidien.

Comme le rappelle La Dépêche du midi, l'article R.412-6 du Code de la route ne proscribit pas explicitement le port de tongs au volant mais permet aux forces de l'ordre de verbaliser tout comportement qui "empêche le conducteur de se tenir constamment en position d'exécuter toutes les manœuvres qui lui incombent". Francetv info 12.07

Commentaires d'internautes.

- 1- "J'habite sur l'île de La Réunion où 99% de la population (dont moi) vivent, conduisent, dansent, courent en permanence avec ces tongs (on appelle ça "savate 2 doigts" ici, c'est très imagé). Que l'État verbalise donc ici aussi, tous ses déficits seront ainsi comblés !"
- 2- "Il faut muter cette gendarme aux Antilles, elle aura du boulot, car ici, c'est la majorité qui conduit ainsi. Mais les lois de la République sont-elles les mêmes partout?"
- 3- "Dans les DOM, on conduit tous les jours en tongue....et aucun gendarme ne trouve à redire !"
- 4- "Répression . Racket . Harcèlement . Qui osent dire que les gendarmes sont là pour notre sécurité ?"

En Inde, les gouvernements de l'État du Tamil Nadu et du territoire de Pondichéry viennent de décréter le port du casque obligatoire pour tous les conducteurs et passagers de deux roues à moteur, y compris les mobylettes.

Par contre il est toujours autorisé de monter à 5 sur une moto de 100cm³ ou à 3 ou 4 sur une mobylette, de rouler pour les poids lourds et les autocars avec des pneus usés jusqu'à la corde ou plus lisses qu'un oeuf, rechappés et rafistolés avec des boulons, il faut le voir pour le croire, sans lumière, sans rétroviseur, avec un chargement dépassant en hauteur de deux mètres le toit des remorques des poids lourds, sans parler du tonnage qui est limité uniquement par la puissance ou l'état du moteur des camions...

Cette mesure, le port du casque obligatoire a été annoncé courant juin avec entrée en vigueur le 1er juillet. Depuis, moins de 10% des Indiens roulent avec un casque sans que la police verbalise, pas assez nombreux pour verbaliser tous les contrevenants dont votre serviteur évidemment, trop dangereux aussi, elle se ferait lyncher !

Il y a plus d'un an, ils avaient décrété que tous les véhicules devraient dorénavant être équipés de plaques d'immatriculation comportant une puce ou une sorte de vignette, pourquoi je n'en sais rien au juste, depuis 1 Indien sur 10 a procédé au remplacement de ses plaques minéralogiques et la police est totalement impuissante contre cette désobéissance civile, j'en fais partie

là encore, on résiste comme on peut à la tyrannie !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie :Palmyre vers la libération - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires ont entamé une nouvelle série d'opérations contre les terroristes dans différents endroits en Syrie.

L'armée syrienne poursuit ses opérations pour libérer la ville historique de Palmyre, située dans la province de Homs, le centre de la Syrie. L'armée et les forces populaires sont à moins d'un km de cette ville.

Et ce alors que les positions des terroristes dans la ville de Zabadani sont toujours attaquées par l'armée syrienne.

L'armée a lancé de vastes attaques contre les positions des terroristes de Daech dans les quartiers d'al-Harra, d'al-Gharibiya, de Qalaa al-Zahra, d'al-Mahata et d'al-Ara, appartenant tous à la ville de Zabadani. Sur le plan politique, le président du Parlement syrien a affirmé que sans une coordination entre Syrie et Irak, la lutte contre le terrorisme serait impossible. french.irib.ir 12.07

2- Yémen

- Yémen : les attaques saoudiennes se poursuivent - french.irib.ir

Malgré l'annonce de la trêve au Yémen, l'armée saoudienne a pris différentes régions yéménites, pour cible de ses attaques aérienne et d'artillerie.

Selon la chaîne Al-Masirah, les attaques de l'artillerie de l'armée saoudienne de samedi après-midi ont infligé des pertes et des dégâts aux civils yéménites. Les chasseurs saoudiens ont repris le bombardement de la région d'Al-Qomach dans la province de Saada, tandis que le bombardement des régions frontalières de la province de Hajjah se poursuit encore, ajoute la chaîne Al-Masirah. La chaîne Al-Alam aussi a rapporté que les Saoudiens avaient frappé par missiles et roquettes les régions frontalières dans la province yéménite de Hajjah.

Dans le même temps, certaines sources disent que les forces yéménites se sont affrontées aux terroristes d'Al-Qaïda et aux éléments du parti Al-Islah dans la région d'Al-Hassab de Taz. L'Arabie saoudite a intensifié les attaques contre le Yémen, alors que l'ONU a annoncé un cessez-le-feu humanitaire depuis vendredi dernier jusqu'à la fin du mois de ramadan, pour le secours et l'aide humanitaire. french.irib.ir 12.07

3- Palestine occupée

- Cisjordanie : 800 oliviers arrachés par les sionistes - french.irib.ir

En Cisjordanie, les colons sionistes continuent de se livrer à des actes de vandalisme. Les colons sionistes ont arraché quelque 800 oliviers, qui se trouvaient, dans la cité de Deir Estia, près de Salfite, au Nord de Cisjordanie. Les maisons et les biens des Palestiniens sont, régulièrement, attaqués par les colons sionistes, dans différentes régions de la Cisjordanie. french.irib.ir 12.07

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h. On a ajouté 22 articles.

Le fichier des causeries de juillet a été créé pour ceux qui veulent lire celles du début du mois. J'ai corrigé une erreur dans le fichier de juin.

Un grand merci aux ramassis d'opportunistes, de révisionnistes, de sectaires ou dogmatiques hystériques qui sévissent dans le mouvement ouvrier et qui nous ont conduit à la situation actuelle. Cette terrible défaite du peuple grec est à mettre au compte du POI, NPA, LO et leurs satellites, toutes tendances ou courants confondus pour qu'il n'y ait ni jalousie ni méprise, plus qu'au FdG dont on est censé connaître la nature réactionnaire.

On n'est ni surpris ni dégoûté par la capitulation annoncée de Tsipras, on se pose seulement de sérieuses questions sur la capacité des exploités à se doter d'une nouvelle direction digne de ce nom. Tous les partis ouvriers (et leurs satellites) qui existent aujourd'hui en France sont corrompus par le capital, il n'y a rien à en attendre, pour croire le contraire après en avoir fait la démonstration pendant plus d'un demi-siècle, il faut être un furieux opportuniste ou avoir abandonné l'objectif du combat politique du mouvement ouvrier, le combat pour le socialisme.

La médiocrité de pensée de nos intellectuels à notre époque à de quoi laisser pantois, y compris ceux de ces partis ouvriers.

Rien à ajouter.

[Comment Mélenchon et le Front de gauche font le lit du Front national.](#)

C'est leur victoire et une terrible défaite pour les prolétariats grec et européen.

- Wall Street finit en nette hausse, rassurée par la Grèce avant les résultats - AFP

- Les marchés terminent en hausse après l'accord sur la Grèce - Reuters

- La Bourse de Paris commence la semaine avec le sourire - AFP

Tout est dit ici : "Alexis Tsipras faisait campagne contre les mesures d'austérité. Aujourd'hui, il doit les faire accepter. Cruel scénario" selon l'envoyé spécial de France 2 à Athènes. Francetv info 13.07

Et comme dans ce cas de figure les imposteurs ne peuvent assumer les faits qui les trahissent, il leur faut trouver un bouc émissaire vers lequel détourner l'attention ou se livrer à des tours de prestidigitation généralement maladroits et révélateurs de leur véritable nature peu enviable pour tenter de retourner la situation en leur faveur et berner leur auditoire.

Jean-Luc Mélenchon en a fait sa ligne de conduite abjecte, en laissant à Marine Le Pen le soin ou l'avantage de rétablir les faits et d'en tirer profit, et il ne pouvait pas en être autrement puisque l'histriion du régime ne peut que se réfugier dans un déni de la réalité pour finalement apparaître comme un faussaire ou un ignoble falsificateur, ce qui permettra au passage aux éditorialistes à la solde du régime de procéder à un amalgame dont Mélenchon porte la responsabilité pour en être à l'origine de par son attitude.

Pour bien comprendre comment notre imposteur est pris à son propre piège, écoutons ce qu'à dit encore Marine Le Pen : - Il y aura "une facture pour les Français de 16 milliards d'euros d'endettement supplémentaire, pris dans la poche des contribuables français, jetés dans le feu de la dette", selon la dirigeante d'extrême droite. François Hollande "ment aux Français en laissant penser que cette opération sera indolore pour eux. Pouvons-nous nous permettre ce nouvel endettement ? Nous cumulons déjà 2 000 milliards d'euros de dette". Francetv info 13.07

Effectivement, puisque ce ne sont pas des banquiers qui vont être mis à contribution pour renflouer les banquiers grecs et l'économie de la Grèce, cela signifie que ce sera aux travailleurs de casquer à leur place, comme toujours dans le passé.

Cela Mélenchon ne peut pas le dire contrairement à Le Pen. Pourquoi ? Parce qu'il est idéologiquement subordonné à l'euro et à l'UE tout en apparaissant sous un faux masque, tandis que la représentante de l'extrême droite n'a pas besoin de masque pour apparaître telle qu'elle est, elle assume être d'extrême droite et populiste si vous voulez, alors que Mélenchon ne peut pas assumer être finalement de droite ou son imposture permanente. Ils n'ont pas les mêmes rapports au régime, ceux de l'extrême droite sont moins complexes et lui offrent plus de souplesse.

Chacun de leur côté incarne la crise du régime auquel ils sont inféodés et volent à son secours en partageant jusqu'à un certain point les mêmes analyses, leur divergence portant uniquement sur les moyens à mettre en oeuvre pour le sauver qui remonte à leurs origines distinctes, Mélenchon provenant du mouvement ouvrier qu'il a trahi, Le Pen de la grande bourgeoisie.

- Jean-Luc Mélenchon. Le député européen du Front de gauche soutient toujours Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, mais il

s'en prend à Angela Merkel : "On voit se dessiner un nouveau visage de l'Europe, fait de brutalité et d'omnipotence du gouvernement allemand. Le gouvernement allemand est le problème de l'Europe".

Marine Le Pen, elle, considère que cet accord aggrave la situation de la Grèce et tacle l'euro. "La réalité, c'est que les Grecs passent à l'abattoir. Ce troisième plan ne vise pas à aider les Grecs mais bien plutôt à aider les banques, une nouvelle fois, et à maintenir quoi qu'il en coûte l'euro", estime la présidente du Front national. francetvinfo.fr 13.07

C'est malheureux ou triste à dire, mais c'est madame Le Pen qui dit la vérité et non Mélenchon qui la camoufle tout en lui laissant ainsi un boulevard, du coup les travailleurs critiques envers l'euro et l'UE et qui prendront connaissance de leurs discours, se reconnaîtront davantage dans le FN que dans le PG qui verse dans la xénophobie ou adopte une position propre à l'extrême droite.

C'est ainsi que Mélenchon est responsable de la confusion des genres ou tend la perche aux adeptes d'amalgames pourris en tous genres entre la gauche ou l'extrême gauche et l'extrême droite.

Le PG et le PCF peuvent vociférer autant qu'ils veulent, ils ne pourront pas face à la multitude de déclarations relayant la capitulation ou la trahison de Tsypras et Syriza faire en sorte qu'elles ne parviennent pas aux oreilles des travailleurs et qu'ils en tirent toutes les conséquences politiques en se détournant de cette coalition hétéroclite corrompue au sens politique du terme qu'est le Front de gauche.

- Grèce: Mélenchon critique un accord arraché "un revolver sur la tempe" - AFP

- Grèce : « Alexis Tsipras a négocié le pistolet sur la tempe » selon le sénateur PCF Eric Bocquet - Public Sénat

Après l'accord obtenu à Bruxelles sur la Grèce, le sénateur PCF du Nord, Eric Bocquet, estime que le premier ministre grec « n'avait pas d'autre choix dans l'urgence ». Il estime cependant que cet accord « dur » met Alexis Tsipras « en difficulté ». « L'Europe est complètement en lambeau » après cette crise, estime le sénateur communiste. Public Sénat 13.07

A retenir.

Il n'existait pas pas "d'autre choix" pour qui entendait se soumettre ou capituler face à la troïka, d'où la nécessité absolue de rompre avec la troïka.

Vous aurez remarqué que Bocquet se lamente sur le sort de l'Europe "en lambeau", l'UE en fait, mais il n'a pas un mot pour les travailleurs grecs. Qui représente-t-il au juste ? Vous avez là la réponse qui vaut pour Mélenchon.

[La partie était truquée et les différents protagonistes en avaient parfaitement conscience](#)

- Sommet européen : une fumée blanche, mais âcre - latribune.fr

L'accord entre la Grèce et ses créanciers signe l'échec de la stratégie d'Alexis Tsipras. Il permet à l'Allemagne de renforcer son statut de leader européen, et à la France de gagner du temps.

La Grèce reste dans la zone euro. C'est le principal enseignement de l'accord trouvé par les chefs d'Etat de la zone euro la nuit dernière. Il restera à en voir l'application, le diable se trouvant dans les détails. En attendant, si la fumée blanche tant espérée réjouit nombre d'Européens, elle a cependant un goût âcre.

Tabou brisé

Pour la première fois, le tabou de la sortie d'un membre de la zone euro a été brisé. Surtout, l'Allemagne, par la voix de Wolfgang Schäuble, son ministre des Finances, soutenue par plusieurs pays du nord et de l'est de l'Europe, n'a jamais aussi clairement affirmé sa vision : la réussite de la construction européenne implique le respect des règles sous peine d'être expulsé du cercle.

On peut ne pas partager la vision « ordolibérale » de Wolfgang Schäuble mais c'est celle qui désormais domine au sein de la zone euro. Pour ses défenseurs, elle serait le meilleur garant pour le Vieux Continent pour affronter l'implacable compétition imposée par la mondialisation.

Menace à peine voilée à l'égard de la France

Et si la Grèce reste dans le cercle, la menace est à peine voilée à l'égard de l'Italie et de la France, régulièrement critiquées pour

leur incapacité à tenir leurs budgets et à mettre en application les réformes structurelles exigées par Bruxelles.

On est donc bien loin de l'image radieuse et béate d'une Union européenne stable et solidaire. La crise est passée par là. Celle de 2007, et celle de 2010. L'UE est désormais une association de pays membres où chacun agit en adoptant une approche propre en termes de coûts et bénéfiques, en essayant de tirer le meilleur aux dépens des autres. Rien de nouveau, c'était déjà la position de l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher : « I want my money back . » Mais le Royaume-Uni n'était pas et n'est toujours pas dans la zone euro.

Un jeu dur

Un jeu dur, mais désormais clair, dans lequel l'Allemagne a imposé sa logique. Dans ces conditions, les rapports de forces sont exacerbés, et ceux qui sont en position de faiblesse en paient un prix élevé.

Alexis Tsipras est donc le grand perdant de ce week-end. Lui qui s'est fait élire pour mettre fin à l'austérité est revenu ce lundi avec un accord qui met davantage son pays sous tutelle, avec un programme de réformes et de mesures encore plus sévère que celui qu'il a refusé de signer auparavant. Mais avec un système bancaire exsangue, et une partie de la population qui sombre encore davantage dans la pauvreté, il n'avait pas véritablement le choix.

Syriza risque de se diviser

Ce choix, il aurait pourtant pu l'avoir, s'il avait eu dans sa manche le joker d'une sortie de la Grèce de la zone euro, comme le préconisait son ex-ministre des Finances, Yanis Varoufakis, et le soutenait une partie du peuple grec en votant « non » au référendum. Mais on ne brise pas un tabou si facilement, et il aurait fallu s'y préparer. La position d'Alexis Tsipras apparaît désormais des plus fragiles, entre son parti qui risque de se diviser, et une opposition qui a l'occasion, avec le soutien de Bruxelles et de Berlin, de revenir dans le jeu.

La peur de la hausse des taux français

Quant à François Hollande, il peut se targuer d'avoir été la cheville ouvrière de l'accord en prétendant rapprocher les positions de l'Allemagne et de la Grèce, ou plutôt en faisant accepter les positions de la première par la seconde. Mais au delà du succès politique, cet accord a une vertu plus « concrète » pour le président de la république : elle épargne à la France quelques turbulences sur les marchés financiers que n'auraient pas manqué d'entraîner un « grexit » et qui se serait traduit immanquablement par une hausse des taux d'emprunt (et son fameux « spread » avec le taux allemand) pour la France.

Surtout, dans une zone euro plus « intégrée », Paris aurait, à coup sûr, dû encore accélérer le rythme des « réformes » pour mériter sa place dans un club de plus en plus « exclusif. » Dans un contexte économique toujours difficile, la France avait absolument besoin que la Grèce reste dans la zone euro, même à un prix élevé. Finalement, cet accord s'inscrit dans la philosophie des accords précédents : gagner du temps... latribune.fr 13.07

- Ce qu'exige l'Eurogroupe, des abandons de souveraineté aux dates de soldes - Le Huffington Post

[Quelques réactions de travailleurs, syndicats et partis grecs opposés à l'accord conclu entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec.](#)

- A Athènes, l'amertume générale règne chez les partisans du "non" Ariane Nicolas - Francetv info

- "Cet accord, c'est la catastrophe ! La Grèce est humiliée. Nous sommes humiliés."

- "Tout ça pour ça... Alexis Tsipras avait fait beaucoup de promesses avant son élection, pour garantir moins d'austérité. Il ne les a pas tenues, il doit démissionner."

- Parent de trois enfants, "tous au chômage", ce couple plutôt aisé, habitué à voter à droite, est prêt à tenter une sortie de la zone euro "pour en finir avec l'étranglement financier". "Ce que l'Allemagne a fait, c'est inqualifiable. La Grèce n'a plus rien à faire dans la zone euro".

- Alexandros, ingénieur à la retraite, estime comme elle que le retour à la drachme est souhaitable, "vue la situation actuelle". "Les gens ont déjà faim. Je préfère qu'ils aient faim sans dépendre de l'Allemagne, plutôt qu'ils aient faim avec l'Allemagne au pouvoir dans leur propre pays."

- "Ils ne nous laisseront même pas notre caleçon. On est tous conscients qu'ils ont coincé Tsipras, ils lui ont mis la pression. Cet accord est contraire à ce que Tsipras avait promis. Ces mesures détruisent nos îles, le tourisme, l'agriculture et

l'économie maritime", déplore un jeune homme.

- "Non, je ne suis pas soulagée. On est toujours au bord du précipice. C'était une chance pour nous de ne plus être soumis à l'Europe", confie-t-elle.

- Chez les partisans du "non", l'amertume semble générale. Comment pourrait-il en être autrement ? Les concessions faites par Alexis Tsipras à Bruxelles correspondent peu ou prou aux exigences rejetées par 61,3% des votants lors du référendum du 5 juillet.

Les concessions faites par Alexis Tsipras à Bruxelles correspondent peu ou prou aux exigences rejetées par 61,3% des votants lors du référendum du 5 juillet. Au sein du parti Syriza, pourtant sorti renforcé après la consultation nationale, c'est l'abattement. "Tsipras a validé les propositions de Jean-Claude Juncker. Je ne vais pas mentir, c'est un échec pour nous", déplore Angeliki, coordinatrice de Syriza dans le quartier populaire d'Alimou, dans le sud de la capitale.

Rétrospectivement, ces millions de voix qui sont allées au "non" révèlent leur aspect disparate, voire leur incohérence. Daphné tente de résumer cette difficulté dans une pirouette verbale : "On était à 100% contre le 'oui', on n'était pas à 100% pour le 'non'." francetvinfo.fr 13.07

- S'ils ne vont pas tous jusqu'à établir des parallèles douteux (notamment avec le régime nazi) de nombreux internautes se sont indignés samedi soir, le 12 juillet, face aux exigences du plan présenté par l'Eurogroupe, dont Berlin est désigné comme le principal initiateur. Des dizaines de milliers de messages avec le hashtag (mot-clé) #ThisIsACoup ("c'est un coup d'Etat") ont ainsi fleuri sur Twitter pour voler au secours de la Grèce.

Parmi cette vague de messages, la position de l'Allemagne est tour à tour assimilée à du terrorisme, à du néo-colonialisme ou à une humiliation de la Grèce: - Djihadisme : Une attaque terroriste revendiquée par l'UE et l'eurogroupe est en train de faire 11 millions de victimes. ; - Quand l'UE décide d'exiger l'abandon de la souveraineté d'un de ses propres membres ; - Humilier un peuple en lui imposant des mesures aussi brutales cela porte un nom : Diktat. ; - Ce n'est pas un sommet européen ! C'est une nuit des longs couteaux, pour une vente à la découpe de la Grèce. huffingtonpost.fr 13.07

- Grèce : les fonctionnaires appelés à une grève de 24 heures, mercredi - francetvinfo.fr

Le syndicat des fonctionnaires grecs a appelé, lundi 13 juillet, à une grève de 24 heures, mercredi, jour probable du vote au Parlement de nouvelles mesures de rigueur décidées en échange d'un nouveau prêt sur trois ans à la Grèce.

"Nous appelons à une grève de 24 heures, lors du vote de l'accord antipopulaire, et à des manifestations à 19 heures sur la place Syntagma", à Athènes, indique le syndicat Adedy. Le syndicat des collectivités locales Poe-Ota a également appelé à une grève de 24 heures mercredi. francetvinfo.fr 13.07

Alexis Tsipras peut compter sur le soutien de la Nouvelle Démocratie, du Pasok et ses satellites.

Alexis Tsipras va désormais devoir convaincre son parlement.

Le Premier ministre grec va aussi devoir convaincre la population qui avait majoritairement voté contre l'austérité.

"Il paie ses dizaines de milliards d'euros très chers", observe le journaliste François Lenglet qui explique que la Grèce sera désormais gérée par les Européens. "Ils vont même y faire voter des lois !", ajoute-t-il.

Dans le couple franco-allemand, pas de perdant. "Chacun des deux a préservé son tabou : pour la France, c'était l'intégrité de la zone euro - la Grèce n'est pas sortie -. L'Allemagne refusait absolument que la dette grecque soit effacée; elle ne sera que réaménagée", rappelle-t-il. francetvinfo.fr 13.07

- Les "Grecs indépendants" ne soutiennent pas le plan d'aide - Reuters

Le petit partenaire de la coalition au pouvoir en Grèce, Anel (Grecs indépendants), a déclaré lundi soir qu'il ne pouvait pas soutenir les termes du troisième plan d'aide à Athènes, mais a laissé entendre qu'il resterait au gouvernement dirigé par Alexis Tsipras.

"L'accord parle de 50 milliards d'euros de garanties concernant les biens publics, de modifications de lois comportant la confiscation d'habitations (...) Nous ne pouvons pas accepter cela", a déclaré Panos Kammenos, chef de file d'Anel et également ministre de la Défense.

Alexis Tsipras s'était tourné vers la petite formation souverainiste en janvier pour former son gouvernement, Syriza, son parti de gauche anti-austérité n'ayant pas à lui seul la majorité absolue au parlement.

En vertu des termes de l'accord, les députés grecs devront se prononcer d'ici mercredi sur une série de réformes, notamment la hausse de la TVA et la réforme des retraites. Reuters 13.07

Révélation. Varoufakis a été limogé.

- Varoufakis s'explique sur son départ surprise - 20minutes.fr

L'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, a révélé, dans un entretien publié lundi, avoir démissionné après avoir été mis en minorité, le soir du référendum, sur sa ligne dure prévue face à la BCE après la fermeture des banques grecques.

L'économiste au fort tempérament, qui assurait avant le référendum qu'il démissionnerait en cas de victoire du oui, avait assez inexplicablement démissionné au lendemain de la victoire à 61,1 % du non, le 5 juillet. Officiellement, il avait jeté l'éponge parce que les créanciers ne l'aimaient pas et que le Premier ministre Alexis Tsipras jugeait son départ « utile » pour un accord.

La défaite de la ligne dure

Mais dans un entretien au magazine britannique New Statesman, réalisé juste avant l'accord de lundi matin pour négocier une nouvelle aide à l'économie grecque, il révèle avoir en fait perdu à quatre contre deux lors d'une réunion de cabinet après la victoire du non, au cours de laquelle il prônait une ligne dure.

Les banques grecques sont fermées depuis le 29 juin, pour éviter une hémorragie de l'épargne, alors que la Banque centrale européenne a cessé d'ajuster le plafond de son aide d'urgence à ces établissements. Varoufakis, persuadé d'avance que cette situation « voulue par la BCE pour sceller un accord » allait se produire, avait prévu « un triptyque » d'actions pour y répondre : « émettre des IOUs » (phonétiquement « I owe you », « je vous dois », des reconnaissances de dettes en euros) ; « appliquer une décote sur les obligations grecques » détenues par la BCE depuis 2012, pour réduire d'autant la dette, et « prendre le contrôle de la Banque de Grèce des mains de la BCE ».

Cela laissait, selon lui, entrevoir une possible sortie de la Grèce de l'euro mais avec la certitude, explique-t-il, qu'il n'y avait de toute façon aucun moyen légal de la pousser dehors. Le tout pour faire peur et obtenir un meilleur accord des créanciers, selon lui. Il a émis cette suggestion plusieurs fois entre le 29 juin et la victoire du non. « Mais ce soir-là, regrette-t-il, le gouvernement a décidé que la volonté du peuple, ce "non" retentissant, ne devait pas être le déclencheur de cette approche énergique (...) au contraire cela allait mener à des concessions majeures à l'autre camp ». 20minutes.fr 13.07

Dans les coulisses de cette pseudo-négociation.

- Grèce : l'ancien ministre Yanis Varoufakis dévoile les secrets des négociations - francetvinfo.fr

Une semaine après avoir annoncé sa démission du gouvernement d'Alexis Tsipras, l'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, lève le voile sur les derniers mois de négociations européennes, dans un article publié, lundi 13 juillet, par le magazine britannique New Statesman (en anglais). Selon ses propos enregistrés jeudi 9 juillet, l'Eurogroupe est "complètement" contrôlé par l'Allemagne.

Selon Yanis Varoufakis, un accord portant sur "trois ou quatre réformes" aurait pu être conclu avec les créanciers dès l'arrivée de Syriza au pouvoir, en janvier. Mais les créanciers "voulaient parler de tout", c'est-à-dire "de rien". L'ancien ministre estime que les créanciers ont fait miroiter un compromis à la Grèce, en retardant l'échéance. "Ils rejetaient nos propositions, mais ne proposaient rien de leur côté", affirme-t-il.

En fin de compte, les créanciers ont émis des propositions "intenable, totalement non-viables et toxiques", "le genre de propositions que vous faites à l'autre camp lorsque vous ne voulez pas d'un accord". La conclusion de l'économiste est lapidaire : "Nous avons été piégés."

"Un refus clair d'engager des discussions économiques"

Yanis Varoufakis ne se remet pas du manque d'ouverture de ses homologues de l'Eurogroupe. "Il y avait un refus clair d'engager des discussions économiques, dénonce-t-il. Vous mettez en avant un argument sur lequel vous avez vraiment travaillé, qui est cohérent, et vous avez juste droit à des regards vides. C'est comme si vous n'aviez rien dit. Vous auriez chanté l'hymne national suédois, vous auriez eu la même réponse."

L'Allemagne à la baguette, la France seule résistante

Lors des réunions des ministres des Finances de la zone euro, un homme "contrôle complètement" les débats, selon Yanis Varoufakis : "le ministre des Finances de l'Allemagne", Wolfgang Schäuble. "C'est comme un orchestre très bien huilé dont il serait le chef."

L'ancien ministre grec indique qu'un seul pupitre sonne faux : celui de Michel Sapin. "Seul le ministre français émettait des sons qui étaient différents de la ligne allemande, et ces sons étaient très subtils, se souvient-il. On sentait qu'il devait utiliser un vocabulaire très judicieux pour ne pas avoir l'air de s'opposer." Et à la fin, c'est l'Allemagne qui gagnait, forcément ? Oui, "le ministre français cédait toujours".

Des "ennemis" inattendus

Dans le huis clos des sessions de l'Eurogroupe, la Grèce n'a pas reçu le soutien de gouvernements de pays comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou l'Irlande, pourtant eux aussi très endettés. Bien au contraire, ils étaient "ses ennemis les plus énergiques", assure Yanis Varoufakis. "Si nous avions réussi à négocier un meilleur accord, cela les aurait anéantis politiquement : ils auraient eu à expliquer à leurs citoyens pourquoi ils n'avaient pas négocié comme nous." francetvinfo. fr 13.07

A retenir.

- La mystification de la "résistance" de la France face à l'Allemagne (Grèce : François Hollande revendique sa victoire - Francetv info 13.07) : Oui, "le ministre français cédait toujours".

- Aucun Etat n'a soutenu la Grèce.

[Le contenu de l'accord](#)

- Grèce: le contenu de l'accord - AFP

En voici les principaux points:

AVANT TOUTE CHOSE

"Vu le besoin de rétablir la confiance", considérée comme rompue par le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras, la Grèce doit "légiférer sans délai".

D'ici mercredi, elle doit "rationnaliser le système de TVA et élargir sa base pour augmenter ses revenus", "améliorer la soutenabilité du système de retraites", "assurer l'indépendance de l'institut statistique ELSTAT", "mettre en place une Autorité fiscale indépendante et un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de ratage des objectifs budgétaires".

Ces mesures sont impératives pour commencer à discuter d'un plan d'aide.

En sus, d'ici le 22 juillet, la Grèce doit "adopter un code de procédure civile" et transposer en droit grec une directive sur le renflouement des banques.

REFORMES

Outre ces préalables, le gouvernement grec doit "sérieusement renforcer ses propositions de réformes" s'il veut obtenir un accord.

Les créanciers exigent "un ambitieux programme de réformes des retraites", "des réformes plus importantes du marché intérieur", notamment dans les domaines des soldes, des pharmacies, des boulangeries, de l'ouverture du commerce le dimanche...

Ils veulent aussi la privatisation du réseau de transport électrique (ADMIE).

Ils exigent une "modernisation" et un "examen rigoureux" du marché du travail afin d'"aligner les politiques de l'emploi sur les standards internationaux et européens".

Enfin, les créanciers veulent un "renforcement du secteur financier".

GESTION DES PRIVATISATIONS

Le gouvernement doit aussi "mettre en oeuvre un programme de privatisation plus développé", à travers la création d'un fonds ad hoc qui a fait l'objet d'âpres négociations.

"Les actifs grecs de valeur seront transférés à un Fonds indépendant qui les monnétisera par des privatisations ou d'autres moyens".

Ce Fonds devra générer 50 milliards d'euros, dont 50% serviront à recapitaliser les banques grecques au bord de l'asphyxie financière. 12,5 milliards serviront au désendettement et 12,5 milliards pour des investissements.

Ce Fonds sera basé en Grèce et sera géré par les autorités grecques sous la "supervision" des autorités européennes.

FONCTION PUBLIQUE

La Grèce devra "moderniser (...) l'administration grecque" et notamment la "dépolitiser" à travers un programme spécifique. La Grèce doit présenter ses projets sur ce point d'ici lundi prochain.

LE RETOUR DES INSTITUTIONS

La Grèce doit "normaliser les relations avec les Institutions (Commission, BCE, FMI, ndlr), y compris lors du travail sur le terrain à Athènes". Ces institutions sont honnies par le gouvernement Syriza et ses sympathisants.

De plus, elles auront un droit de regard sur certains projets de lois ou de référendum.

ANNULATION DE CERTAINES MESURES DE TSIPRAS

La Grèce devra revoir certaines des mesures adoptées par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui sont contraires aux engagements des précédents gouvernements grecs.

82 A 86 MILLIARDS

L'ensemble de ce troisième programme pourrait représenter de 82 à 86 milliards d'euros. Les Institutions sont invitées à voir comment elles pourraient réduire l'enveloppe des financements.

GERER L'URGENCE

Les chefs d'Etat et de gouvernement demandent à l'Eurogroupe de trouver une solution transitoire pour permettre à la Grèce de faire face à ses besoins urgents de financements (12 milliards d'euros d'ici mi-août) et pour lui permettre de payer ce qu'elle doit, notamment au FMI.

BANQUES

Les créanciers estiment qu'il faut prévoir de 10 à 25 milliards d'euros pour les banques, en cas de recapitalisation ou de liquidation.

DETTE

"L'Eurogroupe est prêt à évaluer, si nécessaire, des mesures additionnelles (allongement des délais de grâce et des maturités)", seulement si la Grèce a respecté ses engagements.

FMI

Le FMI continuera d'être associé au programme grec, y compris au delà de l'échéance de mars 2016, date à laquelle il devait s'achever. AFP 13.07

[Tsipras a vendu le sort du peuple grec à l'oligarchie financière](#)

- "L'accord équivaut à une mise sous tutelle du pays" - francetvinfo.fr

François Lenglet, éditorialiste à France 2 et spécialiste des questions économiques, décrypte cet accord.

Comment interpréter cet accord ? "En réalité, la Grèce a accepté cette nuit une mise sous tutelle financière, administrative et

politique. C'est un transfert de souveraineté sans précédent qui a été obtenu d'Athènes, en contrepartie de son maintien dans l'euro."

Quels espoirs de croissance pour la Grèce ? "On ne comprend pas comment l'économie peut repartir avec des mesures d'économies aussi violentes, et alors que le potentiel du pays a été anéanti par cinq ans de crise. Il semble qu'avec cet accord, on a gagné du temps, mais qu'on n'a pas réglé la crise grecque durablement."

Bientôt de nouveaux plans d'aide ? "C'est très probable qu'il faille un quatrième, et peut-être un cinquième plan, car l'euro est une monnaie trop forte pour l'économie grecque. Conserver la Grèce dans l'euro, c'est donc admettre la nécessité de transferts financiers réguliers, quand bien même les Grecs auraient fait tous les efforts souhaitables pour remettre en ordre leurs comptes." francetvinfo.fr 13.07

- « La Grèce est mise sous tutelle mais ce n'est pas du tout une humiliation » selon le sénateur LR Jean Bizet - Public Sénat

- La Grèce paye son accord au prix fort (et il ne règle rien sur le fond) - Le Huffington Post

"Ils ont crucifié Tsipras", lâche un ponte de la zone euro au Financial Times en quittant le Sommet européen. Après un week end passé aux enfers, le premier ministre grec n'est pas sûr de ressusciter à son retour en Grèce.

Suite à la conclusion d'un pré-accord ce lundi, Alexis Tsipras doit désormais convaincre son Parlement d'enregistrer une foule de réformes majeures avant mercredi. En lieu et place des cris de soulagement des dirigeants européens à Bruxelles, il s'expose à des critiques virulentes à Athènes.

Le syndicat grec des fonctionnaires, Adedy, a d'ores et déjà appelé à une grève de 24 heures mercredi, jour probable du vote de cet "accord anti-populaire" au Parlement. Il s'agit de la première grève depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza en janvier.

Crucifixion, humiliation, capitulation... A juste titre, la "victoire" d'Alexis Tsipras est décrite en Grèce dans des termes peu flatteurs : Manolis Glezos, MEP Syriza, ancien résistant : "La fumée blanche de l'Eurogroupe venait des cendres de la Grèce."

La Grèce s'est privée de tout moyen de revenir en arrière en acceptant d'importants abandons de souveraineté.

L'accord est très clair: "Le gouvernement [grec] devra consulter et s'accorder avec les institutions [la troïka] sur tout projet de loi dans les domaines concernés, dans un délai adéquat avec de la soumettre à la consultation publique ou au Parlement."

Hausse des taxes d'un côté, baisse des revenus de l'autre, la Grèce se dirige droit vers une nouvelle dépression économique. "Ce sont des mesures qui renforceront sans aucun doute la récession", a admis Alexis Tsipras ce matin. C'est pourtant ce qui était reproché aux précédents plans d'aide. Depuis 2010, le PIB grec a perdu 20%. "On repart sur le même problème de solvabilité", prévient Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque.

Alexis Tsipras a bien obtenu des compensations. Mais là encore, les remèdes n'en sont pas vraiment. Le plan d'aide de 86 milliards d'euros? Il lui permettra d'honorer ses créanciers, mais fera grimper sa dette publique à plus de 400 milliards d'euros, soit 225% du PIB. Et ce chiffre augmentera à mesure que le PIB baissera...

Quant aux 50 milliards de recette issues des privatisations (aéroports régionaux, ports du Pirée et de Thessalonique...), le montant laisse perplexe. "Depuis 2011, elles ont rapporté un peu moins de 6 milliards. Je ne vois pas où ils vont les trouver", reconnaît Christopher Dembik, de Saxo Banque. La question est pourtant cruciale puisque la moitié des revenus doit être allouée à la recapitalisation des banques grecques.

Selon The Economist Intelligence Unit, la probabilité d'un Grexit est toujours de 60% avant 2019. "Il n'y a aucune garantie que la région n'en soit pas au même point dans six mois", détaille son analyse. huffingtonpost.fr 13.07

Et les farouches réactionnaires en rajoutent ou se félicitent, ils ont de quoi !

- Manuel Valls, premier ministre: " Accord ! Moment historique. La Grèce, c'est l'Europe. La France a joué son rôle jusqu'au bout !" AFP

- Le Parti socialiste, "La France par la voix du président de la République a joué un rôle central avec sagesse et détermination. Le peuple grec n'est pas au bout de ses souffrances mais il a maintenant un avenir. Et cet avenir est en Europe. L'Europe a su rester fiable tout en étant solidaire. Cela appelle d'autres avancées dans la construction européenne. Le Parti socialiste, qui remercie les socialistes européens pour leurs prises de position, au final communes, entend jouer tout son rôle pour que l'Europe fasse un nouveau pas politique vers plus de coordination et d'harmonisation" (communiqué) AFP

- Accord Eurogroupe-Grèce : un "moment historique" pour Bruno Le Roux (PS) - Francetv info

- Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat: "Cet accord était dans l'intérêt de la Grèce et de l'Europe, donc de la France. (...) Le compromis trouvé est un signe important de solidité de l'Europe, aucun pays n'est abandonné. (...) Je suis fier que la France ait contribué à aboutir à cette grande conclusion, qui doit donner un nouvel élan au projet européen" (communiqué)"

- Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts: "on a un accord et quel que soit son contenu, il faut saluer cet accord qui permet d'échapper au pire. AFP

- Europe : "Une défense commune serait une arme puissante" - LePoint.fr

Le député PS Nicolas Bays crée une association parlementaire pour promouvoir l'Europe de la défense et un Buy European Act. LePoint.fr 13.07

- Interrogé par l'AFP, le patron des députés Les Républicains Christian Jacob se félicite lui aussi que "l'accord (se soit) fait aux conditions très strictes de l'Allemagne et d'une grande partie des pays de l'UE". M. Jacob compte plaider mercredi, lors de la réunion de groupe des députés LR pour adopter une position vis-à-vis du vote annoncé par M. Hollande à l'Assemblée, en faveur de cet accord, qui va "dans le bon sens". AFP

- "Nous nous félicitons qu'un accord ait pu être trouvé (...), conforme à ce que Les Républicains souhaitaient", a salué Eric Woerth (Les Républicains)

- Yves Jégo, député de la Seine-et-Marne (UDI) : "Le Grecsin est infiniment préférable au Grexit Il faut maintenant d'urgence un véritable Gouvernement économique de la zone Euro". AFP

- Consigny : la Grèce est l'avenir de la France - LePoint.fr

- HL - Pourquoi il fallait - et il faut toujours - sauver la Grèce - LePoint.fr

Et la palme du cynisme revient à qui de droit.

- Hollande salue le «courage» de Tsípras - Liberation.fr

ACTUALITE EN TITRES

Des tueurs.

- Terrorisme : de nouvelles armes plus puissantes pour la police du quotidien LeFigaro.fr

Les pistolets-mitrailleurs Beretta dont sont dotées les patrouilles vont être remplacés d'ici la mi-2016 par 4000 nouvelles carabines 9 mm et 4000 autres modèles de calibre 5.56 mm qui ont la particularité de traverser des gilets pare-balles

CZ tchèque, Glock autrichien, Heckler & Koch allemand ou encore Colt américain: au total, une dizaine de fournisseurs potentiels ont été identifiés, pour des tarifs allant de 1500 à 4000 euros l'unité. LeFigaro.fr 13.07

Après avoir manipulé leurs agents ou les avoir poussés à passer à l'action, il ne leur reste plus qu'une seule option pour les empêcher de parler : Les liquider ! Il existe plusieurs méthodes et tout un arsenal pour neutraliser des "terroristes", entre leur tirer dans les jambes ou les bras, les gazer, etc. si l'Etat décide de ne pas y recourir et préfère les tuer, c'est qu'il a forcément quelque chose d'inavouables à cacher à la population directement ou en lien avec l'activité de ces "terroristes".

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan: 33 morts dans l'attentat de dimanche - AFP

- De nouveaux raids de la coalition font 21 morts au Yémen - Reuters

- Une roquette fait quatre morts et 15 blessés à Benghazi en Libye - Reuters
- Cameroun : au moins 11 morts dans un double attentat-suicide - Libération.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Washington ne supporte plus la liberté de ton de la presse russe.

- Moscou dénonce le gel du compte à Londres d'une agence de presse officielle russe - AFP

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le gel du compte bancaire de l'agence de presse officielle russe Rossia Segodnia à la banque Barclay's de Londres, en demandant aux autorités britanniques d'"éclaircir d'urgence la situation".

"L'agence n'a reçu aucun préavis (...) et n'a pas été informée de ce qu'il est advenu des moyens financiers qui se trouvaient sur ce compte" gelé le 8 juillet 2015, a indiqué le ministère dans un communiqué, en liant cet incident aux sanctions occidentales visant le directeur de l'agence Dmitri Kisselev, connu pour ses positions antiméricaines.

"Cette situation entrave les activités de la plus grande agence de presse russe sur le territoire britannique", a souligné le ministère.

"La partie russe a demandé aux autorités britanniques d'éclaircir d'urgence la situation concernant le gel du compte de l'agence Rossia Segodnia", a-t-il ajouté.

Présentateur controversé pour ses diatribes souvent incendiaires et farouche pourfendeur des valeurs occidentales, Dmitri Kisselev est visé depuis l'année dernière par des sanctions de l'Union européenne pour sa "propagande soutenant le déploiement des forces russes en Ukraine".

L'Union européenne, tout comme Washington, a adopté une série de sanctions contre la Russie après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée en mars 2014, et en raison de son soutien présumé aux séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine.

Les personnes visées par les sanctions sont interdites d'entrée sur le territoire de l'UE et leurs actifs dans les pays membres doivent être gelés.

Pour sa part, M. Kisselev a accusé lundi les autorités britanniques de "censure" et d'"entrave directe au travail des journalistes".

"De quelle liberté de la presse et de démocratie peut-il s'agir si dans ce pays on ne laisse pas travailler l'une des plus grandes agences de presse mondiales?", s'est-il insurgé dans un communiqué.

Rossia Segodnia englobe notamment l'agence de presse publique Ria Novosti et le service international multimédia Sputnik, créé en 2014 avec l'objectif de lutter contre "la propagande agressive" de l'Occident et de fournir une "interprétation alternative" des événements dans le monde. AFP 13.07

Quand les fascistes terrorisent la population ukrainienne avec le soutien de Kiev.

- Ukraine : des scènes de guerre dans l'Ouest illustrent la faiblesse du gouvernement - AFP

Tirs au lance-grenades, voitures de police calcinées, ultranationalistes armés repliés dans les montagnes : les scènes de guerre qui ont touché une petite ville ukrainienne près de la frontière avec l'UE affaiblissent les autorités pro-occidentales de Kiev, déjà confrontées à un sanglant conflit dans l'Est.

Le président Petro Porochenko a demandé aux forces de l'ordre de désarmer "les groupes armés illégaux" qui "déstabilisent la situation à 1.000 km du front de l'Est" au cours d'une réunion de son "cabinet de guerre" convoquée deux jours après une fusillade meurtrière entre les forces de l'ordre et des militants lourdement armés du mouvement ultranationaliste Pravy Sektor (Secteur Droit) à Moukatchevé, à 50 km des frontières slovaque et hongroise.

Cette crise, qui a choqué l'opinion publique en Ukraine, est loin d'être réglée.

Sur le terrain, les soldats du ministère de l'Intérieur traquaient à bord de blindés les ultranationalistes qui se sont retranchés dans les montagnes avec leurs armes de guerre et refusent de se rendre, faisant fi de l'ordre présidentiel, a constaté un photographe de l'AFP sur place.

Plusieurs manifestations antigouvernementales et en soutien à Pravy Sektor ont été organisées dimanche dans plusieurs grandes villes d'Ukraine, avec la menace ouverte de bloquer les routes afin d'empêcher l'arrivée de renforts de police à Moukatchevé.

Du "chantage", estime l'analyste politique indépendant Volodymyr Fessenko, qui juge néanmoins les membres de cette puissante organisation paramilitaire "capables de déclencher un conflit armé à l'intérieur du pays".

- 'État extrêmement faible' -

"Nous avons un État extrêmement faible, dont le fonctionnement peut être entravé par une quinzaine de personnes", confie à l'AFP sous couvert de l'anonymat un haut responsable ukrainien chargé des questions de sécurité.

Si un banal conflit lié au trafic illégal de cigarettes entre deux personnalités politiques régionales pourrait avoir été à l'origine de la fusillade, celle-ci est révélatrice des problèmes auxquels est confrontée l'Ukraine.

"Les affrontements à Moukatchevé témoignent d'une crise systémique : réformes inexistantes, corruption omniprésente et flux d'armes incontrôlé", souligne Anatoli Oktyssiouk, analyste du centre des études politiques à Kiev.

Le recours à des armes de guerre aux portes de l'UE pour régler un conflit de cette nature semble aussi constituer un mauvais présage pour un rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne et l'introduction d'un régime sans visas, déjà à maintes reprises repoussée.

S'y ajoute le problème du retour à la vie civile des volontaires qui combattent depuis plus de quinze mois aux côtés des troupes ukrainiennes contre les séparatistes prorusses, dans un conflit qui a fait plus de 6.500 morts.

"Il y a actuellement en Ukraine beaucoup d'hommes armés qui se considèrent comme des héros et tentent de prendre le pouvoir avec leurs fusils", estime la source chargée des questions sécuritaires.

Pravy Sektor, qui revendique 10.000 militants et plusieurs centaines de combattants dans l'Est, est l'unique formation paramilitaire ukrainienne qui ne soit intégrée ni au ministère de l'Intérieur, ni à celui de la Défense.

Leur chef, Dmytro Iaroch, a été élu député en octobre puis nommé en avril conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes dans une tentative des autorités d'intégrer ses milices.

Il s'est rendu à Moukatchevé et a affirmé lundi "oeuvrer avec les services de sécurité ukrainiens à stabiliser la situation".

- Un mouvement 'incontrôlable' -

Pravy Sektor revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens qui ont combattu pendant un temps aux côtés des nazis contre "l'occupation soviétique" pendant la Deuxième guerre mondiale, ce qui lui vaut d'être qualifié de "fasciste" par les médias publics russes et les habitants des régions prorusses de l'est de l'Ukraine.

Le mouvement avait acquis une grande popularité auprès des manifestants sur le Maïdan à Kiev en radicalisant la contestation qui s'est soldée au bout de trois mois par un bain de sang et a entraîné la chute du régime prorusse de Viktor Ianoukovitch.

Aujourd'hui, "Pravy Sektor est devenu pratiquement incontrôlable. Si le conflit n'est pas réglé de façon diplomatique, il y aura des risques pour le pouvoir à Kiev avec des conséquences imprévisibles", estime l'expert Anatoli Oktyssiouk.

Ces derniers événements rappellent un autre bras de fer qui a eu lieu en mars entre le président Porochenko et Igor Kolomoïski, oligarque aux méthodes douteuses qui avait néanmoins réussi à stopper en tant que gouverneur les élans séparatistes de la région de Dnipropetrovsk, frontalière de la zone des troubles dans l'est, en finançant des bataillons de volontaires.

Il avait été limogé après une opération de type paramilitaire qui avait vu des hommes armés apparemment liés au milliardaire pénétrer dans les locaux de groupes publics pétroliers à Kiev dont il revendiquait le contrôle. AFP 13.07

A retenir.

Le conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes Dmytro Iaroch est toujours en fonction, il faut donc en conclure que Porochenko couvre les exactions commises par la milice fasciste Pravy Sektor. Ajoutons, avec la bénédiction de Washington, Bruxelles et Paris qui soutiennent le régime néonazi de Kiev.

Et dire qu'il y en a qui en attendaient des merveilles pour les Grecs. Eh oui ! il faut faire le parallèle sinon on sera incapable d'apprécier la situation à sa juste valeur ou telle qu'elle existe... Des dirigeants d'un gouvernement ou d'une institution ne peuvent pas à la fois soutenir un régime fasciste et les revendications sociales d'un peuple, il faut être cohérent et sérieux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Assad ne tombra plus ...(Cheikh Naïm Qassem) - french.irib.ir

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, évoquant la poursuite de la lutte contre les terroristes, a estimé que la Syrie avait surmonté la phase dangereuse et que sa chute n'était plus possible.

" Notre première priorité, c'est de combattre Israël; les groupes takfiris ne sont qu'un des nombreux instruments d'Israël et notre lutte contre les takfiris fait partie intégrante de notre plan pour affronter le régime israélien", a souligné Cheikh Qassem. " Quand nous luttons en Syrie, nous soutenons en effet la Résistance au Liban et les éléments de la Résistance qui sont à nos côtés, tout cela signifie à vrai dire la lutte contre Israël", a-t-il encore indiqué.

Le sous-secrétaire général du Hezbollah a fait remarquer que les terroristes étaient aujourd'hui pris en piège dans les hauteurs d'Ersal et la région de Zabadani à Rif-Damas; qu'ils y étaient coincés. " Nous sommes arrivés à une phase où les terroristes sont paralysés et c'est une phase extrêmement importante", a-t-il ponctué. french.irib.ir 13.07

1.2- Syrie : 200 daechistes tués à Raqqa - french.irib.ir

L'attaque de haute précision des chasseurs-bombardiers de l'armée syrienne contre les positions des terroristes takfiris de Daech dans la province de Raqqa, s'est soldée par la mort de 200 d'entre eux.

Après avoir été informée des réunions et des agissements des forces du groupe takfiri Daech dans la province de Raqqa au Nord-est du pays, l'armée de l'Air syrienne a lancé plusieurs raids aériens précis, couronnés de succès contre leurs positions.

D'importants éléments terroristes, accompagnés de leurs trois adjoints, tous d'origine saoudienne, figuraient parmi les morts.

Selon une autre dépêche, les forces de l'armée syrienne ont repoussé une vaste attaque des groupes terroristes sur la colline Al-Cheikh Khattab dans la banlieue d'Idlib. Selon la chaîne Al-Mayadeen, les forces de l'armée syrienne et de la Résistance libanaise ont pris le contrôle du quartier Al-Zalah, au Sud d'Al-Zabadani. Selon Al-Mayadeen l'armée syrienne et les comités populaires ont dominé les hauteurs d'Al-Maqalee et des montagnes donnant sur le Sud du triangle de Tadmor. french.irib.ir 13.07

2- Irak

- Erbil appelé à respecter l'accord pétrolier avec Bagdad - french.irib.ir

Le porte-parole du bureau de Premier ministre irakien a demandé que la région du Kurdistan irakien respecte l'accord pétrolier Erbil-Bagdad.

Saad al-Hadisi, porte-parole du bureau du Premier ministre irakien, a déclaré dimanche à l'agence de presse Al-Maalouma, que la région du Kurdistan irakien devrait éviter de prendre des décisions unilatérales sans consulter ses partenaires politiques.

Saad al-Hadisi a ajouté que la région du Kurdistan irakien n'avait pas livré à la compagnie nationale de pétrole d'Irak le brut qui est destiné à être exporté et qui, selon l'accord et la loi du budget irakien, est estimé à 550.000 barils par jour. Le Kurdistan irakien doit livrer sa part de production de brut déterminée, au gouvernement central pour l'exportation, tout en recevant sa part de 17% du budget. En juin dernier, la région du Kurdistan irakien a livré au gouvernement central, 150.000 barils par jour, alors que

selon l'accord pétrolier, elle doit livrer 550.000 barils par jour.

Selon Heysam al-Jobouri, membre de la commission des finances au Parlement, le Kurdistan irakien vend tous les jours des centaines de barils de brut illégalement aux parties étrangères. La crise pétrolière entre Erbil et Bagdad a toujours été un défi pour eux. Ce défi a créé alors une crise politique dans le pays. La démarche arbitraire de la région du Kurdistan irakien qui vend le brut sans en verser les revenus au Trésor du gouvernement central, est à l'origine d'une double souveraineté en Irak où certaines parties exploitent la situation pour assurer leurs intérêts personnels. Cette attitude de la région du Kurdistan irakien a aussi affecté l'économie du pays. Plus de 90% du budget irakien dépend des revenus pétroliers et tout désordre dans les exportations du brut, pourrait engendrer des problèmes pour le développement du pays. Le 2 décembre 2014, Erbil et Bagdad ont signé un accord pour régler la crise pétrolière. Tous les Irakiens espéraient ainsi que le conflit politique s'achèverait et que l'interaction remplacerait la divergence qui portait atteinte à l'unité et l'intégrité territoriale. Les ennemis aussi auraient tenté de profiter de ce conflit. L'Irak devra aujourd'hui relever des défis sur les scènes politique, sécuritaire et même économique. Par conséquent, l'unité et la solidarité nationale sont des éléments principaux pour que les Irakiens l'emportent sur le terrorisme de Daech ainsi que sur la crise économique due à la guerre et à la baisse du prix du brut. french.irib.ir 13.07

3- Canada

- L'implication du Canada, dans le renversement de l'ancien gouvernement ukrainien, révélée. - french.irib.ir

Le gouvernement du Canada et l'ambassade de ce pays, à Kiev, ont joué un rôle important, dans le changement de gouvernement, en Ukraine, et sont accusés d'avoir aidé les opposants, au cours des violences de 2014.

Selon la chaîne d'information CBS, des informations, récemment, publiées, montrent que, pendant les jours menant à la chute du gouvernement de Viktor Ianoukovitch, en Ukraine, l'ambassadeur du Canada, à Kiev, a servi de base aux opposants anti-gouvernementaux.

Selon ce rapport, certains alliés européens du Canada, en confirmant cette information, ont annoncé que l'ambassade canadienne, à Kiev, avait autorisé les protestataires à se rendre, dans la résidence diplomatique, et à diriger, librement, l'opération contre le gouvernement d'alors, en Ukraine. En d'autres termes, le Canada aurait joué un rôle actif, dans le changement de régime, en Ukraine.

Bob Fuller, ancien diplomate canadien et conseiller des trois précédents Premiers ministres, au Canada, a critiqué la politique étrangère de Stephen Harper, avertissant que le gouvernement Harper s'était livré à un jeu dangereux, exposant le Canada au risque d'une confrontation avec une Russie dotée d'armes nucléaires. french.irib.ir 13.07

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juillet 2015

CAUSERIE

Un mouvement politique éclectique, une coalition de partis hétéroclites, de courants ou tendances poursuivant des objectifs différents ou diamétralement opposés recourent à la même méthode que l'idéologie néolibérale conduisant à la dilution de la pensée, à son appauvrissement, à sa paralysie, sa fossilisation...

Mais qu'est-ce qu'on peut lire comme conneries sur le Net, c'est effarant !

Lu dans le blog de Philippe Marlière (<http://blogs.mediapart.fr/blog/philippe-marliere>) à propos de l'ex-ministre des Finances grecs limogé par Tsipras, Yanis Varoufakis.

- "*Yanis Varoufakis s'est révélé un opposant tenace aux coups de force de la Troïka*", tu parles, il s'est débiné et il a attendu que l'affaire soit bouclée entre l'Eurogroupe et Tsipras pour l'ouvrir ! "*Cependant, Varoufakis ne va pas devenir un opposant de Tsipras*", encore heureux il ne manquerait plus que cela ! Car Varoufakis en sait des choses, même qu'il ferait preuve d'une perspicacité impressionnante, jugez plutôt :

- "*Si la Grèce n'est pas expulsée de la zone euro, Varoufakis sait que le gouvernement va devoir faire des concessions importantes pour tenter d'arracher l'essentiel : la restructuration de la dette, condition sine qua non pour sortir le pays de l'endettement et de l'austérité ad vitam aeternam*", alors que ces "*concessions importantes*" vont conduire au contraire à une augmentation de la dette grecque et se traduire par l'austérité à vie pour le peuple grec, je ne fais que répéter ici les

propos extraits d'un rapport du FMI qui pour une fois s'en est tenu aux faits (lire la causerie d'hier).

Le gouvernement grec à "*arracher l'essentiel*"... en oeuvrant pour les banquiers, uniquement pour ces prédateurs, bravo, mission accomplie ! J'ai failli écrire mandat respecté, puis je me suis ravisé après m'être demandé si Philippe Marlière savait exactement quel mandat Tsipras avait l'intention d'appliquer, certainement pas celui que lui avait donné le peuple grec.

Mais bon, que vaut le point de vue d'un pauvre type (autodidacte) paumé au fin fond de l'Inde à côté d'un intellectuel au cursus qui impressionnera les faibles d'esprit ? De la merde, si, si, osons le dire puisque nos lecteurs les mieux intentionnés le pensaient si fort que je l'ai entendu. J'ai passé le stade de me faire la moindre illusion, cela aide en politique je vous assure, à condition toutefois de n'avoir aucune ambition personnelle, là c'est plus rare à trouver !

Qui est Philippe Marlière ?

Philippe Marlière est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Institut universitaire européen de Florence. Depuis 1994, il est professeur de sciences politiques à l'University College de Londres.

Après vingt ans passés au Parti socialiste (PS), il décide en 2009 de rejoindre le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Il indique que le référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne et le ralliement de la direction du PS au camp du « oui » a motivé son choix de quitter ce parti. Il quitte le NPA deux ans plus tard.

Fondateur en juin 2014 avec Liêm Hoang-Ngoc du « club des Socialistes affligés », qui cherche à regrouper des socialistes opposés à la politique menée par François Hollande et ses gouvernements, il rejoint en février 2015 le mouvement Ensemble, membre du Front de gauche et regroupant différentes traditions dont des courants issus du NPA. (wikipedia.org)

Décidément on ne se refait pas !

Cela dit c'est bien rémunéré, "*ses recherches actuelles portent sur le Front de gauche*" (wikipedia.org), passionnant, comme quoi il n'y a pas que les banquiers et les actionnaires qui gagnent bien leur vie à ne rien faire ou à nous la pourrir.

Des intellectuels de ce type, il y en a des centaines qui sévissent sur le Net et qui ont juré la perte du mouvement ouvrier. Retenez que Mediapart en est un creuset presque inépuisable, vous savez ce média alternatif, indépendant, patati patata. On y reviendra demain.

[La mystification de Hollande et des médias aux ordres démasquée.](#)

L'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis :

- Quand "Doc Schaüble" s'agitait, "le ministre français des finances finissait toujours par plier et se taire". [lexpress.fr 14.07](#)

Ou encore, relevé par un internaute :

- "Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord."

[Pour qui gouvernent Tsipras et le gouvernement grec ?](#)

Tsipras fait preuve de courage selon Laurent (PCF), mais il manque singulièrement de volonté !

On vient d'apprendre que l'Etat grec avait remboursé mardi 148 millions d'euros à des créanciers privés japonais qui s'enrichissent sur le dos du peuple grec, mais il n'a pas trouvé les moyens de couper court aux restrictions financières imposées à la population en maintenant les banques fermées... à défaut de les avoir nationalisées.

[La réaction néolibérale pavoise et elle a de quoi.](#)

- Dette grecque : "Il y a deux façons de conquérir une nation et de la réduire en esclavage. Une façon est par l'épée, l'autre est par la dette" - [Atlantico.fr](#)

- Grèce: le triomphe absolu de la vieille «Tina» - [Slate.fr](#)

«Ce n'est pas la pensée, c'est la réalité qui est unique», a lâché, un jour de grande inspiration, Alain Minc. L'essayiste prolifique

qui conseille les puissants voit certainement dans les derniers développements de la crise grecque la preuve flagrante de la profondeur de son jugement.

Margaret Thatcher l'avait elle-même bien dit et répété dès les années quatre-vingt:

«There is no alternative» (TINA).

Il n'existe pas d'alternative sérieuse au capitalisme mondialisé, au néolibéralisme et aux dures disciplines qu'il impose.

La capitulation après la victoire

Le gouvernement de gauche radicale grec conduit par Alexis Tsipras prétendait mener une politique sortant des clous de l'austérité imposée par l'endettement massif de son pays et par les règles européennes. Il a finalement capitulé piteusement quelques jours seulement après avoir cherché à forcer le destin en s'assurant d'un vaste soutien populaire.

Les 61% de «non» des électeurs grecs au plan des créanciers européens n'auront servi à rien face à l'inflexibilité de l'Allemagne et de ses alliés. Joueur de poker aventureux muni de cartes désastreuses, Tsipras a bel et bien été contraint d'accepter des mesures pires que celles qu'il avait refusé avant cette consultation démocratique.

Yannis Varoufakis, le ministre grec des Finances qui avait démissionné au lendemain du référendum faute de pouvoir convaincre Tsipras de maintenir une orientation ferme au risque de sortir de l'euro, n'a pas de mots assez durs pour critiquer l'accord arraché au matin du 13 juillet.

La quasi-mise sous tutelle de la Grèce par ses créancier lui fait parler d'une «nouvelle forme d'occupation postmoderne». Varoufakis souligne «l'humiliation» de parlementaires grecs contraints de voter dans la précipitation des lois contraires à leurs engagements électoraux. Et il prédit sombrement que l'austérité aggravée qui résultera de ce plan «renforcera l'extrême droite» dans son pays.

Une leçon pour pas mal de monde

Preuve est désormais magistralement administrée que la zone euro ne peut tolérer une politique différente de celle que les tenants de la stabilité monétaire exigent. L'extrême dureté du gouvernement allemand tient sans doute également à la volonté d'en faire à leçon, de manière très politique, à beaucoup de monde.

L'échec cuisant de Syriza douche bien des espoirs en Europe

L'échec cuisant de Syriza douche bien des espoirs en Europe. En Espagne, le mouvement Podemos, qui s'était déclaré solidaire du pouvoir grec, en sera immanquablement affaibli dans son projet de réorienter les choix économiques et sociaux de son pays. La gauche de la gauche, en France, voit s'éteindre une petite lumière qui ravivait ses espoirs.

La leçon, à un autre niveau, vaut sans doute même pour le pouvoir français. «A la différence des Allemands, nos dirigeants n'ont jamais vraiment compris ou voulu comprendre que l'union économique et monétaire impliquait des politiques de compétitivité productive et de rigueur budgétaire», regrette l'éditorialiste libéral de L'Opinion, Rémi Godeau. En la matière, on n'en fait jamais assez.

Un drame pour le projet européen

Les partisans de la forme actuelle de construction européenne auraient toutefois grand tort de se réjouir de la mise au pas grecque. La «zone euro» a, lors de cette crise, pris la forme d'une camisole de force neutralisant brutalement la volonté populaire. L'assimilation entre l'euro et l'austérité pour de nombreux pays est plus aveuglante que jamais.

La puissance allemande impose sa logique dans l'Europe d'aujourd'hui

Le jeu conciliateur de la France ne peut masquer la prédominance de l'Allemagne. Ce sont bel et bien ses intérêts et ses conceptions, partagées il est vrai par beaucoup d'autres pays de l'Union, qui ont prévalu. La puissance allemande impose sa logique dans l'Europe d'aujourd'hui. Son dessein est moins enthousiasmant et plus disciplinaire qu'il ne l'a jamais été. L'économiste américain Paul Krugman affirme même que cette crise est en train de «tuer le projet européen».

François Hollande, expert en réconciliateur formel des contraires, se félicite d'avoir tout de même pu éviter le «Grexit», brandi comme une menace par Angela Merkel. Encore faudrait-il être certain de la viabilité de l'accord du 13 juillet. Celui-ci sera très difficile à digérer par la majorité qui soutenait le gouvernement Tsipras à Athènes. D'ores et déjà, les «Grecs indépendants» (alliés de la

droite souverainiste) ont fait part de leur rejet de ce nouveau plan auquel devrait également s'opposer une part non négligeable des parlementaires de Syriza.

Tsipras risque d'être contraint de recomposer en catastrophe ses soutiens à la Vouli en étant désormais soutenu par l'opposition de droite. Jusqu'à quand restera-t-il lui-même à la tête d'un gouvernement sans majorité cohérente? De vives protestations sont prévisibles en Grèce. Ces soubresauts, qui peuvent prendre une forme violente, entraveront-ils l'adoption des mesures très contraignantes imposées aux Grecs?

De nouvelles tergiversations de la part d'Athènes donneraient des arguments à ceux qui n'ont pas abandonné l'idée de se délester de ce qu'ils considèrent comme le fardeau grec. Après la phase de soulagement, ce mauvais accord, qui n'évoque que très vaguement le rééchelonnement de l'insoutenable dette grecque, pourrait se transformer en bombe à retardement. slate.fr 14.07

A retenir : "Il n'existe pas d'alternative sérieuse au capitalisme mondialisé, au néolibéralisme et aux dures disciplines qu'il impose", autre que le socialisme, l'avènement d'une République sociale rompant avec l'euro, la troïka, le capital et l'ensemble de ses institutions à l'issue du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées.

Il est certain qu'il n'existe pas d'alternatives au capitalisme en demeurant soumis à sa dictature, d'où la nécessité de le renverser ou de l'abolir. Tous ceux qui prétendent le contraire sont des charlatans, des aventuriers, des traîtres, des agents du capital.

Et il n'est pas dit que cette République sociale prise dans l'étau du "capitalisme mondialisé", financiarisé serait plus juste ou précis, en arrive à abolir la monnaie pour le briser net, présentant l'avantage d'interdire tout retour en arrière...

Parole d'internautes

1- *"Passage en force de mesures rejetées massivement par les citoyens, mise sous tutelle d'un pays souverain, la démocratie est bel et bien en train de disparaître en UE."*

Elle est officiellement morte en 1992 avec le traité de Maastricht, ou n'a jamais réellement existé que pour la minorité de parasites qui détiennent le pouvoir si vous vous en tenez à sa définition.

2- *"Alexis Tsipras a inventé un nouveau genre politique : organiser un référendum pour bien s'assurer qu'une majorité de votants est contre les réformes que l'on va quand même lui imposer une semaine après."*

Jamais, au grand jamais, les grands médias complices n'ont demandé avant l'élection comment ils pourraient concilier ainsi leur programme avec le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), dont l'article 121 pose le principe que c'est à la Commission européenne de fixer les « Grandes Orientations de Politique Economique » de chaque État membre."

Attention, on va vous accuser de faire dans la théorie du complot ! Vous n'imaginiez tout de même pas que les médias aux ordres allaient vous révéler le pot aux roses.

3- *"L'économie et les travailleurs grecs n'ont jamais vu le bénéfice de l'endettement de leur pays ! Après la crise financière de 2008, le gouvernement en place a décidé, comme en France, de venir au secours de ses banquiers. Les grandes banques et les fonds de spéculation mondiaux se sont alors jetés sur les obligations grecques à forte rentabilité. Et les plans d'austérité contre le peuple et les travailleurs grecs se sont succédé."*

Puis la BCE est venue racheter leurs obligations « pourries » grecques aux mêmes gros banquiers. Ce faisant, elle a transformé une dette "toxique" envers des financiers privés en une dette publique envers les millions de contribuables de la zone €... que personne a averti et auxquels on a rien demandé !

C'est ça la "dictature des marchés" que Mme Merkel et MM Hollande, Draghi, Mme Lagarde...veulent faire respecter !"

Votre argumentation est juste mais incomplète. Reste à savoir pourquoi ils agissent de la sorte, crise du capitalisme oblige qui conduit l'aristocratie financière a passé à la vitesse supérieure pour concentrer le capital entre ses mains et détenir le pouvoir politique, sans partage évidemment, sinon à quoi cela servirait-il ?

Les Etats doivent leur céder leur pouvoir politique, et les capitalistes doivent admettre que pour conserver leurs privilèges menacés par la crise du capitalisme ils doivent se placer sous l'égide de la finance et adopter son système économique mafieux, quitte à perdre leurs indépendances déjà relatives ou disparaître s'ils résistent ou s'y opposent. Ainsi va la stratégie du nouvel ordre mondial...

4- *"Marrant comme Tsipras devient un dirigeant "responsable", "crédible", un "capitaine" ... depuis qu'il a avalé la pilule."*

A moins que l'AFP fasse de l'humour ? Capitaine de pédalo le Tsipras ?"

Ils ne sont plus à cela près depuis longtemps !

5- "1°) Syriza était bel et bien un leurre.

... dès l'accession au pouvoir d'Alexis Tsipras le 26 janvier dernier, le gouvernement Syriza « d'ultra-gauche » s'est révélé n'avoir été qu'un leurre, médiatisé et mis en place par le système pour détourner le peuple grec de la seule solution libératrice possible : la sortie de l'UE et de l'euro.

Le leurre Tsipras, qui avait tenté d'être élu à la présidence de la Commission européenne en octobre 2014, avait toujours dit qu'il resterait dans l'Union européenne et dans l'euro. Il a tenu parole et seuls les naïfs ou les complices peuvent en être surpris.

Ce faux opposant a obéi comme prévu à l'oligarchie euro-atlantiste qui l'avait porté au pouvoir en le médiatisant à outrance, même si cela se fait au détriment des intérêts les plus fondamentaux de la Grèce et au risque de voir s'aggraver encore drastiquement la situation catastrophique dans laquelle se débat le peuple grec.

2°) *L'accord a été imposé par les États-Unis, malgré de nombreux gouvernements européens hostiles*

Certains médias français complaisants ont présenté François Hollande comme le « sauveur de l'euro », qui aurait imposé ses vues conciliatrices à la très rigide Angela Merkel.

Cette analyse est risible. Dans cette affaire comme dans toutes les autres, le pauvre François Hollande n'a été qu'une marionnette, qui ne pèse qu'une plume.

Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord.

Les partis de gauche du sud de l'Europe, qui continuent de soutenir Syriza, se servent de l'Allemagne comme de bouc émissaire pour mieux cacher deux éléments bien plus décisifs qu'ils se refusent d'exposer à leurs électeurs :

- le rôle de Washington dans la prétendue « construction européenne »*
- et l'impossibilité technique d'avoir une monnaie identique pour 19 économies différentes."*

L'impossibilité tout court d'appliquer une autre politique sans rompre avec le capitalisme, ce qui signifierait se retrouver harcelé de toutes parts, asphyxié de tous les côtés jusqu'à rendre gorge... à moins rendu à ce stade fatidique d'abolir la monnaie.

[Abolition des institutions nationales grecques ! Au diable le parlementarisme bourgeois !](#)

- M. Tsipras doit pouvoir compter sur le soutien des voix des partis de l'opposition, essentiellement le Pasok (sociaux-démocrates), la Nouvelle Démocratie (conservateurs) et Potami (centre-gauche). francetvinfo.fr 14.07

On comprend pourquoi au cours des six derniers mois derniers Tsipras ne s'est pas attaqué à la Constitution et aux institutions grecques, parce qu'elles lui convenaient et il comptait se fondre dedans pour gouverner pour le compte du capital comme ses prédécesseurs du Pasok.

Cette Constitution et les institutions ont été créées par le capital pour servir ses intérêts que représentent les partis qui devaient être amenés à gouverner, aucun parti combattant pour leur abolition n'étant destiné à accéder au pouvoir dans ce cadre qui n'a pas été prévu à cet effet puisque les règles du jeu institutionnel édictées leur seraient toujours défavorables.

Un accord qui sera adopté grâce aux partis de la réaction.

Pour certains des partisans d'Alexis Tsipras, l'accord arraché au terme d'une nuit de négociations lundi matin constitue une trahison de la volonté populaire exprimée dans les urnes le 5 juillet, quand 61% des Grecs ont dit "non" à l'austérité.

Toutefois le gouvernement, comme l'avaient exigé lundi les autres États membres de la zone euro, s'est plié aux demandes de ces derniers en soumettant mardi en début de soirée au Parlement un premier projet de loi, portant notamment sur la TVA et l'introduction d'une règle d'or budgétaire.

"Cet accord va passer avec les voix de l'opposition, pas avec celles du peuple", a prévenu le ministre de l'Energie Panagiotis Lafazanis, un des plus à gauche du parti Syriza, vent debout contre le texte.

De fait, Nouvelle Démocratie (conservateurs), Pasok (socialistes) et Potami (centre gauche) ont promis qu'ils voteraient la loi.

Vendredi, au moment du vote sur le principe des négociations, 17 députés Syriza sur 149 avaient fait faux bond à M. Tsipras, en votant non, s'abstenant ou étant absents. Et 15 autres avaient indiqué voter oui, mais avec l'idée de voter non au moment du vote des mesures proprement dites.

Sans qu'on puisse savoir ce qui s'était décidé au sein du parti dans la journée, M. Tsipras n'a pas paru particulièrement préoccupé en tout cas par les questions internes à Syriza.

"Il faut d'abord assurer le programme, et la stabilisation de l'économie, après on aura le temps de s'occuper des procédures du parti", a-t-il dit.

Au passage, il a salué son allié de droite souverainiste au sein de la coalition au pouvoir, Panos Kammenos, "resté à ses côtés".

Il a taclé en revanche l'ex-ministre des Finances Yanis Varoufakis, "un excellent économiste, mais pas forcément un bon politique".

Dans la nuit de lundi à mardi, la Grèce a une nouvelle fois échoué à honorer un paiement au FMI.

L'Etat grec a néanmoins réussi mardi à rembourser 148 millions d'euros à des créanciers privés au Japon. Une goutte d'eau par rapport à une dette totale de près de 312 milliards d'euros. Mais Athènes continue à honorer autant que possible sa dette privée, car un défaut au secteur privé peut entraîner des conséquences beaucoup plus graves qu'aux créanciers publics. Francetv info 14.07

[Un accord scélérat qui ne passe pas.](#)

- Grèce : un lendemain difficile pour Alexis Tsipras - Francetv info

Le Premier ministre grec doit convaincre son propre camp alors que beaucoup condamnent ce texte. "Ici à Athènes bruissent les plus folles rumeurs. Rumeur de démission du Premier ministre, rumeur de remaniement du gouvernement. Pour l'instant, rien de tout cela, mais une chose est certaine : Alexis Tsipras doit faire face à une fronde au sein de son propre parti", rapporte Clément Le Goff.

À l'aile gauche de Syriza, une quarantaine de députés ont déjà annoncé qu'ils se prononceront contre les nouvelles mesures demandées par les créanciers. Le texte devrait être adopté grâce à l'opposition. "On l'a appris en fin d'après-midi, mais Alexis Tsipras va envoyer un message à la nation ce soir à la télévision", souligne le journaliste de France 3. Un message attendu par le peuple grec puisqu'il ne s'est pas exprimé depuis son retour de Bruxelles. Francetv info 14.07

- Grèce: Varoufakis dénonce un "nouveau traité de Versailles" - L'Express.fr

L'ancien ministre grec des Finances, qui a démissionné il y a une semaine, exprime sa colère et son dépit sur son blog et dans des entretiens à plusieurs médias.

"Un nouveau traité de Versailles hante l'Europe". Yanis Varoufakis, qui avait déjà utilisé l'expression à l'occasion du premier "plan de sauvetage" de la Grèce en préparation au printemps de 2010, souligne-t-il sur son blog, ce mardi, que "si cette allégorie était alors pertinente, elle l'est plus encore aujourd'hui."

Dans le même billet, l'économiste estime qu'au regard de la façon dont les 28 ont traité le Premier ministre grec Alexis Tsipras, "jamais auparavant l'Union européenne n'avait pris une décision qui sape à ce point le projet d'intégration européenne."

"La déclaration du Sommet Euro d'hier matin n'a rien à voir avec l'économie, ni avec aucune préoccupation pour le type de programme de réforme à même d'aider la Grèce à sortir du bourbier où elle se trouve. C'est purement et simplement la manifestation d'une politique d'humiliation en action", ajoute l'ancien ministre des Finances d'Alexis Tsipras.

"L'annulation complète de la souveraineté nationale"

La déclaration des chefs d'Etat de la zone euro, lundi matin, "équivalait à l'annulation complète de la souveraineté nationale" grecque, dénonce Yanis Varoufakis. "les Européens, y compris ceux qui se fichent complètement de la Grèce, devraient en tirer

les leçons", ajoute-t-il. L'ancien ministre a utilisé les mêmes termes dans une interview à la radio ABC, où il met en garde contre la montée de l'extrême droite: "Syriza, a généré tant d'espoir en Grèce ... Si nous trahissons cette espérance et nous soumettons à cette nouvelle forme d'occupation postmoderne, je ne vois pas d'autre issue que le renforcement [des néonazis] d'Aube dorée. Ils hériteront du manteau de la campagne anti-austérité. C'est tragique."

- Accord de Bruxelles : les Grecs inquiets des privatisations annoncées - Francetv info Les employés de la Compagnie grecque d'électricité (CGE) sont inquiets. Si leur entreprise est encore détenue en majorité par l'État grec, cela ne saurait durer après l'accord trouvé lundi à Bruxelles. Un accord qui stipule qu'au moins une filiale de 3 500 salariés de la CGE devrait être vendue. Alexis Tsipras avait pourtant promis de geler toutes les velléités des créanciers de toucher au secteur de l'énergie.

Dès ce mercredi, ils manifesteront contre l'accord négocié à Bruxelles en général, et la privatisation de l'électricité en particulier. Francetv info 14.07

- Grèce : dans les îles, la hausse de la TVA ne passe pas - Francetv info

[Le panier de crabes de la pseudo-gauche à la manoeuvre.](#)

- Grèce : le Front de gauche se divise sur le vote au Parlement - Liberation.fr

L'accord sur la Grèce provoque des remous au sein du Front de gauche. Alors qu'un débat et un vote symbolique ont lieu mercredi à l'Assemblée nationale et au Sénat, les différentes composantes de la gauche radicale ne sont pas d'accord sur la position à adopter.

Dès lundi après-midi, dans un communiqué, le Parti de gauche (PG), qui n'a aucun député, a appelé les parlementaires à voter non.

Mais le Front de gauche ne parle pas d'une seule voix. Au Parlement, le Parti communiste penche, pour le moment, sur un vote favorable. Selon le porte-parole Olivier Dartigolles : «Tout ce qui peut aider et soutenir le gouvernement grec, nous allons le faire. Il faut être solidaire avec Tsipras.» Malgré un accord qu'il juge «mauvais», le patron des députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (qui rassemble surtout des députés communistes), André Chassaigne, s'est positionné en faveur du oui. «On évite le pire, on évite l'exclusion de la Grèce de la zone euro, on évite l'asphyxie financière. Il faut voir le point positif de cet accord», a-t-il déclaré, ce lundi sur LCI.

Mais sa collègue, la députée communiste Marie-Georges Buffet a annoncé lundi soir vouloir s'opposer au texte. Une position identique à celle de François Asensi qui a annoncé qu'il ne voterait pas l'accord conclu. Joint par Libération, le député-maire de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) «refuse de légitimer cet accord. Il asphyxie complètement le pays grec, l'humilie et pille ses ressources». liberation.fr 14.07

La veille Pierre Laurent (PCF) avait osé affirmer qu'en capitulant Tsipras avait fait preuve de "courage", on peine à imaginer quel destin aurait attendu le peuple grec s'il en avait manqué ! Laurent s'est laissé aller à parler de ce qu'il ne connaissait pas, car le courage est une qualité qui fait défaut au Front de gauche, sauf quand il s'agit de voler au secours du régime ou de l'UE auxquels ils tiennent tant.

Mélenchon a frappé encore plus fort en soutenant Tsipras mais pas l'accord qu'il a passé avec l'Eurogroupe et que Tsipras s'est engagé à appliquer à la lettre. (Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir - legrandsoir.info 13.07). Là il a dépassé le stade de l'imposture pour sombrer dans un délire dont lui seul a le secret. Quel charlatan !

- Martin Schulz plaide pour un "gouvernement européen" - AFP

Martin Schulz, dirigeant du SPD, est le président du Parlement européen.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Au détriment de tous les pays du Moyen-Orient, sauf Israël.](#)

- Accord nucléaire : un accord historique pour les États-Unis et l'Iran - Francetv info

[Ils sont loin d'être tirés d'affaire.](#)

- Zone euro: la production industrielle en baisse en mai - AFP

- La Chine évite un vrai krach boursier mais va en payer le prix - AFP

- Pétrole : la Banque d'Algérie tire la sonnette d'alarme - La Tribune

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Syrie : nouvelles victoires de l'armée et de la Résistance, à Zabadani - french.tribune.fr

En Syrie, l'armée et les combattants de la Résistance ont réussi à libérer un autre secteur de la ville de Zabadani, dans le Sud du pays.

Selon la chaîne Al-Alam, les combattants de la Résistance et les unités de l'armée syrienne ont pris le contrôle du quartier Al-Soltani, dans le Sud-Est de la ville de Zabadani, occupée par les terroristes. Un grand nombre de terroristes ont été tués, lors des opérations conjointes de l'armée syrienne et des combattants du Hezbollah libanais, à Zabadani. Les forces de l'armée syrienne ont commencé leur progression vers le quartier d'Az-Zahra, au Sud de la ville de Zabadani. french.tribune.fr 14.07

2- Les opérations singulières de l'armée syrienne, à Idlib - french.tribune.fr

Des sources syriennes ont fait part des opérations spéciales de l'armée syrienne contre les groupes terroristes, dans la banlieue d'Idlib, et de la mort de nombre de terroristes, dans la banlieue d'Alep et de Homs.

Les forces de l'armée syrienne ont lancé des opérations spéciales contre les repaires et positions des groupes terroristes de Jaïsh al-Fath, dans la banlieue d'Idlib.

Selon une source militaire, les opérations militaires étaient focalisées sur les repaires et des positions des terroristes du Front Al-Nosra et d'Ahrar al-Cham, dans les villages d'Om Jarin et de Qaraa al-Ghazal, dans la localité d'Abou al-Dhohour, dans la banlieue Est d'Idlib. Les terroristes en question jouissent du soutien financier de l'Arabie.

Lors de ces opérations, nombre de terroristes ont été tués ou blessés, tandis que leurs véhicules et équipements militaires étaient anéantis.

Hier, lors des opérations, menées par l'armée syrienne contre les repaires des terroristes takfiris, liés à Jaïsh al-Fath, dans différents endroits de la province d'Idlib, au moins, 36 d'entre eux ont été tués. french.tribune.fr 14.07

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 15h56.

On a ajouté 14 articles.

Le Front de gauche, c'est quoi ?

Un parti bourgeois de privilégiés pour les privilégiés, il est étranger au mouvement ouvrier, à lire plus loin : "*Syriza est le produit d'une classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée, « éduquée dans le postmodernisme »*"

Cela valait déjà hier et avant-hier pour le PS et ses satellites.

Quelques passages à retenir.

1- Dettes publiques : Au-delà de la mise en scène... - Liliane Helf-Khawam - legrandsoir.info 15.07

La réalité pure et dure est que les financiers privés et transnationaux ont pris le pouvoir politique. Ces financiers qu'hier il fallait soit-disant sauver de la faillite avec les maigres deniers publics et qui depuis ont fait exploser leurs indicateurs boursiers et leurs bonus. Ces financiers qui font ployer la Grèce, la France, l'Espagne et un bon nombre de pays sous les conséquences de leur sauvetage. Ces financiers qui sont partis poursuivre leurs malveillances ailleurs sur la planète et qui en ce moment-même font boire la très grosse tasse à l'Asie. Ces financiers insatiables qui en veulent toujours plus et qui ne sont limités par aucune règle morale ou éthique. Ces financiers qui confondent stratégie et gains, humanité et austérité, loyauté et trahison, justice et iniquité. Ce sont en réalité ces individus qui tirent les ficelles derrière les scènes médiatiques.

Ils ne s'exposent pas – encore – en direct. Ils utilisent des personnalités politiques qui peuvent être acceptées par l'inconscient collectif du peuple qu'ils honnissent.

Pourtant ce sont eux les boss. Leur dictature est déjà en place grâce à un circuit financier unique de très haute performance et qui passe au-dessus des Etats-Nations. La loi nationale est la leur. Aucun vote, référendum ou autre élection ne leur résistent. Il leur suffit de fermer le robinet et le pays est asphyxié.

(...)

Ces gigantesques dettes publiques sont l'assise qui a permis à certains acteurs de la finance transnationale de s'approprier le monde en le financiarisant.

En conclusion, la crise des peuples est le moteur de croissance de l'industrie financière transnationale. En réalité, une bonne partie des dettes publiques est en fait totalement illégitime et injustifiée. Le processus qui permet le siphonnage du peuple par la finance transnationale que parce que certaines élites ont trahi leur mission de représentants du peuple.

Les dettes publiques ne font qu'effondrer les Etats pour mieux instaurer un Etat transnational en mains exclusives des financiers privés. Qui veut pour ses enfants de cet avenir qui mène assurément à l'esclavage ? Quel est l'homme ou la femme d'Etat qui va aujourd'hui se lever et s'y opposer avec tous les risques que cela comporte ?

En tout cas pas Alexis Tsipras...

2- Contre un accord odieux et l'agression du peuple grec : Soutien total aux grèves de ce 15 juillet : Résistance ! - Le Front Syndical de Classe - legrandsoir.info 15.07

Pour rompre avec l'austérité, pour s'opposer aux contre-réformes, au démantèlement de tous les conquits sociaux issus du rapport des forces de la Libération il sera nécessaire de rompre avec l'Union européenne et sortir de l'euro.

3- Le problème de la Grèce n'est pas seulement une tragédie. C'est un mensonge - Arrêt sur info - Arrêt sur info 15.07

« Le parti anti-austérité remporte une victoire éclatante », déclarait le Guardian dans sa Une du 25 janvier. « Radicaux de gauche », voilà comment le journal qualifiait Tsipras et ses camarades étonnamment éduqués. Ils portaient des chemises à cols ouverts, le ministre des finances roulait sur une moto et était décrit comme « une rock star de l'économie ». C'était une façade. Ils n'étaient radicaux en aucun point de cette étiquette clichée, et n'étaient pas non plus « anti-austérité ».

(...)

Dans leurs voyages aux cours des puissantes Bruxelles et Berlin, Tsipras et Varoufakis ne se sont présentés ni comme radicaux, ni comme « gauchistes », ni même comme d'honnêtes sociaux-démocrates, mais comme deux arrivistes suppliants, avec leurs demandes et leurs plaidoyers. Sans sous-estimer l'hostilité qu'ils affrontaient, il est juste de dire qu'ils n'ont fait preuve d'aucun courage politique. Plus d'une fois, le peuple grec a entendu parler de leurs « plans d'austérité secrets » dans des fuites, dans les médias : comme dans une lettre en date du 30 juin publiée dans le Financial Times, dans laquelle Tsipras promettait aux dirigeants de l'UE, à la banque centrale européenne et au FMI, d'accepter leurs demandes élémentaires les plus vicieuses — qu'il a maintenant acceptées.

Lorsque l'électorat grec a voté « non », le 5 juillet, contre ce type même d'accord putride, Tsipras a déclaré « d'ici lundi

le gouvernement grec sera à la table des négociations après le référendum, avec de meilleures conditions pour le peuple grec ». Les Grecs n'avaient pas voté pour de « meilleures conditions ». Ils avaient voté pour la justice et la souveraineté, comme ils l'avaient fait le 25 janvier.

Au lendemain de l'élection de janvier, un gouvernement réellement démocratique et, oui, radical, aurait empêché le moindre euro de quitter le pays, aurait répudié la dette « illégale et odieuse » — comme l'a fait l'Argentine, avec succès — et aurait expédié un plan pour quitter l'écrasante Eurozone. Mais il n'y a pas eu de plan. Il n'y a eu qu'une volonté d'être « à la table » à la recherche de « meilleures conditions ».

La véritable nature de Syriza a rarement été examinée, et expliquée. Pour les médias étrangers il ne s'agit que d'un parti « gauchiste », ou « d'extrême gauche », « intransigent » — les termes trompeurs habituels. Certains des supporters internationaux de Syriza ont atteint, de temps à autre, des niveaux d'acclamations qui rappellent l'ascension de Barack Obama. Bien peu se sont demandés : qui sont ces radicaux ? En quoi croient-ils ?

(...)

Les leaders de Syriza sont des révolutionnaires d'un certain type — mais leur révolution est l'appropriation perverse et familière des mouvements sociaux-démocrates et parlementaires par des libéraux s'appêtant à accepter la folie néolibérale et l'ingénierie sociale dont le vrai visage est celui de Wolfgang Schauble, ministre des finances allemand, et bandit impérialiste. Comme le parti travailliste d'Angleterre et ses équivalents parmi les anciens partis sociaux-démocrates comme le parti travailliste d'Australie, se décrivant toujours comme « libéraux », voire « de gauche », Syriza est le produit d'une classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée, « éduquée dans le postmodernisme », comme l'écrit Alex Lantier.

Pour eux, la classe est l'innommable, et encore moins la lutte prolongée, peu importe la réalité des vies de la plupart des êtres humains. Les personnalités de Syriza sont très soignées ; ils ne mènent pas la résistance à laquelle aspirent les gens ordinaires, comme l'électorat grec l'a si bravement démontré, mais visent de « meilleures conditions » pour le statu quo véral qui enchaîne et punit les pauvres. Une fois associé à la politique identitaire et ses distractions insidieuses, la conséquence n'est pas la résistance, mais l'asservissement. La vie politique « Mainstream » (grand public) en Angleterre illustre bien cela.

Ceci n'est pas inévitable, ce n'est pas un fait accompli, si nous nous réveillons du long coma postmoderne et rejetons les mythes et les tromperies de ceux qui prétendent nous représenter, et si nous combattons.

La causerie du matin

Quel boulot !

Vous ne voulez toujours pas me soutenir financièrement ? Pouvez-vous m'adresser les coordonnées d'un ou d'autres portails équivalents, s'il vous plaît, je vous en supplie pour que je puisse enfin me reposer un peu ou faire mes travaux, fermer le mien si nécessaire, je ne plaisante pas ?

On ajoutera des articles plus tard dont le dernier rapport du FMI sur la Grèce.

Quelques réflexions politiques... l'air de rien.

1- Abolir la monnaie ou passer du règne de la nécessité à celui de la liberté sans passer par une étape transitoire, finira par s'imposer à tous les peuples soumis à la dictature implacable de l'oligarchie financière, celle-ci ne leur laissant pas d'autres alternatives, elle est en train de créer les conditions subjectives qui conduiront les peuples à adopter cet objectif.

2- Quand on lit les réactions de travailleurs grecs, on s'aperçoit que l'abandon de l'euro ne leur posait pas vraiment un problème contrairement à ce que s'acharnent à affirmer les médias notamment. On entend souvent dire ces derniers jours : "*si c'était à refaire, si c'était pour en arriver-là, pour être humiliés de la sorte, valait mieux encore sortir de la zone euro...*". En réalité, il suffisait de leur expliquer pour qu'ils en comprennent la nécessité, idem pour l'UE et la suite. Tâche que ne pouvait assumer un parti lié au capital, évidemment.

3- Les vieux dirigeants ou militants ont une petite santé qui les conduit à mettre de l'eau dans leur vin à tout propos, quand ils n'ont pas le cerveau ramoli et les neurones oxydés.

4- Les Américains ont transposé leur modèle basé sur l'endettement de l'Etat à l'ensemble des pays de l'UE et au-delà, après que le FMI et la Banque mondiale aient fait de même en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Notre conception matérialiste de l'histoire

- D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde.

La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré. Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées.

Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif. (Lettre d'Engels à Joseph Bloch du 21 septembre 1890)

Rien n'a changé.

... la presse quotidienne et le télégraphe qui répand ses inventions en un clin d'oeil dans tout le globe fabriquent plus de mythes en un jour qu'on ne pouvait en fabriquer autrefois en un siècle (et ces veaux de bourgeois les gobent et les diffusent). (Lettre de Marx à Kugelmann du 27 juillet 1871)

Rien n'a changé à part le volume des "mythes" issus de la propagande officielle relayée par les médias.

Qui a dit à propos de qui ?

"Ces ragamuffins [coquins] se composent, pour la moitié, ou pour les 2/3 de maquereaux et autres types de même acabit." (...) Ce sont des "blacklegs [escrocs]..."

Réponse : K. Marx à propos de la section française de l'Internationale, lettre à Kugelmann du 5 décembre 1868.

Et à partir de la IIe Internationale (SFIO) jusqu'à nos jours qui verront les sociaux-démocrates monter au créneau et participer au pouvoir pour sauver le régime capitaliste, les disciples de ces "maquereaux" et "escrocs" iront jusqu'à se prostituer eux-mêmes.

A propos du POI et ses satellites.

Cet article m'a été inspiré par celui publié par Vincent Prémey sur un blog de Mediaprt *Crise au POI, Parti ouvrier indépendant*

Syriza, ce type de parti était condamné dès sa création, nous n'avons cessé de le répéter à propos du PT puis du POI calqué sur la SFIO, précisant que ses dirigeants seraient amenés à privilégier son ou ses courants les plus droitiers s'ils n'étaient pas déjà majoritaires, et qu'à la première occasion ou au premier coup de canon il capitulerait ou se disloquerait.

Cette capitulation pourrait être le fait de sa direction, à moins que tous les courants ou toutes les tendances de ce parti capitulent pour sauver son appareil dans lequel ils sont impliqués au détriment de la cause qu'il prétendait représenter.

La crise qui a éclaté au sein du POI en est l'illustration également.

Son courant majoritaire trotskyste à force de reniements et de compromis avec les représentants du régime et les appareils pourris des syndicats, en est arrivé à perdre sa majorité au sein de ce parti au profit de réformistes bourgeois issus du PS ou de syndicalistes pour lesquels la défense de leurs statuts privilégiés de fonctionnaire est une fin en soi au détriment du combat pour le socialisme. Schivardi avait affirmé qu'il y avait quelque 4.000 adhérents du POI qui étaient issus du PS, pendant que le courant trotskyste ne parvenait pas à recruter ou à renouveler ses troupes atteints ou s'émiettait au fil du temps pour cause de démission et limite d'âge ou décès. Au final, c'est la majorité du courant trotskyste qui a basculé dans le réformisme au contact de ces milliers d'adhérents venus du PS, du PCF, de l'anarcho-syndicalisme, de la Libre pensée notamment, remettant en cause la direction hégémonique du POI exercée par une minorité de trotskystes, situation renfermant tous les ingrédients d'une crise ou d'une explosion à terme, car contradictoire avec l'exercice idémocratique d'un parti ouvrier.

Les dirigeants trotskystes d'hier et d'aujourd'hui du POI prétendaient depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours incarner l'héritage du trotskysme et du marxisme, et force est de constater qu'ils n'en ont jamais été à la hauteur pour avoir été incapable de

construire un nouveau parti communiste ou un parti sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, pire, pour avoir rompu avec le principal enseignement de la révolution russe de 1917 ou le léninisme dont Trotsky dira qu'il était concentré dans l'expérience du parti bolchevik, au profit d'un parti du type SFIO qui a suffisamment démontré qu'il n'était pas apte à conduire les masses exploitées à l'affrontement avec la classe dominante, mais qu'au contraire il n'avait cessé de capituler et de trahir les travailleurs et la cause du socialisme.

Le paradoxe si on peut dire ou plutôt l'ironie de l'histoire a fait que la minorité trotskyste qui prétend privilégier la construction du POI sur une ligne politique axée contre l'UE et accessoirement la Ve République, contrairement à la majorité souhaitant mettre l'accent sur le travail en direction des syndicats, est justement celle qui n'a cessé de s'encanailler avec la social-démocratie dégénérée et les appareils syndicaux corrompus, définissant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une stratégie (de front unique) entièrement tournée vers l'aristocratie ouvrière et les syndicats que revendique aujourd'hui la majorité.

La crise actuelle du courant trotskyste du POI est le prix à payer de son révisionnisme et de ses méthodes de fonctionnement bureaucratiques, pour ne pas dire pire et permettre aux militants trotskystes de participer à cette discussion ou à ce combat politique, qui au mieux se résoudra par la fondation d'un véritable parti communiste ou au pire qui conduira à la dislocation de ce courant politique, sans évidemment qu'on le soutienne tel qu'il existe aujourd'hui, car la refondation et le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire restée fidèle au socialisme et au marxisme demeure notre priorité et celle du mouvement ouvrier.

Cette crise du POI signe la faillite de la stratégie de front unique adoptée par ses dirigeants actuels et leurs prédécesseurs au détriment d'une ligne politique tournée résolument vers le prolétariat, dont ses couches les plus défavorisées. Les deux courants trotskystes qui s'affrontent revendiquent toujours cette stratégie suicidaire ou qui ne peut que mener à une impasse politique et une crise dans leurs rangs, puisqu'elle est vouée à l'échec sur toute la ligne, leur incapacité à construire le parti en est l'illustration si nécessaire, du coup on est en droit de se demander s'il y a lieu d'en attendre quelque chose, on en doute fortement pour vouer un culte à cette stratégie.

On arrêtera là pour aujourd'hui, précisons toutefois à destination de ceux qui ont lu l'article de Vincent Prémey sur le POI, qu'il n'y figurait aucune analyse critique de la stratégie adoptée par les dirigeants de l'OCI au POI qui est la cause de la crise actuelle de son courant trotskyste et au-delà au sein du POI. Pourquoi ? Mais parce qu'il la partage. La suite va vous éclairer.

Dans la série où va se nicher l'opportunisme. Quelle perspicacité !

Le référendum décidé par Tsipras était à la base une escroquerie politique dans la mesure où la population était appelée à se prononcer pour ou contre les nouvelles mesures d'austérités exigées par la troïka en échange d'un nouveau prêt à la Grèce, sans que soit précisé si l'octroi de ce prêt était conditionné (impérativement) au maintien ou non de la Grèce dans la zone euro, le terme euro ne figurant même pas dans la question sur laquelle devait se prononcer les électeurs. Une imposture par défaut en somme.

Pour Tsipras et la troïka, il allait de soi que ce prêt ne pourrait être consenti à la Grèce que dans le cadre de son maintien dans la zone euro, et qu'en cas de revirement de Tsipras favorable au maintien de la Grèce dans la zone euro, il lui serait refusé et il serait sanctionné par l'éviction de la Grèce de la zone euro, le blocage de tout fonds provenant de la BCE ou du FMI entraînant la paralysie de l'économie grecque, sans compter que tous les créanciers privés exigeraient le remboursement immédiats de leurs prêts octroyés à la Grèce, la fermeture des banques aux caisses vides, au lock-out orchestré par le patronat, à la surenchère spéculative sur les obligations grecques organisée par le marché, bref, à la mise en faillite du pays et au chaos généralisé propre à favoriser un coup d'Etat de la réaction appuyée par l'extrême droite et des militaires, à défaut d'appeler les travailleurs grecs à la mobilisation générale et à s'emparer du contrôle des secteurs clés de l'économie, de procéder à l'expropriation des banquiers...

Tout cela Tsipras n'était pas sans le savoir, ce qui nous fait dire qu'il s'est appuyé sur la propagande hystérique de la réaction et les sondages truqués en escomptant une victoire du oui qui lui aurait évité de jouer la mauvaise comédie qui s'en suivit, poussant l'imposture jusqu'à faire croire qu'il aurait été humilié par les dirigeants de l'Eurogroupe, alors que dès le 25 juin il leur avait fait savoir qu'il était prêt à capituler sur toute la ligne.

Avec ce référendum, il a joué avec le sort du peuple grec d'une manière sordide, en évitant de situer publiquement dans quel contexte politique seulement il serait en mesure de rejeter les mesures d'austérités qu'exigeait la troïka, alors qu'il savait pertinemment que les conditions ne seraient jamais réunies puisqu'il y était opposé. Ainsi, il a agit sciemment en agent de la troïka qui a joué le jeu jusqu'au bout sachant qu'il n'y aurait qu'un seul gagnant à l'arrivée, l'oligarchie financière.

N'importe quel analyste ou dirigeant expérimenté était en mesure de faire cette analyse, dès lors évoquer une "victoire pour la démocratie" était pour le moins hâtif, voire incongru ou relevant d'une vision bornée ou à courte vue, purement institutionnelle et qui hélas ne devait pas sortir de ce cadre étriqué dans laquelle la démocratie est étouffée en Grèce. Comment cela ? Pardi, parce que Syriza n'a jamais eu l'intention de desserrer l'étau dans laquelle elle étouffe, il vient d'en faire la démonstration en la foulant aux pieds, non ?

Pur argument démagogique de propagandiste à deux balles, sorti de son contexte ou sans lendemain, car sans perspective politique autre que la dénonciation, donc stérile dans la situation actuelle. Il fallait être lucide ou le rester et ne pas s'emballer au risque de faire naître des illusions trompeuses.

Simultanément à l'annonce de la tenue d'un référendum sur les mesures d'austérités exigées par la troïka, Tsipras lui adressait une lettre rendue publique dans laquelle il indiquait qu'il confisquerait le résultat de ce référendum en cas de victoire du non puisqu'il annonçait son intention de capituler face à ses exigences, et pour pousser le cynisme plus loin en appelant à voter non.

Dès lors peu importait le résultat à venir de ce référendum puisque personne ne pourrait empêcher Tsipras de violer la volonté du peuple qui se serait exprimée en donnant la victoire au non, à partir de ce moment-là il était du devoir d'un militant ou d'un dirigeant ouvrier de ne manifester aucun enthousiasme en cas de victoire du non qui serait immédiatement confisquée.

La victoire du non pouvait seulement servir de levier aux travailleurs grecs pour se mobiliser, se mettre en grève, s'organiser, etc. afin d'exiger avec leurs partis et organisations que leur volonté soit respectée, sans appeler à ce stade à chasser Tsipras puisqu'ils n'y étaient pas prêts.

Il fallait leur expliquer que dans l'état actuel des choses, leur victoire demeurait virtuelle tant qu'elle ne s'était pas concrétisée en pratique ou tant que le gouvernement n'avait pas déclaré que dans l'avenir il n'appliquerait pas une politique d'austérité. En procédant de la sorte on n'émettait aucune illusion dans le gouvernement et on permettait aux travailleurs de poursuivre le processus engagé avec leur vote non sans sombrer dans la démagogie d'un côté, ou dans le gauchisme de l'autre.

- Victoire pour la démocratie, Victoire pour le monde du travail, défaite pour tous les défenseurs de l'ordre établi ... - Vincent Présumey - 05.07 (blogs.mediapart.fr/blog/vincent-presumey?)

A croire qu'il n'avait pas lu la lettre de Tsipras du 25 juin adressée à la troïka dans laquelle il capitulait face à ses exigences, ou annonçait que lors des prochaines négociations avec la troïka il ne tiendrait pas compte du résultat du référendum même si le non l'emportait, et c'est bien ce qui s'est passé dans la nuit du 12 au 13 juillet.

C'était aussi méconnaître Tsipras et Syriza, leur programme, la nature de ce parti qui n'a rien de gauche, attelé à l'euro, l'UE, l'Otan, l'ONU... C'était également occulté les six derniers mois pendant lesquels ils n'ont cessé de renier leurs engagements électoraux allant même jusqu'à poursuivre les privatisations.

Bref, tant de dénis donne le vertige, on se demandera comment un tel aveuglement est-il possible, et notez bien que monsieur Présumey est loin d'être le seul à pratiquer ce genre d'exercices. C'est même le point commun de la presque quasi-totalité des articles que nous avons lus et mis en ligne sur la question grecque, plus ceux que je me suis interdit de publier relevait de la propagande ou parce que leur orientation réactionnaire l'emportait sur l'intérêt qu'ils pouvaient représenter pour les lecteurs.

Le traitement de l'information par les médias tend à privilégier les réactions émotionnelles que peut éveiller un événement chez la population, afin qu'elle adopte la version officielle ou une interprétation conforme aux besoins du régime, au détriment de la réflexion qui conduirait à situer l'événement en question dans un contexte plus large permettant de comprendre la dynamique qui en était à l'origine et de concevoir sa portée ou ses conséquences prévisibles.

Le coeur à ses raisons que la raison ignore dit-on, sauf qu'à penser avec son coeur au lieu de son cerveau on demeure ignorant ou on est induit en erreur.

La démocratie consisterait donc à reporter l'âge du départ à la retraite en Grèce de 65 à 67 ans, à poursuivre les privatisations, à augmenter encore l'impôt le plus injuste, la TVA, à faire payer aux travailleurs la dette des banquiers bien au-delà de la Grèce, etc. On continue ?

Vincent Présumey n'a-t-il pas eu connaissance que sur les 340 milliards d'euros qui ont été prêtés à la Grèce, seulement 20 milliards d'euros ont été destinés à l'économie grecque, tout le reste a été versé sous forme d'intérêts ou de remboursement de prêts au marché, aux créanciers de la Grèce, au FMI, aux différents Etats ayant souscrit des obligations de l'Etat grec en pratiquant des taux usuraires, aux prédateurs qui saignent le peuple grec, tandis que la dette n'a pas diminué, pire elle devrait atteindre plus de 400 milliards d'euros après l'accord conclu lundi entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec. Est-ce la "victoire de la démocratie", la mise sous tutelle de tout un peuple par une bande de malfaiteurs de la finance qui n'a aucune légitimité, Tsipras a abdiqué la souveraineté du peuple grec, avec en lot de consolation l'euro, si cher que les Grecs en ont de moins en moins dans leur porte-monnaie. Où est donc passée la démocratie quand elle est confisquée par un gang mafieux qui met le monde à feu et à sang, étrangle les peuples, les pousse à la disette, à la famine, à s'entretuer ?

Comment peut-on concevoir qu'il serait possible de concilier cette dictature effroyable de l'oligarchie financière avec la démocratie ? C'est grotesque, un brin cynique tout de même, car c'est délibérément occulter tout un pan de la réalité indiquant clairement qu'on était en présence d'un mode opératoire qui n'avait rien de démocratique, qui puait à plein nez la tyrannie,

et surtout qui était entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs grecs, ce qui ne pouvait pas échapper à l'oeil vigilant d'un membre du Conseil économique et social.

On se demande en quoi la régression sociale programmée par Tsipras ou Syriza serait démocratique ?

Dans cet article on ne trouvera rien sur la sortie de l'euro ou de l'UE, et il y figure des préoccupations qui ne sont pas les nôtres. Vincent Présumey raisonne en comptable de l'ordre établi quand il regrette le manque de "rationalité comptable" de la troïka que même DSK avait mentionné précise-t-il, imaginez un peu, estimant qu'elle défiait "le bon sens comptable", comme si le FMI ne s'en était pas fait une spécialité pour étrangler les peuples, légitimant au passage la troïka et l'Etat français.

Pour quoi "il faut affronter nos gouvernements", pour qu'ils fassent preuve de "rationalité comptable", d'un "bon sens comptable" envers les travailleurs, gouvernements qui sont tous de droite ou assimilés pour ceux que cette précision incommode, tous compatibles euro (zone euro, 19 pays) et UE (28 pays), OTAN et ONU et là c'est indiscutable ?

Dans le même registre figurait cette question : "De quel droit François Hollande va-t-il demain conférer avec Angela Merkel de l'avenir de la Grèce sur lequel le peuple grec vient de s'exprimer ?", mais dans celui que lui confèrait son rôle de représentant du capital. Pourquoi devrait-on s'en émouvoir ? Pourquoi, pourrait-il en jouer un autre, c'est ce que cette démarche sous-entend ou suggère sournoisement, qui résonne étrangement après avoir dénoncé auparavant "les pauvres dénégations de M. Valls" à propos d'un désaccord entre Hollande et Merkel qui portait sur la meilleure manière de saigner le peuple grec pour redorer le blason de Hollande ou reprendre à son compte la mystification du rôle positif de Hollande dans ces "négociations", alors qu'en réalité n'avait fait que jouer le rôle de porte-parole de Washington, depuis on est en possession des détails qui le prouve.

Décidément, il semble qu'il soit impossible à la plupart des militants ou des dirigeants issus des différentes organisations trotskystes de mener leur combat politique sans verser dans le populisme ou sans se compromettre avec le régime en place.

En complément

Comment maquiller une capitulation en compromis.

- Un accord de compromis a été trouvé ce matin par les chefs d'Etats de la Zone euro. - legrandsoir.info 13.07

Grèce : "Si un accord est signé, c'est grâce au courage d'Alexis Tsipras" - Pierre Laurent - legrandsoir.info 13.07

Les dirigeants de la troïka, Hollande et Valls ont eux aussi estimé que Tsipras avait été courageux, mais pas vraiment en tant que représentant du peuple grec, là il a été plutôt lâche, non ? Pigé ? Laurent reprend à son compte ce compliment parce qu'il se situe à leur côté et non au côté du peuple grec quoi qu'il puisse dire par ailleurs.

Ces gens-là sont des professionnels en matière de manipulation des consciences, et si on ne possède pas les clés pour décrypter leurs discours on se fait berner. Quand on y réfléchit un instant c'est logique, Laurent procède comme les représentants du régime qui profitent de l'ignorance des masses, l'un des deux facteurs ou piliers sur lequel repose le régime qu'ils représentent, lui il en est un agent au sein du mouvement ouvrier tout comme son acolyte Mélenchon.

Tsipras en famille.

Schoemann (Antiquités grecques, Berlin 1835) cité par Engels dans une lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890 : "*il est connu que les mariages entre demi-frères et soeurs nés de mères différentes ne passaient pas pour inceste ultérieurement en Grèce*", Tsipras échappera au moins à cette accusation après avoir copulé avec l'Eurogroupe.

Grèce. Dilemme.

Bruno Le Maire (LR) : "une sortie de la Grèce de la zone euro présente des risques économiques et des risques politiques absolument considérables" AFP 15.07

Lepoint.fr - Les risques de déraillement dans les prochains mois ne sont donc pas négligeables, notamment parce que les mesures réclamées par le reste de la zone euro pour continuer à financer le pays devraient d'abord avoir des effets récessifs sur une économie déjà très affaiblie par plus de deux semaines de fermeture des banques. lepoint.fr 15.07

La crise finale du capitalisme à laquelle nous assistons conduira à l'instauration d'une dictature mondiale sous l'égide d'institutions supranationales sur chaque continent qui auront pour fonction de coordonner leur action et d'appliquer la politique définie par l'oligarchie financière conformément à ses besoins, une fois les Etats ayant abdiqué leur souveraineté et les droits politiques des peuples confisqués par les représentants de l'oligarchie financière.

A moins que les peuples parviennent à se soulever pour renverser l'ordre établi afin de conquérir leur souveraineté, briser ce carcan et imposer la démocratie, ce qui est irréalisable sans un parti ouvrier révolutionnaire pour les guider et les mener à la victoire.

La satisfaction des besoins et aspirations du prolétariat est incompatible avec l'euro, l'UE, le maintien en place du capitalisme et ses institutions financières et politiques nationales, européennes et internationale. Etre de gauche ne signifie pas autres choses. Cette caractérisation n'a rien de simpliste ou n'est pas réducteur, car s'accommoder de l'un ou l'autre de ses facteurs qui correspondent aux besoins du capitalisme mondial, suffit à vous placer à ses côtés et non au côté des exploités, Tsipras vient d'en faire une démonstration éclatante.

Accepter de capituler face au capital ou demeurer soumis indéfiniment à sa dictature parvenue au stade de la barbarie ou opter pour l'aventure et le chaos serait la seule alternative affirmant les représentants de la classe dominante et son armada de larbins en tous genres prétendument de gauche qui lui sont soumis.

Maintenant on n'est pas forcé de les croire ou de leur emboîter le pas pour avoir renié le droit légitime du prolétariat à revendiquer son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au profit de ses intérêts individuels qui se confondraient avec les privilèges ou le mode de vie relativement confortable que vous accorderait le régime, car foncièrement c'est ce qui détermine le refus de rompre avec les institutions de la Ve République, l'euro, l'UE, l'Otan, l'Onu, le capital. C'est l'état d'esprit borné ou médiocre du réformiste ou du petit bourgeois qui estime que son statut ou ses privilèges sont prioritaires à ses yeux et qu'ils seront mieux représentés ou préservés dans le cadre du régime en place, d'où le soutien qu'il accorde à ses institutions, c'est l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier, du syndicaliste qui refuse de s'engager dans la voie du socialisme et s'accommode de la collaboration de classes.

Quelques éléments en complément de la causerie d'hier.

Ils le reconnaissent eux-mêmes. Le dette grecque ne peut qu'augmenter dans le future.

- "Il n'y a pas d'échelonnement de la dette contrairement à ce que l'on dit", a affirmé le coordinateur politique du PG, Eric Coquerel, sur iTELE. AFP 15.07

Notez bien que le PG est sur la même longueur d'onde que Merkel : pas question d'annuler la dette grecque. Ah les faits sont cruels parfois !

Coquerel est un salopard lorsqu'il procède à un amalgame ordurier entre ceux qui dénoncent la trahison de Tsipras à Le Pen et aux Sarkozystes, on l'invite à aller se faire foutre chez les Grecs qui lui réserveront sans doute un bon accueil.

Il a écrit : *"Je n'ai nul désir de joindre pas ma voix à ceux qui, dans notre « camp », crient trahison en parlant d'Alexis Tsipras. Ils ne voient pas ainsi qu'ils mêlent leur voix à celles de Le Pen et des Sarkozystes trop heureux de dénigrer l'espoir ainsi soulevé. Ce n'est pas Alexis Tsipras le problème. Ce serait confondre bourreau et victime. Le problème c'est Mme Merkel et ceux qui ont soutenu son bras qui tenait le révolver sur la tempe de Tsipras, M. Hollande en tête."* (La Grèce n'est pas un protectorat allemand - legrandsoir.info 14.07) Nous ne publierons pas cet article, il est disponible sur le portail cité.

Oui le problème c'est Tsipras qui a confisqué le non du peuple grec du 5 juillet au profit du oui à la troïka le 13 juillet. C'est un escroc, un traître, il n'y a pas d'autre mot.

Non Mme Merkel n'est pas le problème, car ce n'est pas elle qui avait mandat de représenter les intérêts du peuple grec qui avait voté non à l'austérité le 5 juillet. Mme Merkel n'a fait que défendre les intérêts du camp qu'elle représentait, celui du capital, tandis que Tsipras a refusé de défendre les intérêts du camp qu'il était censé représenter.

Voilà la réalité, la vérité que le PG ne peut pas admettre ou regarder en face, ce qui l'oblige à utiliser les mêmes méthodes ignobles que celles utilisées par ses détracteurs et qu'il dénonçait il y a peu de temps encore. Il doit se réfugier dans le déni, déformer la réalité pour la rendre plus acceptable pour camoufler sa propre imposture.

La dette ou le coup du garrot.

- Le FMI appelle l'Union européenne à alléger la dette grecque - 20minutes.fr

Ce pré-accord prévoit une nouvelle aide de 82 à 86 milliards d'euros conditionnée à l'adoption rapide de réformes à Athènes et ne fait qu'une allusion rapide à un hypothétique allègement de la dette grecque, qui pèse environ 320 milliards d'euros.

Dans son rapport, le Fonds assure pourtant que la dette grecque est « totalement non-viable » et prévoit qu'elle approchera les 200

% de son produit intérieur brut dans « les deux prochaines années », contre un ratio d'environ 175 % actuellement.

Dans ce contexte, le Fonds estime que l'Europe n'a d'autre choix que d'alléger la dette grecque, une option âprement combattue par l'Allemagne, sans quoi l'institution de Washington se refusera à participer à l'assistance financière à la Grèce. 20minutes.fr 15.07

Endettement à durée indéterminée.

Le Point.- Le Fonds monétaire international (FMI) se montre de plus en plus pressant sur cette question. Après avoir publié une première analyse technique sur le poids de la dette grecque il y a à peine deux semaines, il a soumis une actualisation encore plus alarmiste aux Européens dimanche, en pleine négociation de l'accord. Un document évidemment passé sous silence en plein bras de fer, mais qui a finalement été publié mardi. Selon les experts de l'institution dirigée par Christine Lagarde, la dette grecque est désormais « hautement insoutenable ».

Le problème n'est pas tant l'énorme ratio de dette publique sur PIB de la Grèce (175 %) : l'essentiel de cette dette est en effet détenu par des créanciers publics moyennant des taux d'intérêt faibles et une longue période de grâce avant remboursement. Le problème vient du montant que la Grèce devra consacrer à moyen terme au remboursement de cette dette, puisqu'elle ne peut pas la renouveler sur les marchés financiers comme tous les autres pays endettés (y compris la France). Selon le FMI, il faut donc alléger massivement la dette grecque. Un effacement pur et simple étant inenvisageable politiquement, les Européens n'auront d'autre choix que de décider « une extension spectaculaire » de la période de remboursement avec une période de grâce sur les intérêts de 30 ans sur l'ensemble du stock de dettes, y compris sur le nouveau plan d'aide, considère le FMI. Une décision qui « va bien plus loin que ce qui a été envisagé jusqu'à présent », écrit-il. lepoint.fr 15.07

Quand le FMI dénonce les conséquences de la politique qu'il a lui-même imposée à la Grèce.

Grèce : bilan des critiques et perspectives d'avenir - Par Olivier Blanchard, Conseiller économique et Directeur, Département des études, FMI - Le 09 juillet 2015

À mon sens, les principales critiques peuvent être rangées dans quatre catégories :

- Le programme de 2010 n'a servi qu'à alourdir la dette et a exigé un ajustement budgétaire excessif. (L'aveu que la dette grecque n'a cessé de croître bien qu'elle ait bénéficié d'une décote de 100 milliards d'euros et déjà versé plus de 200 milliards d'euros d'intérêts. - ndlr)
- Le financement accordé à la Grèce a servi à rembourser les banques étrangères. (Un pillage en règle de ses richesses par l'oligarchie financière au détriment du peuple grec. - ndlr)
- Les réformes structurelles nuisibles à la croissance et l'austérité budgétaire ont provoqué une dépression économique. (Mesures exigées précédemment par le FMI. - ndlr)
- Les créanciers n'ont rien appris et ils continuent de commettre les mêmes erreurs. FMI 09.07

Pourquoi ce rapport ?

Le FMI est engagé auprès de la Grèce à hauteur de 2,6 milliards d'euros si je ne me trompe pas, ce qui est une somme dérisoire comparée aux 310 milliards d'euros que la Grèce doit à ses créanciers publics et privés. En se défaussant sur les Etats de la zone euro pour leur faire avaler une restructuration de la dette grecque que fait-il ? Il use d'un moyen de pression supplémentaire ou il recourt à un chantage pour qu'ils réalisent les réformes structurelles qu'il exige d'eux ou qu'ils s'endettent encore davantage, ce qui correspond justement aux recommandations de Washington.

En complément. Devinette. Qui tenait au maintien de la Grèce dans la zone euro ?

Hollande ? Raté !

Qui est à l'origine de la publication de ce texte pour forcer la main à l'Allemagne à accepter un accord avec la Grèce dans le cadre de son maintien dans la zone euro ? Réponse : Washington.

- Reuters raconte que les membres européens du conseil d'administration de l'institution se sont interrogés sur l'utilité de publier un tel rapport trois jours avant le référendum grec. Majoritairement pour la publication, les Etats-Unis ont finalement fait publier le texte. agefi.fr 13.07

[Les derniers événements en Grèce](#)

- Grèce : un vote sous tension - Francetv info

Les députés grecs se prononcent ce soir, mercredi 15 juillet, sur l'accord conclu à Bruxelles, pour un troisième plan d'aide à la Grèce. Les débats sont houleux au Parlement, notamment au sein de la majorité.

"Depuis quelques heures, Alexis Tsipras enregistre les défections, à la fois dans son gouvernement et dans son propre parti", rapporte Clément Le Goff en direct d'Athènes, ajoutant que la vice-ministre des Finances a même démissionné aujourd'hui.

Pendant que les députés débattent, dans les rues d'Athènes, des Grecs manifestent contre cet accord. Ils dénoncent un coup d'État des créanciers. "On est là ce soir contre ces nouvelles mesures. Cela va être une catastrophe pour les plus pauvres, pour les intérêts du peuple grec", confie un manifestant au micro de France 2. Francetv info 15.07

Quelques heures plus tard.

Le Parlement grec a adopté jeudi une série de dures réformes demandées par les créanciers de la Grèce en préalable à un nouveau plan d'aide, malgré plusieurs défections dans le camp du Premier ministre Alexis Tsipras.

Grèce: «Alexis Tsipras va effectuer une purge au sein de son parti»

En tout, 229 députés ont validé le texte, 6 se sont abstenus et 64, dont la présidente du Parlement Zoé Konstantopoulou, ont voté contre ces mesures, notamment des hausses de TVA et une réforme des retraites.

Au total, 32 députés de Syriza, la formation de gauche radicale d'Alexis Tsipras, ont voté contre, tandis que 6 se sont abstenus lors de ce vote sous haute tension, précédé d'une manifestation anti-austérité qui a donné lieu à des incidents dans le centre d'Athènes. Le chef du gouvernement a toutefois pu compter sur les voix de son partenaire de coalition, le parti de droite souverainiste ANEL, et sur celles de l'opposition. 20minutes.fr 15.07

- La vice-ministre des Finances grecque démissionne - Le Huffington Post

Elle a annoncé ce mercredi 15 juillet, jour de vote au Parlement grec, qu'elle démissionnait de son poste pour protester contre le texte.

"Je ne vais pas voter en faveur de ce projet de loi et je crois qu'on ne peut pas rester au gouvernement si on vote contre", a indiqué la ministre aux médias, après avoir publié cette lettre adressée lundi au premier ministre lui expliquant qu'elle allait démissionner car "la solution imposée à la Grèce" par les créanciers, "n'était pas viable", selon elle.

Les mesures "vont aggraver la situation d'un peuple épuisé"

"Dans une guerre, quand les puissances de l'adversaire sont supérieures d'une façon écrasante, on peut se permettre de capituler pour reconstituer ses propres forces", écrit Nadia Valavani. "Toutefois, cette capitulation était si écrasante qu'elle ne permet pas cette reconstitution" car les nouvelles mesures, "signées par nous-mêmes vont aggraver la situation d'un peuple épuisé et ce sera la pierre tombale (du parti) pendant plusieurs années", a-t-elle ajouté.

Autre annonce de mauvais augure pour Alexis Tsipras, la démission annoncée par plusieurs médias de Manos Manousakis, secrétaire général du même ministère des Finances. Il a lui aussi décidé de démissionner en raison du vote au Parlement grec sur l'accord trouvé avec les créanciers lundi. Le Huffington Post 15.07

- Grèce : les Grecs expriment de nouveau le "non" - Francetv info

- Grèce: échauffourées à Athènes avant le vote au Parlement - AFP

Des échauffourées entre la police et des manifestants armés de cocktails molotov ont éclaté à Athènes mercredi soir à l'issue de manifestations contre le nouveau plan d'aide à la Grèce que le Parlement doit adopter avant minuit, selon des journalistes de l'AFP. Une manifestation qui avait rassemblé quelque 12.000 personnes selon la police, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Non aux privatisations, sauvons les ports, la (compagnie nationale d'électricité) DEI, les hôpitaux !", pouvait-on lire sur une banderole déployée devant le Parlement convoqué pour voté en procédure d'urgence l'accord trouvé lundi à Bruxelles en échange de nouveaux prêts d'environ 90 milliards d'euros et d'un rééchelonnement de la dette.

"Abolition du mémorandum, effacement de la dette", réclamait Adedy, le puissant syndicat de la fonction publique.

"Je suis là parce que le gouvernement n'a pas respecté notre vote du 5 juillet, ni ce que nous vivons depuis cinq ans. J'ai fait des études et je ne trouve pas de travail, seulement des heures mal payées", a témoigné Heleni, 28 ans, qui manifestait aux côtés de l'extrême gauche.

"Nous n'avons plus d'argent, il y a des millions de chômeurs, nous ne pourrions pas supporter un troisième plan", se lamentait Maria Dimitrae, qui a défilé dans le cortège du parti communiste KKE.

Le Premier ministre Alexis Tsipras doit faire face à une fronde politique issue de son propre parti Syriza et au mécontentement de nombreux Grecs qui s'estiment trahis par l'accord de Bruxelles, jugé encore plus sévère pour leur pays que celui qu'ils avaient rejeté par référendum le 5 juillet.

Le ministre des Finances Euclide Tsakalotos a déclaré pendant les débats parlementaires que ce n'était "pas un bon accord" mais que le gouvernement emmené par Syriza n'avait "pas eu le choix", à moins de précipiter la Grèce hors de l'euro.

Par ailleurs, une grève dans la fonction publique grecque a ralenti mercredi l'activité des transports ou des hôpitaux.

- Grèce : Yanis Varoufakis publie sa version annotée et corrosive du nouvel accord avec la troïka
- huffingtonpost.fr

L'ex ministre des finances grec Yanis Varoufakis, démis de ses fonctions au lendemain du référendum du 5 juillet, ne s'est pas résigné à prendre une retraite discrète. Au contraire. Après plusieurs interventions musclées et à quelques heures du vote du Parlement sur l'accord du 13 juillet, il a publié une version intégrale du texte, avec ses remarques et annotations corrosives.

Voici ses dix remarques les plus cinglantes à propos de cet accord qu'il a comparé au Traité de Versailles, symbole de l'humiliation de l'Allemagne à l'issue de la Première guerre mondiale, en 1919:

Et aussi: La version intégrale de l'accord annoté par Varoufakis

1. Berlin ne fait confiance qu'au FMI

"Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsque cela est possible, une demande similaire au FMI. Il s'agit d'une condition préalable pour que l'Eurogroupe approuve un nouveau programme du MES. La Grèce demandera donc que le FMI maintienne son soutien (surveillance et financement) à partir de mars 2016. [Berlin croit toujours que la Commission n'est pas fiable pour 'police' les propres plans de sauvetage de l'Europe.]

2. Une totale soumission de la Grèce est exigée

"Compte tenu de la nécessité de rétablir la confiance avec la Grèce, le sommet de la zone euro se félicite que la Grèce ait pris l'engagement de légiférer sans délai sur une première série de mesures." [la Grèce doit se soumettre elle-même à un waterboarding (technique d'interrogatoire qui simule la noyade, NDLR) fiscal, avant même qu'aucun financement ne soit proposé]

3. La hausse de la TVA, catastrophique et inefficace

"une rationalisation du régime de TVA [pour la rendre plus rétrograde, grâce à une hausse des taux qui encourage la fraude à la TVA] et un élargissement de l'assiette fiscale afin d'accroître les recettes" [infligeant un coup majeur à la seule industrie de croissance grecque - le tourisme]

4. Encore et toujours plus d'austérité

"la pleine mise en œuvre des dispositions pertinentes du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, notamment en rendant opérationnel le conseil budgétaire avant la finalisation du protocole d'accord et en introduisant des réductions quasi automatiques des dépenses en cas de dérapages par rapport à des objectifs ambitieux d'excédents primaires, après avoir sollicité l'avis du conseil budgétaire et sous réserve de l'accord préalable des institutions [le gouvernement grec, qui sait que les objectifs fiscaux imposés ne seront jamais atteints avec l'austérité imposée, doit s'engager à plus d'austérité automatique comme résultat des nouveaux échecs de la troïka]

5. Faillites en cascade

"l'adoption du code de procédure civile, qui représente une refonte en profondeur des procédures et modalités propres au système de justice civile et peut accélérer considérablement les procédures judiciaires et réduire les coûts dans ce domaine

[faillites, expulsions, et liquidation de milliers de foyers et de commerces qui ne sont plus en position de payer leur emprunt/loyer]

6. Syriza doit être humilié

"Le sommet de la zone euro souligne la nécessité cruciale de rétablir la confiance avec les autorités grecques, condition préalable pour un éventuel futur accord sur un nouveau programme du MES. À cet égard, il est essentiel que la maîtrise du processus revienne aux autorités grecques, et les engagements pris dans ce contexte devraient être suivis d'une mise en œuvre effective. [le gouvernement Syriza doit être humilié au point qu'il lui est demandé de s'imposer à lui-même une rude austérité comme premier pas vers la demande d'un autre prêt de sauvetage toxic, du genre de ceux que Syriza combat, ce pour quoi il est connu internationalement]

7. L'asphyxie tactique des créanciers

"Afin de pouvoir servir de base à la conclusion positive du protocole d'accord, les mesures de réforme présentées par la Grèce doivent être sérieusement renforcées compte tenu de la profonde dégradation de la situation économique et budgétaire du pays au cours de l'année dernière. [le gouvernement Syriza doit accepter le mensonge selon lequel il a, et non l'asphyxie tactique de ses créanciers, causé la profonde détérioration des six derniers mois - la victime doit prendre le blâme à la place du méchant]

8. Les sommes dérisoires des privatisations

"élaborer un programme de privatisation nettement plus étoffé avec une meilleure gouvernance; des actifs grecs de valeur seront transférés dans un fonds indépendant qui monétisera les actifs par des privatisations et d'autres moyens. La monétisation des actifs constituera une source permettant le remboursement programmé du nouveau prêt du MES et générera sur la durée du nouveau prêt un montant total fixé à 50 milliards d'euros, dont 25 milliards d'euros serviront au remboursement de la recapitalisation des banques et d'autres actifs, et 50 % de chaque euro restant (c'est-à-dire 50 % de 25 milliards d'euros) serviront à diminuer le ratio d'endettement, les autres 50% étant utilisés pour des investissements. [le bien public sera vendu et les sommes dérisoires iront au service d'une dette insoutenable - avec précisément aucun reste pour l'investissement public ou privé]

9. Faire de la Grèce une technocratie inepte

"conformément aux ambitions du gouvernement grec, moderniser et considérablement renforcer l'administration publique grecque, et mettre en place, sous l'égide de la Commission européenne, un programme de renforcement des capacités et de dépolitisation de l'administration publique grecque. [Transformer la Grèce en une zone zéro-démocratie calquée sur Bruxelles, une forme de prétendu gouvernement technocratique, qui est politiquement toxique et macro-économiquement inepte]

10. Une dette insoutenable? Ca alors!

"De sérieux doutes planent sur le caractère soutenable de la dette grecque. [Vraiment? Ca alors!] Cela est dû au relâchement des politiques au cours des douze derniers mois, qui a entraîné la dégradation récente de l'environnement macroéconomique et financier du pays. Le sommet de la zone euro rappelle que les États membres de la zone euro ont, tout au long de ces dernières années, adopté une série impressionnante de mesures pour soutenir la viabilité de la dette de la Grèce, qui ont allégé le service de la dette de la Grèce et sensiblement réduit les coûts." [ce ne sont pas les plans de 'sauvetage' de 2010 et 2012 qui, en conjonction avec une austérité destructrice de PIB, ont fait grimper la dette jusqu'à des hauteurs immenses - c'est la perspective, et la réalité, d'un gouvernement qui a critiqué ces prêts... qui a rendu la dette insoutenable!] huffingtonpost.fr 15.07

En famille en France.

- Grèce : l'Assemblée nationale approuve l'accord - Francetv info

En France, 412 députés contre 69 ont voté mercredi 15 juillet l'accord européen sur la Grèce. Une majorité pour un texte qui est pourtant loin de faire l'unanimité. Une petite trentaine s'est abstenue. Au Sénat, qui votait simultanément, l'accord a été plébiscité à 260 voix contre 23.

«C'est une question qui m'obsède», confesse le communiste André Chassaigne. Lui assure que le vote contre à l'unanimité des dix députés Front de gauche était le «meilleur outil pour marquer son soutien à la Grèce». Après avoir applaudi l'accord tout juste signé, lundi matin, Chassaigne dit avoir fait volte-face en découvrant son contenu «désastreux». Pour le frondeur Pouria Amirshahi, le meilleur appui à Tsípras passe par l'abstention. Le socialiste avait lancé un appel à ses camarades recommandant de «ne pas tirer une balle dans le pied» des Grecs sans pour autant «avaliser ce coup de force arrogant». Des «copains de Syriza» qu'il a joints au téléphone lui «ont demandé de ne pas voter contre mais de faire entendre leur différence : je ne vais donc pas me faire plus grec que les Grecs». Francetv info 15.07

Les masques tombent.

- Grèce: les frondeurs PS vont majoritairement voter pour l'accord - AFP

ACTUALITE EN TITRES

La justice des tyrans arabo-sionistes.

- Pénalités de l'UMP : le parquet de Paris réclame un non-lieu - LeFigaro.fr

- La justice annule la décision de faire de Marwan Barghouti un citoyen d'honneur d'Aubervilliers - AFP

Le tribunal administratif de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a suspendu une décision de la mairie communiste d'Aubervilliers de décerner au Palestinien Marwan Barghouti le rang de citoyen d'honneur de la ville, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Considérant que la décision de la mairie était "susceptible de porter atteinte à l'ordre public et entachée d'erreur manifeste d'appréciation", car elle "porte sur une affaire relevant de la politique étrangère de la France, en intervenant dans un conflit international" et que "la commune d'Aubervilliers (est) jumelée avec une ville de Palestine et lui apporte un soutien financier de longue date", le tribunal a décidé de la suspendre le 7 juillet.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) avait saisi le préfet de la Seine-Saint-Denis ainsi que la justice administrative, le 5 janvier, pour faire annuler une délibération du conseil municipal de la mairie communiste d'Aubervilliers qui visait à faire citoyen d'honneur ce leader palestinien, condamné à perpétuité par Israël pour son implication dans des attaques meurtrières.

Dans un communiqué, le BNCVA s'est dit "satisfait" de ce jugement annulant une décision qui décernait "au terroriste palestinien Marwan Barghouti le titre de citoyen d'honneur de la ville".

Cette municipalité de la banlieue nord de Paris entendait saluer en cet ancien secrétaire général du Fatah, "un homme de paix et de dialogue" qui "oeuvre pour résoudre pacifiquement le conflit israélo-palestinien" avait-elle indiqué au moment de la délibération en décembre 2014.

Derrière les barreaux depuis 2002, Marwan Barghouti, l'un des leaders de la deuxième Intifada (2000-2005) est devenu pour les Palestiniens l'un des symboles de la résistance à l'occupation israélienne. AFP 15.07

- Alpes-Maritimes : la famille royale saoudienne veut interdire l'accès à une plage publique pour son séjour - Francetv info

Propriétaire d'une résidence sur le littoral de Vallauris (Alpes-Maritimes), la famille royale a entrepris des travaux de clôture sur la plage publique de la ville, en vue de son séjour prochain. Le chantier a été interrompu, mercredi 15 juillet, à la demande de la préfecture.

Selon Philippe Castanet, une réunion de travail doit se tenir jeudi entre les autorités françaises et des émissaires du roi d'Arabie Saoudite. Le but : déterminer quel dispositif va être mis en place autour de la propriété pour assurer la sécurité de la famille royale.

"La plage publique devrait être totalement interdite au public le temps du séjour de la famille royale, a tout de même affirmé le sous-préfet de Grasse.

- Deux cadres de l'ETA mis en examen et écroués en France - LeFigaro.fr

6 mois pour préparer une hypothétique décapitation...

- Un attentat contre des installations militaires déjoué en France - Reuters

Quatre personnes, dont l'une était connue pour ses liens avec la mouvance djihadiste, ont été interpellées cette semaine alors qu'elles préparaient un acte terroriste contre des installations militaires françaises, a déclaré mercredi le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Les quatre personnes, âgées de 16 à 23 ans et dont l'une est un ancien militaire réformé de la marine nationale, ont été arrêtées lundi "à l'aube, en quatre points différents du territoire", a dit le ministre dans une déclaration à la presse.

Les quatre suspects sont en garde à vue depuis lundi au siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ), avait-on appris un peu plus tôt de source proche du dossier.

Les interpellations ont été effectuées par les agents de la DGSJ dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte le 23 juin pour "association de malfaiteurs en vue de préparer un acte de terrorisme", a dit Bernard Cazeneuve.

De source proche du dossier, on précisait en fin de soirée que l'attentat était prévu pour janvier 2016.

Selon l'AFP, les mis en cause projetaient de décapiter un militaire gradé et de filmer la scène. Trois d'entre eux auraient reconnu leurs intentions, et la garde à vue du mineur de 16 ans aurait été levée mercredi soir, affirme Le Monde.

Le ministre a salué le "très minutieux travail" qui a précédé cette procédure. Reuters 15.07

J'avais bien envisagé de décapiter Cazeneuve... à une date qui malheureusement demeure indéterminée. Je le précise pour faciliter le boulot de la DGSJ qui pourrait au moins me donner des tuyaux sur son emploi du temps, côté quincaillerie j'ai déjà ce qu'il faut sous la main, une bonne machette indienne fera l'affaire. Ici on s'en sert quotidiennement pour découper discrètement un bonhomme en morceaux sans même se donner la peine de les disperser, puisque la plupart du temps les auteurs ne seront jamais retrouvés.

Je déconne, il fallait bien qu'ils justifient l'occupation militaire du pays ou qu'ils trouvent quelque chose à se mettre sous la dent pour justifier leur "guerre contre le terrorisme" ou leur "guerre des civilisations", leur budget de guerre contre tous les peuples.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juillet 2015

CAUSERIE

J'ai rajouté 4 articles que j'avais oublié de charger hier dans le serveur du portail, donc vous aviez les adresses mais ils n'étaient pas possible de les télécharger. On ajoutera des articles ce soir ou demain matin.

On a dépassé les 200 connexions à la page d'accueil du site depuis le début de la semaine avec plus de 30.000 téléchargements d'articles en une semaine.

C'est marrant tout de même, chaque fois qu'un évènement important se produit, le nombre de connexions grimpent en flèche comme si les militants savaient quel portail allait leur fournir un maximum d'informations et analyses. Bravo à vous ! car moi je ne fais que faire mon devoir ou ce que je peux.

Un complément à propos de la crise du POI.

En réalité on ne sait pas trop ce qui est en train de se passer au POI. Si j'ai bien compris deux courants s'affrontent au sein de son courant communiste internationaliste (CCI) ou trotskyste, entre ceux minoritaires qui estiment que la priorité du parti serait sa construction sur la ligne politique de la rupture avec l'UE et sous réserve avec la Ve République, et ceux majoritaires qui privilégieraient une ligne orientée vers les syndicalistes au détriment de la construction du parti.

Cette querelle d'appareil a quelque chose de surréaliste ou de stérile, dans la mesure où dès l'après-guerre le PCI avait adopté la stratégie de la majorité actuelle du CCI ou elle sera orientée dans cette direction, P. Lambert prenant la direction de la commission ouvrière ou le travail dans les syndicats. Et que ce soit les ex-lieutenants de Lambert issus de l'OCI qui incarnent la ligne trade-unioniste ou ouvertement réformiste de la fraction majoritaire est révélateur qu'en réalité les dirigeants de ce courant politique n'avaient jamais eu l'intention de construire le parti, cet épisode en sera peut-être le point d'orgue ou l'achèvement en portant le coup de grâce à l'illusion qu'il incarnait l'héritage du trotskysme ou du marxisme auquel il avait résolument tourné le dos dès la mort de Trotsky, ce dont certains vont commencer à ne s'apercevoir que 75 ans plus tard, et encore, à notre avis ils en demeureront toujours incapables, ils sont trop sclérosés et trop vieux pour admettre qu'ils se sont fourvoyés si longtemps et évoluer maintenant.

C'est Lambert qui avait initié le révisionnisme au sein de ce courant politique qui prendra la forme du front unique et dont le

contenu sera tourné vers les appareils du PS et du PCF ainsi que ceux des syndicats que ces deux partis contrôlaient et contrôlent toujours. A ce stade à partir du peu d'éléments en notre possession, il semble que les deux fractions qui s'affrontent au sein du CCI incarnent cette même stratégie ou pour être plus précis se la partagent, la majorité en direction des syndicats et la minorité en direction du Front de gauche et accessoirement ou dans une moindre mesure du PS depuis mai 2012 tout en continuant de lorgner sur les syndicats, leur fonds de commerce commun sans lequel le POI n'existerait tout simplement pas, idem pour le NPA et LO d'ailleurs.

Disons en résumé que la majorité assume son révisionnisme ou avoir définitivement tourné le dos au socialisme, alors que la minorité en demeure incapable pour avoir fait du combat contre le révisionnisme son cheval de bataille, on devrait peut-être dire son tour d'illusionnisme préféré tout en étant elle-même profondément gangrenée par le réformisme. Et puis il s'agit davantage d'une lutte entre des permanents à vie ou des bureaucrates qui ont fait carrière dans les syndicats, principalement FO mais aussi à la CGT, tous roulant pour leurs appareils corrompus et les ménageant, Informations ouvrières publiant leurs communiqués sans se donner la peine d'ajouter le moindre commentaire critique, de formuler la moindre réserve sur leurs réelles intentions au point que ses lecteurs seront amenés à les prendre tels quels, ce qui revient à les induire en erreur au profit de ces appareils.

L'accélération et l'amplification de la crise du capitalisme s'est traduite par la radicalisation et la droitisation de tous les partis des Républicains au PS en passant par le Front de gauche, il n'y avait donc aucune raison que le POI soit épargné par cette épidémie ou ne leur emboîte pas le pas, ce qui devait alimenter la crise (rampante depuis des années) en son sein qui éclate aujourd'hui. Le NPA est déjà passé par ce processus qui s'est traduit par la perte de plus de la moitié de ses adhérents depuis sa fondation, LO étant recroquillée sur elle-même telle la secte qu'elle a toujours été.

Que la crise du POI porte sur ses rapports à FO et son appareil n'a rien de nouveau, puisqu'en 2005 le secrétaire de la fédération de l'Yonne avait été viré pour avoir osé soulever cette question, par Gluckstein m'avait-il été précisé à l'époque par l'intéressé. Ce qui me fait dire que l'affrontement entre ces deux fractions du CCI porterait davantage sur les avantages qu'elles comptaient tirer de leur soumission à l'appareil de FO plutôt que la question des rapports du POI à FO qui serait en fait mal poser la question qui les déchire, une histoire sordide d'intérêt et de pouvoir l'un et l'autre étant liés, et qu'en aucun cas en dernière analyse il ne serait question d'un désaccord politique de fond, qui s'il devait exister aurait eu l'occasion de se manifester en de multiples occasions en 30 ou 50 ans, ce qui n'a jamais été le cas entre les dirigeants de ces deux fractions du CCI, on ne voit pas pourquoi ni comment elle pourrait surgir soudain sur ce plan-là, en tout cas on n'en a pas décelé les moindres prémices dans Informations ouvrières.

Les dirigeants de ce courant politique auquel j'ai appartenu à la fin des années 70 n'ont jamais été capables de se tourner résolument vers les masses exploitées et ses couches les plus défavorisées. Ils ont commencé par se tourner vers l'aristocratie ouvrière et l'élite intellectuelle représentée par le corps enseignant et les étudiants, puis à partir de 1981 ils se sont tournés vers le PS (et ses satellites bourgeois) et le PCF, sans plus de succès, ensuite ils ont infléchi leur ligne politique en direction de leurs élus (les maires) et même au-delà de ces partis, sans davantage de succès, enfin en cause de désespoir ils sont revenus à leur terrain de prédilection, les syndicalistes dont Trotsky disaient qu'ils incarnaient la droite du parti, donc virant toujours plus à droite, car sans perspective politique et sans que le régime ne puisse dorénavant supporter ou tolérer la moindre réforme sociale leur orientation tend de plus en plus à avoir un contenu corporatiste, réactionnaire, ce qui ne gênera pas outre mesure les dirigeants du POI qui le maquilleront en actes valeureux de résistance.

Quant aux rapports détestables qu'auraient entre eux les dirigeants de ces deux fractions du CCI rapportés par Présumey, ou le fonctionnement antidémocratique de ce parti, je préfère ne rien en dire, je constate seulement qu'ils confirment tout le bien que j'en pensais et que j'avais eu l'occasion d'écrire en 2005.

Finalement je persiste et signe puisque les faits tendent à me donner raison, que Lambert était un imposteur ou il l'était devenu très rapidement, et que les partis qu'il allait contribuer à construire étaient des partis démocratiques petits bourgeois du même type que le PG ou Syriza à la sauce trotskyste puisque telle était son origine, tout comme le NPA ou LO, qui n'ont jamais été capables de conquérir des pans entiers de la classe ouvrière dont ils se sont toujours détournés au profit de ses couches supérieures.

On n'a pas le temps ici, mais il serait intéressant de se pencher sur le sort que le régime réserva à ces couches privilégiés à partir du milieu des années 70 jusqu'à nos jours, de faire le rapprochement s'il existe, entre les offensives que les gouvernements successifs déclenchèrent contre ces différentes couches privilégiées par le régime ou la place qu'elles occupaient dans l'appareil de production, nationalisée ou non, on y trouverait peut-être un lien (avec) ou l'origine des différentes crises que traversèrent l'OCI, le PT et maintenant le POI puisqu'ils n'ont jamais incarné d'autres couches de travailleurs. Ajoutons que ces offensives de la réaction correspondaient à différents stades de la crise du capitalisme mondiale ou du stalinisme qu'incarnera l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, l'implosion de l'URSS, l'adoption du traité de Maastricht, le projet de TCE et le référendum de 2005, l'élection de Sarkozy, apparemment les épurations successives qui ont eu lieu au PCI puis au PT et au POI y correspondaient...

Ces réflexions politiques m'ont été inspirées en grande partie à partir de la lecture d'Informations ouvrières, dont j'ai signalé à plusieurs reprises qu'il n'y figurait aucune analyse politique de fond en dehors des refrains habituels sur l'agonie de la Ve République depuis 1958, tout au plus y figure des commentaires politiques style revue de presse de l'AFP ou des chroniques sans profondeur dignes d'un chroniqueur de Libération ou du Monde, et qu'il était devenu une sorte de feuille syndicale, un complément à FO magazine en somme, et qu'il était inutile d'y chercher la moindre trace de leur combat contre la

guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour formater leur conscience et les détourner de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, même le combat contre la désinformation forcenée à laquelle se livrent les médias en est absent, le tout correspondant à leur conception (figée et obsolète) de la lutte des classes et aux rapports qu'ils ont établis avec la classe ouvrière et qui n'ont jamais changé malgré les profondes transformations de la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, avec le succès que l'on sait.

Vous aurez remarqué que nous sommes demeuré relativement modéré dans nos propos, bien que nous appelions de nos voeux depuis longtemps l'éclatement du CCI-POI, espérant toujours qu'on parviendra à regrouper un jour le meilleur de l'avant-garde révolutionnaire dans un nouveau parti communiste composé de tendances comme dans le parti bolchevik qui en comptera jusqu'à une dizaine, ce qui est loin d'être gagné dès lors qu'il y a des intérêts individuels en jeu, ce qui n'est pas notre cas du fin fond de l'Inde.

A de multiples reprises désespérément nous avons appelé à faire le bilan de la lutte de classe de la seconde moitié du XXe siècle pour corriger nos erreurs ou cerner nos faiblesses, honnêtement, sans a priori ni tabou, sans esprit de vengeance ou chercher qui avait eu tort ou raison, sans se livrer à une chasse aux sorcières, sereinement, tranquillement, sérieusement, en vain jusqu'à présent. Y parviendrons-nous ? C'est le seul espoir qu'il nous reste pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis nous-mêmes, on ne peut l'imputer à personne d'autres, dès lors à chacun ses responsabilités.

Vous pouvez nous envoyer vos contributions, nous les publierons intégralement.

Vidéo

TAFTA : Le scandaleux forcing du président Schulz au Parlement européen -11 juillet 2015
<https://www.youtube.com/watch?v=qYr9ev0I3VA>

Cette fois, Martin Schulz n'y est pas allé par quatre chemins. Il ne lui a pas suffi de faire le forcing pour reporter, voilà un mois, le vote sur le TTIP (Grand Traité transatlantique, ou TAFTA) le mois dernier. Aujourd'hui, interprétant librement le règlement, le président du Parlement européen est allé jusqu'à interdire le vote d'un amendement contre la clause des tribunaux arbitraux privés proposée par le Mouvement 5 Étoiles.

Le plan des grandes multinationales et des lobbies a donc réussi au sein du parlement de Bruxelles et de Strasbourg. En un mois, ils sont parvenus à convaincre la majorité des eurodéputés indécis, surtout italiens. Ceux qui, jusqu'au mois dernier, auraient voté contre la clause de la discorde.

Dans cette vidéo, l'eurodéputée Tiziana Beghin, porte-parole du Mouvement 5 Stelle, nous explique ce qui s'est passé. ilFattoQuotidiano.fr

A propos de Syriza et la situation en Grèce.

A quoi ont servi les élections législatives de janvier 2015 ?

A quoi devait servir l'accession de Syriza au pouvoir ?

Permettre de réaliser l'union nationale autour du mémorandum de la troïka ou rassembler les classes et couches moyennes, la petite bourgeois au côté de la bourgeoisie, servir le régime en place.

- Mordorandum1 : adopté par 172 députés
- Mordorandum2: adopté par 199 députés
- Mordorandum3 : adopté par 229 députés (source : Le blog grec okeanews.fr 17.07)

Bravo à Syriza et Tsipras, mission accomplie ! Ils ont fait mieux que la Nouvelle Démocratie et le Pasok réunis.

Le programme de Syriza (pas plus que celui du FdG ou de Podemos) n'incluait pas la rupture avec l'euro et l'UE, donc partant de ce constat tout le monde était censé savoir à quoi s'en tenir sur cette coalition. Syriza a été conçue pour se substituer au Pasok sur la même base programmatique en somme, puisque cette coalition n'entendait pas se donner les moyens économiques et politiques de rompre avec la politique du Pasok et de la Nouvelle Démocratie, elle devait au fil du temps et très rapidement en faire la démonstration une fois au pouvoir, ce qu'elle vient de démontrer.

Mais à la limite peu importe le contenu du progamme d'un parti politique, d'un mouvement ou une coalition regroupant différentes formations politiques, ce n'est pas lui qui détermine sa nature sociale, mais la manière dont il le met en oeuvre au quotidien, pour le compte de qui, de quelle classe.

C'est ainsi que la SFIO puis le PS pouvaient inscrire dans leur programme l'objectif de mettre un terme à la propriété privée des moyens de production sans jamais réellement combattre pour atteindre cet objectif. Le même constat vaut pour tous les partis de l'avant-garde issus du trotskysme qui ne se sont jamais donnés les moyens de construire un nouveau parti communiste.

Si on devait tenir compte de tous les écrits ou toutes les déclarations contradictoires des dirigeants de tous les partis, on en arriverait à la conclusion qu'il serait impossible de les caractériser politiquement, et c'est bien là l'un de leurs objectifs, faire en sorte que leur opportunisme ou leur imposture ne puisse jamais être démasquée et combattue par les véritables militants socialistes, communsites ou trotskystes.

Syriza et Tsipras ont disposé de six mois pour rompre avec la troïka, et au lieu de cela ils sont allés de compromission en compromission pour aboutir au bouquet final empoisonné de cet accord avec l'Eurogroupe et la troïka, qui ne laisse plus aucun doute sur leurs réelles intentions et leur véritable nature sociale capitaliste ou de droite.

Alors que la Nouvelle Démocratie et le Pasok rejetés par la majorité du peuple grec lors des élections législatives de janvier dernier incarnaient les institutions grecques, Syriza et Tsipras auront eu le mérite de ramer pour le compte de ces institutions antidémocratiques jusqu'à s'y fondre une fois parvenus au pouvoir pour le plus grand bonheur et profit de la classe dominante.

Ce qu'elle leur reproche ou ne peut pas digérer, c'est que Syriza incarne même de façon déformée la résistance du peuple grec à sa politique coïncidant avec celle de la troïka, de telle sorte que Syriza alimente les illusions des masses grecques qu'il serait possible d'appliquer une autre politique qui leur serait favorable, alors qu'elles doivent au contraire s'inscrire profondément dans le crâne l'idée qu'il n'en existe pas d'autres, et qu'elles doivent se soumettre de gré ou de force à celle qu'elle leur a imposée depuis des années, au point d'apparaître comme une fatalité contre laquelle il est inutile de résister puisque personne n'en serait finalement responsable. Le néolibéralisme est une idéologie totalitaire qui ne peut souffrir aucun compromis.

Syriza et Tsipras joue donc le jeu de la classe dominante à travers cet accord scélérateur, qui avait également pour but de briser nette la résistance des travailleurs grecs, au-delà même de la confiance limitée qu'ils avaient pu placer dans Syriza, puisqu'il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom en Grèce, ils vont se retrouver sans représentation politique et totalement désarmés théoriquement pour organiser leur résistance et affronter le gouvernement en place, ne pouvant pas compter sur des syndicats corrompus, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur détermination pour continuer le combat contre toute nouvelle régression sociale, donc dans les pires conditions qui soient.

Le seul espoir pour le prolétariat grec repose sur l'évolution du processus politique en cours, qui permet de clarifier et de répondre à tout un ensemble de questions politiques non résolues, dont celle du pouvoir ou de l'Etat, pour autant que les masses exploitées soient en mesure d'en tirer des enseignements politiques sur leur propre terrain de classe, ce qui va s'avérer très difficile, voire impossible en l'absence d'un parti ouvrier indépendant du régime exprimant consciemment ce processus et définissant les tâches et objectifs politiques que les travailleurs doivent se fixer, axe politique autour duquel ils pourraient se rassembler et que l'avant-garde ouvrière doit adopter et leur proposer.

Qui a osé dire ?

1- *"Je suis personnellement fier de cette bataille parce que nous nous sommes battus avec obstination pour les droits de notre peuple".*

Réponse : Tsipras (Francetv info 16.07)

Il confond le peuple et les banquiers, à moins que pour lui le peuple ne se réduise à la "*classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée, « éduquée dans le postmodernisme »*". (Le problème de la Grèce n'est pas seulement une tragédie. C'est un mensonge. - John Pilger - Arrête sur Info)

2- *"Je reconnais que ces mesures budgétaires sont rudes, qu'elles ne seront pas bénéfiques pour l'économie, mais je suis forcé de les accepter."*

Réponse : Tsipras (Reuters 16.07)

Dites plutôt pour être honnête, que vous vous êtes placé vous-même dès l'origine délibérément dans une situation conduisant à les accepter en comptant en tirer profit ou les couches de privilégiés dont vous faites partie et que vous représentez.

On comprend que votre volonté ne puisse pas aller à l'encontre de vos intérêts, quitte à sacrifier ceux de la classe ouvrière dont vous vous foutez complètement.

C'est la fête !

- Montebourg invite Varoufakis à la fête de la Rose - 20minutes.fr

Fiesta - L'ancien ministre grec des Finances sera la vedette de la sauterie annuelle de l'ancien ministre socialiste... 20minutes.fr 16.07

Les lâches. Ils sont incapables d'assumer leur imposture.

Parti de gauche. Eric Coquerel - "Beaucoup de choses auraient été préférables à cette accord", botte-t-il cependant en touche quand on lui demande s'il fallait aller jusqu'à la sortie de la zone euro. huffingtonpost.fr 16.07

Tout sauf avancer sur la voie du socialisme en rompant avec l'euro et l'UE, impensable pour le Parti de gauche si mal nommé.

Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirme Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspens. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07

Leur " *limite*", ce n'est pas seulement l'euro ou l'UE, c'est le capitalisme, leur horizon indépassable.

Fuyez en courant ces partis de l'euro, pas une voix !

En complément.

"Nous savons que le meilleur atout du peuple grec serait la victoire de Podemos en Espagne et la nôtre en France. Nous y travaillons", lance Jean-Luc Mélenchon. huffingtonpost.fr 16.07

Quel cauchemar ! Il a raison Mélenchon, qu'on en finisse tout de suite avec ces partis pourris ! Imposteurs !

Podemos, Syriza, Parti de gauche : Des partis du camp de l'euro et de l'UE, de l'oligarchie financière.

- Espagne: Le gouvernement grec a gagné en «stabilité» estime le chef de Podemos - 20minutes.fr

Le chef du parti espagnol Podemos Pablo Iglesias, proche du Premier ministre grec Alexis Tsipras, a estimé jeudi que l'accord entre la Grèce et ses créanciers avait le mérite de lui offrir une « stabilité » et de permettre d'envisager une restructuration de la dette.

« Moi comme Alexis [Tsipras] n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite : soit l'accord, soit une sortie de l'euro », a-t-il déclaré à des journalistes à Madrid. 20minutes.fr 16.07

Crise ouverte à Syriza ou une vulgaire comédie

108 membres du comité central du Syriza sur 201 ont signé une déclaration expliquant qu'ils rejetaient le mémorandum. "Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être acceptée par les membres et les cadres de Syriza", peut-on lire dans leur texte. huffingtonpost.fr 16.07

Déclaration de 108 (sur 201) membres du comité central du Syriza - blogs.mediapart.fr

Le 12 juillet à Bruxelles, un coup d'état a eu lieu à Bruxelles, qui a montré que le but des leaders européens était d'infliger une punition exemplaire à un peuple qui avait imaginé un autre chemin, différent du modèle néolibéral d'austérité. C'est un coup d'État dirigé contre toute notion de la démocratie et de la souveraineté populaire.

L' accord signé avec les "institutions" a été le résultat de menaces de l'étranglement économique immédiat et représente un nouveau protocole imposant des conditions humiliantes, odieuses et une tutelle qui sont destructrices pour notre pays et notre peuple.

Nous sommes conscients de l'asphyxie des pressions qui ont été exercées sur la partie grecque, nous considérons néanmoins que la fière avancée des travailleurs lors du référendum n'autorise pas le gouvernement à renoncer sous les pressions exercées par

les créanciers.

Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être acceptée par les membres et les cadres de Syriza.

Nous demandons au comité central de nous réunir immédiatement et nous invitons les membres, les cadres et les députés de Syriza à préserver l'unité du parti sur la base de notre conférence, des décisions et de nos engagements en matière de programme.

Athènes, 15 juillet 2015. blogs.mediapart.fr 15.07

Les derniers développements.

- La Grèce a "satisfait" aux exigences de l'accord en vue d'un plan d'aide - AFP

La Grèce a rempli "de manière satisfaisante" les exigences de la zone euro pour lancer des négociations sur un nouveau plan d'aide, après l'aval donné dans la nuit par le Parlement à une série de réformes, a affirmé jeudi la Commission européenne.

Les institutions créancières de la Grèce, BCE, FMI et Commission, ont jugé qu'avec ce vote, les autorités grecques se sont acquittées "de manière satisfaisante et à temps" des conditions qui leur ont été posées dans l'accord conclu lundi, a déclaré la porte-parole de la Commission pour les Affaires économiques, Annika Breidthardt.

- Grèce : malgré la crise, les richesses de l'Église restent intouchables - Francetv info

- Les hausses de TVA en Grèce en vigueur à partir de lundi - Reuters

Les modifications apportées à la TVA en Grèce, dans le cadre des réformes exigées par la zone euro en contrepartie d'un troisième plan d'aide, entreront en vigueur à partir de lundi, a annoncé jeudi le ministère grec des Finances. Reuters 15.07

Autres infos

- L'Europe redonne de l'air aux banques grecques, Syriza en crise - Reuters

Ouf les banquiers peuvent respirer !

A qui doivent dire aussi merci les Grecs ? A Jeroen Dijsselbloem, dirigeant du parti travailliste (PvdA), membre de l'Internationale socialiste.

- Jeroen Dijsselbloem, le zélé allié de Wolfgang Schäuble récompensé - latribune.fr

Le ministre des Finances néerlandais, a, lundi soir, quelques heures après le « compromis » avec Athènes, obtenu sa reconduction au poste de président de l'Eurogroupe pour deux ans et demi.

Le Néerlandais est apparu comme l'alter ego du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. Il a adopté une ligne dure qu'il a fait tenir à l'Eurogroupe avec la bénédiction du patriarche badois qui l'a alors pris sous sa protection. Il n'a pas réellement eu à se forcer.

Le président de l'Eurogroupe n'a jamais réellement été dans le camp du compromis. Début février, une émission parodique de la télévision néerlandaise montrait un Jeroen Dijsselbloem déterminé à « faire rentrer l'argent des Grecs parce que c'est mon boulot. » Puis, mis en difficulté, il appelait Angela Merkel à la rescousse. En mars, il était le premier à rejeter les « listes de réformes » proposées par les Grecs. Plus tard, il a toujours saisi l'occasion d'affirmer que les concessions grecques n'étaient pas suffisantes. Jamais il n'a utilisé son poste de président pour tenter de jouer le rôle de médiateur ou de facilitateur. Au contraire, il l'a utilisé pour imposer la ligne dure de Wolfgang Schäuble. Le but de cette dureté a été clairement établi par Jeroen Dijsselbloem en marge d'une des énièmes réunions de l'Eurogroupe : faire accepter par Athènes les « réformes » en utilisant la pression des retraits des dépôts et donc l'état des banques. La fermeté affirmée et martelée de Jeroen Dijsselbloem n'a eu de cesse de faire craindre aux Grecs un Grexit. Et c'est là qu'il a voulu en venir. Progressivement, la position grecque est devenue délicate : il fallait ou organiser la sortie de la zone euro, ou capituler.

La revanche du 30 janvier a eu lieu le 27 juin au soir lorsqu'il décide d'exclure de facto Yanis Varoufakis de la réunion de l'Eurogroupe après l'annonce du référendum et le refus de prolonger le programme de 2012. Son homologue grec lui demande

alors qui a décidé de poursuivre la réunion sans la Grèce. « Moi », répond le ministre néerlandais. L'humiliation grecque ne fait en réalité que commencer et Jeroen Dijsselbloem sera un des pires « faucons » de l'Eurogroupe. Il a ainsi rendu d'incalculables services à Wolfgang Schäuble qui a logiquement fait pression pour l'imposer pendant un nouveau mandat à la tête de l'Eurogroupe.

Il y a dans ce renouvellement toute l'image de la nouvelle zone euro qui est à naître. Un Néerlandais qui, comme en 2012, est choisi de préférence à un « latin. » Cette fois un Espagnol, jadis un Français. Wolfgang Schäuble ne veut prendre aucun risque en nommant un homme du sud qu'il juge sans doute peu fiable (avoir accepté en 2011 la nomination de l'Italien Mario Draghi à la tête de la BCE est un grand regret pour lui). D'autant que le résultat des élections espagnoles en novembre pourrait remplacer Luis de Guindos par une personnalité de la gauche espagnole... Autant donc s'appuyer sur l'existant et le sûr : un néerlandais parfaitement dévoué aux principes de l'Ordnungspolitik, la politique de l'ordre économique fondée sur la stabilité monétaire, devenu doctrine officielle de la zone euro.

Cette nomination reflète un autre échec : celle de la stratégie de la France depuis 2012. Lorsqu'il a fallu nommer début 2013 un nouveau président de l'Eurogroupe, la France a proposé Pierre Moscovici. Refusé par Berlin. Elle a alors demandé un social-démocrate. Alors, Wolfgang Schäuble a proposé Jeroen Dijsselbloem. Paris s'est empressé d'accepter, comptant sur l'affiliation du Néerlandais au parti travailliste (PvdA), membre de l'Internationale socialiste. François Hollande a sans doute espéré que la solidarité de parti conduirait le ministre des Finances des Pays-Bas à « rééquilibrer » l'Europe. Le piège de Wolfgang Schäuble s'est alors refermé sur les Français : car le ministre allemand savait parfaitement qu'un travailliste néerlandais est plus attaché à sa vision économique stricte qu'à une fantomatique alliance sociale-démocrate en Europe. Jeroen Dijsselbloem est le symbole de l'échec de la stratégie française qui a consisté à se rapprocher de l'Allemagne pour la faire fléchir progressivement. Cette stratégie a en réalité durci la zone euro.

Car, comme souvent, Wolfgang Schäuble avait vu juste. Aux Pays-Bas, Jeroen Dijsselbloem, allié au premier ministre libéral Mark Rutte, a été l'homme de la rigueur la plus sévère. Il a appliqué l'austérité avec un zèle particulier, au prix de l'effondrement de son parti qui de 22 % en 2012 n'est plus donné qu'à 9 % dans les sondages. Mais son sens de la discipline emporte tout. Pour lui, comme pour Wolfgang Schäuble, l'économie n'est pas l'affaire de l'opinion publique. Et il faut faire le bonheur des peuples malgré eux. Là aussi, c'est un élément qui a déterminé son envie de « faire un exemple » avec la Grèce.

...maintenant un subtil équilibre entre une position technique de façade et une dureté politique réelle. C'est ce qui a conduit l'Eurogroupe et Wolfgang Schäuble à le récompenser par un nouveau mandat. latribune.fr 15.07

Et dire qu'il y en a eu qui ont poussé l'opportunisme jusqu'à en appeler à Hollande (Le PCF, EELV notamment.).

A retenir aussi : Il fallait « faire un exemple » avec la Grèce. Les autres peuples de l'UE savent ce qui les attend un peu plus tôt, un peu plus tard. En Inde on le vit déjà au quotidien et dans bien d'autres pays dans le monde...

- Les Etats-Unis plaident pour une restructuration de la dette grecque - LeMonde.fr

Les Etats-Unis surveillent de près la bataille engagée en Europe pour éviter la sortie de la Grèce de l'Union monétaire. Jack Lew, le secrétaire au Trésor américain, s'est entretenu plusieurs fois au téléphone avec Alexis Tsipras, en particulier le 12 juillet, jour du sommet de la zone euro. Depuis, il a entrepris une tournée en Europe pour rencontrer Wolfgang Schäuble à Berlin, jeudi 16 juillet, puis Michel Sapin à Paris. Au cœur de ces discussions figure la question de la restructuration de la dette grecque. L'Allemagne est contre une décote de grande envergure, qui risque selon elle d'être coûteuse pour les contribuables, mais Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a jugé « indiscutable » la nécessité d'alléger l'endettement du pays. « La question sera quelle est la meilleure forme d'allègement », a indiqué M. Draghi.

Un point de vue que partage le Trésor américain : « Il doit y avoir une forme de restructuration », dit un de ses représentants, en marge du passage à Paris de Jack Lew. « Le FMI a été très clair là-dessus ; les Etats-unis sont aussi en faveur d'une restructuration, indique ce responsable. Il y a plusieurs instruments pour y parvenir, mais la soutenabilité de la dette est une question fondamentale. »

Le risque d'un Grexit ne « devrait pas être pris »

« La question doit être résolue, sinon elle reviendra », indique ce haut fonctionnaire américain, alors que l'accord agréé au sein de la zone euro exclut, à la demande expresse de l'Allemagne, une décote sur la dette de la Grèce, pour ouvrir timidement la porte à un simple rééchelonnement – en rallongeant les délais de remboursement, et en baissant encore les taux d'intérêts. « Le FMI a fait ses analyses et la soutenabilité de la dette est un prérequis pour lui afin de continuer à jouer un rôle », dans le cadre d'un troisième plan d'aide, prévient-on à Washington.

D'après ce représentant du Trésor américain, l'accord-cadre signé entre la Grèce et ses créanciers constitue cependant « une très bonne chose », dans la mesure où il cherche à éviter la sortie de la Grèce de la zone euro, un pays dont « la situation géopolitique demeure très importante ». « Personne ne sait ce qu'aurait signifié un Grexit ; c'est un risque qui ne devrait pas être

pris », estime-t-il, en se réjouissant du vote, survenu mercredi soir, du Parlement grec en faveur du programme : « Un gage de sérieux. »

Désormais, la solution doit passer par une « combinaison » de différents éléments pour régler enfin, selon ce haut fonctionnaire américain, « des problèmes qui ne sont pas nouveaux » : assainissement budgétaire, réformes, soutien à la croissance et à l'investissement, sans oublier la restructuration de la dette. LeMonde.fr 16.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Dictature. La grève hors la loi en Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : l'offensive de Cameron contre les syndicats - Francetv info

Jeudi 9 juillet, une grève des employés du métro avait paralysé Londres. Le Premier ministre britannique David Cameron a décidé depuis de sévir, durcissant encore un peu plus un droit de grève déjà très encadré outre-Manche. "Ces employés sont bien payés", a notamment déclaré le chef du gouvernement anglais.

Il fallait déjà passer par le vote pour battre le pavé. Le projet de loi du Premier ministre va encore plus loin. Dans le secteur public, il faudra en effet désormais 50% de participation au vote, et l'approbation de 40% de l'ensemble des employés.

Le préavis de grève sera porté à 14 jours, pour que les chefs d'entreprise puissent faire appel à des intérimaires. Les piquets de grève seront interdits à proximité des lieux de travail. De quoi affaiblir fortement les syndicats, encore puissants outre-Manche. Francetv info 16.07

Après l'Espagne, cette info est d'une gravité exceptionnelle.

Une mise en scène trop bien réglée.

- Attentat déjoué : qui sont les suspects en garde à vue ? - Francetv info

- Attentat déjoué : l'instigateur présumé était sous surveillance - Francetv info

- Nadine Morano : Cazeneuve "devrait faire preuve de plus de discrétion" - Francetv info

- Attentat déjoué: "Ne pas cacher la vérité aux Français", plaide Cazeneuve - AFP

- "Nous faisons face à une menace terroriste inédite", déclare Manuel Valls en marge du Tour de France - Francetv info

La menace vient du gouvernement français qui soutient Al-Nosra ou la branche syrienne d'Al-Qaïda en Syrie qui "fait du bon boulot" (Fabius, décembre 2012), qui soutient l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Jordanie, Israël qui arment, financent, entraînent l'Emirat islamique.

- Hollande accusé de récupérer politiquement le risque terroriste - Reuters

- Les Républicains et le FN dénoncent une instrumentalisation politique - Le Huffington Post

- «La notion de projet d'attentat n'existe pas en droit pénal» - Liberation.fr

Pour l'avocat et président d'honneur de la Fédération internationale de droits de l'homme, Patrick Baudouin, l'intention compte désormais plus que les éléments matériels pour caractériser un acte terroriste.

La notion de «projet d'attentat» existe-t-elle en droit pénal ?

La notion n'existe pas sous cette forme en droit pénal. Il n'y est pas question de «projet» en tant que tel, mais d'accumulation d'indices montrant la préparation d'un acte de terrorisme. Il s'agit de chercher une intention plutôt qu'un projet, qui suppose des éléments matériels avec des plans déterminés. Il suffit pour les enquêteurs de rassembler des échanges par Internet, des phrases ambiguës, des souhaits pour parler d'une intention, même sans éléments matériels.

D'où provient cette expression ?

Elle est insidieusement entrée dans le terrain politique, et dans l'opinion publique, puis dans le champ juridique, sans être reprise telle quelle dans les jugements ou les procédures. Un projet supposerait une définition précise avec une programmation. Or il peut rester extrêmement vague, fondé sur des intentions.

La notion est donc très élastique ?

C'est une remise en cause du fondement du droit pénal. Il faut, ou plutôt il fallait jusqu'à aujourd'hui, un début d'élément matériel. De plus en plus, on bascule dans un délit d'intention. L'association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste, intégrée dans le code pénal en 1996 aux lendemains des attentats de Saint-Michel, a dévié sur la simple prise en compte de l'élément intentionnel. Tarnac en est un bon exemple. C'est une déviation par rapport au droit pénal.

Le juge Marc Trévidic décrit de la façon suivante l'association de malfaiteurs dans son premier livre : «Un outil très efficace mais dangereux pour les libertés individuelles. On réprime non l'acte de terrorisme pas encore commis, mais la préparation de cet acte.»

L'intention est-elle pénalisée d'une manière similaire dans d'autres matières pénales ?

Non, cela n'existe que pour le terrorisme en France.

Comment l'expliquer ?

Nous sommes là au cœur du débat entre liberté et sécurité, au cœur de toutes les dérives. Au lieu d'avoir une réponse rationnelle, au lieu de comprendre les causes du terrorisme, non pour l'excuser mais pour l'appréhender et trouver des solutions, on est allés dans le sens d'une répression qui s'affranchit des libertés individuelles, qui restreint les libertés. La définition très laxiste et «fourre-tout» du terrorisme a permis de faciliter les poursuites au détriment du droit pénal. Tous les étudiants apprennent pourtant sur les bancs de la faculté que le droit pénal est d'interprétation stricte...

Il y a un mouvement d'ensemble : on joue sur le texte d'incrimination lui-même, qui risque dès lors d'être utilisé contre des innocents, et on renforce les mesures de surveillance, comme le gouvernement vient de le faire avec la loi sur le renseignement. Cela procède d'un tout, et porte atteinte à l'état du droit en matière terroriste. Je suis d'ailleurs troublé que ces annonces interviennent au moment où le Conseil constitutionnel examine ce texte de loi. Cela ajoute une pression supplémentaire, consciente ou inconsciente.

Nous avons encore peu d'éléments sur le projet, il faudra voir et vérifier. On ne peut pas avaler et avaliser tout ce qu'on nous dit. On perd la raison, et surtout, on nous la fait perdre. Liberation.fr 16.07

[Etats-Unis. Assassinat ordinaire en toute impunité.](#)

- La vidéo choc de policiers américains abattant un homme désarmé - Lefigaro.fr

Les images, qui datent de juin 2013, ont été rendues publiques mardi sur décision de justice. On y voit trois policiers de la ville de Gardena, près de Los Angeles, abattre un homme désarmé qui était innocent. Ils ont été blanchis.

Des images qui font froid dans le dos. La vidéo date de juin 2013 mais a été rendue publique par une décision de justice le 14 juillet dernier. On y voit trois policiers de la ville de Gardena, près de Los Angeles, appelés pour un vol de vélo, arrêtant des hommes. L'habitacle de leur véhicule est équipé de caméras, qui filment la scène, sous deux angles différents. Les suspects, de dos, désarmés, lèvent les bras en l'air. L'un d'eux, Ricardo Diaz Zeferino avance, les mains en l'air, pour montrer qu'il est désarmé. Soudain il retire sa casquette. Un instant, sa main droite disparaît. Le mouvement agite les policiers, extrêmement nerveux, qui font feu et abattent l'homme, touché à huit reprises.

Sur la vidéo on entend le policier crier «Les mains en l'air. On va vous tirer dessus.». Zeferino abaisse et lève ses mains. «Fais ça encore une fois, et on te tire dessus», crie le policier. Zeferino lève à nouveau les mains, et trois policiers font feu. Dans un premier temps, la centrale avait annoncé aux policiers un braquage, ce qui pouvait laisser croire que les hommes étaient armés. En réalité, il s'agissait d'un vol de vélo, dont les suspects n'étaient pas coupables. Au contraire ces derniers étaient à la recherche du voleur, Zeferino étant le frère de l'individu qui s'était fait voler sa bicyclette.

La justice de Los Angeles a blanchi les policiers, concluant qu'ils n'avaient pas commis de crime. Ils n'ont subi aucune mesure disciplinaire pour leur acte. La ville de Gardena a dû régler le litige, versant 4,7 millions de dollars à la famille de la victime et

à son ami blessé. Le juge Stephen V. Wilson, qui a ordonné la publication de la vidéo, a affirmé que l'argent de l'indemnisation ayant été pris sur les deniers publics, la vidéo avait un caractère informatif pour les citoyens.

Mais après la diffusion de la vidéo, plusieurs experts s'interrogent sur la légitimité d'un tel acte. «Difficile de voir quelle menace planait sur ces policiers», affirme ainsi Geoffrey Alpert, professeur de criminologie à l'université de Caroline du Sud, au Los Angeles Times.

Comme le souligne le journal, plusieurs questions se posent: «Les policiers ont-ils agi par réflexe? Ont-ils tous tiré en même temps, percevant la même menace, ou bien le premier tir de l'un d'entre eux a entraîné les autres à ouvrir le feu? Les tirs étaient-ils oui ou non justifiés?»

La vidéo, vue des millions de fois depuis sa diffusion mardi a rouvert le débat sur la «nervosité» des policiers et l'usage excessif de la force létale dans leurs interventions, dans un pays où les bavures policières sont quotidiennes. Depuis le début de l'année, au moins 385 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre aux États-Unis, soit plus de deux par jour, selon un décompte du Washington Post datant de mai 2015. Lefigaro.fr 16.07

Bref, aux Etats-Unis quand on apercevez des policiers, soit vous changez de trottoir, soit vous tirez le premier pour sauver votre peau ! Je plaisante, à peine.

Commentaire d'un internaute

- "Quand on est pauvre aux USA, même si on n'a commis aucun crime.

On ne sera jamais élu.

On pourra être accessoirement tué ou emprisonné pour rien, la justice n'existant réellement que pour les riches.

On n'aura pas accès à la santé, ni aux quartier décents.

Résultat, 92 millions d'américains n'ont aucun travail, bien qu'ils soient en age de travailler. 50 millions d'entre eux ne survivent que de bons alimentaires, alors que pour la moitié d'entre eux ils ont un travail.

Mais c'est pourtant ce modèle qu'ils veulent absolument nous imposer en Europe, en privatisant absolument tout, en nous soumettant au dieu de la finance et de la banque..."

ACTUALITE EN TITRES

[Réaction sur toute la ligne. Une justice de classe.](#)

- Tour Triangle : le vote de novembre du Conseil de Paris annulé - Liberation.fr

- Vallauris : une plage publique privatisée pour le roi d'Arabie saoudite - Francetv info

- Béziers: la justice valide la crèche de Noël de Robert Ménard - L'Express.fr

[Il est minuit dans le siècle.](#)

- La facture d'électricité augmentera de 2,5% au 1er août - Francetv info

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Cinq morts dans une fusillade au Tennessee - Reuters

- Le Japon se prépare à étendre les missions de son armée - LeFigaro.fr

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'armée nippone pourrait intervenir à l'étranger. LeFigaro.fr 16.07

- Egypte: Daesh revendique l'attaque au missile d'un patrouilleur - 20minutes.fr

Terrorisme - Un bateau de la marine égyptienne a pris feu ce jeudi lors d'affrontements avec des combattants djihadistes. 20minutes.fr 16.07

- Une double explosion fait au moins 49 morts au Nigeria - LeMonde.fr

- Explosion d'une voiture à Ryad, un mort, deux blessés - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etat-Unis

- Le Pentagone menace l'Iran de frappe militaire. - french.tribune.ir

Dans un communiqué émis à l'occasion de la conclusion des pourparlers nucléaires, le Pentagone menace l'Iran de frappes militaires. Le ministère américain de la Guerre assure ses alliés à savoir Israël et l'Arabie saoudite de son intention ferme de prendre l'Iran pour cible de son action militaire, le cas échéant. Le texte a été publié à peine quelques heures après l'annonce de la fin des pourparlers. "Nous sommes prêts à maintenir nos positions à assurer la sécurité de nos alliés, même en recourant à la voie des armes.

Le communiqué souligne : "nos forces militaires quelques dizaines de milliers déployés au Moyen Orient sont prêtes à opérer quand et où cela est nécessaire. bien que les Etats Unis aient affirmé leur disponibilité à en discuter avec l'Iran, le Pm sioniste a très violemment réagi à la conclusion des pourparlers Iran/5+1 y voyant une grave erreur historique. french.tribune.ir 15.07

Russie

- Daech, en Ukraine, pour combattre Poutine - french.tribune.ir

Selon le journal "Ruskaia planta" Daech aurait envoyé des dizaines de ses terroristes, en Ukraine, où il devront se battre contre les indépendantistes et les forces pro-russes.

La milice Aslan Maskhadov, soutenue par les Etats Unis compte désormais des dizaines de combattants, en Ukraine. Cette milice est composée d'une trentaine de groupes takfiris, placés sous le commandement de la CIA, affirment les sources russes. french.tribune.ir 16.07

Syrie

- Zabadani: la stratégie de "piège" - french.tribune.ir

Le Hezbollah et l'armée syrienne ont continué leur progression dans la localité de al Zalah dans la ville de Zabadani et de là, vers la région de al Soltani tout en réussissant à nettoyer ces localités. Une semaine après le début des opérations à Zabadani, les trois axes du sud de l'ouest et de l'est de la ville sont le théâtre de très violents affrontements. Mardi soir les combattants du Hezbollah ont expurgé al Soltani, seulement quelques heures après avoir nettoyé al Zalah.

Les terroristes de Ahrar al Chaam, du front Al Nosra ont déserté al Soltani avant d'envoyer leurs terroristes dans la localité dite de Bargh pour tenter de reprendre le contrôle de al Soltani. la place de Bargh avait été toutefois piégée par les combattants du Hezbollah qui attendaient l'arrivée des miliciens. Des dizaines d'entre eux ont été pulvérisés dans l'explosion des dizaines de mines plantées sur le terrain.

Avec la chute d'al Soltani, la voie d'approvisionnement des terroristes entre le sud et le centre d'al Soltani a été coupée. De très violents combats opposent les terroristes entre eux sur la nécessité ou pas de se rendre aux forces syriennes. De nombreux terroristes ayant cherché à fuir les combats ont été exécutés par leurs complices. french.tribune.ir 15.07

Malaisie

- Malaisie : "MH370", abattu par un missile israélien - french.irib.ir

Le résultat de l'enquête, menée par les experts, sur le crash de l'avion de ligne malaisien, qui s'est écrasé, lors de son survol de la ville de Donetsk, le 17 juillet de 2104, prouve qu'un missile, de fabrication israélienne, est à l'origine de ce crash.

«L'examen de l'épave de cet avion prouve que ce missile aurait explosé, à proximité du nez de l'appareil, avec un impact principal, au niveau du premier pilote. Selon cette version, la partie droite de la cabine aurait été arrachée du fuselage. Le point de l'impact du missile», selon l'agence de presse russe, Sputnik. french.irib.ir 16.07

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h03.

On a ajouté 8 articles.

Un bref complément à la causerie de ce matin.

[Confirmation. Encore une mystification éventée.](#)

On comprend mieux pourquoi toutes les puissances occidentales se sont ruées sur l'AIB. Nous étions sceptique ou incrédule à cette annonce, par expérience on n'a pas cru un instant que la Chine oserait remettre en cause la suprématie du dollar, tout comme elle n'a pas intérêt à son effondrement. Pas de bol pour ceux qui s'enflamment pour la nouvelle "Route de la Soie" qui a tout l'air d'un marécage.

- Protagoniser la yuansisation de l'économie mondiale - Le Réseau Voltaire 17.07

Extraits. Au sujet de la coopération financière, les BRICS ont annoncé les détails sur la nouvelle banque de développement et sur l'accord pour un fonds de prévoyance. Toutefois, le modus operandi des deux institutions a révélé qu'aucune ne favorise le processus de « dé-dollarisation » mondiale. Les crédits pour la nouvelle banque de développement des BRICS sont libellés en dollar, la même chose se produira concernant la liquidité fournie au Fonds de prévoyance, qui aura également besoin de l'aval du Fonds monétaire international (FMI) pour agir comme stabilisateur de l'équilibre des paiements entre les pays des BRICS. (...)

Les opérations d'investissement dans les infrastructures (AIB, pour son sigle en anglais), dans le Fonds pour la « Route de la Soie » et dans la nouvelle banque de développement des BRICS auront lieu en dollars.

Par conséquent, bien qu'il soit vrai que le montant des ressources disponibles pour les trois institutions (240 milliards de dollars) défie le pouvoir du FMI et de la Banque mondiale, en même temps il soutient à son tour sur ses épaules l'empire du dollar, pierre angulaire du système monétaire international établi en 1944. (Le Réseau Voltaire 17.07)

L'article en entier figure dans la rubrique économique.

La causerie du matin

On ajoutera des articles d'ici quelques heures, il est 14h10 et je dois déjeuner.

[L'homme, l'intellectuel, le militant sont si perfectibles qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes.](#)

Arthur Schopenhauer - " Les personnes ordinaires ont un profond respect pour les experts en tout genre. Ils ignorent que la raison pour laquelle on fait profession d'une chose n'est pas l'amour de cette chose, mais de l'argent qu'elle rapporte. Et que celui qui enseigne une chose la connaît rarement à fond, car s'il l'étudiait à fond il ne lui resterait généralement pas de temps pour l'enseigner. (C'est la raison pour laquelle le gouvernement et les médias recourent si souvent à de soi-disant experts. Voilà également qui pourrait s'adresser à tous les donneurs de leçons qui noyautent et s'emploient à pourrir le mouvement ouvrier. - ndr) [...]

Il n'y a aucune opinion, si absurde soit-elle, que les Hommes ne sont pas prêts à accepter dès lors qu'on réussit à les convaincre que c'est une vue généralement admise. [...] Comme l'a écrit Sénèque : « Chacun préfère croire plutôt que juger.

» (Traduire : Réfléchir - ndlr) [...] Il est particulièrement étrange que l'universalité d'une opinion ait autant de poids lorsque par l'expérience on sait que son acceptation n'est guère qu'un processus imitatif sans aucune réflexion. (L'homme à partir de sa naissance ne fait qu'imiter son entourage tel que n'importe quel animal, ce n'est qu'ensuite ou au fil du temps qu'il acquerra des facultés intellectuelles lui permettant de réfléchir, tandis que ses jugements se conformeront généralement à ceux de son entourage ou ceux communément admis dans le milieu où il évolue, et rares seront ceux qui parviendront à acquérir une réelle liberté de pensée ou de jugement au cours de leur vie. - ndlr), [...] Or le caractère universel d'une opinion n'est une preuve ni même un critère de probabilité de son exactitude. (Qui oserait remettre en cause la version officielle du 11 septembre 2001 figurant désormais dans les manuels scolaires. Pas même nos dirigeants. - ndlr) [...] Ce que l'on appelle l'opinion générale est, somme toute, l'opinion de deux ou trois personnes et il est aisé de s'en convaincre lorsque l'on comprend comment l'opinion générale se développe. " (Opinion générale que les plus farouches partisans de la laïcité, des athées ou des rationalistes, ont adopté en croyant comme des curés la parole divine de G.W. Bush, un exemple parmi tant d'autres - ndlr) (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

L'homme en général, l'intellectuel et le militant en particulier devraient faire preuve de modestie au lieu de se croire supérieur aux autres ou de s'attribuer des capacités qu'ils ne possèdent pas ou qu'ils n'ont pas développées.

- "Rien n'égale pour l'homme le fait de satisfaire sa vanité, et aucune blessure n'est plus douloureuse que de la voir blessée. Cette satisfaction de la vanité naît principalement du fait que l'on se compare aux autres, à tout point de vue, mais surtout au point de vue des facultés intellectuelles. (Qui fera défaut au dernier des crétins qui ne se posera pas cette question qu'il jugerait inutile. L'intelligence étant décidément la faculté la plus mal répandue au sein de l'espèce humaine, il vaudrait mieux estimer le degré d'ignorance de la population (et des militants) à partir du crétinisme ou ce qui lui est le plus familier, avec tout le respect qu'on lui doit tout de même ou sans faire preuve de condescendance pour autant. - ndlr) C'est justement ce qui se passe effectivement et très violemment dans toute controverse. D'où la colère du vaincu, sans qu'on lui ait fait de tort, d'où son recours à ce dernier expédient, à ce dernier stratagème. (L'attaque personnelle qui consiste en insultes, calomnies, etc. ce que l'on déteste. - ndlr) [...]

Toutefois, en tant que joute de deux esprits, la controverse est souvent bénéfique aux deux parties car elle leur permet de rectifier leurs propres idées et de se faire aussi de nouvelles opinions. Seulement, il faut que les deux adversaires soient à peu près du même niveau en savoir et en intelligence. Si le savoir manque à l'un, il ne comprend pas tout et n'est pas au niveau. Si c'est l'intelligence qui lui manque, l'irritation qu'il en concevra l'incitera à recourir à la mauvaise foi, à la ruse et à la grossièreté. (Caroline Fourest par exemple. - ndlr) [...]

La seule parade sûre est donc celle qu'Aristote a indiquée : ne pas débattre avec le premier venu mais uniquement avec les gens que l'on connaît et dont on sait qu'ils sont suffisamment raisonnables pour ne pas débiter des absurdités et se couvrir de ridicule. Et dans le but de s'appuyer sur des arguments fondés et non sur des sentences sans appel ; et pour écouter les raisons de l'autre et s'y rendre ; des gens dont on sait enfin qu'ils font grand cas de la vérité, qu'ils aiment entendre de bonnes raisons, même de la bouche de leur adversaire, et qu'ils ont suffisamment le sens de l'équité pour supporter d'avoir tort quand la vérité est dans l'autre camp. Il en résulte que sur cent personnes il s'en trouve à peine une qui soit digne qu'on discute avec elle. Quant aux autres, qu'on les laisse dire ce qu'elles veulent car desipere est juris gentium (c'est un droit des gens que de délirer...)." (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

Effectivement, lorsqu'on essaie de discuter avec un interlocuteur censé être à un niveau intellectuel lui permettant de saisir notre argumentation, du fait qu'il s'identifie aux idées qu'il soutient ou parce qu'elles sont inséparables de sa personnalité ou encore personnifient son statut, ses intérêts individuelles, sa vanité lui commandera de rejeter les idées qui ne sont pas conformes aux siennes, et si votre interlocuteur à la conviction par son statut ou son expérience d'être supérieur intellectuellement à vous, au mieux il vous laissera vous exprimer poliment sans vraiment vous écouter, au pire il vous coupera la parole tout en affectant une attitude dédaigneuse car il vous méprise.

C'est la dernière version qui prévaut généralement chez les intellectuels, les dirigeants des partis ouvriers et la plupart des militants à l'esprit étroit et borné. C'est la réaction des faibles d'esprit qui atteignent à un moment donné de leur vie un certain niveau intellectuel et qui s'en satisfont, et qui par la suite s'interdisent d'évoluer ou de progresser. Il ne leur viendra pas à l'esprit que leur niveau de connaissance est relatif et présente bien des lacunes ou imperfections, il en va de même de leurs convictions qui relèvent davantage de la posture ou de l'imposture.

Le meilleur moyen d'y échapper consiste encore à tout reprendre à zéro régulièrement ou à considérer que rien n'est acquis définitivement sans présumer des conclusions auxquelles on parviendra, ce qui nécessite d'accepter de se remettre en cause de fond en comble et de considérer que l'on n'a rien à perdre, exercice qui sera hors de portée de la plupart des privilégiés et des parvenus, ceci expliquant cela.

L'honnêteté, la sincérité, le courage, la modestie, le respect de la réalité et des autres, la passion de la vérité sont autant de qualités ou de principes que devraient posséder les hommes et tout particulier nos dirigeants à qui manifestement ils font

défaut aujourd'hui, ils montrent ainsi le pire des exemples qui soient aux militants, et donnent une image détestable du mouvement ouvrier dont ils sont davantage les fossoyeurs que les représentants légitimes. On ne supporte pas le mensonge et l'hypocrisie, on les combat.

Nous personnellement, nous avons fait étalage de nos lacunes, faiblesse et erreurs à maintes reprises dans différentes causeries pour ne pas avoir à y revenir ici.

Nous concluerons en disant qu'il est remarquable ou logique de constater qu'il ne suffit pas de développer ces qualités ou ces principes pour gagner l'estime ou la confiance des gens (ou des militants), qui préfèrent généralement la compagnie de personnes (ou de dirigeants) leur ressemblant ou chez lesquelles ils font précisément défaut, ensuite ils s'étonneront d'avoir des relations détestables avec les gens en général ou en arriveront à détester la terre entière, en dehors toutefois d'un cercle restreint où ils cultivent des relations médiocres et superficielles qui finalement leur conviennent mieux.

Vous me direz que cela n'encourage pas vraiment à développer ces qualités ou principes si malgré tout elles conduisent à une telle incompréhension ou à une forme d'ostracisme injuste que l'on devra supporter en silence. Les renier une fois acquis serait un suicide moral, qui serait le signe annonciateur d'une régression intellectuelle sans fin et d'une déchéance morale bien pire encore qu'on préférera éviter.

Il est certain que sur ce plan-là on va de désillusion en désillusion dans la vie pour avoir considéré sincérités des rapports qui ne l'étaient pas ou avoir eu la faiblesse de s'acharner à le croire, généralement on n'avait pas le choix de procéder autrement, sauf à avoir développé une tendance paranoïaque. La vanité qui fait bon ménage avec l'hypocrisie ne profite qu'un temps à ceux qui en font usage, ce qui les empêche pas d'y tenir

Dossier grec

Ils passent aux aveux... trop tard !

Le renflouement des banques institutionnalisé.

- L'accord prévoit que la directive européenne sur le renflouement des banques soit transposée dans la législation grecque. Cela veut dire que la prochaine crise bancaire sera à la charge au moins partielle des déposants.

Inimaginable. La rupture avec l'euro s'accompagnerait d'une annulation partielle ou totale de la dette.

- La Grèce ne peut sortir de l'euro sans répudier ses dettes. Une dépréciation de la drachme se traduirait en effet immédiatement par une augmentation du poids de la dette exprimée en euros au-delà de l'insoutenable. C'est ce que tout le monde craint, dans le monde bancaire comme dans le monde politique qui lui est lié. L'attachement des Français à éviter le Grexit tient à la valeur d'exemple que cette première sortie engendrerait.

Un accord conçu par les banquiers pour les banquiers. Rien n'est réglé.

De manière très explicite, le protocole d'accord avec la Grèce ferme toute porte dans la voie d'une remise des dettes : « le sommet de la zone euro souligne que l'on ne peut pas opérer de décote nominale sur la dette ». C'est donc l'impasse. atlantico.fr 14.07

Le tonneau des Danaïdes.

- Le simple service des intérêts de la dette oblige à diminuer le niveau de vie des grecs de 4,3 % en 2015. A la fin de l'année, ils seront contents : ils auront payé les intérêts sur la dette mais seront toujours aussi endettés !

Pour que le condamné souffre plus longtemps.

- La proposition dont se réjouit le Président François Hollande est celle d'un reprofilage de la dette. En termes plus traditionnels, il s'agit d'un moratoire, sous la forme d'un allongement de la durée de maturité des prêts. A supposer que l'Eurogroupe l'accepte, ce qui n'est pour l'heure qu'une hypothèse, il s'agit simplement de desserrer un peu l'étreinte pour que le condamné souffre plus longtemps. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la baisse du montant des échéances, intérêts et principal, soit telle qu'elle génère un mouvement de croissance conséquent.

Les "fruits de la croissance" ne doivent bénéficier qu'aux créanciers.

La clé de la solvabilité, on l'aura compris, c'est une croissance nominale supérieure au montant des intérêts à payer en pourcentage du PIB. En supposant que, pour une fois, les prévisions de la Commission de Bruxelles s'avèrent exactes, la

croissance de 2016 serait de 3,66 %. Il faudrait donc que le poids des intérêts soit ramené en dessous de ce chiffre pour que la Grèce puisse commencer à rembourser le principal. Et encore, cela suppose que les fruits de la croissance ne bénéficient pas à la population, mais seulement aux créanciers ! atlantico.fr 14.07

Un cas pathologique. Comment justifier la bassesse humaine et être incapable de l'assumer ?

Lâchement en l'imputant à d'autres tout en expliquant qu'elle serait une fatalité, en somme une imperfection à mettre au compte de la nature humaine.

L'absence de volonté face à une proposition allant à l'encontre de nos intérêts ne serait pas la manifestation d'une personnalité vile et basse dès lors que le contexte la contraindrait à agir de la sorte, elle serait alors imputable à un élément extérieur si puissant qu'il serait préférable de s'y soumettre plutôt que l'affronter. La lâcheté et l'hypocrisie seraient ainsi légitimées, alors autant dire que ceux qui les dénonceraient n'auraient aucune légitimité et ne doivent surtout pas être écoutés.

- Pour Manolis Kosadinis, médecin psychiatre de 56 ans, représentant de la section de Syriza en France : "La France est obligée de s'agenouiller" face au ministre allemand des Finances, Schäuble. libération.fr 17.07

Seuls des représentants de l'oligarchie financière ou leurs complices peuvent s'abaisser à adopter ce genre de comportement, dans le cas de Hollande rien de plus naturel, dans le cas d'un soi-disant représentant du peuple, c'est indigne, misérable et condamnable.

Manolis Kosadinis - Après la chute du mur de Berlin, et dans les années qui ont suivi, les idéologies de la gauche radicale sont tombées comme un château de cartes.

Il a dû vouloir dire par là qu'à partir de cette époque les satellites du Kremlin avaient adopté l'attitude des partis sociaux-libéraux qui consistait à soutenir leur propre bourgeoisie, mais heureusement que Syriza était là avec son "*projet alternatif*" dont on vient de voir qu'il était en réalité une imposture, et tous les travailleurs auront compris que s'il y a "*encore des questions très importantes, cruciales pour la vie de chacun qui ne sont pas réglées*" elles devraient l'être dès lors dans le cadre du capitalisme, plus précisément de l'euro et de l'UE avec lesquels Syriza est incapable de rompre, autrement dit ils ne devront compter ni sur Syriza (Le Front de Gauche ou Podemos) pour les régler, ni sur les "*forums européens et mondiaux*" dont l'activité se résume à avoir "*des discussions transnationales*", paroles sans lendemain en totale contradiction avec leurs actes à l'instar des partis sociaux-néolibéraux et stalinien dont leurs membres sont issus le plus souvent et qui servent de modèle à leur forfaiture criminelle.

En famille. Le PCF en défenseur acharné de l'euro.

Le PCF s'emploie à colporter des illusions dans le PS, dont il demeure un allié électoral ou un allié tout court du gouvernement.

- Grèce: "la France n'a pas joué le rôle qu'elle devait jouer", selon le PCF AFP

"La France n'a pas joué le rôle qu'elle devait jouer. Elle a pendant cinq mois laissé les Grecs seuls face au chantage des créanciers et de l'Allemagne, elle est rentrée très tardivement dans le débat, c'est vrai en jouant un rôle pour éviter le Grexit, mais en laissant l'Allemagne dicter toutes ses conditions", a affirmé M. Laurent sur Sud Radio.

"Ce qu'elle a fait au dernier moment montre que sa voix compte. Mais qu'elle l'utilise autrement pour peser dans le débat européen. (...) Les Français doivent élever le ton face aux dirigeants allemands actuels et face à certains dirigeants des institutions européennes", a insisté le sénateur de Paris.

Pour M. Laurent, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, "est un irresponsable qui depuis le début n'a jamais cherché aucun accord avec la Grèce et n'a qu'un objectif qui est l'expulsion de la Grèce de la zone euro. (...) C'est un homme dangereux", a affirmé le responsable communiste. AFP 17.07

En fait le plus dangereux pour les travailleurs, c'est encore Laurent et Mélenchon, quoiqu'ils ne les écoutent pas.

Car la France a parfaitement joué son rôle et Wolfgang Schäuble également, l'un pour le compte de l'impérialisme américain ou de l'oligarchie anglo-saxonne à l'origine de l'euro, l'autre pour le compte de l'impérialisme allemand, chez les stalinien depuis l'implosion de l'URSS c'est la soumission à Wahington qui a remplacé celle au Kremlin.

Ah ben voilà qu'ils y tiennent maintenant ! Leur cauchemar en réalité.

- Le Grexit est en marche - latribune.fr

- Le Grexit évité mais pour combien de temps... Puisque la dette grecque n'est pas remboursable ? - atlantico.fr

Derniers développements.

- Remaniement en Grèce avant le coup d'envoi des négociations sur un nouveau plan - AFP

Le Premier ministre grec a remanié vendredi soir son gouvernement en écartant les ministres opposés aux réformes exigées par les partenaires de la Grèce qui ont débloqué des fonds pour couvrir ses besoins financiers les plus pressants, en prélude aux négociations sur une aide massive de plus long terme.

Alexis Tsipras a évincé les trois ministres frondeurs qui avaient voté jeudi contre l'adoption de ce train de mesures controversées, tout en confortant à son poste Euclide Tsakalotos, son ministre des Finances, apprécié de ses homologues de la zone euro.

Parmi les sortants figurent le ministre de l'Energie et des Infrastructures Panagiotis Lafazanis et la ministre adjointe aux Finances Nadia Valavanis, qui avait présenté sa démission.

Le chef du gouvernement de gauche radicale avait vertement critiqué jeudi soir l'attitude des 32 députés dissidents de Syriza, estimant que le parti était sorti "meurtri" de cette fronde qui le rend désormais otage de l'opposition.

Ce remaniement, le premier d'envergure depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir il y a six mois, s'apparente à une reprise en main et a valeur de message adressé aux créanciers, qui continuent à douter de la volonté - et de la capacité - de l'exécutif grec de tenir ses engagements. AFP 17.07

ACTUALITE EN TITRES

[Une bonne nouvelle tout de même.](#)

- Les ventes de luxe en ligne ont bondi de 50% en 2014 - La Tribune

[Une "**tête pensante**" de 17 ans...](#)

- Projet d'attentat : les apprentis djihadistes passent aux aveux - LeFigaro.fr

- Attentat déjoué : la tête pensante serait le plus jeune des suspects - Francetv info

Après trois jours de garde à vue, les trois jeunes suspects ont été présentés à un juge d'instruction ce vendredi 17 juillet, dans l'après-midi, en vue de leur mise en examen.

L'instigateur est le plus jeune des trois. Âgé seulement de 17 ans, il réside dans la région de Valenciennes.

Le jeune homme était sous surveillance. Il y a quelques mois, sa mère avait signalé aux cellules de renseignement qu'il voulait partir en Syrie. Les policiers découvrent alors qu'il est en lien avec un Français qui a rejoint le groupe État islamique et qu'il lui demande de frapper en France. Francetv info 17.07

Ils nous prennent vraiment pour des abrutis. Les quelque 1.800 Français qui sont partis en Syrie combattre au côté de l'Emirat islamique avaient des copains ou des relations en France, ils sont tous susceptibles d'être restés en contact avec l'un ou l'autre et de se voir proposer de commettre des agressions ou des attentats en France sans pour cela qu'ils passent forcément à l'acte même s'ils étaient tentés par ce genre d'actions, sinon ils s'en produiraient plusieurs par semaine, ce qui n'est pas le cas.

[Chasseurs de prime. Chasseurs de tête.](#)

- Sécurité routière: 600 euros de prime pour les policiers qui verbalisent le plus - 20minutes.fr

Les CRS et motards chargés d'assurer la sécurité sur les routes de France sont toujours classés en fonction du nombre d'amendes dressées, selon un document officiel publié ce vendredi par le journal Auto Plus.

Les policiers sont-ils encore poussés à verbaliser davantage?

Ce document, émanant du « sommet de la police nationale, classe les brigades routières (neuf compagnies autoroutières CRS et 22 unités de motards) en fonction du nombre de PV qu'elles distribuent.

Selon le magazine, « pour chaque prune distribuée, les différentes brigades sont créditées d'un nombre de points précis ». A la fin de la période de douze mois, les deux compagnies et les deux unités qui ont accumulé le plus de points sont gratifiées d'une prime annuelle. Avant d'être reversée entre les policiers.

Le journal avance que le gain pour chaque agent est d'environ 600 euros. 20minutes.fr 17.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Irak: au moins 35 tués dans l'explosion d'une voiture piégée - AFP

- Nigeria: 13 morts dans trois attentats-suicides dans le nord-est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

Précision. On a mis en ligne cet article, parce que ce matin figuraient de nombreux articles de presse annonçant triomphalement la reprise d'Aden par les forces restées fidèles au président déchu Mansour Hadi. Il y a 24 heures de décalage entre les deux infos, la suite demain.

- Aden : nouvelle défaite de Riyad - french.trib.ir

Le vaste plan d'attaque des partisans de Riyad contre Aden a échoué.

L'attaque, qui avait été lancée, avec l'aide des Saoudiens et des Emiratis, et qui visait à favoriser le retour du Président en fuite, Hadi, à Aden, s'est heurtée à une très violente contre-attaque de l'armée yéménite et d'Ansarallah. Trois mois après le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, l'Arabie saoudite cherche à prendre l'initiative, dans les régions du Sud yéménite, via leurs éléments inféodés. Faute d'une force terrestre digne de ce nom, l'Arabie saoudite utilise, donc, ses " fidèles", à Aden.

Le journal libanais, "Al Akhbar", revient sur cette attaque, en soulignant l'insistance avec laquelle Riyad a tenté, depuis le premier jour de la guerre contre le Yémen, de prendre le contrôle d'Aden et d'en faire un havre de paix, pour Mansour Hadi. Mais Aden n'est pas la seule cible de Riyad. Les Al-e Saoud lorgnent, aussi, du côté de Hadramout. Aussitôt, la trêve annoncée, la coalition, dirigée par Riyad, l'a violée. Cette coalition cherche, en effet, à changer les équations politiques et militaires, au Yémen. L'allié émirati de Riyad a envoyé armes et effectifs, dans ce pays, façon d'aider les éléments pro-saoudiens.

Quant aux médias, à la solde du régime des Al-e Saoud, l'heure est au grand matraquage : ces médias évoquent, à tort et à travers, le retour "imminent" de Hadi et de son équipe, à Aden, et c'est sur fond de cette rumeur que les miliciens pro-Riyad ont multiplié, ces derniers temps, leurs assauts contre l'aéroport d'Aden. L'aéroport a été, momentanément, occupé, d'ailleurs, par ces éléments, avant d'être repris par les forces d'Ansarallah. Selon "Al-Akhbar", l'armée et les forces d'Ansarallah ont lancé une très violente attaque, dans la nuit de mercredi à jeudi, contre l'aéroport d'Aden, aéroport, bombardé une centaine de fois, durant ces dernières heures, par l'aviation saoudienne : or, ces assauts n'ont rien pu faire et les mercenaires saoudiens se sont vus contraints de reculer.

Les miliciens semblent se préparer à lancer une nouvelle opération : plusieurs chars et véhicules blindés et des armements semi-légers viennent d'être déployés, sur les côtes d'Al-Barigha ... Riyad va-t-il réussir à reprendre Aden? Le premier acte du plan a, lamentablement, échoué. french.trib.ir 16.07

ECONOMIE

Chine

Pas de bol pour les Grecs qui ne pourront pas en faire autant pour être demeurés prisonniers de l'euro par la volonté de Tsipras et Syriza.

- La banque centrale de Chine va injecter 48 milliards de dollars - Reuters

La banque centrale chinoise va injecter 48 milliards de dollars (44 milliards d'euros) dans la première institution financière spécialisée du pays, la Banque chinoise de développement (BCD), dans le cadre de la réforme du secteur bancaire destinée à combattre le ralentissement de l'activité, a-t-on appris de deux sources proches du dossier.

Les autorités chinoises avaient dit en avril qu'elles allaient réformer les trois grandes institutions financières spécialisées du pays -- la BCD, la Banque chinoise pour l'import-export et la Banque chinoise pour le développement de l'agriculture -- afin de soutenir l'activité et de financer l'expansion à l'international des entreprises chinoises.

L'injection de capitaux par la banque centrale dans la BCD se fera par une conversion de dettes en fonds propres, explique-t-on de mêmes sources.

Contactées par Reuters, aucune des parties prenantes n'a souhaité faire de commentaires.

Créée en 1994, la BCD est chargée du financement des grands projets d'infrastructure en Chine et à l'international.

Le Conseil d'Etat, l'équivalent du gouvernement, a appelé la BCD à "accroître son soutien aux domaines stratégiques et aux secteurs en difficulté."

En juin, le régulateur bancaire chinois avait décidé de considérer les obligations émises par la BCD pour se financer comme exemptes de risque en soulignant le fort soutien des autorités à l'établissement qui totalise plus de 10.300 milliards de yuans d'actifs (1.570 milliards d'euros).

Au début du mois de juillet, la banque centrale avait prolongé 25 milliards de dollars de prêts bonifiés au taux de 3,1% à la BCD afin de soutenir une croissance défailante. Reuters17.07

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juillet 2015

CAUSERIE

Loving you Sunday morning (Scorpions), après un petit exercice de Kama Sutra et un massage ayurvédique à l'huile de sésame pure pour bien commencer la journée, on est en pleine forme !

Loving you ne s'adresse pas à vous puisque j'ai cru comprendre que vous ne m'aimiez pas beaucoup, vous préférez sans doute les gens mal intentionnés qui passent leur temps à vous raconter des histoires à dormir debout tout en faisant preuve de démagogie, c'est votre droit et je le respecte, dommage.

2495 connexions à la page d'accueil du site depuis le 1er juillet.

Crise du POI. Les interviews par Karim Landais de dirigeants exclus ou démissionnaires du PCI ou de l'OCI ont été téléchargés des centaines de fois durant la même période, ainsi que d'autres articles ou documents en relation avec ces formations politiques.

Pour qu'il n'y ait pas de jaloux.

Crise du NPA. La tendance Claire du NPA a mis en ligne le 8 juillet un article relatant la crise qui sévit au sein du NPA *Un CPN paralysé à cause du refus persistant de constituer une nouvelle majorité.*

Dans les deux cas on remarquera que c'est aussi une crise de la démocratie qui s'exprime dans ces partis, à croire que celle du régime les atteint directement, le plus surprenant (ironiquement) c'est que ce soit dans les mêmes termes, le régime est devenu incompatible avec la démocratie et ces partis aussi.

Dit naïvement, on se demandera comment des gens aussi intelligents peuvent avoir été aussi idiots pour avoir sabordé l'héritage du trotskysme et du marxisme.

Ne me prenant pas pour ce que je ne suis pas contrairement à leurs dirigeants, j'avais estimé qu'en l'absence d'un dirigeant de la trempe de Marx, Engels, Lénine ou Trotsky ou possédant leurs qualités, ce devrait être un collectif de dirigeants qui devrait diriger le parti et non un chef affublé de sa cour, qui plus est lorsque leurs motivations finissent davantage par relever d'intérêts personnels avec lesquels ceux du parti devraient corrompre ou seraient finalement sacrifiés, ce qui se traduirait toujours dans un tel parti monolithique par l'impossibilité de le construire.

On nous rétorquera peut-être que c'est justement ce qu'ils ont fait en dotant leur parti d'un bureau national de quelque 50 membres, à ceci près que la manière dont il fonctionnait, son ordre du jour et l'orientation des débats dont on a eu quelques aperçus dans Informations ouvrières, prouvaient que la quasi totalité des questions directement reliées à la situation politique en France et dans le monde, à la question de la construction du parti, aux rapports du parti avec la classe, entre les classes et à l'intérieur des classes, etc. des questions en rapport avec la ligne politique et la stratégie à adopter que nous avons abordées dans notre portail depuis des années, n'y ont jamais figuré et n'ont par conséquent jamais été traitées, aucune discussion sérieuse sur ces thèmes capitaux n'ont jamais eu lieu à notre connaissance, elles se bornaient toujours à traiter des questions en relation avec la situation sociale telles qu'on peut les rencontrer dans n'importe quel syndicat, alors qu'apparemment le POI était un parti politique, mais qui ne traitait pas de politique, d'idéologie, toutes les questions d'ordre théorique étant systématiquement évacuées au profit de quelques dirigeants s'étant finalement octroyés tous les pouvoirs dans ce parti. A suivre.

Dossier grec

Tsipras et Syriza. Les imposteurs démasqués.

Nous ne vous tromperons pas.

1- « Nous n'avons ni l'intention ni la possibilité de vous tromper. De soustraire aujourd'hui votre vote et l'utiliser après les élections comme chèque en blanc. Et nous n'avons pas la possibilité de vous tromper parce que SYRIZA c'est vous » avait déclaré pourtant avec force Alexis Tsipras le 17/01/2015 (<http://syriza-fr.org/2015/01/28/le-cadre-de-programme-gouvernemental-de-syriza/>)

Nous représentons le peuple.

2- « Nous ne nous appuyons ni sur des entrepreneurs ni sur des banquiers ni sur des propriétaires de médias. Nous nous appuyons sur vous. Ni sur l'oligarchie, ni sur les grandes familles. Sur le peuple souverain » (Ibid)

La politique d'austérité appartient au passé.

3- « Le peuple grec souverain a délégué aujourd'hui un mandat clair, fort, et sans ambiguïté. La Grèce tourne la page. La Grèce laisse derrière elle la politique désastreuse de l'austérité ». (<http://syriza-fr.org/tag/alexis-tsipras/page/4/>)

Il faut être mentalement déséquilibré, un crétin fini, un féroce opportuniste ou un pro-capitaliste assumé pour soutenir Tsipras et Syriza. Idem pour le Front de gauche et Podemos.

Les derniers développements

- Grèce: pas finalisé, déjà critiqué, les fragilités du nouveau sauvetage - AFP

Le nouveau sauvetage de la Grèce n'est pas finalisé mais il a déjà du plomb dans l'aile: des acteurs clés du dossier - Athènes, Berlin et le FMI - en critiquent les grands axes et doutent de ses chances de succès.

Le scepticisme ambiant, qui dépasse de loin le simple cercle des économistes, devra être dissipé lors des négociations à venir sur les modalités du plan d'aide, dans la foulée de l'accord-cadre conclu lundi à Bruxelles.

Sans surprise, c'est d'Athènes que viennent d'ores et déjà les plus fortes réserves. L'accord arraché in extremis lundi impose au pays une nouvelle cure d'austérité (hausse de la TVA, coupes dans les retraites...) et une quasi-mise sous tutelle économique.

L'encre de sa signature à peine sèche, le Premier ministre Alexis Tsipras évoque aussitôt "un texte auquel (il) ne croit pas" même s'il a permis d'éviter à son pays une sortie désordonnée de la zone euro.

"J'ai dit que j'étais en désaccord avec de nombreux éléments du texte", ajoute-t-il mercredi devant son Parlement.

Son ministre des Finances Euclide Tsakalotos est sur la même ligne: "Je ne sais pas si nous avons fait le bon choix", dit-il devant les élus.

Le chemin semble donc bien long avant que les autorités ne "s'approprient" ce plan de réformes, comme le souhaite la dirigeante du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Ce n'est un secret pour personne: Berlin, premier créancier de la Grèce, a freiné des quatre fers avant de parapher l'accord-cadre, mettant même sur la table le scénario d'un "Grexit" de 5 ans.

Face au Bundestag vendredi, la chancelière allemande Angela Merkel a certes défendu ce texte, présenté comme la seule alternative "au chaos" même si ses conditions sont "dures pour les gens en Grèce".

Mais d'importants doutes subsistent et la dirigeante a reconnu que personne ne pouvait "les balayer de la main".

Son ministre des Finances était allé plus loin jeudi en évoquant de nouveau l'hypothèse d'un "Grexit" temporaire.

"Nous ne le pourrions pas, nous ne le voulons pas (...). Mais ce serait peut-être la meilleure solution", a déclaré Wolfgang Schäuble.

"Beaucoup le disent, y compris en Grèce", a-t-il poursuivi, semant le doute sur la pertinence même d'un nouveau sauvetage du pays après ceux de 2010 et 2012.

Associé à ces plans d'aide, le FMI a, lui, sorti les griffes et menacé de laisser les Européens entre eux s'ils ne réduisaient pas la dette de la Grèce, jugée "totalement non-soutenable".

Interrogée sur le point de savoir si le plan ébauché lundi était viable sans un allègement de la dette, Christine Lagarde a été directe. "La réponse est assez catégorique: "non", a-t-elle dit.

Sous couvert de l'anonymat, un haut responsable du FMI juge d'ailleurs l'accord avec la Grèce pas "vraiment concret" et laissant de "nombreuses questions" en suspens.

Les Européens semblent certes se rallier les uns après les autres aux exigences du FMI sur la dette, mais les doutes du Fonds ne se limitent pas à cette question.

Selon l'institution de Washington, les objectifs budgétaires assignés à la Grèce, qui sous-tendent l'accord de Bruxelles, sont ainsi quasiment hors de portée.

Pour mémoire, Athènes est censé dégager à terme --et maintenir-- un excédent primaire (hors charge de la dette) équivalant à 3,5% de son produit intérieur brut.

"Peu de pays y sont parvenus. L'annulation de réformes cruciales du secteur public déjà en place (...) soulève des doutes sur la capacité de la Grèce à atteindre cet objectif", écrit le Fonds dans un rapport publié mardi.

Une autre institution de Washington a donné de la voix.

Groupement des plus grandes banques du globe, l'Institut pour la finance internationale (IIF) juge que l'accord fait une nouvelle fois l'erreur de faire primer l'assainissement budgétaire sur le redémarrage de l'économie.

"Le programme devrait accorder beaucoup plus d'attention à des mesures de soutien de la croissance et pas seulement chercher à atteindre un excédent primaire à n'importe quel prix", écrit cette organisation qui avait été associée à la restructuration de la dette grecque de 2012. AFP 18.07

- Grèce: le gouvernement remanié rouvre les banques lundi - AFP

Les banques grecques rouvriront lundi avec des contraintes très légèrement assouplies mais les contrôles de capitaux restent globalement maintenus, selon un décret publié samedi après la mise en place d'un gouvernement remanié.

Les retraits restent limités, à 420 euros pour sept jours, mais il sera possible de retirer cette somme d'un seul coup ou de la fractionner, selon les besoins.

Le contrôle des capitaux aurait déjà coûté 3 milliards d'euros à la Grèce, hors secteur du tourisme, selon le journal de centre-droit Kathimerini.

Athènes va bénéficier d'un versement d'urgence de 7 milliards d'euros, mais il va être vite englouti. Le pays doit rembourser plus de 4 milliards d'euros à la BCE dès lundi et régler une ardoise conséquente auprès du Fonds monétaire international. AFP 18.07

Sans rire, la BCE va verser 7 milliards d'euros à la Grèce qui vont lui revenir à hauteur de 4 milliards d'euros et le FMI devrait recevoir 1,4 ou 1,7 milliard d'euros je n'ai plus la somme exacte en tête, bref il restera à la Grèce autour d'1 milliard d'euros qui serviront en partie à verser les intérêts arrivés à échéance d'emprunteurs privés, et retour à la case départ...

- Faute d'argent, les Grecs sacrifient leurs obsèques - Francetv info

C'est une conséquence de la fermeture des banques : les Grecs ne peuvent plus payer les obsèques de leurs proches. Francetv info 18.07

Adressez la note aux croque-morts de Syriza.

- Crise grecque : DSK dénonce le «diktat» allemand - leparisien.fr

Ses conditions ? «Proprement effrayantes pour qui croit encore en l'avenir de l'Europe.» D'un trait de plume, le spécialiste des questions économiques balaie les discussions du week-end dernier, jugeant ce qui s'est passé «fondamentalement néfaste, presque mortifère». Pourquoi un jugement si lapidaire de DSK, qui va jusqu'à parler de «diktat»? Selon lui, «la coalition des créanciers conduite par les Allemands» a voulu «saisir l'occasion d'une victoire idéologique sur un gouvernement d'extrême gauche au prix d'une fragmentation de l'Union». En clair, elle a préféré écraser Tsipras et Syriza qu'honorer la «solidarité européenne».

«A compter nos milliards plutôt qu'à les utiliser pour construire, à refuser d'accepter une perte -pourtant évidente- en repoussant toujours un engagement sur la réduction de la dette, à préférer humilier un peuple parce qu'il est incapable de se réformer, à faire passer des ressentiments -pour justifiés qu'ils soient- avant des projets d'avenir, nous tournons le dos à ce que doit être l'Europe», assène Strauss-Kahn. L'ex-favori de la présidentielle de 2012, stoppé net par l'affaire du Sofitel de New York, insiste : «Un fonctionnement de la zone euro dans lequel vous, mes amis allemands, suivis par quelques pays batliques et nordiques, imposeriez votre loi sera inacceptable pour tous les autres.»

«Les règles de saine gestion», martèle DSK, «il faut les faire respecter dans la démocratie et le dialogue, par la raison, pas par la force». Lui souhaite «un projet politique», pour une Europe capable de «voir loin, refuser les mesquineries, jouer son rôle dans la mondialisation, un mot continuer à façonner l'Histoire». leparisien.fr 18.07

A retenir : Non pas cette "dénonciation", mais son orientation pour «un projet politique» de l'UE, qui à terme se traduirait par la perte totale de souveraineté des Etats qui composent l'UE, de telle sorte qu'il ne serait même plus possible aux différents peuples de se retourner contre leurs institutions nationales pour les renverser, puisque ce ne serait plus que des coquilles vides, autrement dit, ils lutteraient contre un ennemi invisible, hors de leur portée, inatteignable, impossible à vaincre, cela en serait fini avec la perspective de notre émancipation et avec le socialisme.

J'ai cru comprendre que l'oligarchie financière anglo-saxonne à l'origine de la construction de l'UE était contre une Europe politique, préférant sans doute gouverner à partir d'institutions qui lui sont entièrement dévouées comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le CFR (Council Foreign Relation) ainsi qu'une multitude de think tanks liés aux médias qu'ils contrôlent.

Ce qui est somme toute logique, puisque pour concentrer tout le pouvoir politique et économique et gouverner, il vaut mieux recourir à des institutions occultes n'ayant de compte à rendre à personne, surtout pas aux peuples directement concernés par leurs décisions.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le PS candidat au poste d'avant-garde de la réaction en Europe \(et dans le monde\).](#)

- Hollande: la France prête à constituer "une avant-garde" dans l'UE - AFP

La France est prête à participer "à une organisation renforcée" de la zone euro et à constituer "avec les pays qui en décideront, une avant-garde" dans l'Union européenne, déclare François Hollande dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche.

"La zone euro a su cette semaine réaffirmer sa cohésion avec la Grèce. La qualité de la relation franco-allemande y a été pour beaucoup. L'esprit européen a prévalu", écrit le président de la République dans un dossier du Journal du Dimanche consacré à l'ancien ministre et président de la Commission européenne Jacques Delors, qui fête lundi ses 90 ans.

"Mais nous ne pouvons en rester là. J'ai proposé de reprendre l'idée de Jacques Delors du gouvernement de la zone euro et d'y ajouter un budget spécifique ainsi qu'un Parlement pour en assurer le contrôle démocratique", ajoute le chef de l'Etat.

"Partager une monnaie, c'est bien plus que vouloir une convergence. C'est un choix que 19 pays ont fait parce que c'était leur intérêt. Nul gouvernement d'ailleurs depuis quinze ans n'a pris la responsabilité d'en sortir", poursuit François Hollande.

"Ce choix appelle une organisation renforcée et avec les pays qui en décideront, une avant-garde. La France y est prête parce que, comme Jacques Delors nous l'a montré, elle se grandit toujours quand elle est à l'initiative de l'Europe", estime-t-il.

Interrogé dans le même numéro du Journal du Dimanche, Jacques Delors lui-même juge que le système actuel de l'Union européenne et de la zone euro "n'est plus gouvernable". "Cela ne peut plus durer. Il faut refonder cette Union économique et monétaire. Vont-ils le faire? Il y a eu un vice de construction au départ. Il y a eu aussi des bêtises et une incapacité de l'eurozone à y mettre fin", analyse Jacques Delors.

Selon lui, "dans la situation actuelle, on a évité le pire. Mais l'Europe n'est pas une puissance morale, je dis morale au bon sens du terme. Il faut reconstituer cette puissance morale qui a fait la force de l'Europe en d'autres périodes, comme au moment de la chute du mur de Berlin". AFP 18.07

Leur divergence porte sur la question de savoir si tous les peuples de l'UE ou de la zone euro doivent être mis à contribution ou non pour rembourser les dettes que certains Etats ne peuvent plus honorer ou mutualiser les dettes des Etats, ce qui présenterait l'avantage selon les sommets de l'oligarchie financière dont Hollande se fait le porte-parole, de s'attaquer aux plus nantis, par exemple au nom de la solidarité ou de l'équité, ce que refuse l'Allemagne dont l'économie dépend aussi en grande partie de sa consommation intérieure qui peine déjà à se stabiliser ou à croître compte tenu de la paupérisation grandissante de pans entiers du prolétariat allemand soumis au carcan d'Hartz IV.

Ceux qui ont encensé à des degrés divers Hollande après sa prestation contre la Grèce, parmi lesquels des partis et des économistes ou personnalités qui se disent de gauche, se sont faits en réalité eux-mêmes les porte-parole de l'oligarchie financière. Les dénoncer et les combattre fait aussi partie de notre devoir de militant ouvrier.

En complément. Le président des nantis.

- Prix de la viande : François Hollande en appelle au patriotisme des consommateurs - Francetv info

Le président de la République a sollicité les consommateurs français pour tenter de sortir de la crise la filière française de la viande. Le président demande aux Français d'aider la production locale en payant un peu plus chère leur viande. Francetv info 18.07

Quand on pense qu'il y a des travailleurs et des retraités qui n'ont déjà pas de quoi manger de la viande tous les jours...

[Normal pour une monarchie germanique.](#)

- Elizabeth II, un passé familial toujours embarrassant - libération.fr

La vidéo publiée par le Sun vendredi ravive le souvenir d'un membre de la famille royale britannique, un peu encombrant, proche du parti nazi.

Cette vidéo est loin d'être un scoop. Elle vient s'ajouter aux nombreux documents qui confirment qu'Edward VIII avait des affinités avec les membres du parti nazi. Quand ce petit film est tourné, en 1933, Edward n'est pas encore roi. Il monte sur le trône en janvier 1936 avant d'abdiquer en décembre de la même année afin de pouvoir épouser une Américaine divorcée, Wallis Simpson.

L'année suivante, le couple - devenu duc et duchesse de Windsor - rend visite à Adolf Hitler, à Munich. Leur rencontre est immortalisée par une photo, une poignée de main tristement historique, sur laquelle l'ancien roi du Royaume-Uni et sa femme apparaissent tout sourire. À la mort du Führer en 1945, le sulfureux Edward VIII aurait même lâché qu'Hitler n'était pas «un homme mauvais».

Edward VIII a toujours été accusé d'être un sympathisant nazi, jusqu'à sa mort en 1972. Mais des archives historiques, dévoilées soixante ans après son abdication, révèlent que son implication aurait pu aller beaucoup plus loin. Sa femme,

Wallis Simpson, aurait elle aussi été très proche du parti nazi.

Dans un des documents sortis du placard en 1996, un informateur écrit que «les Allemands attendent le soutien du duc et de la duchesse de Windsor, cette dernière voulant devenir reine à tout prix. Les Allemands négocient avec elle». Cette note indique également que «les Allemands» en question avaient l'intention de faire d'Edward VIII «une sorte de marionnette», selon The Independent, et de l'installer sur le trône en cas d'invasion. Le duc et la duchesse seraient ainsi devenus un couple royal nazi.

Comment la famille royale gère ce passé embarrassant ?

Le problème de cette vidéo, c'est qu'elle implique Elizabeth II, malgré elle. Le rédacteur en chef du Sun a beau assurer que cette publication n'a pas pour but de compromettre la reine, elle gêne et agace la famille royale, qui cherche à effacer à tout prix ses liens avec le nazisme. Quand la princesse Elizabeth épouse Philip Mountbatten, en 1946, une grande partie des proches de ce dernier n'assiste pas à la noce : ses soeurs ont épousé des princes proches du parti nazi.

La maisonnée royale préfère alors rompre avec cette branche de la famille. Et quand le Sun publie une photo du Prince Harry en 2005 affublé d'un costume d'Hitler, Buckingham Palace s'empresse de reconnaître l'erreur de jeunesse du «joyeux luron». libération. fr 18.07

[Om mani padme um, que la guerre soit avec nous](#)

- Le Dalaï Lama fête son 80e anniversaire avec George W. Bush au Texas - agoravox.fr

Une photo a été prise aux États-Unis le 1er juillet 2015 et a été mise en ligne sur la page Facebook du Dalaï Lama.

En voici la légende : « Sa Sainteté le Dalaï Lama en train de rire après avoir soufflé les bougies du gâteau présenté par le président Bush et sa femme en l'honneur de son 80e anniversaire à venir, au cours d'un déjeuner au Centre présidentiel George W. Bush à Dallas (Texas) aux États-Unis, le 1er juillet 2015. » agoravox.fr 09.07

- L'aura du dalaï-lama de plus en plus forte à travers le monde lefigaro.fr

La cote de popularité du dalaï-lama, prix Nobel de la Paix en 1989, est en hausse. Le chef religieux tibétain est considéré comme la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde.

Il a soufflé ses 80 bougies le 5 juillet 2015. Tenzin Gyatso, plus haut chef spirituel du bouddhisme tibétain, continue à faire briller le titre de dalaï-lama, qu'il détient depuis 1950. Des sondages réalisés par YouGov et, plus récemment par l'Ifop, le confirment.

Plus récemment, ce responsable religieux a fait l'objet d'un sondage réalisé par l'Ifop pour Campagne Internationale pour le Tibet, une ONG membre de la Fédération internationale des droits de l'homme. Cette enquête évalue les regards internationaux portés sur le dalaï-lama, en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Elle a été effectuée sur 5996 personnes entre le 25 juin et le 3 juillet 2015.

Les cinq pays questionnés ont répondu que le dalaï-lama était la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde. Ils ont tous une bonne opinion du dalaï-lama, à 80% aux Pays-Bas, 90% en Allemagne, 92% en France et 95% en Italie. Ce pourcentage augmente depuis mars 2014, date où il atteignait les 89% d'opinions positives pour la France et 88% en l'Allemagne.

La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et les États-Unis s'accordent pour considérer que l'humilité est le trait de caractère qui qualifie le mieux la personne du dalaï-lama. Les personnes interrogées aux Pays-Bas ont mis en avant le courage. La tolérance est la troisième qualité citée par les sondés.lefigaro.fr 18.07

Commentaire d'un internaute.

- "Peut-on m'expliquer s'il vous plait pourquoi "la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde" décide de fêter ses 80 ans avec George W. Bush, ancien président des USA qui a engagé une guerre illégale en Irak, décidée sans autorisation du Conseil de Sécurité des Nations Unies et en violation du droit international, et pour des motifs mensongers (les prétendues « armes de destruction massive de Saddam Hussein). Un homme qui est donc responsable d'au moins 1 million de morts de civils irakiens.

Rechercher sur google "Dalai Lama anniversaire Bush" et vous trouver une photo du Dalai Lama en train de rire après avoir soufflé les bougies du gâteau présenté par le président Bush et sa femme.

Bref, on se moque de nous, une fois de plus."

Si nous en sommes encore à la préhistoire de l'humanité, les hommes faisant encore inconsciemment leur histoire, il faut donc vous attendre à ce que l'histoire que vous ont racontée ceux qui vous gouvernent ou qui figure dans les manuels scolaires ou d'histoire ne correspondent qu'à leur interprétation romancée, faussée ou manipulée de la réalité, car quel intérêt aurait-il franchement à vous dire la vérité ou à vous éclairer sur votre propre condition pour vous permettre de vous en émanciper, ce n'est vraiment pas leur objectif puisque l'ignorance du peuple qu'ils entretiennent de la sorte, constitue la meilleure garantie ou condition qui soit pour qu'ils conservent leur pouvoir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen: des ministres en exil rentrent à Aden "libérée" des rebelles - AFP

Plusieurs ministres yéménites, jusque là réfugiés en Arabie saoudite, ont fait leur retour à Aden, après l'annonce par le gouvernement en exil de la libération de la ville portuaire jusqu'alors aux mains des rebelles houthis.

Le ministre a assuré que les rebelles chiites soutenus par l'Iran avaient été boutés hors de la ville, à l'exception de "quelques groupes assiégés qui refusent de capituler".

Vendredi, le gouvernement yéménite basé à Ryad avait annoncé que les forces loyalistes, qui ont lancé mardi leur première offensive à Aden depuis l'entrée fin mars des rebelles dans la ville, en avaient chassé les houthis et leurs alliés.

"Le gouvernement annonce la libération de la province d'Aden", avait écrit sur sa page Facebook le chef du gouvernement, Khaled Bahah.

Mais la situation est toujours instable et de féroces combats se poursuivaient samedi dans le quartier d'al-Tawahi, toujours aux mains des rebelles selon des témoins.

Un porte parole de la rébellion a pour sa part qualifié l'annonce du gouvernement de "guerre psychologique" et de "tentative de remonter le moral" des milices pro-gouvernementales.

"L'avancée dont ils se vantent ne dépasse pas quelques kilomètres ici et là sur les lignes de front, où ils ont par ailleurs subi de lourdes pertes", soutient le porte-parole dans un communiqué publié par l'agence de presse proche de la rébellion.

Les forces pro-gouvernementales ont pu compter sur le soutien des frappes de la coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite, ainsi que sur l'arrivée de combattants entraînés et équipés par le royaume saoudien.

Les avions de la coalition ont visé samedi des positions rebelles dans l'est d'Aden, tuant 25 combattants, a indiqué une source militaire. Un bilan que l'AFP n'est pas en mesure de vérifier.

Les forces loyalistes ont enregistré plusieurs autres avancées. Elles ont lancé une attaque contre la base aérienne d'Al-Anad située dans la province de Lahj et tenue par les Houthis et leurs alliés, des militaires restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

Lors de l'opération, 47 rebelles, dont des officiers de la Garde républicaine pro-Saleh ont été capturés, a affirmé Qaed Nasser, porte parole de la milice de la Résistance populaire. Cette dernière, opposée aux Houthis, rassemble des combattants pro-gouvernementaux, des tribus sunnites et des sécessionnistes sudistes.

Plus à l'est, les forces pro-régime ont également repris pied à Bayhan, ville située dans la province méridionale de Chabwa, selon la même source. AFP 18.07

2- Syrie

- Des miliciens kurdes accusent l'Etat islamique d'avoir utilisé un gaz toxique - LeMonde.fr

Les djihadistes de l'Etat islamique ont eu recours à un gaz toxique les 28 et 29 juin au cours d'offensives menées dans la province d'Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, ont accusé samedi 18 juillet les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

La nature de ce gaz n'a pu être déterminée précisément, selon Redur Xelil, porte-parole de la milice. Aucun combattant des YPG n'y a succombé parce que tous ceux qui ont été exposés ont été rapidement hospitalisés, a-t-il poursuivi. Selon le New York Times, qui cite le responsable de l'organisation Conflict Armament Research, qui a participé à l'enquête, il pourrait s'agir de chlore.

La milice kurde enquête avec l'aide d'une équipe d'experts étrangers, dit-elle dans un communiqué. Elle ajoute avoir découvert des masques à gaz sur des combattants de l'EI au cours du mois écoulé, ce qui, selon elle, « confirme qu'ils sont prêts et équipés pour utiliser des armes chimiques sur la ligne de front ».

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui dresse un bilan quotidien du conflit à l'aide d'un réseau d'informateurs locaux, dit lui aussi disposer de documents montrant que l'Etat islamique a utilisé un gaz le 28 juin près du village de Tel Brak.

Douze combattants kurdes y ont été exposés, poursuit-il. L'Observatoire ajoute sans plus de détails qu'une autre attaque au gaz survenue à Hassaké, chef-lieu de la province du même nom, lui a été signalée. LeMonde.fr 18.07

3- Israël

- 47% des Israéliens favorable à la guerre contre l'Iran - french.irib.ir

Selon le journal israélien, " Maariv", les habitants des territoires occupés sont favorables, à 47%, à une action militaire contre l'Iran. Le sondage, repris par le journal, pose la question suivante : Etes-vous d'accord ou pas avec une offensive militaire contre l'Iran, pour empêcher de se doter de la bombe atomique? 47% des sondés répondent par l'affirmative, contre 37%, qui refusent l'idée d'une guerre israélienne contre l'Iran. 18% des personnes interrogées refusent de répondre.

L'enquête d'opinion, publiée vendredi, donne à 71%, le nombre de ceux des israéliens, qui croient que l'accord nucléaire Iran/5 +1 aidera l'Iran à fabriquer la bombe atomique. Quelques heures après l'annonce de la conclusion des pourparlers Iran /5+1, le Premier ministre sioniste, Benyamin Netanyahu, a annoncé ne pas reconnaître cet accord, qu'il ne respecterait pas, et qu'il pourrait, très facilement, violer, en recourant à l'option militaire contre l'Iran.

Le régime sioniste dispose de plus de 250 ogives nucléaires et n'est signataire d'aucun traité international interdisant l'usage de l'arme atomique. french.irib.ir 18.07

Israël est une création de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui comme elle bénéficie du statut privilégié au-dessus des autres nations du monde et de tous les peuples d'imposer sa loi au reste du monde qu'il ne respecte pas lui-même. C'est un Etat hors la loi ou d'exception conçu sur la base d'un mythe qui pour justifier son existence doit recourir à la force, exactement comme les Etats-Unis pour conserver son hégémonie sur le monde.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 17h47.

On a ajouté 27 articles.

J'ai pris quelques notes pour la causerie de demain qui s'annonce savoureuse, je veux dire productive.

Les opportunistes de la pseudo-gauche radicale sont démasqués, impossible de changer de politique sans rompre avec l'euro et l'UE, la situation s'éclaircit vous ne trouvez pas ? Tous les partis dits ouvriers sont en crise et menacent d'éclater, c'est excellent, il suffisait d'être patient, ce qui pourrait déboucher sur une recomposition du mouvement ouvrier sur une base politique saine, il faut l'espérer. On a été dirigé par des imposteurs, des usurpateurs, des magouilleurs, des gens profondément malhonnêtes et sans principes qui ont passé leur temps à se faire passer pour ce qu'ils n'étaient pas et en avaient parfaitement conscience, il est

tant d'en finir une fois pour toute.

N'attendez rien des partis qui existent aujourd'hui, ils ont tous failli politiquement et leurs méthodes de fonctionnement étaient détestables. Comment pourrait-on avoir confiance dans des dirigeants qui nous ont trompés, trahis ? Il faut construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, des dizaines de milliers de travailleurs ou de militants sincères et honnêtes, restés fidèles au socialisme ou y aspirant seraient prêts à le rejoindre pour peu qu'il serait basé sur le marxisme et qu'il entreprendrait immédiatement d'élever le niveau théorique et de conscience de ses militants, qu'il attacherait une importance particulière à la formation et au respect de chaque militant, qu'il mènerait le combat contre la classe dominante sur tous les plans et tous les fronts à la fois pour que l'idéologie dominante cesse d'avoir une emprise sur eux, on sait ce qu'il faut faire et ne pas faire, il suffit d'en avoir la volonté. On a tout le matériel disponible sous la main, tout les arguments qu'il faut pour briser la propagande officielle et celle des opportunistes de malheur, on dispose d'une expérience formidable que l'on peut mettre en valeur pour peu qu'on renoue avec les enseignements que les marxistes nous ont légués, certes on a des faiblesses et des lacunes, mais dès lors qu'on le décide, collectivement aucune difficulté ne peut nous arrêter, aucun problème ne demeurera sans réponse adéquate.

La classe n'a jamais été aussi instruite ou éduquée dans le passé, comment ne pourrions-nous pas avoir confiance en sa capacité à se hisser au niveau du socialisme ou des tâches historiques qu'elle doit accomplir ? Il semblerait que les militants n'en soient pas encore capables pour avoir suivi des dirigeants faillis et corrompus et n'en aient pas conscience, ce n'est pas irrémédiable pour peu qu'ils fassent preuve de bon sens ou écoutent un autre discours que ceux de leurs dirigeants.

Il faut tout reprendre à zéro calmement, sans précipitation, honnêtement, sincèrement, sérieusement, et nous sommes certains d'y arriver, de corriger le tir et de renouer avec le socialisme. Encore faut-il ne pas négliger le facteur psychologique qui peut facilement nous jouer des tours car il touche directement à notre inconscience, cela nous concerne tous sans exception. Aussi doit-on soigner nos rapports entre militants, avec les travailleurs que nous rencontrons, apprendre à les écouter, à les respecter, à progresser ensemble, un parti qui négligerait un seul militant, qui mépriserait un travailleur ne serait pas digne de la cause pour laquelle il combat, chacun devrait graver ce principe dans son cerveau.

Le socialisme et le communisme sont l'idéal humaniste le plus élevé qui soit, à condition d'en être digne, il exige un comportement irréprochable ou qui tend à l'être, serait-il si difficile que cela que d'être honnête, sincère, loyal, ajoutons modeste par dessus tout ? C'est l'incompréhension qui domine les rapports humains, on devrait se poser la question de savoir pourquoi au juste, et ne pas en dormir jusqu'à temps d'avoir trouvé une réponse satisfaisante. A suivre.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard.

Je vous remercie de ne m'apporter aucun soutien, c'est sympathique et encourageant ! Dois-je vous souhaiter la même chose ? Surtout n'en veuillez pas aux gens qui vous témoignent indifférence ou mépris, vous vous feriez du mal inutilement. Et surtout ne criez pas à l'injustice, un peu de dignité tout de même.

J'avais évoqué plusieurs initiatives lors de causeries précédentes que je comptais prendre, auxquelles je n'ai pas eu le temps de donner suite, peut-être parce que je n'y croyais pas moi-même. Mais bon, on se dit qu'il faut tout essayer et que cela ne coûte rien tant qu'on ne se compromet pas. Parfois il faut des mois avant qu'une idée mûrisse et qu'on détermine si elle vaut le coup d'être retenue ou non.

Parmi ces propositions, lancer un appel international en direction du mouvement ouvrier et des intellectuels qui le soutiennent pour exiger un changement de régime aux Etats-Unis, pourrait avoir une répercussion mondiale importante qui pourrait favoriser la recomposition du mouvement ouvrier américain et son avant-garde...

Tous les appels qu'on a pu lire ces derniers temps à l'initiative d'intellectuels se situaient sur le terrain de la capitulation devant l'oligarchie financière ou l'impérialisme américain ou encore l'Union européenne. Seul l'appel à rompre avec l'OTAN présentait pour nous un certain intérêt.

Réflexion politique

Deux questions déterminantes.

- Les conditions objectives sont-elles réunies pour que le capitalisme mondial s'effondre ?
- Si oui, pourquoi ne s'effondre-t-il pas et quelles en sont les conséquences sur le plan politique ?

Les réponses à ces questions détermineront la stratégie à adopter par l'avant-garde révolutionnaire face à l'offensive généralisée

de l'oligarchie financière, ainsi que son intervention dans la lutte des classes, l'ensemble de ses rapports aux différentes classes et à l'Etat conformément au programme de la révolution socialiste mondiale.

Maintenant tout dépendra de savoir à quoi on fera référence en terme de conditions objectives et ce qu'on en retiendra.

On peut se contenter de la définition qu'en avaient donnée les marxistes à une autre époque fort éloignée de la nôtre, et décréter que les forces productives ont cessé de croître sans tenir compte des nuances que les marxistes avaient introduites eux-mêmes à cette conclusion qui de nos jours ne jouent plus qu'un rôle secondaire. Dans ce cas-là on ne sortira pas de l'état névrotique obsessionnel et irrationnel dans lequel étaient tombés les trotskystes.

Ce facteur incluait chez Marx les travailleurs en tant que tels ou leur force de travail, la démographie mondiale ayant été exponentielle au cours du XXe siècle et particulièrement au cours de sa seconde moitié, on ne peut donc pas en déduire que les forces productives auraient eu tendance à décroître durant cette période. Ce n'est qu'un aspect de cette question que nous avons déjà traitée dans des causeries précédentes ou des articles, qui a le mérite d'être incontestable, sauf à nier la réalité. Cela ne remet pas en cause la destruction massive de forces productives lors de crises, dépressions, famines, génocides, guerres, ou tout simplement au quotidien.

On peut aussi aller plus loin, partant du constat que le capitalisme mondial aurait dû s'effondrer depuis le début des années 70 allant de crise en crise jusqu'à entrer en crise permanente, et se demander comment malgré tout il est toujours parvenu à s'en sortir sans pour autant que cette crise ne soit réglée. Question à laquelle on ne pourra répondre qu'en prenant en compte un nouveau facteur capital, à savoir le système financier mafieux que l'oligarchie financière anglo-saxonne a créé (et contrôle) et qui lui a offert une nouvelle marge de manoeuvre quasi inépuisable pour maintenir à flot le régime capitalisme tout en en sapant les bases car le sachant condamné sinon à s'effondrer. On fait référence ici à la planche à billets à laquelle la Fed et la BCE, accessoirement la BoA et la BoJ peuvent recourir de manière illimitée sans contrepartie ou valeur, de la monnaie de singe qu'ils ont introduite dans l'économie à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars.

Cela a eu plusieurs conséquences dont nous retiendrons ici la plus déterminante pour la suite du combat du mouvement ouvrier.

Dès lors que l'économie ne dépendait plus uniquement des lois de fonctionnement du régime capitaliste incluant les bases sociales sur lesquelles il reposait, la lutte des classes allait être contrariée, dénaturée, corrompue, et le mouvement ouvrier allait s'avérer impuissant à lutter contre ses conséquences politiques notamment, qui allaient se trouver être travesties ou présentées avantageusement par la classe dominante et ses larbins de gauche, telle l'Union européenne indissociable de nos jours de l'euro, au point que la majorité des peuples les adopteront ou s'ils les rejettent ne voient pas l'intérêt qu'ils auraient d'en sortir ou de s'en passer, bref, des économies moribondes et un système économique en faillite ont réussi à passer cette épreuve grâce au soutien ou à la neutralité de leur peuple, alors qu'elles ont engendré un monstre, l'UE et l'euro, destiné à les engloutir ainsi que leurs droits ou acquis sociaux sans qu'ils puissent s'y opposer efficacement.

Ce système économique mafieux a permis de réaliser un hold up sur la démocratie après avoir fait l'objet d'un consensus des partis de droite et de gauche soumis à son diktat.

En fait, ce système économique mafieux a permis entre autres de contourner l'obstacle que représentaient les conditions objectives parvenues à maturité et qui auraient dû se traduire par un effondrement généralisé du capitalisme qui n'a jamais eu lieu au cours des 70 dernières années. Pour avoir refusé de prendre en compte ce facteur, Lambert et Gluckstein en étaient arrivés à la conclusion que les conditions objectives n'étaient pas mûres, révélant au passage leur incompréhension de la situation économique qui allait déterminer la politique des différents gouvernements durant cette longue période, qui devait se traduire par l'adoption d'une stratégie erronée sur des bases faussées dès le départ.

Ce qu'il faut bien comprendre et les Grecs sont en train d'en faire l'amère expérience, c'est qu'une fois que les peuples allaient adopter l'UE et l'euro ou laisser leurs gouvernements les embringuer dans ce processus mortifère ou toxique, ils allaient se retrouver piégés au point de ne plus pouvoir imaginer en sortir ou rompre avec l'euro et l'UE, autrement dit ils allaient accepter de lier leur sort à ces deux facteurs qui avaient juré d'avoir leur peau sans qu'ils en aient conscience, pire encore, allant jusqu'à estimer que les rejeter plongerait la société dans le chaos, alors que ces deux facteurs avaient été justement conçus pour mieux les asservir en engendrant le chaos dans toute la société, jusqu'à remettre en cause l'ensemble de leurs droits sociaux et politiques ou les bases sur lesquelles reposait la civilisation humaine.

On ne pouvait imaginer pire confusion consistant à se placer au côté de ses bourreaux.

Je ne sais pas si vous vous souvenez de la vidéo que nous avons mis en ligne il y a un peu plus d'un an, dans laquelle une inspectrice de la Fed était auditionnée par une commission du Congrès américain, qui réclamait à la Fed des explications sur les 9.000 milliards de dollars qu'elle avait créés sans l'autorisation du Congrès ni celle du gouvernement, et qui avait répondu embarrassé que compte tenu de l'emploi qu'elle comptait en faire il avait été impossible d'en faire la publicité, pour finalement expliquer que 7.000 milliards de dollars avaient été destinés à soutenir les places financières en Europe de manière occulte (mais pas désintéressée évidemment), ne sachant pas elle-même où était passé le reste de cette somme et ne pouvant

fournir aucun détail sur la ventilation de ces 7.000 milliards de dollars sans doute trop compromettant pour les Goldman Sachs, JP Morgan et Cie. ainsi qu'un grand nombre d'acteurs économiques en Europe. Aucun gouvernement ou parlement de l'UE ne demandera des explications complémentaires au gouvernement américain ou à la Fed après cette révélation, le Parlement européen se contentera de celles fournies par les Américains et enterrera l'affaire..

Précisons que cette vidéo traduite en français avait été tournée en direct au sein du Congrès américain, il ne s'agissait pas d'un témoignage réalisé après coup ou de propos rapportés qui aurait pu être contestés par la suite, son authenticité garantissait les propos tenus par les différents intervenants et ne laissait place à aucune autre interprétation que celle que nous venons de reproduire ici.

Ceci pour en arriver à la conclusion qu'il était devenu obsolète de s'appuyer sur ce facteur objectif pour déterminer l'évolution à venir de la situation, et qu'il fallait se concentrer dorénavant sur le facteur subjectif qui n'était pas parvenu à maturité, le niveau d'organisation et de conscience des masses exploitées si on voulait parvenir à créer les conditions politiques favorables au renversement du régime en place.

Or les trotskystes, toutes tendances et courants confondus, ont décidé de s'en tenir au vieux schéma du capitalisme devenu obsolète du fait de l'introduction au sein de l'économie de ce système financier occulte et mafieux, refusant de modifier leurs rapports à la classe ouvrière, aux différentes classes et aux institutions, leur conception de la lutte de classe, refusant de prendre en compte les nouveaux rapports établis au sein de la classe des capitalismes au profit de l'oligarchie financière, pour finalement s'avérer incapables de se rassembler et de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou un véritable parti communiste, allant de crise en crise jusqu'à aujourd'hui.

Après la disparition de Trotsky, le trotskysme allait devenir un courant opportuniste et réformiste du mouvement ouvrier qu'un discours radical devait servir à camoufler, et depuis il n'a pas changé.

Finalement, il a davantage accompagné la social-démocratie dégénérée et le stalinisme plus qu'il ne les a combattus, stratégie révisionniste qui sera gravée dans le marbre et qu'incarnera le front unique sans principe en direction de leurs dirigeants, sans tenir compte des modifications quantitatives et qualitatives qui allaient intervenir entre le PS et le PCF avec le régime et les travailleurs, sans parler des modifications importantes qui allaient intervenir au niveau de la composition du prolétariat, au niveau de la société profondément transformée par l'apparition de nouvelles technologies pour satisfaire de nouveaux besoins dont ils ne tiendront pas davantage compte, la lutte des classes étant la lutte des classes qu'on se le dise, déclaration péremptoire et creuse, comme si rien n'avait changé depuis le XIXe siècle. Vous connaissez la suite.

Tout cela pour dire qu'à la base on trouve une analyse de la situation et de son évolution erronée, qu'ils répéteront en boucle jusqu'à nos jours. Ils ménageront le PS, puis le PCF, sans parler des dirigeants syndicaux avec lesquels ils s'encanailleront, ils ne cesseront de vouloir leur faire jouer un rôle pour lequel ils n'avaient pas été conçus ce que leur évolution confirmera à une multitude de reprises sans qu'ils en tiennent compte non plus, comme si l'horloge de la lutte de classe s'était soudain arrêtée quelque part vers le IVe congrès de l'Internationale communiste ou lors de la publication du *Programme de transition* en 1938, régression politique qui allait les amener à bazarder les acquis de la révolution russe de 1917 et leurs partis, et pour certains se retrouver un siècle et demi en arrière pour justifier leur adaptation à la République démocratique bourgeoise, leur capitulation en réalité.

Pour finir, depuis quelques jours je lis ou relis certains vieux documents rédigés par des trotskystes de différents courants qui tous m'ont laissé perplexe.

Ces gens-là sont coupés de la réalité que vivent quotidiennement les travailleurs, ils ignorent le combat idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre le prolétariat pour briser sa résistance, ils ignorent également la formidable entreprise de propagande et de désinformation des médias qui sévit du matin au soir quotidiennement pour conditionner les masses, ils sont totalement incapables de tenir un discours en direction du prolétariat que celui-ci pourrait saisir, bornés ou sclérosés au dernier degré ils vivent dans une bulle... qui finit un jour par éclater !

Ceux qui critiquent ces partis présentent généralement les mêmes travers (en plus accentués encore) pour en être issus, sans n'être jamais parvenus aux racines du révisionnisme du trotskysme ou du marxisme. Cela vaut pour les intellectuels démocrates ou qui se prétendent de gauche, qui ne sont jamais parvenus à comprendre que ce n'était pas le socialisme ou le marxisme qui aurait échoué en URSS ou en Chine, confondant encore le socialisme qu'ils méconnaissent et le stalinisme dans ses différentes applications dans le monde, histoire de justifier leur propre subordination au capitalisme qu'ils maquillent maladroitement en accusations stériles conduisant systématiquement à s'y adapter ou dans une impasse politique, ce qui revient au même en pratique.

Du fait de l'absence de perspectives politiques mettant à l'ordre du jour le renversement du capitalisme, de l'embourgeoisement et de la corruption du prolétariat et ses organisations et partis, ils en sont arrivés à abandonner l'essentiel, à savoir que les droits, aspirations ou besoins de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes sont parfaitement légitimes et doivent servir exclusivement de guide à l'action du mouvement ouvrier en dehors de toutes

autres considérations, ce qui permettait à n'importe quelle époque ou circonstance de poser la question du pouvoir et de l'Etat qui ne pouvait être résolue que par les travailleurs eux-mêmes, ce qui nécessitait de leur part un haut degré de conscience et d'organisation indépendant de l'Etat et du capitalisme, conditions qui seront toujours battues en brèche ou négligées soit au nom du front unique, soit en recourant au prétexte fallacieux qu'il fallait commencer par créer les conditions d'un rapport de forces favorables aux travailleurs avant de pouvoir poser la question du pouvoir, du gouvernement ou de l'Etat ouvrier, de la République sociale, les travailleurs n'étant pas mûrs pour entendre un tel discours selon eux, occultant le fait que des millions rejetaient les institutions et honnissaient le régime en place, ce qui n'était manifestement pas le cas des couches sociales qu'ils représentaient, et qui présentaient la particularité de figurer parmi les plus favorisées par le régime et les plus enclines à le soutenir plutôt qu'à envisager de le renverser, versant finalement dans le social-patriotisme, le souverainisme, le corporatisme ou l'affairisme qu'une multitude de compromis passés avec les représentants de la classe dominante allaient sanctionner. Tous rechercheront à passer des alliances avec les partis corrompus du mouvement ouvrier et même au-delà, sans parler des directions pourris des syndicats, les institutions auxquelles ils participeront tous jusqu'à nos jours, qu'ils justifieront par le besoin de faire connaître leurs programmes ou leurs formations politiques, en réalité simple opération de marketing ou destinée à récolter des fonds de l'Etat.

On retiendra qu'aucun n'a essayé de populariser les idées du socialisme dont ils se réclament, tournant le dos à la lutte contre le stalinisme qui aurait miraculeusement disparu au début des années 90, alors qu'il continue de sévir partout dans le monde, y compris en France, idem contre la social-démocratie dégénérée ou social-impérialisme devenue social-néolibérale vers laquelle ils ne cesseront de lorgner, fréquentable à leurs yeux (A en vomir, n'est-ce pas ?), etc. dans ces conditions la dégénérescence des courants trotskystes devait mener à l'état de putréfaction auquel ils sont parvenus. A suivre.

Hollande bombarde le Yémen.

- France/USA bombardent Aden - french.irib.ir

Le directeur de la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, a fait part de la participation des navires de guerre français et américains au bombardement de la côte Sud du Yémen. Ibrahim al-Dilmi, Directeur de la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, a démenti, ce dimanche, l'occupation, par les terroristes, d'Aden, située dans le Sud du Yémen. «Les avions de combat et navires multinationaux, notamment, ceux des Etats-Unis et de la France, ont pilonné les côtes d'Aden, ainsi que les autres villes yéménites», a-t-il ajouté. «L'Arabie continue, toujours, d'attaquer différents endroits, au Yémen. Les ennemis se sont focalisés sur Aden, pour, ainsi, détourner l'attention de l'opinion publique des crimes qu'ils commettent, dans d'autres endroits», a ajouté Al-Dilmi.

L'anéantissement des positions des terroristes d'Al-Qaïda, dans plusieurs provinces et endroits yéménites, et le fait de se libérer de la domination des Etats-Unis et de l'Arabie, font partie des acquis du peuple yéménite, malgré les attaques qu'il subit. french.irib.ir 19.07

Alors camarades trotskystes, on le fait quand ce putain de front unique avec le PS, hein, dites-nous tout ? Cela ne vous tente plus ? Ah ben alors, qu'est-ce qui vous arrive ? Le PS est resté fidèle à lui-même (au colonialisme), le masque en moins, est-ce cela qui vous gênerait tant, que votre opportunisme soit démasqué par la même occasion ? Ah, c'est la règle du jeu ! Vous avez perdu et vous êtes mauvais joueurs par dessus le marché. Attention, vous allez encore vous enfoncer ou aggraver votre cas. Votre double jeu est terminé, il n'a que trop duré.

Parole d'internaute

- "L'UE approuve tout ce que les USA approuvent. Tout comme l'embargo sur la Russie par exemple. Et pendant que les pays européens (dont la France) perdent des milliards d'euros par mois à l'exportation, les exportations américaines vers la Russie ont augmenté de 18%. Eh oui ! Reste une question, jusqu'à quand allons-nous accepter d'être à ce point roulés dans la farine par les étatsuniens ?"

Réponse : Indéfiniment une fois que le traité transatlantique de libre-échange USA-UE aura été signé.

Amoralité. Un oxymore criminel ou la question qui tue.

- Au-delà de la performance, pourquoi il est possible d'envisager une finance "morale" - Atlantico.fr 19.07

A travers ce constat, " *Il est important de poser ces principes, même si leur réalisation peut apparaître utopique* " Pierre de Lauzun, l'auteur de *La finance peut-elle être au service de l'homme?*, ne croit pas un mot à la fable qu'il a racontée dans cet article. Peu importe, provenant du Directeur général délégué de la Fédération Bancaire Française cela sonne comme un aveu des plus cyniques quand on pense aux conséquences inhumaines qu'entraîne la dictature de la finance sur l'ensemble de la société et responsable des guerres qui ravagent le Moyen-Orient.

L'essentiel était de poser cette question, et de légitimer la finance en rappelant qu'elle bénéficiait de "*la reconnaissance publique de principes*"... démagogiques, d'un consensus entre tous les partis institutionnels, ce qui vaut en Grèce vaut dans tous les pays de l'UE.

Quand la démocratie pervertie est morte, cela ne leur coûte rien de lâcher quelques vérités qui seront vécues par les travailleurs et les militants comme autant de coups de massue pour achever de les démoraliser, cela fait partie de leur guerre psychologique.

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier et racket d'Etat.

- Un radar de chantier a flashé 2.500 fois par jour - 20minutes.fr

Quelques infos sur la Grèce

- À Athènes, des manifestants se dressent contre le travail dominical - LeFigaro.fr

- Grèce: Merkel répète son opposition à une réduction de la dette - 20minutes.fr

Pour la chancelière allemande, cette pratique ne peut avoir lieu «dans l'union monétaire». 20minutes.fr 19.07

- Quelle forme pourrait prendre la restructuration de la dette grecque? - AFP

Une semaine après l'accord aux forceps sur un troisième plan d'aide à la Grèce, un consensus semble se dégager peu à peu parmi les créanciers d'Athènes sur la forme que pourrait prendre la restructuration de la dette grecque.

Pas de "hair cut", mais un allongement de la période de grâce, un rééchelonnement des échéances et une baisse des taux d'intérêt: voici le scénario de plus en plus probable, au vu des exigences des partenaires d'Athènes. AFP 19.07

Ils évoquent un échelonnement de la dette grecque sur 40 ans, autant dire à durér indéterminée ou à vie...

Et les hommes aussi...

- Sexisme: Pour un sénateur de droite, les femmes «sont là pour faire des enfants» - 20minutes.fr

- Les propos «discriminants» du sénateur JF Mayet suscitent la polémique - Public Sénat

Ca baigne les affaires...

- Hélicoptères : Lockheed rachète Sikorsky pour 9 milliards de dollars - La Tribune

- Lockheed rachète Sikorsky pour 9 milliards de dollars - Reuters

- Morgan Stanley bat le consensus grâce au trading - Reuters

... pas pour tout le monde.

- Le taux du Livret A baissé à 0,75% le 1er août, un nouveau plus bas historique - AFP

- Barclays pourrait supprimer 30.000 emplois - AFP

On est jamais mieux placé que par soi-même.

- Un conseiller économique d'Obama nommé chef économiste du FMI (officiel) - AFP

L'Américain Maurice Obstfeld, un des conseillers économiques du président Barack Obama, a été nommé économiste en chef

du Fonds monétaire international, a annoncé l'institution lundi. AFP 20.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Turquie : au moins 30 morts dans une attaque attribuée à l'Etat islamique - LeFigaro.fr
- Egypte: 7 soldats, 59 jihadistes tués dans des combats au Sinaï - AFP
- Cinq attentats coordonnés visent le Hamas et le Djihad islamique à Gaza - 20minutes.fr
- Algérie: une dizaine de soldats tués dans une attaque jihadiste - AFP
- Irak : la veille de l'Aïd, attentat de l'EI sur un marché, 90 morts, dont 15 enfants - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Appel à la délation ou après le terrorisme et le racisme d'Etat, la xénophobie d'Etat.

Le fautif de tous vos maux ils l'ont trouvé : L'étranger.

- Les étrangers vont-ils être fliqués ? - 20minutes.fr

Banque, prof, EDF, Internet, tous seront bientôt obligés de briser le « secret professionnel » pour informer la préfecture sur leurs clients étrangers en situation régulière ou non. Ce 20 juillet en début de soirée, les députés doivent examiner le projet de loi porté par Bernard Cazeneuve, sur le droit des étrangers. Officiellement proposé pour faciliter la vie des étrangers sur le sol français, un amendement du projet de loi contre la fraude porte atteinte à leur vie privée.

Ce texte prévoit la création d'un « droit de communication » qui permettra au préfet de consulter « sans que s'y oppose le secret professionnel autre que le secret médical » des informations sur les personnes demandant ou possédant un titre de séjour auprès des écoles, des établissements de santé, des banques, mais aussi d'EDF ou encore de la sécurité sociale. Le but serait de vérifier les informations déclarées par le requérant dans les établissements concernés pour lutter contre la fraude.

L'article 8 du projet de loi, une autre nouveauté. Il va autoriser le préfet à contrôler, à tout moment, que l'étranger qui dispose d'une carte de séjour « respecte toujours les conditions fixées pour la délivrance de cette carte.» 20minutes.fr 20.07

Résistance passive

- La colère des éleveurs ne retombe pas - Francetv info

Les agriculteurs continuent de bloquer les accès à Caen et au Mont-Saint-Michel. Ils dénoncent la faiblesse des prix de leurs productions. Francetv info 20.07

- Elevage: les raisons de la colère - AFP

Lait, porc ou boeuf, le monde de l'élevage étranglé par les dettes et l'effondrement des cours crie sa colère et cible distributeurs et transformateurs. Au-delà, la crise est aussi alimentée par un contexte général défavorable à toutes les filières.

Q: Quels sont les prix actuellement payés aux producteurs ?

R: Les prix du porc ont atteint 1,38 euros le kilo contre un objectif visé de 1,40 euro pour couvrir les coûts de production. Pour le boeuf, abatteurs et distributeurs s'étaient engagés le 17 juin à augmenter de 5 centimes par semaine jusqu'à 4,50 euros le kilo. On en est loin: les prix n'ont gagné que 7 centimes au total.

Le lait est actuellement payé 300 euros/tonne (soit 30 centimes/litre). Il faudrait qu'il atteigne 340 euros pour couvrir les coûts de production.

Q: Comment sont fixés les prix ?

Les prix des produits de l'élevage se fixent chacun selon un mécanisme propre à la France, mais peuvent être influencés par les cours mondiaux.

Les prix du porc sont fixés au marché au cadran de Plérin, en Bretagne (60% de l'élevage français), qui sert de référence nationale.

Les cours hebdomadaires du boeuf sont établis par l'organisme public FranceAgriMer qui fait une moyenne à partir des prix d'achat déclarés par les abatteurs à l'entrée des établissements. De fait, l'industriel fait le prix. Mais une enseigne de supermarchés peut aussi passer commande à prix fixe pour une promotion par exemple: la pression sur l'abatteur est alors répercutée à l'éleveur.

Le lait dépend d'un système complexe: la moitié environ des éleveurs travaillent sous contrat quinquennal avec des entreprises privées. Le prix peut être réajusté selon la qualité du lait produit. L'autre moitié livre son lait aux coopératives qui fixent les prix d'achat à partir des cotations de l'industrie (beurre, poudre de lait, fromages) et de la toute-puissante coopérative Fonterra... en Nouvelle-Zélande, premier exportateur mondial de lait.

Q: Qui sont les fautifs: industrie ou distributeurs ?

R: Les deux grands acteurs se renvoient la balle. La grande distribution assure qu'elle a respecté les engagements pris ces dernières semaines sur le prix de la viande mais que l'argent ne va "pas dans la poche des éleveurs".

Le médiateur des relations commerciales agricoles remettra mercredi au ministre de l'Agriculture un rapport qui établira les responsabilités.

Q: Augmenter les cours suffira-t-il?

R: Une augmentation permettrait aux éleveurs de souffler, sans sortir les milliers d'exploitations du marasme en raison de leurs difficultés de trésorerie et d'endettement - un milliard d'euros selon la FNSEA. Les producteurs souhaitent bénéficier d'une "année blanche" qui suspendrait le paiement des intérêts - l'Etat prendrait alors le relais.

Q: L'embargo russe et la crise grecque: circonstances aggravantes ?

R: L'embargo russe décrété en août 2014 sur les produits agroalimentaires occidentaux a surtout touché le lait et ses produits transformés, donnant le signal de la dégringolade. Mais en engorgeant le marché européen, il a contribué à faire chuter tous les cours.

La situation en Grèce a également impacté la filière bovine: la France qui fournit un tiers des approvisionnements grecs (environ 55.000 t par an) a ressenti durement la fermeture des banques. Mais les professionnels n'imaginent pas que les Grecs "arrêtent de manger".

Q: Qui sont les concurrents des éleveurs français?

R: Pour le porc, les éleveurs désignent les Espagnols, les Néerlandais et surtout les Allemands qui emploient dans les abattoirs une main d'oeuvre venue des pays de l'Est aux conditions des pays d'origine, sans charges sociales. L'instauration récente d'un salaire minimum, n'entrera en vigueur qu'au 1er janvier 2016.

Q: La France importe-t-elle beaucoup de viande?

R: La France a importé l'an dernier près de 380.000 tonnes de viande bovine, soit l'équivalent de 20% de sa production. Dans la restauration collective (cantines...) et les restaurants, 70% de la viande est importée, alors qu'en Allemagne, 70% de la viande consommée dans les restaurants est produite localement.

Sources: FNSEA (le premier syndicat agricole), Jeunes Agriculteurs (JA), Fédération nationale bovine, Fédération nationale porcine, Institut de l'Elevage. AFP 20.07

- Des buralistes en colère neutralisent des radars en Gironde - Reuters

- Les personnels de bord des trains Thello pour Venise en grève - AFP

- MyFerryLink: le port de Calais brièvement bloqué lundi - AFP

- Radio France: Mathieu Gallet à nouveau face aux syndicats pour un CE tendu - AFP Trois mois après la grève historique à Radio France, son patron, Mathieu Gallet, se retrouve mardi face aux syndicats pour leur soumettre un plan qui envisage 350 départs. AFP 20.07

Des conditions de détention "bien pire que la mort" au pays de la démocratie.

- Etats-Unis: Djokhar Tsarnaev dans une prison comparée à l'enfer sur terre - AFP

Condamné à mort pour les attentats de Boston, Djokhar Tsarnaev, 21 ans, vit désormais à l'isolement dans une prison américaine ultra-sécurisée, décrite par certains comme l'enfer sur terre.

La prison fédérale de sécurité maximale de Florence (ADX), unique aux Etats-Unis, abrite dans une zone désertique montagneuse du Colorado (ouest) des condamnés pour terrorisme et les criminels considérés comme les plus dangereux du pays, mafieux ou membres de gangs notamment.

Il y a rejoint 417 détenus qui vivent tous en cellule individuelle de béton de 7,7 m², avec une fenêtre de 10 cm de large sur 120 cm de haut, d'où il est impossible de se repérer.

Ils y sont enfermés généralement de 22 à 24 heures par jour, leurs repas glissés par une fente en bas de la porte de leur cellule.

S'ils en sortent, c'est les pieds et les mains enchaînés, escortés par au moins deux gardiens, selon un rapport d'Amnesty International publié l'an dernier.

Leur seule "récréation" extérieure est passée, seul, dans une cage vide, à peine plus grande que leur cellule, entourée de murs, d'où ils peuvent apercevoir le ciel. Ils peuvent aussi, en alternance, faire de l'exercice, toujours seul, dans une petite salle équipée d'une unique barre de traction.

Ces "sorties" sont limitées à 10 heures par semaine par plage de deux heures, selon le rapport d'Amnesty de juillet 2014, intitulé "Emmuré", qui estime que de telles conditions de détention "ne respectent pas les standards internationaux pour un traitement humain des prisonniers". Ils peuvent pendant des jours n'entendre que "quelques mots", souligne le rapport.

Un ancien gardien, Robert Hood, a décrit cette prison extrêmement silencieuse, ouverte en novembre 1994, comme "une version propre de l'enfer". "C'est bien pire que la mort", a-t-il estimé.

"C'est une version high tech de l'enfer", raconte aussi à l'AFP Jamie Fellner, spécialiste des prisons américaines chez Human Right Watch à New York, qui l'a visitée deux fois. "ADX est moderne, propre, bien gérée. Tout brille. Mais à l'intérieur, vous avez des centaines d'hommes isolés en permanence, privés de contacts sociaux ordinaires avec les autres".

"Il est difficile de décrire l'intensité implacable de la surveillance à laquelle ils sont soumis", ajoute-t-elle.

Dans cette "Alcatraz des Rocheuses", le jeune musulman d'origine tchéchène ne pourra recevoir que quelques rares visites, derrière une paroi transparente. Il aura droit à deux conversations téléphoniques mensuelles, de 15 minutes maximum, avait témoigné à son procès un ancien responsable fédéral des prisons, Mark Bezy. Son courrier sera limité, systématiquement ouvert et analysé.

Selon Amnesty, de nombreux détenus ne supportent pas ces "conditions d'une dureté inacceptable".

En 2012, un expert Craig Haney avait témoigné au Congrès qu'un "pourcentage choquant" étaient malades mentaux, "souvent très atteints".

Selon une plainte, "Cunningham v. Federal Bureau of Prisons", déposée en 2012 contre le Bureau des prisons, "de nombreux prisonniers à ADX gémissent interminablement, crient, cognent contre les murs de leur cellule. Certains se mutilent avec des rasoirs, des éclats de verre, des os de poulet aiguisés (...) avalent des lames de rasoir, des coupe-ongles... D'autres ont des conversations délirantes avec des voix qu'ils entendent dans leur tête, oublieux de la réalité". La plainte précise que les tentatives de suicide sont fréquentes.

D'autres prisonniers arrêtent de manger, sont alors nourris de force. Entre 8 et 10 prisonniers de l'unité H ont ainsi observé une grève de la faim en février 2014, selon Amnesty. AFP 19.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- L'armée yéménite a repris l'aéroport d'Aden - french.irib.ir

Après 2 jours d'affrontements, l'armée yéménite, épaulée par les comités populaires, liés au Mouvement d'Ansarallah, ont réussi à reprendre aux terroristes d'Al-Qaïda et partisans de Mansour Hadi, l'aéroport d'Aden. Simultanément à la multiplication des raids aériens des avions de combat saoudiens contre le Yémen, les affrontements se sont intensifiés, dans la province d'Aden, tandis que ces avions prenaient, à maintes reprises, pour cible, l'aéroport international de cette ville, afin d'ouvrir la voie aux éléments de ce groupe terroriste, soutenu par l'Arabie.

A la suite de l'intensification des frappes aériennes, l'armée yéménite et les comités populaires du Mouvement d'Ansarallah ont entamé, sur ordre d'Abdelmalek al-Houthi, le Chef de ce Mouvement, les opérations, pour reprendre l'aéroport d'Aden, en avançant vers la localité de Mansoura, afin d'empêcher l'infiltration accrue de terroristes d'Al-Qaïda, pro-Hadi, dans la ville d'Aden. french.irib.ir 18.07

1.2- La guerre des nerfs de Riyad et de ses allies à Aden - french.irib.ir

L'armée yéménite et les forces de résistance populaires liées à Ansarallah ont fait échouer les agissements des mercenaires de l'Arabie à Aden, au sud du Yémen.

Les sources proches du président yéménite en fuite et d'Al-Qaïda avaient prétendu vendredi que la ville d'Aden n'était pas sous le contrôle du mouvement Ansarallah et de l'armée yéménite. Il a été aussi annoncé que plusieurs ministres du cabinet en fuite étaient rentrés de l'Arabie à la ville stratégique d'Aden.

Mardi dernier, des hommes armés, en collaboration avec les éléments d'Al-Qaïda ont lancé une opération pour récupérer la ville d'Aden. Soutenant les déclarations du cabinet yéménite en fuite, l'Arabie a déclenché une guerre médiatique et prétendu que la ville d'Aden n'était plus sous le contrôle d'Ansarallah et de l'armée et que ces derniers avaient subi un échec cuisant. Et ce alors que selon les sources yéménites, l'armée et les forces populaires yéménites ont repris samedi, après d'âpres affrontements avec les terroristes d'Al-Qaïda, le contrôle de l'aéroport international d'Aden. Comme le porte-parole du mouvement populaire Ansarallah, Mohammed Abessalam a annoncé, l'ennemi n'avait enregistré aucune victoire au Yémen et l'Arabie tente de compenser sa défaite militaire au Yémen par des tapages médiatiques.

Le bras de fer dans la ville stratégique d'Aden est d'une importance majeure et on peut prétendre que la partie qui règne sur cette ville, pourra orienter les échanges politiques et économiques de tout le pays. On peut même dire que l'Arabie et ses alliés ont surtout attaqué le Yémen, il y a 4 mois, pour s'accaparer la ville portuaire d'Aden. Lorsque les forces du mouvement populaire Ansarallah, après avoir pris le contrôle de Sanaa, capitale, se sont mises à avancer vers la ville stratégique d'Aden, alors que les membres du cabinet et le président s'étaient enfuis à Riyad, l'agression saoudienne a commencé.

Aden joue alors un rôle de premier plan dans les évolutions yéménites et son contrôle est une question vitale pour l'Arabie et ses mercenaires. Les Ale Saoud et Al-Qaïda ont tenté d'occuper à tout prix la ville d'Aden afin de compenser leur défaite militaire. Les tapages médiatiques, les affrontements à Aden et la diffusion des informations sur l'échec des Houthis dans cette ville sont tous dans le cadre de la guerre des nerfs parrainée par l'Arabie qui souhaite annoncer sa victoire dans un pays où ses mercenaires n'ont aucune popularité. Les assassins des enfants et des femmes yéménites ne peuvent jamais se faire aimer par le peuple révolutionnaire du Yémen. La récupération de l'aéroport international d'Aden constitue alors un échec cuisant pour les Ale Saoud qui ont tenté de dominer les évolutions au Yémen et d'isoler les Houthis. french.irib.ir 20.07

2- Irak

2.1- L'opération saoudo-jordanienne contre l'armée irakienne - french.irib.ir

Les rapports de renseignements depuis Bruxelles, citant des sources diplomatiques européennes font part de l'intervention saoudo-jordanienne dans les raids aériens contre l'armée et les forces populaires irakiennes.

Selon l'IRNA citant radio "Austen" (de l'Europe), les informations et renseignements envoyés depuis Bruxelles affirment que l'opération conjointe menée par les chasseurs saoudiens et jordaniens contre l'armée irakienne et les forces populaires était une opération secrète, effectuée après l'accord avec le commandement des forces de la soi-disant coalition internationale anti-Daech.

Selon la même source, ces bombardements visaient à entraver la progression des forces irakiennes vers les régions et les villes occupées par Daech et ses alliés parmi les partisans de l'ex-régime irakien de Saddam. french.irib.ir 20.07

2.2- Irak : le siège du commandement de l'opération de Daech détruit, à Ramadi - french.irib.ir

Le commandant de la police fédérale irakienne a fait état de la destruction du siège du commandement de l'opération du groupe terroriste Daech, à Ramadi.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant des sources médiatiques irakiennes, le général Shaker Jowdat a affirmé qu'une équipe de renseignement de la police fédérale d'Irak, en coordination avec les unités d'artillerie et les chasseurs de l'armée, était parvenue à raser le commandement de l'opération de Daech, à Ramadi.

Il a ajouté que, lors de cette mission, des dizaines d'éléments du groupe terroriste takfiri de Daech avaient été tués ou blessés. «Pas moins de sept véhicules appartenant aux Daechistes ont été anéantis», a affirmé le commandant de la police fédérale irakienne. french.irib.ir 20.07

3- Bosnie

- Quand Daesh met la main sur un village isolé en Bosnie - 20minutes.fr

L'organisation de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie s'est offert en secret un bastion dans un village isolé en Bosnie-Herzégovine. Selon les révélations du quotidien The Mirror publiées samedi soir, reprises le lendemain par le Dailymail, le terrain entouré de forêts se trouverait près du village d'Osve. Les services de renseignements bosniaques sont persuadés que l'organisation djihadiste cherche ainsi à créer une base pour attaquer l'Europe occidentale.

La Bosnie, une place de choix pour Daesh

Les terrains achetés par l'Etat Islamique possèdent plusieurs atouts : en premier lieu, leur proximité avec la mer Méditerranée qui permet une accessibilité évidente depuis la Syrie, l'Irak et l'Afrique du Nord en traversant illégalement la Grèce, la Turquie, la Macédoine et la Serbie.

Le petit village d'Osve est situé dans une colline, à près de 100 kilomètres de Sarajevo : inconnu des GPS, il est accessible par des routes sinueuses et étroites pour les voitures. La discrétion y est donc assurée et la vue imprenable sur les alentours. La vente illégale d'armes en place depuis le conflit des années 1990 est également un atout pour Daesh, qui entend entraîner ses nouvelles recrues djihadistes loin de la communauté internationale.

Les acheteurs seraient Harun Mehicevic, un sympathisant de Daesh qui aurait fui la Bosnie pour l'Australie dans les années 90 où il est devenu l'un des hommes les plus dangereux du pays ; Jasin Rizvic et Osman Kekic, deux hommes qui combattent en Syrie ; mais aussi Izet Hadzic, un leader musulman qui a été arrêté par les services de sécurité de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

Les services de sécurité pointent un réel risque : cette zone bosniaque pourrait être une base pour des « attaques terroristes dévastatrices pour l'Ouest ». Osve n'est pas le premier village aux mains de Daesh : il y a cinq mois, les forces anti-terroristes bosniaques ont aperçu pour la première fois leur drapeau sur les maisons de Gornja Maoca près de Srebrenik (nord du pays). Des descentes de police ont plusieurs fois été réalisées dans ce village en raison des liens soupçonnés avec des groupes radicaux.

Aujourd'hui, les résidents des villages voisins à Osve entendent régulièrement des tirs et voudraient bien quitter la région le plus rapidement possible. Les habitants dépeignent des endroits « beaux mais incroyablement dangereux ». Ils évoquent également la difficulté pour vendre leurs maisons pour pouvoir partir. Ils ont confié aux enquêteurs du Mirror craindre que leur village ne soit « un nid à terroristes ». 200 ressortissants bosniaques dans les rangs de Daesh

Au cours des derniers mois, 12 combattants de l'EI qui avaient été entraînés à Osve, sont partis pour la Syrie, et 5 d'entre eux auraient été tués. Mais ils étaient loin d'être les premiers Bosniaques à partir : selon un rapport sur le djihadisme en Bosnie intitulé « The Lure of the Syrian War: The Foreign Fighters », 156 hommes et 36 femmes seraient partis en Syrie, accompagnés de 25 enfants entre 2013 et 2014. Au total, 48 étaient rentrés chez eux en janvier dernier.

Selon les estimations des services de renseignements, depuis 2012, environ 200 ressortissants bosniaques seraient partis rejoindre les rangs de Daesh en Syrie et en Irak. Une trentaine seraient morts et quarante rentrés en Bosnie.

Selon les auteurs du rapport, la Bosnie serait « mal préparée pour combattre la menace ». Le directeur du Centre d'Études de Sécurité de Sarajevo, Armin Krzalic, confiait que « les Bosniaques qui sont allés se battre pour l'État Islamique seront traités comme une menace à la sécurité ».20minutes.fr19.07

C'est la Turquie ou Israël au milieu de l'Europe...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La France, ses hommes, ses femmes ... et ses statistiques - latribune.fr

L'Insee dresse un panorama synthétique de la France dans le domaine économique, social et culturel, notamment.

La France... Ses hommes, ses femmes, ses enfants, ses paysages...et le reste. En quelques pages, l'Insee dresse un inventaire précis de la France et de ses 66,3 millions d'habitants. Dans certains domaines, des améliorations sont palpables. Dans d'autres, la situation s'est dégradée. Voici, point par point, un état des lieux.

Quelles sont les améliorations ?

Population

L'espérance de vie atteignait 75,2 ans pour les hommes en 2000. En 2014, elle était passée à 79,2 ans. Celles des femmes a également progressé. Elle s'élevait à 82,8 ans en 2000 et à 85,4 ans en 2014.

Les naissances progressent. Il y en avait 793.000 en 2000 et 820.000 en 2014.

Environnement

La France a réduit ses émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes d'équivalent CO2. Celle-ci est passée de 557 à 490 millions entre 1990 et 2012

La production totale de déchets par habitant a reculé. Elle s'élevait à 7,1 tonnes en 2006. Elle atteignait 5,3 tonnes en 2012. Cette même année, 7,9 milliards de tonnes de déchets étaient recyclés, contre 3,7 milliards en 2000.

En 2000, la France consacrait 28,35 milliards d'euros pour protéger l'environnement. En 2012, ces dépenses s'élevaient à 47,5 milliards d'euros.

Enseignement-recherche

La part des bacheliers dans une génération s'élevait 43,5% en 1990 et à 73,7% en 2013.

La dépense intérieure d'éducation s'élevait à 68 milliards d'euros en 1990. En 2013, elle atteignait 144,8 milliards d'euros.

Les dépenses de recherche et de développement des entreprises ont explosé entre 2001 et 2012, passant de 20,7 à 30 milliards d'euros sur la période.

Economie - Finances

Le PIB par habitant atteignait 18.181 euros en 1990 et 32.227 en 2014.

La France accueillait 52,5 millions de touristes en 1990, 77,2 millions en 2000 et 84,7 millions en 2013. Les recettes liées au tourisme atteignaient 15,9 milliards d'euros en 1990, 35,7 en 2000 et 42,7 en 2013.

En revanche, dans certains domaines, la situation s'est dégradée

C'est notamment le cas dans l'Environnement

Plus écologique, le transport fluvial ne décolle pas. Il régresse même ! Il représentait 2,6 % du transport de marchandises en 1990 et 2 % en 2000 et 2,3 % en 2013. Son développement fait pourtant partie des priorités de chacun des candidats aux élections présidentielles dans le domaine écologique...

Santé

La consommation de boissons alcoolisées, de tabac et de stupéfiants a progressé. Elle s'élevait à 3,3 milliards d'euros en 1990 et à 3,6 milliards d'euros en 2014.

Le nombre de médecins généralistes pour 100.000 habitants recule. L'Insee en recensait 162 en 1990, comme en 2000, et 155 en 2014.

Enseignement-recherche

Le taux de scolarisation a reculé en 2000 et 2012. Il atteignait 96,5% à 16 ans en 2000 et 93,4 ans douze ans plus tard.

Emplois- revenus - salaires

Le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) s'élevait à 1,890 millions en 1990. En 2014, le chômage touchait 2,813 millions de personnes.

Le taux de chômage des 15-24 ans atteignait 15,1% en 1990 et 23,2 % en 2013.

Le taux de pauvreté progresse. Il atteignait 13,8 % de la population en 1990 et 13,9 % en 2012. Il avait reculé entre 1990 et 2000. Cette année-là, il s'élevait à 13,6 %.

Economie - Finances

Le déficit public a progressé entre 2000 et 2014. Il s'élevait à 1,3 % du PIB en 2000 et à 4 % en 2014.

Le taux de couverture de la balance commerciale était de 96,3 % en 1990. Il s'est replié à 94 % en 2014.

La construction de logements a nettement reculé. Si 207.000 logements individuels ont été mis en chantier, puis 247.000 en 2000, il n'y en avait que 157.000 en 2012. En 1990, le logement représentait 20,6 % de la consommation des ménages. Cette part s'élevait à 26,8 % en 2014.... Les ménages paient durement la pénurie de logements.

Le poids des constructeurs automobiles français est en chute libre. En 1990, ils ont vendu 1,4 million de voitures en France, contre 994.000 en 2014.

Le secteur électronique a souffert au cours de ces dernières années. La fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques s'élevait à 110,3 milliards d'euros en 2000 et à 80,3 milliards d'euros en 2014.

Que faut-il retenir de cette batterie de statistiques ? A moins d'un an et demi des prochaines élections présidentielles, pourrait-elle éclairer d'un jour nouveau la feuille de route de l'exécutif ? Peut-être. On peut s'attendre à ce que le gouvernement intensifie son action dans la lutte contre le chômage - François Hollande ne se représentera pas à sa propre succession si le nombre de chômeurs ne recule pas - et dans la protection de l'environnement. Paris organisera la prochaine conférence sur le climat en décembre. Des décisions devraient être prises et des mesures devraient être annoncées. latribune.fr 20.07

ECONOMIE

1- Or et matières premières

- Trois explications à la chute brutale de l'or - latribune.fr

Tombé sous les 1.100 dollars l'once dans les échanges asiatiques, l'or a pâti de la remontée du dollar, des réserves aurifères chinoises moins importantes que prévu et de l'accalmie du marché grec notamment. Mauvaise période pour les

matières premières. Elles ont connu une baisse exceptionnelle lundi 20 juillet. L'index de Bloomberg qui les regroupe est tombé à son plus bas depuis juin 2002. Le cours de l'or, notamment, a connu une dégringolade. Le prix du métal jaune a baissé brusquement lundi dans les échanges asiatiques, tombant vers 01h30 GMT (11h30, heures française) à 1.072,35 dollars l'once, son plus bas niveau depuis le 11 février 2010. Aux États-Unis, l'once chutait à 1.110 dollars à 6h13 (12h13, heure française).

"La glissade de l'or a été déclenchée par un mouvement vendeur sur la bourse de l'or à Shanghai", expliquent des analystes de Commerzbank. Le Financial Times rapporte en effet que le vendredi 17 juillet est une journée record en terme de vente d'or. Trois explications à cette chute brutale du métal précieux.

Des taux américains appelés à grimper, un dollar fort

Une remontée des taux au deuxième semestre 2015 se précise si l'on en croit les dernières déclarations de Janet Yellen. Ainsi, le dollar a réagi et atteint lundi à 12 heures un peu plus haut depuis trois mois à 0,92 euros. La monnaie verte n'avait pas atteint un tel niveau depuis avril dernier. "Une augmentation des taux d'intérêts devrait renforcer le dollar, provoquant plus de sortie de fonds des matières premières et des métaux", analyse pour Bloomberg Vattana Vongseenin, membre du Phillip Asset Management.

Pour rappel, une hausse du billet vert tend à rendre moins attractifs les achats de métaux libellés en dollar, car ceux-ci sont plus onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises.

Des réserves chinoises moins importantes que prévues

Après six ans de silence, la Chine, premier producteur mondial d'or, a dévoilé vendredi 17 juillet le montant de ses réserves d'or. Pékin a révélé que les réserves avaient augmenté de 57% à 1.658 tonnes. Le cours du métal jaune a baissé de 1% ce jour-là. Selon Chen Shao de Macquarie Capital Securities Limited, cela a pu avoir un effet sur la chute des cours du précieux métal :

"Les réactions du marché pourraient s'expliquer car l'augmentation des réserves est plus faible qu'attendue." Pour Barclays, "les réserves d'or révélées par la Chine montrent que le pays ne compte pas augmenter ses réserves tant que cela, ce qui coupe une forte source de demandes."

L'accord en Grèce et le marché boursier chinois redressé

Enfin, l'accalmie du côté de la Grèce avec l'accord pour un troisième plan d'aide, la réouverture des banques grecques, ainsi que la chute des marchés boursiers chinois jugulée ont poussé à la baisse de l'or, analyse Barclays. En effet, une accalmie des marchés implique que l'or sert moins de valeur refuge. latribune.fr 20.07

Les banksters tel Barclays spéculent à la fois à la hausse et à la baisse...

Chine

- Chine : la dette des entreprises atteint un point critique - latribune.fr

Les fortes chutes des valeurs boursières chinoises ont particulièrement retenu l'attention en juin. Mais la dette des sociétés chinoises atteint plus de 16.000 milliards de dollars (15.000 milliards d'euros) soit 160% du PIB: elle représente le double de la dette des entreprises américaines.

Cet endettement augmenterait encore de 77% durant les cinq prochaines années pour atteindre 28.800 milliards de dollars, estime l'agence de notation Standard & Poor's.

Les risques "d'un robinet à crédit ouvert"

Les interventions de Pékin ont eu jusqu'à présent des visées plutôt macroéconomiques pour soutenir une croissance dont le rythme serait cette année le plus lent depuis un quart de siècle.

La Banque populaire de Chine a réduit les taux par quatre fois depuis novembre, abaissé le ratio des réserves obligatoires et supprimé le plafonnement des crédits considérés en rapport des dépôts.

Certes, le gouvernement souhaite que ces mesures bénéficient surtout aux PME et aux segments innovateurs de l'économie mais, fait remarquer Louis Kuijs (RBS), "lorsque les robinets du crédit sont ouverts, le risque est que l'argent aille à des sociétés ou des entités à problèmes". Or, les banques chinoises ont octroyé pour 1.280 milliards de yuans (190 milliards d'euros) de nouveaux prêts en juin, plus que les 900,8 milliards de yuans de mai.

Difficile de mesurer le financement de l'économie réelle

Les différentes mesures prises ont eu surtout pour effet d'abaisser les coûts financiers à court terme et de stimuler le prêt spéculatif en Bourse. De fait, il est difficile de voir dans quelle mesure les prêts bancaires servent réellement à financer des investissements profitables à l'économie réelle alors que les coûts d'emprunt à long terme restent élevés et que les banques hésitent à prendre des risques.

La dette des entreprises industrielles représente une proportion sans cesse plus grande de leur bénéfice. L'étude Thomson Reuters montre qu'en 2010, la dette des entreprises spécialisées dans les ressources naturelles représentait 2,8 fois leur bénéfice brut. A la fin 2014, le rapport était de 5,3 fois. Pour les sociétés de l'énergie, le rapport est passé de 1,1 à 4,4 fois et pour les industrielles de 2,5 à 4,2 fois.

Des prêts qui alimentent des entreprises publiques inefficaces

Gao Hong, l'un des responsables des investissements de l'équipementier ferroviaire Jinxi Axle, lequel a vu son rapport de la dette au bénéfice tripler à 10,25 de 2010 à 2014, explique que la société a toutes les peines du monde à trouver des projets d'investissement rentables, préférant ainsi investir dans des produits bancaires à court terme à rendement garanti.

"Le risque de ces programmes (d'investissement) est tellement élevé et le taux de rendement si faible qu'il vaut mieux pour nos investisseurs que nous achetions des produits bancaires. L'an passé, nous avons dégagé des profits grâce à la vente d'actions CNR", a-t-il dit.

Pour l'essentiel, les nouveaux prêts alimentent des entreprises publiques notoirement inefficaces. "On prête pour financer des projets de grands travaux et certains peuvent être faits par des entreprises publiques dont l'endettement augmente en conséquence", dit Tao Wang (UBS). "Les prix baissent et le chiffre d'affaires se tasse; dans un tel contexte, on ne peut pas ordonner un désendettement sur le champ, qui aboutirait à un atterrissage en catastrophe".

Une gestion périlleuse

Orienter le crédit vers les entreprises les plus efficaces, là où il aurait le plus d'impact sur l'économie, serait plus facile si on laissait disparaître les canards boiteux, de manière à ce que les marchés puissent valoriser la dette plus aisément.

Les autorités souhaitent que le marché joue un plus grand rôle de ce point de vue mais sans en assumer réellement les conséquences, renflouant dans les faits les sociétés en difficulté comme ce fut le cas l'an passé lorsque Shanghai Chaori Solar Energy Science and Technology fit défaut sur un remboursement d'emprunt.

Il a fallu une série de mesures sans précédent pour enrayer la chute des marchés boursiers chinois, qui représentent un peu plus de 8.000 milliards de dollars et sont réservés à une minorité de Chinois relativement aisés. S'attaquer à la dette des entreprises est une tâche d'une toute autre envergure.

"Gérer le marché de la dette est sans doute plus périlleux que gérer la Bourse parce que ce marché est plus gros (...) et l'aléa moral est un problème de poids", selon David Cui, consultant pour la Bank of America. latribune.fr et Reuters19.07

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juillet 2015

CAUSERIE

Il y avait peu d'infos intéressantes, aussi nous les intégrerons dans la causerie de demain, et puis je n'ai qu'une tête et deux yeux bien fatigués.

A la place nous vous proposons de quoi alimenter votre réflexion politique.

[Le capitalisme, c'est la théorie de la paupérisation appliquée aux peuples du monde entier.](#)

Ceux qui s'accrochent au capitalisme ou estiment qu'il faudrait juste corriger ses excès pour le rendre humain sont des ignorants, des escrocs ou des charlatans, parce qu'ils nient que ses lois de fonctionnement sont déterminées à la fois par les rapports

sociaux qui sont à l'origine de ce système économique et par son développement une fois soumis à ces rapports, rapports qui sont conçus de telle manière qu'ils profitent à ceux qui détiennent le pouvoir économique ou les moyens de production. C'est ainsi que le système capitaliste fonctionne pour satisfaire uniquement ou en priorité les besoins des privilégiés au détriment du reste de la population, et ces lois de fonctionnement sont aussi incontournables une fois qu'on les a adoptées que deux et deux font quatre et ne feront jamais autre chose.

Le système économique capitaliste fonctionne comme tout système selon ses propres règles ou lois, dont il ne peut se passer ou qu'il ne peut transgresser sous peine de se nier lui-même ou d'éclater, de disparaître. Et ses auteurs, partisans ou ceux qui en tirent profit ne pourront en justifier l'existence autrement qu'en se référant à ces règles ou lois qui en assurent le fonctionnement ou en les soutenant, en les revendiquant.

Ces règles ou lois étant le produit de rapports (sociaux) établis entre différents facteurs, elles ne peuvent fonctionner pour autant que ces facteurs demeurent liés entre eux ou évoluent dans des limites bien déterminées au-delà desquelles les conditions de l'existence même de ce système serait remise en cause. Ces limites agissent comme des contraintes que ce système s'impose lui-même et auxquels il ne peut échapper, car elles sont inhérentes aux contradictions qui sont à la base des rapports sociaux qui en sont à l'origine.

Le développement des forces productives est à l'origine de l'aliénation des producteurs aspirant à leur émancipation des lois de la nature qui s'imposent à eux, contradiction inhérente à la nature de l'homme venant au monde ignorant et à l'évolution de la civilisation humaine qui en découlera de manière inconsciente, dont l'objet consistera à transformer son environnement ou à se doter des instruments nécessaires pour satisfaire ses besoins sans jamais maîtriser le processus dialectique à l'oeuvre.

On a là tous les éléments ou facteurs qui permettent de comprendre sur quoi repose cette contradiction et les termes dans lesquels elle peut se résoudre, vers quelle issue elle tend, soit en développant à l'extrême les antagonismes qu'elle comporte en adaptant ces règles ou lois au fur et à mesure que les forces productives se développent sur la base du respect des rapports sociaux d'exploitation établis, ce qui s'est traduit par l'adoption de modes de production successifs basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, soit en profitant de la crise ou de l'extrême tension sociale auxquelles conduit inévitablement cet antagonisme de classe pour briser ses rapports sociaux ou s'émanciper des règles ou lois qui les régissaient, afin de libérer les forces productives qui étouffaient dans le carcan du mode de production et en imposer un qui ne serait plus basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sur la satisfaction des besoins sociaux de la population, à condition toutefois que le développement des forces productives aient atteint un niveau permettant de satisfaire les besoins de tous les hommes, condition réunie depuis un siècle si l'on s'en tient aux besoins des hommes tels qu'ils existaient à l'époque et non tels qu'ils existent de nos jours, argument qui pouvait être contesté autrefois, mais qui n'est plus de mise de nos jours.

Ce qu'il faut retenir, outre qu'il existe une issue (politique) aux contradictions au-delà du système économique capitaliste, c'est que le législateur agissant pour le compte de la classe détenant le pouvoir économique, adapte les règles et les lois qui le régissent en fonction de l'évolution de ses contradictions qui s'imposent à lui et à la classe qu'il représente, pour assurer la pérennité de leur système économique. Ce que Marx avait découvert et avait exprimé ainsi : "Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.", autrement dit, ces lois s'imposent aux tenants même du capitalisme, et lorsqu'elles feront l'objet d'une traduction législative elles pourront apparaître comme le produit de la volonté des capitalistes de s'enrichir davantage ou guidés uniquement par une avidité insatiable, alors qu'en réalité elles sont uniquement dictées par le développement du capitalisme, elles ne font que s'y adapter car le capitalisme se développe en dehors de tout processus conscient, conformément à un processus dialectique qui leur échappe, et c'est seulement après coup lorsqu'ils prennent conscience de son orientation, qu'ils réagissent ou ajustent les lois pour en gérer les conséquences sur l'ensemble de la société... à leur profit évidemment.

On a là l'explication de l'irrationalité ou l'inanité des discours portant sur le cours ou les excès du capitalisme qu'il faudrait réformer ou corriger, dans la mesure où cela revient à nier qu'il correspond à un système mû par ses propres règles ou lois qui s'imposent à lui et à tous ses acteurs, dans des limites bien déterminées au-delà desquelles, soit il entre en putréfaction, soit il éclate en libérant les forces (productives ou sociales) qu'il retenait prisonnier ou qu'il avait entrepris de détruire, pour céder la place non pas à un nouveau système se mordant la queue ou refermé sur lui-même, mais permettant à l'humanité entière d'accéder à un niveau de développement illimité ou supérieur et harmonieux, une fois débarrassé des chaînes de l'exploitation qui l'entraînaient, permettant à l'homme de faire pour la première fois consciemment sa propre histoire.

On s'aperçoit ici (si nécessaire) que le socialisme est une théorie élaborée, scientifique et sérieuse qui ne repose pas sur du vent.

On aura noté au passage que l'ignorance ou l'inconscience n'a cessé de jouer un rôle déterminant au cours du développement de la civilisation humaine, et ce n'est pas un hasard si ce facteur continue de nos jours de remplir un rôle prépondérant de pilier du régime en place ; Il en est le meilleur allié, d'où la nécessité de le combattre de toutes nos forces pour parvenir à changer la société.

On aura compris que le capitalisme et le socialisme sont mus par des rapports et objectifs inconciliables, soit conserver le système économique existant, s'y adapter ou s'en accommoder en espérant en tirer profit individuellement, sans tenir compte des conséquences désastreuses que sa survie implique pour le reste de la population (mondiale), allant même jusqu'à remettre

en cause le développement acquis au cours des siècles précédents par la civilisation humaine, soit combattre pour s'en débarrasser à l'échelle nationale, européenne, mondiale, et entrevoir enfin le règne de la liberté et de la paix universelle pour tous les peuples, une fois celui de l'exploitation de l'homme par l'homme source de toutes les inégalités sociales et de toutes les injustices qui les accompagnent abolie.

Il n'y a là rien d'extraordinaire, de mystérieux, de spéculatifs, il s'agit de savoir si on souhaite se mouvoir dans un système qui voue les peuples aux chaos et à la guerre ou si on souhaite tirer un trait dessus et passer à autre chose.

Ce qui est étonnant en revanche, au premier abord seulement, mais cela est peut-être dû à la médiocrité de nos dirigeants qui ont donné une image épouvantable du socialisme, c'est que les travailleurs continuent de privilégier ou de plébisciter un système économique qui correspond à un processus inconscient et irrationnel en contradiction avec les objectifs que devrait se donner la société ou leurs besoins, comme si leur esprit critique faisait totalement défaut, alors que la logique la plus élémentaire permet de saisir qu'il est condamné à disparaître d'une manière ou d'une autre, soit en donnant naissance à un monstre d'injustice ou de cruauté ne répondant plus à aucun rapport, à aucune règle ou loi établies jusqu'à présent autre qu'un vulgaire règlement de police ou d'un camp de concentration rédigé par les représentants de l'oligarchie financière trônant au sommet de la pyramide du pouvoir, soit en disparaissant à l'occasion d'un soulèvement révolutionnaire donnant naissance à une République sociale.

Ce comportement ou cette absence de discernement s'explique par la faiblesse de leur niveau de conscience du fonctionnement du capitalisme et de la société entretenue méticuleusement et avec persévérance par la confrérie réunies des opportunistes, réformistes, renégats, révisionnistes, traîtres ou vendus en tous genres qui sévissent au sein du mouvement ouvrier ou en dehors en prétendant s'exprimer au nom des peuples exploités et opprimés.

Dans la vie de tous les jours, nous sommes tous amenés à porter des appréciations sur la rationalité ou l'irrationalité de certains actes ou comportements, de certaines idées, sans jamais y avoir réfléchi sérieusement auparavant ou en avoir tiré des enseignements pratiques, sans jamais s'être demandé ce qui en réalité guidait nos jugements, comme si nous avions réellement développé les facultés nécessaires afin de nous le permettre, alors que ce n'est pas le cas généralement, considérant que ce serait un droit absolu ou quasi divin, un droit inné en somme qui ne répondrait à aucune règle, totalement arbitraire et qui devrait se soustraire à la critique, même lorsqu'il conduit à des situations absurdes ou dramatiques pour soi ou pour ses proches, ses semblables, le dénoncer vous vaudra d'être taxé d'intolérant, de dictateur, atteignant là le comble de l'ignorance qui s'ignore poussée à son paroxysme, ne craignant pas le ridicule qui ne tue pas comme chacun sait, quoiqu'il arrive qu'il soit fatale, ici en l'occurrence.

Je suis d'avis que pour élever le niveau de conscience des travailleurs, il faut partir de leurs expériences quotidiennes de l'existence, la meilleure école qui soit, et en tirer des enseignements que l'on transposera à la société et au capitalisme, ce qui ne devrait poser aucun problème insurmontable puisque c'est le même processus inconscient qui est à l'oeuvre ou qui les domine. Il est complètement délirant de s'adresser aux travailleurs comme le font nos dirigeants, sans tenir compte du constat qu'ils ne possèdent pas les facultés nécessaires pour saisir leurs discours qui s'adressent en réalité à une élite intellectuelle ou des militants, ce que ne sont pas plus de 90% des travailleurs.

Prendre conscient qu'on a passé son temps à faire sa vie inconsciemment ou sans avoir réellement conscience de sa condition, ou prendre conscience que c'est un processus inconscient qui a déterminé le cours ou le sort du capitalisme ou de la société jusqu'à présent, on ne voit pas où il y aurait une difficulté à assimiler l'un sans convenir de l'autre, hormis la vanité qui conduit à manquer de sincérité, d'honnêteté et de modestie, défauts qui seront rapidement neutralisés dès lors qu'on montre l'exemple et qu'on fait preuve de persévérance.

Voici maintenant ce qui m'a inspiré ce passage, comme quoi le marxisme demeure une source inépuisable d'inspiration.

Karl Marx : Discours sur la question du libre-échange. Extraits.

LVOG (La voix de l'Opposition de gauche) - Le travail bon marché.

Ce discours, prononcé à la séance publique du 7 Janvier 1848 de l'Association démocratique de Bruxelles est conforme au texte de la brochure originale publiée à Bruxelles en 1848, aux frais de l'Association.

K. M. - Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et, comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus les économistes vous diront : eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre-échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises.

Mais d'autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Toute cette argumentation revient à ceci : le libre-échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif; si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et, en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le capitaliste. Et dans le cas où le capital va croissant, dans cet état de choses que nous avons dit le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort ? Il périra également.

L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence, devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul le travail de trois. Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s'accroît, la concurrence entre les ouvriers s'accroît dans une proportion beaucoup plus forte. Le rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

LVOG - Le capitalisme tend inexorablement vers la diminution du coût de la force de travail.

K. M. - ...toute la doctrine de compensation que les free-traders établissent, revient à ceci : Vous autres, milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolerez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau ? Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre, l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière ? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ?

C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum; mais ce surplus ne sera que le supplément de ce qu'elle aura eu, moins que le minimum, dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que, dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus et de moins que le nécessaire, on verra qu'en somme elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum; c'est-à-dire la classe ouvrière se sera conservée comme classe après bien de malheurs, de misères et de cadavres laissés sur le champ de bataille industriel. Mais qu'importe ? La classe subsiste toujours et, mieux que cela, elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de-vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

LVOG - La force de travail discount.

K. M. - Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence.

LVOG - La liberté de qui et pour qui.

K. M. - Messieurs, ne vous en laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur."

LVOG - Vive la crise du capitalisme !

K. M. - Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange."

Vous avez l'habitude d'entendre tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception se morfondre, pleurer hypocritement à chaudes larmes sur le triste sort que les capitalistes réservent aux travailleurs, voyez-vous, à les entendre ils voudraient bien leur épargner toutes ces souffrances inutiles et injustes, alors qu'elles font partie de la règle du jeu de la lutte des classes à laquelle se référerait Marx pour justement les conduire à se dresser contre le régime en place, condition sans laquelle ils n'auraient aucune raison de vouloir affronter le régime ou si peu, ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne souhaitent vraiment pas vous l'aurez bien compris. Ce n'est pas un détail insignifiant, c'est juste le signe qu'on a à faire à des agents du capital ou des traîtres.

F. Engels : Le panslavisme démocratique.

LVOG - En régime capitaliste, les discours basés sur des "*catégories plus ou moins morales*" sont appelés à servir les intérêts du régime et rien ni personne d'autres. C'est un exercice purement démagogique dans lequel excelle les imposteurs, le Front de gauche notamment.

F. E. - « Justice », « humanité », « liberté », « égalité », « fraternité », « indépendance » - jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien. La « justice », l'« humanité », la « liberté » peuvent bien exprimer mille et mille fois telle ou telle exigence; si la chose est impossible, elle ne se produit pas et reste malgré tout un « songe creux »."

Le « songe creux » des démagogues et autres charlatans qui s'emploient à pourrir le mouvement ouvrier...

[Il y a des trotskystes décomposés qui tiennent absolument à rivaliser avec la pire réaction.](#)

Comment procèdent-ils ?

En faisant feu de tous bois : déni de la réalité, fabulation ou falsification des faits, crasse ignorance de la situation, et pour finir amalgame.

Nous avons mis en ligne plus de 1.100 articles traitant de la situation en Syrie depuis 2011.

La lecture de ces articles rédigés par des dizaines d'auteurs d'origines très diverses, dont une grande partie d'entre eux vivent en Syrie ou au Moyen-Orient, témoigne qu'il n'y a jamais eu de révolution ou de processus révolutionnaire digne de ce nom en Syrie, une fable inventée de toutes pièces par ceux qui avaient déjà inventé de grossiers mensonges pour envahir l'Afghanistan et l'Irak, puis bombarder la Libye, chacun les a encore à l'esprit, n'est-ce pas ?

C'est cette histoire largement éventée et grotesque depuis que nous servent ces gens-là sans craindre le ridicule, au nom du trotskysme dont ils se font ici les fossoyeurs.

Dès lors on comprend pourquoi le président turc Erdogan, qui joue un rôle clé dans la déstabilisation de l'Irak et de la Syrie comme base arrière d'Al-Qaïda, Al-Nosra et de l'Emirat islamique pour le compte de l'impérialisme américain et d'Israël, a permis que se tienne à Istanbul une "*réunion internationale de soutien à la révolution syrienne*" dont les composantes luttent pour affaiblir la République laïque arabe syrienne au profit des seules forces qui pourraient renverser le régime de Bachar al-Assad ou parvenir au pouvoir, les barbares déjà cités.

Partant du constat qu'Erdogan est prompt à utiliser n'importe quel moyen pour se débarrasser d'opposants à sa politique devenus trop encombrants, on est en droit d'affirmer qu'il a accepté que cette réunion se tienne dans son pays parce qu'elle servait ses intérêts, affaiblir la résistance du peuple syrien qui combat les barbares supplétifs de l'Otan et du Pentagone au côté de l'armée nationale syrienne, la diviser.

Que cette initiative revienne aux "*partis de gauche participant au Forum social mondial*" n'a rien d'étonnant, puisqu'il est financé par les participants du Forum de Davos, banquiers et multinationales, Coca Cola, Fondation Ford, etc. Forum social mondial est le temple de la contre-révolution mondiale.

Rappels pour montrer aux lecteurs qu'on ne leur raconte pas d'histoires.

- Bernard Cassen, président d'ATTAC.

Dans une interview à l'Agence France Presse, le 3 novembre (2001), il déclare : "Jamais le président américain George W Bush n'a été aussi proche de nos positions (...). On peut dire globalement que les gouvernements occidentaux se rapprochent de plus en plus de nous. " (Pendant qu'il bombardait l'Afghanistan, quelle ordure ! - LVOG)

Le lendemain, « les principaux alliés européens des États-Unis se sont réunis à Londres dans la plus grande improvisation autour du Premier ministre britannique, Tony Blair, et ont réaffirmé leur "totale solidarité" avec Washington dans la guerre en Afghanistan » (AFP). Dans ce pays, les bombardiers géants américains B 52 sont entrés en action. La presse parle du "lourd tribut payé par la population afghane ", tandis que le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, affirme que "les bombardements ne peuvent être plus précis" (Libération, 6 novembre). Cela n'empêche : les "gouvernements occidentaux se rapprochent de plus en plus de nous", martèle le président d'ATTAC. (IO semaine du 7 au 13 novembre 2001 - n°512)

- Le Forum social mondial s'est tenu du 25 au 30 janvier 2001 sous les projecteurs médiatiques, couvert par un véritable feu d'artifice de louanges planétaires, avec, comme "symbole fort", le "grand débat vidéo" reliant Davos (le forum économique) à Porto Alegre (le forum social). (La Vérité n°28 - avril 2001)

- Président du conseil scientifique d'ATTAC, René Passet, professeur d'économie politique à Paris-1 :

S'adressant au méga-spéculateur George Soros et aux autres représentants des multinationales présentes à Davos, M. Cassen les enjoignait "à redescendre sur terre. Êtes-vous prêts à vous placer non plus du point de vue de la finance et des multinationales, mais du point de vue des sociétés, nous vous demandons simplement de revenir avec nous, dans la société, et non pas de continuer à voir la société comme une ressource pour vous, pour vos spéculations, pour vos profits. "

- M. Jean-Marie Messier, P-DG de Vivendi Universal qui déclarait à Davos : "Si je suis invité l'an prochain à Porto Alegre, j'irai certainement" -, et les milliers de salariés de ce groupe capitaliste, dont un article du Financial Times annonçait le même jour qu'ils faisaient l'objet d'un vaste programme de licenciements signé Jean-Marie Messier. (ibid)

- Le secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan : Dans une lettre au gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, Olívio Dutra, M. Annan souhaitait "tout le succès possible au forum", qui, selon lui, s'inscrivait parfaitement dans la continuité du "Sommet du millénaire des Nations unies, et la déclaration officielle adoptée par la réunion démontre que souligner les bénéfices inégaux de la globalisation et mettre en place des actions urgentes pour améliorer partout la vie des hommes sont parmi les plus hautes priorités de la communauté internationale". (IO semaine du 15 au 21 janvier 2003- n°572)

- Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, deux jours avant l'ouverture des deux forums, le 21 janvier, à l'Assemblée nationale, avait déclaré : "Le gouvernement participera également au Forum de Davos et au sommet de Porto Alegre, avec les parlementaires, aux côtés des associations qui veulent défendre la place de l'homme dans la mondialisation." (ibid)

- Le président Jacques Chirac a mandaté son ministre de l'Éducation, Luc Ferry, au Forum social mondial de Porto Alegre, "étape incontournable pour tout gouvernement de droite ou de gauche", note Le Parisien (24 janvier). (ibid)

- Coca-Cola, qui siège au conseil d'administration de la fondation Ford, qui finance par centaines de millions de dollars le Forum social mondial de Porto Alegre, fait partie des 34 "partenaires stratégiques" du Forum économique mondial de Davos. De même, Afsaneh Beschloss, présidente et P-DG de la banque d'affaires américaine Carlyle, ancienne haut fonctionnaire de la Banque mondiale, est membre du conseil d'administration de la fondation Ford, partenaire du Forum de Porto Alegre. Mais elle participe également au forum de Davos. (ibid)

- James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a adressé un salut chaleureux aux délégués du Forum social mondial de Porto Alegre qui vient de s'achever, sous le titre "Un monde meilleur est possible", clin d'œil appuyé au slogan de ce forum ("Un autre monde est possible"). Et pourtant, la Banque mondiale, avec le Fonds monétaire international, n'étrangle-t-elle pas les pays

du monde entier? (IO semaine du 5 au 11 février 2003 – n°575)

Ces rappels remontent à la source du Forum social mondial pour qu'on en comprenne bien la nature foncièrement réactionnaire, le reste depuis est à l'avenant.

On devrait peut-être reproduire les déclarations très instructives de leurs dirigeants qui depuis ont fait leur chemin, pour briser la mystification à la quelle ils se livrent de nos jours parfois sous de nouveaux masques, Nikonoff par exemple avec le M'PEP.

- Appel pour le soutien à la révolution syrienne (<http://www.gsi-qi.org/?p=3637>) - Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) - 29 mai 2015.

En continuité avec les activités tenues pour le soutien à la révolution syrienne lors du Forum social mondial (FSM) en mars 2013, des forces et des partis de gauche participant au FSM de cette année 2015 ont jugé nécessaire de confirmer et de souligner leur soutien à cette révolution et s'engagent à déployer tous les efforts nécessaires pour l'organisation d'un rassemblement à Istanbul, au mois de juillet de cette année, réunissant toutes les forces et les partis de gauche, les organisations sociales, les syndicats et les mouvements de solidarité qui soutiennent la révolution syrienne et qui sont prêts à défendre le peuple syrien dans sa lutte pour la révolution et son droit à démolir le régime sanguinaire d'al-Assad.

Nous considérons que ce qui se passe depuis mars 2011 est une véritable révolution en Syrie qui se maintient encore malgré toute la violence et les atrocités menées par le pouvoir syrien contre le peuple révolté...

La Syrie a été submergée par des forces fondamentalistes qui ont combattu le peuple et qui ont essayé d'imposer un pouvoir non moins atroce et sanguinaire que celui d'al-Assad. (...)

La révolution syrienne se confronte à toutes les forces impérialistes qui essaient avec persévérance de la détruire. Au même moment, différents secteurs se prétendant de gauche soutiennent le régime d'al-Assad et condamnent la révolution en la considérant comme une conspiration. Ils oublient que l'objectif principal est d'effrayer les peuples pour les dissuader de se rebeller et de se révolter, alors que le monde vit une crise qui implique une propagation des révolutions loin des pays arabes.

Le peuple syrien lutte pour se débarrasser du régime et pour instaurer une nouvelle situation qui lui permette de survivre.

(...)

Malgré toutes les difficultés et les complications, la révolution syrienne continue.

Nous sommes contre les partis de l'opposition qui ont nui à la révolution et qui ont lié leur politique aux forces régionales et aux pays impérialistes. Nous appelons les groupes de gauche et les syndicats à soutenir les masses mobilisées pour la fondation d'une Syrie libre, démocratique et laïque.

Pour tout cela, nous appelons à une réunion internationale de soutien à la révolution syrienne les 11 et 12 juillet 2015 à Istanbul, Turquie. (GSI - 29 mai 2015)

Ce sont des cinglés, irrécupérables, parvenus à un stade de putréfaction avancée, fossilisés. A les entendre, il n'aurait fallu soutenir aucun mouvement anticolonialiste ou nationale en Afrique ou au Moyen-Orient qui n'étaient pas vraiment dirigés par des enfants de choeurs, des militaires très souvent.

[Dans la série les imposteurs démasqués, Podemos.](#)

- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne.

L'incompatibilité entre les divers points du programme de Podemos est, depuis le 25 janvier 2015 et l'élection de Syriza en Grèce, brillamment démontrée, au dépend du peuple Grec, par l'U.E. et la Troïka vis-à-vis du programme dit « de Thessalonique » de Syriza.

Cette structure est fortement soutenue par les médias. En effet, sans organisation, ni histoire, ni financement, Podemos était très présent dans tous les médias pour la campagne des européennes de 2014, ce qui lui a permis d'obtenir 7,98 % et 5 députés.

Le vocabulaire employé par Podemos explique en grande partie son succès : comme le dit Pablo Iglesias, il est proche des « gens », accessible, loin de toute « idéologie ». La « caste » est l'ennemie. C'est 1% des gens : les partis, les bureaucrates, les financiers, etc. sont contre les « citoyens », les autres 99 % : les gens honnêtes, profs de fac, petits patrons, chômeurs, professions libérales, etc.

La caste est identifiée au pouvoir politique, aux élites traditionnelles associées aux partis et aux syndicats. Les « mauvais » patrons, liés au pouvoir, les financiers, les bureaucrates, ternissent l'image des patrons « honnêtes ». Du côté des « citoyens », tout le monde est beau, gentil et bienvenu. Face aux « patrons voyous », les patrons honnêtes, qui créent de l'emploi, travaillent dur. Face aux « partis corrompus », un mouvement neuf, vierge de toute souillure. Face aux « experts dominants », les experts critiques.

L'emploi par Podemos des mots « caste » et « citoyen » a une haute teneur politique, il nous ramène deux siècles en arrière. Les termes « caste » et « citoyen » servent de voile idéologique à la classe dominante, pour masquer les vrais antagonismes de classe en occultant l'Homme concret, l'exploité, le dominé. Marx soulignait que le concept de « citoyen » ou d' « humain », dans la société bourgeoise, était l'universalité abstraite, les droits formels, la fausse conscience, l'hypocrisie idéologique de la démocratie des riches. Podemos se veut le représentant de la société civile ; le peuple, contre la « société politique » ; les partis.

Cette mystification naît de la négation des rapports économiques et sociaux de production, des antagonismes entre les classes dominantes et les classes dominées. Sur le plan de l'efficacité, l'organisation issue des Indignés a été remise en cause, discutée et modifiée lors du congrès fondateur d'octobre 2014. Finalement, c'est bien la forme « parti » qui s'est imposée, comme étant le meilleur outil pour prendre le pouvoir.

Alors pourquoi un tel engouement pour Podemos ?

Ce nouveau parti est la traduction politique d'une puissante volonté populaire de balayer la classe politique espagnole. Podemos surfe sur le « mouvement des Indignés » de 2011 dont il reprend quelques aspirations, les slogans et la confusion idéologique.

Podemos appelle à une « convergence des gauches », et pour cela, Iglesias devra discuter avec le PSOE pour conclure des pactes et des gouvernements en région. En ne remettant pas en cause la participation de l'Espagne à l'UE et à l'euro, en reprenant les arguments de Syriza, Podemos s'est engagé dans une impasse que nous connaissons déjà en Grèce.

En complément. En famille, toujours en Espagne.

- Espagne: la gauche dirige la majorité des régions - AFP

La gauche dirige depuis mardi la majorité des régions d'Espagne suite aux alliances formées notamment avec le parti de gauche radicale Podemos depuis les élections régionales du 24 mai. AFP 21.07

Comme Die Linke avec le SPD en Allemagne ou le Front de gauche en France avec le PS ou EELV dans des centaines de communes.

Grèce. Alexis Tsipras meilleur gestionnaire du memorandum que ses prédécesseurs..

- Grèce: le nouveau défi d'Alexis Tsipras, faire face aux rebelles de son parti - AFP

"Je lis des déclarations héroïques mais il n'y a aucune proposition alternative" au plan des créanciers, a lancé Alexis Tsipras mardi à ses collaborateurs, selon une source gouvernementale.

Plus de la moitié des 201 membres du comité central, organe principal du parti, mais qui ne comprend que cinq ou six députés, avaient réclamé la semaine dernière "la convocation immédiate de l'organe pour protéger son unité".

"L'accord constitue un coup d'État contre le gouvernement grec, avec comme objectif l'extermination exemplaire d'un peuple qui avait imaginé qu'il pourrait y avoir une autre voie en dehors du modèle néolibéral de l'austérité extrême", indiquait le communiqué.

"La distance politique et psychologique est claire entre les dissidents des différents courants et le gouvernement", dit M. Zachariadis. "Il faut qu'on décide ce qu'on veut, soit se séparer, soit continuer ensemble", dit-il.

Pour Vassiliki Georgiadis, professeur de sciences politiques à l'Université Panteion d'Athènes, "la rupture avec les députés issus surtout de la Plateforme de gauche - l'aile dure gauchiste du parti dont certains membres s'étaient même prononcés pour la sortie de la Grèce de la zone euro - serait la seule solution".

Syriza a été élu fin janvier en promettant la fin des politiques d'austérité et de nombreux électeurs et partisans du Syriza se sentent "trahis" après le nouveau paquet de mesures de rigueur.

Vassiliki Georgiadis pense qu'Alexis Tsipras doit simplement poursuivre son mandat en s'appuyant sur les partis d'opposition pour passer les lois "difficiles".

"Ce n'est pas le premier gouvernement minoritaire en Europe", dit-elle, en opposition à certains analystes qui prédisent "des élections anticipées" à l'automne.

"La politique est utile quand c'est pour l'intérêt du peuple, même au prix de faire un pas en arrière", a estimé pour sa part lundi la nouvelle porte-parole du gouvernement, Olga Gerovassili, rejetant également l'éventualité des élections anticipées. AFP 21.07

Confondre à ce point-là "l'intérêt du peuple" avec celui des banquiers, c'est faire preuve d'un cynisme au moins égal à celui de la troïka.

Sans complexe, vous avez le droit de tirer la chasse derrière tous ces partis pourris.

Heureusement qu'il existe des voix venues d'ailleurs ou assez inattendues pour nous remonter le moral.

[A ceux qui rejettent toute idéologie, toute doctrine, toute théorie, tout parti, tout programme, tout drapeau.](#)

Et dire que c'est un ex-conseiller de Ronald Reagan qui donne raison à Karl Marx et Lénine "*nous voyons ici est l'impossibilité d'un changement pacifique*", et nous donne raison au passage, vive la révolution socialiste internationale !

- Grèce : Du bruit et de la fureur qui signifient beaucoup - Paul Craig Robert - Arrêt sur Info 17.07

Extraits. Sans idéologie pour la soutenir, la gauche européenne est morte, exactement comme le parti démocrate aux États-Unis. Avec la mort de ces partis politiques, le peuple n'a plus du tout de voix. Un gouvernement dans lequel le peuple ne peut faire entendre sa voix n'est pas une démocratie. Nous le voyons clairement en Grèce. (Le gouvernement grec dirigé par Syriza est une dictature du capital, il fallait le dire. - ndlr)

Une semaine après que le peuple grec s'était exprimé de manière décisive dans un référendum, son gouvernement l'ignore et compose avec le 1%. (Les ultra riches qui concentrent entre leurs mains la moitié des richesses mondiales. - ndlr)

Le parti démocrate américain est mort avec la délocalisation des emplois, qui a détruit la base financière du parti qui se trouvait dans les syndicats des usines. La gauche européenne est morte avec l'Union soviétique. (Donc les partis dits de gauche sont en réalité de droite. Il faut toujours aller au bout d'une analyse sinon à quoi bon, c'est du bavardage. - ndlr)

L'Union soviétique était le symbole de l'existence d'une alternative socialiste au capitalisme. L'effondrement soviétique et la fin de l'Histoire ont privé la gauche d'un programme économique et l'ont laissée, au moins en Amérique, s'occuper de questions sociales telles que l'avortement, le mariage homosexuel, l'égalité des genres et le racisme, ce qui a sapé le soutien traditionnel de la gauche, la classe ouvrière. La lutte des classes a disparu dans la guerre entre hétérosexuels et homosexuels, Blancs et Noirs, hommes et femmes. (Tiens donc, ce serait la classe dominante américaine qui a juré d'avoir la peau de la lutte des classes, qui serait à l'initiative de ces opérations qui avaient pour objectif de diviser la classe ouvrière, et auxquels la pseudo-gauche et extrême gauche ont emboîté le pas en France, à peine croyable! - ndlr)

Aujourd'hui où les peuples occidentaux sont confrontés à un réasservissement et où le monde est confronté à une guerre nucléaire comme résultat de la prétention des néoconservateurs à être le peuple choisi par l'Histoire pour exercer l'hégémonie mondiale, la gauche américaine est occupée à haïr le drapeau des Confédérés. (Opération diversion pour tenter de redorer son blason terni à jamais, sa collusion avec l'oligarchie financière n'est plus un secret pour personne aux États-Unis. - ndlr)

La chute du dernier parti européen de gauche, Syriza, signifie qu'à moins que des partis plus déterminés émergent au Portugal, en Espagne et en Italie, le relais passera aux partis d'extrême-droite – au parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni de Nigel Farage, au Front national de Marine Le Pen en France, et aux autres partis qui défendent le nationalisme contre l'extermination nationale au sein des pays membres de l'Union européenne. (Logique, les antécédents ne manquent pas en effet en la matière. - ndlr)

Syriza ne pouvait pas réussir une fois qu'il avait échoué à nationaliser les banques grecques en réponse à la détermination de l'UE de les mettre en faillite. Le 1% grec a les banques et les médias, et l'armée grecque ne montre aucun signe qu'elle va se rallier au peuple. Ce que nous voyons ici est l'impossibilité d'un changement pacifique, comme l'ont expliqué Karl Marx et Lénine. Arrêt sur Info 17.07

Eh oui, il ne reste plus qu'à préparer la révolution prolétarienne et socialiste, bravo !

La "*gauche européenne est morte*" non pas le jour où l'URSS a implosé, mais le jour où le PCI est devenu MPPT, PT, POI, la LCR, le NPA, reniant le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917, LO passant des caves du Crédit Lyonnais à celles tout aussi obscures de l'Education nationale. C'est à croire qu'ils n'attendaient que cela pour tourner le dos définitivement au socialisme.

En réalité elle était déjà dans un état comateux depuis des décennies pour avoir été incapable de se doter d'une nouvelle direction à temps, avant justement que cette échéance formulée dans les années 30 par Trotsky ne se réalise ou plus tôt encore par Lénine et Trotsky.

Sans plaisanter, les militants peuvent remercier Paul Craig Robert pour la finesse de son analyse qu'ils ne trouveront pas dans la littérature insipide du POI, du NPA et de LO.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juillet 2015

CAUSERIE

On a ajouté 15 articles.

On a laissé de côté quelques infos par manque d'intérêt et de temps.

La trahison de Tsipras et Syriza alimente les discussions entre militants à travers toute l'Europe et bien au-delà. Ils savent dorénavant à quoi conduisent tous les partis ou toutes les coalitions de courants ou partis constitués sur ce modèle qui ressemblait à celui de la SFIO ou qu'ils n'ont rien à en attendre de bon.

Quelques réflexions politiques.

1- Vous nous faites chier avec vos droitsdelhommistes ! Ce n'est pas un argument, mais le rejet violent que nous inspire la manipulation des consciences par des gens soi-disant de gauche.

2- Pour que la guerre rapporte davantage, il suffisait de la privatiser, il fallait y penser.

3- D'où viennent les manifestations d'orgueil et d'arrogance dont font étalage les chefs d'Etats ou de gouvernements des puissances occidentales ?

Obama dans son discours de West Point du 28 mai 2014 :

- « Je crois de tout mon être au caractère exceptionnel des États-Unis d'Amérique ».

« L'Amérique doit toujours être au premier rang sur la scène mondiale ».

- « Ce leadership aura toujours pour pilier les militaires ».

Il n'y a rien qui vous choque dans cette déclaration d'un despote planétaire ?

Même avec la meilleure volonté du monde, nombreux sont les Américains qui ne reconnaissent pas le "caractère exceptionnel des États-Unis d'Amérique" pour lesquels ce serait plutôt un cauchemar au quotidien, au point qu'on en soit à penser qu'il n'évoquait pas l'Amérique et la population américaine, mais seulement ceux pour lesquels il gouverne, l'oligarchie financière anglo-saxonne qui figure bien au "au premier rang sur la scène mondiale" dans son domaine, le complexe militaro-industriel-financier américain sans lequel les Etats-Unis de serait pas le "pilier" de l'ordre mondial ou du chaos généralisé ce qui signifie la même chose.

Que ce discours ait été prononcé dans une académie militaire ne doit pas détourner notre attention des véritables donneurs d'ordres qui ne sont pas les militaires du Pentagone, encore moins Obama, certains sont des intermédiaires avec le

gouvernement, d'autres de simples exécutants, jamais des décisionnaires. Sachant qu'ils gèrent les Etats-Unis comme une entreprise privée, la hiérarchie de la pyramide du pouvoir doit toujours être scrupuleusement respectée, un principe auquel tiennent plus que tout les oligarques, qui assure la cohésion de leur construction et qu'aucun militaire ne s'aviserait de transgresser.

4- Entre eux ils se soutiennent.

Le peuple grec "a donné mandat à un Premier ministre qui a présumé de ses forces face à une troïka" (Professeur Chems Eddine Chitour 21.05)

Le pauvre Tsipras, on devrait le plaindre en plus. Chems Eddine Chitour publie des articles sans le portail mondialisation.ca, notamment.

Nous n'avons pas publié les articles de Tsipras, Mélenchon, Coquerel, Laurent et quelques autres auteurs moins connus, car ils constituaient des manuels de trahison.

5- Le XXIe siècle ou le règne de la terreur financière.

Le 30 mai 2008, quelques mois avant que Lehman Brothers ne fasse faillite, et que la banque AIG ne soit renfloué, AIG sortait un rapport intitulé « Europe – pilotée ou Poussée ».

Voici la réponse qu'on y trouvait à la question *Qu'est-ce que veut l'Europe ?* :

– Questions environnementales : accroître le contrôle sur les pays membres – idée avancée de la gouvernance mondiale

(On se disait bien que les sommets de la classe dominante ne s'étaient pas emparés de cette question par hasard et qu'elle avait une idée derrière la tête. Une idée fixe et pas n'importe laquelle, qui n'était pas sortie de la tête de ceux qu'ils appellent les "complotistes", alors que ce sont eux qui ne peuvent révéler les véritables intentions qui se cachaient derrière cette question, en faire un levier (supplémentaire et contraignant) pour soutenir l'idée de la nécessité d'instaurer un gouvernement mondial qui leur serait totalement dévoué, au-dessus des Etats et des peuples privés de leur souveraineté ou de tout droit politique. - LVOG)

– Terrorisme : utiliser l'excuse pour un plus grand contrôle de la police et des problèmes judiciaires – accroître l'étendue de la surveillance

(Gouvernance mondiale qui serait de fait une dictature mondiale, et devrait coïncider avec l'instauration d'Etats policiers, ce qui passerait par le contrôle de l'ensemble de la population pour étouffer dans l'oeuf toute velléité de rébellion ou de révolution. Le financement et l'armement d'organisations terroristes (ou fascistes) par les Etats, l'instrumentalisation du terrorisme par les Etats, le recours au terrorisme d'Etat si nécessaire, devait faciliter l'adoption de lois liberticides restreignant les libertés individuelles au nom de la sécurité des citoyens. - LVOG)

– Crise financière mondiale : tuer deux oiseaux (marché libre et économie Anglo-saxonne) avec une seule pierre (Organisme de Régulation à l'échelle Européenne – les tentatives de la gouvernance financière mondiale)

(Le système financier mafieux et tentaculaire qui allait se mettre en place à partir du début des années 70 n'avait pas pour objectif de sauver le système capitaliste en crise qu'ils savaient condamné d'avance, mais à permettre à l'oligarchie financière de s'emparer du pouvoir politique pour imposer un modèle de société qui ne reposerait plus sur le système économique capitaliste et les rapports sociaux qui le sous-tendent, mais sur un règlement de police dénommé jésuitement traité déterminant la place (le numéro ou le matricule) que chacun occuperait dans la société sans pouvoir la contester, face à une ploutocratie mondiale toute puissante disposant du droit de vie ou de mort sur ses sujets, ainsi que celui de s'émanciper de toute règle ou tout rapport économique contraignant qu'ils adapteraient en fonction de la situation ou de leurs besoins une fois la lutte des classes neutralisée ou ligotée. C'est la stratégie politique néolibérale. - LVOG)

– UEM : créer une crise pour forcer l'introduction du « gouvernement économique européen »

(Union Economique Monétaire destinée à interdire tout retour en arrière une fois adoptée par un Etat, comme on vient de le voir avec la Grèce dès lors qu'on tourne le dos au socialisme. - LVOG)

En résumé, les questions environnementales, du terrorisme (et de la guerre puisque les deux sont liés), de la crise financière mondiale et de l'Union Economique Monétaire devaient se combiner pour former l'architecture d'une stratégie conduisant à l'instauration d'une dictature mondiale gouvernée par les représentants de l'oligarchie financière.

En complément. A qui profite l'exploitation de la question climatique ? A ceux qui la financent, pardi !

Soixante-cinq prix Nobel se sont réunis sur l'île de Mainau, au lac de Constance, dans le sud de l'Allemagne, à l'occasion de la rencontre annuelle des lauréats du prix Nobel parrainée par la fondation Lindau.

Parmi les donateurs de la réunion de la fondation Lindau figurent Lockheed Martin, la Deutsche Bank, UBS, Bayer, Merck, Novartis et Microsoft.

La question des changements climatiques était à l'ordre du jour. Il s'agissait essentiellement d'une rencontre scientifique qui n'a donné lieu à aucune déclaration ni à aucun débat scientifique sur des questions plus larges de guerre et de paix.

La « Déclaration de Mainau de 2015 sur les changements climatiques » compare la menace que posent les changements climatiques à celle que posait la guerre nucléaire à l'apogée de la guerre froide. mondialisation.ca 21.07

6- Bravo Charlie !

On s'étouffe, selon Michel Sérac (POI-CCI) Informations ouvrières serait un "*phare*"... éteint ou de recul, "*un journal indépendant*"... de l'aristocratie ouvrière liée au régime, "*un lanceur d'alerte prolétarien*"... qui notamment 14 ans après le 11 septembre 2001 continue de soutenir la version de G.W. Bush, vaut mieux en rire qu'en pleurer, pathétique.

7- Confirmation. Le gouvernement grec pro-sioniste.

- Tsipras cède aux sirènes sionistes. - french.trib.ir

Alors que l'attention se focalise sur l'aspect économique de la politique du gouvernement Tsipras, une négociation plus discrète a eu lieu, ce week-end. Le ministre de la Défense grec, Panos Kammenos, (Président et fondateur du Prti souverainiste Anel, «Les Grecs indépendants», (proche de Debout la France), a conclu un accord, à Tel-Aviv, avec son homologue grec israélien, Moshe Yaalon, (photo des deux hommes ci-contre).

Les deux pays ont signé un document SOFA, (Status of forces agreement), qui permet à Tsahal de se déployer, en Grèce, et à l'armée hellène, de faire de même, sur le territoire israélien. Avec les États-Unis, c'est le second accord de ce type, signé par le régime sioniste. Moshe Yaalon s'est réjoui de l'attitude d'Athènes : «Nous apprécions, grandement, la coopération sécuritaire, qui se traduit par l'entraînement de nos soldats et officiers, sur le territoire grec. Nos États partagent des intérêts communs, car ils doivent faire face aux conséquences de l'accord, signé la semaine dernière, entre les grandes puissances et l'Iran. »

M. Kammenos n'a pas manqué de marquer son allégeance au pouvoir sioniste : «Le peuple grec est très proche du peuple israélien. Concernant notre coopération militaire, nos relations sont excellentes, nous continuerons à les entretenir et poursuivrons les entraînements communs. Le terrorisme et le Jihad ne frappent pas que le Proche Orient, mais également, les Balkans et l'Europe. C'est la guerre. Nous étions, également, très proches d'Israël, pour tout ce qui est relatif au programme de missiles de l'Iran. Nous nous trouvons à la portée de ces missiles. Si un missile iranien se dirige vers la mer Méditerranée, cela peut signifier la fin de tous les pays de la région». french.trib.ir 21.07

En complément. Avec les remerciements de Syriza qui légitime Israël.

- La Knesset condamne à 20 ans de prison les lanceurs de pierres - french.trib.ir

En vertu d'une loi, adoptée par le Parlement du régime sioniste, quiconque jettera des pierres en direction des véhicules de ce régime, sera condamné à 20 ans de prison.

Les Palestiniens, qui jettent des pierres en direction des véhicules du régime sioniste, dans le but de prendre pour cible ses passagers, seront condamnés à une peine de prison de 20 ans de prison, a annoncé la Knesset, en adoptant une loi.

Les groupes palestiniens ont condamné cette loi. «Cette loi est démentielle», a déclaré le directeur du centre palestinien des droits de l'Homme. L'adoption de cette loi constitue une violation extrême, par le régime sioniste, des droits des Palestiniens.

Bien que les actes d'Israël deviennent, de jour en jour, plus coercitifs, cependant, cela n'affecte en rien la volonté des Palestiniens de lutter contre Israël. french.trib.ir 21.07

8- Vous aurez remarqué que dans tous les pays depuis la fin du XIXe siècle à nos jours, chaque fois qu'un parti ouvrier ou dit de gauche a des élus parlementaires ou que certains de leurs dirigeants ou cadres participent aux institutions, la plupart du temps ils deviennent incontrôlables ou forment un parti dans le parti, ils se droitisent à une allure fulgurante et finissent par capituler systématiquement devant le régime en place, à quelques exceptions près qui confirment la règle.

De là à penser que le mot d'ordre *A bas le parlementarisme bourgeois* qu'on n'entend plus depuis belle lurette (y compris chez les trotskystes) aurait dû être maintenu, au lieu d'arpenter les allées du pouvoir ou de se livrer au jeu institutionnel qui corrompt ceux qui y participent, nuit plutôt que sert notre cause... Certains partis ouvriers osent encore prétendre être indépendants, alors qu'en réalité ils sont liés au régime de mille et une manière. On assiste à un misérable jeu de chaises musicales, ceux qui hier accusaient leurs collègues des autres partis de trahison en viennent à trahir à leur tour une fois qu'ils sont au pouvoir et ainsi de suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Françafrique. Une rencontre politico-mafieuse.

- En visite à Paris, le président du Mozambique écarte les « affaires », priorité au business - lemonde.fr

Les affaires écartées, place à la diplomatie économique

Un sujet qui aurait pu créer un contentieux entre les deux pays mais qui n'a pas constitué un point de l'agenda est l'assassinat du constitutionnaliste franco-mozambicain Gilles Cistac. Cet avocat, originaire de Toulouse, a été abattu en plein centre de Maputo le 3 mars, et d'aucuns parmi les médias d'opposition et la société civile soupçonnent des motivations politiques.

Les assassinats de type politico-mafieux sont rarement élucidés au Mozambique. Mais du côté des autorités françaises, on évite de politiser cette affaire et on s'en remet entre les mains de la justice mozambicaine, indique une source diplomatique. Dès avril dernier, la police de Maputo a annoncé la détention de deux suspects présumés. Depuis, aucune avancée n'a été rapportée par les autorités. Et les partis d'opposition fustigent ce silence soudain des autorités. lemonde.fr 21.07

L'Agence Française de Propagande de la Ve République en famille.

- La sénatrice Les Républicains Nicole Duranton nommée au conseil supérieur de l'AFP - AFP

La commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat a nommé mercredi la sénatrice Nicole Duranton (Les Républicains, LR) membre du conseil supérieur de l'Agence France-Presse, a-t-elle annoncé.

Un député siège également à ce conseil supérieur chargé de garantir la pérennité de l'AFP et de veiller au respect de ses obligations fondamentales. La commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale a nommé la semaine dernière à ce poste Michel Françaix (PS). Celui-ci a été à l'origine de la réforme adoptée début avril par le Parlement visant à améliorer la gouvernance de l'agence.

Le conseil supérieur doit notamment nommer cinq personnalités qualifiées au sein du conseil d'administration et remettre un rapport annuel au Parlement sur la situation de l'AFP. AFP 22.07

Le PS aura privatisé jusqu'aux chiottes publiques!

- Colère chez les employées des toilettes publiques parisiennes - lefigaro.fr

Le contrat de leur société, Stem Propreté, avec la mairie de Paris, est arrivé à échéance le 30 juin dernier. Suite à un appel d'offre lancé par la ville, le marché a été repris par la filiale française du prestataire néerlandais 2theloo. Mais voilà 21 jours que les ouvrières n'ont pas été appelées à reprendre le travail. Selon le syndicat propreté Feets-Fo, la filiale française du groupe, Sarivo Point WC, ne souhaiterait pas conserver les postes des employées de la STEM. Un choc pour les ouvrières des «lavatories» des lieux touristiques parisiens dont certaines s'occupent du confort des usagers depuis plus de trente ans.

«Puisque le type de contrat change, l'entreprise ne se trouve pas dans l'obligation de reprendre les salariés», explique une responsable de la Direction de la Voirie et des Déplacements de la Ville de Paris, avant de souligner: «Nous leur avons fortement recommandé de reprendre les ouvrières mais nous ne pouvons rien faire de plus». L'accès au petit coin coûtera désormais 80 centimes. lefigaro.fr 22.07

Tirez la chasse derrière le PS !

Commentaire d'un internaute.

- "Alors Madame le Maire, on préfère s'occuper de JO à plusieurs milliards plutôt qu'être proche des soucis et problèmes du peuple de Paris?"

ACTUALITE EN TITRES

[Une question qui a au moins le mérite d'alimenter l'illusion droite-gauche institutionnelle.](#)

- Droit des étrangers : le débat se poursuit à l'Assemblée sur fond d'opposition droite-gauche - [LeFigaro.fr](#)

[On ne choisit pas un média financier d'extrême droite au hasard.](#)

- Copé choisit "Valeurs actuelles" pour sa première "carte postale" - [Le Huffington Post](#)

[Corruption.](#)

- Corse: Paul Giacobbi, le président du conseil exécutif, mis en examen - [20minutes.fr](#)

- Le président du conseil départemental du Var (Les Républicains) mis en examen - [20minutes.fr](#)

- La justice confirme l'interdiction de sortie du territoire imposée à Patrick Balkany - [20minutes.fr](#)

[Même en les vidant complètement, rien ne dit qu'elles pourraient accueillir tous les représentants du régime, ceux qu'on aurait épargnés.](#)

- Les prisons françaises toujours surpeuplées avec 66.864 détenus - [20minutes.fr](#)

[Leur mondialisation conduit dans le mur.](#)

- La Tunisie érige un mur à la frontière avec la Libye - [Francetv info](#)

Pour se protéger des terroristes, le gouvernement tunisien a décidé d'employer les grands moyens. [Francetv info 22.07](#)

[Secret de polichinelle.](#)

- Ankara nie soutenir tacitement l'Etat islamique - [Reuters](#)

En complément

- "Ankara prépare son intervention militaire, en Syrie" - [french.irib.ir](#)

L'analyste politique turc, Faik Bulut, estime que le gouvernement d'Ankara ne cessera pas son aide aux groupes armés, en Syrie, et finira par organiser une intervention militaire directe contre ce pays. Selon l'agence de presse russe, Sputnik, l'analyste turc, Faik Bulut, a déclaré que le gouvernement d'Ankara essaiera d'instrumentaliser l'attentat meurtrier à la bombe, dans la ville turque de Suruç, près de la frontière syrienne, pour justifier son intervention militaire directe, en Syrie, afin de créer une «zone tampon», à l'intérieur du territoire syrien, prétendant vouloir, ainsi, empêcher les groupes terroristes de mener des attentats, à l'intérieur de la Turquie.

Faik Suruç a déclaré que, depuis longtemps, le gouvernement turc essaie de préparer le terrain à une intervention militaire turque, en Syrie, et de convaincre les Etats-Unis et les pays membres de la coalition anti-Daech de la nécessité de l'établissement d'une «zone tampon» entre la Syrie et la Turquie.

Ce chercheur turc a prévu, pourtant, que les opérations militaires éventuelles de la Turquie, à l'intérieur du territoire syrien, se solderont par un échec total. Plus de 130 personnes ont été tuées ou blessées, lors d'un attentat-suicide, lundi, dans la ville turque de Suruç. [french.irib.ir 21.07](#)

Il aura au moins le soutien du GSI (trotskyste) !

Stratégie du chaos et de la guerre

- Nigeria: probablement plus de 40 morts après des explosions à Gombe - AFP
- L'explosion d'une voiture piégée fait 20 morts à Bagdad - Reuters
- Deux attentats suicides font au moins 13 morts au Cameroun - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Ukraine : Pravy Sektor défie le gouvernement et Petro Porochenko - euronews.com

Le groupe paramilitaire ultra-nationaliste Pravy Sektor (Secteur droit) a manifesté à Kiev. Environ 3 000 se sont rassemblés sur Maïdan, place symbole de la chute de Ianoukovitch dans laquelle ces extrémistes ont eu un rôle important.

Pravy Sektor a annoncé qu'il comptait organiser des états-majors dans toutes les régions d'Ukraine en vue d'un référendum appelant les citoyens à se prononcer sur le degré de confiance qu'ils ont dans le gouvernement actuel.

Le chef de Pravy Sektor, qui siège au parlement, Dmytro Iarosh, a expliqué sa démarche :

“Nous constatons que le système de l'époque Ianoukovitch a été transformé. Néanmoins, les principaux problèmes de notre société comme la corruption ou le manque de respect envers la justice et la police sont toujours les mêmes. Nous pensons que le nouvel Etat ukrainien devrait être bâti sur d'autres bases que celles-ci.”

La semaine dernière, le président Petro Porochenko a demandé le désarmement de Pravy Sektor après l'attaque de Moukatchév.

Dmitry Iarosh n'est pas allé dans son sens et, au contraire, a réclamé la démission du ministre ukrainien de l'Intérieur et la poursuite des protestations à Kiev où des nationalistes radicaux sont postés devant des bâtiments administratifs.

“Pravy Sektor veut organiser ce référendum contre le gouvernement et le président parce qu'il veut se montrer politiquement actif et prêt à défier un gouvernement qui déçoit ses attentes après des mois de combats dans l'est de l'Ukraine contre les pro-russes“ a ajouté notre chef du bureau de Kiev, Sergio Cantone. euronews.com 22.07

1.2- Ukraine : Le Président Porochenko veut désarmer Pravy Sektor - euronews.com

Tirs au lance-grenades, voitures de police calcinées, ultranationalistes de Pravy Sektor armés repliés dans les montagnes tout près des frontières de l'Union européenne... Ces scènes de guerre ont poussé le président ukrainien Petro Porochenko à lancer le désarmement, je cite, “des groupes armés illégaux” qui “déstabilisent la situation à un millier de kilomètres du front de l'Est”.

Il y a deux jours, une fusillade entre forces de l'ordre et militants (deux morts, plusieurs blessés) à une cinquantaine de kilomètres des frontières slovaque et hongroise a provoqué une crise qui est loin d'être réglée.

“Ces actions discréditent les véritables patriotes ukrainiens. Aucune force politique ne devrait et n'aura un quelconque bras armé“, a déclaré Porochenko.

Pravy Sektor a en effet deux députés au parlement ukrainien, mais son chef n'a pas encore donné l'ordre à ses troupes de déposer les armes. Aux alentours de Kiev, d'autres unités armées de Pravy Sektor ont même dressé des barrages pour empêcher les renforts policiers de gagner la petite ville de Moukatchév, lieu de la fusillade.

Origine de la fusillade ?

Selon une source au sein des forces de l'ordre interrogée par l'AFP, la fusillade de samedi a éclaté lors d'une rencontre

des ultranationalistes avec des "criminels" locaux cherchant à se "partager les sphères d'influence" dans cette région, plaque tournante du juteux trafic des cigarettes.

Pravy Sektor a de son côté affirmé avoir été attaqué par des "bandits" affiliés à un député qualifié de "trafiquant de drogue" et accusé les policiers d'être à la solde d'un homme politique prorusse.

Qu'est-ce-que Pravy Sektor (Secteur Droit) ?

Pravy Sektor revendique 10 000 militants et plusieurs centaines de combattants dans l'Est. C'est l'unique formation paramilitaire ukrainienne qui ne soit intégrée ni au ministère de l'Intérieur, ni à celui de la Défense.

Son chef, Dmytro Iaroch, a été élu député en octobre, puis nommé en avril conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes dans une tentative des autorités d'intégrer ses milices.

Il s'est rendu à Moukatchév et a affirmé lundi "oeuvrer avec les services de sécurité ukrainiens à stabiliser la situation".

Plusieurs manifestations antigouvernementales et en soutien à Pravy Sektor ont été organisées dimanche dans plusieurs grandes villes d'Ukraine.

Pravy Sektor se dit "nationaliste, mais pas fasciste" tout en étant ouvertement homophobe.

Il revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens qui ont combattu pendant un temps aux côtés des nazis contre "l'occupation soviétique" pendant la Deuxième guerre mondiale, ce qui lui vaut d'être qualifié de "fasciste" par les médias publics russes et les habitants des régions prorusse de l'est de l'Ukraine.

Le mouvement avait acquis une grande popularité auprès des manifestants sur Maïdan à Kiev en radicalisant la contestation qui s'est soldée au bout de trois mois par un bain de sang et a entraîné la chute du régime prorusse de Viktor Ianoukovitch. euronews.com 14.07

2- Cambodge

- Au Cambodge, des opposants condamnés à 20 ans de prison, le fragile dialogue politique menacé - AFP

Des opposants ont été condamnés mardi à 20 ans de prison pour une manifestation assimilée à une "insurrection" au Cambodge, menaçant une amorce de dialogue entre le régime autoritaire et l'opposition.

"Le tribunal a condamné trois d'entre eux à vingt ans de prison pour avoir mené une insurrection", lors d'une manifestation violemment réprimée en juillet 2014, a annoncé leur avocat Sam Sokong. "Huit autres ont été condamnés à sept ans de prison", a-t-il ajouté.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Licadho a précisé que seul un des neuf avocats s'était rendu au tribunal mardi, les autres ayant décidé de boycotter la procédure.

Les manifestations de juillet 2014 avaient marqué le point culminant de la contestation des législatives de juillet 2013.

Les membres du Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) refusaient alors de siéger, comme tous leurs collègues de l'opposition contestant le résultat des législatives, entachées de fraudes massives, selon eux, en faveur du parti au pouvoir.

La police avait utilisé des gaz lacrymogènes pour mettre un terme à des affrontements à coups de bâtons et de pierres entre manifestants et gardiens de Freedom Park, lieu symbolique des manifestations, fermé par des barbelés depuis plusieurs semaines.

La manifestation avait fait des dizaines de blessés, gouvernement et opposition se renvoyant la responsabilité des violences.

Dans ce pays à la solide tradition de répression violente, les forces de l'ordre n'avaient pas hésité en janvier 2014 à ouvrir le feu sur des ouvriers du textile en grève, faisant quatre morts. Toute manifestation avait ensuite été interdite à Phnom Penh et Freedom Park fermé par des barbelés en mai par des autorités déterminées à mettre fin à des mois de manifestations.

Les protestataires de juillet 2014 réclamaient la réouverture du parc. Les trois meneurs condamnés à vingt ans de prison sont Meach Sovannara, candidate aux législatives de 2013 pour le CNRP, Oeur Narith, assistant parlementaire de la députée Mu

Sochua, et Khin Chamreun, leader du mouvement de jeunesse du CNRP.

Avec ces condamnations extrêmement sévères, même pour le Cambodge, le régime de Phnom Penh prend le risque de déterrer la hache de guerre avec l'opposition.

Pour l'heure, le porte-parole du CNRP Yem Ponharith tente de minimiser l'affaire, se bornant à "regretter ces condamnations, tout en poursuivant la culture du dialogue".

Le Premier ministre Hun Sen, qui tient le pays d'une main de fer depuis trente ans, a depuis un an tenté d'afficher sa volonté de dialogue avec Sam Rainsy, le chef du CNRP.

L'opposition a de son côté accepté de rentrer dans le rang en cessant fin juillet 2014 de boycotter le parlement.

Le 11 juillet, Sam Rainsy et Hun Sen s'affichaient encore avec un repas de famille conjoint.

Mais le 13 juillet, les députés d'opposition ont boycotté le vote d'une loi controversée sur les ONG défendue par le gouvernement. Le CNRP avait justifié son geste par le refus d'une loi qui "permettra de faire pression" sur les organisations et les individus.

La sévérité du jugement de mardi est un retour de bâton pour cette bravade, selon Am Sam Ath, de la Licadho, dénonçant "une affaire politique".

Andrea Giorgetta, responsable de la Fédération internationale des droits de l'Homme (Fidh) en Asie du sud-est, s'interroge lui aussi sur "le lien avec le fait que l'opposition ait quitté le parlement la semaine dernière".

"La "culture du dialogue" est morte et enterrée" avec cette condamnation "disproportionnée", ajoute Andrea Giorgetta, interrogé par l'AFP. AFP 22.07

3- Yémen

- Armée/Ansarallah reprennent le contrôle d'Aden - french.irib.ir

«L'armée yéménite et les forces populaires ont pris le contrôle d'une grande partie de la ville d'Aden», a annoncé Abdelmonem al-Adeli, haut membre d'Ansarallah.

«Actuellement, l'aéroport d'Aden est sous le contrôle total des forces de sécurité yéménites», a-t-il précisé. Il est à noter que les éléments de Mansour Hadi avaient, récemment, prétendu, en déclenchant une guerre psychologique, qu'ils avaient pris le contrôle d'Aden et de son aéroport. Ces évolutions interviennent, alors que les attaques barbares des Saoudiens contre les infrastructures du Yémen se poursuivent. french.irib.ir 21.07

4- Syrie

4.1- Les Emirats veulent normaliser avec Assad - french.irib.ir

Les Emirats envisagent d'envoyer une délégation de haut niveau, à Damas, pour discuter de l'ouverture de l'ambassade émiratie, en Syrie. Aux Emirats, les discussions vont bon train, sur le nécessaire appui au régime d'Assad, face au péril takfiri. La Tunisie veut, aussi, normaliser avec Assad, pour des motifs similaires. Les analystes voient, à travers cette décision, un signe d'éloignement vis-à-vis de Riyad french.irib.ir 21.07

4.2- Zarif insiste sur la lutte régionale contre le terrorisme, lors d'une rencontre avec De Mistura - french.irib.ir

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohamad-Javad Zarif, en soulignant le règlement politique de la crise en Syrie, a averti que le soutien au terrorisme était le principal facteur de la persistance de la crise et de l'extrémisme dans la région. Interview avec George Elm, analyste politique libanais:

Q/ Lors de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, le ministre iranien des Affaires étrangères a estimé que le terrorisme était le principal facteur de la persistance de la crise en Syrie. Dans quel contexte replacez-vous le déplacement de De Mistura en Iran?

R/ Etant donné le fait que De Mistura est chargé de trouver une solution à la crise syrienne; sa visite en Iran est bien naturelle. Et il

est aussi naturel que le règlement de cette crise commence par la lutte contre le terrorisme en Syrie. A mon avis, la lutte contre le terrorisme sera le prélude à toute autre solution censée trouver un épilogue à la crise syrienne et tant que ce problème ne sera pas réglé, toute démarche signifierait tomber dans un cercle vicieux. J'espère donc qu'il aura une feuille de route claire et précise à cette fin.

Q/ Vu l'extension du terrorisme dans la région et tout récemment en Turquie, l'Iran a, à maintes reprises, insisté sur l'impératif de la lutte contre le terrorisme, via une coopération régionale. Qu'en pensez-vous?

R/ On s'y attendait peut-être. Après la récente explosion, le président turc, Reçep Tayyip Erdogan, a bien réalisé que la fourniture des moyens aux groupes terroristes pour lancer des attaques en Syrie en vue de renverser le gouvernement de ce pays, avait entraîné des conséquences catastrophiques pour son gouvernement. Or, les pays qui ont soutenu le terrorisme, soit en livrant des aides financières et militaires soit en facilitant le transfert des terroristes, paieront tôt ou tard le prix de leur soutien. Car le terrorisme n'a pas d'identité et pourrait s'attaquer à tout. Je voudrais évoquer la proposition d'il y a quelques semaines du président russe, Vladimir Poutine. Il avait évoqué l'idée de la formation d'une coalition arabe pour la lutte contre le terrorisme. A mon avis, cette proposition devrait être sérieusement prise en considération, bien que sa réalisation soit difficile. Mais à vrai dire, la lutte contre le terrorisme nécessite une coopération régionale sérieuse. french.trib.ir 22.07

5- Arabie saoudite

- Najran s'insurge contre les Al-e Saoud - french.trib.ir

La ville de Najran, en Arabie saoudite, a, massivement, manifesté, le vendredi de L'Aid al Fitr contre la poursuite du bombardement du Yémen par Riyad.

Des milliers d'habitants de la ville sont descendus, dans la rue, juste après la prière du vendredi, en scandant des slogans contre le régime des Saoud. Des manifestants ont fait marche sur une des bases militaires saoudienne, à Najran, base dont les soldats se sont mis à tirer en l'air, pour éviter un assaut des manifestants. Jizan et Najran, deux régions pétrolières saoudiennes, sont le théâtre, ces jours-ci, de manifs anti-Saoud. french.trib.ir 20.07

[Haut de page ↗](#)

Le 24 juillet 2015

CAUSERIE

On est débarrassé du Front de gauche après l'épisode misérable Syriza.

Défense du marxisme. Faire passer le socialisme "**dans la langue**", c'est possible.

V.I. Lénine - La plate-forme électorale du P.O.S.D.R. - 1912

- Il fut un temps - pas si lointain - où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

Quel gauchiste ce Lénine, quel furieux opportuniste, pensez donc, il n'avait même pas attendu que "*les ouvriers d'avant-garde*" crient *A bas l'autocratie* pour que le bolcheviks en fassent leur "*cri de guerre*" !

A bas la ploutocratie, à bas les institutions de la Ve République relais de la politique anti-ouvrière de la troïka ! Vive la République sociale de France ! Vive la fédération des Républiques sociales d'Europe ! Vive la République sociale universelle !

Quel parti ouvrier va reprendre ces mots d'ordre ? Aucun, voyons, ils sont tous réformistes, trade-unionistes ou corporatistes !

ACTUALITE EN TITRES

[Tandis que la France bombarde le Yémen en violant le droit dont ils se réclament.](#)

- « Les parlementaires français en Crimée sont en dehors du droit international », pour Jean-Marie Le Guen (PS) - Public Sénat

[Ils appliquent leur programme.](#)

- Le Parlement entérine une simplification des règles du dialogue social - 20minutes.fr

- Les députés votent la loi controversée sur l'immigration - Reuters

[Charrette et bonus.](#)

- Telecom Italia annonce préparer 1.700 suppressions de postes - Reuters

- Les salariés de Virgin Mobile écoeurés par le bonus "immoral" de leurs patrons - Francetv info

[En Grèce.](#)

- Grèce: Les institutions créancières «satisfaites» après le vote du Parlement - 20minutes.fr

Les institutions créancières de la Grèce ont décerné jeudi un satisfecit à Athènes, après le vote par le Parlement grec d'un second volet de mesures exigées dans le cadre de l'accord conclu le 13 juillet afin de négocier un troisième plan d'aide au pays.

« La première évaluation de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI est que les autorités grecques ont mis en œuvre le deuxième volet de mesures dans les temps et d'une manière globalement satisfaisante », a affirmé une porte-parole de la Commission, Mina Andreeva, sur son compte Twitter.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras, appartenant à la gauche radicale, a fait adopter dans la nuit de mercredi à jeudi ces mesures exigées par les créanciers : il s'agit d'une réforme de la justice civile et de la transposition au droit grec d'une directive européenne sur le renflouement des banques. 20minutes.fr 23.07

- Grèce: les discussions sur le plan d'aide s'annoncent "difficiles", prévient le FMI - AFP

Le FMI a estimé jeudi que les discussions sur un nouveau plan d'aide à la Grèce s'annonçaient "difficiles" et nécessiteraient, au préalable, un engagement "concret" et "précis" des Européens à alléger la dette du pays. AFP 23.07

Que cherche le FMI ? Mettre en difficulté les gouvernements de l'UE pour qu'ils recapitalisent à nouveau leurs banques et présentent ensuite la note à leur population, les étranglent un peu plus...

- Grèce: les dépenses de l'Etat se sont effondrées au premier semestre - AFP

Les dépenses de l'Etat grec se sont effondrées au premier semestre 2015, selon des statistiques du ministère des Finances parues jeudi qui révèlent aussi un excédent budgétaire hors charge de la dette. AFP 23.07

[Leur dernières chasses aux sorcières. Hystérie patriotique.](#)

- Bruno Le Maire : « Les consommateurs sont prêts à acheter français » - LeParisien.fr

- Crise des éleveurs : Valls annonce que la restauration collective d'Etat consommera "local" - Francetv info

- Elevage: en Mayenne, "100% des produits servis dans les collèges" seront d'origine française - AFP

- Crise des éleveurs : comment la ville de Loon-Plage joue la carte du "manger local" - Francetv info

- Les produits dérivés des partis politiques, pas vraiment branchés Made in France - 20minutes.fr

[Etat policier. Le contraire nous aurait fort étonné.](#)

- Le ministère de l'intérieur contre l'interdiction du Flash-Ball - LeMonde.fr

C'est le ministre du parti de l'ordre que voulez-vous...

[La revanche haineuse.](#)

- L'interdiction de sortie du territoire de Patrick Balkany, confirmée - 20minutes.fr

- Les trois propositions de loi de Balkany contre les médias - Le Huffington Post

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Ils sont bien en guerre contre la civilisation. Acharnement thérapeutique ignoble.](#)

- Les médecins de Vincent Lambert font marche arrière - Francetv info

Les médecins de Vincent Lambert ont finalement décidé de saisir la justice pour désigner un représentant légal du patient et demander sa mise sous protection. Effondrée, l'épouse de Vincent Lambert attendait une décision de l'hôpital... Il n'y en aura pas.

Faut-il le maintenir en vie ou cesser les traitements ? Les médecins qui avaient le dernier mot aujourd'hui ont finalement choisi de ne pas décider. Ils dénoncent la pression sur leur service et les tensions familiales qui les empêchent de trancher sereinement. Francetv info 23.07

Voilà qui s'applique très bien au corps médical en général (notamment, vous pouvez ajouter les corps de métier qui bénéficient d'un statut privilégié dans la société et dont les officiants sont censés être habités par une vocation ou remplir une mission.) :

- « Les personnes ordinaires ont un profond respect pour les experts en tout genre. Ils ignorent que la raison pour laquelle on fait profession d'une chose n'est pas l'amour de cette chose, mais de l'argent qu'elle rapporte. » (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

En complément.

L'Inde est un pays exotique, possédant une riche culture (ouais, basée sur les castes ou l'apartheid !) la plus grande démocratie du monde, sans rire, patate patate, au point que lorsqu'on doit se faire soigner on y réfléchit à deux fois ou on a comme une hésitation, une angoisse qui vous étreint soudain, et pour cause.

- Inde : 49 morts suspects autour d'un scandale de triche sans précédent - lefigaro.fr 21.07

Plus de 2 000 personnes sont impliquées dans une affaire de corruption sans précédent qui a éclaté à Bhopal, en Inde. Plus de 150 enquêteurs tentent de comprendre les tenants et aboutissants de l'affaire, et d'élucider les 49 décès suspects qui seraient liés à l'affaire. L'affaire a été baptisée «Vyapam», acronyme hindi du «Madhya Pradesh Professional Examination Board», la structure chargée du recrutement des fonctionnaires dans le pays, et a déjà entraîné l'arrestation de plus de 2 000 personnes. Pire encore, 49 décès suspects seraient liés au scandale, comme le rapporte le Courrier International .

Suicide, accidents ou décès suspects, le quotidien indien Times Of India tient une liste effrayante des morts reliées à l'affaire Vyapam. Un stagiaire de la structure retrouvé mort dans un lac, un policier poursuivi dans l'affaire retrouvé pendu, le doyen d'une faculté de médecine décédé dans un hôtel de Delhi ou encore un journaliste qui s'écroule et meurt alors qu'il interviewe les parents d'une jeune femme dont le nom était cité. Autant de morts étranges dont le lien avec l'affaire de corruption semble évident. Dans son édition du 7 juillet, le Times of India parle d'une véritable «danse de la mort». Une hécatombe qui découle de l'éclatement de l'affaire.

L'achat de bonnes notes serait monnaie courante en Inde depuis le début des années 90. Mais la révélation de l'affaire Vyapam dévoile un véritable système de corruption et de racket organisé. Comme l'explique le journal Le Monde, le scandale qui implique toutes les couches de la société indienne, est de grande ampleur: plus de sept millions d'étudiants en auraient bénéficiés! Un intermédiaire reliait ces étudiants prêts à payer pour leurs diplômes aux élus profitant de l'argent récolté en taxis, billets d'avions et chambres d'hôtels en échange de leur silence, et de quelques services ou nominations frauduleuses.

En 2013, le scandale éclate. Une vingtaine de candidats à une école de médecine sont démasqués: ils sont en fait des médecins payé par des étudiants pour passer le concours à leur place. Face à l'ampleur de la tricherie, une enquête est lancée. C'est à partir des premières arrestations et témoignages que les morts suspectes commencent. Mais à partir du début du mois de juillet 2015, les décès de personnes liées à Vyapam s'enchaînent: des policiers, étudiants ou professeurs accusés d'avoir participé décèdent dans leur cellule, un journaliste qui enquêtait sur l'affaire est retrouvé sans vie, tout comme le doyen de la faculté de médecine de Jabalpur retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel alors qu'il venait de transmettre des informations sur le système de corruption. Des lanceurs d'alertes mettent même en cause Shivraj Singh Chouhan, le chef du gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesh. Ce lundi 20 juillet, sa démission a été réclamée au Congrès indien.

En réaction à ces décès suspects, la cour suprême indienne a forcé le Bureau central d'investigation du pays, spécialisé dans les affaires de corruption, à ouvrir une nouvelle enquête. Une quarantaine d'enquêteurs viennent d'être envoyé à Bhopal pour recommencer l'investigation. lefigaro.fr 21.07

Combien parmi ces étudiants en médecine n'ayant pas suivi la totalité de leur cursus, n'ayant pas le niveau pour le poursuivre leurs études jusqu'au bout se sont vu attribuer leur diplôme de médecin et officient aujourd'hui ?

Un vieil avocat m'a expliqué l'année dernière que la plupart des étudiants estimaient comme acquis leur diplôme, dès lors qu'ils avaient payé très cher leurs cours à l'université ou qu'il était inclu dans leur inscription, que c'était un dû en somme et non la consécration de leurs connaissances acquises. J'ai eu l'occasion d'enseigner le français à deux médecins indiens qui depuis officient en France. Ce serait bien si un médecin français, un bon médecin, ce qui est extrêmement rare, voulait bien venir s'établir à Pondichéry ! Un dentiste aussi pendant qu'on y est.

On a du mal à imaginer les rapports détestables qui peuvent exister dans un pays livré à la corruption généralisée qui commence par le haut de la société pour finir par atteindre toutes ses couches.

En bas, si vous prenez un ouvrier qui a fait un travail de merde et que vous lui reprochiez, il ne comprendra pas ce que vous lui reprochez, vous lui avez versé un salaire en échange d'un travail, il a terminé le boulot alors de quoi vous plaigniez vous. Par exemple, tous les murs de votre maison présentent des fissures moins de six mois après sa construction. Et alors, c'est sans doute dû à la mauvaise qualité du ciment ou à la différence de température, lui il n'y est pour rien. Si vous l'accusez d'avoir bâclé son boulot, il va s'emporter, vous insulter et devenir violent, car c'est vous qui avez tort, vous l'avez payé pour faire un travail, vous ne l'avez pas payé pour faire un bon travail, vous saisissez la nuance ? Pour qu'il fasse un bon travail il fallait le payer plus cher ou employer un autre ouvrier, le laisser travailler à son rythme, bref dépenser le double... sans garantie d'obtenir un meilleur résultat comme j'ai pu le constater plus d'une fois. Et n'allez pas croire qu'il aurait cette mentalité parce qu'il estimerait que vous êtes plus riche que lui, pas du tout, il se comportera de la même manière avec un Indien qui a tout juste de quoi survivre, y compris son frère ou son meilleur ami, il n'y a pas de petit profit, quoi. Et puis, il a toujours raison, allez vous faire foutre, c'est comme cela que cela se termine disons 9 fois sur 10.

Une autre petite histoire indienne bien dégueulasse pour vous écoeurer un peu plus à l'idée de vivre dans un tel monde, celui que vous allez devoir affronter demain en France, il faut bien que vous vous mettiez en condition.

L'autre jour la soeur de Selvi (ma compagne), qui vit dans le même village que nous, s'est retrouvée un soir sans électricité, la pauvre femme est dépressive et n'avait vraiment pas besoin de cela.

Elle s'adresse au bureau d'électricité pour que quelqu'un vienne reconnecter les fils de son compteur au poteau électrique situé devant sa maison. Un employé fonctionnaire se déplace et lui déclare que ces fils sont en mauvais état et qu'il ne peut pas les raccorder, il faut qu'elle les change et ensuite seulement il procèdera au raccordement. Sauf qu'Adilakshmi n'a pas un sou pour acheter ces fils ni pour payer un électricien ni le bakchich de ce fonctionnaire.

En fait, ce n'est pas qu'il ne pouvait pas raccorder ces fils, c'est qu'il ne voulait pas, car il aurait suffit qu'elle lui verse 150 ou 200 roupies pour qu'il reconnecte immédiatement et provisoirement les fils. Adilakshmi a un salaire de 175 roupies par jour et elle est endettée à vie à cause de la dot qu'elle a versée lors du mariage de ses deux filles, du coup il ne lui reste pour vivre que 1.000 roupies par mois, 12 euros environ, la misère quoi.

Je n'ai pas été au courant immédiatement des déboires d'Adilakshmi sinon je lui aurais donné cet argent. Elle est restée une semaine sans électricité, alors qu'il faisait une chaleur à crever à cause de cette ordure de fonctionnaire. Des histoires comme celle-là, depuis 20 ans que je vis en Inde, j'en ai de quoi remplir plusieurs volumes, c'est d'ailleurs ce qui me rend malade ou nerveux, car j'ai beaucoup de mal à supporter ces témoignages d'indifférence et de cruauté à l'égard de la souffrance des plus pauvres.

Ce fonctionnaire est un pauvre type, son salaire doit être environ le double de celui d'Adilakshmi, davantage encore en comptant les bakchichs, il vit confortablement assurément, il ne fait qu'imiter ses supérieurs hiérarchiques et ceux qui le gouvernent, ses proches, son entourage, etc. Il a toujours baigné dans ce milieu corrompu qu'est la société indienne, dans sa propre famille, ses parents, etc. il n'a jamais connu rien d'autres, alors il ne voit pas pourquoi il devrait se comporter autrement, mieux,

honnêtement, humainement (expression intraduisible pour lui), pire, il estime qu'il faudrait vraiment être un crétin pour se faire racketter ou voler à longueur de temps par des commerçants, entrepreneurs ou services administratifs ou le premier venu sans faire de même.

Je signe et je persiste, l'Inde est un cauchemar, le mondialisme avant l'heure en quelque sorte.

[Traité de libre-échange USA-UE oblige](#)

- Le Conseil national des barreaux, à la botte des multinationales ? - liberation.fr

L'avocat William Bourdon reproche au CNB de défendre les «grands groupes» au détriment des «victimes», quant aux responsabilités des multinationales sur les conditions de travail.

Le Conseil national des barreaux (CNB) est l'organe suprême des avocats français. Est-il aussi le «porte-voix des seuls cabinets d'affaires représentant l'intérêt de quelques grands groupes oubliant par là même les communautés de victimes» ? L'accusation – lourde – est portée par un récent courrier de Me William Bourdon, avocat et fondateur de l'association Sherpa (dédiée à la défense des droits de l'homme à travers le monde), au CNB. En cause, une législation à venir portant sur la responsabilité des multinationales.

Depuis le drame du Rana Plaza en avril 2013, l'effondrement d'une usine textile au Bangladesh provoquant la mort de 1 138 ouvriers, les donneurs d'ordre occidentaux sont sur la sellette : ils ne peuvent plus se retrancher derrière la sous-traitance. Au printemps dernier, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture une loi relative au «devoir de vigilance» des multinationales, les obligeant à mettre en place des «plans de prévention» en matière d'atteinte aux droits de l'homme ou à l'environnement. Faute de quoi leur responsabilité pourrait être engagée.

Une petite avancée, symbolique car guère contraignante, mais néanmoins saluée par la plupart des ONG (Amnesty, Peuples Solidaires, Fondation Nicolas Hulot...), Sherpa passant illico aux travaux pratiques en portant plainte contre le français Vinci pour «travail forcé, réduction en servitude», à propos de chantiers au Qatar en vue du mondial 2022. Car les conditions de travail des ouvriers asiatiques dans l'émirat (175 euros par mois, 1 200 morts à ce jour) ne font guère rêver.

C'est sur ces entrefaites que le CNB a pris position, dans une résolution adoptée à l'unanimité de ses membres, où il invite le Parlement français à «suspendre le processus législatif» sur la responsabilité des multinationales en matière de sous-traitance. Au motif d'un texte similaire à venir au plan européen, initié par le parlement de Strasbourg mais que Bruxelles tarde à traduire en actes : «Ces normes contraignantes doivent nécessairement se faire à l'échelle européenne pour des raisons de compétitivité, d'efficacité et de cohérence.» (Elles ne verront jamais le jour ou elles seront édulcorées parce qu'elles seraient incompatibles avec le traité de libre-échange USA-UE rédigé par les représentants des multinationales, qui a été conçu de telle sorte que personne ne puisse contester leur pouvoir au détriment des intérêts des citoyens et des Etats. - LVOG)

Le Medef n'aurait pas dit mieux, et tans pis si la France n'est plus fer de lance en matière de droits de l'homme. (C'est tout Libération : Le Medef et l'UE "fer de lance en matière de droits de l'homme", il fallait oser le dire, c'est fait ! - LVOG) «Toute avancée du droit est source de distorsion, attendre une harmonisation entre différentes législations suppose d'assumer un renoncement, tonne Me Bourdon à l'adresse du CNB. Il est donc fâcheux de sembler s'opposer à la régulation d'une mondialisation dont les effets négatifs ne vous sont évidemment pas méconnus.» (Voilà ce qui arrive lorsque l'on verse dans le philistinisme à vouloir "réguler" la mondialisation au lieu de la rejeter. - LVOG) Quand l'avocature suprême, elle, assure veiller scrupuleusement à une «juste corrélation» entre le pouvoir économique des multinationales et leur responsabilité juridique. (Elle est la voix de son maître ou des puissants de ce monde, rien de plus naturel en somme. - LVOG) liberation.fr 23.07

[L'heure d'Erdogan le populiste Frère musulman pourrait avoir sonné.](#)

Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, le 2 octobre 2014 à l'université de Harvard, mettait en cause nommément la Turquie dans le financement et l'armement des organisations terroristes dont l'Emirat islamique :

« La Turquie et les pays du Golfe voulaient renverser Bachar Al-Assad et pour cela ils ont mené une guerre par procuration entre les sunnites et les chiites, et ils ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre Bachar Al-Assad. » précisant que « les gens qui ont reçu ces sommes et ces armes étaient des militants du Front Al-Nosra et d'Al-Qaïda sans compter d'autres éléments extrémistes venant d'autres régions du monde ».

On se souvient de l'épisode lorsque Erdogan avait interdit aux réfugiés kurdes syriens de passer la frontière séparant la Turquie et la Syrie pour se rendre à Kobané combattre l'Emirat islamique. On se souvient des cargaisons d'armes destinées à l'Emirat islamique en Syrie passant la frontière turque sous les yeux des autorités de ce pays, on peut ajouter les témoignages et déclarations de différents partis turcs et diverses personnalités dénonçant la collusion entre Erdogan et l'Emirat islamique entre autres, etc. etc. etc.

Erdogan, bien que la Turquie fasse partie de la coalition militaire mise en place par les Américains pour soi-disant combattre Al-Qaïda et l'Emirat islamique en Irak et en Syrie, s'est toujours refusé à y participer. Mais après l'accord conclu entre Washington et Téhéran il aurait pu sentir le vent tourner et craindre être exclu de tout règlement politique de la question irakienne et syrienne au profit de l'axe Tel-Aviv Riad. A cette normalisation en cours vient s'ajouter l'annonce de la réouverture prochaine de l'ambassade des Emirats arabes unis à Damas qui signifie un tournant à 180° de leurs relations avec les autorités syriennes. On peut ajouter la tentation affichée par les Américains de présenter Al-Qaïda ou Al-Nosra comme des interlocuteurs fréquentables et sérieux au détriment de l'Emirat islamique qui deviendrait l'objectif à abattre en Syrie et en Irak.

Bref, continuer de soutenir l'Emirat islamique contre la volonté des Américains pourrait coûter très cher à Erdogan, dont le pouvoir est de plus en plus contesté en Turquie. Le soutien politique de la Turquie à la politique américaine au Moyen-Orient devrait l'amener à renforcer sa coopération économique avec l'Iran pour palier au fort ralentissement de l'économie turque.

Cela dit, il pourrait cesser de soutenir l'Emirat islamique au profit d'Al-Qaïda ou Al-Nosra si les Américains lui en donnait l'ordre. Si l'Emirat islamique est responsable de l'attentat de Suroç, personne ne sait qui l'a réellement commandité, les Américains, les Saoudiens ou les Israéliens, et dans quel objectif politique, qui visait-il exactement, les Kurdes pour qu'ils se retournent contre Erdogan, ce qui entraînerait une plus grande déstabilisation du pays en proie à des violences permanentes depuis plusieurs mois, pour lui forcer la main, c'est plus vraisemblable après l'annonce hier qu'il acceptait que les Américains se servent de la Turquie comme base arrière pour bombarder l'Emirat islamique en Syrie.

- Ankara nie soutenir tacitement l'Etat islamique - msn.com

Au lendemain de l'attentat de Suroç qui a déclenché la colère de la minorité kurde, la Turquie a rejeté mardi les accusations selon lesquelles Ankara aurait tacitement soutenu par le passé les opérations de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. msn.com 22.07

Et deux jours plus tard :

- La Turquie autorise les Etats-Unis à frapper l'EI depuis ses bases - LeMonde.fr

- La Turquie bombarde des positions de l'EI en Syrie après la mort d'un de ses soldats - AFP

L'Agence Française de Propagande et de désinformation de l'Otan et du Pentagone n'a pas hésité à affirmer dans cet article :

- La Turquie est jusque-là restée l'arme au pied face à l'EI. (Ni soutien ni combat contre EI. - LVOG)

- Ankara a toujours catégoriquement réfuté les allégations de complaisance avec les groupes extrémistes qui combattent le régime de Damas, sa bête noire. AFP 23.07

Qu'on se le dise, et pour faire plus vraisemblable encore, il poursuivait en donnant la parole... à Erdogan pris une multitude de fois en flagrant délit de mensonge.

Si nous prenions le pouvoir, parmi les premiers décrets que nous prendrions, il y en aurait un qui concernerait la dissolution de l'AFP, ce qui priverait les médias de la réaction de leur principale source d'informations, par ailleurs Reuters, Associated Press et Euronews seraient interdits de territoire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Aden : le centcom émirati, pulvérisé. - french.irib.ir

L'armée yéménite a pris pour cible de ses missiles le centre de commandement des officiers émiratis, à Aden, éliminant plusieurs officiers, agents de renseignement des Emirats et d'autres pays du Conseil de coopération du golfe Persique! Selon Al-Mayadeen, qui rapporte cette information, ces officiers opéraient, en coordination avec les généraux saoudiens, et pour apporter de l'aide aux mercenaires pro-Hadi et aux terroristes d'Al-Qaïda, à Aden.

La ville d'Aden est le théâtre de très violents combats, depuis une semaine, entre les miliciens pro-Riyad et Al-Qaïda, d'une part, les forces yéménites et Ansarallah, de l'autre. Les avions saoudiens bombardent, sans répit, les positions yéménites. Les commandos sénégalais et soudanais, aux côtés des militaires émiratis, multiplient des assauts contre les forces yéménites. En dépit d'une campagne médiatique, grossièrement mensongère, Aden n'est pas tombée entre les mains des pro-Hadi et pro-Riyad. french.irib.ir 23.07

Voilà du concret par rapport aux infos des derniers jours, où on avait plutôt l'impression désagréable de subir la propagande des deux camps en présence.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juillet 2015

CAUSERIE

Comment expliquer que ceux qui vouent un culte au capitalisme d'Etat ne soient pas foutus de faire l'éducation politique des fonctionnaires ou des salariés des entreprises publiques ?

On ne trouvera aucun article dans la littérature des syndicats et des partis ouvriers traitant cette question, comme si ces agents ou salariés du secteurs publics n'avaient finalement pas de patrons, de la même manière que jamais n'est rappelé le rôle du capitalisme d'Etat au côté des capitalistes ou pour servir leurs intérêts et non ceux des travailleurs.

L'Etat "providence" incarnerait la démocratie pour les révisonnistes liés aux appareils vendus des syndicats, qui gèrent des pans entiers de la société au côté des représentants du capital et régulent les rapports entre le capital et le travail permettant de garantir la "paix sociale" et d'assurer la stabilité du régime. C'est la principale fonction de l'Etat "providence" et des rapports établis entre patronat et gouvernement d'un côté, et représentants des travailleurs de l'autre, qu'aucun parti ouvrier ne dénoncera, sans doute au nom de la défense des services publics.

Pendant des décennies et des décennies on les a entendu vanter les vertus du service public comme s'il était réellement au service des travailleurs ou de la population, dans ces conditions on comprend pourquoi les fonctionnaires ne sont pas vraiment portés à s'attaquer à un Etat aussi exemplaire, sans parler du statut privilégié qu'il leur accorde qui finit de les corrompre ou les subordonner au capitalisme.

Dans ces conditions, la conscience de classe des fonctionnaires ne pourra être que médiocre. Or, c'est chez eux qu'on trouve le plus de syndiqués, sans doute parce qu'il leur est possible de se syndiquer sans risquer de perdre leur emploi et pour avoir compris le bénéfice individuel qu'il pouvait en tirer, et non pour avoir acquis un niveau de conscience politique supérieur aux travailleurs du secteur privé contrairement à la fable que les opportunistes répètent en boucle depuis 70 ans parce qu'ils en ont fait leur fonds de commerce et pour justifier leur ligne politique qui n'a rien de socialiste ou de révolutionnaire pour être le pendant de celle du Medef.

Les dirigeants syndicaux qu'ils ménagent ou devant lesquels ils se couchent, ne sont-ils pas des chauds partisans de la reprise économique, de la "croissance" par la consommation au même titre que le patronat ou le gouvernement dans leurs déclarations, qu'ils déclinent sous forme de revendications se situant exclusivement dans le cadre du régime, et vous savez pourquoi, le plus hypocritement du monde pour épargner de nouvelles souffrances aux travailleurs ou adoucir leur condition d'exploitation, qu'ils n'entendent manifestement pas remettre en cause contrairement à leurs déclarations sans lendemain ou que leurs pratiques quotidiennes démentent.

Le capitalisme d'Etat avait pour fonction de mettre à la disposition des capitalistes des infrastructures ou des services au niveau national, afin de favoriser le développement du capitalisme et de les soulager de certaines charges qu'il n'avait pas les moyens d'assumer et d'entretenir par la suite, du fait qu'elles nécessitaient de mobiliser des moyens financiers considérables et du personnel en très grande nombre, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, des transports, communication, etc.

Après que la concentration du capital eut atteint un niveau colossal au fil du temps, les capitalistes sont désormais en mesure d'acquiescer et gérer la quasi-totalité des entreprises publiques ou des secteurs des services ainsi privatisés ou voués à la privatisation. Cela serait une grave erreur de croire que la fonction publique fonctionnait en autarcie ou ne recourait pas au marché pour fonctionner, la plupart du matériel, des biens d'équipement ou des services proviennent du secteur privé, autrement dit des entreprises capitalistes auxquelles elle passe commande comme tout acteur privé et leur permettant de réaliser des profits. La rentabilité de tous les secteurs de la fonction publique n'étant pas garantie, elle débouchera sur un déficit public qui sera financé en recourant une fois de plus au marché, tout comme l'Etat y recourt pour se financer. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point l'Etat est lié au capitalisme par une multitude de ramifications et d'intérêts qui les rend complémentaire et non ennemi.

Pour illustrer ce propos on pourrait prendre un article paru dans le n°361 d'Informations ouvrières.

Il commençait par un rappel historique sans qu'il vienne à l'esprit de l'auteur que si la "*structure administrative*" de l'Etat ne sert plus à "*gérer les affaires du roi*", elle sert à gérer ceux de la nouvelle classe parvenue au pouvoir, celle des capitalistes, à moins de vouloir nous faire croire que les gouvernants qui se sont succédés depuis plus de deux siècles étaient de braves philanthropes pensant avant tout au bien-être du peuple, seul un nanti peut le penser pour ne pas être vraiment concerné.

C'est d'ailleurs à cette conclusion qu'on pourrait parvenir une fois la fonction publique parée de tous les atouts de la vertu ou élevée au statut d'institution humaniste, ne "*facilite (-t-elle pas) la vie des Français*", n'est-elle pas "*un outil formidable*", un "*un formidable régulateur sociétal*" surtout pour "*l'emploi ou pour les Français de condition modeste*", qu'on en reste confondu en présence d'un tel enthousiasme... de fonctionnaire hospitalié syndiqué qui défend son statut mais pas seulement, son employeur, son patron, l'Etat patron que l'on peut combattre, certes mais sans toutefois le remettre en cause, car "*nous ne sommes plus en 1871, époque de la Commune de Paris, mais retrouvons l'énergie de nos ancêtres, construisons, si possible, un avenir sur la base d'une révolution pacifique, comme l'ont fait d'autres pays*", on se demandera lesquels, il devait faire référence à la Bolivie ou au Venezuela qui comptent toujours un taux de pauvreté effroyable tournant autour de 40 ou 50%, pays, dans lesquels il faut dire les fonctionnaires sont particulièrement choyés par le pouvoir.

Pour bien comprendre à quoi et à qui on a à faire, précisons que cette intervention se situait "*Conformément à la « feuille de route » suivie après l'assemblée-débat nationale du 6 juin, des assemblées locales se sont tenues et se tiennent. Dans l'une d'elles, à Paris 13e, participaient, entre autres, des syndicalistes hospitaliers...*", passons sur le fait pour le moins révélateur que le POI en panne d'imagination se croit obligé de reprendre une expression employée en 2003 par l'ONU "*pour qualifier le plan de paix alors envisagé par les grandes puissances pour le Moyen-Orient*" entre l'Etat sioniste et les Palestiniens (roadmap en anglais traduit par feuille de route)? et depuis passé dans le langage institutionnel, présidents et ministres la sortant à tout bout de champ, qu'il en arrive à publier ce genre d'article dont la chute "*une révolution pacifique*" qui laisserait en place l'Etat capitaliste, ne signifie rien d'autre que l'abandon du combat politique pour renverser l'Etat, le régime en place, ce qui n'a finalement rien d'étonnant puisque ce parti n'a rien de socialiste. Tout se tient parfaitement.

Dites-nous en quoi ce fonctionnaire syndiqué aurait-il un niveau de conscience politique ?

Il faut préciser encore que le passage le plus long que nous avons reproduit, a fait l'objet d'un encadré dans la même page d'Informations ouvrières pour que les lecteurs comprennent bien qu'il correspond à la ligne politique du POI, car les dirigeants du POI incapables d'assumer leur capitulation et pour la maquiller, on prit depuis longtemps l'habitude de recourir à des tiers pour faire passer leur politique réformiste, c'est là qu'on prend connaissance de leurs véritables intentions.

En guise d'épilogue.

Une jeune Grecque manifestant le 23 juillet place Syntagma : "" (Les mesures contenues dans le troisième mémorandum) (AFP 24.07)

Mauvaise adresse mademoiselle. L'oligarchie financière a imposé trois mémorandums à la Grèce dans le cadre des institutions en place en Grèce, c'est aussi dans ce cadre qu'on eu lieu des élections de janvier dernier et le référendum du 5 juillet. Vous voyez où cela a conduit de demeurer subordonnée aux institutions? Il ne pouvait pas en être autrement dans le cadre de ces institutions du capital dont vous n'avez absolument rien à attendre. On ne vous l'avait pas dit et on ne vous en veut pas évidemment, ce serait stupide et injuste. Vous êtes comme ces millions de travailleurs et jeunes en Grèce et dans tous les pays de l'UE qui ignorent qu'il faut commencer par se débarrasser des institutions nationales pour ensuite pouvoir mettre en oeuvre une autre politique rompant avec le capitalisme, rompre avec l'UE et l'euro, l'Otan et l'Onu.

[A propos de la Grèce](#)

Si vous avez lu les articles que nous avons mis en ligne sur la Grèce, vous aurez remarqué que personne ne s'était attardé sur deux facteurs.

Le premier, les 40% d'abstention au référendum du 5 juillet. En tenant compte de ce facteur ainsi que les votes blancs et nuls, le non a recueilli moins de 35% des électeurs inscrits, ce qui relativise cette "victoire".

Le second, la composition sociale des différentes classes en Grèce, sachant qu'il y a 20 à 25% d'entrepreneurs individuels, auxquels il faut ajouter les TPE, les commerçants et artisans, les classes moyennes, a eux seuls au total ils doivent représenter environ 50% du tissu social, davantage si on ajoute les patrons des moyennes et grandes entreprises et les paysans, ce qui signifie que les travailleurs salariés d'une entreprise privée et les fonctionnaires seraient minoritaires ou représenteraient à peine la moitié des classes sociales en Grèce.

Le plus consternant ou grotesque fut la cohorte d'intellectuels à la bonne conscience ou donneurs de leçons, qui ont manifesté

leur désappointement après que le 13 juillet Tsipras eut officiellement capitulé devant la troïka, alors qu'ils n'étaient pas sans savoir pendant les six mois écoulés depuis que Syriza avait remporté les élections législative et formé le gouvernement, à aucun moment Tsipras n'avait témoigné la moindre volonté de s'attaquer aux banques et aux grandes entreprises, aux privilèges de l'Eglise et des armateurs ou de rompre tout simplement avec la troïka et ses mémorandums.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai envie de dire que tous ces philistins se foutent éperdument du sort du peuple grec et des travailleurs en général pour avoir adopté un tel comportement opportuniste.

En famille. Syriza et le gouvernement se vautrent dans la fange.

Le ministre (marxiste, si, si, il y tient le salopard) des Finances Euclide Tsakalotos vient d'envoyer une lettre à la "*Chère directrice générale du FMI*", une vraie histoire d'amour apparemment (berk !), sans doute depuis qu'elle réclame l'annulation partielle de la dette grecque et que les médias se sont empressés d'interpréter comme un "*geste de bonne volonté politique*, comme si cela pourrait suffire, sachant qu'une capitulation en appelle une autre et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'en suive, du peuple grec évidemment pas du spéculateur et fortuné Tsakalotos.

Même dans les petites choses insignifiantes sans y être obligé, ils rampent comme des vers de terre face à la troïka, c'est à cela qu'on reconnaît les gens insignifiants ou qui n'ont aucune dignité, les usurpateurs, les lâches.

Ce n'est pas tout, on a appris qu' Alexis Tsipras et les leaders des principaux partis politiques grecs se sont retrouvés autour d'un déjeuner ce vendredi au palais présidentiel à Athènes. (AFP 24.07)

Sans rire, Tsipras et Tsakalotos vont raconter que le FMI est devenu l'allié du peuple Grec, ils en sont capables.

- La Grèce fait un geste vers le FMI - AFP

En demandant officiellement vendredi l'aide du FMI, la Grèce a coché une nouvelle case sur la liste dressée par ses créanciers, au moment même où les préparatifs d'un nouveau sauvetage du pays semblaient patiner.

Se pliant à une demande formulée le 13 juillet lors d'un sommet sous haute tension par les autres Etats de la zone euro, le ministre des Finances Euclide Tsakalotos écrit: "Nous voulons vous informer que nous demandons un nouveau crédit du Fonds monétaire international", dans une lettre publiée vendredi.

Le gouvernement grec, dominé par le parti de gauche radicale Syriza, souhaitait au départ se passer de tout nouveau plan d'aide du FMI, considéré comme un trop fervent partisan de la rigueur.

Mais Athènes avait dû faire marche arrière face à l'Allemagne notamment, qui tenait à ce que l'institution de Washington, impliquée depuis 2010 dans les deux sauvetages successifs de la Grèce, reste à bord.

Le Fonds et le gouvernement grec sont en revanche d'accord pour réclamer un allègement de la dette de la Grèce, que l'office statistique européen Eurostat vient d'évaluer à un montant représentant environ 170% du Produit intérieur brut.

Formellement, l'aide du Fonds à la Grèce court encore jusqu'au printemps 2016, et une nouvelle demande n'était pas nécessaire.

Le courrier de M. Tsakalotos à Christine Lagarde, qui commence par "Chère directrice générale du FMI", apparaît donc surtout comme un geste de bonne volonté politique.

La lettre est publiée alors que le processus de négociation d'un troisième plan d'aide faisant intervenir le FMI, les Etats de la zone euro et la Banque centrale européenne (BCE) semblait patiner vendredi.

Alors qu'Athènes a déjà validé plusieurs étapes, notamment deux votes sur des réformes qui ont coûté une partie de sa majorité parlementaire au Premier ministre Alexis Tsipras, le flou subsistait sur l'arrivée dans le pays de hauts fonctionnaires de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI.

L'équipe chargée d'évaluer l'économie grecque et les réformes, qui n'avait plus mis les pieds depuis près d'un an en Grèce en raison d'une hostilité grandissante envers cette "troïka", est attendue "dans les prochains jours".

Une source ministérielle grecque avait d'abord annoncé son arrivée vendredi.

D'autres sources proches du dossier ont elles évoqué des problèmes "logistiques" autour de la venue de ce groupe

désormais pudiquement appelé "les institutions". Son retour sera un symbole lourd de sens dans un pays qui a massivement rejeté l'austérité par référendum le 5 juillet.

"On discute encore du lieu car il faut trouver un endroit accessible, près des ministères", a souligné l'une des sources.

L'enjeu de ce nouveau cycle de réunions est la finalisation, d'ici au 20 août au plus tard, du troisième plan d'aide dont le principe a été accepté dans la douleur le 13 juillet.

La Grèce, dont les caisses sont vides, doit rembourser plus de trois milliards d'euros à la BCE le 20 août, puis 1,5 milliard au FMI en septembre.

Le calendrier est extrêmement serré. Il faut en moins d'un mois définir des actions prioritaires à mettre en oeuvre, décider du calendrier de versement et trouver un accord sur la trajectoire budgétaire de la Grèce, retombée en récession au premier trimestre, selon une source proche des discussions.

Au cours de ce processus, le montant exact du plan d'aide, évalué pour l'instant à 82 à 86 milliards d'euros, pourrait être révisé.

Une partie de cette somme doit servir à recapitaliser les banques grecques, qui ont rouvert lundi après trois semaines de fermeture, mais dans un cadre très contraint.

La Grèce a en effet interdit les sorties de capitaux, sauf paiement de factures et quelques urgences. Le pays limite aussi les retraits au distributeur pour protéger des établissements fragilisés par une fuite massive de dépôts, ainsi que par l'accumulation de prêts non remboursés.

"Une première injection de capital" dans les banques grecques "serait souhaitable pour stabiliser le secteur" dès la mi-août, a estimé le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer, également l'un des dirigeants de la BCE, dans un entretien au journal Le Monde paru vendredi. AFP 24.07

[L'Arabie Saoudite ou la fabrique du terrorisme international encensée par Hollande-Valls-Fabius-Le Drian.](#)

- Wikileaks révèle les dessous de la stratégie saoudienne pour exporter l'islamisme partout sur la planète
- Atlantico.fr

Selon quotidien américain The New York Times, qui trié et étudié des dizaines de milliers de documents diplomatiques saoudiens révélés par le site WikiLeaks, l'Arabie Saoudite investit "des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chèque". Le New York Times s'est intéressé à 60 000 documents, en attendant les 400 000 supplémentaires qui sont en attente de publication selon WikiLeaks. Ces fuites diplomatiques révèlent notamment que l'Arabie Saoudite dépense des sommes colossales pour combattre l'Iran chiite.

Selon le quotidien américain, cité par Courrier International, il s'agit d'un "système d'influence que les autorités saoudiennes ont mis en place et financé par l'argent des pétrodollars. Riyad a notamment accordé des moyens financiers à des prédicateurs à l'étranger, construit des mosquées, des écoles, des centres et soutenu des campagnes pour contrer des responsables et des médias à l'étranger qui étaient susceptibles de s'opposer à l'agenda du Royaume".

D'après Usama Hasan, chercheur en études islamiques à la fondation Quilliam à Londres, cité par new York Times, "il s'agit de milliers et de milliers d'organisations militantes et religieuses (...) directement ou indirectement financées par eux" à travers le monde. Atlantico.fr 24.07

- Le royaume des secrets gênants : ce que les nouvelles fuites Wikileaks nous apprennent sur l'Arabie saoudite - Atlantico.fr

Les documents divulgués par le site WikiLeaks exposent au grand jour la grande duplicité du royaume saoudien et, par ricochets, met à mal un certain nombre d'États occidentaux, en particulier les États-Unis, qui ont fait de Riyad, depuis des décennies, un partenaire privilégié de leur politique étrangère dans la région du Moyen-Orient. En effet, comment, d'un côté, dénoncer les violations flagrantes et continues des droits de l'homme des acteurs étatiques et non étatiques de la région, et, de l'autre, prendre langue avec un pays, l'Arabie saoudite en l'espèce, qui elle-même viole les droits de l'Homme les plus élémentaires ? L'alliance Arabie saoudite-États-Unis apparaît ainsi de plus en plus comme contre-nature et très largement dictée, pour les seconds, à la fois par des considérations économiques et de pragmatisme politique.

La France est également éblouie, il est vrai tout aussi indirectement. En effet, il est difficile de justifier auprès de l'opinion publique française la vente de rafales à un pays dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne brille pas par son

attachement scrupuleux aux droits de l'Homme qui s'opposent au contraire à son idéologie.

...un État qui applique une vision très littéraliste et, partant, répressive de la religion, et qui n'hésite pas, par ailleurs, à s'appuyer sur la diplomatie de chéquier pour soigner son image à l'étranger. Il faut reconnaître que la diplomatie de chéquier procède d'une relation clientéliste où il y a un patron ou des patrons et un ou plusieurs obligés. En d'autres mots, si clientélisme saoudien il y a, la clientèle en accepte les termes. La responsabilité est par conséquent largement partagée.

... la France, qui dénoncent le radicalisme ou le "djihadisme", d'un côté, et, de l'autre, ferment les yeux sur les actions très discutables du régime saoudien qui cultive un paradigme religieux très proche de celui de Daech, à la différence près que l'Arabie Saoudite est un pays reconnu sur le plan international tandis qu'il n'en est rien, et pour cause, s'agissant de l'organisation de l'État islamique. atlantico.fr 22.06

Eh voilà comment des néolibéraux sombrent dans le "conspirationnisme" !

En complément

- Nouvelle interruption de travaux illégaux près de la villa du roi saoudien à Vallauris - AFP

Les services municipaux de Vallauris Golfe-Juan ont de nouveau constaté vendredi des travaux illégaux, les troisièmes en moins de deux semaines, à proximité de la propriété du roi Salmane d'Arabie saoudite, a indiqué à l'AFP Michelle Salucki, maire (UDI) de cette commune des Alpes-Maritimes.

"Il s'agissait d'une passerelle métallique vissée aux rochers permettant de faciliter le passage sur une portion escarpée du sentier du littoral, indique l'élue. J'ai aussitôt fait dresser un constat et alerté la préfecture". La préfecture a fait interrompre les travaux et fait procéder ce vendredi midi au démontage de l'installation.

La venue sur la côte d'Azur du monarque, qui devrait être accompagné de près d'un millier de Saoudiens dont 700 de sa suite, pour une visite privée, est prévue ce week-end, sans plus de précisions.

Il y a quelques jours, des ouvriers avaient déjà tenté de poser une grille pour interdire l'accès à la plage publique qui longe la demeure royale, travaux interrompus aussitôt par l'autorité préfectorale.

Une autre installation, consistant cette fois en une dalle de béton coulée sur le sable pour accueillir un ascenseur permettant l'accès direct de la villa à la plage, avait également été interdite dans un premier temps, avant de recevoir une autorisation de l'Etat à la condition expresse qu'elle soit démontée à la fin de la visite privée du roi.

Une pétition en ligne depuis neuf jours contre la "privatisation" de la plage publique de la Mirandole, voisine de la villa saoudienne, avait recueilli vendredi à la mi-journée près de 53.000 signatures. AFP 24.07

[La Turquie bombarde les Kurdes en prétendant s'attaquer à l'Emirat islamique.](#)

Les médias de l'Otan porte-parole d'Erdogan

- La Turquie engage la guerre contre les jihadistes, deux raids aériens en Syrie - AFP

- La Turquie bombarde la Syrie, Daech dans le viseur - euronews.com

- La Turquie déclare la guerre aux jihadistes de l'Etat islamique - Francetv info

- La Turquie déclare la guerre aux djihadistes, deux raids aériens en Syrie - 20minutes.fr

- Nouveaux bombardements turcs contre l'EI - LeMonde.fr

- La Turquie bombarde des bases de l'État islamique - LeFigaro.fr

- Des positions de Daech bombardées par la Turquie - Le Huffington Post

Impossible de pousser le déni plus loin et plus longtemps.

- Des avions turcs bombardent des rebelles kurdes du PKK en Irak - AFP

Des avions turcs ont bombardé des positions militaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'Irak voisin vendredi soir, a annoncé un porte-parole du PKK.

"A environ 23H00 (20H00 GMT) ce soir (vendredi), des avions militaires turcs ont commencé à bombarder nos positions près de la frontière, avec l'accompagnement d'importants tirs d'artillerie", a déclaré à l'AFP ce porte-parole, Bakhtiar Dogan.

Les frappes ont visé les positions du PKK dans les montagnes du nord de la province de Dohuk, située dans la région autonome du Kurdistan en Irak, a ajouté ce porte-parole.

Le PKK, interdit en Turquie, dispose de plusieurs camps d'entraînement dans la province de Dohuk, qui est aussi frontalière des régions kurdes de Syrie.

Le porte-parole du PKK a ajouté que les avions turcs avaient survolé sans frapper les montagnes de Qandil, une zone au nord de la capitale du Kurdistan irakien Erbil, utilisée comme refuge par la direction politique du PKK.

Si elles se confirment, les frappes turques en Irak contre le PKK interviendraient le même jour que les premières opérations turques contre le groupe Etat islamique en Syrie.

Ces premiers raids aériens de la Turquie marquent un tournant dans la politique syrienne du régime islamo-conservateur turc, longtemps accusé par ses alliés de fermer les yeux, voire de soutenir les organisations radicales en guerre contre le régime de Damas. AFP 24.07

- La Turquie constitue le principal point de passage des recrues djihadistes vers la Syrie. 20minutes.fr 24.07

Si ce sont eux qui le disent maintenant, c'est que cela doit être vrai !

On soupçonne Erdogan de préparer un coup tordu contre la Syrie, cette opération n'est qu'une mise en scène qui le préfigure.

ACTUALITE EN TITRES

Toujours Charlie !

- Le Parlement tunisien adopte une nouvelle loi antiterroriste - LeMonde.fr

Le régime néonazi de Kiev tombe le masque.

Hollande, Valls et le PS ont fustigés les parlementaires français qui ont commis le crime horrible de se rendre en Crimée, en revanche ils n'ont pas condamné la décision du régime de Kiev d'interdire les partis dits communistes, les partis fascistes et néonazis demeurant autorisés.

Le PS depuis un siècle a toujours épousé le camp de la guerre et du fascisme au détriment du socialisme, il n'y a donc aucune raison qu'il déroge aujourd'hui à cette règle qui suffit pour caractériser sa véritable nature de parti de l'ordre.

Et dire qu'il y en a qui avaient rejoint ce parti et y sont restés parfois pendant plus de 30 ans en l'ignorant. Vous croyez pareille sornette ? Ou alors ils s'en foutaient, ce qui revient au même, assurément puisqu'ils l'assument indirectement en affirmant ne pas renier leur engagement passé au PS, mieux ou pire plutôt, ils en sont fiers !

- Haro sur les partis communistes en Ukraine - euronews.com

Le ministre ukrainien de la Justice a interdit ce vendredi l'activité de trois mouvements communistes dont le Parti communiste d'Ukraine, selon l'agence espagnole EFE. "C'est un moment véritablement historique", a déclaré le chef du Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien. euronews.com 24.07

- Gérard Depardieu, une menace pour la sécurité nationale en Ukraine? euronews.com

L'acteur français Gérard Depardieu, désormais citoyen russe, est sur une liste noire de 567 personnalités culturelles dont les oeuvres ne seront plus diffusées ou exposées en Ukraine.

Parce que Depardieu a fait des commentaires anti-ukrainien qui n'ont pas plu du tout à Kiev : Comme en août 2014, au festival de cinéma Baltic Pearl, à Riga en Lettonie : "J'aime la Russie et l'Ukraine, qui fait partie de la Russie", avait dit l'acteur, cinq mois après l'annexion de la Crimée. euronews.com 22.07

On se fout de Depardieu, ce qui nous interpelle, c'est cet oukase qui témoigne qu'on est bien en présence d'une féroce dictature ou d'un régime absolutiste que soutient Washington, Bruxelles et Paris.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La Tunisie va rouvrir son consulat en Syrie - french.irib.ir

Des sources médiatiques proches des responsables syriens ont annoncé qu'après des années de ruptures de relations avec la Syrie, la Tunisie envisage de rouvrir son consulat dans ce pays.

« Ibrahim al-Fawari est le candidat au poste de consulat tunisien à Damas », ont annoncé ces sources. D'ici quelques jours il se rendra accompagné de l'équipe diplomatique, à Damas », ont ajouté ces sources.

Les responsables des deux pays ne se sont pas encore prononcés sur cette nouvelle, ce alors que les relations des deux parties avaient été coupées dans la foulée du déclenchement de la crise en Syrie. french.irib.ir 24.07

1.2- Des chars turcs et des F-16 entrent en Syrie - french.irib.ir

Des tirs à la frontière syro-turque entre l'armée et des membres des groupes armés ont eu lieu, près de la ville frontalière de Kilis.

Un soldat turc a été tué, et un autre, blessé. L'armée turque a bombardé la région syrienne, d'où étaient partis les tirs. Selon des sources locales, quatre chars de l'armée turque ont avancé, dans le territoire syrien, et tiré sur des positions des groupes armés, dans la province d'Alep, dans le Nord du pays. Pour le moment, certaines sources disent que l'armée turque a bombardé les positions du groupe terroriste de Daech. french.irib.ir 23.07

2- Irak

- Irak: les daechistes s'entretuent - french.irib.ir

Les affrontements et les divergences au sein du groupe terroriste takfiri Daech, dans la ville de Mossoul, au nord-irakien ont fait 45 tués parmi les terroristes.

« La semaine dernière lors d'affrontements déclenchés, dans la ville d'Al-Baadj, en raison des divergences sur le partage des butins de guerre et des otages, 45 terroristes ont été tués », a-t-on appris du site d'information Emirats 24, citant les témoins oculaires.

Les divergences au sein de Daech ont, à maintes reprises, débouché sur la mort des dizaines d'entre eux.

Dans le même temps, Hakem al-Zalami, le Président de la commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien a fait part de la mort du principal fournisseur en argent des auteurs des actes terroristes et principal élément de leur transfert à Bagdad.

« Il a été tué par les forces du renseignement irakien dans la localité d'Al-Shaab, dans le Nord de Bagdad », a-t-il ajouté.

Les forces de sécurité ont démantelé la bande terroriste auteur des récentes explosions à Bagdad. french.irib.ir 24.07

ECONOMIE

1- Matières premières et surproduction

- Une production trop abondante pénalise les matières premières - lefigaro.fr

Au-delà de l'or, la chute du prix des matières premières est générale. L'indice Bloomberg, qui abrite plus de vingt produits, du zinc au pétrole en passant par l'or, le cuivre, le café et le sucre, affiche un plongeon de 27 % sur un an et il se retrouve à son plus bas niveau depuis treize ans.

Ces chutes sont particulièrement marquées pour les produits clés pour l'économie que sont le minerai de fer ou le cuivre. Le prix du fer est passé de 120 ou 130 dollars à 50 ou 60 dollars en un an et demi. Le cuivre a suivi une pente moins brutale mais tout aussi significative. Son prix a été divisé par deux, à 5300 dollars la tonne, depuis début 2011. À qui imputer cette dégringolade du prix des matières premières? À la baisse de la demande chinoise, pointent bon nombre d'experts, combinée à la nette hausse ces dernières années des capacités de production des matières premières. La chute de la Bourse de Shanghai depuis quelques semaines a fait souffler un véritable vent de panique sur les marchés des matières premières, particulièrement dépendants de la demande chinoise. Baisse de la demande en Chine

Le déclin du prix des matières premières remonte à 2013 selon Olivier Eugène, gérant matières premières chez Axa IM. «Entre 2002 et 2012, la demande, tirée par la Chine et les marchés émergents, a connu une forte croissance. En même temps, les capacités de production se sont étoffées. Depuis, le ralentissement de la croissance chinoise, confrontée à une offre abondante, a entraîné un surplus, en particulier sur le minerai de fer», explique Olivier Eugène. Pour le gérant d'Axa IM, l'univers des matières premières retrouve «une situation similaire à celle qui existait avant que la Chine se mette massivement en marche, avec des surplus de production dans le gaz, le pétrole, l'aluminium, etc.».

Le mouvement est accentué par la perspective de voir la banque centrale américaine (Fed) relever ses taux avant la fin de l'année, ce qui constituerait son premier mouvement haussier depuis neuf ans. Cette prévision alimente la hausse du dollar (0,91 euro jeudi) et on retrouve la corrélation classique entre billet vert fort et matières premières faibles, souligne Philippe Chalmin, professeur à l'université de Paris Dauphine et président de l'Institut Cyclope.

Le second semestre 2015 devrait être assez négatif pour les matières premières, juge l'économiste. Pour la fin de l'année 2015 et pour 2016, l'une des inconnues principales est la croissance chinoise. Mais celle-ci ne devrait pas poser de problème si elle ne descend pas au-dessous de 7 %, pronostique-t-il.

Inutile, en revanche, de s'attendre à un repli de la production. Les capacités sont là et certains grands acteurs sont décidés à utiliser leur capacité de produire à bas coût pour contrer la concurrence. C'est le cas, notamment, des géants du minerai de fer Rio Tinto ou BHP Billiton, qui aimeraient éliminer des producteurs de minerais basés en Afrique ou en Chine, souligne Philippe Chalmin. lefigaro.fr 24.07

2- Brésil

- Brésil : le real touche un plus bas en 12 ans, à 3,34 reals pour un dollar - AFP

Le real brésilien a clôturé vendredi à 3,34 pour un dollar, son niveau le plus bas depuis 12 ans, après la révision à la baisse cette semaine par le gouvernement des prévisions d'excédent budgétaire primaire pour cette année.

Le real atteint son niveau de mars 2003, quand il cotait 3,65 reals pour un billet vert.

"La réduction des objectifs budgétaires a eu un impact très négatif sur le marché. Il y a la crainte que les agences de notation abaissent la note du Brésil", a commenté Angelo Larozi, analyste chez Walpires.

"Ce scénario, ajouté à la situation politique, a exercé des pressions sur le real", a-t-il poursuivi.

Le gouvernement de la présidente de centre-gauche Dilma Rousseff affiche des records d'impopularité, alimentés par la crise économique et le scandale de corruption Petrobras, qui touche essentiellement les partis de la coalition au pouvoir.

Sur la semaine, le real s'est déprécié de 4,4%. Sur l'année, la dévalorisation a été de 20,3%. En 2014, la devise brésilienne avait perdu 13% de sa valeur face au dollar.

Mercredi, le gouvernement brésilien a réduit à 0,15%, au lieu de 1,1%, son objectif d'excédent budgétaire primaire pour 2015, face à l'aggravation de la crise et à la baisse des recettes fiscales. Certains analystes estiment que le pays, qui devrait être en

récession cette année, ne renouerait avec la croissance qu'en 2017.

Il va en outre soumettre au Parlement de nouvelles économies budgétaires à hauteur de 8,6 milliards de réais (2,66 mds USD) qui porteront le montant total des coupes à 79,4 mds de réais (24 mds USD) en 2015.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juillet 2015

CAUSERIE

On a un tas d'articles à ajouter, ce sera pour demain car j'ai des réparations à faire en urgence chez moi, on a essuyé une mini-tornade hier soir.

L'Europe "sous occupation militaire américaine" pour le compte du "capital financier".

- Coup d'état militaire US pour « Euro-débaclé » - Arrêt sur Info 22.07

Par Finian Cunningham (Né à Belfast, Irlande, en 1963, Finian Cunningham est un éminent journaliste, expert en affaires internationales.)

Extraits. L'analyste politique américain Randy Martin, qui écrit sur crookedbough.com estime que la classe dirigeante US avait prévu l'agitation qui se fait jour en Europe à propos de la Grèce.

« La crise grecque dure depuis cinq ans et même plus », dit Martin. « Vous pouvez parier que Washington a déjà dressé ses plans sur la manière d'administrer l'Europe, politiquement et financièrement, si la situation exige cette intervention. Et une telle situation devient de plus en plus visible, presque au jour le jour. »

Il dit encore : « N'oubliez pas que l'alliance militaire des 28 membres de l'OTAN n'est rien d'autre que le pouvoir militaire US externalisé sous diverses mascarades européennes. Les différentes formations de l'OTAN sur le territoire européen ne sont à l'évidence qu'une occupation militaire de l'Europe par les États-Unis. » Et il ajoute : « C'est exactement ce que les perspicaces représentants du gouvernement russe font remarquer depuis longtemps. »

Depuis l'éclatement de la crise en Ukraine, due au coup d'état qu'y ont fomenté les États-Unis en février 2014, les médias occidentaux retentissent des criaileries américaines à l'agression russe contre l'Europe. Mais, comme l'indique Martin, la fable d'une menace russe est si usée qu'on commence à en voir la trame. Il n'y a aucune preuve d'infiltration russe en Ukraine, aucune preuve d'agression russe envers l'Europe, et Moscou a toujours avec raison qualifié ces allégations de « fantaisistes ».

Ce qui amène à conjecturer que la militarisation américaine de l'Europe a un tout autre but : le muselage d'une Union Européenne soumise à de croissantes pressions intérieures causées par son effondrement économique.

Ce qu'on appelle « la crise de la dette grecque » n'est en réalité qu'un symptôme de l'effondrement systémique du capitalisme occidental. (...)

Mais ce scénario d'effondrement économique et de chaos social que nous voyons se dérouler en Grèce va plus que probablement se répéter dans d'autres pays de l'UE à cause de la nature systémique de la crise. Les créanciers institutionnels de l'UE que cornaque l'Allemagne veulent donner un avertissement au reste de l'Europe en mettant la Grèce aux fers.

Cependant, l'austérité poussée à l'extrême ne peut que conduire à la révolte sociale, pas seulement en Grèce, mais dans toute l'Europe. (...)

Ce à quoi nous assistons en ce moment en Europe, c'est à l'émergence d'un « gouvernement » autocratique centralisé, soumis aux diktats de la finance capitaliste, dont le rôle est d'imposer l'austérité aux populations sans avoir obtenu d'elles aucun mandat démocratique. Le centre administratif technocratique de cette oligarchie banquière en Europe est Berlin, à son tour assujéti à l'administration technocratique de Washington, elle-même contrôlée par Wall Street. Ce que nous avons connu jusqu'à présent sous l'appellation de gouvernements nationaux souverains ne sera plus désormais qu'un ramas de fonctionnaires au service de l'« élite » banquière mondiale.

Or, le contrôle d'un gouvernement par des intérêts privés exemptés de toute responsabilité démocratique est la définition même du fascisme. Comme le fait remarquer l'analyste Randy Martin « Ce qui est en train de se mettre en place en Europe et plus encore aux États-Unis est l'assujettissement complet des gouvernements au capital financier. Loin de tout jargon creux, il n'est pas exagéré de dire que nous sommes, en Occident, en train de succomber au fascisme financier.

L'administration technocratique de l'Europe sous la férule des banquiers ne peut qu'engendrer toujours plus de protestations populaires et de troubles civils. Quand les politiciens US parlent de « débâcle » et leurs généraux de « protéger l'Europe », ce qu'ils disent en réalité, c'est qu'ils veulent « protéger l'Europe de ses propres peuples en colère ». La Russie n'est que l'épouvantail qu'on agite pour justifier l'occupation militaire américaine de l'Europe et les diktats du capital relayés par Berlin.

L'ironie de tout cela, c'est que 70 ans après la défaite du fascisme en Europe, l'Europe, ayant accompli un tour complet, se retrouve en présence du même phénomène. Sauf que, cette fois, les totalitaires nazis sont américains. Arrêt sur Info 22.07

Il est impossible de combattre efficacement un ennemi tant qu'il n'a pas été identifié ou démasqué. Donc la première chose qui devrait être faite à partir des faits et non des programmes des uns et des autres qui font figure d'intentions, devrait consister à mettre en lumière la véritable nature sociale des différents partis politiques pour savoir lesquels représentent les intérêts du capital et ceux qui incarnent ceux du travail, afin que les travailleurs ne manifestent aucune illusion dans les partis du capital, subordonnés ou vendus au capital, et se situent sur leur propre terrain de classe au lieu d'atterrir sur celui de leur ennemi de classe.

Tout devrait être entrepris pour éviter toute confusion dans la tête des travailleurs entre ses véritables amis ou les partis sur lesquels ils peuvent compter et ses ennemis déclarés ou avançant masqués.

Certes les "totalitaires nazis américains", mais ils ont pour complices tous les gouvernements de l'UE dont certains sont étiquetés à droite (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Portugal, etc.) et d'autres catalogués à gauche (France, Italie, Grèce.) ce qui suffit amplement à prouver qu'ils sont tous de droite ou même d'extrême droite pour soutenir le régime néonazi de Kiev ou la politique ultra réactionnaire des néolibéraux.

Dès lors tous les partis qui participent à ces gouvernements, tous les partis qui n'y participent pas mais soutiennent ces gouvernements, tous les partis qui refusent d'affronter ces gouvernements, qui rêvent d'en faire partie ou qui regrettent de ne pas en faire partie (la palette des opportunistes est large et ne manque pas d'imagination !), qui refusent de rompre avec les partis qui y participent et qui trouvent leur prolongement dans les appareils corrompus des syndicats, tous les partis qui d'une manière ou d'une autre participent aux institutions et légitiment de la sorte ces gouvernements, ne méritent pas la confiance des travailleurs ou doivent être résolument rejetés par eux, pour avoir résolument décidé de mettre en oeuvre une politique tournée contre leurs intérêts, de sciemment les tromper par des discours démagogiques ou refuser de mettre en oeuvre tous les moyens à leur disposition pour mobiliser dans l'unité le prolétariat sur une ligne politique dirigée contre l'Etat ou les institutions du capital, à commencer par les institutions nationales dans chaque pays.

A l'arrivée il ne reste plus grand monde ou plus personne malheureusement, la responsabilité en revient totalement aux intéressés qui n'ont eu de cesse dans le passé de prétendre que des partis de droite était de gauche pour finalement justifier leur collaboration de classes qu'ils étaient incapables d'assumer. Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis ? Certains vous diront qu'ils combattent quotidiennement au côté des travailleurs... Certes, mais sur quelle ligne politique interviennent-ils ? Sur celle du réformisme qui subordonne les travailleurs au capital, leur intervention dans la lutte des classes a un relent corporatiste pour refuser de la lier à la question du pouvoir ou de l'Etat qu'ils ménagent de la sorte.

Chacun aura pu observer qu'aucun parti ne menait réellement un combat politique, tout mot d'ordre, toute propagande ou agitation contre le régime en place qui permettrait de rallier les travailleurs les plus déterminés ou conscients étant systématiquement écartés, ne fait l'objet d'aucune campagne nationale, leur objectif affiché étant de faire "reculer" le gouvernement en dehors de toute perspective politique rompant avec le capitalisme et ses institutions, prétextant hypocritement qu'il ne serait pas à l'ordre du jour dans le contexte actuel, alors qu'il cristallise ou concentre toutes les contradictions du régime, tout en proposant une issue à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs ou de résoudre la question du pouvoir qui se trouve posée à travers leur mobilisation pour défendre leurs acquis sociaux.

Au lieu d'aider à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, au lieu de les aider à se situer sur un terrain politique au-delà du capitalisme qui coïnciderait avec leur indépendance de classe, qu'ils prétendent incarner ou défendre notez bien, ils se contentent d'agir en bon gestionnaire du capitalisme avec lequel les revendications sociales qu'ils défendent sont compatibles, ce qui se traduit par leur refus de rompre avec les appareils pourris des syndicats, dont la politique consiste à contenir les revendications des masses exploitées tout en empêchant la centralisation des multiples conflits sociaux qui éclatent afin d'éviter tout affrontement direct entre les classes.

De nombreux militants en sont arrivés à se demander s'ils avaient bien encore à faire à des partis politiques ou s'il s'agissait de simples auxiliaires des syndicats, puisque leur activité se concentre exclusivement sur ce plan-là. J'ai cru comprendre que cette question agitait tous les partis dits ouvriers en crise, sans qu'elle ne soit jamais ouvertement ou publiquement évoquée ou débattue dans leur littérature, leurs dirigeants considérant que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier n'ont pas à se mêler

de leurs affaires internes comme si finalement cela ne les concernait pas, gérant leur parti à la manière de patrons d'une entreprise privée, ce qui a de quoi décourager les militants les plus résolus à rejoindre de tels partis. C'est peut-être fait pour puisqu'ils ne supportent pas la moindre contestation dans leurs rangs.

Entre nous, nos ennemis doivent bien se marrer en observant le pitoyable spectacle que nous offrent le POI, le NPA et LO. Réformer ces partis s'avèrera aussi impossible que le PS ou le PCF autrefois, il n'y a aucune illusion à avoir en la matière.

Il faut donc construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik incluant le droit de tendance et le centralisme démocratique, qui ne peuvent être réellement appliqués ou respectés qu'à partir du moment où la majorité des militants partagent sincèrement la même stratégie et les mêmes objectifs politiques, les mêmes moyens pour les atteindre, dans le cas contraire toute tentative de ce genre serait vouée à l'échec.

Chaque tendance doit être représentée dans les instances du parti en fonction du nombre de militants qu'elle regroupe, et la direction doit mettre à leur disposition les moyens leur permettant de diffuser leurs idées ou programmes dans les publications du parti, y compris celles destinées aux travailleurs, afin que tous les militants puissent en prendre connaissance et en discuter librement.

C'est seulement si cette condition est remplie que le centralisme démocratique pourra s'appliquer ou que l'ensemble des militants l'adopteront et le respecteront, y compris ou en premier lieu leurs dirigeants qui n'auront dès lors pas crainte de se retrouver en minorité, comme ce fut le cas si souvent pour Lénine dans le parti bolchevik.

Il faut bien comprendre que les désaccords qui peuvent exister entre militants au point de donner naissance à différentes tendances ne doivent porter que sur les modalités permettant d'avancer vers les objectifs politiques que tous les militants partagent ou ont adoptés en rejoignant le parti, et qu'en aucun cas elles devraient exprimer des désaccords sur ces objectifs et les moyens de les atteindre, ces objectifs et ces moyens exprimant la nature du parti, les contester reviendrait à se mettre hors parti ou à rompre avec lui. Ces désaccords peuvent porter sur le choix de la tactique à adopter ou les tâches du parti.

On admettra que certains militants les contestent et refusent de les adopter, auquel cas avec leur consentement il leur sera dévolu de participer à d'autres activités du parti, le parti n'intervenant pas sur un axe unique pour mener son combat sur tous les fronts contre le régime et ses représentants, politique, idéologique, psychologique, chacun trouvant ainsi sa place dans le parti et combattant malgré tout dans la même direction, au lieu de se séparer sans cesse au moindre désaccord de militants honnêtes, sincères et acquis (en principe ou théoriquement) au socialisme, ce qui a abouti aux partis passoires que nous avons toujours connus et qui constituent les modèles à ne pas imiter.

Cela implique d'admettre que tous les militants, cadres ou dirigeants n'ont pas connu les mêmes expériences au cours de leur existence ou proviennent d'horizons différents, et donc portent un regard différent sur la société, l'interprètent pas forcément exactement de la même manière ainsi que les enseignements de la lutte de classes du passé.

Quant à l'organisation des masses laborieuses, il faut prévoir à côté du parti un cadre souple dans lesquelles il serait possible de les associer à notre combat sans exiger qu'ils adhèrent au socialisme à cette étape puisqu'ils en sont encore incapables. Une structure qui ressemblerait au POI en plus démocratique, où chaque courant ou tendance qui s'y exprimerait pourrait en assurer la direction, là encore, ce qui impliquerait que les uns et les autres recourraient à des moyens loyaux pour convaincre les militants ou les participants à cet organisme et non de basses manoeuvres d'appareil qui sont à bannir définitivement. Cette structure politique serait entièrement autonome du parti, et ceux qui craindraient d'en perdre le contrôle devraient juste se demander pourquoi ils devraient en arriver à manifester une telle crainte, qui n'aurait aucune raison d'exister dès lors qu'ils auraient eu le comportement approprié pour ne pas en arriver à cette extrémité là.

Le principal problème auquel nous faisons face depuis 70 ans avec tous les partis ouvriers existant, c'est que leurs dirigeants n'ont jamais été capables de se remettre en cause pour s'être toujours comportés en prophètes à la parole divine, parfaits, infaillibles, détenant la vérité tout en prétendant le contraire évidemment, n'admettant jamais leurs faiblesses, leurs lacunes, leurs erreurs et ne les corrigeant pas davantage cela va de soi, donnant l'illusion d'être des démocrates discutant (en apparence seulement) d'égalité à égalité avec chaque militant, alors qu'en réalité ils n'ont jamais tenu compte des critiques qui leur étaient adressées dont certaines étaient justifiées et d'autres non, pour finalement demeurer inamovibles malgré leurs échecs répétitifs, situation qui deviendra intenable à la longue ou nourrira des ressentiments à leur égard, pour finir par éclater en crise ouverte un jour ou l'autre et perdre à nouveau des centaines ou des milliers de militants qui s'étaient investis sincèrement dans leur parti et ainsi de suite.

N'agissent de la sorte que des dirigeants qui n'ont pas les qualités ou les capacités requises pour diriger un parti, qui utilisent n'importe quel moyen y compris sournois, déloyaux et malhonnêtes ou pire encore pour conserver leur statut ou place, alors que leur force de dissuasion devrait être exclusivement d'ordre logique ou dialectique pour convaincre les militants de partager leur point de vue.

Quand je m'adresse aux lecteurs, j'essaie de m'exprimer le plus clairement ou le plus simplement possible, j'argumente au maximum mes positions ou idées pour les partager avec le plus grand nombre, j'y reviens parfois à plusieurs reprises sous des

angles différents à partir de l'actualité sociale ou politique qui nourrit ma réflexion, et cela pendant des semaines ou des mois sans jamais prétendre avoir épuisé définitivement un sujet ou une question, rectifiant parfois ma propre interprétation de la situation, reconnaissant mes erreurs et les corrigeant publiquement. J'explique comment j'ai procédé, d'où m'est venue une idée, comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion, je déroule devant les lecteurs le processus dialectique de ma réflexion qui peut évidemment comporter des erreurs ou des lacunes, de telle sorte qu'ils puissent en profiter également parce que personne n'est parfait ou infaillible, l'essentiel étant de demeurer tendu vers notre objectif ou de ne pas s'en écarter, encore moins d'en changer.

Les lecteurs comprennent inconsciemment ou spontanément que nous ne sommes pas animés de mauvaises intentions ou que nous n'avons rien à leur cacher, que nous oeuvrons sincèrement et loyalement pour notre commune et que je n'ai aucun intérêt personnel dans cette histoire, partant du principe qu'ils sont assez intelligents ou honnêtes pour s'en apercevoir même si je sais pertinemment que ce n'est pas toujours le cas, peu importe l'essentiel étant de montrer l'exemple quitte à se faire taper dessus, ce qui a peu d'importance dès lors qu'en amont on a fait le travail qu'on devait faire, on n'a rien à craindre, on ne craint pas la confrontation des idées ou les critiques, la polémique, au contraire, on encourage les uns et les autres à les exprimer car on peut en tirer un précieux enseignement lorsqu'elles sont formulées à bon escient. Cela nous force à progresser, à nous remettre en cause, à réfléchir encore et encore, à nous poser de nouvelles questions parfois en repartant de zéro, mes lecteurs ne m'écrivant pas, je suis obligé d'imaginer leurs objections, j'essaie de ne rien laisser au hasard, ce qui n'est pas toujours facile en étant totalement isolé, situation qui m'est imposée et avec laquelle je dois faire au mieux.

Et au lieu de penser à la place de nos lecteurs, on les invite plutôt à penser par eux-mêmes, c'est la raison pour laquelle on est si expansif et non pour tenter de les convaincre de quoi que ce soit à leur insu, chacun disposant du même matériel et de la même méthode pour réfléchir demeure libre d'adopter telle ou telle idée ou position, qui une fois acquise aura une plus grande valeur que d'adhérer à une idée sans en comprendre les tenants et les aboutissants ou de répéter les discours de dirigeants.

On a écrit à plusieurs reprises dans le passé qu'on ne voulait pas que les militants partagent nos positions sans les avoir compris ou sans être capables de reproduire le raisonnement, la démonstration ou l'analyse qui nous a permis d'arriver à telle ou telle conclusion, que nous ne voulions surtout pas qu'ils nous accordent aveuglément leur confiance sous prétexte qu'on paraissait honnête et sincère car cela ne suffit pas pour produire une analyse correcte ou ne pas commettre d'erreurs, nous partons du principe que si nous sommes parvenus à comprendre un certain nombre de choses et à progresser, n'importe quel travailleur ou militant en est capable pourvu qu'il dispose des moyens pour y parvenir, notre travail consistant uniquement à l'aider à avancer dans cette voie sans rien lui imposer. Comment pourrions-nous avoir confiance dans la classe et nous comporter autrement ?

Contrairement aux donneurs de leçons, nous partageons nos expériences pour que l'on puisse progresser ensemble, ce qui apparemment n'est pas très bien compris par nos lecteurs, qui estiment sans doute que cela ne vaut pas la peine d'entrer en contact avec moi parce que je n'aurais rien d'autres à leur proposer, ce en quoi ils ont raison et tort à la fois, dans la mesure où nous aurions peut-être pu collaborer ensemble pour construire quelque chose ou avoir une influence sur certains partis en attendant des jours meilleurs, faire en sorte que La voix de l'Opposition de gauche prenne la forme d'un véritable courant politique du mouvement ouvrier au lieu de demeurer le champ d'expression d'un seul militant, même si je sais qu'un certain nombre de militants partagent l'essentiel de mes idées. Vous m'épargnez du travail supplémentaire, mais je ne m'en réjouis pas, on n'aura pas tout essayé, tant pis.

[Dossier grec](#)

Tsipras et Syriza ont ramené la troïka en Grèce et la légitiment.

Si la troïka est légitime, c'est que le gouvernement grec ne l'est pas.

- Grèce: les représentants des créanciers à Athènes la semaine prochaine - AFP

Les équipes techniques des créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI) doivent commencer à arriver à Athènes ce week-end mais les chefs de mission n'arriveront que d'ici à jeudi, a déclaré samedi soir une source du ministère grec des Finances.

Il y a plus d'un an que les responsables de l'UE, de la BCE et du FMI - la "troïka" souvent honnie par les Grecs - n'étaient pas allés en Grèce.

La gauche radicale du chef du gouvernement Alexis Tsipras, au pouvoir depuis fin janvier, avait au départ promis de mettre fin à la rigueur et de ne plus laisser les représentants des institutions revenir en Grèce. Il a cependant été contraint de faire marche arrière après l'accord du 13 juillet pour s'assurer d'un nouveau prêt et éviter le risque d'une sortie de la zone euro. AFP 25.07

- La Grèce prête à rouvrir sa Bourse après un mois de fermeture - Reuters

Un porte-parole de la Bourse d'Athènes a annoncé vendredi qu'une proposition de rouvrir le marché avait été présentée à la

Banque centrale européenne (BCE) pour son avis avant une décision du ministre grec des Finances.

Un accord rapide du gouvernement grec pourrait permettre à la Bourse de rouvrir dès lundi même si une source directement informée de la situation précise qu'aucune date n'a été fixée.

"Nous ne savons pas encore si elle va rouvrir lundi", a-t-elle dit. "Nous le saurons (...) dans les heures à venir."

La Bourse d'Athènes est fermée depuis le 29 juin. Reuters 25.07

Comme quoi on peut très bien se passer de la Bourse, la fermer définitivement.

- L'incroyable "plan B" de Varoufakis - latribune.fr

L'ancien ministre grec des Finances aurait envisagé de pirater ses propres serveurs afin de créer un système bancaire parallèle, selon le quotidien grec Ekathimerini. Il aurait même eu un feu vert de principe d'Alexis Tsipras avant l'élection de Syriza.

Varoufakis aurait eu un plan B pour le moins explosif. Il aurait en effet impliqué de pirater la plateforme de l'administration fiscale grecque dans le but de créer un système bancaire parallèle en cas de faillite. Ce plan figure dans la retranscription d'une conversation attribuée à Yanis Varoufakis, l'ex-ministre des Finances en Grèce et Norman Lamont, qui fut également en charge des Finances mais au Royaume-Uni, publiée ce dimanche par le quotidien Ekathimerini. Des responsables de hedge funds auraient également assisté à cette téléconférence qui aurait eu lieu le 16 juillet, soit une semaine après la démission de Yanis Varoufakis.

Feu vert de Tsipras

Selon ces propos rapportés, l'ancien ministre qui a démissionné après le référendum de juillet aurait notamment déclaré:

"Le Premier ministre, avant qu'il deviennent Premier ministre, avant que nous (Syriza) ne gagnions l'élection en janvier, m'avait donné le feu vert pour imaginer un plan B."

Ce plan aurait consisté à créer un système permettant de transférer des fonds directement des contribuables aux organisations ou entreprises créancières de l'Etat en cas de tarissement des fonds voire de fermeture des banques. Il est notamment écrit dans cet article:

"Prenons par exemple le cas où l'Etat devrait un million d'euros à un laboratoire pharmaceutique pour l'achat de médicaments (...) Nous pourrions immédiatement créer un transfert numérique vers le compte de la compagnie grâce à son numéro fiscal et nous lui donnions un code pour l'utiliser comme un mécanisme de paiement parallèle pour n'importe quel versement (...) vers n'importe quel autre fichier fiscal à qui elle devrait de l'argent ou bien pour régler ses propres impôts à l'Etat. Cela aurait créé un système bancaire parallèle au moment où les banques étaient fermées à cause de l'action agressive de la Banque centrale européenne visant à nous étrangler."

Nouvelles drachmes

Ce système initialement libellé en euro aurait même pu être rapidement transformé afin d'utiliser les nouvelles "drachmes" en cas de "Grexit" effectif. Seulement, une fois aux commandes, l'ex-ministre aurait constaté que la direction générale des impôts étant régie de fait par un représentant de la Troïka (BCE, Commission européenne et FMI), il n'était pas possible de tester ce plan sans éveiller les soupçons. Yanis Varoufakis aurait alors envisagé de pirater son propre système fiscal. Il aurait consulté secrètement un ami expert en informatique et professeur à l'université américaine de Columbia à ce sujet.

"Vous ne devez pas répéter cela, c'est totalement entre nous", aurait demandé l'ancien ministre grec à ses interlocuteurs selon les documents de Ekatherimini. Si l'information venait à fuiter, "je nierais l'avoir dit", est-il encore attribué à l'ancien ministre. Explications attendues outre-Manche

Un responsable du quotidien britannique The Telegraph indique ce dimanche avoir contacté le principal intéressé. Il écrit sur Twitter:

"Je viens de discuter avec Varoufakis de ces allégations. Kathim [le quotidien grec] ne lui a jamais parlé. Il s'expliquera dans le Telegraph"

Just spoke to Varoufakis about these claims. Very odd situation. Kathim never spoke to him. Will explain in Telegraph <http://t.co/9J0sd5VTps>

— A Evans-Pritchard (@AmbroseEP) 26 Juillet 2015

Un deuxième plan?

De son côté, le site du quotidien grec signale que le parti d'opposition Nouvelle Démocratie organisera lundi une réunion extraordinaire pour évoquer ces révélations. l'agence Reuters ajoute que le centriste To Potami et les socialistes du Pasok feront de même.

Le sujet semble pris d'autant plus au sérieux dans la classe politique grecque qu'un autre programme de secours aurait été préparé, cette fois par l'ancien ministre de l'Energie, Panagiotis Lafazanis. Dans une interview à l'édition dominicale de RealNews Daily, ce dernier déclare avoir proposé de réquisitionner les fonds de la Banque centrale grecque en cas de Grexit. Il a toutefois nié une affirmation du Financial Times selon laquelle il envisageait même d'arrêter le gouverneur de cette institution, Yannis Stournaras, en cas de résistance de sa part. 1000 personnes pour un plan?

Malgré ce plan surprenant, c'est un tout autre scénario qui s'est finalement produit, avec une fermeture des banques suivie d'un référendum et finalement d'une capitulation de la part du Premier ministre Alexis Tsipras. Des envoyés de la Troïka, de retour après des mois d'absence, doivent d'ailleurs démarrer leurs travaux à Athènes à partir de mardi 28 juillet.

Pourquoi ce plan B - s'il a réellement existé - n'a-t-il pas été mené à son terme? Dans cet entretien retranscrit, Yanis Varoufakis, clame qu'il comptait sur une équipe composée d'un millier de personnes afin de le faire aboutir. Faute d'accord de la part du chef du gouvernement, il n'aurait pu réunir ces effectifs. latribune.fr 26.07

Cet article pourrait confirmer ce que nous avons gardé sous le coude en attendant d'en savoir davantage.

- Crise grecque : Alexis Tsipras aurait sollicité Vladimir Poutine pour fabriquer des drachmes - [Francetv info](#)

Le Premier ministre grec voulait introduire une nouvelle drachme et financer l'impression de cette nouvelle monnaie avec l'aide de la Russie, affirme le journal grec To Vima, un média de référence politiquement plutôt à droite, cité par le quotidien suisse Le Temps, jeudi 23 juillet.

Athènes a demandé un prêt de 10 milliards de dollars à la Russie pour imprimer les nouvelles drachmes, confirme le site d'information Greek Reporter (en anglais). "En somme, le gouvernement Tsipras aurait demandé à la Russie de financer un 'Grexit'", estime de son côté le blog ZeroHedge (en anglais), spécialisé dans la finance à Wall Street. Pour qu'un pays puisse imprimer sa propre monnaie, il a besoin de réserves dans une monnaie forte.

L'idée d'introduire une nouvelle drachme "a été examinée par des technocrates et des employés du ministère grec des Finances qui auraient étudié le modèle de scission de la Tchécoslovaquie en 1993 et l'introduction de la couronne slovaque", selon Greek Reporter.

Mais Vladimir Poutine a refusé d'accorder ce prêt. La réponse du président russe, formulée la nuit même du référendum grec du 5 juillet, n'aurait comporté qu'une avance de cinq milliards de dollars, liée à l'accord signé entre les deux pays sur le transit du pipeline South Stream à travers la Grèce, ajoute Le Temps. "La nouvelle a suscité suffisamment d'émoi en Grèce pour que 17 parlementaires issus des rangs de la droite conservatrice (Nouvelle Démocratie) adressent une lettre à Alexis Tsipras afin de savoir si ces allégations étaient correctes", ajoute le quotidien suisse. [Francetv info](#) 24.07

Imposture. N'est pas démagogue qui veut assurément.

- Jacques Sapir «François Hollande, contradictions et démagogie» - [Arrêt sur Info](#)

Jacques Sapir : "Si l'on voulait réellement démocratiser la zone euro cela peut se faire..."

Sans rire, ce sapien sapien se prononce à la fois pour la sortie de l'euro... et pour la "*démocratiser* ! Ne cherchez pas l'erreur il n'y en a pas, les masques de l'opportunisme tombent les uns après les autres voilà tout.

- Détournement de fonds : poursuite pénale contre des membres de l'ancienne administration du TAIPED
- [okeanews.fr](#)

Une poursuite pénale contre les membres du conseil des experts du fonds de privatisation (TAIPED) a été engagée pour détournement de fonds et malversation avec une perte qui s'élève à 580 millions d'euros.

Une poursuite pénale a été engagée à la suite d'une instruction préliminaire ordonnée par la Procureure contre la Corruption, Mme Eleni Raïkou, suite à une plainte qui avait été déposée par des avocats du Pirée soulevant la question de savoir dans quelle mesure l'exploitation, par le TAIPED (NdT : Fonds pour l'exploitation du patrimoine public de l'État grec), de 28 immeubles appartenant à l'État grec avait été à l'avantage de celui-ci [voir ici pour les détails de l'affaire].

La transaction litigieuse a été achevée en mai 2014, sur proposition unanime du conseil des experts et sur décision du conseil d'administration du TAIPED.

Deux contrats de vente ont été établis assortis de 28 contrats de re-location pour une durée de 20 ans, pour le compte de l'État grec, les autres parties étant l'État grec et deux attributaires (Eurobank Properties, ATHNKI Pangaia). Le prix total s'élevait à 261 millions d'euros tandis que l'État s'engageait de verser, tous les ans, des loyers qui, pour la première année, s'élevaient à 25,5 millions d'euros.

Selon les conclusions du Parquet, qui comptent 200 pages, bien qu'ils auraient pu proposer des modifications des termes de la transaction, de manière à ce que l'exploitation du patrimoine soit à l'avantage de l'État, les membres du conseil des experts ont rendu un avis unanime au conseil d'administration disant que la procédure suivie était avantageuse, alors qu'il a été prouvé qu'elle ne l'était pas et qu'elle menaçait de causer à l'État une perte s'élevant à 580 millions d'euros au moins.

Dans les conclusions, il est fait état de sous-estimation de la valeur raisonnable des immeubles. L'État a donc encaissé un prix inférieur. En outre, il semblerait qu'il n'y a pas eu d'estimation correcte de la plus-value future des immeubles, en raison de la modification de l'utilisation des terres.

À l'issue de l'instruction, une poursuite pénale a été engagée pour :

a) malversation, combinée à la loi 1608/50 relative aux prévaricateurs, avec perte qui s'élève à 580 millions d'euros, contre les membres du conseil des experts du TAIPED ;

b) détournement de fonds (combiné à la loi 1608/50) contre trois membres du conseil d'administration du TAIPED.

Les membres du TAIPED ne peuvent pas être poursuivis pour malversation. En effet, selon les statuts du TAIPED, lorsque les actes ou les omissions des membres du TAIPED sont approuvés par le conseil scientifique et ont été évalués par la Cour des Comptes, ils ne portent aucune responsabilité pénale ou civile.

Néanmoins, ils sont poursuivis pour abus criminel de biens sociaux.

S'agissant de cet acte, il a résulté de l'instruction que, bien que les membres du TAIPED étaient tenus de créditer la somme perçue dans le cadre de cette vente dans un délai de dix jours, sur le compte spécial du Trésor, (la somme étant majorée des intérêts correspondants), celle-ci n'a pas été versée dans les délais et ne fut majorée des intérêts qui s'élevaient à 100.000 euros.

L'instruction se poursuit. okeanews.fr 22.07

- Un "Armateur grec bien connu" accusé d'être à la tête d'un racket criminel - okeanews.fr

Un procureur d'Athènes accuse un armateur bien connu et l'un de ses associés d'être à la tête d'un racket qui a impliqué chantage et extorsion d'autres entrepreneurs.

L'homme est bien connu en Grèce. En fait, il est devenu largement connu quand il a investi dans plusieurs médias il y a près d'une décennie. Avant cela, pratiquement aucun Grec ne connaissait le jeune armateur - en dehors de ses collègues armateurs, bien sûr.

Il y a deux ans, l'homme a passé 8 mois de prison pour un présumé cas de détournement de fonds. Il a été libéré en attendant son procès. L'armateur est maintenant à nouveau visé par les autorités judiciaires. Mardi, un procureur d'Athènes a porté une série d'accusations graves contre lui et l'un de ses proches collaborateurs.

Après une longue enquête menée par quatre procureurs, les autorités accusent maintenant l'"armateur bien connu" d'être à la tête d'un racket criminel. Les charges comprennent le chantage, l'extorsion, des menaces, des écoutes téléphoniques illégales, des passages à tabac et même une tentative d'homicide commis par l'associé de l'armateur.

Selon le rapport du procureur, les victimes se plaignaient de comportement violent du gang. Parmi eux se trouvait un avocat qui aurait été "brutalement" battu et des hommes d'affaires bien connus qui ont subi le comportement criminel de l'organisation et ont été exposés à de l'extorsion, à des menaces et à des dommages corporels.

L'homme d'affaires et son associé, identifié comme VR et AP dans le rapport, font face à des accusations d'être à la tête d'une organisation criminelle et d'avoir agi comme des complices moraux d'une série de crimes commis par les employés. Ces derniers font face à des accusations de tentative d'homicide pour avoir causé des lésions corporelles graves et de détention d'armes.

Les conclusions du procureur affirment également que la "task force" de l'organisation qui a commis des crimes de toutes sortes, a été créée par d'anciens policiers et "hommes de main" de nationalité étrangère.

Alors que les premières fuites sur l'affaire ne nommaient pas cet "armateur bien connu" et son associé, plus tard, les initiales ont été données à la presse. Certains sites comme The Toc et Zougla ont rendu les noms public immédiatement.

Ce mercredi, l'avocat de l'"armateur bien connu" a déclaré aux médias que son client Victor Restis n'a rien à voir avec l'affaire. Selon l'avocat, le rapport du procureur a été divulgué à la presse avant que son client et ses avocats n'aient été informés. "Le procès va confirmer que mon client n'a rien à voir avec les accusations," a dit l'avocat dans une déclaration. okeanews.fr 22.07

- Grèce : multiples pertes pour l'État suite à la vente de 28 biens immobiliers - okeanews.fr

La vente de 28 biens immobiliers de l'État par le biais du TAIPED par les gouvernements précédents s'avère particulièrement préjudiciable pour l'État et très avantageuse pour les sociétés – filiales de banques qui les ont achetés. Bien que toutes les procédures semblent légales, l'affaire est entre les mains de la Procureure de la Corruption. Rien que le fait que, selon la loi, les sociétés n'ont pas eu à verser un seul euro au titre d'impôt pour la mutation des 28 biens immobiliers, montre bien que les transactions réalisées dans le cadre des mémorandums sont très loin de respecter la notion de protection de l'intérêt public.

L'affaire en bref

En septembre 2011, par arrêté ministériel, le gouvernement Papandréou (avec Evangelos Venizélos comme ministre des finances) a transféré au TAIPED 28 propriétés appartenant à l'État en vue de leur exploitation pour assurer des recettes destinées au remboursement de la dette (loi 3985/2011). Il s'agit de bâtiments et d'installations qui appartenaient, entre autres, aux ministères de la réforme de la fonction publique, de la santé, de l'éducation, de la culture, au Trésor et au Secrétariat général des systèmes informatiques, à la Direction générale de la Police d'Athènes et à l'Agence statistique nationale.

Afin de vendre ces immeubles mais d'éviter le déménagement de tous ces services, on a opté pour la méthode de la vente et de la relocation (sale and lease back), c'est-à-dire, la vente à un particulier et la location des mêmes bâtiments par l'État. Les 28 immeubles ont été répartis entre deux portefeuilles de 14 unités chacun (A et B) et, puis, il y a eu appel à manifestation d'intérêt.

La procédure fut achevée le 18 octobre 2013 (gouvernement Samaras - Vénizélos). Le conseil d'administration du TAIPED avait atteint un accord avec Ethniki Pangaia, à l'époque filiale de la Banque nationale (à présent elle est rachetée par une société néerlandaise). Concernant le portefeuille B, l'accord était conclu avec la filiale d'Eurobank, Eurobank Properties.

Conseillers du TAIPED et acquéreurs : même chose

Dans la réalité des mémorandums de la domination de la politique néolibérale où la concurrence est érigée en panacée, les filiales de la Banque nationale et d'Eurobank ont été retenues pour les portefeuilles de 14 immeubles chacun, alors que des « sociétés - sœurs » étaient les conseillers du TAIPED à toutes les étapes de la procédure : il s'agit de NBG Securities SA et Eurobank Equities Investment Firm, respectivement. Ceux qui étaient rémunérés pour fournir des conseils étaient également ceux qui, en fin de compte, ont profité de ce marché.

Les termes déficitaires des contrats

Les deux contrats ont été conclus selon les mêmes termes et toujours selon la législation adoptée à cet effet. Le prix qu'Ethniki Pangaia a été appelée à payer s'élevait à 115,5 millions d'euros pour le paquet A, et, respectivement, pour le paquet B d'Eurobank Properties, à 145.810.000 d'euros. Les contrats prévoient que les bâtiments seront à nouveau loués à l'Etat qui versera, pour 20 ans, des loyers s'élevant à 1/10, approximativement, de la valeur des biens (c'est-à-dire, au total, environ 11,5 millions pour le paquet A et 14,5 millions pour le paquet B). En d'autres termes, si les termes sont mis en œuvre, les filiales des banques auront amortis l'acquisition en 10 ans et, en 20 ans, auront doublé leur mise. À nos frais, de toute évidence.

Les contrats prévoient également que les sociétés filiales des banques (dorénavant propriétaires) ne peuvent pas, dans ce délai de 20 ans, résilier les contrats pour des raisons qui ne sont pas prévues aux contrats. Et que, se passe-t-il une fois les 20 ans passés ? L'État peut les racheter au prix marchand courant. Ainsi, non seulement il aura payé près de 600 millions d'euros ans ces vingt ans, après avoir reçu moins de la moitié de cette somme, mais, en plus, il sera appelé à payer une seconde fois et, à des prix marchands, le rachat de bâtiments dont il était jadis le propriétaire. Combien plus préjudiciable cette transaction pouvait-

elle être pour l'État ?

Ils ne paient pas un centime au titre d'impôt de mutation et d'impôt sur les loyers perçus

En fait, le préjudice pour le Trésor ne s'arrête pas là. Les deux Loueurs ont bénéficié d'une disposition supplémentaire. Comme l'explique l'avocat du Pirée qui a porté plainte, Me Yannis Kardaras, les transactions ont eu lieu selon la loi 2778/1999 qui prévoit que le rachat est exempté de tout impôt, taxe ou droit. S'agissant de 28 immeubles, il est clair que les pertes de recettes pour le Trésor sont particulièrement substantielles.

Une disposition qui « lie » les mains de l'État

Les contrats comportent une clause qui, en réalité, « lie les mains » de tout gouvernement futur qui tenterait d'amender les termes des accords. Selon cette clause, si l'État grec introduit une législation imposant la réduction obligatoire du loyer payable, le Loueur procédera à une augmentation du loyer annuel de manière à ce qu'il touche toujours la somme convenue dans le contrat. Ben, oui, ces gens savent assurer leurs arrières...

L'implication de la Cour des comptes

La décision de la Cour des comptes (acte n° 275/2013) était encourageant, puisque, fondée sur le fait que conseillers et acquéreurs avaient des intérêts identiques, d'une part, et sur la clause prévoyant le réajustement des loyers afin que les Loueurs ne perdent pas un seul euro à cause de législations futures, la Cour a décidé que ces contrats ne pouvaient pas être conclus.

Et, alors que cet acte semblait remettre les choses en cause, la 6 chambre de la Cour des comptes annule cet acte considérant qu'il « ne ressort par de faits réels prouvant que les investisseurs retenus ont acquis un avantage par le biais des conseillers financiers du TAIPED, bien que ces sociétés de conseil appartiennent aux mêmes groupes que les investisseurs retenus ». La 6e chambre a également rejeté l'argument selon lequel la clause prévoyant le réajustement des loyers engage les gouvernements futurs qui voudraient défendre l'intérêt public.

Cette décision a été publiée le 28 février 2014 et ne peut plus être attaquée parce que le délai concerné a expiré. Les transactions concernant les deux portefeuilles ont eu lieu.

Et, maintenant ?

Les avocats, Me Yannis Kardaras, Me Yannis Vrellos et Me Evangelos Tsourounis ont déposé plainte auprès du Parquet de la Cour d'annulation (Areios Pagos) et analysent tous les paramètres de l'affaire et montrent que la transaction n'était pas à l'avantage du Trésor. L'affaire est en cours d'instruction [voir ici pour les derniers événements]. okeanews.fr 22.07

ACTUALITE EN TITRES

[Etudiants mobilisés au Chili.](#)

- Manifestation contre le gouvernement à Valparaiso - euronews.com

Les manifestants réclamaient une nouvelle réforme du système éducatif chilien à Valparaiso. euronews.com 24.07

[Vive Charlie !](#)

- La Tunisie légalise la peine de mort pour les crimes terroristes - AFP

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Turquie : mort d'un policier dans des affrontements avec des manifestants à Istanbul - LeMonde.fr

- Proche-Orient: Heurts à Jérusalem, la police israélienne entre dans la mosquée d'Al-Aqsa - 20minutes.fr

- Au moins 55 morts dans un raid aérien saoudien à Taiz au Yémen - Reuters

- Douze morts dans un attentat dans une piscine en Irak - Reuters
- Cameroun : 20 morts dans un nouvel attentat suicide à Maroua - Francetv info
- Nigeria: 14 morts, dans un attentat-suicide, dans le Nord-Est - french.irib.ir
- Somalie : six morts dans un attentat contre un hôtel de Mogadiscio - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. La voix de Rockefeller ou de la Commission Trilatérale.

- Parlementaires français en Crimée: «Une équipée ridicule», estime Elisabeth Guigou - 20minutes.fr

La présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée ne mâche pas ses mots. Elisabeth Guigou (PS) a qualifié samedi d'«équipée ridicule» le voyage en Crimée de dix parlementaires français, principalement du groupe Les Républicains.

Vendredi, Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait déjà estimé que c'était «une honte que ces dix parlementaires se rendent en Crimée sans avoir le moindre rapport avec les autorités ukrainiennes». 20minutes.fr 25.07

La honte, voilà quelque chose qui ne peut atteindre Le Roux supporter du régime néonazi de Kiev. C'est tout le PS.

Une conscience qui ne dépasse pas le niveau alimentaire.

- Les enseignants se détournent de François Hollande - Reuters

Les enseignants, jusqu'ici électoralat très largement acquis à la gauche et au Parti socialiste, sont en train de se détourner de François Hollande pour rallier les extrêmes et le centre, selon un sondage OpinionWay publié samedi par le Figaro.

Sur 588 enseignants interrogés par cet institut du 17 au 22 juillet, seulement 21% voteraient aujourd'hui pour le chef de l'Etat au premier tour de l'élection présidentielle, soit 23 points de moins que lors du scrutin de 2012.

Ce n'est pas l'adversaire malheureux de François Hollande en 2012, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui président du parti Les Républicains (LR) qui profite de cette érosion (il ne rallierait que 13% du vote enseignant, comme il y a trois ans).

Les principaux bénéficiaires sont le président centriste du MoDem, François Bayrou (26%, +10 points), le dirigeant du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon (18%, +3), l'écologiste Eva Joly (8%, +3), la présidente du Front national, Marine Le Pen (6%, +2), et même le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan (4%, +3).

Parmi les sondés, 76% se disent mécontents de l'action du chef de l'Etat dans le domaine de l'éducation.

Sa ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, fait encore moins bien, avec 77% d'avis négatifs. Reuters 25.07

Il faut être lucide, c'est une formidable mystification que de prétendre ou de croire que les enseignants auraient un niveau de conscience supérieur au reste du prolétariat parce que leur fonction serait de transmettre des connaissances. En réalité, ils ont été formatés au cours de leur cursus universitaire pour devenir des serviteurs de l'Etat en échange d'un statut privilégié, leur mission ne consistant pas à former des hommes et des femmes libres, mais de bons esclaves du régime à leur image, qui cependant ne bénéficieront pas des mêmes avantages, ce qui les laissera indifférents et on verra plus loin pourquoi.

Ils ont l'état d'esprit individualiste du petit bourgeois satisfait de lui-même et qui en impose aux autres, ils ont en général l'esprit plus borné qu'on ne le croit, corporatiste, et leurs motivations sont souvent inavouables. Qu'ils accordent leurs suffrages à des imposteurs est dès lors tout naturel ou le confirme. Leur inconscience politique démontre qu'ils ne comprennent rien ou pas grand chose au développement de l'humanité et au fonctionnement de la société, alors qu'ils sont en sont un des maillons essentiels. La fonction qu'ils occupent et leur statut leur accordent une liberté très éloignée de la condition ouvrière soumis à une oppression permanente, qui les conduit à s'adapter à la société plutôt que la combattre pour la changer. Qu'un grand nombre de dirigeants de partis ou d'élus soient issus du corps enseignant en est le prolongement, ils participent à la stabilité du régime qu'ils légitiment.

S'agissant d'intellectuels et cela ne s'applique pas qu'aux enseignants, ayant acquis un certain nombre d'instruments logiques qui participent à leur mode de pensée et qu'ils mettent en pratique quotidiennement, il faut en déduire que manifestement ils ne les maîtrisent pas ou ne s'en sont jamais servis pour nourrir leur réflexion sur la société ou mener à fond leurs analyses qui demeurent surfaites ou superficielles, au point de se traduire par des illusions pire que celles que véhiculent les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui elles sont dépourvues de ces moyens pour progresser, mais qui en revanche sont directement en prise avec le système d'exploitation et les conduit à rejeter le régime et ses institutions, aussi est-il pour le moins incongru d'évoquer les illusions des intellectuels dans la mesure où ils se complaisent plutôt dans un mode de pensée qui fait leur affaire ou les arrange selon un consensus établi et entretenu avec le régime que ce sondage confirme.

Ayant à faire à des travailleurs qui ont l'habitude de réfléchir, on se demandera pourquoi au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours leur niveau de conscience politique n'a pas progressé, pourquoi des centaines de milliers d'entre eux ne sont pas parvenus à comprendre le fonctionnement du capitalisme et de la société pour s'élever au niveau du socialisme, sans doute parce qu'aucun parti ouvrier ne s'était fixé cet objectif politique qui valait également pour les centaines de milliers d'ouvriers les plus déterminés ou avancés ou encore les militants des partis ouvriers qui n'ont jamais reçu une formation adéquate.

On ne peut donc pas leur jeter la pierre ou les juger, pas plus que les fonctionnaires ou les travailleurs en général qui sont victimes ou otages de partis ouvriers faillis ou traîtres au socialisme.

Nous savons que ce genre de discours passent très mal auprès de nombreux militant plus prompts à verser dans l'ouvriérisme, qui se contentent des apparences au détriment de la réalité qu'ils ne veulent pas regarder en face sous tous ses aspects, par crainte d'être confrontés à leurs propres contradictions ou opportunisme qu'ils préfèrent entretenir que combattre pour justifier leur ligne politique qui les conduit dans une impasse.

Cela nous laisse totalement indifférent, car nous savons que ce que nous affirmons ici correspond à la réalité, pour avoir enseigné nous-même et avoir été en contact avec un grand nombre d'enseignants, avoir milité à leur côté, et si je n'ai pas cité les témoignages que j'avais reçus d'enseignants sous forme de courriels au cours des dernières années, c'était parce qu'il nous paraissait plus honnête et plus productif de se baser sur notre propre expérience et observation plutôt que de faire dans la facilité qui aurait consisté à exploiter ces témoignages auxquels les critiques auraient été adressées par la suite, préférant les assumer car nous n'avons pas l'habitude de nous dérober à nos responsabilités ou d'imiter le comportement hypocrite de nos dirigeants que nous dénonçons ou condamnons par ailleurs, quelque part il faut être cohérent jusqu'au bout quitte à être incompris, calomniés, etc. l'essentiel pour nous demeurant de partir des faits ou de la réalité au lieu de la fuir ce qui nous interdirait de combattre pour changer la société.

On doit adopter en toute occasion un mode de pensée et un comportement qui soient en adéquation avec les idées qu'on prétend défendre ou représenter, les principes ou les valeurs auxquels on prétend être attachés, dans le cas contraire à quoi bon ou on verse dans l'imposture. Et dès lors qu'on en a pris conscience, quelle que soit l'attitude qu'on décidera d'adopter, on devra l'assumer entièrement, c'est à cet exercice que nous nous sommes livré ici en espérant avoir été à la hauteur de notre idéal, qui nous commande de lutter contre toute forme d'ignorance pour avancer sur la voie de la liberté.

Plutôt cradingue la capitale du tourisme mondial

- Paris, ville sale ? - Francetv info

Alors que de nombreux touristes se promènent dans les rues de Paris au moment de l'été, la ville est loin d'être un exemple de propreté. La capitale française a été classée 24e au palmarès des villes les plus propres du monde.

Et pour cause, des centaines de détritrus sont massés au pied de la Tour Eiffel. "Tout n'est pas sale, mais ici sous la Tour Eiffel, il y a beaucoup de déchets", constate une touriste chinoise, au micro de France 2. (La Chine un des pays les plus crades de la terre, elle l'avait déjà oublié. - LVOG) "Paris c'est joli mais là, à ce que je vois, ce n'est pas très propre", souligne encore une passante. (Cela détonne dans un quartier chic où les habitants ne sont habitués à vider eux-mêmes leurs poubelles. - LVOG)

Au pied de la basilique du Sacré-Cœur, un rat se faufile entre les jambes de touristes : "Ce n'est pas habituel de voir ça dans une grande ville", commente un voyageur. (A croire que c'était la première fois qu'il foutait les pieds dans une grande ville celui-là ! - LVOG)

Dans les jardins du Trocadéro, le constat n'est pas plus réjouissant : en effet, les restes de pique-nique se retrouvent sur les pelouses et même dans les ruisseaux. Francetv info 25.07

L'argent corrompt tout.

- À Vallauris, la manne des Saoudiens calme un peu la contestation - AFP

Vraiment ?

- Vallauris : plus de 120.000 signatures contre la plage privée du roi saoudien - LeFigaro.fr

Une contre-pétition a également été mise en ligne, appelant à «soutenir les Saoudiens pour des raisons évidentes de sûreté d'Etat et pour les retombées économiques». Elle a recueilli pour le moment une centaine de signatures.

Les policiers gardent l'accès à la plage de même qu'au sentier du littoral qui longe la villa. La navigation en mer devant cet endroit est également interdite par la préfecture depuis samedi midi. Ces mesures devraient rester en vigueur le temps du séjour du monarque, une bonne partie du mois d'août. LeFigaro.fr 26.07

Entre le droit et le roi, le petit monarque français a tranché pour les parrains des barbares, normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Bachar al Assad décrète une amnistie pour les déserteurs - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad a décrété une amnistie générale pour les déserteurs de l'armée qui se sont soustraits au service militaire obligatoire, rapporte samedi la télévision syrienne.

L'amnistie concerne tous les déserteurs qu'ils soient en Syrie ou à l'étranger, selon le décret.

Depuis le début du soulèvement contre son régime en mars 2011, le président syrien a procédé à plusieurs amnisties. Reuters 25.07

La guerre des puissances occidentales contre la Syrie aurait déjà fait 80.000 morts dans les rangs de l'armée syrienne sur un effectif de 200.000 soldats en 2011 et 70.000 auraient désertés. Ainsi affaiblie après une telle hécatombe, n'importe quelle armée du monde se serait disloquée, mais pas l'armée syrienne étrangement, à croire qu'elle serait soutenue par le peuple syrien, on ne voit pas d'autres explications plausibles, simple constat.

1.2- Syrie: Kurdes et régime avancent à Hassaké, où l'EI recule - AFP

L'armée syrienne et les forces kurdes avançaient dimanche à Hassaké, les jihadistes du groupe Etat islamique étant désormais confinés dans deux petits secteurs de cette grande ville du nord-est de la Syrie, selon une ONG et les médias officiels.

"C'est pour l'armée et les forces nationales la dernière étape avant de pouvoir déclarer qu'Hassaké est entièrement sécurisée", a déclaré le gouverneur de la province à l'agence officielle Sana.

Dans le même temps, les forces kurdes ont pris le contrôle total du quartier de Nachwa Gharbié, isolant encore plus les jihadistes.

"Les forces de l'EI ne sont désormais plus que dans deux petits quartiers, Charia et Zouhour", a déclaré le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

La ville de Hassaké est le chef-lieu de la province éponyme, où les habitants sont arabes, kurdes, turkmènes ou assyriens notamment. AFP 26.07

Commentaires d'internautes.

1- "Ankara bombarde qui exactement ?"

Les Kurdes de préférence et peut-être au passage quelques infrastructures indispensables à la population syrienne...

2- "Un mensonge de taille se dégage de cet article : s'il était vrai que l'armée syrienne était si inhumaine vis-à-vis des civils

comment expliquer qu'ils retournent en masse vers les zones reconquises par cette même armée?"

3- "L'OSDH représente les rebelles intégristes (les mercenaires) et non le peuple syrien."

Basée à Londres, l'OSDH est une création du MI5, des services de renseignement de l'impérialisme britannique, ce qui n'a pas empêché l'Agence Française de Propagande d'écrire que "*cet organisme basé en Grande-Bretagne et s'appuyant sur un large réseau de sources en Syrie*" qui n'est pas reconnu par les Syriens eux-mêmes, pure fabrication à défaut d'une opposition politique structurée face au gouvernement syrien, d'ailleurs si elle existait, ils se seraient empressés de la mettre en avant, or tel n'est pas le cas depuis 2011.

1.3- La Syrie continue à cacher des armes chimiques - Atlantico.fr

Un an après la fin officielle du programme de démantèlement de l'arsenal chimique syrien, "personne ne devrait être étonné d'apprendre que le régime syrien triche", déclare Robert Ford, ambassadeur américain en Syrie, cité par le Wall Street Journal. Atlantico.fr 25.07 En matière de fabulation, ils ne désarment pas.

Robert Ford, l'adjoint de John Negroponte en Irak, le maître d'œuvre de l'opération «Contras» au Nicaragua, une référence pour les réacs d'Atlantico.fr et le Wall Street Journal.

- «Les escadrons de la mort ont commencé mi-mars 2011 leurs activités en Syrie, sous la supervision directe de Robert Ford, ex-ambassadeur de Washington à Damas, a indiqué le Global Research. (french.trib.ir 06.08.13)

- Au troisième jour des pourparlers du second tour à Genève l'ex ambassadeur US en Syrie Robert Ford s'est mis à menacer Damas.

L'homme qui traîne un bilan catastrophique avec ses faux rapports, ses fausses tactiques et information joue en effet la fin de sa carrière en dirigeant de facto la délégation de l'opposition... (french.trib.ir 13.02.14)

1.4- Zone no fly en Syrie:US/Turquie d'accord - french.trib.ir

Selon le journal turc Hurriyat la Turquie et les Etats Unis sont tombés d'accord sur l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur les frontières syro turques. Cette zone serait située sur la ligne sécuritaire frontalière entre Mara et Jerablos longue de 90 kilomètres. La zone a une profondeur de 40 à 50 kilomètres et elle pourrait s'élargir à l'avenir. Le prétexte invoqué par Ankara qui vient d'ouvrir sa base aérienne Ingirlic aux Etats unis est évidemment l'infiltration de Daech. Les avions us de la coalition envisageraient de lancer des raids de reconnaissance et de combat en temps voulu contre les positions de Daech. Les avions turcs ne font pas partie de la coalition mais ils pourraient eux aussi mener des raids le cas échéant. Les unités d'artillerie turques passeront elles aussi à l'action.

Hurriyat ajoute. "Les avions syriens ne sont pas autorisés à entrer dans cette zone et en cas d'infiltration ils seront visés" Cela fait deux ans que la Turquie tente d'instaurer une zone no fly dans le nord de la Syrie pour provoquer un démembrement de la Syrie. french.trib.ir 24.07

1.5- Raids contre la Syrie: les terroristes saluent Erdogan - french.trib.ir

L'agression aérienne de la Turquie contre la Syrie, sous prétexte de la lutte contre les éléments de Daech, a été saluée par les groupes terroristes, en Syrie, qui estiment qu'ainsi, le terrain sera propice, pour le rétablissement d'une zone d'exclusion aérienne, dans la région frontalière.

Citant une source militaire, le quotidien "Ash- Sharq al-Awsat" a rapporté que les groupes armés, en Syrie, ont l'intention de profiter des affrontements entre la Turquie et Daech, pour se reconstruire.

Selon ce quotidien, les groupes armés, en Syrie, ne peuvent pas créer un groupe similaire au groupe terroriste Jaish al-Fath.

"Ash-Sharq al-Awsat" a prétendu qu'il est, encore, trop tôt, pour parler d'une coopération entre Ankara et ces groupes. french.trib.ir 25.07

2- Liban

- Liban: Daech pulvérisé, à Raas Baalbek - french.trib.ir

La Résistance islamique libanaise a pris pour cible de son artillerie lourde et de ses roquettes téléguidées, les poches takfiries, sur

les hauteurs de Baabek. Les combattants du Hezbollah ont éliminé les terroristes de Daech et d'Al-Nosra, à Raas Baabek. Deux véhicules appartenant aux terroristes ont, également, été détruits. french.irib.ir 25.07

3- Yémen

- Au moins 55 morts dans un raid aérien saoudien à Taiz au Yémen - Reuters

Au moins 55 personnes ont péri et plusieurs dizaines ont été blessées dans un raid aérien mené par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite sur la ville de Taiz, dans le centre du Yémen, rapporte samedi l'agence de presse Saba, proche des miliciens houthis.

L'attaque aérienne a visé le quartier de Mokha a dit une source citée par Saba ajoutant que le bilan risque de s'alourdir. Reuters 25.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Bulgarie

- Grogne des agriculteurs en Bulgarie - euronews.com

Excédés, les agriculteurs bulgares ont manifesté ce vendredi à travers le pays contre l'ordonnance H-18. Elle les oblige à installer d'ici le 31 août des appareils notamment de mesure de carburant sur les machines agricoles. Objectif du gouvernement : limiter la contrebande de carburant. Les agriculteurs affirment qu'ils n'ont pas les moyens de payer ces appareils. euronews.com 24.07

2- Bolivie

- Bolivie: la ville minière de Potosi s'enfonce dans la crise - AFP

Près de trois semaines après le début d'un mouvement de contestation, Potosi, ville minière et touristique du sud de la Bolivie en proie à la pauvreté et à l'exclusion, s'enfonce dans une crise qui a eu des répercussions jusqu'au coeur de la capitale La Paz.

Potosi, avec ses 200.000 habitants, reste coupée du monde, des milliers de grévistes bloquant les routes et affectant ainsi la distribution de produits alimentaires à la population dans une des régions les plus pauvres de ce pays.

Le mouvement, auquel se sont joints des grévistes de la faim, s'est amplifié avec la multiplication de barrages, dont celui sur la voie ferrée reliant Uyuni à Oruro, deux villes importantes du sud de la Bolivie.

Les dirigeants du Comité civil de Potosi (Comcipo) à l'origine du mouvement sont depuis deux semaines à La Paz dans l'espoir de parler au président socialiste Evo Morales, qui a refusé jusqu'à présent de les recevoir.

Une première réunion entre trois ministres et 52 délégués de la société civile de Potosi a eu lieu samedi au ministère de l'Intérieur à La Paz, selon le ministre Carlos Romero. "Pour commencer, nous avons une liste de 26 points que nous avons identifiés", a indiqué le ministre de la présidence Juan Ramon Quintana. Il s'agit de sujets concernant le gouvernement national, le pouvoir local à Potosi et dans d'autres municipalités, selon lui.

Cependant le leader de la Comcipo, Johnny Llally, a posé comme condition préalable à toute négociation la libération de quatre de la cinquantaine de manifestants arrêtés cette semaine, et notamment d'un journaliste.

Après l'échec en début de semaine de nouvelles tentatives de discussions, des centaines de mineurs originaires de Potosi armés de bâtons de dynamite ont semé la panique à La Paz, au cours de violents affrontements avec la police antiémeutes, qui a procédé à une cinquantaine d'arrestations.

Les explosions de dynamite ont causé de graves dommages à plusieurs locaux officiels, notamment à l'ambassade d'Allemagne.

Située à 4.000 mètres d'altitude, Potosi, inscrite au patrimoine de l'humanité par l'Unesco, a été au XVIe siècle le plus grand complexe industriel du monde grâce aux gisements d'argent et d'étain du Cerro Rico.

Les manifestants réclament notamment la construction d'une fabrique de ciment, des projets de restructuration de la mine de Cerro Rico, affectée par l'exploitation artisanale, la construction d'un aéroport international et d'hôpitaux spécialisés.

Selon le politologue Carlos Cordero, "le problème sous-jacent est en fait la lutte désespérée de la population de Potosi pour sortir de la pauvreté et de l'exclusion".

"Le pays a connu un boom économique ces dernières années", dit-il à l'AFP, "mais Potosi estime être passé à côté de cette prospérité".

"Ce que nous demandons au président, c'est qu'au lieu de jouer au football, il dialogue avec le département de Potosi", a pour sa part lancé Johnny Llally.

Le président Morales, ancien leader syndical des producteurs de coca, garde en effet ses distances et n'hésite pas à jouer au football devant les caméras à l'occasion de ses déplacements à l'intérieur de la Bolivie.

"Il ne manquera pas de traîtres, mais les gens vont continuer à nous soutenir", a assuré M. Morales jeudi.

Auparavant, il avait insinué que "certains Chiliens" alimentaient le conflit dans le but de faire de l'ombre à la récente visite du pape François en Bolivie, qui a encouragé le dialogue entre La Paz et Santiago sur un différend maritime centenaire les opposant.

Le ministre des Mines, Cesar Navarro, a averti qu'après une grève prolongée, la Bolivie risquait de voir dans "quelques jours la compagnie minière Manquiri arrêter ses opérations à Potosi".

La grève a paralysé cette mine de Manquiri, filiale de la société américaine Coeur d'Alene Mines, et menace les activités du groupe San Cristobal, propriété de Sumitomo Metal, société japonaise de production de zinc et de nickel. AFP 25.07

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30

On a ajouté 29 articles.

Relevé dans un article mis en ligne dans cette page.

Double pensée

Tsipras développe ici une procédure de double pensée qui consiste à annuler un énoncé en même temps qu'il est prononcé, tout en maintenant ce qui a été préalablement donné à entendre. Ainsi, le citoyen doit avoir la capacité d'accepter des éléments qui s'opposent, sans relever la contradiction existante. Il possède alors deux visions incompatibles. Énoncer en même temps une chose et son contraire, produit une désintégration de la conscience. Il n'est plus possible de percevoir et d'analyser la réalité. Dans l'incapacité de mettre l'émotion à distance, on ne peut plus qu'éprouver le réel, lui être soumis et non le penser et de l'organiser.

(Tsipras participe à la guerre psychologique contre les masses au côté de la classe dominante. C'est un processus assimilable à la désintégration schizoïde de la personnalité analysée par W. Reich, la personne qui en est victime n'est plus en mesure de saisir la réalité, y devient étranger ou s'en éloigne avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer pour elle et son entourage... - LVOG)

Le déni de l'opposition entre les deux propositions empêche toute représentation. Cette procédure est nommée clivage par la psychanalyse. Elle interdit tout jugement et entraîne une indifférenciation des éléments de la réalité. La dé-construction de la faculté de symboliser empêche la formation d'une mémoire et s'oppose ainsi à la constitution d'un nous. Nous transformant en monades, le discours a alors un effet de pétrification face à la toute puissance des institutions européennes et enferme dans la psychose : aucune autre politique n'est possible.

(En politique, cela relève du double langage qui là a été produit simultanément et ne pouvait par conséquent échapper à ses interlocuteurs ou aux personnes auxquelles il s'adressait, qui sera sans effet car ils auront eu le réflexe salutaire de le rejeter et de le traduire en jugeant son auteur incohérent, peu sérieux, indigne de confiance. - LVOG)

George Orwell a déjà décrit dans 1984, le dispositif de « double pensée » qui consiste à « retenir simultanément deux opinions qui s'annulent, alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. » Il avait déjà identifié ces « principes de l'asservissement » qui destituent l'individu de toute capacité de résistance, qui ont pour fonction d'effacer chez le sujet « tout souvenir de l'existence d'un désir possible de résistance »

(Cela nécessite de procéder par abstraction, mais dès lors qu'on replace les "deux opinions" dans leur contexte respectif, les deux affirmations peuvent être analysées ou traitées séparément de telle sorte que lorsqu'on les rapproche les véritables intentions de son auteur soient dévoilées.

Aucune manipulation des consciences ne résiste à une analyse critique menée à fond. Notre devoir est de se livrer à ce travail de décryptage et de le mettre ainsi que nos conclusions à la disposition des travailleurs et des militants. - LVOG)

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard, il est 14h25 et je n'ai pas encore déjeuné.

1929 ou 2008 à la chinoise.

La capitalisation de Bourse de Shanghai est passée en un an de 500 à 6 500 milliards de dollars, avant de perdre 30%, soit 3 000 milliards de dollars partie en fumée entre le 20 mai et le 10 juillet.

Qui a perdu cette somme colossale ? On nous dit que 98% étaient des petits investisseurs, la classe moyenne et les couches supérieures de la classe ouvrière, soit 100 millions de Chinois ayant souscrit un compte bancaire destiné aux investissements en bourse. (Source : Libération 27.07)

Le Chinois qui a acheté une action 10 dollars le 1er mai 2014 qui était montée à 20 dollars le 1er mai 2015 s'effondre de 30% entre mai et juillet 2015, s'il la revend en juillet 2015 une fois sa cote tombée à 14 dollars, il aura quand même gagné 4 dollars sur chaque action, soit une plus-value de 40% en un an. Quant à ceux qui auront acheté la même action quand elle avait atteint 20 dollars avant qu'elle ne tombe à 14 dollars, ils auront perdu 6 dollars par action, soit 30% de leur mise. Et s'ils se sont endettés dans la même proportion, d'ici peu ils se retrouveront comme ces millions d'Américains pris à la gorge en 2008 incapables de rembourser leurs emprunts, et qui se sont retrouvés à la rue et endettés jusqu'au cou par dessus le marché.

Personnellement, une banque d'Etat rémunère à 9,05% mon petit capital et cela me suffit pour vivre sans travailler depuis 20 ans en Inde. Il y a quelques années encore ce taux d'intérêt tournait autour de 12 ou 13%.

Hier soir je me suis fait la réflexion suivante : toi avec ton capital ridicule tu engranges tout juste de quoi survivre, imagine un peu celui qui pratique de même avec un capital de millions ou milliards de roupies, il s'enrichit de manière considérable sans rien faire ni produire quoi que ce soit, et cerise sur le gâteau sans prendre le moindre risque, tandis que l'immense majorité des travailleurs indiens triment comme des esclaves pour un salaire misérable en comparaison du coût de la vie qui a terriblement augmenté au cours des deux dernières décennies, sans garantie d'avoir encore un boulot le lendemain ou dans les mois à venir.

Et ils appellent cela la démocratie !

Extraits de lectures commentés.

Briser les mystifications. L'intelligence la plus développée n'est pas là où on le croit habituellement

- A la différence d'autres architectes, les savants ne dessinent pas seulement des châteaux en l'air, ils construisent un certain nombre d'étages habitables avant de poser la première pierre de l'édifice. (Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique)

Il en va ainsi pour la plupart des intellectuels et ceux qui, parce qu'ils ont atteint un certain niveau de développement intellectuel se croient autorisés à donner un avis sur tout et rien, ou qui estiment être légitimes pour porter un regard autorisé sur des choses qu'ils n'ont jamais étudiées ou qu'ils ne connaissent pas ou très superficiellement.

La vanité est un défaut universelle comparée à la modestie qui n'est pas vraiment la qualité la mieux répartie dans le monde, tout comme l'intelligence qui sans conscience n'a finalement aucune valeur.

Un simple constat.

- Marx démontre simplement par l'histoire, et ici résume brièvement, les faits que voici : de même qu'autrefois la petite entreprise par son évolution a nécessairement engendré les conditions de son anéantissement, c'est-à-dire de l'expropriation des petits propriétaires, de même aujourd'hui le mode de production capitaliste a engendré également lui-même les conditions matérielles qui le feront nécessairement périr. Le processus est un processus historique, et s'il est en même temps dialectique, ce n'est pas la faute de Marx, si contrairement que cela soit pour M. Dühring. (Friedrich Engels (1878) : Anti-Dühring)

Contrairement à ce que débitent les ennemis du marxisme, Marx et Engels n'ont rien inventé, ils n'en ont pas eu besoin, ils ont simplement mis en lumière à partir des faits, les contradictions qui participent au processus du développement de la nature et de la société, processus au cours duquel les facteurs en présence entretiennent des rapports logiques appelés aussi dialectiques, dont l'ensemble constitue les lois du développement de la nature et de la société. Voilà en quoi consiste la théorie marxiste.

C'est une interprétation de la nature et de la société, matérialiste parce qu'elle part des faits et non des idées qu'en ont les hommes, dialectique parce qu'elle prend en compte l'ensemble des rapports qui ont contribué à leur développement, voilà en quoi consiste le matérialisme dialectique et historique. Rien de mystérieux, de sorcier ou de diabolique dans tout cela, n'est-ce pas ? Alors pourquoi tant de haine envers le marxisme ?

Mais parce qu'il fournit une interprétation de la société qui permet aux exploités et aux opprimés d'agir pour la changer ou de mettre un terme au règne de la nécessité reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une infime minorité de privilégiés.

Partant du constat qu'il n'existe que deux manières possibles d'interpréter la réalité, une basée sur les faits, le matérialisme, l'autre reposant sur les idées qu'on peut en avoir, l'idéalisme, se détourner du marxisme ou le rejeter revient infailliblement à adopter l'autre et unique interprétation possible, l'idéalisme, qui conduit à des discussions infinies sur le sexe des anges, situation impropre à la compréhension de la réalité et par conséquent à toute action pour changer la société. Cette détestation du marxisme de la part des représentants de la classe dominante est donc idéologique avant tout. Pourquoi ?

Mais parce que le système économique en vigueur et le régime politique qui en découle, reposent sur l'ignorance des masses exploitées du fonctionnement du capitalisme et de la société, la classe dominante n'a donc aucun intérêt à ce que le peuple laborieux comprenne pourquoi et comment il est maintenu en servitude pour s'émanciper.

Tous les ennemis du marxisme sont des ennemis du prolétariat ou oeuvrent pour le compte de la classe des exploités et des oppresseurs afin qu'elle conserve son pouvoir.

Tout rapport est constitué d'un ensemble de facteurs qui comporte sa négation, et va évoluer dans une direction ou une autre selon le comportement ou l'évolution de ces différents facteurs ; dans le cas du capitalisme ce rapport prendra la forme de la barbarie ou retournera à son état primaire ou élémentaire qui prédominait jadis ou il y a peu encore, ou sur les bases de son propre développement ou des acquis de la civilisation humaine élever ç un niveau supérieur donner naissance au socialisme.

Les deux possibilités existent. Partant de là, dès lors qu'on en a pris conscience on a le choix entre opter pour une voie cauchemardesque, suicidaire, synonyme de chaos et de guerres sans fins et qui sera fatale à la civilisation humaine à laquelle correspond la survie du capitalisme, ou bien adopter le marxisme ou le socialisme afin de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous les maux de l'humanité, et atteindre enfin le règne de la liberté (et de la paix) auquel tous les hommes aspirent légitimement.

Le développement des forces productives correspond à un processus dialectique.

- Tous les peuples civilisés commencent par la propriété en commun du sol. Chez tous les peuples qui dépassent un certain stade primitif, cette propriété en commun devient, au cours de l'évolution de l'agriculture, une entrave pour la production. Elle est abolie, niée, transformée en propriété privée après des stades intermédiaires plus ou moins longs. Mais à un stade plus élevé du développement de l'agriculture atteint grâce à la propriété privée du sol elle-même, c'est inversement la propriété privée qui devient une entrave pour la production, - comme c'est aujourd'hui le cas aussi bien pour la petite que pour la grande propriété foncière. On voit surgir avec un caractère de nécessité la revendication qui tend à ce qu'elle soit niée également, à ce qu'elle soit retransformée en propriété commune. Mais cette revendication ne signifie pas la restauration de l'ancienne propriété en commun primitive, mais l'établissement d'une forme bien plus élevée et plus développée de propriété collective qui, bien loin de devenir une barrière pour la production sera, au contraire, la première à la libérer de ses entraves et à lui permettre la pleine utilisation des découvertes chimiques et des inventions mécaniques modernes. (ibid)

Chaque élément à l'état naturel est le produit de contradictions en constante évolution ou transformation et comporte sa négation, c'est cette loi du mouvement qui rend l'existence de la nature, de l'homme ou la société possible, sans laquelle rien n'existerait, pas même l'univers. Prendre en considération ce processus dialectique ou adopter le marxisme permet d'interpréter le fonctionnement de la nature et de la société ou d'accéder à un niveau de compréhension ou de conscience supérieur indispensable pour changer le monde.

C'est ce processus dialectique sur le plan historique que Marx et Engels ont déroulé pour qu'on en saisisse la substance, afin de pouvoir nous libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Refuser d'adopter le marxisme, c'est se priver des moyens pour conquérir notre émancipation du capitalisme et verser dans l'opportunisme, l'aventurisme ou le charlatanisme.

Quand le socialisme devient une science.

- A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes-animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes-animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ” (La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.) (...)

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.(ibid)

L'animal et l'humain sont présents en chacun de nous et peuvent produire le meilleur ou le pire selon les conditions auxquelles ils sont soumis. On attribuera le pire à ce qui ressort de l'animal, et le meilleur à ce qui relève de l'humain.

Dans les deux états se trouvent mêlés des facteurs objectifs et subjectifs dont les rapports détermineront lequel des deux l'emportera sur l'autre à chaque stade du développement de l'humanité, soit en tentant de lui faire faire un pas en arrière ou de maintenir artificiellement des rapports dont les bases objectives se dérobent sous ses pieds, soit en la portant à faire un pas en avant. Ceci nécessite une précision.

Durant la période qui va de l'esclavagisme au capitalisme en l'incluant, l'homme s'est employé à modifier ses rapports à la nature en se contentant de passer d'un mode de production à un autre une fois que les forces productives eurent atteint leurs limites dans le cadre du mode de production ou des rapports sociaux de production en vigueur, sans toutefois maîtriser le processus dialectique auquel il participait ou qui se déroulait sous ses yeux, qui renfermait déjà ou qui devait conduire à sa négation à l'étape suivante de la lutte des classes, on en veut pour preuve que toute cette histoire a été ponctuée par une multitude de guerres ou l'humain était nié ou absent au profit de l'animal qui gouvernait ou aspirait à gouverner. Et chaque fois ce fut à une minorité de la population que le pouvoir échut, une minorité d'exploiteurs, esclavagistes, seigneurs ou féodaux, capitalistes. Chez cette minorité, c'est l'animal qui a toujours dominé sur l'humain parce que son pouvoir n'avait rien de légitime et relevait d'une forfaiture, c'était aussi le seul moyen de le conserver jalousement.

La classe minoritaire qui était parvenue au pouvoir en s'appuyant sur la plèbe, s'était empressée de l'opprimer pour conserver ses privilèges qu'elle ne pouvait pas partager dans la mesure où le développement des forces productives n'avait pas atteint un niveau permettant un partage des richesses entre tous les membres de la société, en aurait-elle eu l'intention qu'elle aurait été stoppée nette dans son élan au regard de sa situation sociale qui aurait régressé. Et comme elle n'en avait pas les moyens objectifs, elle ne devait pas davantage réunir les conditions subjectives pour passer de l'animal qu'elle demeurait à l'humain qu'elle ne pourra qu'entrevoir sans jamais l'atteindre dans le cadre d'une société reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'un et l'autre étant incompatible.

C'est seulement la lutte de classe des exploités et des opprimés et les succès qu'ils remporteront, qui donneront un aspect humain à la classe dominante et à la société qui est à son image, surfait, précaire, usurpé en somme, du fait que la lutte de classe des masses laborieuses portait en germe l'abolition du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou en constituait la négation en pointillés. Et si c'est seulement rendu au stade du capitalisme à condition de le renverser que l'humain peut prétendre l'emporter définitivement sur l'animal, c'est parce qu'il a développé sa négation, le prolétariat révolutionnaire, qui contrairement aux classes qui l'ont précédé n'a donné naissance à aucune nouvelle classe sociale, n'en exploite ni opprime aucune, ne correspond pas à une minorité mais à la majorité de la population dont le destin de la société toute entière ou l'humanité dépend désormais.

Et ce n'est pas un hasard si c'est seulement rendu à ce stade final du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'est le capitaliste ou l'impérialisme stade suprême du capitalisme, que des penseurs de génie ont conçu la théorie qui permettrait à l'homme de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression, ou sont parvenus à rassembler les conditions subjectives une fois que les conditions objectives étaient réunies pour permettre la satisfaction des besoins de l'humanité toute entière, rendant l'objectif de la liberté réalisable ou à porter de mains pour peu qu'on tienne compte du processus dialectique qui avait permis à la civilisation humaine de se développer.

Et lorsque la classe dominante démontre qu'elle ne peut parvenir aux mêmes conclusions, à savoir partager le pouvoir et les richesses produites entre tous les membres de la société, elle signifie par là qu'elle est incapable de saisir le développement du processus historique qui l'a porté au pouvoir dans sa totalité et son devenir, dans sa globalité qui inclut sa négation qu'elle ressent comme une frustration intolérable de ses droits, du coup elle s'accroche désespérément au pouvoir avec lequel elle s'identifie maladivement, quitte à recourir à la barbarie pour le conserver.

Elle témoigne ainsi qu'elle est incapable de dépasser le stade de l'animal et que c'est bien malgré elle qu'elle a pu remplir un rôle progressiste au cours de la période ascendante du capitalisme toujours émaillée de guerres coloniales ou de rapine. Sa nature ou l'origine de son pouvoir demeureront toujours incompatibles avec l'humain, contrairement au prolétariat qui en est le dépositaire ou le garant pour peu qu'il se libère de son influence ou rompe avec elle.

On aurait pu dire que la part d'animalité ou d'humanisme qui est en nous est proportionnelle à notre niveau de conscience, et que par conséquent le socialisme incarne l'idéal humaniste au plus haut degré.

Personne n'y échappera.

- Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe : est obligé à son insu d'obéir à sa manière. (ibid)

Personne ne peut y échapper, pas plus qu'à ses contradictions. C'est la raison pour laquelle opter pour le mensonge, l'hypocrisie ou l'imposture est ridicule et vain, car un jour ou l'autre ils seront démasqués ou ils se démasqueront eux-mêmes, tenez, comme Tsipras et Syriza par exemple.

Aux petits bourgeois "grognons".

- Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but — la dictature du prolétariat — n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon. Pour celui-là pas de place parmi nous. D'ailleurs, nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Sans parti communiste, la réaction a le champ libre.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais, comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement dans toute son ampleur qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'église, la démocratie, etc., dans la vase des préjugés, ne dévient pas de la route et trouvent l'expression qui convient vraiment à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts, s'il le faut, à donner leur vie pour la cause.

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon, quand vous constatiez que, seuls, les syndicats embrassant les grandes masses ouvrières ne suffisent pas pour faire la révolution et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret, net et précis.

Comment doit être composé ce groupe d'initiative ? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure, et s'assurer ainsi une influence directrice sur toute l'action militante de la classe ouvrière, sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat groupée en un bloc homogène par le programme communiste et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif de la citadelle capitaliste ? Nous l'appelons le parti communiste. (L. Trotsky - Lettre à un syndicaliste français à propos du parti communiste.)

On ne peut combattre et vaincre une dictature que par une dictature, comme seule une armée de combattants conscients, armés théoriquement et disciplinés peut organiser et entraîner les masses au combat pour venir à bout d'un ennemi très

bien organisée.

Rejeter la dictature du prolétariat revient à se soumettre à la dictature du capital. Rejeter la dictature du prolétariat, qui ne signifie pas autre chose que l'exercice du pouvoir par le prolétariat, revient à lui interdire d'accéder au pouvoir au profit de la classe des capitalistes, c'est se faire l'agent de la classe dominante, se soumettre à l'ordre établi.

La dictature du prolétariat est l'expression de la démocratie exercée par la majorité contrairement à la dictature du capital qui est l'expression de la domination de classe d'une infime minorité. C'est la forme du pouvoir que doit adopter le prolétariat pour réprimer, mater, anéantir la capacité de nuisance de la réaction qui luttera à mort pour conserver son pouvoir illégitime.

ACTUALITE EN TITRES

[Dans la catégorie des déchets qu'a produits le capitalisme, Séguéla tient le haut de l'affiche.](#)

- Pour Jacques Séguéla, « même si on est clochard, on peut arriver à mettre de côté 1.500 euros » - 20minutes.fr

[Parole d'un tyran.](#)

- Obama défend les valeurs et les intérêts des Etats-Unis en Afrique - LeMonde.fr

- Obama: l'Ethiopie doit "faire plus" en matière de démocratie - AFP

- Barack Obama souhaite plus de liberté politique en Ethiopie - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[Quand le sionisme envahit les médias](#)

- Patrick Drahi va racheter NextRadioTV, avec la chaîne BFMTV et la radio RMC - huffingtonpost.fr

L'homme d'affaires Patrick Drahi, patron d'Altice (SFR, Numericable), a annoncé ce 27 juillet le rachat du groupe de média NextRadioTV (BFMTV, RMC) à son PDG Alain Weill.

Avec ce dernier rachat, Patrick Drahi étend son emprise sur le secteur des médias français. Troisième fortune de France, il a déjà racheté en juin 2014 le quotidien Libération et en février 2015, L'Express et une douzaine d'autres magazines. Il est à la tête du cinquième pôle de presse magazine français. Il détient aussi la chaîne israélienne d'information en continu i24news et le groupe israélien de télévision et de téléphonie mobile Hot.

A chaque fois, Patrick Drahi s'est révélé un expert en montage financiers complexes. L'essentiel de ses opérations sont montées en LBO, c'est-à-dire en ayant recours à un très fort endettement.

Outre la presse, il s'est forgé en quelques années un empire dans les télécoms, en France comme à l'international: propriétaire de Numericable, il a acquis SFR en mars 2014 pour 13,4 milliards d'euros, puis Portugal Telecom en décembre 2014 pour 7,4 milliards d'euros, et l'américain Suddenlink Communications pour 9,1 milliards de dollars. huffingtonpost.fr 27.07

[Quand ils ont cassé le thermomètre qui mesurait le taux de chômage pour empêcher qu'il ne monte davantage.](#)

- Emploi: le chômage continue de tutoyer les sommets en juin - AFP

Le chômage reste à des sommets: Pôle emploi recensait en juin 3,55 millions de chômeurs en métropole, une statistique toutefois obtenue à partir de données plus affinées que les mois précédents, rendant toute comparaison impossible.

A compter de cette publication, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître

la situation des demandeurs d'emploi, ce qui conduit à faire changer de catégorie certains demandeurs d'emploi.

Avec cette nouvelle donne, l'opérateur a comptabilisé 3,82 millions de demandeurs d'emploi en incluant l'Outre-mer, et 5,70 millions en y ajoutant ceux ayant exercé une activité réduite au cours du mois, a annoncé lundi le ministère du Travail.

"Ce n'est pas un changement de modalité de calcul. On continue à mesurer le nombre de demandeurs d'emploi sur les listes de Pôle emploi de la même manière", a-t-on indiqué à Pôle emploi.

De nouveaux recoupements de données ont permis de mieux repérer des personnes en formation, en service civique ou en contrat aidé. Sur le mois de juin, le ministère évalue à environ 25.000 personnes au total le nombre de personnes sorties des catégories A, B et C (sans activité ou avec une activité réduite).

Selon le cabinet du ministre du Travail François Rebsamen, jusque-là, "des demandeurs d'emploi n'étaient pas classés dans les bonnes catégories". Le changement assure "des chiffres plus fiables".

Il s'agit du deuxième mois consécutif où les chiffres de Pôle emploi ne sont pas interprétables.

En sept ans et demi, plus de 1,50 million de chômeurs supplémentaires ont franchi le seuil d'une agence Pôle emploi en métropole, dont environ 630.000 depuis l'élection de François Hollande. AFP 27.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1 - Frappes turques: l'OTAN, en réunion d'urgence - french.irib.ir

L'OTAN vient de tenir une réunion d'urgence, à l'appel de la Turquie. Cette réunion est destinée à examiner les dernières évolutions liées aux frappes aériennes turques contre la Syrie et l'Irak. De concert avec les Etats Unis, la Turquie bombarde, depuis trois jours, le Nord de la Syrie; il a menacé d'abattre les avions syriens volant dans le ciel d'Alep. french.irib.ir 26.07

1.2- Agression turque: la réaction de Damas - french.irib.ir

Le gouvernement de Damas a condamné les récents raids aériens, menés par les avions de combat turcs contre le sol syrien, exigeant le respect de la souveraineté nationale de la Syrie. «Ces dernières années, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, la Turquie agresse le sol syrien», a déclaré Fayçal Meqdad, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

«Nous n'admettons aucun agissement de la Turquie, à l'intérieur du territoire syrien, et Ankara doit répondre de la violation de la souveraineté nationale syrienne», a affirmé Fayçal Meqdad, en allusion à la pénétration de l'armée turque, dans le Nord de la Syrie, sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Après les frappes des avions de combat turcs contre la Syrie, les autorités turques ont prétendu qu'Ender Arslan, un leader du Parti travailliste kurde, (PKK), avait été tué, lors de ces attaques, mais le PKK ne s'est pas, encore, prononcé, à ce sujet.

Ces derniers jours, la force aérienne de l'armée turque a pris pour cible les positions du PKK, dans le Nord de l'Irak.

Le PKK a annoncé qu'en raison des raids aériens de l'armée turque contre les positions des Kurdes, dans le Nord de l'Irak et la Syrie, il avait mis fin au cessez-le-feu.

«L'attaque de la Turquie contre l'Irak et la Syrie s'explique par les échecs de Daech et des terroristes, dans ce pays», a affirmé Alaeddine Boroujerdi, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères du Majlis islamique d'Iran.

«Aujourd'hui, la Turquie est devenue l'exécuteur des diktats des Etats-Unis, dans la région, d'autant plus que ses militaires ont, pratiquement, pris en charge la guerre, par procuration, américaine, pour massacrer les Musulmans», a ajouté Boroujerdi.

Ces derniers jours, les avions de combat turcs ont attaqué, sous prétexte de la lutte contre Daech, le sol syrien. La Turquie est l'un des protecteurs de ce groupe terroriste takfiri, d'autant plus qu'elle a autorisé les Etats-Unis à former ces terroristes, sur son territoire.

Dès le début du déclenchement de la crise, en Syrie, Damas s'est déclaré prêt à coopérer, dans la région, avec les Nations Unies et tous les pays, qui souhaitent contribuer à la lutte contre le terrorisme.

Les autorités syriennes sont d'avis que la mission de Staffan de Mistura, l'émissaire des Nations Unies, pour la Syrie, n'a pas échoué. french.irib.ir 26.07

1.3- Des frappes turques auraient touché des milices kurdes syriennes - Reuters

La milice kurde syrienne de l'YPG (Unités de protection du peuple) a accusé lundi l'armée turque d'avoir bombardé ses positions, illustration de la stratégie difficile choisie par la Turquie, qui a décidé à la foi de combattre l'Etat islamique en Syrie et les insurgés kurdes en Irak.

Longtemps réticente à assumer son appartenance à la coalition menée par les Etats-Unis contre l'EI, la Turquie a changé de stratégie la semaine en se lançant dans des frappes à la fois contre l'EI en Syrie et contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak et tout en autorisant l'accès de ses bases aériennes aux avions de la coalition.

La Turquie a ainsi à nouveau bombardé les camps du PKK dans le nord de Irak dans la nuit de dimanche.

Avec cette reprise des actions militaires contre le PKK, dont l'insurrection contre l'Etat turc lancée il y a 30 ans était en partie menée à partir du nord de l'Irak, certains se demandent si le véritable objectif d'Ankara est de contrôler les ambitions territoriales kurdes plutôt que de lutter contre l'EI.

Dans un communiqué, l'YPG a accusé des chars d'avoir tiré du territoire turc sur ses positions dans un village du nord de la Syrie proche de la ville de Djarablous, tenue par l'EI. L'YPG parle de plusieurs chars qui ont tiré du territoire turc au lieu de viser les "terroristes". "Cette agression doit cesser", ajoute l'YPG.

Selon la version d'un haut responsable du gouvernement turc, l'armée turque a riposté après avoir été sous le feu de tirs en provenance de l'autre côté de la frontière dimanche soir. Mais il a dit qu'on ne savait pas quel groupe était concerné et a affirmé que l'YPG n'était pas une cible.

"L'opération militaire en cours cherche à neutraliser les menaces imminentes pour la sécurité nationale de la Turquie et continue à viser l'Etat islamique en Syrie et le PKK en Irak", a dit ce responsable. Il a ajouté qu'Ankara menait une enquête sur cette affaire.

"Le PYD (l'aile politique de l'YPG, NDLR), ainsi que d'autres, ne figure pas parmi les objectifs de l'effort militaire en cours", a-t-il ajouté.

L'YPG a poursuivi son avancée contre l'EI dans le nord de la Syrie lundi, s'emparant d'une localité près de l'Euphrate, dans le but de couper ses voies d'approvisionnement, ont indiqué l'OSDH et le porte-parole des YPG, Redour Xelil.

Le PYD apparaît pour l'instant comme le seul partenaire notable sur le terrain de la coalition internationale montée par les Etats-Unis contre l'EI dans le nord de la Syrie. Il reçoit l'appui aérien des Etats-Unis dans ses combats contre l'EI.

Mais le groupe kurde a des liens avec le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Les deux entités ne partagent pas seulement la même idéologie mais aussi leurs combattants, le PKK ayant attiré des combattants kurdes syriens dans ses camps du nord de l'Irak et des Kurdes turcs dans les rangs du PYD.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a déclaré lundi que le PYD pourrait "avoir une place dans la nouvelle Syrie" s'il ne porte pas atteinte aux intérêts de la Turquie, s'il rompt toute relation avec le gouvernement du président syrien Bachar al Assad et coopère avec les forces d'opposition.

Les raids contre le PKK risquent de mettre un terme au délicat processus de paix engagé par le gouvernement et les séparatistes kurdes à la fin 2012 pour mettre fin à une insurrection qui a fait 40.000 morts depuis 1984. Le PKK a déclaré la semaine dernière que le processus de paix n'avait plus aucun sens.

Les forces de sécurité turques ont interpellé ces derniers jours 900 personnes soupçonnées d'appartenir à l'Etat islamique, aux sympathisants kurdes du PKK et au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple). Selon la presse, la vaste majorité des personnes interpellées sont des Kurdes et des membres de l'extrême-gauche et non des membres de l'EI.

Lundi, 500 policiers ont ratissé le quartier de Haci Bayram à Istanbul. Ils ont appréhendé 15 membres présumés de l'EI, dont 11 ressortissants étrangers, selon le quotidien Yeni Safak.

Des opérations ont également été menées dans la ville d'Adiyaman, dans le Sud-Est à majorité kurde, où 19 personnes soupçonnées de liens avec le PKK ont été arrêtées, ajoute-t-il. Reuters 27.07

2- Grande-Bretagne

"Nous sommes prêts à bombarder les positions des terroristes, en Syrie et en Libye" (David Cameron) - french.trib.ir

Le Premier ministre britannique s'est dit prêt à décréter le recours aux raids aériens contre les positions des Takfiris, en Syrie et en Libye, pour écarter les menaces terroristes contre le territoire britannique. Selon Reuters, le Premier ministre britannique, David Cameron, a durci le ton, ce lundi, contre le groupe Daech, pour dire qu'il est prêt à émettre l'ordre des attaques aériennes contre les positions des paramilitaires takfiris, en Libye et en Syrie, pour empêcher que les rues des villes britanniques ne soient frappées par les attentats terroristes.

En déplacement, en Indonésie, David Cameron a déclaré aux journalistes qu'il espérait pouvoir créer une alliance politique, pour écarter la menace qu'il a appelé «la secte de la mort». «Si notre peuple est menacé, dans les rues du pays ou si la Grande Bretagne se sent menacée, nous serons capables d'écarter cette menace, en prenant des mesures immédiates», a-t-il précisé. french.trib.ir 27.07

3- Ukraine

- Ukraine: Washington favorable à la zone tampon - french.trib.ir

Le gouvernement américain a favorablement accueilli la création de la zone tampon à Lougansk dans l'Est de l'Ukraine. C'est au cours d'un contact téléphonique avec le président ukrainien, Petro Porochenko, que le vice-président américain, Joe Biden a salué la proposition de Kiev quant à la création d'une zone tampon, exempte d'armements militaires, sur un rayon de 30 km à l'est de l'Ukraine dans la province de Lougansk. Sur cette zone tampon, il sera interdit de lancer d'obus de char ou obus de mortier ou d'artillerie tandis que les armements qui existaient déjà seront transférés vers les régions avoisinantes.

La création de cette zone a été réalisée, avec la médiation de l'Organisation de sécurité et de coopération de l'Europe (OSCE) et la Russie, entre le gouvernement de Kiev et les opposants armés. Le groupe de contact a adopté, le 21 juillet lors d'une réunion à Minsk sur la situation en Ukraine, le texte de l'accord de retrait progressif des chars, des blindés et des armes d'un calibre inférieur à 100mm; les rapports font pourtant part de la poursuite des heurts dans l'Est de l'Ukraine. Les responsables de Donetsk ont annoncé, dimanche, que l'armée ukrainienne a violé en ces 24 dernières heures à 40 reprises le cessez-le-feu. Kiev et les opposants s'accusent toujours de violation de l'accord de Minsk, obtenu avec la médiation franco-allemande, au mois de février et dans le but d'établir la trêve dans l'est de l'Ukraine. Entre temps, n'oublions pas que la Maison Blanche doit entamer d'ici la fin 2015, l'entraînement des forces de l'armée ukrainienne, ce qui s'ajoute à l'entraînement, déjà effectué, par les Etats-Unis, pour les forces de la Garde nationale ukrainienne. Or, justifiant cette nouvelle mission de formation de militaires, le porte-parole du département d'Etat américain, Mark Toner a souligné que cela s'effectuera à la demande de Kiev, dans le cadre de leurs coopérations d'ordre défensif.

Ainsi, l'ensemble des aides sécuritaires américaines à l'Ukraine, depuis 2014 serait de 244 millions de dollars. Toner a prétendu que cette entraînement ne signifie pas une offre d'armes de destruction massive mais qu'il s'inscrit dans le cadre du renforcement de la sécurité de l'Ukraine. C'est en effet depuis le printemps 2015 que les forces américaines déployées en Europe ont commencé à former les forces de la Garde nationale de l'Ukraine. french.trib.ir 27.07

ECONOMIE

Chine

- Le grand plongeon de la bourse de Shanghai - libération.fr

Elles montraient quelques signes de reprises. Mais voilà qu'elles s'effondrent (à nouveau). Comme si les mesures prises par les autorités chinoises étaient in fine sans effet sur les places financières de Shanghai et Shenzhen. Baisse des taux d'intérêt, interdiction aux investisseurs ayant plus de 5% d'une entreprise cotée de se débarrasser de leurs actions, injonction aux maisons de courtage les plus importantes d'investir une vingtaine de milliards de dollars sur les marchés, histoire de soutenir

les cours... ou encore opérations de police lancées contre des ventes d'actions à découvert. En vain. Rien ne rassure les petits porteurs chinois de la bourse de Shanghai qui n'ont qu'un objectif : vendre leurs actions tant qu'il est temps de minimiser les pertes. De quoi accélérer la chute des cours boursiers. Telle est la spirale dans laquelle s'enfoncent les marchés financiers chinois.

Lundi, en l'espace d'une seule séance, l'indice de la bourse de Shanghai a cédé 8,48%, illustrant à merveille les limites de l'action gouvernementale pour contenir la panique boursière dans la deuxième économie mondiale. L'indice composite shanghaien a perdu 345 points, à 3725, dans un volume d'affaires de près de 722 milliards de yuans, (105 milliards d'euros). Quant à la place de Shenzhen, elle perdait 7% dans un volume d'échange de près de 670 milliards de yuans (97 milliards d'euros). Du jamais vu depuis 2007... Entre le 20 mai et le 10 juillet, la Bourse de Shanghai a perdu 30%, soit 3 000 milliards de dollars (environ 2 700 milliards d'euros) qui se sont envolés, plongeant les investisseurs et les autorités dans la panique.

Nouveau sport national «Le gouvernement ne parvient pas à restaurer la confiance car les mauvaises nouvelles économiques s'accumulent sur la Chine. Mais, surtout, tout le monde se réveille et réalise à quel point les places financières de Shanghai et Shenzhen, dont la valeur a doublé en moins d'une année, ont été portées essentiellement par la fuite en avant de la spéculation», note un analyste financier. Certes, les récents chiffres du gouvernement révélant une baisse de 0,3% des bénéfices des grandes entreprises industrielles et un fléchissement de la production manufacturière en juillet expliquent ce nouvel accès de panique des investisseurs chinois à l'égard de Shanghai. Mais en partie seulement. Pour nombre d'observateurs, c'est donc la spéculation boursière, nouveau sport national, qui est en train de se retourner contre le gouvernement. La Chine apparaît de plus en plus comme un cas d'école, dans lequel l'euphorie pour les marchés financiers semble s'être transformée en une véritable bombe à retardement. Des chiffres ? La place de Shanghai pesait un peu moins de 500 milliards de dollars l'année dernière. Il faudra moins d'un an pour que cette dernière connaisse une croissance exponentielle la propulsant dans la cour des très grandes places financières mondiales. Sa capitalisation atteignait début mai (quelques jours avant son premier krach) près de 6 500 milliards de dollars. Aucune place financière n'avait connu telle progression en si peu de temps. Grâce aux faveurs du gouvernement, la Chine compte plus de petits investisseurs que les membres inscrits au Parti communiste chinois. Ils sont plus de 100 millions, dont 98% sont des petits investisseurs. Et ce sont eux qui, jusqu'au début du mois de mai, se sont précipités auprès de banques et autres maisons de courtage pour emprunter des sommes aussitôt (ré)investies sur les marchés de Shanghai. Jusqu'au début de l'année, ils étaient environ 50 000 Chinois à ouvrir chaque semaine un compte bancaire destiné aux investissements en bourse. Sur la seule dernière semaine de mai, leur nombre atteint les 4,5 millions.

Un modèle de développement en question

Si l'Europe a les yeux rivés vers la Grèce, le reste du monde les a braqués sur Chine depuis la première grosse chute boursière de Shanghai au début du mois. Et pour cause, la Chine, que beaucoup présentent comme le sauveur de la croissance mondiale, pourrait devenir la zone la plus instable du monde. C'est du moins ce que craignent les observateurs. Il y a la crise boursière mais aussi les statistiques officielles de Pékin, notamment sur la croissance économique, jugées toujours moins fiables. Alors que le produit intérieur brut progresse de 7% par an selon les données publiées, beaucoup estiment – à l'instar de Citigroup, par exemple – la croissance en réalité limitée à 5%. Une progression qui serait plus cohérente avec d'autres indicateurs, tels que l'évolution de la consommation d'électricité du pays ou encore celle du rythme de circulation de containers et autres trains de marchandises. Même les comptes publiés par les sociétés cotées sont sujets à caution. Enfin, les investisseurs nationaux et internationaux doutent de plus en plus du caractère soutenable du modèle de développement de la Chine.

Ce modèle fondé sur une main-d'œuvre bon marché tournée (presque) exclusivement vers des produits d'exportation semble nettement moins porteur qu'il ne l'était jusqu'ici. Face à d'autres pays émergents comme l'Inde, la Chine s'avère moins compétitive. Un ralentissement des exportations qui s'est ressenti dès 2008, lorsque explose la crise des subprimes et qu'advient la chute de Lehman Brothers. Pour éviter le pire, Pékin a alors donné l'ordre aux banques locales de distribuer un maximum de crédit pour favoriser l'investissement. En un an, la Chine va ainsi injecter dans les rouages de l'économie l'équivalent de 30% du PIB sous forme de crédit. Une «manne» financière qui va aussitôt alimenter une bulle immobilière. L'année 2012 sonne la fin de l'euphorie immobilière. Les Chinois vont réaliser l'ampleur du désastre provoqué par cette spéculation et prendre conscience de ces millions de mètres carrés d'immeubles vides parce qu'invendables. Il faut alors faire vite : vendre pour récupérer autant que possible tout ou partie des investissements. La crise immobilière aurait pu mettre fin à un système de spéculation immobilière alimenté par le crédit bancaire. En vain. De l'immobilier, la spéculation va se déplacer vers le marché des actions des entreprises cotées.

Effets collatéraux

La suite ? Comme le FMI ou l'OCDE, la plupart des grands instituts de conjonctures économiques se veulent rassurants, estimant que les secousses boursières de Shanghai et Shenzhen ne sont qu'une illustration de plus des démesures que connaît la Chine. Bref, l'ampleur des mouvements boursiers, si importants soient-ils, devrait être sans conséquence sur l'économie réelle. Car qu'advierait-il de la Chine si la panique boursière finissait par affecter ce fameux effet richesse ?

A l'autre bout du monde, les Américains en savent quelque chose. Par deux fois, ils ont appris le sens de cette notion économique. Une première fois en 2000, lorsque explose la bulle internet. Une seconde en 2008, lorsque s'effondrent les crédits subprimes. De quoi s'agit-il ? Quand tout va bien, lorsqu'ils voient le cours de leurs actions s'envoler, la plupart des ménages éprouvent un sentiment d'enrichissement. Persuadés d'être plus aisés, ils consomment plus que de raison. A la simple

vue du décompte de la valeur de leurs portefeuilles boursiers, les banques leur déroulent le tapis rouge. Toutes sont disposées à consentir à ces ménages financiarisés de nouveaux crédits. Jusqu'au jour où les indices boursiers commencent à piquer du nez. Ce jour-là, les ménages qui voient fondre la valeur de leurs actions n'ont plus qu'un seul objectif : se débarrasser au plus vite de leurs actions. Dépensiers hier, ils deviennent aussitôt prudents à l'extrême, au risque de planter un peu plus l'économie. Certes, pour l'instant, la Chine n'est pas encore dans ce type de configuration. Mais si cela devait être le cas dans les prochaines semaines, alors les effets collatéraux pourraient se propager sur le système bancaire chinois avant qu'une onde de choc ne finisse par toucher le reste du monde. libération.fr 27.07

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juillet 2015

CAUSERIE

On va réussir à finir le mois de juillet en ayant dépensé 2,08 euros par jour et par personne, comme quoi question organisation et budget on tient la route.

A propos du port obligatoire du casque pour les conducteurs et passagers de deux roues à moteur sur le territoire de Pondichéry et l'Etat du Tamil Nadu en vigueur depuis le 1er juillet 2015.

Les deux premières semaines de juillet on a vu timidement quelques casques apparaître, jamais sur la tête d'un passager, puis cela s'est tassé les deux semaines suivantes au point que j'en suis arrivé à la conclusion que les rares indiens qui en avaient acheté un ne le portent plus après avoir constaté que plus de 90% n'en portaient toujours pas.

Tous les jours des centaines de motocyclistes passent (gratuitement pour les 2 et 3 roues) plusieurs fois au portique de la quatre voies reliant Pondichéry à Chennai en passant par Tindivanam - qu'on ne peut pas vraiment appeler une autoroute, où se trouvent stationnés des policiers qui contôlent l'intérieur des véhicules, y compris les bus, mais ils ne contrôlent pas les motos.

Ils avaient interdit de monter à plus de deux personnes sur un deux roues à moteur, mais chaque fois que tu sors tu en croises qui sont 3,4,5 sur une moto de 100 cm3 ou un scooter sans que la police ne verbalise.

Les Indiens pratiquent la désobéissance civile, c'est une forme de résistance contre l'oppression qui me va très bien.

J'avais écrit ces lignes hier soir avant de prendre connaissance de l'article ci-dessous.

[A croire que le portail néolibéral sioniste Slate.fr est en cheville avec les renseignements généraux.](#)

- Pourquoi l'ancien comptoir français de Pondichéry est l'un des endroits où l'on se suicide le plus au monde - Slate.fr

Le taux de suicide du territoire reste, pour la troisième année consécutive, le plus élevé de l'Inde. Il atteint 35,6 pour 100.000 habitants, selon les derniers chiffres du National Crime Records Bureau (NCRB) datés de 2013, quand la moyenne nationale est de 11 (21,1 d'après l'OMS, qui utilise un mode de calcul différent). Si on pousse la comparaison avec des pays, le chiffre approche des records mondiaux, puisque seuls le Guyana (ex-Guyane anglaise) et la Corée du nord affichent des taux plus élevés.

Pondichéry garde pourtant une seule étiquette en Inde et en France. Celle d'une enclave paisible, devenue une destination touristique de premier plan grâce, entre autres, à ses vestiges de l'histoire coloniale. Le territoire a été un comptoir français entre 1673 et 1954, date de restitution à l'Inde, devenue indépendante en 1947.

La «ville blanche» conserve ainsi des traces fascinantes: immenses villas colorées, noms des rues en français, un calme ahurissant, le képi des policiers, le lycée français... «Mais ça, c'est une toute petite partie. Beaucoup idéalisent Pondichéry. Ce n'est pas le paradis que l'on décrit», conteste Revathy, une étudiante. Le reste de la ville est profondément indien. Bouillonnant, sale, rutilant.

En ce sens, Pondichéry n'échappe pas aux caractéristiques typiques du suicide en Inde, le pays où les 15-29 ans se donnent le plus la mort, selon l'OMS. Si les statistiques indiquent que les «problèmes familiaux» sont responsables de 57,5% des suicides dans l'ancien comptoir français, la réalité est plus nuancée, d'autant que la catégorie est très fourre-tout. «Le suicide est un mélange complexe de plusieurs causes, psychiques et sociales», rappelle Ravi Rajkumar, professeur au département de psychiatrie de l'institut Jipmer. A l'instar d'un patient à risque, Pondichéry cumule des facteurs, tant nationaux que locaux.

L'exemple du jeune Vishal symbolise la pression considérable sur la réussite scolaire en Inde, la croyance dans les diplômes étant

très profonde. Elle s'observe d'abord dans la rue. Mi-mai, à Pondichéry, l'école le Petit Séminaire a placardé, à côté de son portail, une affiche géante avec les résultats et photos de ses meilleurs élèves. D'autres instituts se vantent en se payant des pages entières dans les quotidiens.

«La pression est forte de la part des établissements, qui veulent les meilleurs élèves, et aussi des familles par leur exigence de réussite», indique Kasi Kumar, psychologue. Les parents dépensent des sommes vertigineuses pour la scolarité des jeunes, avec notamment beaucoup de cours particuliers. Le marché de l'éducation privée en Inde pourrait atteindre 115 milliards de dollars en 2018.

Et pour les moins bons, il reste le poids de l'échec. La stigmatisation. Plusieurs suicides de lycéens ont été notés après les résultats du mois dernier. Comme chaque été. Dans les coursives silencieuses de l'Université de Pondichéry, une histoire, datant de quelques années, revient souvent. Celle d'une jeune étudiante qui termine huitième à ses examens. Des bonnes notes. Insuffisant pour elle, qui se donne la mort. «Les données sur le suicide et l'éducation suggèrent [...] que l'éducation est un facteur de risque, si l'on exclut les formations les plus prestigieuses qui débouchent directement sur une carrière», résume le sociologue français Roger Establet dans *Le Suicide en Inde* au début du XXI^e siècle.

Les sociologues invoquent Durkheim et sa notion clé. Dans une Inde tiraillée entre traditions patriarcales et mondialisation en accélérée, «de nombreux suicides résultent de la perte de repères et donc d'anomie», selon B.B. Mohanty, professeur au département de sociologie de l'Université de Pondichéry. L'ancien comptoir français est d'ailleurs un bel exemple de cette situation. «On est dans une aire semi-urbaine [1,2 million d'habitants, ndlr], entre le côté tranquille de la campagne et la poussée des grandes villes. Bangalore [considérée comme la "Silicon valley indienne"] a connu une même étape de développement il y a quelques années. Et avait aussi un taux de suicide énorme», souligne Ravi Rajkumar.

Les Etats du sud de l'Inde, plus développés, comme le Tamil Nadu, le Kerala et donc le territoire de Pondichéry, ont ainsi les taux de suicide les plus élevés depuis de longues années. La transition et la digestion de ces mutations prend du temps. «On est en train de basculer dans une autre société. Ce n'est pas encore complètement fait», philosophe Revathy. L'étudiante, assise au milieu d'une cour paisible de la fac, complète: «Mais pour l'instant, elle reste toujours très inégalitaire envers les femmes.»

Ce n'est pas un scoop: les Indiennes sont victimes de nombreuses violences et discriminations. «Et c'est partout. A l'école, au travail. Puis, il y a la pression autour du mariage. Si la famille n'a pas assez d'argent pour payer la dot, cela peut mener à un suicide», poursuit la jeune femme de 22 ans. Alors que les hommes se suicident beaucoup plus que les femmes en Occident, «l'écart entre les taux masculins et féminins est très faible [en Inde], fluctuant de 1968 à 2008 entre 1,4 et 1,6», écrit Roger Establet. Pondichéry n'échappe pas à cette tendance, même si les femmes restent moins touchées que dans d'autres Etats.

A côté de Revathy, un ami à elle, Vimal, prend ses airs de gros durs. «Pondichéry est connu pour une chose dans toute l'Inde: l'alcool.» Il n'a pas tort. Se poivrer est très simple, avec des magasins spécialisés à chaque coin de rue et des taxes quasi nulles. Il n'est pas rare de voir des types tituber. Et pour tous, c'est une des causes de l'effrayant taux de suicide de Pondichéry. Dans les zones à l'écart du centre-ville, plus rurales, 42% des hommes de plus de 25 ans sont accros.

«L'alcoolisme est un véritable problème ici. Une majorité de ceux qui survivent à une tentative de suicide nous révèlent être dépendants», affirme Susan Solomon, psychiatre à l'institut médical de Pondichéry (Pims). Elle et ses confrères évaluent à environ 1/3 les suicides «conclus» sous l'influence de l'alcool. «Une situation d'alcoolisme est nocive aussi pour la famille, encore plus en cas de violence. Il y a des cas de suicide parce qu'un proche était alcoolique», ajoute Ravi Rajkumar.

Au-delà d'une simple opposition «ville blanche/ville noire», Pondichéry possède d'autres contradictions. Des jeunes viennent de tout le pays pour leurs études supérieures, réputées pour leur qualité. Problème: l'économie n'est pas celle d'une mégapole et il n'y a pas assez de jobs pour les dizaines de milliers d'étudiants qui sortent diplômés chaque année. «On n'a pas de données exactes sur le chômage, mais on estime qu'il est plus élevé que la moyenne nationale, vu notre statut de Territoire, avec beaucoup d'emplois publics», indique un professeur du département d'économie de l'Université de Pondichéry.

«Ce n'est pas ici que je trouverai du travail. Et les postes ne sont pas forcément attractifs financièrement. Les salaires passent souvent sous la barre des 10.000 roupies [environ 140 euros, ndlr]. Pour un même poste, on sera mieux payé dans une grande ville comme Chennai ou Bangalore», souffle Divya, 21 ans. Le projet de smart city, auquel la France contribuera, pourra-t-il changer la donne? «Il y a plus de concurrence aujourd'hui. Je sais que j'aurai dix fois plus de mal à trouver un travail que mon père», pense Akshaya, 17 ans, résumant le sentiment général. Et ceux qui restent à l'écart du marché de l'emploi peuvent vite entrer en dépression.

Ces soucis économiques ou personnels, les Pondichéryens n'en parlent pas. Un trait de caractère bien ancré dans le sud du pays, et encore plus intense dans l'ancien comptoir. «A Pondichéry, les gens paraissent moins stressés et moins agressifs que dans le reste du pays. Mais ça ne veut pas dire que tout va bien pour eux! Ils n'expriment pas leurs sentiments et négligent donc leurs intérêts», estime le psychiatre Ravi Rajkumar.

Le jeune Akshaya, élève à l'Ashram Sri Aurobindo, pousse le raisonnement plus loin. «Entre parents et enfants, il y a peu de

dialogue. Les jeunes parlent peu de leur vie personnelle, de leurs problèmes avec eux. Et même avec leurs amis. Il y a beaucoup de tabous», assène-t-il. Les colères et les frustrations restent à l'intérieur. Elles se retournent contre l'individu lui-même, ce qui favorise les dépressions et suicides, selon les médecins.

Et lorsque certains prennent la décision de se confier, il n'y a pas grand monde vers qui se tourner. Il n'y a qu'une seule helpline à Pondicherry: Maitreyi, perdue dans les dédales de la «ville noire», au-dessus d'un magasin de saris. «On fonctionne seulement les après-midi, on est vingt bénévoles. Deux par après-midi», déclare le psychologue Kasi Kumar, également membre de l'association.

Selon lui, un manque familial s'ajoute à ce manque de structures. La notion même de communauté a faibli. «La famille nucléaire devient la norme. Avant, on vivait plus sur le modèle des joint families. Il y avait plus d'anciens, qui pouvaient guider les jeunes, être des relais», argumente-t-il, s'appuyant sur les chiffres: le territoire de Pondichéry est l'un des endroits où la taille de la famille est la plus réduite et où l'on compte le plus faible nombre d'adultes par foyer.

«Les autorités ont toujours considéré que le suicide est un problème individuel et non social», continue Kasi Kumar. Pondichéry a-t-il été négligé parce que trop petit? «C'est pourtant un phénomène présent ici depuis des décennies. Il faut faire quelque chose. Certes, Pondichéry n'est qu'un Territoire, mais il y a quand même 1,2 million d'habitants, et l'unité de mesure, par 100.000 habitants, rend les données pertinentes», répond Ravi Rajkumar.

Face à ces chiffres et cette situation alarmante, les solutions arrivent timidement. Dans l'Etat du Tamil Nadu, entourant Pondichéry, les relais sont plus forts et les ONG locales expérimentent. Pour contrer l'empoisonnement, premier moyen par lequel on se donne la mort en Inde, les pesticides sont stockés dans des casiers fermés à clé dans certaines zones rurales. Personne ne peut y accéder hormis les agriculteurs. Le nombre de suicides a ensuite baissé sensiblement.

La cour de Madras a ordonné en octobre dernier la formation de comités d'experts afin de répondre au taux de suicide élevé des étudiants à Pondichéry. Depuis plusieurs années, le gouvernement local subventionne des études conduites par les médecins et les chercheurs de la ville. La tâche reste colossale.

«On estime que le taux de suicide est sous-reporté. Les études montrent qu'il y en aurait sept fois plus, en moyenne, ici comme ailleurs», explique la psychiatre Susan Solomon. Pour une raison simple: tenter de se suicider est un crime en Inde. Avec son lot de stigmatisations, en plus de possibles conséquences judiciaires. Le gouvernement central a annoncé la suppression de cette disposition. Un premier pas modeste mais indispensable. slate.fr 29.07

Il y a à boire et à manger dans cet article.

Je mets rarement les pieds dans le quartier blanc de Pondichéry, je n'ai rien à y faire.

Quand je vous disais que les Indiens étaient terriblement malheureux, je n'exagérais pas.

Tenter de se suicider est un crime en Inde au niveau des institutions, mais pas du peuple. Il y a deux semaines, Adilakshmi, la soeur de Selvi, en faisant le geste de se passer une corde autour du cou nous a répété qu'elle préférerait en finir une fois pour toute que de continuer à vivre un cauchemar, sa vie quotidienne sans espoir qu'elle s'améliore un jour. En 25 ans, je n'ai pas compté le nombre d'Indiens qui se sont suicidés dans mon entourage, plus d'une dizaine, contre trois en France en 35 ans.

L'Inde est passé du système corporatiste des castes au libéralisme au début des années 90 après pratiquement 43 ans de stagnation économique depuis son indépendance. Le "miracle" du libéralisme se réduira en fait à la libéralisation du crédit qui se traduira par l'endettement des trois quart de la population sur fond d'inflation galopante, la revalorisation du statut des classes moyennes et des fonctionnaires qui apparaissent comme une couche particulièrement avantagée de la classe ouvrière de par ses privilèges dont les deux jours de congés hebdomadaire, se répercutera au niveau du chômage et des salaires de la classe ouvrière, sans pour autant que leurs conditions de travail s'améliorent, bien au contraire, quant à leurs conditions de vie elles sont demeurées extrêmement précaires ou elles se sont mêmes détériorées.

Le développement économiques de l'Inde a été pour ainsi dire annulé par la hausse de la démographie conduisant à l'appauvrissement de chaque famille et à leur éclatement, une fois partagé entre leur nombreuse fratrie l'héritage familiale, la part revenant à chacun de ses membres diminuant au fil du temps sans pouvoir constituer un capital suffisamment important pour espérer en tirer un revenu, généralement le lopin de terre attribué à chaque enfant devait être vendu et l'argent qu'ils avaient pu en tirer vite dilapidé ou investi dans une activité qui ne leur permettrait pas de vivre décemment. Depuis il sert aussi à acquérir des biens d'équipement ou de consommation dont ils ne peuvent évidemment tirer aucun revenu, au contraire, ils deviennent une charge financière qui vient s'ajouter à leurs dépenses alimentaires sur lesquelles ils doivent rogner, en apparence on pourrait croire qu'ils sont moins pauvres qu'autrefois, alors qu'en réalité ils le sont tout autant ou davantage encore.

Dans ce contexte défavorable, les parents transforment leurs enfants scolarisés en forçat dans l'espoir qu'ils décrochent un jour un emploi bien rémunéré et qu'ils se souviendront plus tard ou une fois atteints leurs vieux jours des sacrifices qu'ils ont faits

pour payer leurs études, ce en quoi ils se font des illusions bien souvent. Leur but n'est pas l'épanouissement de leurs enfants ou qu'ils choisissent un métier ou un cursus en fonction de leurs aspirations, mais uniquement pour le statut social et l'argent qui ira avec, c'est pour eux un moyen comme un autre et souvent le seul, d'espérer s'enrichir après s'être saignés pendant de longues années pour leurs rejetons. Et une fois atteint cet objectif, on s'apercevra que leur niveau de conscience n'a pratiquement pas évolué par rapport au pauvre type qui n'a pas été scolarisé ou qui a déserté l'école très tôt, au mieux ont-ils acquis des connaissances dans le domaine dans lequel ils s'étaient spécialisés sans avoir évolué par ailleurs ou alors plutôt dans la mauvaise direction, leur ambition ne faisant que renforcer leur individualisme déjà débridé au point que seuls leurs intérêts existeront à leurs yeux tout en témoignant un mépris cruel envers les plus faibles. Bien entendu, certains sortent du lot, mais ils sont rares, au mieux ils vont singer maladroitement le mode de pensée des occidentaux en plus grotesque, caricatural, sans en connaître les méfaits, les pièges et les dangers.

De nombreux enfant scolarisés dans des établissements privés et issus de familles ayant tout juste de quoi survivre, vont s'imaginer en cotoyant la progéniture des classes moyennes, qu'ils pourront poursuivre plus tard leurs études pour devenir médecin, avocat ou ingénieur, alors que leurs parents n'auront jamais les moyens de leur payer ces études très coûteuses, leur désillusion n'en sera que plus cruelle pour eux. Pire encore pour les filles qui seront rapidement casées ou mariées, leur parents espérant tout de même en tirer un bon parti en faisant valoir qu'elles sont mieux éduquées que la moyenne. On en revient toujours à un calcul froid et sordide dont les enfants font les frais.

Le bien-être ou la qualité de vie sont accessoires pour un Indien à côté de son statut social ou le paraître l'emporte sur tout autre critère. Ce qui le caractérise surtout, c'est l'absence de logique et ce n'est pas un paradoxe au pays du karma ou loi de l'enchaînement des causes à effets dont chacun porterait la responsabilité et qu'ils n'ont jamais vraiment assimilée, comment le pourraient-ils en l'absence de toute éducation ou transmission du savoir par leurs parents qui le plus souvent étaient incultes, voire analphabètes, leurs préoccupations étant purement pragmatiques ou matérielles, au pays du soi-disant développement spirituel ce n'est pas davantage un paradoxe, compte tenu que dans le meilleur des cas il était totalement déconnecté de la réalité ou de leur condition pour finalement demeurer au stade virtuel ou du devenir, l'inertie de leur histoire profondément marquée par l'obscurantisme et des superstitions les tirant sans cesse en arrière, empêchant toute structuration de leur pensée et de leur mode de vie voués à stagner, à respecter ou épouser les coutumes les plus archaïques qui soient. Célébrer le mantra, c'est comme adopter la méthode Coué qui n'a jamais fait progresser personne.

L'épanouissement personnelle ou intellectuelle, la culture, les arts et le progrès social ont toujours été le privilège de castes privilégiés, d'une élite très restreinte concentrant tout le pouvoir entre ses mains, tandis que le peuple était appelé à végéter, à se crever à la tâche pour les servir, voué au dénuement le plus total tout au long de son existence. Rien ou si peu de choses ont changé pour la plupart des Indiens depuis l'époque des maharajahs ou des nababs, qui ont été remplacé par les potentats locaux dont certains deviennent députés ou ministres pour s'enrichir davantage uniquement. L'immense majorité d'entre eux sont des mafieux corrompus qui disposent de milices privées intimidant la population et se livrant à des assassinats sans qu'ils ne soient inquiétés par la justice. Dans ces conditions les rapports sociaux demeurent semi-féodaux et le mode de pensée de la population n'évolue pas au même rythme que le développement économique qui ne sert qu'à les maintenir dans un état d'asservissement moyenâgeux sur fond de préjugés profondément ancrés dans leur inconscience, ajoutons, dont les bonnes consciences occidentales (Les ONGistes) voudraient les délivrer sans pour autant s'attaquer aux rapports sociaux qui en sont à l'origine, ce qui en fait une entreprise particulièrement réactionnaire, comme en France ou ailleurs.

Ce qui explique également pourquoi le mode de pensée et de vie des Indiens ne parviennent pas à évoluer, tiens au fait qu'en étant livrés à la précarité généralisée ou privés de droits, pour ainsi dire dès leur naissance ils ne sont pas liés seulement à leur famille ou ils tombent immédiatement sous la dépendance de leur milieu d'origine qui existe sous la forme d'un réseau de relations tissées par les générations précédentes comme les mailles d'un filet dans lesquelles ils sont pris et auxquelles ils peuvent difficilement échappés sous peine de se retrouver totalement isolés ou confrontés à des difficultés auxquelles ils ne pourront pas faire face par eux-mêmes, sauf s'ils ont de l'argent bien entendu, et encore, ils devront alors être très généreux.

Bref, l'Indien dispose d'encre moins de liberté qu'un Français ou un Occidental tout en étant livré à des rapports détestables, des conditions épouvantables qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Il est sans cesse tiraillé entre les puissants facteurs du passé qui tendant à le tirer en arrière et auxquels il demeure enchaîné, avec lesquels il continue de s'identifier, j'ai envie de dire à défaut de mieux, c'est un cercle vicieux, et la modernité ou le progrès social qui correspondent à ses profondes aspirations et auxquels il peine à accéder ou sont sources de désillusions et d'une forme d'esclavage qui n'a rien à envier à celle qu'il a toujours connu, avec peut-être moins de liberté encore ou davantage de contraintes en échange d'un maigre amélioration de sa condition. A suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Mystification. Le masque tombe. Le FN pas un parti de l'"*establishment*", vraiment ?](#)

Mardi la cour d'appel de Versailles a estimé que le Front national a "violé" ses règles internes en organisant un congrès

par correspondance. (source : AFP 28.07)

Autrement dit, c'est la justice qui décide si son congrès est légitime ou pas, si ses instances ont violé ses statuts et non les membres de ce parti, ses dirigeants se pliant au verdict rendu par les représentants de la Ve République.

La voix de la réaction assumée.

La crise, le chômage, le chaos, la guerre : C'est le peuple le responsable et non la classe qui détient le pouvoir.

- Crise de la viande et du lait: le consommateur a aussi sa part de responsabilité - Slate.fr

Le rôle du consommateur qui privilégie le low-cost n'est pas neutre dans les crises du monde agricole. Slate.fr 28.07

A l'avenant.

- Jacques Séguéla est un génie du trolling depuis toujours Slate.fr

Le despotisme mondial à l'oeuvre.

- L'UE réclame la libre circulation des marchandises en France - Reuters

- Grèce : la BCE donne son feu vert à la réouverture de la Bourse - La Tribune

- L'Otan assure la Turquie de sa solidarité face à l'EI et aux rebelles kurdes - AFP

- Les Etats-Unis vont libérer Pollard, qui espionnait pour Israël - Reuters

Quand la France assume son statut de monarchie constitutionnelle.

- Vallauris : les femmes CRS ne sont pas du goût du roi d'Arabie saoudite - LePoint.fr

L'hebdomadaire Marianne affirme que le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud a demandé qu'une femme CRS soit écartée du dispositif de surveillance de la plage. Un émissaire du roi a été envoyé lundi pour demander à la fonctionnaire de ne pas être présente à l'heure du bain des hommes de la famille saoudienne.

La CRS a finalement été retirée du dispositif de sécurité de la plage pour être affectée à celui du parc automobile... LePoint.fr 28.07

Célébration du communautarisme le plus nauséabond de la planète : le sionisme.

- Les Olympiades juives s'ouvrent pour la première fois à Berlin - LeFigaro.fr

La 14e édition des Jeux olympiques juifs se déroule en Allemagne.

Le président de la fédération juive allemande organisatrice, Alon Meyer, parle déjà «des Jeux de la réconciliation». «Pour beaucoup d'entre nous, il est difficile d'appeler notre maison ce pays qui commence par la lettre A», rappelle toutefois Rebecca Gop. Elle s'exprime au nom des juifs berlinois dans le magazine interne de ces olympiades, lequel pose la question: «L'Allemagne peut-elle être une patrie pour les Juifs?».

Lors de cette 14e édition, 2300 athlètes juifs venus de 36 pays vont se rencontrer, rapporte le quotidien israélien Haaretz, qui dénombre 19 sports au programme.

Le but est de battre la plus grande fête de shabbat organisée à Tel-Aviv l'an dernier.

Les Olympiades sont ouvertes à tous, gratuites et très sécurisées, rapporte le quotidien Haaretz. La sécurité est la priorité première, selon Lena von Hooven, la porte-parole des Jeux. LeFigaro.fr 28.07

Contre le droit au retour. Comment caser leurs déchets sur une île déserte au beau milieu d'un océan.

- Migrants: un millionnaire veut créer un nouveau pays pour accueillir tous les réfugiés - Le HuffPost

Le "problème" migratoire devient de plus en plus incontrôlable. Mais Jason Buzi, un entrepreneur millionnaire israélien qui vit à San Francisco dit avoir trouvé la solution.

Selon lui, la réponse à tous ces problèmes serait la création d'un nouveau pays où les populations fuyant leur nation d'origine pourraient trouver refuge. Cela deviendrait leur "maison".

Cette idée pourrait permettre d'accueillir des millions d'immigrés. Sa "nation de réfugiés" comme il l'appelle, permettrait à la population de trouver "un endroit pour vivre en sécurité et [où ils] pourront travailler comme tout le monde" a-t-il expliqué au Washington Post.

Il propose des solutions assez simples réparties en quatre catégories :

- Demander à des Etats développés de léguer des parties de leurs terres non-utilisées, pour y implanter les populations déplacées. (S'ils n'en veulent pas chez eux, ce n'est pas pour les "implanter"... - LVOG)

- Acheter une île inhabitée comme il en existe des centaines en Indonésie.

- Prendre en charge un pays existant déjà mais peu peuplé comme la Dominique faisant partie de l'archipel des Caraïbes, pour y emmener les exilés.

- Construire une île au milieu de l'océan.

James Hathaway, directeur du programme d'asile des réfugiés à l'Université de droit du Michigan, ne l'est pas du tout, lui. Car le spécialiste de la question voit dans ce projet utopique un écueil majeur: la crainte que ce pays ne devienne "un camp de prisonniers de grande envergure". Le HuffPost 28.07

Comment soutenir les barbares en bombardant leurs ennemis au nom de la démocratie.

- L'Otan assure la Turquie de sa solidarité avant tout face à l'EI - AFP

- Turquie : bombardements de l'armée contre les rebelles kurdes - LeMonde.fr

- Erdogan juge impossible de continuer les discussions avec le PKK - Reuters

Voilà qui doit rendre Erdogan un peu plus dingue.

- Soldats et kurdes syriens chassent leur ennemi jihadiste d'une ville clé - AFP

L'armée et les forces kurdes syriennes, alliées de circonstances face à un redoutable ennemi commun, ont porté un coup dur au groupe jihadiste Etat islamique (EI) en le chassant mardi de Hassaké, une ville clé du nord-est du pays en guerre.

- Syrie : l'armée à deux pas du Triangle de Palmyre - french.trib.ir

« L'armée syrienne est à quelque centaines de mètres de la localité stratégique du Triangle de Palmyre et elle n'est qu'à trois kilomètres des sites historiques de Palmyre », a-t-on appris de la chaîne de télévision Al-Mayadeen. Epaulée par les unités de commandos et les comités populaires, l'armée régulière de la Syrie poursuit sa progression vers Palmyre après avoir pris le contrôle de l'Ecole Al-Sawaqa et des champs d'alentours. L'armée est arrivée à quelque centaines de mètres du Triangle de Palmyre, une localité très stratégique, et elle n'est qu'à trois kilomètres des sites historiques de Palmyre après sa vaste offensive contre la localité d'Al-Bayarat et les champs qui l'entouraient.

Malgré la percée considérable de l'armée syrienne et les 40 kilomètres qu'elle a pu libérer en deux semaines, la bataille de Palmyre s'annonce longue. L'armée a lancé son opération de libération à partir du front de droite et de gauche de la Route internationale de Palmyre tandis que le groupe terroriste Daech a renforcé ses lignes de logistique en créant des barrages et en déposant des bombes. A Al-Zabadani, les rangs des terroristes, actifs en banlieue de Damas sont sur le point de s'effondrer tandis que l'armée et les forces de la Résistance ont assiégé la ville. french.trib.ir 28.07

ACTUALITE EN TITRES

Déliquescence du régime.

- Une proposition de loi pour renforcer la protection des animaux domestiques - AFP
- Chômage : le gouvernement a-t-il triché avec une nouvelle méthode de calcul ? - Francetv info
- Le gouvernement lancera les privatisations des aéroports de Nice et Lyon à la rentrée - AF
- Les Verts veulent la circulation alternée automatique - Reuters
- Consigny - Le chômage est consubstantiel au socialisme - LePoint.fr
- Philippot (FN) ne peut pas imaginer que la justice "aille dans le sens d'un déni de démocratie" - AFP

Le meilleur moyen de se faire virer pendant sa période d'essai.

- Poser des vacances au début de son contrat de travail ? - Francetv info

A croire qu'ils ne savent pas comment cela se passe dans une entreprise privée.

Le DRH. On vous offre généreusement un emploi, et vous à quoi pensez-vous, à vos vacances ! Mon cher monsieur, je suis au regret de vous dire que dans ces conditions nous ne sommes pas faits pour nous entendre, adieu donc et bonne chance, fin de l'entretien.

Je connais la musique pour avoir bossé dans plus de 45 boîtes dans le privé. Au moment des entretiens d'embauche et pendant la période d'essai, j'étais d'une hypocrisie sans fond, je me faisais passer pour un passionné du travail prêt à travailler le samedi et le dimanche si nécessaire, un serviteur docile... Et ensuite j'ouvrais ma grande gueule ou je leur menais une vie de chien... et ils me viraient peu de temps après ! Sans me vanter, cela marchait à tous les coups, y compris la sortie programmée avant qu'ils ne m'embauchent, ce qu'ils ignoraient et me faisait bien marrer ! Rira bien qui rira le dernier, disait Lénine.

Les ONG sont à la démocratie, ce que les oligarques sont au social.

- En Russie, les ONG étrangères comme russes dans le collimateur des autorités - AFP

Nous abolirions leur statut et nous les interdirions tout simplement. Leur personnel salarié serait intégré dans la fonction publique en fonction de sa compétence.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Ayelet Shaked, la «Dame de fer» d'Israël - libération.fr

La ministre de la Justice, numéro 2 du parti d'extrême droite Foyer juif, s'apprête à faire passer une loi extrêmement sévère contre les «crimes palestiniens».

Le véritable homme fort du gouvernement israélien n'est pas Benjamin Nétanyahou. C'est la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, 39 ans, une mère de famille laïque de Tel-Aviv devenue numéro 2 du parti d'extrême droite Foyer juif. Lorsqu'elle a été nommée à la tête de ce ministère sensible dans la foulée des législatives anticipées du 17 mars dernier, nombre de magistrats, d'avocats, et de chroniqueurs judiciaire, la considéraient comme une ravissante idiote.

Une potiche chargée d'être le porte-voix du leader de son parti, Naftali Bennett.

Ils se trompaient. Car depuis son entrée en fonction, Ayelet Shaked a considérablement durci la législation répressive israélienne. A peine entrée dans ses meubles, elle a réintroduit et fait voter par la Knesset un projet de loi aggravant les peines de prison pour les lanceurs de pierres. Celles-ci sont donc passées de huit ans maximum à dix ou vingt ans, selon les cas. Pour accélérer la procédure, les autorités judiciaires n'auront pas à démontrer que les inculpés étaient «mus par une intention de nuire». Le seul fait d'avoir été vu avec une pierre en main, ou pris sur le fait, suffira à motiver la condamnation.

C'est sévère mais ce n'est rien à côté de ce qui s'annonce, car Ayelet Shaked veut aller encore plus loin dans la répression. Elle a d'ailleurs marqué un point en faisant adopter lundi, par un comité ad hoc du gouvernement, un autre projet de loi encore plus dur que le précédent. Un texte qui étend la notion d'«organisation terroriste» aux fondations caritatives musulmanes opérant en Cisjordanie, à Jérusalem-Est, ainsi que dans les villes et villages israéliens.

Les associations «complices de terrorisme»

«Tout le monde sait que le Hamas, le Jihad islamique et les Frères musulmans, transfèrent de l'argent aux terroristes par le biais de ces ONG prétendument caritatives, dit-on au cabinet de la ministre. Si nous voulons lutter efficacement contre ces tueurs, nous devons tarir leurs sources de financement.» Lorsque ce projet de loi aura été adopté par la Knesset, des peines de sept, dix, quinze, voire vingt ou vingt-cinq ans de prison frapperont les «complices de terrorisme». Les cadres et responsables des associations, mais également les militants et les bénévoles. Tous ceux qui auraient, par altruisme et pour respecter les préceptes de leur religion, recueilli ou transféré des fonds dans le cadre d'une association considérée comme «suspecte».

La loi concoctée par Ayelet Shaked compte 137 articles. Elle est en la matière la plus longue et la plus fouillée de l'histoire législative de l'Etat hébreu. Et puisque ce projet a été endossé par le gouvernement, il sera voté sans rechigner à la rentrée parlementaire. Majorité contre opposition.

Parmi les nouvelles mesures répressives envisagées figure également le renforcement des conditions de détention des «terroristes condamnés à une ou plusieurs fois la perpétuité», ainsi que le durcissement de la procédure conduisant éventuellement à une réduction de peine.

En effet, pour le moment, chaque détenu peut demander à voir sa peine réduite après avoir purgé sept ans. Or, dans le nouveau texte, il faudra attendre quinze ans. De toute façon, même s'ils obtiennent une réduction à ce moment-là, les «terroristes» condamnés à plusieurs fois la perpétuité (ce qui est souvent le cas avec les Palestiniens) ne pourront pas espérer sortir avant d'avoir purgé quarante ans de détention. Au lieu de trente actuellement.

Ultra-nationaliste décomplexée

Cette disposition restrictive cadre avec la ligne du Foyer juif selon laquelle un Palestinien en prison doit y rester le plus longtemps possible. En 2011, estimant que leur pays «faisait preuve de faiblesse», Bennett et Ayelet Shaked s'étaient d'ailleurs opposés à ce que mille «terroristes ayant du sang sur les mains» soient échangés contre Gilad Shalit, un caporal de l'armée israélienne enlevé par le Hamas en 2006.

Ultra-nationaliste décomplexée, Ayelet Shaked est plus qu'une simple ministre de la Justice : c'est une militante qui affiche son penchant pour la répression des «crimes palestiniens» et pour le développement des «communautés de Judée-Samarie» (les colonies juives de Cisjordanie).

Parfois surnommée la «Dame de fer», cette battante a, en tout cas, l'intention d'appliquer le programme électoral du Foyer juif jusqu'au dernier mot. Quitte à ignorer les avis de la Cour suprême et à se brouiller avec le Conseiller juridique du gouvernement, comme c'est le cas actuellement. libération.fr 28.07

Notre soutien au peuple palestinien est inconditionnel contre l'Etat génocidaire sioniste.

Israël, c'est la poursuite du IIIe Reich !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juillet 2015

[CAUSERIE](#)

Au fait, le dollar ne s'est toujours pas effondré, et on n'a pas encore entendu le premier coup de canon de la Troisième Guerre mondiale, c'est franchement con pour ceux qui en avaient fait leur fonds de commerce. Les démagogues professionnels qui avaient parié sur Syriza se sentiront moins seuls !

Vous me direz que cela ne résout pas notre problème, certes, on en est encore à la phase préliminaire d'élimination des théories foireuses des opportunistes et autres populistes qui s'étaient employés à embrouiller les choses au lieu de les éclaircir pour empêcher qu'on y voie plus clair.

La situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis, est le produit d'une conception de la lutte de classe qui fut profondément opportuniste au cours de la seconde moitié du XXe siècle de la part de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Soit on l'admet et l'espoir de la corriger est encore permis, soit on s'y refuse et notre cause est perdue d'avance.

Qui de la vanité du petit bourgeois ou de la vérité désintéressée l'emportera, telle est la question qui est soumise à chaque militant, cadre et dirigeant. Cela mérite de prendre le temps d'y réfléchir tranquillement, librement.

Quelques réflexions politiques

Les intellectuels ne sont pas ce qu'on croit et les ouvriers n'ont pas à être complexés.

Ceux qui ont émis des illusions sur Tsipras et Syriza et qui ont commis nombres d'articles depuis le 12 juillet dernier connaissaient parfaitement leur origine, leur nature, leur parcours politique et leur programme, leurs réelles intentions qui n'avaient rien à voir avec un parti ouvrier indépendant, encore moins un parti révolutionnaire. Tous savaient pertinemment qu'ils n'avaient pas l'intention de rompre avec l'euro et l'UE, et que par conséquent ils s'apprétaient à capituler devant la troïka, ce qu'en réalité Tsipras et Syriza n'avaient cessé de démontrer depuis qu'ils étaient parvenus au pouvoir en janvier 2015.

Un intellectuel thésaurise ou amasse des connaissances tel un trésor précieux dont il est jaloux, et dont sa vanité le portera à en faire étalage en toute occasion, histoire d'en imposer aux naïfs ou aux esprits faibles qui l'écouteront bouche bée, et en déduiront qu'il était forcément bien placé ou le plus qualifié pour traiter un sujet ou analyser une situation, alors qu'en réalité la plupart du temps il s'avère incapable d'employer ses connaissances à bon escient.

Les choses simples s'énoncent simplement dit-on, mais ce ne sera pas le cas d'un intellectuel qui se doit de les compliquer ou de les embrouiller au possible pour se distinguer des manants et autres gueux qui osent le concurrencer sur son propre terrain, histoire de se rendre indispensable et de légitimer son statut largement usurpé, qui doit bien servir à quelque chose, témoignant en pratique par son discours sa reconnaissance envers le régime auquel il est soumis en échange des privilèges qu'il lui accorde, un échange de bons procédés entre gens du même monde en somme.

Rendre son discours compréhensible au plus grand nombre pour élever le niveau de conscience de la population ne fait manifestement pas partie de ses objectifs, être reconnu par ses pairs lui suffira amplement, poussant un long soupir de satisfaction en posant le point final de son article. Tâche accomplie s'exclamera-t-il à lui-même, comme s'il avait contribué à faire avancer la civilisation.

Etaler sa science, émailler son propos de moultes références historiques ou littéraires sera assurément du meilleur effet sur ceux qui ne possèdent pas les connaissances requises pour en comprendre les rapports ou la signification, un savant, que Marx prenait pour un âne, doit forcément savoir de quoi il parle pense le benêt ou l'ignorant facilement manipulable, qui boira ses paroles assénées avec une telle assurance ou conviction, que quiconque s'aviserait de les critiquer serait automatiquement taxé d'idiot ou écarté de la discussion.

Un intellectuel perçoit la situation à travers le prisme déformant de sa condition qui inclut l'ensemble de ses expériences, dont il n'a pas conscience en dehors des avantages qu'elle lui confère et auquel il est attaché. Il n'est donc pas le mieux placé pour la décrire objectivement dans toutes ses manifestations ou sans la déformer. Le recours à des citations, formules ou aphorismes sert à combler ce déficit de légitimité, exercice auquel font appel les démagogues en tous genres.

A l'arrivée, ses analyses et surtout ses conclusions seront largement influencées par ses intérêts individuels qui se confondent le plus souvent consciemment ou non avec ceux du régime qui le nourrit. Et il lui faudrait prendre conscience de l'ensemble de l'évolution de l'humanité depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours pour qu'il en soit autrement ou saisir le processus dialectique à l'oeuvre qui conduit le monde à la barbarie ou au socialisme, ce dont il sera incapable généralement pour demeurer enfermé dans un système de pensée où ses connaissances sont soumises à un cloisonnement qui les rend impropre à toute évolution ou compréhension de la réalité dans sa totalité. Ne s'interdisent-ils pas de penser au-delà du capitalisme qui n'a pas existé de toute éternité, bien qu'Onfray ait décrété le contraire pour tenter de contourner cet obstacle qui rabaisse l'intellectuel au rôle de simple spectateur de son époque ou d'un vulgaire commentateur, ce qui vous l'aurez bien compris est indigne de l'élite de la société et de l'ambition qui la dévore.

Quand on les observe et qu'on les compare aux couches les plus arriérées de la société, on se demande lesquels des deux déploient le plus d'imagination ou d'efforts pour exister, ce qui peut se comprendre de la part des arriérés que la société ignore ou méprise, et qui ont besoin de cette compensation psychologique pour combler ce déficit social, tandis que l'intellectuel, qui bénéficie de la reconnaissance sociale de la société, sera guidé par la crainte de la perdre au point de s'avilir pour la conserver ; s'abaisser au rang de l'ouvrier qui se laisse aller à exprimer sans retenu mais ô combien justement ce qu'il pense de la société, lui est insupportable.

Chez l'intellectuel, tout part de lui ou sa petite personne, chez l'ouvrier tout part de la société qui lui en fait baver quotidiennement. Ils ne sont donc pas fait pour s'entendre, à moins que l'intellectuel se mette au niveau de l'ouvrier puisque l'ouvrier en est incapable, un peu comme un médecin qui se met au niveau de son patient quand il lui explique de quelle maladie il est atteint.

A propos de Tsipras

Tsipras est issu de Synaspismós (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), essentiellement composé d'une branche dissidente du KKE (Parti communiste grec) favorable à l'intégration de la Grèce à l'Union européenne.

Synaspismósse ralliera le mouvement de l'eurocommunisme, apparu dans les années 1970 en Europe occidentale, puis glissera graduellement vers le réformiste, en 2000 il perdit un grand nombre de ses adhérents partisans d'une entente avec le PASOK, une de ses dirigeantes historiques, Maria Damanaki, rejoindra les rangs du PASOK, en janvier 2004, confirmant sa dérive progressive vers la social-démocratie qui depuis est totalement achevée. (Source : ladocumentationfrancaise.fr - Grèce. Le Synaspismos, tiraillé entre social-démocratie et anarchisme par Dimitri Kitsikis - 12.01.2010)

Doit-on tenir compte ou non dans notre stratégie de l'existence d'un système économique mafieux ?

J'ai lu dans un article que l'ensemble de l'économie spéculative représenterait 100 fois le PIB mondial (quelque 70.000 milliards de dollars), soit autour de 7 millions de milliards de dollars, vous avez bien lu 7 millions de milliards de dollars, en comparaison les 200.000 milliards de dollars de l'endettement mondial sont ridicules.

Comment en sont-ils arrivés là ?

- Ils fabriquent des billets de banque tels des faux-monayeurs, par milliers de milliards qu'ils se distribuent.
- Ils fabriquent de la monnaie par le biais du crédit ou de la dette par une simple écriture comptable.
- Ils fabriquent des instruments financiers permettant de camoufler des actifs pourris.
- Ils bénéficient de l'optimisation fiscale qui leur permet de ne pas payer d'impôts ou très peu.
- Ils manipulent les cours de change entre les monnaies.
- Ils manipulent les taux d'intérêts
- Ils ont mis au point des logiciels leur permettant d'optimiser au maximum la spéculation en temps réel à la nanoseconde près.
- Ils manipulent les taux (et les stocks) des matières premières
- Ils ont monté des sociétés écrans off-shore où ils blanchissent l'argent de tous les trafics.
- Ils pratiquent le délit d'initié en continu.
- Ils truquent leurs bilans.
- Ils sont juge et partie lorsqu'ils ne peuvent plus étouffer les conséquences de leurs malversations.
- Ils ne passeront jamais par la case prison.
- Etc.

Tricheurs, menteurs, manipulateurs, escrocs, voleurs, gangsters, l'oligarchie financière devant laquelle tous les chefs d'Etat et

de gouvernement se prosternent incarne à elle-seule toutes les moyens malhonnêtes qu'on peut imaginer et au-delà encore pour accroître son pouvoir dans l'espoir qu'il sera éternel.

Bref, la liste plus haut n'est pas exhaustive, mais suffisamment explicite pour en déduire qu'on est en présence d'un système mafieux tentaculaire parfaitement légal, qui n'a plus rien à voir avec le fonctionnement du capitalisme classique. Tous les facteurs et rapports sont ainsi faussés qu'on l'admette ou non. Et quelle en est la conséquence ?

Un pouvoir quasi absolu ou devenu tyrannique et qui s'impose à tous les Etats sans exception. Toutes les institutions financières ou politiques qu'ils ont créées y sont soumis, ce qui incluent tous les partis de droite ou de gauche. Voilà pourquoi on ne peut pas être de gauche en soutenant l'une ou l'autre de ces institutions ou en y participant.

Pourquoi la conception de la lutte de classe qui prévalait autrefois est inopérante aujourd'hui ? Parce qu'elle s'emploie à nier ce constat ou ce qui vient d'être dit. En faussant l'ensemble des facteurs et rapports qui déterminaient la marche du capitalisme, c'est également la lutte des classes qui s'en trouve faussée ou plutôt, qui met à l'ordre du jour avec une acuité particulière la nécessité d'abolir les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, et de rompre avec l'ensemble de ses institutions soumises à ce traitement mafieux.

On aura compris que dans ce contexte, une fois parvenu au pouvoir il serait impossible d'envisager conserver un jour de plus des institutions totalement corrompues ou dont c'est devenu la raison d'être, soit on les abat et on les remplace par d'autres organismes, soit on supprime ce qui en est à l'origine ou ce avec quoi elles s'identifient, la monnaie ou l'argent.

La question serait de savoir si le socialisme serait toujours la réponse appropriée au capitalisme, dans la mesure où le capitalisme a été supplanté par un système financier mafieux ne répondant plus aux lois de fonctionnement du capitalisme, il en est même la négation à terme, ou s'il faudrait passer rapidement ou directement au communisme qui incarne la négation de la finance ou toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Notre idée ou raisonnement ne consiste pas à vouloir à tout prix sauter l'étape du socialisme ou à la déclarer caduque, on s'interroge seulement sur le bien-fondé d'une perspective politique sachant qu'à l'échelle mondiale il existe un facteur déterminant, la finance, dont l'emprise sur l'économie (et la société) est totale et le pouvoir illimité, sauf par la lutte de classe des travailleurs sur tous les continents que justement l'oligarchie financière se destine de neutraliser, si bien que la monnaie ou l'argent avec lesquels se confond le pouvoir de la finance représenteraient un danger mortel pour la révolution socialiste au point qu'il vaudrait peut-être mieux les abolir avant qu'elle ne puisse nous anéantir en asservissant tous les peuples, or on ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale, en abolissant l'argent on leur retirerait l'herbe sous les pieds en les empêchant de se servir de ce facteur dans les autres pays contre notre République sociale...

En parlant du communisme, on évoque la suppression des classes et des Etats, des frontières, des partis politiques et de la démocratie qui n'auraient plus aucune raison d'être, mais on oublie l'argent ou la monnaie qui disparaîtraient du même coup. Plus on se rapproche d'un extrême, plus l'extrême opposé ou sa négation tend à devenir plausible. C'est à notre avis une question à laquelle il faut réfléchir. A suivre.

Quel cauchemar !

- L'Inde, pays le plus peuplé du monde en 2022 - Le Monde.fr

Dans moins de sept ans, la population de l'Inde devrait dépasser celle de la Chine. Beaucoup plus tôt que prévu. Selon le nouveau rapport des Nations unies, « Perspectives de la population mondiale : révision 2015 », publié mercredi 29 juillet, la Chine et l'Inde aujourd'hui au coude-à-coude avec respectivement 1,38 milliard et 1,31 milliard d'habitants (soit 19 % et 18 % de la population mondiale) devrait l'une et l'autre compter avant 2022 1,4 milliard d'individus.

Mais, passé ce cap, la croissance de la population chinoise devrait se stabiliser jusqu'en 2030 avant de se mettre doucement à décliner, pour retomber à 1 milliard à la fin du siècle, tandis que celle de la population indienne se poursuivrait, passant à 1,5 milliard en 2030 à 1,7 milliard en 2050 et à 1,65 milliard en 2100.

A la fin du siècle, la population planétaire franchira les 11 milliards.

Si la croissance de la population mondiale se poursuit, son rythme se ralentit, constatent néanmoins les démographes de l'ONU. De 1,84 % il y a dix ans, sa progression annuelle n'est plus « que » de 1,18 %, soit de 83 millions de personnes par an. De 7,3 milliards en 2015, elle devrait cependant encore gagner au cours des quinze prochaines années plus d'un milliard d'individus, pour atteindre 8,5 milliards en 2030, puis 9,7 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100.

Le rythme de croissance de la population mondiale dépendra étroitement de l'évolution de la fécondité, soulignent les démographes de l'ONU, qui tablent sur une baisse de celle-ci y compris en Afrique, constatant qu'elle a déjà reculé ces dernières années

dans pratiquement toutes les régions du monde. De 4,7 enfants par femme aujourd'hui, le taux de fécondité sur le continent africain devrait tomber à 3,1 en 2050, et à 2,2 d'ici à la fin du siècle.

En dépit de ce recul attendu de la fécondité, plus de la moitié de la croissance de la population mondiale d'ici à 2050 devrait concerner l'Afrique. Au milieu du siècle, la population du Nigeria devrait dépasser celle des Etats-Unis (388,8 millions), avec 398,5 millions d'habitants, faisant de ce pays la troisième nation la plus peuplée de la planète. L'Angola, le Burundi, la République du Congo, le Malawi, le Mali, le Niger, la Somalie, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie pourraient, eux, d'ici à 2100, voir leur population quintupler.

A l'opposé, l'Europe est la seule région de la planète qui connaîtra un recul – continu – de sa population. Aujourd'hui sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme) dans bien des pays du continent, le taux de fécondité européen devrait se redresser, en passant de 1,6 enfant par femme en moyenne en 2015 à 1,8 enfant par femme en 2050, mais cela n'empêchera pas la baisse de sa population. Le Monde.fr 29.07

Et la théorie de l'eugénisme dans tout cela? Elle pourrait se réaliser par étouffement !

La question la plus stupide du jour : une chaîne privée peut-elle avoir une "information indépendante" ?

- Canal + : Bolloré aurait empêché la diffusion d'une enquête sur le Crédit Mutuel - leparisien.fr

D'après Mediapart, le patron du groupe Vivendi aurait censuré une enquête sur le Crédit mutuel par un coup de fil à Rodolphe Belmer, alors directeur général de la chaîne.

Tout comme UBS ou HSBC, le Crédit mutuel est soupçonné d'avoir organisé un vaste système d'évasion fiscale via ses filiales suisse et monégasque. Comme le rappelle Mediapart une enquête judiciaire pour soupçons de fraude fiscale a été ouverte fin 2014 contre le groupe bancaire français, propriétaire de nombreux quotidiens régionaux tels que Le Progrès, Le Dauphiné libéré ou L'Est républicain.

«En quinze ans, je n'avais encore jamais vécu une censure aussi franche et brutale», a déclaré Jean-Pierre Canet, rédacteur en chef du documentaire travaillant pour la société KM Production et cité par le site d'information. «Aucune concertation ni aucune négociation n'a été possible avec la direction ou l'actionnaire principal de Canal +». Aucun commentaire n'a en revanche été fait par Vivendi, le Crédit mutuel ou le porte-parole de Vincent Bolloré.

Depuis cette affaire, KM Production a appris que Canal + mettait fin à son contrat de production du «Grand Journal», sa principale source de revenu. «C'est une lame de fond, Vincent Bolloré prend le contrôle de Canal+ et dégage les représentants historiques de la chaîne. Mais c'est une vraie question de savoir si une chaîne privée, détenue par des industriels ayant des intérêts divergents, peut avoir une information indépendante», s'est inquiété Jean-Pierre Canet.

Quant au documentaire, il sera bel et bien diffusé à l'automne à la télévision. Ce ne sera pas sur Canal + mais sur France 3, dans le cadre de l'émission «Pièces à conviction». leparisien.fr 29.07

Syriza en proie avec ses contradictions.

- Tsipras prêt à des élections pour garantir la nouvelle aide à la Grèce - AFP Le Premier ministre grec Alexis Tsipras envisage de recourir à des législatives anticipées pour regagner une majorité parlementaire mise à mal par la contestation par une partie de ses troupes du plan d'aide en cours de négociation avec les créanciers du pays.

"Si nous n'avons pas de majorité parlementaire, nous serons contraints à des élections", a déclaré mercredi M. Tsipras, dans une interview à la radio Sto Kokkino.

Au pouvoir depuis seulement six mois, il a précisé être "le dernier à vouloir des élections".

Mais il a pris acte de la division au sein de Syriza, le parti de la gauche radicale qu'il dirige, dont plus de 30 des 149 députés ont voté, les 15 et 22 juillet, contre les premières réformes demandées par les créanciers de la Grèce.

Désormais, et malgré le soutien de 13 députés du parti de droite souverainiste Anel avec lequel gouverne Syriza, le Premier ministre ne dispose plus du seuil minimum de 151 députés (sur 300) pour appliquer le nouvel accord sans le soutien de trois partis d'opposition (Nouvelle Démocratie, Pasok, Potami) qui lui apportent à chaque fois leurs 106 voix.

Si le Premier ministre n'arrive pas à reprendre sa majorité en main lors du prochain vote, le congrès exceptionnel de Syriza, que M. Tsipras veut convoquer "début septembre", lancera la recombinaison interne du parti en vue d'élections, sans doute à l'automne.

Un comité central de Syriza doit se réunir jeudi et probablement décréter la tenue du congrès.

Reste à savoir quelle sera la ligne de conduite du courant contestataire, qui affirme représenter les voix du "non" à l'austérité, vainqueur du référendum du 5 juillet.

"Celui que ne respectera pas les décisions collectives (du parti, ndlr) devra rendre son siège" de députés, a prévenu Tsipras.

La ligne d'Alexis Tsipras reste majoritaire au sein du parti et il est toujours populaire dans l'opinion publique. Mais le chef du gouvernement a aussi dit être conscient de l'aggravation des difficultés économiques. AFP 29.07

OTAN de Daech.

- Soutenue par l'OTAN, la Turquie intensifie ses frappes contre le PKK - euronews.com

La Turquie a poursuivi ce mercredi ses raids aériens contre les rebelles kurdes, frappant fort dans le nord de l'Irak et le sud-est de la Turquie.

L'opposition soupçonne le président de vouloir alimenter un sentiment anti-kurde dans la perspective d'éventuelles élections anticipées. euronews.com 29.07

Dans un communiqué publié lundi, François Hollande a réaffirmé sa détermination à lutter, aux côtés d'Erdogan contre «toutes les formes de terrorisme». Pour la militante féministe, cette position «valide l'équation 'PKK = Daech'que veut faire passer Ankara, pour diaboliser les Kurdes». lefigaro.fr 29.07

ACTUALITE EN TITRES

[Le piège tendu à la Russie a foiré.](#)

- MH17: Moscou met son veto à l'ONU à la création d'un tribunal spécial - AFP

[Décomposition d'un régime...](#)

- Migrants à Calais : les renforts de gendarmes et CRS déjà à l'oeuvre - Francetv info

- À Paris, la chasse aux pickpockets s'organise - Francetv info

- La guerre de tranchées continue entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine - AFP

- Le Foll annonce le renforcement de la lutte contre la bactérie Xylella Fastidiosa en Corse - AFP

- Les robots-soldats ne remplaceront pas les hommes - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

- La Jordanie demande le dialogue entre les arabes et l'Iran - french.irib.ir

Nasser Juda, le ministre jordanien des Affaires étrangères, et Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue Arabe ont souhaité, ce mercredi, le dialogue entre les arabes et l'Iran, après l'accord nucléaire entre Téhéran et les 5+1.

« Nous voulons opter pour le dialogue et nous disons que l'accord nucléaire pourra ouvrir la porte au dialogue sur différentes questions », a affirmé, Nasser Juda en accueillant favorablement l'accord nucléaire. « Bien que nous ayons des difficultés avec l'Iran, cependant ce pays n'est pas notre ennemi et il ne doit pas l'être », a, pour sa part, déclaré, Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue Arabe. french.trib.ir 29.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Salvador

- Au Salvador, les « maras » sèment la terreur dans les transports et battent les records d'homicides en un mois - Le Monde.fr

Depuis deux jours, les habitants du Salvador n'osent plus prendre les transports en commun, de peur d'affronter les représailles des cartels, qui ont la mainmise sur le pays. Des membres de maras, ces groupes criminels à l'œuvre en Amérique latine et en Amérique centrale, ont abattu, mercredi 29 juillet, un septième chauffeur de microbus, au motif qu'il ne respectait pas la grève des transports qu'ils imposent pour faire pression sur les autorités.

Selon la police, le chauffeur a été criblé de balles alors qu'il faisait le plein dans une station-service de la périphérie de San Salvador. Avant lui, un autre chauffeur avait été tué dimanche et cinq autres lundi. Mercredi, sous une forte surveillance policière et militaire, des milliers de Salvadoriens se déplaçaient à bord de camions militaires pour se rendre au travail ou à l'école.

Faire pression sur le gouvernement

Les maras imposent cette grève pour exiger des autorités de négocier avec eux un allègement de la répression qui s'exerce sur leurs activités et assurer des conditions d'emprisonnement moins difficiles à leurs membres. Mais, jusque-là, le gouvernement a toujours refusé d'engager le dialogue avec ces gangs, dont les guerres de territoire sont à l'origine de la montée de violence qui embrase le pays depuis plusieurs années, jusqu'à en faire un des pays les plus violents d'Amérique centrale.

« Sous aucun prétexte notre gouvernement n'est disposé à dialoguer avec les criminels, que cela soit bien clair, nous n'allons pas négocier et nous allons les poursuivre, les capturer et les présenter devant la justice », a martelé mardi le président Salvador Sanchez Ceren. « Nous ne laisserons pas impunis les meurtres de chauffeurs, policiers, soldats et travailleurs salvadoriens », a lancé pour sa part le procureur Luis Martinez, qui a qualifié ces gangs de « terroristes ».

Six cent trente-cinq homicides en un mois

Le Salvador, petit pays situé entre le Honduras et le Guatemala, a en effet enregistré quelque 635 homicides en seulement un mois, essentiellement en raison des règlements de comptes opposant les divers gangs du pays. Soit une moyenne de 20 morts par jour. Les autorités affirment qu'il s'agit, pour les maras, d'un moyen supplémentaire de menacer le gouvernement après le transfert de quelque 2 600 membres de cartels emprisonnés.

« Il s'agit du mois le plus violent depuis [la fin de la guerre civile en Amérique centrale en] 1992, et nous savons que nombre d'homicides n'ont pas été déclarés », s'inquiète Miguel Fortín Magaña, directeur de l'Institut de la médecine légale.

Il faut garder à l'esprit que, comme la plupart des cartels d'Amérique centrale, les deux principaux gangs du pays, la Mara Salvatrucha et la Mara Barrio, ont pour habitude d'enterrer leurs victimes dans des fosses communes. Les cadavres sont ainsi souvent découverts bien après le crime. Or les homicides sont toujours imputés l'année de la découverte des corps, indépendamment de la date à laquelle ils ont été commis, comme le rappelle cette note de blog, ce qui fausse les statistiques.

Il n'en reste pas moins que le Salvador enregistre l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde et d'Amérique centrale, avec, en 2014, 61 victimes pour 100 000 habitants. Si la tendance observée au cours du premier trimestre de 2015 se maintient, le solde macabre devrait atteindre 4 500 victimes d'ici à la fin de l'année, soit un taux de presque 70 victimes pour 100 000 habitants, supérieur à son niveau de 2011, d'avant la trêve entre les maras. lemonde.fr 29.07

ECONOMIE

Koweït

- Le torchon brûle entre l'Arabie et le Koweït - french.trib.ir

La diffusion d'un document a intensifié les divergences entre l'Arabie et le Koweït sur un champ pétrolier commun

Le ministre koweïtien du Pétrole a écrit à son homologue saoudien pour demander une reprise de la production dans un champ pétrolier commun, affirmant que le Koweït risquait de subir de "lourdes pertes" en raison de l'arrêt, rapporte mardi la presse koweïtienne.

"J'appelle votre excellence à reprendre la production dans le champ commun de Khafji et attire votre attention sur le fait que l'arrêt de la production et de l'exportation va causer au Koweït de lourdes pertes qu'il incombe au gouvernement saoudien de prendre en charge", a souligné Ali al-Omair dans sa lettre à son homologue saoudien Ali al-Nouaïmi, selon le quotidien Al-Raï.

Dans sa missive envoyée début juillet, M. Omair relève aussi, selon Al-Raï, que l'arrêt de la production viole un accord vieux de 50 ans.

A la suite de l'impasse survenue dans les négociations avec Riyad visant à régler les divergences sur la souveraineté des zones pétrolifères, le gouvernement koweïtien qui partage des champs pétroliers communs avec l'Arabie a saisi un tribunal international. french.trib.ir 29.07

[Haut de page ↗](#)

Le 31 juillet 2015

CAUSERIE

On a corrigé la faute de frappe dans le texte figurant sur la photo de la réunion de l'OTAN. On a ajouté 16 articles.

Nous sommes tombé sur un article très intéressant mais très long (Le pouvoir communicationnel de la classe des élites contre la démocratie), que nous allons mettre en ligne dans cette page en le présentant sous la forme de plusieurs parties en fonction des thèmes abordés, pour que les lecteurs puissent le lire et retenir l'essentiel, y réfléchir tranquillement, il figurera également en entier au format pdf.

Ce pourrait être une nouvelle rubrique lorsque des articles trop longs présentent un intérêt certain, encore devrais-je trouver le temps de l'actualiser.

[A retenir pour comprendre la politique américaine.](#)

Nous savons que les États-Unis recherchent avant tout la sécurité de leurs investissements répartis dans l'ensemble du monde et celle de leur accès aux matières premières stratégiques de même qu'aux ressources énergétiques. Ils le font généralement avec succès, mais quand ils rencontrent un obstacle majeur ils ont recours à la déstabilisation de la gouvernance des États souverains et à la guerre (Chossudovsky - Mondialisation.ca).

[Articles mis en ligne dont on ne peut pas partager l'orientation politique.](#)

Jules Dufour : les Grècs craignaient "*le pire avec le retrait du pays de l'ensemble européen*", l'UE. (Un automne noir pour les Européens : Coups d'état des pouvoirs financiers).

Si la politique de régression sociale généralisée de l'UE à laquelle tous ses pays membres doivent se soumettre sous peine de sanctions n'est pas le "*pire*", alors qu'est-ce que c'est ? Voilà à quelle aberration on arrive lorsqu'on demeure soi-même soumis à l'UE.

Michael Husson : "*pour un audit et une restructuration décisive des dettes publiques*" (Grèce: les vraies causes de la dette publique», une étude décapante).

Autrement dit, cet auteur est sur la même ligne que le FMI, inutile d'en dire davantage c'est suffisamment explicite, pas question d'annuler la dette grecque, le peuple grec doit payer pour les banquiers.

On retrouve ces orientations politique dans 99% des articles mis en ligne dans ce portail, normal leurs auteurs ne sont pas marxistes.

On pourrait ajouter Maxime Vivas ou l'imposture du *Socialisme du XXIe Siècle* ou la *révolution bolivarienne*, qui n'a jamais remis en cause le capitalisme au Venezuela et qu'illustre à sa façon l'article *Varoufakis voulait contourner son administration. Chavez l'avait fait..*

ACTUALITE EN TITRES

[Quand le PS banalise à nouveau ou s'empare de la sémantique de l'extrême droite.](#)

- Elevage: l'appel à la préférence nationale "respecte les règles européennes" indique Le Foll AFP

[En dictature. Pour Libération, personne ne doit affronter l'oligarchie toute puissante.](#)

- Aurélie Filippetti porte plainte contre Paris Match - Reuters

- Chère Aurélie Filippetti, évite les procès, ça te perdra ! - Liberation.fr

C'est la rédaction de Libération qui lui a adressé ce conseil qui sonne comme une menace si elle persistait à s'attaquer à la presse de l'oligarque Dassault, dorénavant dans ce pays tout le monde doit se soumettre en silence au pouvoir de l'oligarchie et de ses médias.

[La cruauté sans limite d'un gouvernement d'extrême droite.](#)

- Israël autorise l'alimentation de force des prisonniers - LExpress.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[La destruction de la classe en cours.](#)

- Hausse de 8,6% des auto-entrepreneurs en 2014 - Reuters

Un total de 982.000 auto-entrepreneurs étaient recensés fin 2014 en France, soit 78.000 de plus qu'un an plus tôt, selon les données publiées jeudi par l'Acoss, l'agence centrale des organismes de Sécurité sociale.

Sur le total, un peu plus de 58% (574.000) étaient économiquement actifs fin 2014, une proportion quasi stable sur un an.

Ils ont déclaré un chiffre global pour le quatrième trimestre de 1,9 milliard d'euros, en hausse de 6,7% sur un an, soit une moyenne de 3.290 euros (-1,7%) par tête. Reuters 30.07

Que des travailleurs au chômage soient poussés dans cette voie en désespoir de cause on peut le comprendre, chacun tente de s'en sortir comme il peut car il faut bien vivre ou survivre d'une manière ou d'une autre, la société ne leur offre pas vraiment le choix, à ceci près qu'en adoptant le mode de pensée d'un patron ou d'un capitaliste ils ne seront pas vraiment portés à se rapprocher du socialisme et étant encore plus enchaînés au capitalisme, comme en Grèce qui compte 20 à 25 auto-entrepreneurs.

[Quand le climat refuse de se soumettre au lobby néolibéral](#)

- Météo: Un record de froid enregistré en Bretagne ce jeudi matin - 20minutes.fr

Seulement 1,7 degré à l'aube de ce jeudi matin dans le petit village de Guiscriff, dans le Morbihan en Bretagne. A Pontivy, à l'intérieur des terres dans le Morbihan, la température n'a pas dépassé les 5 degrés au lever du soleil et ne sera que de 6 degrés ce vendredi. 7 degrés à Rennes.

Si la France a dû subir des températures automnales toute cette semaine, cette tendance ne devrait pas durer. « A partir de demain et franchement ce week-end, les températures vont remonter, et cela même en Bretagne », ajoute le prévisionniste. Un pic de chaleur devrait être constaté ce lundi : les températures vont monter jusqu'à 35 degrés. A Rennes, il fera un peu moins chaud,

environ 25 degrés dans l'après-midi. 20minutes.fr 30.07

Gageons qu'ils ne retiendront dans quelques jours que le "pic de chaleur" pour justifier leur thèse foireuse du réchauffement climatique qui a la même fonction que celle de la guerre des civilisations...

Enrichissez-vous ! L'objectif invouable de la politique du gouvernement.

- De nombreux fonds PEA ont gagné plus de 25 % cette année - LeFigaro.fr

Alors que l'indice phare de la Bourse de Paris gagne environ 16 % depuis janvier, Dorval Manageurs (Dorval Finance), numéro un du classement des fonds «actions françaises» selon Europerformance, s'est envolé, lui, de 28 % environ. Il est talonné par Sycomore Francecap (Sycomore AM), en hausse de 26 %, et par R Conviction France, de Rothschild & Cie Gestion (+25,60 %). LeFigaro.fr 30.07

Et quand des salariés de Manitou BF exigent une augmentation générale des salaires d'1,8%, le patronat hurle au scandale, et lorsqu'il s'agit d'augmenter le smic d'1% supplémentaire le gouvernement déclare que cette revendication est incompatible avec la situation économique, on aura compris pourquoi.

Infos sur la Grèce.

Grèce: Syriza décide de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre - AFP

Le comité central du parti de gauche radicale Syriza a voté jeudi soir en faveur de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre, une proposition du Premier ministre Alexis Tsipras afin de définir une position commune vis-à-vis de l'accord avec les créanciers du pays, a-t-on appris auprès du parti.

Alexis Tsipras, également dirigeant de Syriza, a fait cette proposition à l'ouverture de la réunion du comité central du parti, dont certains membres s'étaient opposés à l'accord que le gouvernement avait signé le 13 juillet avec ses créanciers sur un nouveau prêt à la Grèce, accompagné de mesures de rigueur.

"Nous sommes le premier gouvernement de gauche radicale en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Soit ce gouvernement continue grâce aux députés de gauche, soit il tombe à cause des députés de gauche, qui pensent que ce gouvernement a justement cessé d'être de gauche", a déclaré Alexis Tsipras devant les cadres du parti.

(Votre gouvernement est illégitime, après que l'accord que vous avez passé avec la troïka le 13 juillet dernier fut adopté par la Vouli (le parlement grec) grâce aux voix des députés de la Nouvelle Démocratie et du Pasok notamment qui furent chassés du pouvoir par le peuple lors des élections législatives de janvier 2015. Syriza est minoritaire ou n'a plus de majorité au parlement, et le gouvernement ne tient que grâce au soutien des partis officiels de droite, la Nouvelle Démocratie et le Pasok, ainsi il ne s'agit pas d'un "gouvernement de gauche radicale" mais un gouvernement de droite. Il est toujours bon de remettre les choses à la place qui leur revient. - LVOG)

Après plus de douze heures de réunion, le comité central du Syriza a accepté la proposition du Premier ministre en rejetant celle de "la Plateforme gauche", un courant influent de gauche dure au sein du Syriza ainsi que celle d'autres groupes dissidents, qui s'opposent à l'accord avec les créanciers. Les dissidents souhaitaient un congrès le plus tôt possible avant même la finalisation de l'accord avec les créanciers.

"Une majorité a voté en faveur de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre", a indiqué à l'AFP, Costas Zachariades, membre du comité central, composé de 201 membres.

La date exacte du congrès n'a pas été pour le moment précisée.

Si sa ligne l'emporte, Tsipras pourra exiger des opposants le respect des décisions de la majorité et une discipline de vote au Parlement.

(La majorité des députés de Syriza votera à nouveau pour le second volet du dernier mémorandum de la troïka soutenu par Tsipras parce qu'ils tiennent davantage aux privilèges liés à leur fonction de député, plutôt qu'à la cause du peuple qu'ils prétendaient incarner, ce sont de vulgaires affairistes à l'image de la Nouvelle Démocratie et du Pasok, doublés d'imposteurs scélérats. A vomir ! - LVOG)

"Si certains pensent qu'un autre Premier ministre, un autre gouvernement peut faire mieux, qu'ils le disent ouvertement", a-t-il lancé à l'adresse de ses opposants internes.

(Dans le cadre des institutions du capital en place en Grèce, impensable, il faudrait commencer par les abolir... - LVOG)

Alexis Tsipras a également fait une autre proposition pour que s'exprime la voix des contestataires: une consultation interne au parti qu'il a appelée "référendum" et ce, dès dimanche.

"Je n'ignore pas qu'il existe (...) des camarades qui disent que le parti doit prendre des décisions avant la validation de l'accord (avec les créanciers, nldr), précisément parce qu'ils veulent annuler cet accord (...). Je propose donc de traiter cette question immédiatement (...) en organisant un référendum au sein du parti dimanche", a-t-il suggéré.

L'idée d'un référendum au sein du parti sur la poursuite ou non des discussions entre le gouvernement et les créanciers du pays a finalement été rejetée. (lemonde.fr 30.07)

(Normal, la majorité des adhérents et des dirigeants de Syriza sont des opportunistes, des ex-staliniens ou sociaux-démocrates dégénérés repentis, ils ont la mentalité misérable du renégat petits bourgeois subordonné au capitalisme pour n'avoir jamais adhéré au socialisme. - LVOG)

Les frondeurs de Syriza refusent en effet d'attendre, comme le souhaite Tsipras, que soit finalisées les négociations en cours avec les représentants de l'UE et du FMI pour clarifier l'équilibre des forces au sein du parti.

(Le fonctionnement de Syriza est antidémocratique dans la mesure où sa direction a refusé que son congrès se tienne avant le 20 août, date butoir avant laquelle le gouvernement et le Parlement devront avoir adopté les nouvelles mesures d'austérité préconisées par la troïka, ce qui reviendra à mettre les adhérents de Syriza devant le fait accompli. - LVOG)

Plus d'une dizaine de membres du comité central ont démissionné à l'issue de la réunion du comité central, selon Costas Zachariades.

"Si nous n'avons pas d'objectif commun, il n'y plus de raison de coexister (...) S'appuyer sur les votes des autres partis et poursuivre avec cette dualité interne ne peut continuer éternellement", a ajouté Tsipras, montrant sa détermination à régler les divisions au sein de son parti.

Mercredi, Alexis Tsipras s'est même dit prêt à organiser des élections législatives anticipées avec de meilleures chances de marginaliser les contestataires et de regagner une majorité parlementaire unie autour du soutien au troisième plan de sauvetage des créanciers UE et FMI. AFP 30.07

Dorénavant Tsipras assume être officiellement le porte-voix de l'UE et du FMI et c'est très bien ainsi, au moins la situation s'éclaircie. Face à l'ultimatum de la direction de Syriza, on se demande ce que foutent encore les maoïstes et trotskystes dans ce parti, sinon le légitimer ainsi que sa politique tournée contre le peuple grec.

En complément.

Wikipedia - En 2015, sont effectivement membres de SYRIZA les partis et organisations politiques suivantes.

- Citoyens actifs , un parti socialiste démocratique et patriote.
- Groupe politique anticapitaliste, parti trotskiste.
- Association des citoyens de Riga (Velestinli), un parti à la fois internationaliste et patriote, défendant les idées de démocratie, d'écologie et de justice sociale
- Synaspismós (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), parti socialiste démocratique, écosocialiste, eurocommuniste et féministe
- Organisation communiste de Grèce (KOE) : parti maoïste.
- Plateforme communiste de Syriza : section grecque de la Tendance marxiste internationale à l'idéologie trotskiste.
- Mouvement social démocratique (DIKKI) : parti nationaliste de gauche, socialiste et eurosceptique.
- Écosocialistes de Grèce : parti écosocialiste et écologiste.
- Gauche ouvrière internationaliste (DEA) : parti révolutionnaire de sensibilité trotskiste.
- Mouvement pour l'Unité d'action de la gauche (KEDA) : parti marxiste-léniniste.
- Nouveau combattant : parti socialiste démocratique.
- Groupe de la gauche radicale - Roza : parti luxemburgiste et féministe.
- Radicaux : parti socialiste démocratique et patriote.
- Rouge : parti trotskyste
- Gauche écologique, communiste et renouée (AKOA) : parti socialiste démocratique, eurocommuniste et écologique.
- Union du centre démocrate (EDIK) : parti radicalisme et social-libéralisme.
- Mouvement unitaire : parti socialiste démocratique.
- Ainsi qu'un certain nombre de militants de gauche indépendants.

La SFIO en quelque sorte, le modèle de parti à rejeter catégoriquement.

- Grèce : sans allègement de la dette, le FMI refuse de participer au plan d'aide - latribune.fr

Le FMI persiste et signe. Alors que les discussions sur les modalités d'un nouveau plan d'aide à la Grèce se poursuivent à Athènes, le FMI a conditionné sa participation à un allègement de la dette par les Européens.

Cette fois, le FMI a mis ses menaces à exécution. Dans un rapport publié le 14 juillet, l'institution financière de Washington plaide pour un allègement de la dette, et expliquait que sa participation au plan d'aide était loin d'être acquise.

"Nous avons été très clairs sur le fait que (...) nous avons besoin d'une solution concrète et ambitieuse au problème de la dette", pour accorder de nouveaux prêts à Athènes, précisait alors un haut cadre du FMI en dévoilant ce rapport.

Mais le jeudi 30 juillet, le FMI hausse le ton. Un des responsables de l'institution a assuré que l'institution financière de Washington ne participera pas au plan d'aide à la Grèce tant que les Européens n'auront pas consenti à un allègement de la dette, qui frôle désormais les 180% du PIB du pays.

Pas d'aide sans allègement de la dette

"Le FMI n'y participera qu'une fois que ces deux conditions seront remplies", indique ce haut responsable du Fonds monétaire international sous couvert d'anonymat. Il précise que ces conditions ne seront pas remplies avant plusieurs mois.

Les Européens sont dans le viseur du FMI, mais les Grecs ne sont pas épargnés. Si un train de réformes complet n'est pas adopté, l'institution financière ne s'engagera pas dans ce troisième plan d'aide, évalué entre 82 et 86 milliards d'euros, martèle-t-on à Washington.

Pourtant, la semaine dernière, la Vouli, le Parlement grec a voté une série de réformes imposées par les créanciers du pays : hausse de la TVA, réforme de la justice civile, réforme des retraites, privatisations. Pas de quoi satisfaire pour l'instant le FMI.

Mercredi, lors d'une conférence de presse, Christine Lagarde, la directrice du fonds monétaire international (FMI) a une nouvelle fois déclaré qu'"une dose de restructuration de la dette est inévitable", ajoutant que "pour que la Grèce réussisse et qu'un quelconque programme aboutisse, une restructuration de la dette doit avoir lieu".

L'allègement de la dette n'est pourtant pas à l'ordre du jour. Si la France soutient cette idée, Berlin de son côté y est farouchement opposé.

A Athènes, les jours sont comptés

Pourtant en Grèce le temps presse. Certes, le 17 juillet, le pays a obtenu un prêt relais de 7,16 milliards d'euros par le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF). Ce montant a permis à Athènes de rembourser ses dettes au FMI et à la BCE pour un total de 6,65 milliards d'euros.

Autant dire qu'il ne reste plus grand chose de cette aide d'urgence, uniquement destinée à rembourser les créanciers. Et Athènes sait que de nouvelles échéances de remboursement se rapprochent à grands pas. Le pays doit rembourser 3,2 milliards d'euros à l'institution financière de Francfort le 20 août.

Malgré cette déclaration qui ressemble une nouvelle fois à un ultimatum, le FMI a assuré que sa participation aux négociations en cours à Athènes était maintenue. latribune.fr 30.07

[Haut de page ↗](#)